

ROBERT SERVICE TROTSKI

PERRIN

Table des matières

Préface

NOTE AU LECTEUR

Introduction

Première partie - 1879-1913

- 1 - La famille Bronstein
- 2 - Éducation
- 3 - L'école
- 4 - Le jeune révolutionnaire
- 5 - Amour et prison
- 6 - L'exil sibérien
- 7 - L'Iskra
- 8 - La scission
- 9 - L'année 1905
- 10 - Procès et châtement
- 11 - Émigré, encore...
- 12 - L'unificateur
- 13 - Correspondant de guerre

Deuxième partie - 1914-1919

- 14 - La guerre à la guerre
- 15 - Conceptions révolutionnaires
- 16 - Traversées de l'Atlantique
- 17 - Presque bolchevik
- 18 - Menaces et promesses
- 19 - Le coup d'État
- 20 - Commissaire du peuple
- 21 - Trotski et les Juifs
- 22 - Brest-Litovsk
- 23 - Kazan et l'après-Kazan

24 - Commandant en chef... ou presque

25 - La victoire des Rouges

26 - La révolution mondiale

Troisième partie - 1920-1928

27 - Images et réalité

28 - Paix et guerre

29 - Tiré d'affaire

30 - Querelles autour de la réforme

31 - La politique de la maladie

32 - L'Opposition de gauche

33 - Sur le front culturel

34 - L'échec

35 - Entourage et faction

36 - La vie avec Trotski

37 - Pensées, programmes et intentions

38 - Affrontement final à Moscou

39 - Alma-Ata

Quatrième partie - 1929-1940

40 - Büyükada

41 - En quête de révolutions

42 - L'auteur

43 - Contacts russes

44 - L'Europe, sud et nord

45 - Le Mexique

46 - La Quatrième Internationale

47 - Trotski et ses femmes

48 - La « question russe »

49 - Confrontation avec les philosophes

50 - La Seconde Guerre mondiale

51 - L'assassinat

52 - Les gardiens et la flamme

Bibliographie sélective

Archives

Documents

Ouvrages imprimés

Préfaces ou chapitres de Trotski et ouvrages collectifs

Périodiques

Autres publications

CARTES

Notes

Robert SERVICE

Trotsky

Traduit de l'anglais par Martine Devillers-Argouarc'h

PERRIN

www.editions-perrin.fr

Titre original :
Trotsky
A Biography

© Robert Service, 2009

© Perrin, 2011 pour la traduction française

Couverture : © Rawan/Rex Features/SIPA

EAN Perrin : 978-2-262-03883-0

ISBN Macmillan Publishers, Londres : 978-1-405-05346-4

Préface

Ce livre est le premier d'une trilogie consacrée aux premiers dirigeants de l'Union soviétique[1]. L'Institut Hoover a servi de base à mes recherches de documents d'archives, et je suis reconnaissant à son président, John Raisian, à son directeur, Richard Sousa, ainsi qu'à Tad Taube, membre du Conseil de supervision, et à la Fondation Sarah Scaife de m'avoir, si aimablement et de manière très efficace, donné les moyens de mener mes investigations à Stanford. Deborah Ventura et Celeste Szeto m'ont également apporté leur précieux concours. Aux archives, j'ai bénéficié de l'aide indispensable d'Elena Danielson, Linda Bernard, Carol Leadenham, Lora Soroka, David Jacobs, Ron Bulatoff, Zbigniew Stanczyk, Lyalya Kharitonova, Dale Reed et Anatol Shmelev. Tous ont été au-delà des tâches qui leur incombaient pour porter à ma connaissance des documents dont j'ignorais jusqu'à l'existence. Nos entretiens sur le contenu des centaines de cartons des diverses collections m'ont été d'un secours inestimable.

Parmi les documents inédits qui ont servi à la rédaction du présent ouvrage, je citerai particulièrement les dossiers des collections Trotski, Nicolaïevski et Bertram Wolfe, les divers procès-verbaux des réunions du Politburo et du Comité central dans les années vingt et les différentes pièces déposées par les assistants et partisans de Trotski, avec les rapports internes des débuts de la Quatrième Internationale. Les archives de l'Institut Hoover possèdent un joyau : les premières ébauches de l'autobiographie de Trotski qui contiennent un grand nombre d'éléments expurgés dans la version imprimée. Tout aussi importante est sa

correspondance, ainsi que celle de sa compagne, Natalia, et d'autres membres de sa famille sur plusieurs générations. Les versions non publiées de ses œuvres et les mémoires de Natalia sont également du plus grand intérêt. Mais le trésor des archives ne s'arrête pas là. On y trouve encore des documents précieux émanant du bureau parisien de l'Okhrana, la police politique tsariste, de Nestor Lakoba et de Dimitri Volkogonov. Une grande partie de ces matériaux n'avait encore jamais servi. Je suis également redevable au personnel de l'Institut de sa diligence à me fournir livres, articles et journaux contemporains exceptionnellement rares.

Je me suis rendu dans d'autres centres d'archives, à Amsterdam, Harvard et Moscou, notamment. Si les deux premiers ne m'ont pas attendu pour être exploités, le filon moscovite, lui, n'est ouvert aux prospecteurs que depuis 1991. Les dossiers personnels de Trotski et les documents relatifs au Parti, trouvés aux Archives nationales russes d'histoire politique et sociale (autrefois connu sous le nom d'Archives centrales du Parti), ainsi que les pièces des Archives d'État d'histoire militaire de Russie et des Archives centrales du service fédéral de sécurité, recèlent également des informations importantes. La Houghton Library, à Harvard, contient elle aussi des lettres qui méritaient un nouvel examen, et je remercie vivement Jennie Rathbun d'avoir obtenu celles qui m'intéressaient. À Londres, la School of Slavonic and East European Studies du University College of London dispose d'un grand nombre de premières éditions des ouvrages de Trotski, que j'ai pu consulter. Aux Archives nationales de Kew, Adele Biagi, mon épouse, en cherchant des documents sur Trotski, a trouvé plusieurs rapports de police

intéressants.

Au cours de la rédaction de l'ouvrage, j'ai profité avec bonheur d'échanges de points de vue avec Robert Conquest, dont les vastes connaissances au sujet de la vie et de l'époque de Trotski m'ont procuré quantité de clés utiles à mon travail. Ce fut un plaisir aussi de soumettre mes idées à Paul Gregory, Arnold Beichman, Michael Bernshtam, Norman Naimark et Amir Weiner à l'Institut Hoover et à Stanford, et Youri Slezkine à Berkeley. Le groupe de travail sur les archives soviétiques, que Paul dirige chaque année, est devenu un forum de discussion remarquable consacré au passé de l'URSS. À Oxford, je travaille depuis de nombreuses années avec Katia Andreïev sur des cours que nous dispensons en commun. Le Centre d'études russes et eurasiennes et sa bibliothèque offrent d'excellents services, et je dois à Richard Ramage, notre administrateur, de m'avoir procuré des ouvrages, même pendant la fermeture de l'établissement pour travaux. Les Conférences du lundi, que le Centre propose depuis maintenant plus d'un demi-siècle, ont été une source féconde à laquelle j'ai puisé bien des idées pour ce livre, même lorsque le sujet n'avait rien à voir avec Trotski.

Ma gratitude va aussi à Elena Danielson pour m'avoir fait part de ses conversations avec Ella Wolfe, la grande amie de Frida Kahlo ; à Anita Burdman Feferman qui a connu Jean Van Heijenoort et écrit un livre sur sa vie ; à Robin Jacoby dont les connaissances psychiatriques et psychologiques m'ont aidé à mieux cerner la personnalité de Trotski ; à Tania Okounskaïa, qui m'a fait parvenir des lettres provenant des archives du parti turkmène, et enfin au regretté Brian Pearce, qui pendant de nombreuses années m'a fait profiter de toute une vie de

réflexion sur Trotski et le trotskisme. Olga Kerziouk et Elena Katz ont établi un diagnostic judicieux sur l'accent et la diction de Trotski, après que nous avons écouté en ligne ses discours en russe. Gabriel Gorodetsky m'a montré les pages du journal d'Ivan Maïski où figure le nom de Trotski. Bob Davies, le regretté John Klier, Keith Sidwell, Faith Wigzeil, Mikhaïl Zilikov et Andreï Zorin m'ont prodigué leurs conseils sur des questions diverses. Je remercie aussi Robert Harris de m'avoir prêté son plan de la ville d'Odessa avant la révolution, et Harun Yilmaz pour ses traductions d'ouvrages historiques turcs.

Harry Shukman et Ian Thatcher ont consacré beaucoup de temps à la relecture du manuscrit. Harry s'intéresse à des thèmes historiques essentiels abordés dans la présente biographie et je lui suis reconnaissant d'avoir su m'écarter avec tact et habileté des écueils grossiers des premières ébauches. Ian a passé sa vie à écrire sur Trotski et j'apprécie la générosité dont il a fait preuve en relisant mon manuscrit pour me faire part de ses suggestions. Harry et Ian m'ont aussi très aimablement permis de revenir vers eux avec d'autres interrogations. Simon Sebag Montefiore et Paul Gregory ont lu de grandes parties de l'ouvrage en cours, me permettant ainsi d'affûter mon raisonnement et me faisant partager leurs connaissances d'une manière agréable et légère ; je les remercie de leur perspicacité. Hugo Service s'est attaché à revoir l'introduction, mais surtout, Adele a relu le texte entier à deux reprises, pour en relever les erreurs et me conseiller sur le déroulement de la narration et la poursuite du raisonnement. Je ne saurais assez lui exprimer ma gratitude pour sa sagacité et sa patience : nous avons eu des discussions

interminables sur les problèmes de Trotski durant sa vie et, comme toujours, c'est à elle que je suis le plus redevable.

Mon agent David Godwin et Georgina Morley, directrice éditoriale aux éditions Macmillan, m'ont comme d'habitude apporté leur ardeur et leurs encouragements, et Peter James a réalisé un excellent travail de correction, à la fois incisif et compréhensif. Ce fut un vrai plaisir de collaborer avec eux trois.

Le présent ouvrage est la première biographie complète de Trotski par un auteur extérieur à la Russie et non trotskiste. Dix ans avant sa mort, en 1930, Trotski a écrit un récit vibrant de sa vie. Entre 1954 et 1963, son fidèle partisan d'origine polonaise, Isaac Deutscher, a rédigé une biographie en trois volumes aux accents parfois lyriques, et en 1989, le trotskiste français Pierre Broué a publié une étude en un seul volume. Trotski et Deutscher ont un style plein de panache et je n'ai pas la prétention de rivaliser avec eux, mais j'affirme en revanche que Trotski a savamment opéré des choix et éludé certains points pour en amplifier d'autres, quant à Deutscher et Broué, ils ont occulté un grand nombre de questions délicates sur lesquelles il eût été cependant nécessaire de s'arrêter. Broué idolâtrait Trotski ; Deutscher croyait que le régime soviétique post-stalinien pouvait rectifier sa trajectoire et construire un régime communiste à visage humain, et en même temps il vouait à Trotski un véritable culte. Leurs ouvrages ont exercé une influence durable en dehors du cercle de l'extrême gauche et leurs opinions très contestables ont trop souvent été considérées comme définitives. C'était leur volonté. L'histoire de la révolution russe mérite une étude plus approfondie, et c'est ce à quoi la présente biographie se

propose de contribuer.

Le lecteur trouverait certainement fastidieux que les chapitres de ce livre soient truffés de mes opinions contradictoires avec la « ligne » trotskiste. Il y a une trentaine d'années, en travaillant à ma thèse de doctorat sur le parti communiste des premiers temps de la révolution, j'ai acquis une certitude : le diagnostic des causes de sa défaite devant Staline, tel que Trotski l'a établi, était aussi spécieux qu'intéressé. Plusieurs autres ouvrages l'ont soumis à un examen inquisiteur. Sa tactique pour le coup d'État d'octobre 1917 a fait l'objet d'une étude très intéressante, par Alexandre Rabinovitch et James White. Sur sa façon de diriger l'Armée rouge, Francesco Benvenuti, Evan Mawdsley et Geoff Swain ont ouvert de nouvelles perspectives. Ses idées sur l'économie sous la NEP ont été revisitées par Richard Day, Bob Davies et John Channon. Alexandre Pantsov a proposé une nouvelle analyse de sa politique chinoise des années vingt, et les travaux de Ian Thatcher sur ses activités de responsable politique et écrivain de la révolution sont devenus des références fondamentales. Deux énormes biographies, de Nicolaï Vasetski et Dimitri Volkogonov, ont paru en Russie, et bien qu'elles n'offrent aucune interprétation originale, elles n'en augmentent pas moins le volume d'informations accessibles.

Il fut un temps où Trotski faisait fréquemment l'objet de débats publics, du moins en dehors de l'Union soviétique. Cette époque est révolue, mais ses idées et activités méritent un nouvel examen, car elles pèsent lourd dans notre compréhension des cent dernières années de notre histoire. Je dédie ce livre à la mémoire de Janet Service. Originaire des

Scottish Borders, au sud-est de l'Écosse, elle a rencontré notre père à Édimbourg pendant la guerre, et ils ont passé le reste de leur vie ensemble, dans les Midlands, au centre de l'Angleterre. Elle a consacré une grande partie de sa carrière professionnelle comme infirmière dévouée auprès d'enfants physiquement handicapés ; ses dispositions pour la cuisine et le tricot n'attiraient que des compliments superlatifs et elle n'avait pas son pareil pour bricoler dans la maison. Pour mon frère Rod et moi, ce fut une mère exceptionnelle, et pour ses six petits-enfants, une incomparable et merveilleuse grand-mère.

Robert SERVICE

Mars 2009

NOTE AU LECTEUR

Les dates mentionnées dans le présent ouvrage correspondent en général au calendrier en vigueur dans les divers pays qui ont accordé le droit d'asile à Trotski. Les autorités soviétiques ont employé le calendrier julien jusqu'au passage au calendrier grégorien en janvier 1918. Les notes ont été conservées dans leur forme originale, c'est-à-dire que l'alphabet cyrillique russe a été transposé en alphabet latin selon le système de la Bibliothèque du Congrès américain. Dans le corps du texte, l'orthographe est francisée. La plupart des citations ont été traduites par mes soins : les traducteurs de Trotski ne l'ont pas toujours bien servi et leur travail était souvent compliqué par ses nombreuses interventions, même quand ses compétences linguistiques étaient insuffisantes, notamment en anglais.

Introduction

Trotski a traversé le ciel politique comme une brillante comète, qui attira l'attention du monde entier pour la première fois en 1917. De l'avis général, il fut le plus grand orateur de la révolution russe.

Il a dirigé le comité militaire révolutionnaire à l'origine du renversement du gouvernement provisoire en octobre. Plus qu'aucun autre, il s'est impliqué dans la fondation de l'Armée rouge. Membre du Politburo, il a exercé une influence profonde sur sa stratégie politique, économique et militaire. Il fut l'une des principales figures des débuts de l'Internationale communiste, et le monde entier attribue l'impact de la révolution d'Octobre à sa collaboration avec Lénine. La relation entre les deux hommes a cependant connu des hauts et des bas. Avant 1917, Trotski fut l'ennemi du bolchevisme, et bien des bolcheviks ont veillé à ce qu'il ne l'oublie pas. À la mort de Lénine en 1922, les membres du Politburo craignirent qu'il ne revendique le titre de successeur légitime, et les querelles qui s'ensuivirent influèrent fortement sur le cours de sa vie. Expulsé de l'Union des républiques socialistes soviétiques en 1929, il obtint le droit d'asile successivement en Turquie, en France, en Norvège et au Mexique. Son analyse des travers de l'État soviétique continua d'influencer le monde politique à l'étranger et là où les conditions le permettaient, apparurent des organisations trotskistes. Accusé d'avoir trahi la révolution d'Octobre, Trotski fut jugé par contumace lors des grands procès de Moscou de 1936-1938, avant que Staline ordonne à ses services secrets de l'assassiner : mission accomplie en 1940.

Trotsky a mené une existence jalonnée de drames, avec le monde entier pour décor. La révolution d'Octobre a changé le cours de l'histoire et, dans cette transformation, son rôle fut déterminant. Tandis que, dans tous les pays, la politique de gauche se métamorphosait, les socialistes ont dû décider de cautionner ou non les initiatives des bolcheviks en Russie. Leurs ennemis n'ont pas été épargnés. Les gouvernements ont dû inventer des moyens de neutraliser le communisme international et les partis fascistes d'extrême droite se sont employés à empêcher le marxisme révolutionnaire de se propager à une échelle beaucoup plus vaste.

Fier de ce qu'il avait accompli durant ses années au pouvoir, Trotsky s'est efforcé de justifier les mesures révolutionnaires du gouvernement soviétique et le recours à la violence. Nommé commissaire du peuple, il s'est empressé d'écrire mémoires et commentaires présentant les activités bolcheviques sous leurs plus belles couleurs. Ses œuvres, largement diffusées en Union soviétique, ont été aussitôt traduites en plusieurs langues et vendues à l'étranger dans des éditions populaires. Pendant de nombreuses années, il fut un auteur à succès, et personne ne douta jamais de ses qualités littéraires ni de ses capacités d'analyse. Après son expulsion de l'Union soviétique, ses écrits constituèrent le seul moyen d'assurer à sa famille une vie confortable. Il était pris au sérieux non seulement par les socialistes anticommunistes, mais aussi par beaucoup de personnalités influentes, ennemies du régime stalinien. Sa version des événements postérieurs à la chute des Romanov en février 1917 inspira les ouvrages historiques occidentaux. Ses livres sont restés des références, notamment son autobiographie, particulièrement utile aux

lecteurs curieux d'en savoir davantage sur la révolution d'Octobre et ses conséquences. Quant à ses pamphlets politiques, ils faisaient le bonheur des critiques communistes du Kremlin.

De son vivant, les groupes trotskistes eurent un effet mineur sur la vie politique et après sa mort, le mouvement connut un inexorable déclin, malgré un bref regain d'intérêt en 1968, à l'occasion des manifestations étudiantes qui éclatèrent en Europe et en Amérique du Nord. Un sursaut si éphémère, cependant, qu'il passa à peine le cap de la nouvelle année. En Union soviétique, Trotski est resté honni jusqu'à ce que Gorbatchev ordonne sa réhabilitation à titre posthume, en 1988. Les groupes trotskistes occidentaux, de leur côté, entretenaient leurs querelles et continuaient bien souvent de défendre des idées que lui-même aurait trouvées alarmantes.

L'exposé qu'il fit de sa vie et de son époque a cependant marqué le milieu intellectuel occidental d'une empreinte profonde et durable. Selon lui, Staline était un homme sans talent, ignorant et un bureaucrate médiocre. Il prétendait avoir perdu la course à la succession de Lénine parce que l'équilibre des forces sociales du pays penchait en faveur de la bureaucratie : l'administration soviétique adouba Staline et le rejetait, lui. La révolution d'Octobre était donc condamnée dès le début, à moins de rompre son isolement et de s'associer à d'autres événements, en Allemagne et ailleurs. Après la disparition de Lénine, Staline avait – par excès de circonspection, selon lui – trahi la cause révolutionnaire internationale. Si seulement, avec sa faction, il avait obtenu le pouvoir suprême, la situation en Union soviétique aurait été radicalement différente : lui, au moins, aurait su lutter pour la

démocratisation de la politique soviétique et contenir les grandes marées de la contre-révolution, de l'arbitraire et de la terreur. Et les ouvriers se seraient rangés de son côté, s'ils n'en avaient pas été empêchés par des mesures policières oppressives...

L'élégance de sa prose n'est pas l'unique raison de son influence historique : sa fin tragique a fait de lui un martyr de la politique, auquel ont souvent accordé le bénéfice du doute des auteurs qui dans d'autres conditions se seraient peut-être montrés plus sceptiques. En outre, Trotski avait fourni des arguments qui discréditaient la réputation de Staline et de ses partisans, et des écrivains, prenant des libertés sans trop réfléchir, ont pu assez aisément se les approprier.

Sur bien des points fondamentaux, Trotski avait tort. Staline n'était pas un médiocre ; il possédait au contraire un éventail impressionnant de qualités, dont la capacité de trancher, propre aux bons dirigeants. Et la stratégie trotskiste pour la progression du communisme n'aurait pas écarté un régime oppressif. Les idées et pratiques de Trotski ont participé aux fondements de l'édifice stalinien – politique, économique, social et même culturel. Staline, Trotski et Lénine avaient bien plus de points communs que de différences. Ainsi, accuser le « petit père des peuples » d'être le bureaucrate par excellence, est un peu exagéré de la part de celui qui prit tant de plaisir à exercer une autorité administrative illimitée durant ses années de gloire. Quant à prétendre que Staline n'envisageait pas de favoriser les prises de pouvoir communistes à l'étranger, cette allégation ne résiste pas à une analyse approfondie. D'ailleurs, à supposer que le communisme fût sorti victorieux de l'entre-deux-guerres en

Allemagne, en Espagne et en France, ses représentants n'auraient probablement pas pu conserver le pouvoir. Si Trotski avait obtenu le rang de chef suprême à la place de Staline, le risque de voir l'Europe plongée dans un bain de sang aurait été bien plus grand. Il se flattait d'avoir une vision réaliste des affaires soviétiques et internationales, mais il s'illusionnait. Trop d'idées préconçues l'empêchaient de comprendre la dynamique de la géopolitique contemporaine (tout comme Staline, au reste). En réalité, pour gouverner l'URSS et maintenir en place le pouvoir communiste, force était d'appliquer des méthodes extrêmement autoritaires.

Les qualités exceptionnelles de Trotski sont indéniables. C'était un orateur, un organisateur et un meneur d'hommes remarquable qui, si la politique n'était pas devenue sa préoccupation première, aurait très bien pu être un grand journaliste et essayiste. Il avait un goût prononcé pour la littérature quoique par intermittence. Ses ouvrages traitent du progrès culturel et de la vie quotidienne aussi bien que des thèmes marxistes classiques. Son enthousiasme et son engagement vis-à-vis des objectifs révolutionnaires étaient sans limites et il inspirait à son entourage le sens du sacrifice. Plus que n'importe quel autre dirigeant bolchevique, il a su conserver la vision d'un monde futur où chaque être humain, homme ou femme, aurait la possibilité de se réaliser au service du bien collectif. Et cette vision, il l'a défendue avec passion, jusqu'à sa mort.

Mais le tableau qu'il a brossé de sa vie et de son époque comporte de nombreuses déformations qui ont brouillé notre compréhension du communisme soviétique. Tout d'abord, il s'est donné beaucoup d'importance : avant 1917, ses idées

étaient loin d'être aussi originales et variées qu'il aimait à le faire croire. Sa contribution à la montée au pouvoir des bolcheviks fut certes importante, mais pas autant qu'il l'a prétendu. Et si, en 1918-1919, il a rassemblé l'Armée rouge sous son autorité unificatrice, il a aussi provoqué des violences inutiles et commis des erreurs fatales. Par la suite, il se montra versatile et peu fiable. Sur les questions de tactique, il manquait de finesse : il était arrogant, individualiste, et même dans l'adversité, au cours des années vingt et trente, il chercha plutôt à éblouir ses partisans qu'à les rassurer et à les encourager. Egocentrique, il ne doutait pas que sa ferveur et son éloquence assureraient la victoire. Il était plus administrateur que politique. À ce jeu-là, Staline était meilleur. Trotski n'a pas été entraîné dans la spirale infernale de la « bureaucratie », mais vaincu par un homme et sa coterie, qui avaient une bien meilleure appréhension que lui de la vie publique en Union soviétique. Son éloquence et ses pamphlets si bien tournés ne suffisaient plus. Il était devenu dépendant de l'image acquise pendant la révolution, ce qui lui causa beaucoup de tort dans les années suivantes.

On le tient habituellement pour un homme différent de Staline. Lequel, il est vrai, a accompli des actes d'une monstruosité que seuls quelques autres dictateurs ont égalée au XX^e siècle. Mais le « Vieux » n'était pas un ange : son penchant pour la terreur et la dictature, il le cachait à peine. Durant la guerre civile, il bafoua les droits de millions d'individus, y compris des ouvriers. Son égocentrisme était extraordinaire : il traita sa première femme de la manière la plus mesquine et ne prit jamais en compte les besoins de ses enfants, surtout lorsque ses intérêts politiques étaient en jeu.

Cette attitude eut des conséquences catastrophiques, même sur ceux qui restèrent à l'écart de la vie publique soviétique – et son fils Lev a peut-être payé de sa vie sa décision de le suivre en exil.

Malgré tout, Trotski ne manquait pas de qualités séduisantes. Ce serait une erreur de le réduire à l'image d'un homme ordinaire. Mais comment faire de lui un portrait impartial ? Car s'il lui arrivait d'être d'une franchise désarmante, il a aussi beaucoup filtré les informations en rédigeant son autobiographie comme en contrôlant la publication de certains documents. Le but du présent ouvrage est d'exhumer ce qu'il a voulu enfouir. Le personnage et sa carrière sont complexes. Comme pour tous les leaders de la révolution d'Octobre, on trouve les premiers éléments dans ses écrits publiés de son vivant – livres, articles et discours. À mesure qu'évoluaient ses intérêts politiques, il en a jugé certains embarrassants. Mais notre étude ne saurait se limiter à les passer simplement en revue. En effet, s'ils nous renseignent sur ses grands objectifs, ils ne définissent pas toujours clairement le but personnel ou politique recherché à tel ou tel moment. Responsable politique en activité, il ne pouvait pas toujours se permettre d'expliquer le détail de ses intentions. Certes, ses lettres, télégrammes et autres messages éclairent le fond de sa pensée, mais ces documents ne dévoilent pas tout, car leur contenu est souvent trop lissé. Pour comprendre son propos, il est nécessaire aussi d'examiner ses brouillons et ébauches. Les ratures et les ajouts nous indiquent ce qu'il ne voulait pas qu'on sache, en particulier dans son autobiographie.

Les écrits que Trotski a laissés ne sauraient à eux seuls

retracer toute son histoire. Parfois, ce sont des bribes de phrases apparemment anodines, plus que les grandes déclarations publiques que dessinent plus sûrement les grandes lignes de son existence : son style de vie, ses revenus, sa manière de se loger, ses relations familiales, ses manies et ses opinions habituelles sur le reste de l'humanité. Il y a peu d'indications de ce genre dans son autobiographie, mais on peut reconstituer le puzzle à partir de lettres, de notes jetées en vrac, et de souvenirs rapportés par des personnes qui l'ont assidûment fréquenté – ses deux épouses, ses enfants, jusqu'à ses traducteurs et autres relations moins proches. Comme dans le cas de Lénine et de Staline, il est important, surtout, de mettre le doigt sur ce qu'il taisait autant que sur ce qu'il choisissait de dire ou d'écrire. Le non-dit est une pièce maîtresse de l'amalgame de sa vie.

Trotsky détestait jeter. Ses tiroirs étaient remplis à craquer de vieux tickets, de passeports périmés, de fragments d'études non publiées et de photographies de ses précédentes maisons. Un jour, il reprocha à son traducteur, le pauvre Max Eastman, à qui il en faisait voir de toutes les couleurs, d'avoir chiffonné la lettre d'une Américaine de l'Ohio, à laquelle, d'ailleurs, il n'avait aucunement l'intention de répondre[2]. Tout cela constitue une mine de matériaux. J'ai éprouvé beaucoup de plaisir à dérouler la version originale de son *Histoire de la révolution russe*, dont il avait soigneusement collé les pages à la suite, pour constituer un rouleau par chapitre. Les archéologues qui ont exhumé des papyrus dans le désert égyptien ont sans doute éprouvé le même pincement au cœur. Pourtant, Trotsky n'était ni un notable, ni un prêtre, ni un marchand de l'Antiquité, mais un révolutionnaire du

XX^e siècle, avec dactylo et papier industriel. En découvrant ce système de rouleaux, fruit de son excentricité, j'ai senti intuitivement sa façon de vivre et de travailler. Les films qui subsistent de ses discours montrent ses talents d'orateur exceptionnels, comme en ont attesté ses contemporains. Ses lettres d'amour à sa première et à sa deuxième femme sont autant de preuves éloquentes de son tempérament passionné. De même, les brouillons et ébauches de ses écrits, notamment de sa brillante autobiographie, révèlent l'aisance de son expression et son sens du détail. Lorsqu'il apportait des modifications, c'était souvent pour éviter de se mettre dans l'embarras sur une question politique ou sociale. Il n'avait pas besoin de travailler son style : le premier jet exprimait parfaitement sa pensée.

Par bonheur, il avait une belle écriture, très lisible. Le merveilleux petit carnet d'adresses régulièrement mis à jour durant son exil à Alma-Ata en 1928 montre combien il était méticuleux et organisé. Comme conspirateur, il n'était pas vraiment doué, mais à l'occasion il se lançait : l'exemplaire du journal d'Alexandre Blok, sur lequel il a inscrit à l'encre invisible des instructions à l'intention de ses militants, en est la preuve. Par ailleurs, il suffit d'examiner son exemplaire du livre de Sidney Hook sur le marxisme et la philosophie, et tous les points d'exclamation ajoutés en marge, pour se rendre compte de sa suffisance et de son égoïsme. Tout aussi remarquable est la centaine de lettres envoyées aux camarades trotskistes dans des dizaines de pays, sous des pseudonymes différents (le Vieux, Crux, Onken, Oncle Léon, Vidal, Lund,...). Il en utilisait un nombre ahurissant et il devait avoir une excellente mémoire pour les retenir tous. Tous ces

éléments sont autant de preuves diverses témoignant d'une personnalité exceptionnelle, dans les petites choses comme dans les grandes.

Enfin, il ne faut perdre de vue ni son époque ni son environnement. Il appartenait à une génération connue pour son radicalisme révolutionnaire dans la Russie impériale. Devenu un personnage de premier plan au sein d'un parti arrivé au pouvoir en octobre 1917, il a affirmé sa détermination à révolutionner le monde. Il a contribué autant que les autres, à l'exception de Lénine, à la construction de l'État soviétique au cours des cinq premières années de son existence. Mais il n'était pas doué de facultés surhumaines. Ses camarades et lui ont bénéficié de circonstances particulières dues au bouleversement profond de toute la société, sans lesquelles ils n'auraient jamais pu établir ni conserver leur pouvoir. Une fois la guerre civile terminée, d'immenses difficultés les attendaient. Le gouvernement et l'économie étaient chaotiques et le communisme en butte à une hostilité largement répandue. Le Parti lui-même n'était pas un jouet entre les mains de la direction centrale ; il fallait le diriger et le traiter avec précaution, en acceptant des compromis. Jusqu'au début des années vingt, Trotski se comporta comme si les communistes ne devaient subir aucune contrainte tant qu'ils afficheraient suffisamment leur détermination et leur esprit d'unité, sans hésiter à user de la violence massive. Peu à peu, il prit conscience que tout cela relevait de l'utopie, mais il n'abandonna jamais complètement le programme irréaliste qu'il avait fixé pour lui-même et le Parti. Il a vécu pour un rêve, devenu pour la majeure partie de la population un véritable cauchemar.

Ce rêve prit forme et se développa tout au long de sa vie. Dans son entourage d'adolescent ou de jeune homme, personne, ou presque, ne pressentit la carrière extraordinaire qui l'attendait. Et pourtant, rétrospectivement, on peut dire que les premiers signes apparurent dès ses premières années. Commençons donc par le commencement.

Première partie

-

1879-1913

La famille Bronstein

Lev Davidovitch Trotski naquit le 26 octobre 1879 à Ianovka, dans la province de Kherson en Nouvelle-Russie, au sud de l'Ukraine actuelle, et il mourut un peu plus de soixante ans plus tard à Coyoacán, au sud de Mexico. Fils d'exploitants agricoles, il eut une vie extraordinaire, mais n'apparut sur le devant de la scène qu'en 1917, à l'approche de ses quarante ans. Avec la révolution d'Octobre, il acquit une célébrité universelle et pendant dix ans navigua dans les hautes sphères du pouvoir. Ensuite, la chance l'abandonna irrémédiablement, et ce fut l'exil en Sibérie, puis l'émigration à l'étranger. Il n'en resta pas moins sous le feu des projecteurs du monde entier jusqu'à son assassinat en 1940 par un agent de la police secrète de Staline.

Jusqu'au moment de choisir le pseudonyme sous lequel il est connu, à l'âge de vingt-trois ans, Trotski s'appelait Leiba Bronstein. Le personnage demeure insaisissable, plus qu'on ne veut bien l'admettre. Vitupérant contre ce qu'il appelait l'« école stalinienne de falsification », il dénonça la campagne de calomnie que Staline avait orchestrée contre lui[3] ; si ses récits autobiographiques comportent peu de mensonges à proprement parler, ses écrits pullulent d'inexactitudes importantes. Militant révolutionnaire, il utilisait ses déclarations publiques pour faire entendre ses véritables intentions. La seule idée qu'il pût en être autrement, le faisait bien rire[4]. Dans son autobiographie, il a coupé certains

épisodes et en a gardé d'autres selon ses intérêts politiques du moment. Il se montra constamment de mauvaise foi envers ses adversaires. Mais il n'avait pas complètement conscience de ce comportement. Tout jeune, il s'était forgé une idéologie très précise, et, si son analyse comme ses pronostics évoluèrent, ils ne connurent aucun changement radical. Il voyait le monde à travers le prisme de certaines idées fondamentales et se fermait aux autres. D'un naturel entier, il rejetait toute démarcation entre l'homme et le personnage public – inévitablement, son autobiographie s'en ressent. Des générations de lecteurs ont accepté sans réserve l'autoportrait qu'il avait bâti. La réalité était différente, car, si un fait venait fort inopportunément troubler l'image qu'il voulait donner de lui-même, il l'éliminait ou le déformait.

Comme marxiste, Trotski était gêné par l'embarrassante richesse de ses parents. Il ne reconnut jamais à leur juste valeur les qualités ni la réussite extraordinaire de son père. De plus, la version publiée de son autobiographie laisse de côté certains épisodes où il apparaît comme un enfant timide et choyé ; s'il ne renie pas ses origines juives, il occulte le plus possible tout ce qui s'y rapporte. L'examen des premières ébauches et des épreuves laisse entrevoir certains aspects de son éducation longtemps cachés. Il déclarait, par exemple, que son père était un fermier compétent et prospère, et minimisait ainsi considérablement la réalité : David Bronstein, marié à Aneta, était l'un des propriétaires terriens les plus dynamiques à des kilomètres à la ronde. À force de travail et de détermination, il s'était hissé en haut de l'échelle sociale et avait toutes les raisons d'être fier de sa réussite.

Le village d'Ianovka se trouvait en bordure de la colonie

agricole juive de Gromokleï, dans le secteur d'Ielizavetgrad, et l'exploitation familiale s'étendait à deux ou trois verstes[5] [6] de là. Les terres de la Nouvelle-Russie étaient très fertiles. La province de Kherson longeait les côtes de la mer Noire jusqu'au port d'Odessa, en pleine expansion grâce au trafic des cargos qui exportaient les céréales de Russie et d'Ukraine vers la Méditerranée. En 1792, après avoir vaincu puis expulsé l'armée ottomane, la Grande Catherine, pour sécuriser ses frontières, avait fondé la cité d'Odessa. Au début du XIX^e siècle, sous l'impulsion de son gouverneur, Armand Emmanuel du Plessis, duc de Richelieu (à l'époque, l'expérience des Français était bienvenue dans l'Empire russe), la ville connut un véritable essor. Elle éclipsa Nikolaïev et toutes les autres agglomérations de Nouvelle-Russie. Cependant, les zones rurales de l'arrière-pays restèrent sous-peuplées pendant de nombreuses années après la conquête russe. Les autorités de Saint-Pétersbourg avaient compris que la menace d'un retour des Ottomans ne pourrait jamais disparaître tout à fait. Petit-fils de la Grande Catherine, le tsar Alexandre I^{er} résolut donc d'ouvrir les terres de la Nouvelle-Russie à des fermiers colons. Pour occuper les territoires vierges des steppes ukrainiennes, on fit appel à des vétérans de l'armée, à des Allemands et aux Juifs de la Russie impériale. Des milliers de familles émigrèrent vers le Sud. La Nouvelle-Russie attirant comme un aimant tous ceux qui cherchaient à tirer avantage de ces nouvelles possibilités, la production céréalière explosa.

Les Juifs n'avaient pas la faveur du gouvernement impérial. Des millions d'entre eux avaient investi le territoire russe après les trois partages de la Pologne imposés par Vienne,

Berlin et Saint-Pétersbourg entre 1772 et 1795. D'emblée, ils suscitèrent la méfiance officielle. Les tsars successifs craignaient toujours de les voir « contaminer » le cœur de la Russie avec leur religion venue d'ailleurs, leur sens aigu des affaires et leurs prouesses dans le domaine de l'instruction. Les Russes constituant l'épine dorsale démographique et spirituelle de l'empire, il fallait tenir compte de leur susceptibilité. D'un autre côté, les Juifs devaient bien vivre quelque part, sauf à être déportés ; mais il n'avait jamais été dans l'intention du gouvernement de les chasser comme l'avaient fait les Espagnols en 1492. Quant aux intéressés eux-mêmes, ils ne demandaient qu'à rester : à cette époque, le rêve sioniste d'une patrie juive en Palestine était encore dans les limbes, et ce fut seulement à la fin du XIX^e siècle que se produisit l'exode massif de la communauté juive vers les États-Unis. En 1791, Catherine II décida d'assigner aux Juifs une « zone de résidence ». L'espace ainsi nommé couvrait une vaste région, de la mer Baltique à la mer Noire. L'objectif était de les empêcher de s'installer dans les grandes villes, bourgades et villages russes, à moins qu'ils soient très riches – et encore, même dans ce cas, il leur était extrêmement difficile d'obtenir les autorisations nécessaires. La plupart continuèrent à habiter la moitié nord de la zone, où ils avaient élu domicile des siècles auparavant.

Les *shtetls* étaient de petits bourgs ou des villages où la pauvreté était la norme. Les habitants s'accrochaient à la foi de leurs ancêtres. Les traditions de charité, de soutien mutuel et d'étude y restaient profondément ancrées. Les Juifs, descendants du peuple du Livre, étudiaient la Torah, et leurs enfants savaient lire et compter bien mieux que les Polonais,

les Russes ou les Ukrainiens. Depuis des temps immémoriaux, même les plus pauvres économisaient pour permettre à leur progéniture d'étudier les textes religieux. Les règles alimentaires judaïques étaient observées – on mangeait casher – et l'on suivait le calendrier religieux traditionnel. On respectait les rabbins et les cantors, et les érudits jouissaient d'une haute estime. La plupart des shtetls connaissaient une effervescence religieuse, et le judaïsme hassidique était le courant le plus populaire. Les divers groupes de hassidim discutaient entre eux comme avec les autres Juifs. Presque tous les fidèles obéissaient à un code vestimentaire strict. Avec leur cafetan noir et leurs papillotes autour du visage, ils étaient faciles à distinguer de leurs voisins slaves. Hommes et femmes priaient séparément, les premiers devant se rendre à la synagogue plusieurs fois par jour. Ces Juifs orthodoxes, sauf s'ils appartenaient à la classe restreinte des entrepreneurs prospères, gardaient leurs distances avec les Gentils. Des tribunaux judaïques, les sanhédrins, traitaient les crimes et litiges. Une fois les impôts annuels acquittés, les contacts avec l'administration impériale étaient rares.

Outre les hassidim, les autorités russes avaient d'autres sujets d'étonnement. Les activités des Juifs dans les shtetls du Nord s'exerçaient essentiellement dans la confection de vêtements, la fabrication de chaussures et d'autres commerces artisanaux. La concurrence était féroce. Comme la plupart des Russes et des Ukrainiens, ils avaient beaucoup d'enfants : tant que la femme le pouvait, les couples procréaient. La plupart des familles vivaient dans une pauvreté dégradante ; le gouvernement résolut donc que leur intégration dans la société russe, si elle devait avoir lieu, nécessitait un effort pour

changer leur condition matérielle et spirituelle[7].

C'est dans ce contexte que le tsar Alexandre I^{er} introduisit le système des colonies agricoles juives. Un certain nombre de territoires vierges délimités leur furent attribués, dans les provinces de Kherson et d'Iekaterinoslav, près de la mer Noire, sur proclamation. Le grand-père de Trotski, un Bronstein, fut parmi les premiers à quitter la province de Poltava pour l'une de ces colonies. Les Juifs désireux d'échapper à la pauvreté et de commencer une nouvelle vie d'agriculteur[8] furent nombreux à partir pour le Sud, encouragés par le gouvernement. Les ministres du tsar espéraient transformer la communauté juive, indigente, difficile à contrôler, étrangère, en une société productive mieux intégrée. On offrit à ceux qui acceptaient de les cultiver des prairies en friche dans des zones précisément désignées. Au milieu du XIX^e siècle, plus de soixante-cinq mille colons juifs étaient installés dans le sud, le centre et l'ouest de l'Ukraine, et la province de Kherson comptait à elle seule vingt-deux colonies[9]. Gromokleï fut la dernière en date. Les Bronstein faisaient partie des Juifs audacieux qui décidèrent de se sortir de l'impasse des shtetls pour se lancer dans l'agriculture[10].

Le système des colonies était soumis à des mesures juridiques restrictives, avec visites régulières d'inspecteurs du gouvernement chargés de s'assurer qu'elles étaient bien respectées (le contrôleur de Gromokleï séjournait dans la maison de l'oncle de Trotski, Abraham[11]). Ces fonctionnaires, d'emblée, exprimèrent certains doutes sur la possibilité de transformer des artisans de la ville en ouvriers agricoles[12]. La plupart des colons semblèrent leur donner

raison : à peine arrivés, ils cherchaient à revendre leur lopin. L'interdiction de cette pratique n'y changea rien : ils prenaient la fuite, purement et simplement[13]. Les contrôleurs les plus compréhensifs reconnaissaient que leurs conditions de vie étaient souvent d'une exceptionnelle dureté. Les fermes ne se trouvaient pas toutes à proximité d'une rivière, c'était la faute des autorités impériales bien plus que celle des nouveaux arrivants. Autre inconvénient : il était interdit d'ouvrir un magasin ou d'avoir un étal[14], les colons devant se consacrer exclusivement aux travaux agricoles. Au début, on leur interdit d'embaucher de la main-d'œuvre chrétienne, même pendant la moisson, de crainte qu'ils imposent leur domination économique sur les paysans ukrainiens. En tout état de cause, les colonies devaient rester un monde à part. Les colons juifs avaient interdiction de vendre leur maison ou leurs champs à des Gentils. Ils n'étaient pas non plus autorisés à leur acheter du foncier. La méfiance s'était insinuée dans tous les interstices du cadre des lois et des décrets[15].

Il n'était absolument pas question de favoriser la conversion des Juifs : les autorités entendaient bien qu'ils restent fidèles à leur foi. L'État encouragea même la construction de synagogues[16], dans l'espoir que le judaïsme devienne plus « éclairé » et plus moderne, et qu'avec l'amélioration des conditions de vie, le hassidisme tombe en désuétude. Dès 1840, il participa aussi à la création d'établissements scolaires dispensant l'enseignement en russe, mais en général, le succès ne fut pas au rendez-vous. Presque tous les colons continuèrent à parler yiddish avec leurs enfants[17]. À la suite de cet échec, le gouvernement, perplexe, réfléchit au meilleur moyen d'intervenir dans les écoles des colonies. Il tenta

d'imposer le russe comme seconde langue à la place de l'allemand mais, pendant un certain temps, les Juifs résistèrent à cet acte d'ingérence. Le yiddish était une langue germanique ; dans les écoles des shtetls du Nord – si toutefois les écoles proposaient l'enseignement d'une langue étrangère – on optait tout naturellement pour l'allemand[18]. Mais les colons finirent par se laisser convaincre et ne s'opposèrent plus à la présence de professeurs russes ni à la pratique de cette langue[19].

Au sein des colonies, les traditions juives étaient bien vivantes. Les colons n'éprouvaient pas la moindre envie de changer leur manière de vivre ou de prier ; selon les premiers rapports des contrôleurs de Nouvelle-Russie, ils invitaient des rabbins hassidiques et des spécialistes de l'abattage rituel à quitter le Nord pour venir les rejoindre[20]. Le comportement des Juifs était assez déroutant pour les chrétiens orthodoxes. On voyait rarement les colons s'enivrer dans les tavernes et la communauté affichait un faible taux de criminalité – les fonctionnaires de la Russie impériale, stupéfaits, avaient noté que « la honte d'être châtié avait un effet plus puissant que le châtement lui-même[21] ». On ne se montrait peut-être pas aussi sobre en famille, en célébrant Soukoth ou d'autres fêtes religieuses, mais les autorités civiles n'étaient pas là pour le constater. Auparavant, en Nouvelle-Russie, le hassidisme était inexistant : il n'y en avait « même pas la moindre trace ». Les nouveaux venus modifièrent radicalement la situation[22]. Les paroles d'un rabbin abordant les questions sociales prenaient force de loi : la foi était intimement mêlée à la vie quotidienne. Les autorités impériales n'y voyaient que du « fanatisme » à l'état pur : les

Juifs faisaient passer leur calendrier religieux avant le travail et le profit ! Ils « gaspillaient » leur argent en achetant de la viande casher ! Chaque semaine, ils « perdaient » une journée entière de travail, du vendredi soir au crépuscule jusqu'au samedi à l'apparition de la première étoile[23] ! Les familles juives lésinaient sur tout, épargnaient au maximum, rien que pour dépenser leur argent le jour où elles mariaient leur fille. Lorsqu'une personne de la famille mourait, on la pleurait pendant une semaine, assis par terre. Drôles de mœurs pour des gens qui voulaient réussir dans l'agriculture...

Les inspections annuelles révélèrent assez vite que la production des colonies était loin de répondre aux attentes officielles. D'après les comptes, vers le milieu du siècle, un cinquième seulement des exploitations était prospère. Un autre cinquième s'en sortait plutôt bien. Quant aux autres, leurs échecs étaient nombreux et retentissants. Un expert concluait ainsi son rapport : « Le gouvernement était plein de bonnes intentions en voulant faire des Juifs de bons moujiks, mais les résultats n'ont pas suivi[24]. » La pauvreté s'était déplacée du shtetl polonais ou lituanien aux colonies agricoles de Kherson et des provinces voisines.

La situation s'améliora quelque peu dès lors que le gouvernement rectifia sa politique officielle[25]. À Saint-Pétersbourg, les ministres avaient fini par se rendre à l'évidence : pour permettre aux fermiers juifs de s'en sortir, il fallait lever certaines restrictions. En 1857, on autorisa enfin l'embauche de saisonniers chrétiens[26]. C'est alors, au moment des réformes libérales d'Alexandre II, que Gromokleï fut créée. En 1861, le tsar promulgua un édit affranchissant les serfs attachés aux grands propriétaires terriens. On leur

attribua un lopin de terre plus ou moins important selon la fertilité du sol, plus petit si le rendement était bon, plus grand s'il était faible ; mais, de toute façon, il fallait rembourser l'argent avancé par l'État pour l'acquisition de la nouvelle propriété. La situation particulière des colonies agricoles juives fut elle aussi touchée par cette évolution : en 1863, l'interdiction d'avoir une activité autre qu'agricole fut enfin levée[27]. Vers la fin de la décennie, on autorisa le recrutement permanent de personnel chrétien et la location de terres appartenant aux Gentils. Les colonies cessèrent d'être tenues à l'écart du secteur agricole. D'après le rapport des inspecteurs, les paysans qui réussissaient le mieux étaient parvenus à mener « une existence économiquement prospère » et ils constitueraient, pouvait-on lire encore, « un noyau solide de vrais agriculteurs » à mesure que disparaîtraient les restrictions sur les activités pratiquées au sein des colonies[28].

Lente à s'amorcer, une amélioration semblait enfin poindre à l'horizon. Les Bronstein comptaient parmi les familles qui justifiaient l'optimisme officiel. Au moment de l'installation des colons dans la province de Kherson, la superficie moyenne d'une ferme était de cent dix acres[29]. En principe, le chef de famille réclamait une propriété d'un seul tenant et rien ne l'obligeait à y intercaler de petites bandes de terre, comme c'était l'usage chez les paysans du centre et du sud-est du pays[30]. Des hommes comme David Bronstein profitèrent de l'assouplissement dans la réglementation sur les fermages, pour agrandir leur domaine – qu'ils soient propriétaires ou locataires. Vers le milieu du siècle, huit familles de colons dans la province de Kherson disposaient de suffisamment d'argent

et de savoir-faire pour construire des moulins à vent. Plus tard, ce fut le tour des Bronstein[31]. Les techniques modernes arrivaient dans les campagnes et ce développement économique allait dans leur sens, comme dans celui de leurs semblables.

Les céréales russes et ukrainiennes alimentaient le monde entier. On construisit des chemins de fer du nord du pays jusqu'à Odessa et Kherson. On réaménagea les ports du Danube au nord de la mer Noire. Trains et vapeurs transportaient le blé et le seigle jusqu'à Odessa. En Nouvelle-Russie, la culture céréalière explosa. Il fallait développer des techniques agricoles à partir de rien, ou presque, car la terre et le climat des steppes méridionales étaient différents du reste de l'empire. Certes, la région était fertile ; mais les paysans se heurtaient à des difficultés inattendues. Les variations pluviométriques étaient imprévisibles et les variétés de blé traditionnelles ne réussissaient pas bien. Les Juifs des provinces de Kherson et d'Iekaterinoslav, qui au contraire des colons allemands n'avaient guère l'expérience des labours, des semailles ou des moissons, n'avaient reçu des autorités aucun conseil technique. Ils durent tout apprendre sur le tas. Les bonnes années, ils réussirent uniquement parce que leurs terres n'avaient jamais été cultivées. Ne connaissant rien à l'écologie, ils négligeaient les mesures nécessaires pour restaurer la fertilité des sols – ce qui en un siècle transformerait les steppes, dans leur grande majorité, en déserts de poussière. Le travail était éreintant, mais ceux qui s'accrochaient voyaient leurs efforts immédiatement récompensés.

La Nouvelle-Russie était connue pour sa diversité ethnique

et religieuse, que reflétait l'économie de la province de Kherson. Gromokleï était située juste à côté d'une colonie de fermiers allemands prospères. Les mesures de libéralisation dans les colonies juives favorisèrent l'interaction entre Polonais, Allemands et Russes, et débouchèrent sur une coexistence en général pacifique. Certes, les émeutes et pogroms n'étaient pas rares au sein de la Russie impériale des années 1881-1883, ce qui provoquait une certaine agitation parmi les Juifs de la région, notamment dans les centres névralgiques comme Odessa ; mais dans les campagnes, moins perturbées, les colons s'accrochaient à l'espoir de jours meilleurs.

David et Aneta Bronstein s'adaptèrent mieux que la plupart à l'élargissement de leur milieu. Dans la colonie de Gromokleï, ils se distinguaient par leurs pratiques religieuses plutôt fantaisistes. Ianovka était trop éloigné de la synagogue du village pour qu'ils aillent chaque jour assister aux prières. Trotski évoqua plus tard la légèreté de leur pratique judaïque et les réserves que discrètement ils émettaient à l'égard de toutes les confessions religieuses. Adolescent, le jeune Leiba aurait surpris des conversations entre ses parents, qui s'exprimaient comme des athées convaincus. Ils avaient beau vivre en milieu rural, Aneta n'en était pas moins originaire d'Odessa, où certains membres de sa famille avaient réussi. Par leurs liens familiaux, le couple avait une perception du monde qui dépassait le cadre de la ferme et du village. Leur famille comptait un propriétaire d'usine, et certains des neveux et nièces d'Aneta surent tirer profit de l'expansion économique de la fin du XIX^e siècle. Les Bronstein d'Ianovka appartenaient à une grande tribu, qui profita de l'essor de la

Nouvelle-Russie. Aneta et David, lui dont les parents avaient autrefois vécu dans un shtetl de la province de Poltava, devinrent les pionniers d'une nouvelle existence, où la judaïté ne tenait pas le premier plan.

La vie dans un milieu agricole isolé limitait, bien sûr, les liens avec la modernité. Aneta avait grandi sans qu'on se souciât beaucoup de son instruction : elle ne savait pas lire couramment. Quant à David, l'enfant du village, il était analphabète. Contrairement aux autres Juifs, il n'avait même pas reçu des rudiments de scolarité. Ni l'un ni l'autre n'avaient les moyens d'accéder à une culture urbaine en pleine mutation et ils durent se contenter de leur vie d'agriculteurs. Aux yeux des autres colons, leur prospérité croissante tenait du miracle. L'éloignement géographique n'empêchait pas David de se rendre à Nikolaïev pour ses affaires, et la famille d'Aneta ne manquait pas de venir à Ianovka durant l'été.

Comparés à leurs voisins de Gromokleï, les Bronstein s'écartaient imperceptiblement de leur appartenance juive. Si l'on en croit Trotski, chez eux, David Bronstein « parlait un mélange incorrect de russe et d'ukrainien, avec un peu plus d'ukrainien que de russe[32] ». C'était la langue vernaculaire communément appelée « jargon ». Le yiddish était superflu, pour une bonne raison : les ouvriers agricoles et les domestiques étaient des Ukrainiens qui ne parlaient que le « jargon ». Pour ces gens confinés dans leur ferme de la province de Kherson, s'exprimer dans le parler local avait un sens. La similarité entre le yiddish et les dialectes germaniques aida probablement David à communiquer avec les propriétaires terriens d'origine allemande, comme avec leurs parents et amis de la colonie. Au sein de la zone de résidence,

Polonais, Russes, Ukrainiens, Allemands, Juifs et Grecs s'étaient habitués à utiliser une sorte d'imbroglio linguistique. David et Aneta ne se démarquaient des autres qu'en raison de leur préférence pour le dialecte ukrainien, signe de leur ouverture à un monde étranger à leur famille et à leur communauté.

Au contraire de la plupart des familles de Gromokleï, qui se fixèrent dans la colonie au-delà de la première génération, aucun des enfants de David et d'Aneta Bronstein, arrivés à l'âge adulte, ne resta à la ferme. Leurs parents leur avaient offert la meilleure instruction possible. David et Aneta eux-mêmes auraient pu apporter leur pierre à la constitution d'une Russie très différente de celle qui émergea après le premier grand conflit mondial, la révolution et la guerre civile. Tout dans leur comportement montrait qu'ils appartenaient à cette catégorie croissante des sujets du tsar, qui était favorable à un gouvernement éclairé, au progrès matériel et à la promotion au mérite. Le terme « Nouvelle-Russie » avait un sens social autant que territorial. L'ancienne Russie ne cessait de céder du terrain à une société, une économie et une culture qui rejetaient les attitudes et les pratiques traditionnelles. La famille Bronstein d'Ianovka soutenait ces transformations avec enthousiasme.

Éducation

Les Bronstein eurent huit enfants dont la moitié seulement parvint à l'âge adulte. Les quatre autres moururent en bas âge, de la scarlatine ou du croup. Trotski disait lui-même : « J'étais le cinquième. Ma naissance ne fut pas vraiment saluée comme un heureux événement. La vie était soumise à un travail trop intense. Inévitable, l'arrivée d'un enfant n'était pas une nécessité pour les familles aisées[33]. » Comme à son habitude, il dramatisait la situation, mais il avait de bonnes raisons de noter qu'à l'époque, sa famille n'avait pas accès à tout le confort moderne. Leïba Bronstein était le troisième des quatre enfants survivants – il lui restait un frère et deux sœurs. Dans son autobiographie, Trotski les mentionne à peine, sinon à propos d'incidents auxquels ils sont directement mêlés. Ils s'appelaient Alexandre, Elisheba – plus tard Ielizaveta –, et Golda, devenue Olga[34]. Alexandre était né en 1870 et Elisheba en 1875. Puis ce fut Leïba, suivi de Golda en 1883. Les aînés faisaient souvent équipe tandis que les deux plus jeunes jouaient ensemble ; mais comme ils avaient quatre ans d'écart, c'était toujours le petit Leïba qui commandait.

Le domaine d'Ianovka tirait son nom de son ancien propriétaire, un certain colonel Ianovski, qui s'était vu allouer un millier d'acres de terres dans la province de Kherson en récompense de ses mérites au service du tsar Alexandre II. Sorti du rang, Ianovski n'avait aucune expérience de

l'agriculture ; aussi décida-t-il de vendre l'exploitation. David Bronstein y vit une bonne affaire, et peut-être sa chance d'échapper au contrôle social et religieux régnant dans la colonie agricole de Gromokleï. Il offrit une somme très intéressante pour l'achat d'un terrain de plus de deux cent cinquante acres. Les Ianovski, trop heureux, s'empressèrent d'accepter. Ils leur affermèrent encore quatre cents acres avant de partir s'installer dans le nord de la province de Poltava, à l'endroit même où les Bronstein avaient vécu jadis. Une ou deux fois par an, la veuve du colonel venait en personne collecter les fermages et inspecter la propriété. Elle n'eut jamais à se plaindre de son fermier : il cultivait le blé pour les grands marchés exportateurs de la région et possédait des chevaux de trait qu'il utilisait pour les labours et ses voyages à Ielizavetgrad et dans les petites villes alentour. C'était un gros éleveur de bétail – bovins et moutons, mais aussi porcs : bien que Juif, il n'éprouvait pas d'aversion pour ces animaux, qu'il laissait errer près de la maison, fouir le sol parmi les arbustes et souvent, même, déambuler tranquillement jusque dans le jardin.

Leiba était un beau garçon, bien bâti, aux yeux d'un bleu étincelant, comme son père. (Plus tard, le journaliste communiste américain John Reed, ainsi que d'autres personnes qui le connurent, prétendit qu'ils étaient marron foncé, estimant probablement qu'un Juif ne pouvait pas avoir les yeux bleus – préjugé que Trotski trouvait passablement agaçant[35].) Ses parents prirent rapidement conscience de son intelligence. Ni lui ni ses frères et sœurs n'étaient des enfants gâtés. David était un homme bourru et Aneta une femme exigeante. Ils attendaient beaucoup de leur

progéniture et se fâchaient si elle ne répondait pas à leurs attentes, mais Leiba n'obtenait généralement que des éloges.

Il se souvenait très bien des réprimandes, de l'une d'elles particulièrement, liée à l'un de ces évanouissements qui lui empoisonnèrent toujours l'existence. Il avait deux ou trois ans à l'époque, et se trouvait avec sa mère à Bobrinets, où elle était en visite chez l'une de ses amies qui avait une fille du même âge que lui. Les adultes, pour les taquiner, les appelaient souvent les petits fiancés. Ce jour-là, les deux femmes, tout à leur conversation, avaient laissé les enfants seuls. La fillette sortit un court instant. Leiba, debout près d'une commode, eut une sorte de syncope. En reprenant conscience, il aperçut une petite flaque sur le parquet verni. Quand sa mère entra dans la pièce, elle la remarqua tout de suite et s'écria : « Tu n'as pas honte ? » Son amie fut plus indulgente : « Ce n'est pas grave. C'est parce qu'ils s'amusent[36]. » Aneta aussi était sujette à ce genre de malaise, dont Leiba avait hérité.

Il courait souvent chercher protection auprès de sa gouvernante, Macha. Un jour qu'elle voulait faire des confitures, elle grimpa dans un prunier, sous les yeux du petit garçon, pour cueillir les fruits. Inquiet, il lui cria de faire attention à ne pas tomber. Macha se moqua gentiment de sa frayeur. La scène fit sourire Aneta, qui demanda tout de même à la servante de descendre[37].

Tout le monde à la ferme savait que ses parents lui interdisaient de prendre des risques, mais il adorait l'équitation. Les chutes n'étaient pas rares et longtemps il les cacha à sa famille « pour qu'on ne lui interdise pas de monter à cheval[38] ». Il s'attirait souvent des ennuis :

Gricha [Trotski se donna provisoirement ce nom dans les premières versions de son autobiographie] avait la phobie des vipères et des mygales, comme tout le monde dans la famille. C'était un petit gars de la campagne qui jouait avec les garçons de ferme, mais il ne savait pas reconnaître une vipère d'une couleuvre et, chaque fois, il était terrorisé[39].

À l'âge de trois ou quatre ans, en marchant dans le jardin avec sa nounou, il était tombé sur une vipère. Croyant voir une tabatière, la gouvernante lui donna des petits coups de canne avant de s'apercevoir de sa méprise. Elle poussa alors un cri strident, attrapa l'enfant et s'enfuit à toutes jambes. Leiba ne se débarrassa jamais de sa peur des serpents[40]. Il se débrouillait mieux avec les mygales : quelques années plus tard on le vit faire le tour de la ferme avec le jeune Victor Gertopanov pour essayer d'en attraper. Ils enduisaient une ficelle d'une épaisse couche de cire et la glissaient dans le trou qui menait à leur nid[41].

En grandissant, Leiba rencontra la plupart des propriétaires terriens de la région d'Ianovka. Dans ses souvenirs, ils étaient aussi excentriques que ceux des romans de Gogol (originaire d'Ukraine, comme lui). Près d'Ielizavetgrad, les Bronstein louaient des terres à une aristocrate, Trilitskaïa. Un jour, elle se présenta à Ianovka avec son compagnon, pour renégocier le bail. Leiba regarda l'homme faire des ronds avec la fumée de ses cigarettes. Le jeune garçon apprit à se méfier de ce qu'on disait de cette femme, car elle risquait de se fâcher si cela lui revenait aux oreilles[42]. Il y eut encore Fedosia Dembovska, une veuve polonaise qui ne resta pas longtemps seule. Elle épousa son régisseur, Casimir, un gros joufflu au caractère jovial qui ne connaissait qu'une seule histoire drôle et en rebattait les oreilles de Leiba. Généreux, il apportait à chacune

de ses visites, en guise de cadeau, les rayons de miel fabriqués par ses abeilles[43]. Leiba se souvenait également d'Ivan Dorn, un gros Allemand qui possédait une charrette aux couleurs vives[44]. Les plus riches étaient les frères Feldzer, propriétaires de milliers d'acres. Ils habitaient une maison aussi somptueuse qu'un palais. Dans la province de Kherson, leur richesse était aussi connue que celle des Rockefeller dans le reste du monde (ils en perdirent une partie à cause des malversations de leur régisseur qui trafiquait les comptes annuels pour les faire apparaître déficitaires). Un jour, Ivan Feldzer organisa une battue au renard, à cheval, avec deux de ses amis et leurs chiens, sur les terres d'Ianovka. Les bêtes se mirent à laper l'eau du puits des Bronstein, pendant que les ouvriers de la ferme protestaient : il n'y avait pas de renard dans les environs. Furieux de voir piétiner ses cultures, David Bronstein demanda à ses employés de faire monter les chasseurs dans une barque et de les abandonner sur l'autre berge de la rivière[45].

Enfin, il y eut les Gertopanov. Autrefois propriétaires d'un district entier, ils avaient dû hypothéquer leurs biens. Il leur restait quand même plus de mille acres de terres, et ces piètres exploitants avaient besoin d'un métayer pour rembourser leurs traites mensuelles à la banque : David Bronstein se proposa. Timofei Gertopanov et sa femme passaient donc régulièrement à Ianovka avec des cadeaux – du tabac et du sucre. M^{me} Gertopanov discourait interminablement de sa jeunesse perdue et de ses pianos. Puis la situation s'inversa : les Bronstein engagèrent comme apprenti l'un de leurs fils, Victor[46]. On imagine leur tête quand ils découvrirent les excentricités et l'incompétence de

leurs voisins. Trotski écrivit là-dessus quelques lignes que n'aurait pas reniées Anton Tchekhov : « Ces familles de propriétaires terriens de la province de Kherson étaient marquées du sceau de la ruine[47]. »

David Bronstein n'était pas le seul Juif prospère de la région. À quatre ou cinq verstes d'Ianovka se trouvait la propriété de Moïseï Morgounovski (comme il disait lui-même, à la russe). Les Morgounovski avaient appris le français et le vieux patriarche jouait du piano (mieux de la main droite que de la gauche, d'ailleurs). Son petit-fils David, conscrit dans l'armée impériale, avait tenté de se suicider en se tirant une balle dans la tête (à l'armée, les Juifs étaient maltraités). Jusqu'à la fin de sa vie, il fut obligé de porter un bandage, mais ses ennuis ne s'arrêtèrent pas là : les autorités l'accusèrent d'insubordination et n'acceptèrent d'abandonner l'inculpation qu'en échange d'un important pot-de-vin[48]. Leiba et son frère aîné Alexandre passaient leurs journées avec les Morgounovski qui, contrairement aux Bronstein, ne laissaient pas les animaux d'élevage pénétrer dans le jardin, où se pavanaient leurs paons. Ils vivaient dans le luxe. Puis la famille traversa une période difficile et laissa la ferme se délabrer complètement : le dernier paon trépassa, les clôtures s'effondrèrent, les bêtes piétinèrent les fleurs, et même quelques arbustes. Le vieux Moïseï dut abandonner son beau phaéton pour une simple charrette, qu'il conduisait lui-même quand il venait à Ianovka. Désormais, ses fils vécurent moins comme des seigneurs que comme des paysans. Les Bronstein étaient désormais les Juifs les plus riches de la région[49].

Dans la colonie allemande, le climat social était différent. On envoyait les garçons en ville, tandis que les filles restaient

travailler dans les champs. Les fermes étaient généralement construites en briques, avec des toits en tôle rouge et verte. Les colons allemands affectionnaient particulièrement les chevaux avec un bon pedigree[50]. L'une des familles, les Falt-Fein, développa un élevage renommé de races locales de moutons mérinos : Trotski n'oublierait jamais les bêlements des immenses troupeaux[51]. D'une manière générale, les colons allemands étaient les plus riches de toute la province.

Trotski aimait qu'on le considère issu d'une famille de paysans et, sous certains aspects, les conditions de vie de ses parents ne le démentaient pas. Pendant des années, David et Aneta vécurent dans une cabane en terre construite par le colonel Ianovski. Le fermier analphabète, incapable de tenir lui-même les comptes, sollicitait l'aide de ses enfants, appelant parfois le jeune Leiba à la rescousse :

« Viens là et écris-moi ça ! J'ai reçu treize cents roubles du commissionnaire. J'en ai envoyé 660 à la colonelle et versé 400 à Dembovski. Note aussi que j'en ai donné 100 à Fedosia Antonovna ce printemps, quand je suis allé à Ielizavetgrad. » Voilà comment on tenait la comptabilité. Et cela n'a pas empêché mon père d'améliorer sa situation, lentement, mais sûrement[52].

L'amélioration de ses revenus permit à David de remplacer l'isba d'Ianovski par une maison en briques assortie d'un jardin et d'un somptueux terrain de croquet. Il construisit son propre moulin pour moudre lui-même son grain et supprimer les intermédiaires. Comme il devait se rendre régulièrement à Ielizavetgrad et à Nikolaïev pour vendre sa récolte et acheter équipement et matières premières, il acheta un coûteux phaéton avec deux très bons étalons et abandonna la charrette pour ne l'utiliser dès lors qu'autour de la ferme. Il loua

plusieurs milliers d'acres à des propriétaires différents et ravis, quand ils venaient de passer la nuit chez les Bronstein après un long voyage.

Ianovka constitua le seul univers de Leiba jusqu'à son entrée à l'école à l'âge de six ans. La colonie de Gromokleï ne possédait aucune école, comme il en existait de nombreuses, officiellement subventionnées pour l'enseignement du russe[53]. Seule une école élémentaire juive traditionnelle, le *heder*, dispensait un enseignement en yiddish. L'unique instituteur, M. Schuler, rendit visite à la mère de Leiba pour conclure un arrangement avec elle :

L'instituteur me salua avec la même affabilité que montrent tous les maîtres devant un futur élève en présence de ses parents. Ma mère acheva de discuter des conditions devant moi, lui offrant tant de roubles et de sacs de farine qu'il décida de me prendre à l'école de la colonie et de m'y enseigner le russe, l'arithmétique et l'Ancien Testament dans le texte original en hébreu[54].

L'appréhension qu'éprouvait Leiba avant son entrée à l'école disparut sitôt qu'il vit cet homme inoffensif qui cherchait à se faire bien voir des Bronstein. Schuler était si craintif, en effet, que sa femme ne se gênait pas pour lui lancer des paquets de farine à la figure en pleine classe.

Les parents de Leiba estimèrent que parcourir deux verstes à pied chaque jour pour se rendre à l'école était un effort trop important pour un enfant : il habiterait donc au village, chez sa tante Rakhil. L'affaire fut conclue sans échange d'argent. David fournissait à sa sœur des sacs de farine de blé, d'orge, de sarrasin et de millet. Le paiement en nature était une pratique courante à la campagne. Schuler avait accepté d'initier Leiba au russe[55], mais de toute évidence, à en juger par la

pauvreté du vocabulaire du jeune garçon au bout de deux ans, l'instituteur lui-même ne possédait pas une bonne maîtrise de la langue[56]. Il en allait autrement de l'hébreu. Schuler n'aurait jamais pu trouver d'élèves s'il n'avait pas eu des compétences dans cette discipline. Pour comprendre les leçons et se maintenir au niveau des autres garçons, Leiba dut même améliorer son yiddish. En fait, il ne resta dans cette école que quelques mois. Par la suite, il prétendit que ses difficultés linguistiques l'avaient empêché d'y nouer de solides amitiés[57], mais il resta toute sa vie reconnaissant envers Schuler, qui en si peu de temps lui avait permis d'acquérir la maîtrise des apprentissages fondamentaux : lecture et écriture.

Trotsky était beaucoup plus proche de son père que de sa mère. Il le formula avec la désinvolture qui le caractérisait : « Mon père était incontestablement supérieur à ma mère, à la fois sur le plan intellectuel et sur celui du caractère. Il était plus profond, plus discret, plus subtil. Et puis, il avait des yeux de lynx, sur les choses comme sur les gens[58]. » David Bronstein était aussi résolument économe. Leiba se souvenait de l'avoir vu refuser de faire raccommoder le canapé troué :

Le plus petit trou était du côté du fauteuil d'Ivan Vassiliévitch [Greiben] ; le plus gros se trouvait à la place que j'occupais, près de mon père. « Il faudrait recouvrir ce canapé », dit Ivan Vassiliévitch. « Il y a longtemps qu'on aurait dû le faire, répondit ma mère en ajoutant : Ce tissu-là date de l'année où le tsar a été tué [1881]. » Mon père chercha à se justifier : « Vous savez ce que c'est, cette maudite grande ville, on court partout, tout l'argent qu'on a est englouti dans les fiacres et on ne pense qu'à une chose : se dépêcher de rentrer, et alors on oublie tout ce qu'on était venu acheter »[59].

La gestion de l'exploitation reposait entièrement sur

l'absence de gaspillage :

Dans le temps surtout, mes parents faisaient très peu d'achats. Ils savaient économiser leurs kopecks, mais mon père ne se trompait jamais sur la qualité de la marchandise, qu'il s'agît d'étoffes, d'un chapeau, de chaussures, d'un cheval ou d'une machine. « Je n'aime pas l'argent, me dit-il plus tard pour justifier son souci d'économie, mais je n'aime pas non plus en manquer. C'est terrible quand on en a besoin et qu'on n'a pas un seul kopeck » **[60]**.

Leiba détestait la façon dont son père traitait ses ouvriers. Un jour, en rentrant d'une partie de croquet, il trouva un moujik, nu-pieds, implorant qu'on lui rende sa vache. Elle s'était égarée dans les champs et David, furieux, l'avait confisquée : « Ta vache ne mangera peut-être que pour dix kopecks, s'écria-t-il, mais elle fera bien dix roubles de dégâts. » Cette réaction fut un choc pour Leiba.

Le paysan ne cessait de répéter la même chose et derrière ses supplications, on percevait de la haine. J'en fus ébranlé au plus profond de moi-même. J'étais revenu tout joyeux de ma partie de croquet au milieu des poiriers, où j'avais battu mes sœurs à plates coutures, et tout à coup je n'éprouvai plus qu'un profond désespoir. Je m'éclipsai, filai dans ma chambre, me jetai à plat ventre sur le lit et pleurai tout ce que je savais, bien que je fusse déjà au cours élémentaire. Mon père traversa l'entrée jusqu'à la salle à manger et le moujik le suivit d'un pas traînant. Il s'arrêta sur le seuil et je les entendis parler. Puis le moujik s'en alla. Ma mère revint du moulin. Je reconnus tout de suite sa voix et l'entendis mettre le couvert. Elle m'appela pour le déjeuner, mais je ne répondis pas. Je n'arrêtais pas de pleurer » **[61]**.

Sa mère vint le consoler, essayant de comprendre la cause de son chagrin. Leiba refusa de parler. Les parents discutèrent à voix basse, puis Aneta demanda : « C'est cette histoire avec le moujik qui te bouleverse autant ? Regarde, nous lui avons

rendu sa vache sans lui demander de dédommagement[62]. » Leiba prétendit que le paysan n'y était pour rien, mais personne ne fut dupe.

Son vieux cousin Moshe Chpentser, le neveu d'Aneta, comprenait bien le jeune garçon. Un jour qu'il était venu d'Odessa, Chpentser réagit vivement contre un contremaître qui fouettait un berger sous prétexte qu'il avait tardé à rentrer les chevaux : « C'est répugnant ! » s'était-il écrié[63]. Chpentser encouragea Leiba à porter un regard critique sur son entourage. L'enfant lui-même était sensible à la pauvreté de certains ouvriers agricoles de son père. Les Bronstein employaient un petit berger un peu simplet, Ignatka, dont la mère était sans ressources. David lui devait un rouble, un seul. En arrivant, après avoir parcouru plus de quatre verstes à pied pour récupérer cette somme dérisoire, la pauvre femme en haillons ne trouva personne pour lui donner l'argent. Trop timide pour s'asseoir, elle s'adossa à un mur et attendit jusqu'à la nuit pour obtenir son dû[64].

Trotsky évoqua aussi comment, pendant son enfance, on rendait la justice à Ianovka. Un jour qu'un charretier lui avait volé une jument baie, David Bronstein n'hésita pas à envoyer à sa recherche Alexandre, le frère aîné de Leiba. Deux jours après, le jeune homme revint bredouille, sans avoir pu trouver le coupable et se venger[65]. S'il avait réglé son compte au voleur sans le livrer aux autorités, personne n'y aurait trouvé à redire : nombreux étaient ceux qui faisaient respecter le droit de propriété en se passant de la police ou des tribunaux. Au village, la notion de justice était très rudimentaire. À Gromokleï, parmi les colons agriculteurs, vivait un grand gaillard réputé pour être un voleur de chevaux (on racontait

beaucoup d'histoires du même genre dans la région). Sa fille n'avait pas meilleure réputation et, quand la femme du chapelier la soupçonna d'avoir débauché son mari, elle fit intervenir ses amis du village. Trotski évoqua l'incident : « Un jour, en revenant de l'école, je vis la jeune femme traînée dans la rue par un tas de gens qui vociféraient et crachaient sur elle. » L'inspecteur gouvernemental était en visite ce jour-là, mais il refusa d'intervenir et laissa les villageois appliquer leur justice[66].

À mesure qu'il grandissait, ses parents accordaient de plus en plus de liberté au jeune Leiba, qui en profitait pour s'aventurer jusqu'à l'atelier de la ferme. C'était le domaine d'Ivan Vassiliévitch Greben, le mécanicien de son père, un homme remarquable qui savait presque tout faire :

C'était quelqu'un de très doué. Un bel homme avec une moustache brun-roux et une barbiche à la française. Ses compétences techniques étaient illimitées. Il savait réparer les moteurs à vapeur, bricoler les chaudières, tourner une bille de métal ou de bois, couler des roulements en laiton, construire des voitures à ressorts, réparer une horloge, accorder un piano, recouvrir des sièges. Il avait fabriqué une bicyclette de toutes pièces, à l'exception des pneus. C'est sur cet engin qu'entre le cours préparatoire et l'école élémentaire, j'appris à rouler à vélo. Les colons allemands d'à côté lui donnaient leurs semeuses et leurs lieuses à réparer et lui demandaient de les accompagner pour acheter une batteuse ou un moteur à vapeur. Les gens consultaient mon père sur les questions d'agriculture et Ivan Vassiliévitch sur tout ce qui était technique[67].

Greben était l'employé le plus précieux de la ferme. C'est pourquoi lorsqu'il fut appelé sous les drapeaux, David Bronstein le fit exempter, moyennant quelques dessous-de-table[68]. Le moulin requérant une surveillance technique régulière, Greben se faisait assister d'un aide-mécanicien,

Foma. Il y avait également un second meunier, un ancien de la cavalerie nommé Filipp, et deux apprentis, Senia Gertopanov et David Tchernoukhovski (Greben finit par se débarrasser du jeune Gertopanov après s'être brouillé avec lui)[69].

Contrairement à la plupart des jeunes colons, Leiba ne fréquentait pas une majorité de Juifs. De plus en plus, les Bronstein s'étaient adaptés au calendrier chrétien, qui était celui de leurs ouvriers : Aneta leur préparait du *koutia*, un plat traditionnel à base de blé et de fruits secs qu'elle servait à Noël ; et à Pâques, elle décorait des œufs et confectionnait des koulitchs –, brioches aux amandes et au safran[70]. La fréquentation amicale d'Ivan Greben, le mécanicien extraordinaire, donna naturellement à Leiba l'occasion de se familiariser avec le dialecte local. Leiba adorait se rendre à l'atelier et y apprendre la technique. Greben et ses jeunes ouvriers l'avaient pris sous leur aile : « À bien des égards, dit-il dans son autobiographie, j'étais l'apprenti de ces apprentis[71]. »

Greben était sévère[72] : Trotski s'en souvenait comme d'un homme incarnant toutes les qualités de l'ouvrier. Sa conduite et sa droiture comptaient beaucoup pour lui, et il n'oublia jamais le poids de sa présence physique :

Il fumait et prenait un regard lointain, comme pour se remémorer quelque chose ou pour réfléchir, ou encore pour se reposer tout simplement, sans penser à rien. Quand cela se produisait, je me glissais jusqu'à lui et, d'un geste affectueux, j'enroulais son épaisse moustache auburn autour de mes doigts, ou bien je regardais ses mains. Il avait des mains remarquables, très particulières, des mains de maître artisan, couvertes de petites taches noires, marques tenaces des minuscules échardes qu'il avait attrapées lors de ses découpages à la meule. Ses doigts étaient aussi forts que des racines, mais pas totalement rigides. Élargis aux extrémités, ils étaient d'une grande

souplesse : Greben était capable de retourner son pouce en formant un arc de cercle. Chaque doigt était autonome, comme doté d'une vie à lui, d'une conscience à lui, et l'ensemble formait un étonnant collectif de travail. J'étais très jeune, mais je pouvais déjà voir et sentir que cette main, lorsqu'elle tenait un marteau ou des tenailles, n'était pas comme les autres. Il avait une profonde cicatrice autour de son pouce gauche. Le jour de ma naissance, Ivan Vassiliévitch s'était blessé d'un coup de hache. Son doigt pendait, retenu par des lambeaux de chair. Mon père, en passant par là, avait vu le jeune mécanicien poser la main sur une planche et se préparer à se couper carrément le pouce. « Arrête ! cria-t-il. Ton doigt va se recoller ! – Recoller, vous croyez ? » demanda le mécanicien en lâchant la hache. Le pouce se resouda en effet, et il se remit à fonctionner normalement, mais Greben ne pouvait plus le retourner aussi complètement que l'autre[73].

Ce passage n'est pas qu'un bel exercice de style : on y découvre aussi le respect de Trotski pour les ouvriers et l'une de ses premières attitudes de socialiste.

Le souvenir de l'esprit inventif de Greben est resté ancré dans sa mémoire et peut-être faut-il y voir la raison de sa fascination pour les spécialistes techniques :

Un jour, après avoir fini de transformer un vieux fusil Berdan en carabine à plomb, Ivan Vassiliévitch organisa un exercice de tir : à tour de rôle, chacun devait essayer d'éteindre une bougie en appuyant sur le détonateur à une distance de quelques pas. Tout le monde n'y parvenait pas. Sur ces entrefaites, mon père arriva. Lorsqu'il leva l'arme pour viser, ses mains tremblaient. Visiblement, il manquait d'assurance, mais il éteignit la flamme du premier coup. Il avait l'œil pour tout et Ivan Vassiliévitch l'avait compris. Il n'y eut jamais d'altercations entre les deux hommes, alors que mon père s'adressait aux autres de façon autoritaire, souvent en les réprimandant et en leur reprochant une faute ou une autre[74].

Il se remémorait aussi le pigeonnier perfectionné que Greben avait construit sous le toit de la machinerie. On fit venir des dizaines d'oiseaux de la propriété de Dembovski.

Leiba, tout excité, grimpait dix fois par jour à l'échelle pour apporter eau et graines aux pensionnaires. Il ne resta malheureusement bientôt plus que trois couples de pigeons. Les autres s'étaient envolés[75]. Ce fut l'un des rares moments de son enfance où tout alla de travers ; mais, cet épisode mis à part, l'enfant vécut ses premières années dans une atmosphère tranquille, protégée et épanouissante.

L'école

David Bronstein était résolu à éviter à ses enfants le handicap scolaire dont il avait souffert. Il n'avait jamais été très pieux mais ne voyait aucun inconvénient à les envoyer dans un établissement chrétien si cela pouvait favoriser leur avenir. Alors, quand vint le moment de choisir une école secondaire pour Leiba, David opta pour la Realschule[76] Saint-Paul, rue Ouspenski, à Odessa. Il aurait préféré le lycée (le Gymnasium), le meilleur établissement de la ville, mais le jeune garçon fut victime du système de quotas imposés aux Juifs depuis 1887 : les autorités limitaient leur contribution à l'instruction d'un grand nombre de jeunes Juifs, et pas uniquement à cause de préjugés raciaux. Les ministres s'inquiétaient de la réaction des Russes et autres candidats, qui admettraient mal de perdre des places dans les écoles les plus prestigieuses. Saint-Paul était le meilleur choix par défaut, mais un bon choix tout de même. Il fut convenu que Leiba habiterait chez son cousin Moshe Chpentser et sa femme Fanni, en tant qu'hôte payant[77].

Le jour du départ fut un événement à Ianovka. Pour l'enfant de neuf ans qu'était Leiba, les quelque trois cents kilomètres qui le séparaient d'Odessa équivalaient à la traversée d'un océan inconnu. David Bronstein avait ordonné que tout soit prêt, chevaux et voiture. Les adieux à sa mère et à ses sœurs furent accompagnés d'effusions et de larmes. On chargea les valises et Leiba partit enfin avec son père. Le tailleur de la

colonie lui avait confectionné une tenue élégante pour la Realschule. On avait également entassé dans une malle des plaques de beurre et des pots de confiture pour les Chpentser. Leiba pleurait encore lorsque s'ébranla la voiture. Ils parcoururent des kilomètres de steppe avant d'atteindre la route qui devait les conduire à la plus proche station de chemin de fer, Novy Boug. De là, ils prirent un train pour Nikolaïev, sur le Boug, où ils embarquèrent à bord du *Potemkine*[\[78\]](#). Leiba s'imprégnait de bruits et de décors inconnus : le sifflement strident du vaisseau, l'affairement des marins sur le pont et, enfin, l'immensité monotone de la mer Noire qui apparut lorsque le navire obliqua vers l'ouest pour approcher d'Odessa. Sitôt débarqués, ils hélèrent un fiacre et se firent conduire allée Pokrovski, où les Chpentser avaient leur appartement. Moshe et Fanni seraient les tuteurs officiels de Leiba durant ses cinq années de scolarité à la Realschule.

L'école, rattachée à l'Église luthérienne, avait été fondée par la communauté allemande de la ville. À l'époque de Leiba, les jeunes Allemands d'Odessa et de la région ne représentaient que trente à cinquante pour cent des élèves : la réputation du corps enseignant était si bonne que les demandes d'admission affluaient de familles de toutes nationalités et religions[\[79\]](#). Leiba était content de se joindre à eux, mais il éprouvait aussi beaucoup d'appréhension. Une grande ville, une grande école et les grandes ambitions de ses parents : tout dans cette situation lui était étranger. Il lui fallait s'adapter à un monde inconnu, à une discipline stricte, et à des maîtres et des élèves qui ne se montreraient pas toujours tendres avec lui. Il devait perfectionner son russe et apprendre rapidement une nouvelle langue, l'allemand : il ne parlait pas couramment yiddish, mais

sa ressemblance avec l'allemand facilita certainement ses progrès. Peu à peu, il apprit à parler russe presque sans accent. Dans les enregistrements qui ont été faits de lui jusqu'après la révolution d'Octobre, on retrouve encore des traces de l'accent d'Odessa, et cet héritage de la Nouvelle-Russie était vraisemblablement plus important encore auparavant. Il serait étonnant de ne pas déceler aussi chez lui un léger accent juif, étant donné ses origines et celles de sa famille d'accueil, Moshe et Fanni Chpentser. Mais sa syntaxe demeura toujours celle des manuels de russe de l'époque impériale[80].

Il trouva vite quelqu'un pour l'aider. En tant que nouvel élève, il avait été placé dans la classe préparatoire, où un jeune Allemand qui avait redoublé – on sait seulement qu'il s'appelait Karlson – le prit en protection et lui enseigna les règles de survie[81] (Leiba n'avait pas été admis en première année car, aux tests préliminaires, il n'avait obtenu que trois sur cinq en russe et quatre en arithmétique. Il avait beaucoup à rattraper, en effet, à cause de la différence de niveau scolaire en milieu rural). Karlson n'était pas un élève brillant, mais il avait un caractère enjoué, au contraire de Leiba. Le jour de la rentrée, alors qu'il montait la rue Ouspenski avec d'autres garçons, vêtu de son superbe uniforme, un jeune malotru se pencha et cracha sur sa veste. Choqué, Leiba s'empressa de nettoyer, mais passée la grille, il se fit huer. Il avait déjà enfreint l'une des règles : les Chpentser ignoraient que les élèves de la classe préparatoire ne devaient pas porter l'uniforme complet. Le surveillant général lui demanda de retirer l'insigne, le galon et la boucle de son ceinturon, et de remplacer les boutons gravés d'un aigle par d'autres plus

ordinaires, en os[82]. Ce n'était pas la plus facile des entrées en matière pour quelqu'un qui se trouvait au tout début de sa vie scolaire et il en fut humilié. Seule la sollicitude de Karlson lui rendit la situation supportable.

Comme il n'y avait pas de cours ce matin-là, Leiba rejoignit les autres élèves à l'église, pour un service d'accueil. L'orgue qu'il entendait jouer pour la toute première fois le fit tressaillir, mais il ne comprit pas un traître mot du prêche. Le prédicateur était le pasteur Binneman qui ne portait pas la barbe, contrairement aux prêtres de l'Église orthodoxe russe. Karlson lui confia que Binneman était « un homme d'une intelligence remarquable, le plus intelligent d'Odessa », et Leiba le crut sur parole. Karlson était paresseux et lent, au contraire de Leiba, qui reçut des éloges au cours de mathématiques du lendemain pour avoir bien copié la leçon au tableau. Ce jour-là, il obtint deux 5 (la meilleure note) – exploit qu'il renouvela en allemand[83]. Une fois qu'on lui avait enseigné quelque chose, il l'oubliait rarement. Il avait des prédispositions pour les matières scientifiques, et même un penchant pour les mathématiques. À vrai dire, rien dans le programme ne le déroutait. Rarement il rentra allée Pokrovski sans avoir obtenu la meilleure note à une interrogation, en quelque matière que ce fût.

À Odessa, dans sa nouvelle famille, Leiba vécut heureux. Moshe était un homme plein d'entrain, d'une grande curiosité intellectuelle et bon avec les enfants. Très tôt, certains démêlés avec les autorités lui barrèrent l'accès à l'université. La nature de son « crime » restait un mystère, mais les Juifs qui montraient une certaine indépendance d'esprit n'étaient pas bien vus de l'élite au pouvoir. Il fallut à Moshe un certain

temps pour s'en remettre, dont il profita pour passer ses journées à traduire des tragédies grecques. Il étudia aussi le passé, avec pour auteur favori l'érudit allemand Friedrich Christoph Schlosser[84]. L'histoire du monde de Schlosser, traduite en russe, lui servit très certainement à dresser ses propres statistiques et tableaux sur le développement de l'humanité des origines à nos jours[85]. Il venait d'épouser Fanni, directrice de l'école d'État d'Odessa pour jeunes filles juives et, les premières années, le couple vécut sur le salaire de la jeune femme[86]. Le goût de Moshe pour les tableaux et les plannings lui permit de se rendre utile auprès d'elle, et notamment de l'aider à introduire un système d'archivage rationnel. Mais il devait aussi penser à sa propre carrière. Il tâta du journalisme, ce qui lui rapporta un peu d'argent. Quand ses revenus devinrent insuffisants, il se lança dans la papeterie[87]. La chance lui sourit enfin et, à l'arrivée de Leiba, son affaire commençait à prospérer.

Chpentser devint plus tard l'un des principaux éditeurs du sud de la Russie impériale. Mais durant les années où Leiba vécut chez lui allée Pokrovski, le cousin Moshe cherchait encore sa voie. Comme sa presse se trouvait dans l'appartement, il travaillait à la maison les trois quarts du temps, et Leiba était rarement seul en rentrant de l'école.

L'appartement était assez modeste. La mère du cousin Moshe habitait là aussi et, pour préserver son intimité, on avait tendu un rideau entre son lit et la salle à manger[88]. Normalement, Leiba aurait dû l'appeler Grand-Mère, mais il avait un sens aigu de la propriété généalogique. Moshe étant son cousin germain, il insista pour appeler la vieille dame « Tante »[89]. Imperceptiblement, les liens qui l'unissaient à

ses parents commencèrent à se distendre. Dans la salle à manger, un espace privé lui fut réservé aussi, comportant un lit et des étagères pour ses livres. Moshe l'aidait à faire ses devoirs : « Il aimait jouer au maître d'école[90]. » C'était exactement le cadre qu'il fallait au jeune garçon pour libérer son potentiel.

Moshe et Fanni entreprirent de le débarrasser de ses habitudes de petit campagnard. À vingt et une heures, il devait se mettre en pyjama. Plus question d'aller au lit quand il en avait envie (l'âge aidant, cette règle fut assouplie et il fut autorisé à veiller jusqu'à vingt-trois heures). Les Chpentser entreprirent aussi de lui inculquer les bonnes manières :

On me rappelait tout le temps de ne pas oublier de dire bonjour, de me laver les mains et d'avoir toujours les ongles propres, de ne pas manger avec mon couteau, de ne jamais être en retard, de toujours remercier la bonne pour son travail et de ne pas dire du mal des gens derrière leur dos[91].

À l'exigence des Bronstein sur l'ardeur et le sérieux dans le travail, s'ajoutait désormais celle des Chpentser sur la courtoisie et les bonnes manières, ce que Leïba Bronstein n'oublia jamais. En 1923, il écrivit même un petit livre intitulé *Questions du mode de vie*, dans lequel il démontrait avec conviction la nécessité urgente de faire évoluer la culture populaire russe[92].

De toute évidence, Fanni et Moshe se comportaient plus en oncle et tante qu'en cousins. Ils avaient une petite fille, Vera, âgée de trois semaines à l'arrivée de Leïba (elle devint plus tard la célèbre poétesse Vera Inber), et le jeune garçon fut chargé de s'occuper d'elle. Les Chpentser pensaient que cette

tâche lui ferait du bien et lui éviterait de travailler trop durement à ses études. De son côté, Leiba adorait la petite fille, même s'il se montrait parfois un peu brusque dans sa façon de la bercer[93]. C'était un neveu modèle. Plus tard, Fanni évoqua son caractère :

De toute ma vie, je ne l'ai jamais vu céder à l'impolitesse ou à la colère. Mon plus grand problème avec lui, c'était son souci de la propreté. Un jour nous sommes sortis en ville tous les deux. Il portait un nouveau costume et tout le long du chemin ne cessait d'en ôter des peluches qui n'existaient que dans son imagination. Je lui dis : « Si tu n'arrêtes pas, tout le monde va savoir que tu portes un costume neuf. » Mais rien n'y fit. Il a continué. Avec lui, il fallait que tout soit impeccable[94].

Il n'y eut qu'un incident pour ternir cette image : un jour, il subtilisa trois précieux livres de la collection de son cousin et les vendit pour s'acheter des bonbons. Pris sur le fait, il n'eut même pas le temps d'en profiter. Il demeura toujours incapable d'expliquer la raison de ce geste. Les Chpentser pardonnèrent et l'histoire fut oubliée[95].

Moshe et sa presse lui inspirèrent pour le monde de l'édition une fascination qu'il conserva toute sa vie : « Je finis par tout connaître de la composition, de la mise en page, du tirage, du foliotage et du brochage. La correction d'épreuves devint mon passe-temps favori. Ma passion pour le papier fraîchement imprimé date de ces lointaines années d'école[96]. »

Leiba était un enfant studieux. Souvent, il s'attaquait à des œuvres que ses professeurs ne connaissaient même pas. Fanni et Moshe favorisaient cette curiosité : comme tous les bons pédagogues, ils avaient conscience de contribuer à l'instruction d'un enfant doué d'un potentiel supérieur au leur.

Leiba devint le confident de Dacha, la bonne des Chpentser, qui lui racontait longuement sa vie amoureuse le soir après le souper. Assez vite, elle fut remplacée par Sonia, originaire de Jitomir. Leiba consacrait son temps libre à lui apprendre à lire et à écrire. On engagea pour la petite Vera une nourrice, venue elle aussi de Jitomir et recommandée par Sonia. Toutes deux étaient divorcées. Le jeune garçon écrivit sous leur dictée des lettres adressées à leur ex-mari, pour leur demander une aide financière. La nourrice notamment s'était retrouvée dans une situation telle qu'elle avait dû abandonner son propre enfant. Leiba, dont la prose reflétait déjà un certain talent artistique, écrivit quelques lignes où il évoquait ce bébé qu'elle avait perdu : « Notre petit garçon est la seule étoile que je vois scintiller dans l'obscur firmament de ma vie. » Il lut la lettre à haute voix. Les deux femmes le remercièrent de ses efforts, mais elles avaient l'impression qu'il n'avait pas tout à fait compris leur situation affective :

J'eus ainsi l'occasion de méditer sur la complexité des rapports humains. Au dîner, Fanni Solomonovna se tourna vers moi avec un sourire : « Encore un peu de soupe, monsieur l'écrivain ?

— Comment ? répondis-je, subitement inquiet.

— Oh, rien. Mais c'est bien toi qui as rédigé une lettre pour la nourrice, n'est-ce pas ? Donc, tu es un écrivain. Comment tu as dit, déjà ? Une étoile dans l'obscur firmament ? Ah, c'est sûr, un écrivain ! » Et, incapable de se retenir plus longtemps, elle partit d'un grand éclat de rire.

L'oncle Moshe le reconforta et lui conseilla de laisser à l'avenir les femmes s'occuper d'écrire elles-mêmes[97].

Leiba n'oublia jamais cette leçon sur le pouvoir des mots. Ce qu'il avait écrit était exagéré, il le savait, mais il avait impressionné au point qu'on s'était intéressé à lui. Même s'il

était plus attiré par les mathématiques et les sciences que par la littérature, il n'en faudrait pas beaucoup plus pour que ses goûts changent – d'autant que le parent chez qui il vivait, durant sa scolarité, était éditeur. Après l'école, Moshe l'emmenait se promener et ils discutaient. De l'intrigue de *Faust*, l'opéra de Gounod, par exemple. Le sujet ne manqua pas d'embarrasser Moshe, bien obligé d'expliquer que Marguerite avait donné naissance à un enfant illégitime. Il lui parla aussi d'autres compositeurs. Leiba était ravi : il demanda si les mélodies faisaient partie des choses qu'on découvrait ou s'il fallait les inventer. Fanni et Moshe lisaient les auteurs russes modernes et le jeune garçon les entendait en discuter. Lorsque les autorités interdirent la représentation de *La Puissance des ténèbres*, une pièce de Tolstoï, ils en achetèrent le texte. Ils jugeaient que la scène où l'on étrangle un enfant n'était pas pour Leiba, mais le jeune garçon profita d'un jour où ils étaient sortis pour récupérer l'ouvrage et le lire en entier. Avec leur bénédiction, il se prit d'enthousiasme pour Charles Dickens. Les Chpentser lui ouvraient une fenêtre sur la vraie culture. Toute sa vie, il leur fut reconnaissant d'avoir su le comprendre aussi bien et il évoquait Fanni avec plus de chaleur que ses propres parents[98]. « C'était, disait-il, une famille d'un bon niveau intellectuel. Je lui dois beaucoup[99]. »

Le pasteur Binneman était une personnalité marquante de l'école et, à sa mort, les élèves défilèrent devant son cercueil ouvert pour lui rendre un dernier hommage. Cette expérience fut un choc pour Leiba, et sans doute une première : les Juifs, contrairement aux chrétiens de la Russie impériale, n'exposaient pas le corps du défunt avant les funérailles. Le

jeune garçon apprenait à connaître les us et coutumes des Gentils. Il s'habitua à l'idée que des peuples différents avaient leurs propres pratiques et coutumes. Tandis que le russe était en train de devenir son mode d'expression naturel, en même temps, on lui enseignait les principes universels d'analyse en géométrie et en physique. Ianovka et ses perspectives limitées s'estompaient peu à peu dans le passé et, lorsqu'il y retournait pour les vacances, le regard qu'il portait sur ce décor était déjà celui d'un étranger.

Peu après les obsèques, le beau-frère de Binneman, Schwannebach, directeur de l'école, fut licencié et remplacé par Nikolaï Kaminski, le surveillant général qui avait rabroué Leiba dès le premier jour. Cette nomination intervint au même moment que l'introduction de la politique gouvernementale de russification dans les écoles. Schwannebach, d'origine allemande, cédait la place à Kaminski le Slave, un physicien dont la voix de fausset terrorisait les élèves. Leiba était persuadé que, derrière son calme apparent, se cachait une irritation permanente. Kaminski révéla plus tard qu'il appliquait, à tous ceux qu'il rencontrait, une « neutralité armée ». Il n'était pourtant pas dépourvu d'enthousiasme. Il avait une âme d'inventeur et rien ne lui plaisait davantage que de démontrer la loi de Mariotte sur la compression des gaz à l'aide d'un appareil qu'il avait lui-même mis au point. Sa démonstration provoquait toujours quelques rires et une discrète agitation parmi les élèves[100].

Iourtchenko et Zlotchanski étaient les deux professeurs de mathématiques. Iourtchenko, un homme bourru, se laissait facilement soudoyer pour attribuer de meilleures notes. Zlotchanski, aussi peu raffiné, se raclait la gorge, crachait et, en

dehors des heures de classe, se montrait grand buveur. Leiba s'entendait bien avec les deux. Les cours d'histoire étaient assurés par un certain Lioubimov, mais le jeune garçon ne les trouvait pas intéressants et préférait puiser dans la bibliothèque de l'Oncle Moshe de quoi se documenter sur le passé impérial. Souffrant de troubles mentaux, l'instable et excentrique Lioubimov finit par se pendre à une fenêtre. Joukovski, professeur de géographie, inspirait à tous les élèves, quel que soit leur âge, une terreur mortelle. Leiba le compara plus tard à un « hachoir automatique ». L'enseignement de l'allemand, matière toujours fondamentale, était confié à M. Strouve. Affable et bienveillant, il était désarmé chaque fois qu'un élève obtenait de mauvaises notes aux examens – aucun autre professeur ne fut traité avec autant d'affection dans les mémoires de Trotski[101].

Le surveillant général qui succéda à Kaminski, Anton Krijanovski, enseignait la littérature russe. Très vite, il décela le talent de Leiba et lut ses compositions à haute voix devant toute la classe. Le jeune élève prit l'initiative de créer le magazine de l'école, *Le Réaliste*[102] (peut-on d'ailleurs supposer, sans pécher par excès d'imagination, que c'était là une façon de s'attaquer aux idées reçues propres à une autorité irrationnelle ?). De tels magazines étaient généralement interdits dans les écoles de l'empire, mais Krijanovski ne s'opposa pas au projet. Leiba aimait beaucoup le travail éditorial. Il écrivit quelques vers pour le premier numéro, sur la goutte d'eau qui tombe dans l'océan. Il s'agissait d'un thème allégorique pour un magazine comparable à une minuscule goutte d'eau dans l'« océan des lumières ». Krijanovski aima le poème, tout en jugeant que la

versification manquait de rigueur. Dans son autobiographie, Trotski reconnut qu'il ne fut jamais un grand poète. Du moment que ce jugement émanait de lui, peu lui importait de paraître médiocre[103]. En tout état de cause, l'atmosphère pédagogique de Saint-Paul n'était pas radicalement autoritaire ni défavorable aux esprits imaginatifs comme le sien – ce que Trotski ne se résolut jamais à admettre.

Il n'avait aucun souvenir négatif des élèves et finit par devenir un meneur, et non plus un simple élément de la meute. Il présentait l'ensemble de sa classe comme victime collective de la malice et de la stupidité des enseignants : les élèves figuraient le prolétariat et les maîtres, la bourgeoisie. On peut quand même douter que ses camarades ne lui aient jamais causé la moindre difficulté. Odessa était une ville cosmopolite, où cohabitaient différentes confessions religieuses, et il en résultait une tolérance mutuelle plus grande que dans la plupart des autres centres urbains de la Russie impériale. Mais les Juifs pouvaient s'attendre à un traitement passablement désagréable, et dans les établissements scolaires couraient bien des railleries antisémites. En tant que Juif, Trotski traitait à la légère ce qui se passait à Saint-Paul, mais son silence ne saurait être considéré comme la preuve que tout s'y déroulait d'une manière idéale.

Il voulait donner l'impression d'être intégré à toutes les activités scolaires communes, mais ce n'était pas le cas. Saint-Paul, comme toutes les écoles impériales, proposait des cours de religion. Leïba Bronstein, inscrit comme juif et non converti au christianisme, devait continuer sa formation religieuse sous l'autorité d'un vieil érudit chargé d'instruire les jeunes juifs :

David Bronstein payait pour cet enseignement. L'érudit en question n'était pas très clair sur la nature de la Torah : œuvre littéraire ou Écriture sainte ? Plus tard, Leiba jugea qu'il était agnostique[104]. À Saint-Paul, on marquait une très nette distinction entre juifs et chrétiens. Les Juifs d'Odessa passés par le système scolaire de l'époque ont raconté comment pendant les cours ils étaient la cible des professeurs. Iouli Martov, par exemple, qui s'appelait alors Tsederbaum et deviendrait un camarade marxiste de Trotski à l'*Iskra*, fut interrogé en géographie sur le nom de la capitale de la Russie avant Saint-Pétersbourg. Il répondit Moscou. Le professeur lui demanda ensuite quelle était la capitale avant Moscou et Martov donna une fois encore la bonne réponse : Kiev. Mais le professeur fit mine d'avoir entendu Berdichev, déclenchant du même coup un flot de sarcasmes. Aucun des élèves n'avait besoin qu'on lui rappelle que Berdichev était une ville de la zone de résidence, à majorité juive. Le seul moyen d'échapper à ce genre de sarcasme, pour un Juif, était de fréquenter une école juive.

Cela ne signifie pas pour autant que Trotski en garda un sentiment d'injustice. À la Realschule déjà, il possédait cette confiance en lui qui ne devait jamais le quitter, car il s'associait lui-même aux notions de rationalisme et de progrès. Il n'opposa probablement que du dédain aux petits tyrans et aux railleurs, les tenant pour des individus murés dans leur ignorance. De plus, il ne fut jamais d'un tempérament rancunier[105]. Le mépris, c'était autre chose : il ne tarda pas à développer une remarquable capacité à montrer, d'un air de rien et parfois très subtilement, tout le dédain qu'il éprouvait à l'égard de certains.

Sa scolarité à Saint-Paul fut brutalement interrompue en seconde année, à la suite d'un incident avec l'un des professeurs. Les élèves étaient convaincus que le Suisse Gustave Bornand, qui leur enseignait le français cette année-là, les détestait tous cordialement, sans exception. Bornand passait pour avoir autrefois participé à des duels, ce qui expliquait, croyait-on, sa profonde cicatrice au front. Comme il souffrait de problèmes digestifs, il avalait continuellement des médicaments contre la dyspepsie. Il en avait surtout après les étudiants allemands, Wacker, en particulier, à qui il donna un jour une très mauvaise note, ce que la classe jugea particulièrement injuste. Les élèves décidèrent donc de lui « donner un concert » et il quitta la pièce sous les huées... avant de revenir accompagné du directeur et du censeur. Il désigna ceux qu'il supposait être les principaux coupables. Trotski n'en était pas, et le jour de l'incident, on le laissa repartir chez lui. Mais, le lendemain, il découvrit que ses camarades de classe l'avaient dénoncé à la direction comme l'instigateur de la rébellion. En réalité, il s'était rallié au mouvement général, mais tout à fait à la fin.

Le conseil d'école se réunit. Kaminski était résolu à se montrer énergique : il appela Leiba dans son bureau et exigea de voir ses parents. Le jeune garçon expliqua qu'ils habitaient très loin. Le nouveau directeur convoqua donc ses deux tuteurs et leur annonça la sanction : exclusion temporaire.

Leiba appréhendait le retour à Ianovka. Son père affichait soigneusement ses bulletins scolaires, tous élogieux. Il se rendait compte que son fils était une sorte de prodige. L'aîné, Alexandre, avait assez bien réussi à l'école pour suivre des études de médecine, mais il n'avait jamais été particulièrement

brillant. Leiba était différent : non seulement c'était un adolescent doué, mais il ambitionnait de tirer le meilleur parti de ses dons. Les Chpentser firent de leur mieux pour consoler le jeune garçon : à leurs yeux, il s'agissait évidemment d'une injustice flagrante. Puis Moshe prit un ton solennel : « Eh bien, jeune homme, que vas-tu faire de ta vie maintenant ? » Ce ton de plaisanterie aida Leiba à retrouver son calme[106]. Fanni, qui avait l'esprit plus pratique, écrivit à la sœur du garçon pour préparer David à la mauvaise nouvelle[107]. Finalement, David Bronstein prit la chose plutôt bien. Peut-être admirait-il son fils qui avait refusé de s'incliner. Lui-même avait dû défendre ses intérêts pour devenir le riche fermier qu'il était. Leiba se dit que son père était fier de lui, de son rôle de meneur (*konovod*)[108]. En tout cas, il retourna à Saint-Paul à la date prévue, acheva sa troisième année et continua jusqu'en sixième année. Là s'arrêtait l'enseignement donné dans cet établissement. Les Bronstein, soulagés sans doute que Leiba eût évité d'autres ennuis du même genre, l'inscrivirent à la Realschule de Nikolaïev pour y terminer ses études secondaires.

Le jeune révolutionnaire

Jusqu'à son arrivée à Nikolaïev à l'automne 1895, quelques semaines avant son seizième anniversaire, Leïba Bronstein n'avait pas encore trouvé comment s'affirmer en politique. Nikolaïev, situé à la confluence du Boug et de l'Ingoul, était une ville de fondation récente, comme Odessa. Le prince Potemkine, favori de la Grande Catherine et gouverneur général de la Nouvelle-Russie, y avait établi son premier centre administratif et dessiné les plans des premiers bâtiments. La ville ne comptait pas parmi les plus importantes ni les plus connues de l'empire, mais à cause de sa position stratégique vis-à-vis des Ottomans, ainsi que de sa nombreuse garnison, elle présentait un intérêt certain. À soixante-quinze kilomètres au sud s'étendait la mer Noire et, vers la fin du XIX^e siècle, le commerce céréalier y florissait. Fermiers et petits paysans venaient de loin apporter leurs produits dont les prix ne cessaient de grimper, et les marchands expédiaient les cargaisons de blé via la mer Noire pour satisfaire la demande des Européens. La plupart des habitants de Nikolaïev étaient russes ou ukrainiens, mais la ville comptait aussi d'autres communautés ethniques, comme en témoignait l'existence d'une synagogue et d'une église luthérienne. On y trouvait enfin deux grands chantiers navals, ainsi qu'une gare de chemin de fer et des ateliers de réparation.

Il y avait à Nikolaïev assez de gens fortunés pour posséder un grand nombre de datchas dans la banlieue ouest. Toutefois,

malgré ces résidences d'été, un observatoire, une bibliothèque et un grand boulevard central, la ville ne connut jamais le prestige ni l'animation fiévreuse d'Odessa. Les autorités jugeaient l'endroit suffisamment tranquille et isolé pour y reléguer les agitateurs politiques après une période d'exil en Sibérie. Ce dernier point eut une influence décisive sur l'évolution du jeune Leiba.

On lui trouva une chambre chez l'habitant avant son entrée à la Realschule de Nikolaïev. Le jeune garçon, très discret, était résolu à terminer ses études secondaires et à exploiter ses possibilités intellectuelles ; mais surtout grâce à ses acquis :

Je manquais les cours de plus en plus souvent. Un jour, l'inspecteur vint jusque chez moi pour connaître la raison de mon absence. Ce fut pour moi une grande humiliation, mais il se montra courtois. Convaincu que tout était en ordre, dans ma famille d'accueil comme dans ma chambre, il me quitta sans me chercher de noises. Or, sous mon matelas, se trouvaient plusieurs pamphlets politiques interdits[109].

Le jeune Leiba n'en était pas moins le premier de sa classe. Les pamphlets faisaient partie de ses activités extrascolaires. N'étant plus sous la tendre mais ferme tutelle des Chpentser, il menait désormais sa vie comme il l'entendait. Assez vite, il fit la connaissance de Franz Chvigovski, un intellectuel tchèque proche de la trentaine, dont il avait rencontré le jeune frère Vyacheslav à la Realschule de Nikolaïev. Attachés aux idées révolutionnaires, Franz et Vyacheslav, tout en admettant les principes marxistes, en critiquaient l'étroitesse. Les jeunes gens retrouvaient d'autres de leurs amis, pour discuter, dans le jardin de la petite maison de Franz, qui était jardinier. Dans le cercle d'amis se trouvaient d'anciens exilés comme

Osipovitch et Chargorodski. Concernés par les grands thèmes politiques de l'époque, ils partageaient livres et journaux[110]. Leiba, alors âgé de dix-huit ans, était le benjamin du groupe. Le travail scolaire ayant toujours été une formalité pour lui, il se réservait du temps pour s'occuper des affaires publiques. Il dévorait les livres de son groupe d'amis avec son sérieux habituel. Le large éventail culturel que lui avaient ouvert les Chpentser se referma sur la question de l'avenir politique et économique de la Russie impériale.

Ces explorations intellectuelles formaient un contraste intéressant avec l'étroitesse de vue de la famille Bronstein. Le père de Leiba voulait l'orienter vers le métier d'ingénieur et il insistait lourdement là-dessus à chacune de ses visites. David n'était pas plus diplomate que Leiba n'était souple. Tel père, tel fils. Avant de quitter Odessa, le jeune homme avait pensé s'inscrire en mathématiques à l'université de la Nouvelle-Russie, mais David, ne voyant là aucune perspective d'avenir, aurait préféré une formation plus concrète. Leurs disputes étaient bruyantes et violentes : Elisheba, l'aînée, ne les supportait pas[111].

Pour David, la perspective de voir son fils changer radicalement de direction pour se consacrer à la cause révolutionnaire était ce qu'il pouvait imaginer de pire. Malheureusement, ses visites à Nikolaïev lui confirmaient que c'était possible. Leiba était réellement tenté, du moins tant qu'il resta membre du cercle de Chvigovski. Le radicalisme attirait fortement les jeunes Russes de la génération d'avant la Première Guerre mondiale, car en matière de transformation économique et sociale ils n'accordaient aucun crédit au tsar ni aux membres de son gouvernement. À leurs yeux, le régime

impérial n'était qu'un frein au progrès. Des milliers d'entre eux rejoignaient des groupuscules comme celui des Chvigovski, où s'expérimentaient les théories radicales. Son identité juive était pour Leiba une raison supplémentaire de rejeter le statu quo politique. De toute façon, il prenait ses décisions sans demander l'avis de personne et utilisait ses parents comme robinet financier pour mener à bien ses projets. L'idée de continuer dans la voie qu'on avait tracée pour lui commença à perdre de son charme. David, qui lui rendait fréquemment visite, s'employait à le détourner d'une orientation qu'il jugeait dangereuse : Leiba risquait ni plus ni moins son avenir. Mais le jeune homme savait ce qu'il voulait. D'une part, son père appartenait à la classe moyenne et possédait des biens. D'autre part, Chvigovski et ses jeunes amis n'étaient pas très argentés, mais ils étaient instruits et impatients – Leiba se sentait des affinités avec eux. Il n'avait donc aucun scrupule à vivre aux crochets de son père tout en rejetant ses valeurs et ses espérances. Aussi têtu que David, il refusa de se laisser dicter sa conduite et, plutôt que de se soumettre à la volonté paternelle, il décida de quitter le confort de sa petite chambre pour s'installer chez Chvigovski.

Pour la première fois, David Bronstein accusa le coup. La jeune sœur de Leiba, Golda, suivit son frère dans le mouvement des sympathisants révolutionnaires, après qu'il l'eut présentée comme un élément « prometteur »[\[112\]](#). La scolarité d'Alexandre, le fils aîné, avait peut-être été terne, mais au moins il était médecin ; l'aînée des filles, Elisheba, avait épousé un médecin aussi. Les deux plus jeunes, eux, poseraient toujours des problèmes. David avait financé leurs études pour leur éviter un travail éreintant, comme lui-même

y avait été contraint. Or il découvrait que suivre une scolarité en ville, à cette époque, exposait les jeunes gens à des idées subversives dont il n'avait jamais soupçonné l'existence, et ces idées-là ne lui plaisaient pas.

Son nouveau mode de vie obligea Leiba à faire un choix d'identité. En l'envoyant dans une Realschule, ses parents étaient certains qu'il apprendrait à maîtriser le russe, mais vouloir qu'il cesse de se considérer comme juif était une tout autre affaire. D'ailleurs, il est peu probable que cette idée leur soit jamais venue à l'esprit. David Bronstein, sans être dévot, était resté juif. Leiba, lui, s'était trouvé au contact d'une culture qui ôtait l'envie de déclarer sa foi et son respect des coutumes ancestrales. Les textes qu'il avait étudiés étaient russes, tout comme ses influences politiques et littéraires. Il est vrai que plusieurs de ses amis, à Nikolaïev, étaient juifs – Ilya Sokolovski, Alexandra Sokolovskaïa et Grigori Ziv. Mais aucun ne parlait, n'écrivait ni ne lisait le yiddish. En outre, ils portaient des prénoms russes et aimaient qu'on les appelle par des diminutifs typiquement russes : Ilyoucha pour Ilya, Sacha, Choura ou Chourochka pour Alexandra, Gricha pour Grigori. Leiba, pour faire comme eux, choisit Léva^[113]. Prononcé « Liova », c'était le diminutif russe de Lev. Malgré une certaine consonance, cela n'avait rien à voir avec le yiddish Leiba. Mais c'était un prénom courant. L'horizon intellectuel du jeune homme était celui de la Russie impériale.

La petite communauté vivait au jour le jour. Franz Chvigovski avait à son service un ouvrier et un apprenti, mais il était obligé de continuer à travailler comme jardinier. Les Sokolovski, Ilya et Alexandra, étaient issus d'une famille de classe et de revenus moyens. Grigori Ziv, étudiant en

médecine à Kiev, abandonna en cours de trimestre. Leurs conditions de vie ne furent jamais luxueuses, mais c'est ainsi que tous, ils entendaient vivre.

Lev se jeta sur les livres qui lui avaient manqué pendant sa scolarité, notamment *Le Système de logique* de John Stuart Mill. Il lut aussi *Psychologie*, de Tefling, *l'Histoire de la culture*, de Lippert et *l'Histoire de la philosophie*, de Kareev – ouvrages classiques que l'on trouvait sur les étagères de tous les intellectuels russes[114]. Les membres du petit cercle de Chvigovski s'intéressaient à un grand nombre de sujets d'ordre général et voulaient réunir la politique, l'économie, la philosophie et la sociologie. Il leur fallut d'abord assimiler le contenu des manuels avant de se sentir capables de juger des conditions de vie dans la Russie impériale. Ils ne se limitaient d'ailleurs pas aux essais théoriques. Comme tous leurs contemporains, ils se nourrissaient aussi de créations littéraires. Lev recherchait les auteurs traitant des affaires publiques. Ses préférés étaient Nicolaï Nekrassov et Mikhaïl Saltykov-Chtchédrine[115]. Nekrassov écrivait des poèmes qui dénonçaient les injustices de la société russe contemporaine et glorifiaient ceux qui se dressaient contre l'oppresseur. Saltykov-Chtchédrine, pourtant fidèle aux Romanov, stigmatisait la corruption et l'ignorance qui sévissaient dans les villes de province. Ni l'un ni l'autre ne s'attardait sur les puissants et les nantis de la société : Lev, par son choix de lectures, s'éloignait toujours plus des aspirations de ses parents.

Une seule personne, dans ce groupe d'amis, avait lu le livre de Karl Marx, *Le Capital*. Alexandra Sokolovskaïa était revenue d'Odessa à l'été 1896, après y avoir terminé une

formation d'infirmière. Lev était à la Realschule depuis presque un an. Le groupe ne possédait qu'une copie manuscrite, à peine lisible, du *Manifeste communiste* de Marx et Engels[116]. Grigori Ziv commençait à adhérer à la doctrine[117] ; Lev, en revanche, refusait le marxisme en tant que vision du monde. Comme beaucoup de radicaux de l'époque vis-à-vis des idées marxistes, il avait tendance à pointer celles qu'il n'aimait pas et à écarter les autres. Il avait gardé sa liberté d'esprit. Plus tard, il prétendit que les racines de son opposition au marxisme étaient « psychologiques plus que logiques », et qu'il avait tendance à vouloir « protéger [sa] personnalité, jusqu'à un certain point[118] ». Il ne prenait pas la peine de consulter les textes marxistes, se contentant de lire ce qu'en disaient les articles parus dans des revues mensuelles. Apparemment, il n'éprouvait qu'antipathie pour le déterminisme accablant du marxisme russe de cette époque, et lui préférait Nicolaï Mikhaïlovski, auteur d'articles antimarxistes pour le journal *Russkoie Bogatstvo* (« Trésor de la Russie »)[119].

Le marxisme était devenu la tendance dominante au sein de l'intelligentsia révolutionnaire russe des années 1890. Des villes comme Nikolaïev restaient à la traîne, quand dans le reste du pays les œuvres de Karl Marx et Friedrich Engels circulaient depuis déjà longtemps. Le premier volume du *Capital* avait été traduit en 1872 après avoir reçu l'autorisation de la censure, qui l'avait pris pour un traité économique sur le développement industriel, par conséquent tout à fait inoffensif dans un pays qui n'en était pas encore à ce stade. Beaucoup de socialistes russes estimaient ce texte qui annonçait une dégradation sociale inévitable si l'on ne prenait

pas les mesures nécessaires pour empêcher la propagation du capitalisme. On leur donnait le nom de *narodniks*, dérivé de *narod* (le peuple). Dans sa diversité, ce mouvement se retrouvait sur un même grand principe : la future société socialiste devait être fondée sur les traditions égalitaires et autonomes de la paysannerie russe. À leurs yeux, la communauté villageoise était un modèle d'organisation sociale. On pouvait voir dans les traditions paysannes un esprit de justice, de bien-être et de coopération. Pour les narodniks, la pratique courante de la redistribution des propriétés foncières suivant les besoins matériels des familles était un embryon de socialisme.

Le développement du capitalisme, affirmaient-ils, n'était pas inéluctable : la Russie pouvait dépasser le féodalisme pour entrer dans le socialisme. Les horreurs de l'exploitation de l'homme par l'homme, comme elle se pratiquait dans les ateliers de Londres, Paris, Berlin et Milan, n'avaient pas à être reproduites en Russie. Mais les narodniks divergeaient sur la façon d'entraîner le peuple à la révolution. Certains préconisaient de se rendre dans les campagnes, où l'on tirerait profit de l'expérience des paysans, tout en les poussant à se dresser contre l'ordre politico-social. D'autres choisissaient de former des partis clandestins – dont quelques-uns envisageaient d'abattre la monarchie par le recours au terrorisme. La police secrète de la Russie impériale, l'Okhrana, traquait les militants toutes tendances stratégiques confondues ; mais dès qu'une organisation était mise hors d'état de nuire, une autre prenait sa place. Le terrorisme gagnait de plus en plus de terrain. En 1881, Alexandre II fut assassiné par un groupe révolutionnaire ; mais, au lieu de

déclencher un soulèvement populaire, l'événement provoqua un scandale, et le nouveau tsar Alexandre III prit des mesures sévères contre l'activisme révolutionnaire. Les narodniks durent repenser leur stratégie. Les actes de terrorisme se succédaient : en 1887 se tint le procès retentissant des membres d'un complot avorté, dans lequel était impliqué le frère aîné de Lénine, Alexandre. D'autres partisans des idées des narodniks se consacrèrent à l'étude de la situation économique en Russie et de ses implications sociales. La plupart des militants commençaient à se demander s'il n'était pas plus simple de mener leur propagande dans la classe ouvrière plutôt que chez les paysans[120].

Les premiers marxistes de la Russie impériale furent d'anciens narodniks. Le plus important, Georges Plekhanov, vivait en Suisse depuis le début des années 1880 avec le statut de réfugié politique. Il y avait fondé son « Groupe pour l'émancipation du travail ». Leur pensée s'appuyait sur un raisonnement simple : au cours des dernières années, le capitalisme avait irrémédiablement pénétré l'économie de l'empire. La Russie empruntait la voie ouverte par la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne : celle des transformations. On construisait des chemins de fer pour relier les grandes villes ; on mettait en œuvre un réseau télégraphique efficace ; des usines gigantesques dotées d'une technologie avancée sortaient de terre à Saint-Petersbourg et à Moscou ; on augmentait considérablement le rendement des mines ukrainiennes ; on expédiait dans le monde entier des cargaisons de blé venant du Sud et d'Ukraine ; et enfin, grâce à l'industrie laitière de l'ouest de la Sibérie, on exportait du beurre et des yaourts en Europe centrale. Selon Plekhanov,

cette évolution tous azimuts était le signe annonciateur d'une transformation de l'économie. Avec son Groupe sur l'émancipation du travail, il affirmait que les stratégies des narodniks, sans exception, n'aboutissaient qu'à une perte de temps. On ne pouvait plus sauter par-dessus le capitalisme, qui devenait la modalité principale de l'économie en Russie impériale. L'un des partisans de Plekhanov, Vladimir Oulianov (le futur Lénine), allait plus loin. Dans une série d'articles, qui culminèrent avec la publication en 1899 de *Développement du capitalisme en Russie*, il prétendait que la situation économique du pays était à peine différente de celle qu'on constatait en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Dans le cercle de Chvigorovski à Nikolaïev, ce genre de questions faisait l'objet des débats. La querelle était permanente entre Alexandra et Lev, qui la considérait comme une marxiste « obstinée ». Au cours de l'une de leurs nombreuses altercations – ce jour-là, elle portait une robe bleu foncé dont elle ne cessait de lisser le tissu à la taille tout en argumentant avec véhémence (il n'oublierait jamais ce détail) –, il avait déclaré : « Le marxisme est une doctrine limitée qui divise la personnalité. » C'était l'argument préféré des narodniks. Nicolas Mikhaïlovski, l'un de leurs auteurs les plus influents, prétendait que Marx, en privilégiant l'aspect économique des comportements sociaux, avait bâti une théorie qui en cloisonnait les différents aspects. Les narodniks répétaient que les révolutionnaires devaient absolument refuser l'écrasement de l'individu sous les roues d'une machine historique qui s'emballe. Alexandra lança à Lev un regard de défi : « Non, ce n'est pas du tout le sujet[121] ! » La dispute prit des proportions telles qu'ils en perdirent leur

sang-froid. Les autres étaient tous convaincus qu'il cherchait à la mettre hors de ses gonds. Si tel était le cas, il avait réussi. La jeune femme dit à Gricha Ziv que « plus jamais [elle] ne tendrait la main à un gamin comme lui ! ». La sexualité provoque parfois une réaction chimique explosive et cette rivalité traduisait en réalité leur attirance mutuelle.

Lev était si indiscipliné que quelqu'un lui prédisait un jour qu'il deviendrait « un grand héros ou une grande crapule, mais quelqu'un de grand, ça c'est sûr[122] ». Son besoin de dominer était un autre trait marquant de son caractère : comme tous les jeunes gens de sa génération, il ne voulait rien concéder aux femmes. Or, il s'en trouvait quelques-unes parmi les révolutionnaires, et elles avaient leur franc-parler. Plus tard, il s'attacherait à certaines d'entre elles – Vera Zassoulitch, Rosa Luxemburg, Angelica Balabanova et Larissa Reissner. Alexandra, elle, n'était aucunement disposée à se plier aux conventions imposant aux femmes d'écouter passivement les sages propos des hommes : si Lev attaquait, elle rendait les coups.

Lev Trotski se préparait comme pour une campagne militaire. Il avait étudié de très près *L'Art d'avoir toujours raison*, de Schopenhauer, pour se perfectionner dans la technique du débat[123]. S'appuyant sur Machiavel, le philosophe allemand soutenait sans ambages que tous les moyens étaient bons pour gagner. À ses yeux, toute discussion était un « duel politique ». Il recommandait de sortir des limites du sujet évoqué par l'adversaire, pour le démontrer ensuite avec méthode. Ridiculiser son interlocuteur était aussi un procédé très efficace. En le piquant au vif, on avait des chances de le voir perdre le fil de son argumentation. Autre

stratagème : les faux-fuyants terminologiques. En public, l'objectif était de mettre l'auditoire dans sa poche en le faisant rire. L'emphase et la fausse modestie poussées à l'extrême étaient parfois utiles. Certains coups faisaient mal, c'était inévitable, mais un bon débateur devait aussi savoir garder la tête froide. La victoire, écrasante, était le seul objectif valable. Un tempérament « despotique » n'était pas un handicap, et Schopenhauer insistait sur le fait qu'un « homme doué de qualités supérieures doit, dans ses relations avec les autres, toujours savoir que le meilleur de lui-même est obscurci par un voile nuageux ». Les idées des « gens du commun » ne comptaient pas à ses yeux : il voulait la reconnaissance du génie individuel et ne voyait aucun inconvénient à être misanthrope[124].

Comme Schopenhauer ne faisait pas partie des piliers de la pensée révolutionnaire russe, Lev Bronstein ne reconnut pas ouvertement l'influence du philosophe sur ses méthodes de dialectique. Il trouva pourtant dans *L'Art d'avoir toujours raison* ce dont il avait besoin, et même davantage, pour construire à la fois sa ligne politique et sa personnalité. Ziv avait remarqué combien il prenait plaisir à blesser ses adversaires :

Dès qu'il ouvrait la bouche, Alexandra Sokolovskaïa se pétrifiait, et toute l'assistance avec elle [...] Les circonstances et le caractère de son discours montraient clairement que l'unique but de son explosion était de cracher sur Alexandra Sokolovskaïa, dont le seul tort était d'être marxiste, et de la piquer au vif en la blessant autant que possible[125].

Lev était un tyran intellectuel, un jeune homme très conscient de son intelligence – certitude qui ne devait jamais le

quitter, même si par la suite, il apprit à éviter de se mettre en avant.

Un autre trait de sa personnalité se profilait déjà : son aversion extrême pour le sentiment. Les membres du groupe en prirent clairement conscience après l'annonce de l'arrestation à Saint-Pétersbourg de l'un des meilleurs amis d'Alexandra Sokolovskaïa. Cet événement plongea la jeune femme dans une profonde et durable dépression. Lev ne comprenait pas une telle sensibilité, et il déclara carrément à Gricha Ziv, dont il était pourtant très proche à l'époque, qu'il « ne se sentirait pas affligé » si ce dernier venait à être arrêté[126]. Ziv en tira ses conclusions :

Sans doute éprouvait-il pour ses camarades une amitié sincère, mais il les aimait comme un moujik aime son cheval, ce qui confirme bien son côté paysan. Le moujik caresse son cheval, il s'en occupe, endure des privations pour lui et brave toutes sortes de dangers. Il peut même, en pensée, se mettre à sa place. Mais dès que l'animal n'est plus bon aux travaux des champs, il n'hésite pas une seconde et l'envoie à la boucherie sans le moindre remords[127].

Lev portait sur ses camarades révolutionnaires le même regard que le paysan sur son cheval, et aucun d'eux n'était plus impatient que lui de voir le groupe passer à l'action.

Ils se demandaient alors comment atteindre des partisans potentiels et ils décidèrent de former une société qu'ils appelleraient Rassadnik[128]. Traduit librement, le terme signifie « pépinière » et rappelle que le groupe prit naissance dans le parc de la Realschule ou le jardin de la petite maison de Franz Chvigovski. Les jeunes gens apportèrent chacun leur contribution pour couvrir les frais de fonctionnement – Lev lui-même n'était pas à court de fonds. Ils décrétèrent aussi

une collecte auprès des sympathisants – un procédé normal à l'époque, car les individus fortunés opposés au régime impérial ou qui ne voulaient pas lui être associés en cas de révolution étaient relativement nombreux[129]. Le jeune homme écrivit un article pour une revue narodnik d'Odessa, et le soumit au rédacteur en chef qui ne le trouva pas à son goût[130]. Il n'en continua pas moins à écrire et à publier, tout en participant à la campagne contre l'augmentation des droits d'entrée à la bibliothèque municipale de Nikolaïev, passés de cinq à six roubles par an. Les « démocrates » l'emportèrent et furent élus au conseil d'administration de la bibliothèque en remplacement des riches et puissants notables[131]. Ils ignoraient cependant qu'ils étaient surveillés : l'un des ouvriers de Chvigovski, un certain Tkhorjevski, était un informateur de l'Okhrana. Dès le moment où ils commencèrent à se faire un nom dans la ville, ils furent en sursis[132].

Les rassadniks se laissèrent griser par les premiers signes de mécontentement et les protestations des ouvriers des chantiers navals, dont les revendications portaient sur les salaires et les conditions de travail. Mais si Lev savait convaincre avec panache, il commençait à douter de ses idées. Progressivement, le point de vue d'Alexandra gagna sa faveur et celle des autres. Il accepta le caractère irrépessible du mouvement ouvrier. Les marxistes prétendaient que le libéralisme ne l'emporterait jamais en Russie. Lev se rangea à cet avis. Il résuma ses idées, rétrospectivement, en 1898 : « Nous arriverons au but sans révolution libérale ; nous n'en avons pas besoin ; nous ferons les choses à notre manière[133] ... »

Le jeune homme avait déjà des contacts avec d'autres groupes, à Odessa et à Iekaterinoslav. Il prit le pseudonyme de Lvov, et poussa ses camarades à s'introduire dans le mouvement ouvrier, sous le nom d'Union des travailleurs de la Russie du Sud[134]. La main-d'œuvre des chantiers navals comportait de nombreux ouvriers qualifiés, dont beaucoup étaient instruits et bien payés. Leurs conditions de travail n'étaient pas les pires d'Europe – ils avaient déjà obtenu la journée de huit heures –, mais leur révolte provenait de la situation générale, de l'oppression et de l'injustice dont ils étaient victimes. Lev nota qu'il s'agissait d'une sorte de prolongement de leurs principes religieux. Beaucoup étaient baptistes ou appartenaient à d'autres Églises évangéliques. Ils n'étaient pas sensibles aux traditions de l'Église orthodoxe. Le cercle de Chvigovski entreprit de transformer ces convictions en engagement révolutionnaire : un cercle d'études de vingt ouvriers fut créé, appelé université, et Lev y donna de brèves conférences sur la sociologie[135]. Les membres du cercle n'étaient cependant pas assez méfiants : fiers de leur activité, ils s'étaient fait photographier ensemble et la police se servit de cette photo pour les arrêter tous. Mais, pendant quelque temps, ils eurent la satisfaction de progresser dans le prosélytisme[136].

Lev se consacrait tellement à l'activité des rassadniks qu'il reprocha à Gricha Ziv de retourner brièvement à l'université pour terminer ses études de médecine[137]. Les ambitions du groupe grandissaient de plus en plus. Le 1^{er} mai, Lev ne rata pas l'occasion de prononcer son tout premier discours, dans les bois à la périphérie de la ville. Plus tard, il prétendit avoir été très embarrassé, mais Gricha Ziv, au contraire, affirma que

son camarade était tout fier d'avoir été pris pour Ferdinand Lassalle, le grand orateur socialiste allemand[138] : il est impossible aujourd'hui de savoir la vérité. Ce qui est sûr, c'est que le groupe apportait toute son attention aux publications :

Très vite, nous commençâmes à produire notre propre travail littéraire. Ce fut pour moi les vrais débuts de mon œuvre. Ils coïncidèrent quasiment avec le commencement de mes activités révolutionnaires. Je rédigeai des proclamations ou des articles, puis recopiai à la main chacune des lettres à hectographier, à l'aide d'un petit duplicateur de gélatine assez rudimentaire. À l'époque, nous ne connaissions pas les machines à écrire. J'apportais un soin extrême à l'impression des lettres. Je mettais un point d'honneur à ce que chaque travailleur même peu instruit puisse déchiffrer sans problème une proclamation issue de notre hectographe. Chaque page me demandait environ deux heures de travail[139].

Le militantisme marxiste s'étendit dans tout l'empire. Au fur et à mesure qu'il s'élargissait, le cercle de Nikolaïev apprenait à répandre la parole politique.

Il bénéficia pour cela d'une aide extérieure : le lien avec les camarades marxistes d'Odessa, qui se renforça. On compara les expériences, on échangea les lectures. Odessa était le principal point d'entrée de la littérature révolutionnaire clandestine. Le cercle de Nikolaïev bouillait d'y avoir accès. Il considérait Plekhanov et son groupe de Genève comme les fondateurs du marxisme russe, dont ils guettaient les idées nouvelles. Parfois, Lev se rendait à Odessa pour y faire le plein de pamphlets et de journaux imprimés à l'étranger. Rien ne semblait pouvoir les arrêter.

Et puis, un jour de janvier 1898, tout s'écroula brutalement. À son arrivée dans la nouvelle maison de Chvigovski à la campagne, Lev pensait être en sécurité. Il défit sa liasse de

journaux et commença à en préparer la distribution. Sur ces entrefaites arriva Maria Sokolovskaïa, la jeune sœur d'Alexandra. On avait arrêté l'un de leurs frères à Nikolaïev. Manifestement, l'Okhrana avait obtenu des renseignements sur toute l'organisation, et Maria était sûre d'avoir été filée par un agent jusque chez Chvigovski. Ni Lev ni même Chvigovski ne la prirent au sérieux. Elle insista, si bien que, finalement, ils décidèrent de creuser un trou profond au milieu des choux et d'y enterrer les journaux. Bientôt, Chvigovski décréta que cette histoire d'agent était un pur produit de l'imagination de la jeune fille. Il retira les journaux de leur cachette et les laissa sur un tonneau à l'entrée de la maison[140]. Le lendemain, ils eurent la preuve de leur sottise : le mouchard avait toujours été là, n'attendant que l'envoi des renforts chargés d'investir la maison. Pendant que l'on procédait à son arrestation, Chvigovski demanda discrètement à sa logeuse d'attendre leur départ et de détruire aussitôt la totalité des journaux, que la police fort heureusement n'avait pas remarqués. Tout le groupe fut arrêté et conduit à la prison de Nikolaïev.

Amour et prison

En franchissant la porte métallique de sa cellule de la prison de Nikolaïev, Lev Bronstein eut l'heureuse surprise de la trouver spacieuse : de la part des autorités impériales, il s'attendait au pire. Ses premières inquiétudes se trouvèrent cependant justifiées lorsqu'il s'aperçut que la pièce était dépourvue de meubles, même d'un lit. De plus, il devait la partager : dans un coin était assis un homme vêtu d'un pardessus et d'un chapeau. Il était si mal habillé qu'il ne pouvait pas s'agir, estima Lev, d'un révolutionnaire – il était convaincu que les adeptes du marxisme prenaient soin de leur apparence. Pourtant, Micha Iavitch était bel et bien ouvrier et en même temps « politique ». Les deux hommes occupèrent la même cellule pendant trois semaines. Le poêle n'était pas suffisamment alimenté et un courant d'air glacial s'infiltrait par le guichet ; il faisait trop froid pour ôter ses vêtements et se laver. La nuit seulement, on leur apportait une paille, qu'ils plaçaient tout près du feu quand ils voulaient dormir. À l'exemple de son compagnon de cellule, Lev établit des contacts avec les prisonniers de droit commun, auprès desquels il monnaya bouilloire et suppléments de nourriture. Il lui fut cependant impossible d'obtenir des crayons, car les assassins et les voleurs n'en n'avaient ni envie ni besoin. Mais pour Lev Bronstein, une vie sans communication n'était pas une vie[141].

Il fut soulagé d'apprendre son transfert à Kherson, à

quatre-vingt-dix kilomètres de là. Parti plein d'espoir, en voiture postale escortée par deux gendarmes, il fut amèrement déçu de se voir mis à l'isolement – situation qui devait durer deux mois et demi. Certes, il faisait plus chaud dans cette prison-là, mais l'air y était vicié. On ne fournissait ni savon ni sous-vêtements de rechange. L'endroit grouillait de poux. Sans le moindre livre et toujours rien pour écrire, Lev, pour ne pas devenir fou, composa de mémoire des poèmes révolutionnaires, un peu bancals toutefois, comme il le reconnut plus tard[142]. Cet isolement eut un effet dévastateur sur son moral[143].

En mai 1898, les révolutionnaires de Nikolaïev furent transférés à Odessa. Tous avaient été incarcérés, y compris Alexandra. Lev Bronstein et un certain Gourevitch firent partie du même convoi. Ilioucha fut emmené le lendemain[144]. Réuni au complet à Odessa, le groupe attendait de connaître le sort qui lui était réservé. La prison était neuve. Trotski devait s'en souvenir, avec une certaine admiration, comme d'une structure conçue selon les standards les plus élevés de la technologie américaine de l'époque. C'était un bâtiment de trois étages, avec des passerelles et des escaliers en métal. Chacun des quatre blocs principaux comptait cent cellules :

De la brique et du métal, du métal et de la brique. Partout l'on perçoit extrêmement bien les bruits de pas, les coups et les mouvements. Les couchettes sont intégrées au mur, on les relève le jour et on les abaisse pour la nuit. On entend très distinctement le voisin lever ou baisser la sienne. Les gardiens signalent leur présence à leurs collègues en faisant cliqueter une clé sur le rail en métal de la passerelle. On entend ce bruit toute la journée quasiment, et aussi les pas sur l'escalier métallique, presque aussi bien que quand quelqu'un marche à côté, au-dessus ou en dessous de vous. Tout autour résonnent

les briques, le ciment et le métal qu'on cogne[145].

« Et en même temps, ajoute-t-il, on se sent complètement isolé. » La prison d'Odessa n'était pas un camp de vacances : chacun des révolutionnaires de Nikolaïev se trouvait en cellule individuelle, dans le bloc réservé aux prisonniers politiques, gardés par des gendarmes au lieu de geôliers ordinaires[146]. Les détenus les plus instruits communiquaient entre eux en tapant l'alphabet des prisonniers sur le mur[147]. Quand le temps le permettait, on ouvrait les fenêtres pour aérer, ce qui permettait de se hisser sur un tabouret pour se parler à travers les barreaux. Ce genre d'exercice était strictement interdit, mais l'administration pénitentiaire ne faisait pas toujours respecter ses propres règles. Pour des raisons de sécurité, chaque prisonnier prit un pseudonyme. Lev Bronstein se fit appeler Mai, parce que c'était le mois de son arrivée. Il eut la chance de se voir attribuer la cellule 179, à moitié plus grande que la moyenne. Il cessa vite de taper contre les barreaux et les murs : la méthode était plus éprouvante pour les nerfs que réconfortante[148]. Les gendarmes aussi le gênaient : ils n'étaient pas vraiment sévères, mais discutaient toute la nuit comme s'ils se trouvaient dans un club. En novembre 1898, dans une lettre à Alexandra, il mentionna ses insomnies. Puis il s'arrêta net[149] : « Je suis idiot de me plaindre, comme si tu étais mieux lotie, mais je suis dans un tel état d'esprit que j'ai envie de gémir auprès de toi pour que, peut-être, tu t'apitoies sur mon sort. » Bref, il frimait devant cette jolie révolutionnaire. Beau garçon, Lev Bronstein possédait cette ambition brillante qui plaît aux femmes. Leur attirance était réciproque. Après avoir provoqué et tarabusté Alexandra, il en était tombé

amoureux. Elle correspondait au stéréotype de la jeune révolutionnaire russe : dévouée, déterminée, altruiste. Lev la bombardait de lettres. Il l'appelait Choura ou Sacha et lui faisait part des sentiments confus qui l'animait. Il lui écrivit une longue missive, dans le style « courant de conscience ». « Choura, disait-il, je me sens mal [...] Voilà très longtemps que je n'ai pas été dans un état aussi lamentable qu'aujourd'hui[150]. » Il avait déjà confié sa tristesse à un révolutionnaire, Grinchtein, mais avec Alexandra, il poussa plus loin l'analyse : « Tu sais, Sacha, je suis extraordinairement attaché à la vie. Je suis passé par des instants – des heures, des jours, des mois, même – où le suicide me semblait être la meilleure solution, mais d'une certaine façon, je n'ai jamais eu le courage d'aller jusqu'au bout. Par couardise peut-être, mais il m'a manqué quelque chose pour prendre cette décision[151]. » Puis, s'apercevant sans doute qu'il tombait dans les clichés, il s'exalta : « Sans doute l'amour de la vie et la peur de la mort ne sont-ils rien que le résultat de... la sélection naturelle[152]. »

Ostentation et immaturité marquaient les sentiments du jeune égocentrique. Inconsciemment, il demandait plus que de l'amour, il voulait qu'Alexandra le comprenne et qu'elle prenne soin de lui. En avouant sa faiblesse, il avait peut-être des chances de réussir. Lui qui n'avait jamais eu de tendances vraiment suicidaires cherchait par sa remarque à susciter chez la jeune femme un désir de le protéger. Conscient de s'être montré hautain et insensible, il ne lui restait qu'à reconnaître chez lui une froideur à « en pleurer »[153].

Il n'essayait pas de la duper ; c'était son seul mode d'expression, tout simplement, et il était trop égocentrique

pour se soucier de son sentiment à elle. Elle servait d'écho à ses pensées. La communication aurait été plus facile, évidemment, s'ils avaient pu se parler directement. Il lui écrivit :

Tu sais, il me vient à l'esprit quelque chose dont je ne vais pas te faire part pour le moment. Dans l'un de ses articles sur Lassalle, Mikhaïlovski dit que l'on peut être plus franc avec la femme qu'on aime qu'avec soi-même ; certes, mais jusqu'à un certain point, et une telle franchise n'est possible que dans une conversation en tête à tête, et encore pas toujours, seulement à des moments privilégiés, exceptionnels[154].

Mikhaïlovski était un narodnik et Lassalle un révolutionnaire allemand, un marxiste. Sensible à leurs théories sur le développement personnel, Lev Bronstein reléguait la politique à l'arrière-plan. Certes, il avait la révolution en tête, mais il avait aussi besoin, comme il l'expliquait à sa confidente et bien-aimée, de devenir révolutionnaire en restant fidèle à lui-même.

Les pensées suicidaires n'étaient pas inconnues de lui, mais comme à l'été 1897, il les rejetait aussitôt formulées[155]. Il avait lu les grands poètes russes du début du XIX^e siècle – Pouchkine et Lermontov notamment – et sans doute aimait-il leur mélancolie romantique, comme eux avaient aimé Byron et Goethe[156]. Mais ni Pouchkine ni Lermontov n'étaient attirés par l'autodestruction. Lev Bronstein, lui, bien que jeune et en apparence assuré, était psychologiquement éprouvé. Jusqu'à son incarcération, il avait toujours vécu dans un milieu rassurant. À Odessa, les Chpentser avaient pris soin de lui ; lorsqu'il s'était tourné vers le militantisme révolutionnaire, il avait trouvé place dans une communauté de camarades

sympathiques et attentionnés. En prison, c'était différent : la routine de l'incarcération le privait du soutien psychologique dont il avait besoin, ce dont il fut le premier surpris. Sa détresse n'était pas le fruit de son imagination, mais il en exagérait l'importance. À cette époque déjà, il avait le goût des images extrêmes et des tournures percutantes. Telle était la personnalité de cet homme qui ne se sentait vivre que dans la communication avec les autres. Pour quelqu'un comme lui, la détention solitaire était l'une des peines les plus âpres qu'on pût imaginer.

Écrire à Alexandra était le meilleur moyen de s'en sortir. Il s'appuyait sur elle, l'attirait et la repoussait, comme quelqu'un qui n'a pas appris à cacher ni à bien connaître ses sentiments[157]. Persuadé que sa vie intérieure – pensées, peurs, aspirations – était unique et singulière, et lui-même un personnage hors du commun, il ne craignait pas de s'ouvrir à celle en qui il avait confiance.

En dépit de toutes ces difficultés, il commença à écrire son premier ouvrage sérieux – une étude de la franc-maçonnerie – et ce projet seul suffit à lui remonter le moral. Il déclara à Alexandra : « Tu seras ma première lectrice et ma première critique. » Il n'avait pas pour ambition de rivaliser avec *l'Essai sur le développement de la conception moniste de l'histoire*, de Plekhanov, d'une portée philosophique, ni avec *le Développement du capitalisme en Russie*, de Lénine, dans sa description de la situation présente et de l'avenir économique du pays. Eux aussi avaient la passion de la controverse, mais leurs écrits étaient d'une lourdeur presque académique. Lev Bronstein ne prétendait pas non plus s'atteler à une œuvre « scientifique » [158] : il visait un effet politique immédiat et

se plaisait à l'obtenir avec élégance. Par cette volonté d'accomplir une œuvre littéraire, il se distinguait des autres marxistes russes, même à ce stade précoce. C'était un styliste ; il ne supportait pas d'écrire une phrase mal tournée. Ce talent, cet atout, fut aussi un défaut qui devait lui coûter cher, parce qu'en ridiculisant les gens à outrance, il s'attira inutilement des ennemis.

Il garda toujours beaucoup de tendresse pour ce premier essai, même des années plus tard : il y comparait les maçons de jadis aux narodniks de son époque[159]. Peut-être voulait-il à la fois dévoiler le côté mystique et rituel des francs-maçons (présentés comme un cercle d'intellectuels décidés à renverser le statu quo politique) et faire comprendre que les objectifs des narodniks, en fin de compte, n'étaient pas moins illusoires. L'ouvrage qui en résulta lui procura une grande satisfaction mais ne fut jamais publié. Il le perdit en Suisse, semble-t-il : sa propriétaire s'en servit pour allumer le poêle[160].

Son séjour à la prison d'Odessa conforta le jeune Lev dans son désir d'adhérer au marxisme, comme il l'évoqua dans une première ébauche de son autobiographie : « Je fus influencé de manière décisive par deux essais d'Antonio Labriola sur la conception matérialiste de l'histoire. C'est seulement après cette lecture que je suis passé à Beltov et au *Capital*[161]. » Labriola, l'un des premiers marxistes italiens, cherchait à donner un cadre philosophique à l'évolution des sociétés en voie d'industrialisation. Beltov était le pseudonyme sous lequel Plekhanov signait ses ouvrages consacrés à la philosophie et à l'économie. Labriola et Plekhanov rejoignaient Marx sur la nécessité de bâtir l'analyse de la politique d'un pays à partir de sa situation économique. Le *Capital*, bien entendu, était au

centre de la doctrine marxiste sur l'évolution d'une économie capitaliste. Tous les détenus de Nikolaïev employèrent leur temps d'incarcération à devenir des marxistes informés – une telle préparation intellectuelle était indispensable à quiconque voulait être considéré comme un adepte sérieux de Marx et Engels dans la Russie impériale.

En novembre 1898, Aneta vint rendre visite à Lev. On imagine son horreur en voyant ce fils adoré et tellement doué derrière des barreaux. Elle était fermement résolue à le convaincre de renoncer à ses engagements révolutionnaires avant qu'il ne soit trop tard. D'ailleurs, de quoi vivrait-il ? La réponse de Lev fut bien peu réconfortante : de bonnes âmes l'aideraient à s'en sortir. Elle sursauta : « Tu veux dire que tu espères vivre de la charité publique ? » La discussion s'envenima et tourna à la dispute quand Aneta lança une nouvelle attaque pour sauver son fils de la folie qui l'habitait[162]. La situation était inhabituelle. Jusque-là, c'était au père que revenait de faire respecter sa loi, mais peut-être David Bronstein estimait-il que sa femme saurait mieux que lui convaincre Lev. En tout cas, une « scène assez désagréable » (selon les termes du jeune homme à l'époque) s'ensuivit, qui se termina sur une déclaration définitive : il refusait désormais toute aide de ses parents, père ou mère[163].

David et Aneta Bronstein comprirent enfin que Lev, leur Leiba, avait pris sa décision et que, s'ils lui tenaient tête, ils le perdraient à jamais. Sur un point seulement, ils refusèrent tout compromis. Leur fils leur avait parlé de son désir d'épouser Alexandra. Étant donné son jeune âge, il lui fallait leur autorisation – qu'ils lui refusèrent au motif que le

décalage entre la situation pécuniaire des deux familles était trop important : les Bronstein ne voulaient pas voir leur fils se laisser mettre le grappin dessus par quelqu'un de moins fortuné qu'eux. Peut-être suspectaient-ils Alexandra d'être intéressée, en tout cas ils ne voulurent prendre aucun risque. Si leur fils se conduisait n'importe comment, eux, au moins, empêcheraient un mariage prématuré.

Lev ne put s'empêcher de comparer leur réaction à la lettre de vœux du père d'Alexandra, dont les mots lui avaient été droit au cœur. Il écrivit à la jeune femme que son père était « quelqu'un de très gentil », qui l'avait assuré n'être nullement offensé par l'intransigeance des Bronstein. M. Sokolovski voyait même l'aspect positif de cette rupture entre Lev et ses parents : les deux fiancés – c'est ainsi qu'ils se désignaient – n'auraient plus à se soucier de leur « inégalité matérielle », cette question si délicate[164]. Lev sentit naître en lui un mépris absolu des comportements sociaux en usage à Ianovka. Toute sa vie, il l'éprouva, déclarant même dans le journal qu'il écrivit en France en 1935, qu'il n'existait « aucune créature plus répugnante qu'un petit bourgeois pris d'un besoin primaire d'amasser des biens[165] ». Personne ne correspondait mieux à cette description que David Bronstein, lui qui avait bâti une belle exploitation à la sueur de son front, grâce à des transactions astucieuses. En renonçant au confort que pouvait lui procurer la richesse durement acquise par ses parents, le jeune homme ne s'en trouvait que mieux. Il lui fut cependant impossible de se marier comme il le voulait. À cet égard, David et Aneta Bronstein obtinrent satisfaction, si légère fût-elle.

Pour l'heure, Lev et Alexandra languissaient dans la même

prison. Et puisqu'il ne lui était pas permis de se marier, le mieux que pût faire le jeune homme – solution loin d'être idéale cependant – était de demander à être placé dans une cellule contiguë à celle d'Alexandra. Sa requête fut rejetée. S'il désirait tant se rapprocher, c'était évidemment pour pouvoir communiquer, ce que les autorités voulaient précisément éviter ; de toute façon, en prison, hommes et femmes étaient rigoureusement séparés. Lev n'avait donc plus qu'à espérer la voir passer à proximité de sa cellule : « Si tu descendais d'un étage pour la promenade et que tu parles dans l'escalier, je t'entendrais, c'est sûr[166]. » À défaut d'autre solution, le couple devait s'accommoder de cette situation. Ils ne savaient pas encore à quelle peine ils seraient condamnés, mais ils s'attendaient à l'exil en Sibérie. Restait à savoir pour combien de temps. Alexandra et lui, disait-il, avaient bien gagné leur « heure de félicité » et finiraient par vivre comme des « dieux de l'Olympe ». Il se convainquit lui-même qu'ils avaient déjà beaucoup souffert et s'efforça de reprendre espoir : « T'est-il venu à l'esprit qu'à notre retour d'exil, nous pourrions avoir une activité légale[167] ? »

Il leur fallut attendre encore un an avant d'être fixés sur leur sort. En novembre 1898, le groupe de Nikolaïev apprit qu'il était condamné à un exil administratif. Trotski avait écopé de quatre ans[168]. Rapidement transférés en train au dépôt de Moscou, ils furent incarcérés dans la tour Pougatchev. Les Nikolaïévites ne manquèrent pas de noter le lien avec l'histoire. Pougatchev avait mené la grande révolte paysanne de 1773-1774 contre Catherine II, avançant rapidement vers le nord du pays à la tête d'une armée immense, mais mal entraînée. Arrêté devant Moscou, il fut

enfermé dans la tour qui porte aujourd'hui son nom, avant d'être exécuté sur la place Rouge. Le sort réservé aux Nikolaïévites ne serait pas aussi funeste. Le gouverneur de la prison était un certain Metzger, un Russe d'origine allemande qui exigeait de tous les détenus une absolue déférence et leur ordonnait de se découvrir en sa présence. Face à Trotski qui refusait d'obtempérer, il entra dans une colère noire. Le jeune homme ne céda pas : « Je ne suis pas l'un de vos soldats, lança-t-il. Veuillez cesser de vociférer. » Ses codétenus manifestèrent leur solidarité. Metzger les fit emprisonner dans des cellules disciplinaires, des cachots sans fenêtre équipés de couchettes sans matelas. Vingt-quatre heures plus tard, néanmoins, ils regagnèrent la tour Pougatchev[169].

Trotski omit de mentionner cet épisode dans ses mémoires, tout comme un certain nombre d'autres du même genre. Il fallut que des écrivains, admirateurs fervents, les lui soutirent. Car s'il aimait produire un effet, il détestait se vanter, préférant laisser à d'autres le soin de faire son éloge. Il ne faudrait pas longtemps avant qu'on ne découvre sa vanité et son égocentrisme.

Une coopération pacifique s'instaura entre Metzger et les prisonniers au fil des mois qui précédèrent leur départ pour la Sibérie. Ils passaient leur temps à lire et à étudier, et discutaient lors de la promenade quotidienne. Lev renouvela sa demande d'autorisation spéciale pour épouser Alexandra. Ils s'aimaient, avaient reçu la bénédiction du père de la jeune femme, et David Bronstein était trop loin pour s'y opposer. Ils avaient surtout une excellente raison de précipiter les choses : les autorités impériales ne séparaient pas les couples exilés en Sibérie[170]. Ils obtinrent enfin l'autorisation de se marier au

dépôt de Moscou. Comme tous deux étaient d'origine juive et qu'à l'époque le mariage civil n'existait pas, on fit venir un rabbin pour la cérémonie[171]. Ils n'eurent aucun mal à trouver parmi les révolutionnaires les dix Juifs nécessaires, comme témoins réglementaires pour donner aux formalités une validité religieuse et juridique[172]. Les jeunes époux prirent place sous le dais nuptial traditionnel, la *houppa*, et l'on récita les prières ; puis ce fut l'échange des anneaux. Cette formalité en soumission à la foi de leurs ancêtres n'était qu'un petit prix à payer pour pouvoir devenir mari et femme. Mais ce fut là le dernier compromis qu'ils acceptèrent l'un et l'autre.

Ils étaient désormais deux révolutionnaires ignorant tout de leur avenir et du sort qui les attendait. Leur groupe de Nikolaïev n'avait encore eu aucun contact avec les organisations marxistes de la Russie impériale. Et s'ils avaient lu des documents passés sous le manteau par l'« émigration », ils n'avaient pas encore annoncé leur existence aux dirigeants des groupes marxistes de l'étranger. À Moscou déjà, ils côtoyaient des militants qui en savaient plus qu'eux sur la doctrine et l'activité marxistes dans des villes plus importantes que Nikolaïev. Ils multipliaient les discussions interminables avec leurs camarades révolutionnaires de rencontre et, petit à petit, s'éloignaient de leur statut de provinciaux pour se préparer à jouer leur rôle dans le Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

L'exil sibérien

Au début de l'été 1900, les prisonniers de Nikolaïev n'avaient pas encore été informés de l'endroit exact où ils seraient exilés, mais ceux d'entre eux qui étaient juifs furent tout de suite expédiés en Sibérie orientale. À cette époque, les Russes étaient envoyés dans le Nord pour éviter le contact avec les détenus d'autres nationalités, soupçonnés d'exercer une « mauvaise influence »[\[173\]](#). Après avoir quitté Moscou, les époux Bronstein parcoururent plus de deux mille kilomètres en train avant de prendre le Transsibérien à Tchéliabinsk. Pour rejoindre Irkoutsk, il fallait compter trois mille kilomètres de plus, soit cinq jours et demi de voyage. À la gare de Telma, une soixantaine de kilomètres avant la grande ville sibérienne, on les fit sortir pour les amener à huit kilomètres au nord, en remontant le grand fleuve Angara, jusqu'au village d'Alexandrovsk[\[174\]](#).

Il y avait là la plus grande des prisons de la région. Le ministère de l'Intérieur avait choisi cet endroit perdu en raison, précisément, de la distance qui le séparait d'Irkoutsk ; il était difficile pour un prisonnier de s'en évader et de monter à bord d'un train à destination du centre de la Russie[\[175\]](#). En outre, les patrouilles étaient nombreuses à Telma. La prison centrale d'Alexandrovsk, surpeuplée, abritait environ mille trois cents détenus. Le gouverneur faisait tout ce qui était en son pouvoir pour améliorer leurs conditions de vie – selon un visiteur anglais, il tenait plus du chef d'orchestre allemand que

du geôlier. Au menu, les prisonniers avaient de la viande et du potage ; les sanitaires étaient réputés tout à fait corrects. Pour éviter les récidives, le gouverneur imposait une formation aux détenus qui y purgeaient la totalité de leur peine. Ils avaient le choix entre menuiserie, confection ou horlogerie, et percevaient une petite rémunération qu'ils pouvaient dépenser à la boutique de la prison ou remettre à leur famille. Malgré tout, l'endroit restait abject. Les vêtements étaient de taille unique, ce qui signifiait que les prisonniers les plus petits portaient un pantalon qui traînait par terre. Les assassins, enchaînés, étaient généralement dirigés sur l'île de Sakhaline pour y purger une peine de travaux forcés – il leur fallait parcourir à pied des centaines de kilomètres, sous escorte, jusqu'à la côte du Pacifique[176].

Lev Bronstein et ses camarades, en tant que prisonniers politiques, étaient tenus à l'écart des criminels de droit commun. Ils étaient arrivés bien avant l'hiver et ses tempêtes de neige. En attendant, ils avaient les mêmes facilités d'accès aux livres et journaux qu'au dépôt de Moscou[177]. Lev et Alexandra, puisque mari et femme, avaient le droit d'être ensemble, et la jeune femme se retrouva bientôt enceinte de leur premier enfant. Puis la nouvelle tomba : tout le groupe de Nikolaïev serait envoyé plus au nord. Plusieurs villages isolés avaient été désignés pour les accueillir. Les époux Bronstein devaient se rendre à Oust-Kout, un nom qui ne leur disait rien. Tout le nord-est de la Sibérie était encore inconnu et ils tenaient le peu qu'ils savaient de son climat et des conditions de vie des exilés, de leurs conversations avec les autres détenus.

Oust-Kout (latitude 57° N) était un tout petit hameau du

district de Kirensk, dans l'oblast d'Irkoutsk. D'autres détenus de la prison d'Alexandrovsk, encore moins chanceux, furent transférés à l'intérieur du Cercle arctique. Dans toute la région, il faisait affreusement froid en hiver, et en été la chaleur était intolérable. Le jeune couple, qui s'apprêtait à parcourir les six cents kilomètres qui le séparaient du nord d'Irkoutsk, avec leur petite équipe et sa garde, le savait pertinemment. Trotski relata le voyage :

Nous descendions la Lena. Plusieurs barges de prisonniers se laissaient glisser lentement au fil du courant, escortées d'un convoi armé. Les nuits étaient froides et, le matin, nous retrouvions nos pelisses couvertes de gelée blanche. En chemin, à des endroits déterminés d'avance, un ou deux détenus étaient débarqués. Si ma mémoire est bonne, il nous fallut environ trois semaines pour arriver à Oust-Kout. On m'y laissa, avec l'une des exilées dont j'étais proche depuis Nikolaïev **[178]**.

Il s'agissait d'Alexandra, son épouse. Probablement choisit-il cette tournure de phrase par égard pour la jeune femme, mais quelle trompeuse réserve !

Une petite « colonie » de révolutionnaires accueillit les nouveaux mariés à Oust-Kout et, parmi eux, un cordonnier polonais nommé Mikcha, chez qui le couple trouva à se loger. Mikcha était un bon cuisinier et un grand buveur. Lev et Alexandra s'entendirent très bien avec lui malgré son goût prononcé pour la bouteille (mais il faut dire qu'ils étaient deux à pouvoir compter l'un sur l'autre, alors que lui n'avait personne). Fidèle à ses principes égalitaires, Lev assumait sa part des tâches ménagères. Il coupait du bois pour le feu, balayait et lavait la vaisselle. Et seulement quand il avait fini, pas avant, il sortait ses livres : il avait apporté une pile de

pamphlets de Marx et d'autres socialistes, ainsi que quelques classiques de littérature étrangère.

Le règlement imposé aux exilés autorisait les visites aux villages voisins à condition d'en avoir fait la demande à l'avance. Les Bronstein purent ainsi se rendre fréquemment à Ilimsk, à cent cinquante kilomètres de là, où abondaient vivres et équipements. Ils y firent la connaissance de Vassili Ulrich, qui occupait son temps à traduire des documents rédigés en allemand et voyait en Marx un brillant historiographe des difficultés du capitalisme plus que le défenseur de la cause socialiste révolutionnaire. Néanmoins, Lev, qui cherchait toujours sa voie, dans sa vie comme dans sa philosophie, appréciait leurs rencontres : il avait soif de conversations libres et intelligentes.

Ulrich n'était pas le seul personnage intéressant d'Ilimsk. Lev rencontra aussi Alexandre Vinokourov, un auxiliaire médical qui connaissait bien, par expérience, la condition du peuple dans la Russie impériale. Il s'entretenait aussi souvent avec Dimitri Kalinnikov, un médecin qui cherchait à atteindre les révolutionnaires exilés, anciens et nouveaux[179]. Lev Bronstein affinait sans cesse ce qu'il appelait sa vision du monde, et ses connaissances sur Marx et Engels avaient encore besoin d'être sérieusement approfondies[180]. C'était très utile pour lui de tester ses idées sur les résidents de la région, bien informés. Jamais il n'oublia Ulrich et les camarades rencontrés en Sibérie (ce qui ne l'empêcha pas de les occulter dans son autobiographie).

Les conditions de vie de ces exilés politiques étaient infiniment moins difficiles qu'elles le deviendraient sous le régime soviétique des années trente. L'un d'eux, Gricha Ziv,

raconte :

[Bronstein] avait beaucoup de temps libre et d'énergie. Il lui fallait un exutoire, mais il n'y avait absolument rien qui puisse en tenir lieu. Et pourtant, il participait activement à tous les jeux et loisirs auxquels s'adonnaient les exilés pour tromper le temps. Il avait une grande passion pour le croquet, en partie peut-être parce que ce jeu plus qu'aucun autre convenait à sa nature rusée, imaginative et ingénieuse. Là, comme en tout autre lieu et pour toute autre activité où il avait l'occasion de dévoiler son vrai caractère, Lev Bronstein se montrait physiquement incapable de tolérer le moindre rival ; gagner une partie de croquet était le plus sûr moyen de devenir son pire ennemi[181].

Il n'existe hélas aucun document indiquant l'identité de celui ou de ceux qui, en Sibérie, ont aplani et préparé le terrain pour que Lev Bronstein laisse s'exprimer ce sens troublant de la compétition.

Quoi qu'il en soit, de toute évidence, les détenus n'étaient pas dans le dénuement total. L'État leur garantissait un traitement mensuel de trente-cinq roubles, somme suffisante pour vivre normalement, et il leur était permis de rechercher un emploi rémunéré. Souvent seuls à être instruits, dans cette région, ils possédaient les compétences recherchées. Certains donnaient des cours particuliers, d'autres travaillaient dans des bibliothèques, des infirmeries ou même pour des administrations locales, et les entrepreneurs de la région proposaient souvent de les embaucher. Les exilés étant de moins en moins issus des classes moyennes, les militants ouvriers comme Mikcha, le Polonais, pouvaient reprendre leur activité professionnelle ou du moins adapter leurs compétences aux besoins locaux. Ils avaient aussi la possibilité de sous-louer des chambres de leur isba. Enfin, Oust-Kout

n'était pas complètement coupé du monde. Tous les prisonniers qui descendaient ou remontaient la Lena s'y arrêtaient ne fût-ce que pour une brève escale au cours de leur long voyage[182]. Lev et Alexandra profitaient de ces occasions pour discuter avec leurs hôtes de passage. Ils échangeaient conseils et nouvelles, et se remontaient ainsi le moral. La politique était un sujet de conversation récurrent, car les révolutionnaires amenaient les débats sur leur lieu de détention.

Dans la vie quotidienne, toutefois, l'esprit communautaire prévalait. Lorsqu'ils avaient des problèmes de santé, des soucis ou autres difficultés matérielles, les détenus pouvaient compter sur une entraide mutuelle. Le plus grand crime était de rendre service à la police. On connaissait des cas où des informateurs avaient été traduits devant un tribunal improvisé constitué de camarades, et exécutés ensuite avec la première arme venue.

Lev Bronstein s'adapta bien à ce milieu. Il perdit même un peu de son arrogance, au moins temporairement. Eva Broïdo, qui devait devenir par la suite l'une de ses grandes adversaires politiques, raconte dans ses mémoires comment elle avait été frappée de le voir « rester modeste »[183]. Comme d'autres exilés, il chercha un travail rémunérateur. Ayant fait valoir ses résultats scolaires en mathématiques auprès d'un commerçant qui avait besoin d'un comptable, il fut embauché pour trente roubles par mois, doublant ainsi ses revenus réguliers[184]. Malheureusement, il se fit renvoyer et ne chercha même pas à se justifier :

Il était relativement facile d'obtenir du gouverneur d'Irkoutsk une autorisation de transfert. Avec Alexandra Lvovna, nous sommes partis

[à 250 verstes] à l'est, au bord de l'Ilim où nous avions des amis. J'y ai travaillé pendant une courte période, comme employé chez un commerçant millionnaire. Ses dépôts de fourrure, boutiques et auberges étaient disséminés sur un territoire aussi grand que la Belgique et les Pays-Bas réunis. C'était un puissant seigneur marchand. Quand il parlait des milliers de Toungouzes qu'il avait sous ses ordres, il disait « mes petits Toungouzes ». Il ne savait même pas écrire son nom et signait d'une croix. Il vivait misérablement toute l'année et dilapidait des dizaines de milliers de roubles à la foire de Nijni-Novgorod. Je suis resté à son service pendant un mois et demi. Un jour, au lieu de comptabiliser une livre de chicorée rouge, j'ai noté « un poud[185] », et j'ai envoyé une facture exorbitante à un magasin éloigné. Cet événement a ruiné ma réputation et l'on m'a renvoyé[186].

Lev Bronstein avait tenu les comptes de son père, et ce défaut de concentration ne lui ressemblait pas du tout. Peut-être ne s'appliquait-il pas assez : bourgeois, le commerçant était forcément un ennemi du socialisme. Pourquoi le jeune homme s'embêterait-il à tenir les comptes d'un millionnaire ? Peut-être estimait-il aussi que la routine du travail de bureau lui prenait un temps précieux qu'il aurait pu consacrer à l'écriture. Il avait noté que le travail le « déprimait », et que ses articles pour le magazine *Vostotchnoïe Obozrenie* (la « Revue de l'Orient »), à Irkoutsk, constituaient une source de revenus plus intéressante (il supprima cette remarque avant la publication de son autobiographie)[187]. Depuis son arrivée en Sibérie, il avait multiplié les contacts avec les gens de la ville et ses premiers efforts littéraires impressionnèrent tout de suite. Il écrivit bientôt régulièrement sous le pseudonyme d'Antid Oto. Chaque soir, il terminait ses articles après avoir accompli les tâches ménagères, ce qui était devenu indispensable à l'arrivée de leur premier enfant, une petite fille prénommée Zinaïda (ou Zina), née le 14 mars 1901.

Vostotchnoe Obozrenie était une revue éditée par un certain Popov, un homme de tendance libérale à la recherche de nouveaux venus prometteurs. Popov connaissait les limites à ne pas dépasser avec la censure et s'arrangeait toujours pour échapper aux interdictions. De toute façon, les autorités se préoccupaient davantage de surveiller la presse de Saint-Pétersbourg et de Moscou que celle des régions reculées de l'empire. Il était de notoriété publique qu'en Géorgie, la censure était plutôt conciliante vis-à-vis des écrits révolutionnaires, et bien que la Sibérie orientale fût peuplée de milliers de prisonniers ennemis du régime impérial, Irkoutsk avait la réputation d'être un endroit où la pensée critique pouvait jouir d'une certaine impunité. En outre, le ministère de l'Intérieur ne voyait pas d'objection à ce que les exilés écrivent pour la presse légale. Rares étaient ceux à qui le talent permettait de vivre du grand journalisme ; en général, ils préféraient publier dans de petites revues politiques clandestines en employant le style abscons de leurs camarades. Trotski était différent : il aimait séduire les lecteurs étrangers au milieu révolutionnaire et prenait plaisir à peaufiner sa prose. Malgré son jeune âge, il excellait dans la dérision et le sarcasme, et trouvait des images qui montraient le quotidien sous un jour nouveau. Popov lui mit le grappin dessus, et *Antid Oto* connut un succès immédiat avec ses articles du *Vostotchnoe Obozrenie*.

L'ingénieur Moshe Novomeiski n'admirait guère Trotski, ni l'homme ni le journaliste, mais il attesta néanmoins de ses excellentes qualités de rédacteur : « Ces articles attiraient immédiatement l'attention et métamorphosaient le journal. Je me souviens que nous étions tous impatients de lire chaque

nouveau numéro et nous tournions tout de suite la première page pour voir s'il y avait quelque chose d'Antid Oto, le pseudonyme de Bronstein[188] ... » Les lecteurs appréciaient particulièrement sa chronique villageoise, souvent intitulée « La vie quotidienne à la campagne » (*Obyknovennoie derevenskoie*). Il dénonçait l'abus d'alcool et l'inefficacité de l'administration, exigeait une amélioration des conditions de vie des paysans, sur le plan culturel et matériel, et réclamait un élargissement du réseau scolaire pour le peuple. Il exigeait un cadre juridique approprié et stigmatisait le chaos des services postaux (ce qui n'était pas sans importance pour un révolutionnaire que des milliers de kilomètres séparaient de sa famille et des camarades). Pour y remédier, il préconisait, entre autres mesures, d'augmenter le salaire des postiers[189]. Quand il eut pris son rythme de croisière comme chroniqueur, il se hasarda à écrire des articles sur le système carcéral en Sibérie. Naturellement, il plaidait en faveur d'une réforme[190].

Popov lui envoyait toutes sortes de livres pour sa revue critique et, à mesure qu'il prenait confiance, Lev Bronstein acquit un style léger et ironique. S'il désapprouvait les « désordres romantico-réactionnaires » de John Ruskin, il concédait que les machines de la société industrielle avaient leurs inconvénients ; il goûtait, ajoutait-il, les joies de l'équitation avec « un vrai cheval[191] », chose que pourtant les marxistes n'admettaient pas volontiers. Fils d'un riche propriétaire terrien, à ce stade de sa carrière, il ne cherchait à déguiser ni ses sentiments ni ses souvenirs.

Garder son indépendance d'esprit était une question de fierté pour lui. Le refus de l'« individualisme » aussi. Lorsque

Popov lui envoya un recueil de pièces de Henrik Ibsen, il lui retourna un article où pointait son agacement, à la grande surprise du rédacteur en chef. Bronstein voyait dans la préoccupation d'Ibsen pour le sort de l'individu un défaut certain[192] : sous-jacent, mais seulement sous-jacent, pointait son engagement marxiste en faveur de solutions collectives aux maux de la société. Lev Bronstein reconnaissait cependant que le dramaturge norvégien était un géant de la culture. Rares étaient les auteurs contemporains russes à qui il accordait un tel statut. Il n'aimait pas le philosophe Nicolaï Berdaïev, un ancien marxiste, parce qu'il postulait des critères de vérité absolus. Il ne supportait pas Constantin Balmont et son école de littérature « décadente »[193]. Il mettait Gleb Ouspenski à part car ce dernier avait révélé les aspects négatifs de la vie des moujiks. (Trotski avait des mots cinglants à l'égard des rédacteurs qui inséraient des frivolités dans leur éphéméride illustré à côté de la page consacrée à Ouspenski[194].) Dans l'un de ses articles sur la vie rurale en Sibérie, il donna une description détaillée des habitudes grossières des moujiks dans la région : il était urgent de leur apporter le progrès culturel, mais il fallait d'abord améliorer leurs conditions matérielles et introduire des structures juridiques adéquates[195].

Il lui arrivait de glisser discrètement des commentaires de politique partisane. Il se moquait de Piotr Strouve, encore un ancien marxiste, pour qui la priorité était l'augmentation des salaires de la classe ouvrière. Pour les habitués des débats internes entre théoriciens marxistes contemporains, le sous-entendu était clair : s'il préconisait d'augmenter les facteurs, Lev Bronstein n'avait jamais pensé que quelques roubles de

plus résoudraient les problèmes fondamentaux de la société. Une transformation politique – une révolution socialiste – était, en fin de compte, essentielle[196]. Lev ne manquait pas de faire l'éloge des autres grandes figures du mouvement révolutionnaire, citant avec enthousiasme Nicolaï Mikhaïlovski, véritable monument intellectuel pour les narodniks, persuadés que les opinions de la « classe dirigeante » différeraient toujours de celles du « prolétariat »[197]. Il rendait hommage à Alexandre Herzen, qui avait déclenché un mouvement d'enthousiasme pour les pratiques collectivistes de la paysannerie, reprises par Mikhaïlovski. Mais il rejetait la vénération irréfléchie : pas de « culte de l'individu » à l'égard de Herzen. Lev Bronstein insistait sur la nécessité de reconsidérer en permanence tout homme et toute chose[198]. Il ne laissait subsister aucun doute pour ses lecteurs : l'ordre social actuel ne durerait pas longtemps. On vivait une époque « de transition radicale »[199].

L'article, facile à décrypter, était un appel à une action révolutionnaire contre le régime impérial. Inutile de préciser que dans les colonies d'exilés, les occasions de discuter étaient très nombreuses. Les querelles entre vétérans du socialisme agrarien et marxistes néophytes étaient courantes, et chacun des deux bords était marqué par des divisions internes. Certains marxistes penchaient pour les idées modérées, non violentes d'Edouard Bernstein en Allemagne et de Piotr Strouve en Russie. D'autres appelaient à la révolution. Un seul des exilés était connu en dehors de la Sibérie : Jan Machajski. L'écrivain polonais prétendait que l'intelligentsia radicale, si on lui donnait ne serait-ce que la moitié d'une chance, ne

manquerait pas de dominer les ouvriers au nom de qui elle faisait la révolution. Les narodniks-terroristes restèrent en bons termes avec lui, prenant le parti de considérer que ses idées s'appliquaient uniquement aux marxistes. Ces derniers, en revanche, furent profondément choqués[200].

Lev Bronstein était assez ouvert d'esprit pour vouloir rencontrer Machajski, exilé à Viliouisk, à presque deux mille kilomètres au nord-est. Le hasard voulut que les deux hommes se trouvent un jour ensemble à Irkoutsk. Lev y assistait à un rassemblement où l'intellectuel polonais eut maille à partir avec l'un des partisans de Strouve. Les arguments rebondissaient sur Machajski « comme des balles contre un mur ». Trotski intervint – sans conviction. Il ne conserva pas trace de ses propres propos, mais nota que les deux adversaires s'étaient momentanément associés contre lui[201]. Certaines autres de ses relations devinrent célèbres, mais seulement beaucoup plus tard, notamment Félix Dzerjinski, Polonais lui aussi, qui leur récita un poème de sa composition, un soir au coin du feu. Dzerjinski avait été condamné à une peine de travaux forcés à Nolinsk et Kaïgorodsk. Après la révolution d'Octobre, en décembre 1917, il fonda la Tcheka, police secrète de Lénine et futur KGB. Nicolas Soukhanov était un autre personnage remarquable. Exilé en Sibérie, il voulait placer la paysannerie au cœur de la stratégie révolutionnaire. Par la suite, il devint socialiste-révolutionnaire, puis menchevik. Alors que Dzerjinski et Trotski rejoignirent le camp des bolcheviks en 1917, Soukhanov employa ses talents politiques contre le Parti et devint le plus grand rival de Trotski dans la rédaction des annales de la révolution russe[202].

Les colonies d'exilés étaient un lieu de brassage ethnique et social. Les Polonais et les Juifs comptaient un nombre de révolutionnaires tout à fait hors de proportion et, à mesure que s'intensifia le mouvement ouvrier, la classe laborieuse débarquée en Sibérie orientale fut principalement constituée de Juifs ou de Polonais, les autorités préférant envoyer les Russes dans le nord du pays, où les conditions de vie étaient réputées moins difficiles[203].

Lev Bronstein et son groupe n'étaient pas autorisés à approcher les usines – d'ailleurs la région en comptait peu. Ils n'avaient aucun accès direct au matériel d'impression ; pour communiquer avec la Russie, ils devaient agir avec un maximum de prudence, sinon en conspirateurs, et le courrier mettait des semaines à arriver. Lev n'avait cependant pas tout à fait l'impression de perdre son temps : il lisait les classiques marxistes. En 1902, avec Lénine, il évoqua cette expérience :

Je lui racontai comment, au dépôt de Moscou, nous avions collectivement étudié son livre, *Le Développement du capitalisme en Russie*, et comment, en exil, nous avions travaillé sur *Le Capital*, de Marx, mais seulement jusqu'au volume II. Nous nous étions plongés dans la controverse entre Bernstein et Kautsky en nous servant des sources originales. Il n'y avait aucun partisan de Bernstein parmi nous. Dans le domaine de la philosophie, nous avions été impressionnés par le livre de Bogdanov, combinant le marxisme et la théorie de la connaissance énoncée par Mach et Avenarius. À l'époque, Lénine aussi penchait en faveur de Bogdanov. « Je ne suis pas philosophe, disait-il en agitant les bras, mais Plekhanov se montre sévère à propos de la philosophie de Bogdanov : pour lui, c'est de l'idéalisme déguisé »[204].

Rien ne permet de douter de ces propos, puisque Trotski reconnaissait lui-même qu'il devait parfaire son apprentissage. Il prouvait également à quel point il prenait le marxisme au

sérieux, lisant aussi bien les textes allemands que russes. Il prétendait que les membres du groupe avaient parcouru la panoplie des œuvres marxistes : économiques, philosophiques et politiques. Pour Trotski, la Sibérie était comme une université révolutionnaire libre en pleine taïga, cette forêt de conifères inhospitalière couvrant les zones frontières les plus éloignées de la Russie impériale.

Très vite, il écrivit proclamations et pamphlets en faveur des « organisations démocratiques » qui se formaient dans les villes situées le long du Transsibérien : « Après un intervalle de trois ans, je regagnai les rangs pour me lancer activement dans la lutte[205]. » Ce fut une période agitée pour le couple Bronstein, à tous points de vue. En 1902, Alexandra donna naissance à leur deuxième enfant, une fille aussi, qu'ils appelèrent Nina. Lev recevait de nombreuses commandes du *Vostotchnoïe Obozrenie*. Ses liens avec les groupes marxistes étaient de plus en plus forts. On aurait dit que le couple voyait enfin le bout de ses peines.

C'est alors que survint un événement déterminant qui modifia définitivement le cours de la vie et de la carrière du jeune homme :

À l'été 1902, je reçus, par la voie d'Irkoutsk, des livres dont la reliure dissimulait les dernières publications étrangères imprimées sur du très beau papier. Nous apprîmes la création de l'*Iskra* [l'« Étincelle »], un journal marxiste publié à l'étranger qui s'était fixé pour objectif de mettre en place une organisation centralisée de révolutionnaires professionnels, qu'unirait la discipline de fer imposée par l'action. Arriva aussi *Que faire ?*, le livre de Lénine publié à Genève et entièrement consacré au même sujet. Écrits à la main, mes essais, articles pour les journaux et proclamations adressées à l'Union sibérienne me parurent soudain insignifiants et bêtement provinciaux comparés à l'énormité de cette nouvelle tâche qui nous attendait. Il me

fallait un autre terrain d'activités. Je devais m'échapper de cet exil forcé[206].

Tout à coup, il entrevoyait une chance de rejoindre les dirigeants d'une organisation marxiste. S'il voulait un champ d'action plus vaste, le plus vaste possible, il lui fallait partir quelque temps à l'étranger. Il connaissait ses talents d'écrivain : on le lui avait assez répété. Il n'avait jamais manqué de confiance en lui, ni de motivation. La seule chose qui lui faisait défaut, c'était un objectif stratégique. L'opuscule de Lénine venait combler ce vide.

Le parti ouvrier social-démocrate de Russie prenait enfin réalité. Son premier congrès, qui se tint à Minsk en mars 1898, déboucha sur peu de chose, hormis l'arrestation de presque tous les participants. Comme d'habitude, on y débattit des doctrines de Marx et Engels, et de la stratégie à adopter en Russie. Les opinions étaient extrêmement diverses. La plupart des militants voulaient une révolution immédiate, considérant l'action politique comme prioritaire. Un petit groupe d'intellectuels « révisionnistes » fit dissidence, provoquant la colère des révolutionnaires. Pour Lénine et l'*Iskra*, il fallait éliminer le révisionnisme. Lev Bronstein voulait se joindre à eux.

Plus tard, il prétendit qu'Alexandra l'avait soutenu sans réserve dans sa volonté de partir. Difficile pourtant de le croire sur parole : son départ équivalait à l'abandonner dans l'immensité sibérienne, sans personne pour prendre soin d'elle, seule avec ses deux bébés, à l'approche de l'hiver. À peine venait-il d'avoir deux enfants que déjà, il décidait de prendre le large. Peu de révolutionnaires portaient en laissant

derrière eux une situation aussi confuse. Lev ne faisait pourtant qu'appliquer le code de conduite des jeunes militants : la « cause » passait avant tout. Les responsabilités familiales avaient de l'importance, mais jamais au point de les empêcher d'agir en fonction des exigences de leur conscience politique. En théorie, les révolutionnaires étaient tous favorables à l'égalité des sexes, mais si les femmes voulaient conserver leur liberté de militantes, elles devaient s'abstenir d'avoir des enfants. Si leur mari se trouvait en difficulté avec les autorités, c'était à elles d'en assumer les conséquences affectives. De toute façon, pour Alexandra, il était clair désormais, si cela ne l'était pas avant, que son époux était promis à un avenir exceptionnel. Le *Vostotchnoie Obozrenie* ne s'était pas trompé en l'engageant comme chroniqueur, et tous ceux qui croisaient sa route partageaient la même haute opinion de lui.

Admettons qu'Alexandra ait consenti à ce départ. Dans ce cas, Lev ne se montra pas vraiment reconnaissant d'un tel sacrifice. « La vie nous a séparés », écrivit-il simplement[207]. En réalité, il avait choisi de rompre avec ses responsabilités de mari et de père. La femme qui partageait sa vie devait le laisser libre d'agir à sa guise. Et si rien ne disait que leur famille ne serait plus jamais réunie, Alexandra en eut certainement le cœur brisé. Ses lettres se terminaient toujours par des formules pleines de tendresse : « Je t'embrasse fort, fort[208]. » Leur amour, de son côté à elle au moins, n'avait pas pris fin ; mais lui était sur le point de changer.

L'Iskra

Au tournant du siècle, la Sibérie connut une véritable « épidémie d'évasions », et face au grand nombre de volontaires, il fallut créer une liste d'attente[209]. Il existait à l'époque des techniques rodées pour réussir à s'échapper. Il fallait d'abord acheter le concours, ou du moins le silence, des paysans. Puis la longue expédition commençait, par étapes : une partie en bateau, une autre en télégue et, si la neige n'avait pas encore fondu, en troïka. Passeurs et cochers se transmettaient les évadés « de la main à la main » et chaque fois, il fallait payer. Il était parfois nécessaire de donner des pots-de-vin aux policiers aussi : c'était peut-être risqué, mais vu leur maigre rémunération, ils se laissaient facilement corrompre. Les faux papiers étaient essentiels et les partis révolutionnaires s'étaient fait une spécialité de fabriquer et de délivrer des passeports intérieurs vierges. Lev Bronstein s'en procura un rapidement, au nom de Trotski[210]. Le choix de ce patronyme a donné lieu à toutes sortes de spéculations. Certains ont supposé qu'il se référait à une ville de Pologne où ses ancêtres avaient vécu jadis, avant de partir vers le sud, jusqu'en Ukraine. D'autres émirent l'hypothèse que Lev s'était approprié le nom d'un surveillant-chef de la prison de Nikolaïev. C'était l'opinion de Gricha Ziv, mais, quand il en parla à Ilya Sokolovski, incarcéré avec Lev Bronstein à l'époque, ce dernier se moqua de lui : leur ami avait simplement acheté un passeport à un habitant d'Irkoutsk nommé Trotski[211].

À cette époque, il vivait en toute légalité avec sa famille à Verkhoïansk, où la colonie de révolutionnaires était plus importante qu'à Oust-Kout. La police enregistra sa disparition à la date du 21 août 1902[212]. Trotski et une marxiste qu'il mentionna seulement par ses initiales, E.G., quittèrent Verkhoïansk dans une télègue pleine de foin conduite par un paysan bien disposé à leur égard. Sans doute y avaient-ils mis le prix. Le terrain accidenté ralentissait l'allure, si bien qu'ils ne dépassèrent jamais quinze kilomètres à l'heure. La compagne de Trotski trouvait le voyage particulièrement pénible et s'efforçait d'étouffer ses geignements de peur d'être découverte. Arrivé à Irkoutsk, il se sépara d'elle. Des amis s'arrangèrent pour lui procurer un billet sur le Transsibérien et lui fournir une valise contenant « des chemises amidonnées, une cravate et autres attributs de la civilisation ». Les gendarmes le laissèrent monter dans le wagon avec la plus parfaite indifférence. Il avait avec lui un exemplaire de *L'Iliade*, d'Homère, une traduction en hexamètres de Nicolas Gniéditch. Le long retour de Sibérie se déroula sans incident. À chaque arrêt des femmes venaient vendre du poulet et du porcelet rôtis, du lait et du pain : on était loin des conditions de vie misérables d'Oust-Kout. Grâce aux trains, les villes qui se trouvaient le long de la nouvelle voie ferrée étaient en plein essor, tout comme l'arrière-pays, à l'agriculture désormais florissante. Trotski était impressionné : la Russie impériale se transformait à toute allure.

Si sa femme et ses filles lui manquaient, ses mémoires n'en disent rien. Une grande aventure avait commencé. Il aimait sa famille quand il était auprès d'elle, mais la cause révolutionnaire et ses émotions étaient plus importantes. Au

retour de Sibérie, il était plus libre sur le plan affectif qu'il ne l'avait jamais été depuis Nikolaïev.

Ces jours tranquilles prirent fin à son arrivée à Samara. La ville était l'un des lieux choisis par l'état-major de l'*Iskra* pour organiser et distribuer la revue en Russie. Trotski prit contact avec leur chef, Gleb Krjijanovski, qui l'appela Pero (la « Plume »), pour ses talents journalistiques. Krjijanovski lui demanda de se rendre à Poltava, Kharkov et Kiev pour y établir des contacts avec des révolutionnaires, puis à l'étranger pour rencontrer les membres des comités de rédaction. Il ne faisait pas grand cas des efforts des adhérents de province. Quand vint le moment de partir à l'étranger, Lev découvrit qu'un lycéen était chargé d'organiser le passage de la frontière. Son jeune âge n'était d'ailleurs pas le seul défaut de ce garçon, dont les sympathies n'allaient pas aux marxistes russes, mais aux socialistes révolutionnaires ! Sous la direction de Victor Tchernov, le parti socialiste révolutionnaire reprenait l'idée phare des narodniks : la meilleure solution pour transformer la Russie était de collaborer avec la classe paysanne.

Le passage de la frontière autrichienne n'améliora pas l'humeur de Trotski : il avait pour escorte de véritables contrebandiers qui inventèrent des « droits de douane et des normes » imprévus en échange de leurs services[213]. Cependant, si ses fonds s'amenuisaient constamment, sa confiance demeurait au beau fixe. Arrivé à Vienne un dimanche, il ne trouva rien de mieux que de demander à ses contacts socialistes de l'amener devant Victor Adler. On lui expliqua que le leader du parti social-démocrate autrichien détestait être dérangé pendant son jour de repos dominical, mais il insista tellement qu'il obtint gain de cause. On le

conduisit donc chez le D^r Adler qui fut assez impressionné pour avoir avec lui une longue conversation.

Vienne n'était qu'une étape. Trotski embarqua bientôt à bord d'un train pour la Suisse. À Genève, il héla un fiacre et se fit transporter chez Pavel Axelrod, membre du comité de rédaction de l'*Iskra*. Il arriva à court d'argent et très tard dans la nuit au quartier de la « colonie » russe. Toutes les lumières de l'appartement d'Axelrod étaient éteintes. Il frappa vigoureusement à la porte pour le tirer du lit et lui demanda : « Vous êtes bien Pavel Borisovitch Axelrod ? » Devant sa réponse positive, il annonça tout de go : « J'arrive de la gare et je n'ai pas d'argent. Auriez-vous l'amabilité de payer ce cocher ? Je vais passer la nuit chez vous. » Axelrod s'autorisa timidement à demander à qui il avait l'honneur, et après avoir vérifié son identité, il lui tendit l'argent et l'invita à entrer[214].

Trotski ne tarda pas à comprendre que la source du dynamisme de l'*Iskra* ne se trouvait pas à Genève, avec Georges Plekhanov et Pavel Axelrod, mais à Londres, avec leurs jeunes collègues du comité de rédaction, Vladimir Lénine et Iouli Martov. De toute façon, Plekhanov, père fondateur du marxisme russe, ne lui plaisait qu'à moitié. Lénine, originaire de Simbirsk, était un militant sûr de lui, qui avait commencé à se faire un nom grâce à ses écrits sur la politique et l'économie. Son collaborateur, Martov, un Juif élevé à Odessa, était brillant et énergique. L'étape suivante était donc logiquement la Grande-Bretagne, où Trotski arriva en octobre 1902 : au petit matin, il descendit du train à la gare Victoria, avec en poche l'adresse de Lénine à Bloomsbury. Les Lénine étaient encore au lit lorsqu'il se présenta chez eux (mais cette fois, il

avait de quoi payer le fiacre). En Suisse, les cadres de l'*Iskra* lui avaient dit de frapper trois fois, selon un code qui permettait d'échapper aux importuns. Lénine n'apprécia pas du tout d'être réveillé de la sorte. Sa femme vint s'enquérir de ce qui provoquait tout ce tintamarre :

Ce fut Nadejda Constantinovna qui vint m'ouvrir. Je l'avais probablement réveillée en cognant le heurtoir. Il était encore tôt, et n'importe qui connaissant mieux les bonnes manières aurait attendu une heure ou deux aux alentours de la gare plutôt que d'aller frapper chez des inconnus à une heure aussi indue. Mais j'étais encore sur ma lancée après mon évasion de Verkhöiansk[215].

Près de trente ans plus tard, il était encore fier de son effronterie.

Lénine, renseigné sur Trotski par une lettre de Gleb Krjijanovski, l'accueillit d'un : « Ah ! Mais c'est la Plume[216] ! » Le jeune homme se lança dans le récit de ses aventures, sans tendresse excessive à l'égard des organisateurs de l'*Iskra* en Russie[217]. Il donna à Lénine une liste d'adresses et lieux de contact, et lui précisa lesquels n'étaient plus valables, ajoutant qu'au sein de l'*Iskra* le système de communication était « très mauvais[218] ». Son rapport était celui d'un homme conscient de sa valeur, sans scrupule ni crainte de lancer des vérités difficiles à entendre pour ses aînés. Lénine appréciait ce genre de franchise : avec ce nouveau venu, l'*Iskra* ne gagnait pas seulement un rédacteur plein de verve et d'entrain, mais aussi un organisateur à l'esprit pratique. Trotski prit place au sein d'une communauté de camarades sympathiques dont les plus proches étaient Iouli Martov et Vera Zassoulitch[219]. Lénine l'emmena visiter le vieux Londres. En passant devant le

Parlement, il eut ce commentaire : « Voilà leur fameux palais de Westminster. » Il s'arrangea également pour lui obtenir l'accès au British Museum où il pourrait étoffer sa culture marxiste[220]. Cette manœuvre était sans doute illégale : Lénine lui-même s'était procuré une carte de lecteur sous un faux nom.

Le grand événement de ces débuts londoniens fut la conférence de Whitechapel, où Trotski dut se défendre contre les anarchistes Nicolas Tchaïkovski et Varlaam Tcherkezov. Il eut affaire à de vieux ténors d'une grande éloquence devant un public d'émigrés de la Russie impériale, dont la plupart étaient juifs et parlaient russe[221]. Il remporta un véritable triomphe et rentra chez lui plein d'allégresse.

Sa prestation convainquit le groupe londonien des rédacteurs de l'*Iskra*, qui lui confièrent le soin de s'adresser aux socialistes révolutionnaires parisiens. Trotski arriva dans la capitale française en novembre et se présenta chez une vieille collaboratrice de l'*Iskra*, une certaine Catherine Alexandrova qui chargea une jeune militante, Natalia Sedova, de lui trouver un logement. Il y avait une chambre libre dans la maison où vivait Natalia, à peine plus confortable qu'une cellule de prison. Alexandrova n'en avait cure ; pour elle, l'important était que Trotski se concentre sur sa prochaine conférence[222] , et elle demandait constamment s'il y travaillait sérieusement. Quand Natalia répondit qu'elle l'avait entendu siffloter dans sa chambre, la vieille militante lui ordonna de dire au jeune homme de faire moins de bruit et de se mettre au travail. Elle n'avait pourtant pas lieu de s'inquiéter : Trotski avait beaucoup de facilités et pouvait écrire n'importe quel discours avec une rapidité enviable. Sa

conférence fut très réussie : une fois encore, il montra sa capacité à émouvoir l'auditoire[223]. Il descendit de la tribune et alla s'asseoir près de Natalia, qui lui demanda son vrai nom. Par mesure de sécurité[224], il préféra se taire, ce qui ne les empêcha pas de s'entendre parfaitement bien. Les jours suivants, Natalia lui fit visiter Paris[225]. Ils allèrent ensemble assister aux débats entre Jean Jaurès et Jules Guesde, leaders du mouvement socialiste français. Elle appréciait ses goûts artistiques. Il adorait Murillo – elle avait rapporté de Munich un album avec des photos de ses tableaux. Ils appréciaient tous deux les romans d'Octave Mirbeau et aimaient parler de l'écrivain russe Leonid Andreev[226].

En Natalia, Trotski avait rencontré celle qui fut sa compagne pour le restant de ses jours. Elle trouvait déconcertante toute première question qu'il posait toujours, quand on lui parlait de quelqu'un : « Où en est-il (ou elle) par rapport à la révolution ? » Cette véhémence politique lui paraissait encore hors norme, mais elle était folle de lui. Elle admirait « sa prévenance, sa bienveillance et le fait qu'il soit différent des autres[227] ». Il pensait qu'elle était extrêmement sûre d'elle, comme lui, et la proposa pour tenir un rôle dans une adaptation des *Bas-Fonds*, de Gorki. Bien que les recettes fussent destinées à l'*Iskra*, elle refusa catégoriquement : en fait, elle n'avait pas son assurance et détestait « jouer un rôle[228] ». Il ne tarda pas à apprécier son caractère, enchanté de cette personnalité si différente de la sienne, et cependant si cultivée et si engagée. C'était une femme petite – un mètre cinquante – au teint pâle et vêtue simplement, mais « avec goût », comme en convint un observateur au demeurant peu flatteur. L'une de ses amies se déclara

impressionnée par sa silhouette « parfaitement bien proportionnée[229] ». Elle se déplaçait avec beaucoup de grâce – Trotski n’oublia jamais comme il l’avait trouvée élégante un jour qu’elle se rendait sur une jetée de l’autre côté d’un pont où, malgré ses hauts talons, elle était allée parler à deux garçons qui s’y étaient perchés[230].

Sa femme et ses filles restées en Sibérie perdaient peu à peu leur importance à ses yeux ; mais Natalia dut elle aussi céder devant les priorités politiques de Trotski. En effet, bientôt il regagna Londres pour consulter Lénine. Les deux hommes étaient du même avis : Trotski devait retourner en Russie et battre le rappel des adhérents de l’*Iskra*, dans l’objectif de l’emporter au futur congrès du Parti. Le 29 novembre 1902, Martov, de passage à Paris, écrivit à Lénine :

Je ne sais pas s’il faut le pousser à partir tout de suite. D’un côté, il nous serait très utile ici ; d’un autre, il a vraiment besoin de trois ou quatre mois au moins pour terminer sa formation, surtout pour bien comprendre la théorie, domaine dans lequel il présente beaucoup de lacunes. Enfin, plus il restera ici longtemps, plus il sera tenté de se lancer dans des essais littéraires et moins il aura envie de repartir en Russie, j’en ai bien peur[231].

Même si tout le monde reconnaissait son talent, il n’avait pas fini son apprentissage de révolutionnaire : il y avait toujours un risque qu’il ne parvienne pas à devenir le meneur que les membres de l’*Iskra* voyaient en lui. Il était son propre maître. Les rédacteurs de l’*Iskra* redoublaient de prudence lorsqu’il fallait prendre une décision à son sujet.

Finalement, on le jugea trop précieux pour être envoyé en Russie : il fut donc chargé de faire le tour des colonies marxistes russes d’Europe pour promouvoir les idées de

l'*Iskra* en prévision du second congrès du Parti. Il se rendit à Bruxelles, Liège, Heidelberg et d'autres villes d'Allemagne et de Suisse[232]. Il percevait un salaire et tous ses frais étaient payés par le comité de rédaction ; de temps à autre, il recevait aussi des mandats de son père, résigné à admettre que son fils se soit mis en tête de faire carrière dans la politique[233].

Tout lui réussissait. Il écrivit beaucoup sur ses voyages, choisissant les sujets politiques au détriment de la critique littéraire ou des discussions philosophiques. Dans les articles destinés à l'*Iskra*, il se moquait de Piotr Strouve, de Nicolaï Berdaïev et d'autres anciens marxistes. Il critiquait l'inspection du travail et les syndicats officiels de Russie, pointait les difficultés que les étudiants, les Finlandais et divers groupes sociaux rencontraient avec la bureaucratie russe. Ses discours et ses articles visaient les socialistes révolutionnaires, devenus les principaux rivaux du parti ouvrier social-démocrate de Russie. S'il intervenait – peu – dans les débats internes au Parti, c'était pour soutenir la doctrine de l'*Iskra* : on n'arriverait à rien en restant à la traîne de la classe ouvrière. Les marxistes, insistait-il, avaient le devoir de trouver une solution et de rallier le « prolétariat[234] » à leur cause.

Une alliance politique était en train de prendre forme. En visite à Paris, Lénine avait acheté des chaussures qui lui serraient les pieds. Il les donna donc à Trotski, à qui elles semblaient aller, et ils se rendirent ensemble à l'Opéra-Comique. Malheureusement, en chemin, Trotski se rendit compte que les chaussures le blessaient. En le voyant repartir chez lui clopin-clopant, Lénine, avec un humour plutôt sadique, se moqua de lui, mais Trotski n'en prit pas ombrage et leur

collaboration politique n'en fut aucunement perturbée[235]. En écho au *Que faire ?* de Lénine, Trotski militait pour un parti russe clandestin, discipliné, centralisé. Il préconisait aussi le recours à la terreur en cas de crise révolutionnaire – Lénine l'interrogea sur ce point et s'aperçut que, sur le fond, ils étaient d'accord. Il était le leader, mais Trotski montrait plus de talent dans certains domaines que lui, et Lénine avait hâte d'en profiter.

Trotski voulait qu'on l'admire, lui aussi. Le 13 février 1903, il écrivit à sa femme Alexandra, à Verkhoïansk, pour lui parler de sa vie mouvementée :

Pourquoi n'écris-tu pas ? Ou Ilioucha [Ilya Sokolovski] ? Quels numéros de l'*Iskra* avez-vous ? Je voudrais que vous les lisiez tous. J'ai envoyé le n^o 32 (c'est le dernier) à l'adresse d'Ilioucha il y a de cela une semaine. Avez-vous *Zarya* [l'« Aube », revue apparentée à l'*Iskra*] ? J'essaierai de vous adresser une liasse des principaux articles. Il n'y a aucun des miens dans le n^o 32 ; j'étais à l'étranger pour des conférences[236].

Plus que le bien-être de sa famille, l'*Iskra* et la cause occupaient sa pensée. Il écrivait à l'encre sympathique, mais l'Okhrana l'avait repéré comme un individu à surveiller étroitement, ce qui n'était pas trop difficile étant donné son amateurisme en matière de précautions. Il ne faisait d'ailleurs pas exception parmi les émigrés politiques les plus en vue : la plupart sous-estimaient la perspicacité et la capacité de manipulation de la police. Il avait ajouté à sa lettre une mise en garde : Alexandra devait se méfier du Bund, l'Union générale des travailleurs juifs, un grand parti marxiste implanté dans la zone de résidence que ses ancêtres avaient fuie. Les bundistes mettaient des conditions à leur entrée au parti ouvrier social-

démocrate de Russie : ils exigeaient le droit de recruter des Juifs sans en référer aux autres organisations du Parti dans la région, et de communiquer librement en yiddish, par oral et par écrit. Trotski voyait là une forme de nationalisme méprisable qui ne plairait qu'aux sionistes. Il insistait donc auprès de sa femme pour qu'elle provoque des « troubles importants » parmi les bundistes exilés en Sibérie et obtienne d'eux qu'ils renoncent à leurs exigences[237].

Ce n'était pas la seule chose dont il voulait la convaincre. Alexandra avait contesté l'importance qu'il donnait à l'éloquence dans la Russie politique de l'époque. Il lui répondit :

Je ne partage pas tout à fait ton point de vue sur l'art oratoire. Tu ne la juges pas vraiment très utile. De toute évidence, tu penses au discours parlementaire. Mais les événements de Rostov, où Bragin s'est adressé à vingt ou trente mille personnes, et d'autres du même genre vont être de plus en plus fréquents. Et c'est précisément maintenant, en cette période de révolution, que nous avons besoin de grands orateurs, de « démagogues »[238].

Trotski entendait appliquer à l'action politique directe en Russie ses talents de conférencier émigré récemment révélés. Il n'avait pas l'intention d'abandonner l'écriture, mais l'idée de pouvoir tester ses qualités d'agitateur marxiste aussitôt que possible lui plaisait, tout simplement. Il se connaissait des dons particuliers dans ce domaine, et il voulait les exploiter.

Son insistance à tracer son chemin vers les sommets ajouta aux doutes que Plekhanov nourrissait à son égard. Comme Lénine prit le parti de son protégé, une dispute éclata entre les deux hommes. Plekhanov soutenait que Trotski était un fanfaron dont les articles sonnaient creux[239]. Lénine, au

contraire, voulait l'introduire au comité de rédaction, en tant que septième membre. Il reconnaissait ses défauts, notamment un style un peu fleuri, mais comptait sur ses efforts pour se corriger[240]. Plekhanov resta sur sa position : il détestait Trotski, qui n'en était que trop conscient. Le vieux ténor ne supportait pas la présence d'un rival en herbe (à Vera Zassoulitch qui avait déclaré : « Ce jeune homme est un génie », Plekhanov aurait répondu : « C'est précisément ce que je ne lui pardonne pas[241]. ») De plus, il le considérait comme le pantin de Lénine. L'admettre au sein du comité de rédaction en tant que membre votant, signifiait donner deux voix à Lénine, et donc à lui assurer dans les débats une majorité permanente et solide. Malgré ses bonnes dispositions envers Trotski, Vera Zassoulitch se rangea du côté de Plekhanov. Axelrod, quant à lui, se retint de discuter. Martov, comme Lénine, ne parvenait pas à croire que l'on s'arrêtât à des questions aussi triviales[242].

Lénine était exaspéré par Plekhanov. Il eut sa revanche lorsque celui-ci soumit son ébauche de programme à l'examen du comité de rédaction. Il le tourna en dérision (Plekhanov avait oublié de mentionner la nécessité d'une « dictature du prolétariat » après le renversement du capitalisme) et releva défauts de style et illogismes en demandant qu'ils soient corrigés[243].

Le second congrès du Parti qui s'ouvrit à Bruxelles le 17 juillet 1903 était bel et bien l'assemblée constituante du parti ouvrier social-démocrate de Russie. Tous les groupes marxistes s'accordaient sur la nécessité d'une organisation politique conjointe. La rédaction de l'*Iskra*, dont les agents étaient chargés des questions pratiques, réunit un certain

nombre de délégations pour élaborer un véritable appareil central et s'entendre sur un programme. Lénine, le meneur qui se tenait en coulisses, montrait bien peu d'impartialité dans les préparatifs. Chaque fois que c'était possible, il mandatait les partisans de l'*Iskra* : il infiltrait dans le congrès des fidèles qui lui assureraient la majorité, à lui et à ses amis – parmi lesquels Trotski, qui battait le rappel dans toutes les « colonies » marxistes en Russie, voyageant avec un faux passeport bulgare au nom de Samokliev. Genève était sa dernière étape avant de rejoindre le congrès, accompagné du frère de Lénine, Dimitri Oulianov. Sur le chemin de Bruxelles, il leur arriva une mésaventure. Pour échapper aux filatures de la police, ils avaient décidé de prendre le train à Nyon, un village proche de Genève. Par mesure de prudence, ils attendirent le départ sur le quai opposé. Malheureusement, le train démarra sans qu'ils eussent le temps de rejoindre leur wagon et le chef de gare dut donner un coup de sifflet pour le stopper. Le contrôleur déclara que c'était bien « la première fois qu'il voyait des individus aussi stupides » et il leur demanda cinquante francs suisses pour avoir provoqué l'arrêt du train. N'ayant pas la somme sur eux, ils firent semblant de ne pas parler un mot de français, et finalement on les laissa tranquilles.

Le ministère de l'Intérieur russe avait alerté les autorités belges de la tenue du congrès, si bien que Bruxelles grouillait de délégués clandestins et d'agents secrets. Dès le début, des difficultés marquèrent le déroulement de la manifestation. Des jours durant se succédèrent les discussions sur le bien-fondé du mandat de tel ou tel délégué particulier. La police belge intervint. On décida alors de transférer le congrès à Londres

où l'on avait trouvé un lieu : le Club anglais de Charlotte Street, dans le quartier de Bloomsbury.

Dans les priorités de l'ordre du jour figurait le débat sur le programme du Parti. Plekhanov et Lénine passèrent les premiers et exposèrent leurs arguments en faveur du projet de l'*Iskra*, avec succès. Trotski prit la suite, en renfort, et l'*Iskra* triompha. Les problèmes surgirent au moment où l'on passa aux questions d'organisation. L'une des délégations les plus importantes était celle du Bund, composée de cinq membres bien décidés à obtenir des conditions spéciales d'entrée dans le Parti. Concentrée sur la zone de résidence, l'Union générale des travailleurs juifs comptait plus d'adhérents que n'importe quelle autre organisation marxiste en Russie impériale. Elle exigeait une disposition exceptionnelle : l'autonomie dans son fief. Pour les iskraïtes, cette attitude ressemblait beaucoup à une sorte de nationalisme ; aussi protestèrent-ils vigoureusement. Lorsque, à une faible majorité, la Ligne fut déboutée, tous les bundistes quittèrent la salle, ce qui eut pour effet de renforcer la suprématie de l'*Iskra* pendant le reste du congrès. Plekhanov, Lénine et Martov étaient ravis : leur projet était passé et l'organisation proposée et approuvée. Le parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), à l'évidence, semblait sortir unifié et grandi de ce congrès.

Et voilà que, tout à coup, une querelle éclata entre les membres de l'*Iskra* à propos de la définition statutaire de l'adhérent au Parti. Lénine et Martov défendaient trois principes : centralisme, discipline et clandestinité. Mais Lénine ajoutait que personne n'entrerait au Parti sans s'engager à militer activement. Martov sentit venir le danger. La formule

de Lénine, assurait-il, aboutirait à un parti de révolutionnaires à plein temps, alors qu'il fallait bâtir une organisation susceptible d'attirer des milliers de membres dans la classe ouvrière. Martov jugeait la position de Lénine autoritaire et inadaptée à un parti marxiste. Les partisans de Lénine se qualifièrent de « durs », opposés aux « mous » qu'étaient les disciples de Martov.

Plekhanov était disposé à soutenir Lénine, même si, en privé, il le comparait à Robespierre[244]. Le vote s'annonçait très serré. Comme Trotski se sentait plus proche de Martov, Lénine appuyé par Krassikov s'employa à le gagner à sa cause. Mais Krassikov ne put s'empêcher d'attaquer personnellement les autres rédacteurs de l'*Iskra*. Lénine lui-même tiquait en l'entendant exprimer certains propos. Trotski resta inébranlable. La tension monta parmi les iskraïtes jusqu'à l'intolérable, au point que l'on résolut de tenir une conférence en dehors du congrès. Il fallait un président. Lev Deutch, l'ami de Trotski, fit une proposition : « Je suggère que nous décidions de prendre notre benjamin », dit-il à l'assemblée, estimant que, des deux bords, on ferait confiance au jeune Trotski. L'atmosphère était si tendue que Lénine sortit en claquant la porte, sans renoncer, toutefois, à convaincre Trotski de se ranger du côté des « durs ». Il lui envoya cette fois son jeune frère Dimitri accompagné de Rosalia Zemliatchka. En vain. Aux yeux de Trotski, Lénine avait tort et il fallait s'opposer à lui[245]. C'était le pari gagnant : Martov obtint vingt-huit voix contre vingt-trois. Mais l'élection aux organes centraux du Parti – le Comité central et le comité de rédaction de l'*Iskra* – donna des résultats opposés, plaçant Plekhanov et Lénine en tête.

Hélas, ni Lénine ni Martov ne pensaient que leur querelle avait pris fin avec le congrès. Se fondant sur la dernière élection, Lénine répétait partout qu'il disposait du groupe majoritaire (les bolcheviks), contre Martov et ses minoritaires (les mencheviks) ; du coup, il se conduisait comme s'il était le seul à avoir le droit de parler au nom du parti ouvrier social-démocrate de Russie. Ce comportement risquait de provoquer un schisme. Trotski en était malade[246]. Il se confia à Natalia Sedova, qui n'avait pas assisté au congrès parce que, malgré son inexpérience, on l'avait envoyée à Saint-Pétersbourg afin de propager les idées de l'*Iskra* dans la classe ouvrière. Elle avait adoré apprendre les techniques de dissimulation nécessaires pour remplir sa mission[247]. Elle comprenait à quel point Trotski avait été marqué par les événements de Londres. Pour lui comme pour tous les marxistes de Russie, il n'existait qu'une seule classe ouvrière, et le Parti ne pouvait être qu'un parti ouvrier unifié. Le jeune révolutionnaire tenait son ancien maître pour responsable de cette scission. Il avait tenté de briser leur rêve.

La scission

Les mois qui suivirent le second congrès du Parti furent assez perturbants pour les différents protagonistes. Très vite, Plekhanov regretta d'avoir soutenu Lénine et se rangea du côté de Martov, ce qui fit pencher la balance en faveur des mencheviks. Pendant ce temps-là, Trotski travaillait ardemment à son *Rapport de la délégation sibérienne*[\[248\]](#). Plus tard, il ne chercha pas à se vanter de cette œuvre injurieuse pour les bolcheviks. Lénine et ses partisans dénoncèrent violemment sa mauvaise foi, mais le jeune homme rejeta leurs accusations, pour le simple motif que ses commentaires étaient fondés sur des citations de la doctrine et de la politique bolcheviques[\[249\]](#). Martov réfléchissait à son intégration au sein du comité de rédaction de l'*Iskra*[\[250\]](#). Cette période vit Trotski s'éloigner de Lénine pour se rapprocher d'Axelrod, mais Plekhanov créa des difficultés en déclarant qu'il ne continuerait à soutenir les mencheviks que si l'on tenait l'ancien exilé sibérien à l'écart. Martov se soumit à ses exigences, sans cesser de publier les articles de Trotski[\[251\]](#), dans l'espoir qu'il se satisferait de ce compromis. Les mencheviks ne voulaient pas se priver de ses brillantes attaques contre les bolcheviks – l'un d'eux, M. S. Makadzioub, se réjouit même publiquement d'être le seul à être « aussi incisif à propos de Lénine »[\[252\]](#).

Plus tard, Makadzioub dit que « la fierté et le bonheur se lisaient sur le visage [de Trotski][\[253\]](#) », et il avait le

sentiment que c'était une satisfaction justifiée. Trotski parut quelque temps s'arranger de la situation, tandis qu'une pétition circulait à Paris pour demander à Martov de l'intégrer au comité de rédaction, contre l'avis de Plekhanov[254]. Trotski n'essaya même pas de profiter de ce refus pour attirer la compassion. Piotr Garvi évoqua cette époque :

D'une certaine façon, il a toujours su comment s'y prendre pour installer le « pathos de la distance », ce que les autres leaders d'un plus gros calibre que lui, comme Axelrod, Zassoulitch ou Martov, n'avaient pas réussi à instaurer avec les camarades. La lueur glaciale de son regard derrière son pince-nez, son timbre de voix, non moins glacial, la froideur de son discours parfaitement correct et tranchant, puisqu'il « écrit comme il parle » – mais pas du tout sur le mode banal de la conversation, plutôt à coups de formules et de déclarations incisives –, et enfin le soin exagéré qu'il apporte à son apparence extérieure, à sa façon de s'habiller et à ses gestes, tout cela créait un effet aliénant, répulsif même[255].

Trotski avait conscience d'être devenu l'un des dirigeants les plus reconnus du Parti[256].

La guerre russo-japonaise éclata en février 1904. Très vite, Trotski devint un partenaire embarrassant pour Martov du moment où il déclencha une controverse dans le milieu marxiste. Nicolas II, croyant ses forces invincibles sur terre comme en mer, avait envoyé la flotte de la mer Noire à l'autre bout du monde donner une bonne raclée à un pays « oriental », pendant que le Transsibérien convoyait les troupes jusqu'en Extrême-Orient. Trotski déclara que cette guerre nuisait à l'intérêt général de la nation – sans se laisser troubler par les camarades marxistes qui ne manquaient pas de répéter qu'il ferait mieux de se concentrer sur les dommages causés par le conflit à la classe ouvrière. Trotski

réclamait « une autocritique marxiste plutôt qu'une autosatisfaction "orthodoxe" », ce qui scandalisa de nombreux mencheviks[257]. Il ne respectait pas automatiquement les sermons moralisateurs du parti ouvrier social-démocrate de Russie. De même, il éreinta les partisans d'un « appel à l'insurrection » et d'une « dictature révolutionnaire » – flèche qui visait les bolcheviks. Tout en encourageant la réunification, il inondait de son mépris les deux factions internes du Parti[258].

À son avis, la guerre contre le Japon avait ouvert la voie. Une révolution en Russie devenait possible. Sa première idée fut d'y retourner pour mener une action clandestine. Il quitta d'abord la Suisse pour Karlsruhe où, de nouveau, il opéra sous le pseudonyme de Lvov. De Genève, Fedor Dan écrivit à Axelrod pour l'exhorter à prendre contact avec Trotski et à « tempérer son esprit fantaisiste ». Les mencheviks, eux, voulaient l'obliger à écrire des articles pour eux[259], comme il l'avait promis. En fait, Trotski renonça de lui-même à ce départ précipité pour la Russie : il n'avait jamais été homme à laisser les autres penser à sa place. Il préférait rester en Europe centrale, pour alimenter la controverse à la direction du Parti. Il écrivait ce qui lui venait en tête. Plekhanov ne fit aucun effort pour enterrer la hache de guerre et exigea qu'on le tienne à l'écart du comité de rédaction, menaçant même de démissionner en cas de refus des autres rédacteurs[260]. Martov et Axelrod espéraient que Trotski comprendrait la situation et éviterait les histoires. Le jeune homme avait à peine consolidé son assise au sein du Parti que son statut se voyait menacé. Qu'importe, il en avait assez des mencheviks, il aspirait à une stratégie révolutionnaire plus active ; il rédigea

une lettre ouverte dans laquelle il exprimait ses inquiétudes[261]. La répugnance des mencheviks à se passer de son talent, si utile, arrêta net le conflit[262].

À l'été 1904, il partit pour Munich[263]. Lassé des chamailleries entre factions, il se lia d'amitié avec un émigré marxiste débordant d'énergie, installé dans la capitale bavaroise : Alexandre Helphand, plus connu sous le pseudonyme de Parvus. De douze ans l'aîné de Trotski, Parvus avait passé quelques années en exil dans la province d'Arkhangelsk avant de trouver refuge en Allemagne où il préparait un doctorat en philosophie. Il s'intégra rapidement au parti social-démocrate allemand et contribua à préparer des attaques contre les tentatives révisionnistes d'Édouard Bernstein, qui cherchait à éloigner le marxisme de la doctrine révolutionnaire, préférant un changement politique en douceur. Parvus devint un célèbre « antirévionniste ». Bien qu'il n'eût rien perdu de son intérêt pour la Russie, il ne voulait se joindre ni aux bolcheviks ni aux mencheviks. Sa stratégie révolutionnaire était unique dans le marxisme russe : les classes moyennes ne l'intéressaient pas, pour lui, seuls les ouvriers étaient à même de mener, de manière fiable, la lutte révolutionnaire contre les Romanov[264]. L'établissement d'un « gouvernement ouvrier » devait succéder au renversement de Nicolas II. Séduit par ces idées intéressantes, Trotski prit Parvus pour mentor, ce que l'Okhrana releva, non sans inquiétude[265]. Par son implication dans les démêlés internes du menchevisme, Trotski contribuait à diviser le Parti, accomplissant le travail de la police sans même s'en rendre compte, car l'Okhrana avait tout intérêt à encourager les factions. En se liguant avec

Parvus, Trotski envisageait de se lancer dans une révolution violente contre le régime impérial.

Désireux de s'affranchir politiquement de l'*Iskra*, il résolut de fonder sa propre maison d'édition et de s'adresser à son père pour obtenir une aide financière. Cette manœuvre s'annonçant particulièrement délicate, Trotski lui proposa de l'inviter à l'étranger pour l'« initier », mais il fallait d'abord restaurer la confiance perdue. Trotski pensait demander cent vingt à cent cinquante mille roubles d'avance sur les terres dont il espérait hériter un jour. On était très loin du temps – six ans auparavant – où il avait rompu les liens familiaux, pensant renoncer pour toujours à toute aide parentale. Il envoya un courrier à Ianovka, histoire de mesurer ses chances de succès. Il n'existe malheureusement aucun document indiquant la réaction de David Bronstein, mais on sait que, depuis son départ de Sibérie, le fils recevait de temps à autre de l'argent de son père[266].

Trotski aborda l'organisation du Parti dans une brochure intitulée *Nos tâches politiques*, publiée en russe par l'imprimerie du Parti à Genève. Il avait signé « N. Trotski » et dédié l'ensemble à son « cher maître, Pavel Borisovitch Axelrod ». Ce n'était là qu'une marque de modestie : les écrits d'Axelrod avaient eu peu d'influence sur le contenu de l'ouvrage. Trotski se désignait ainsi que ses amis comme les « représentants d'une "minorité" », s'identifiant en quelque sorte à un menchevik (ce qui deviendrait vite embarrassant) [267]. Il ne se donnait pas la peine de parler de ses camarades mencheviks et ne faisait aucune allusion à Martov. Les bolcheviks n'étaient pour ainsi dire pas évoqués non plus. Sauf Lénine, une exception de taille : Trotski voulait montrer le

déclin de l'influence du leader bolchevique et le caractère « désespéré » de sa position. La préface était datée du 24 août 1904[268]. Cette précision est importante, car Trotski entendait démontrer que l'« ambiance cauchemardesque » qui pesait sur le Parti au cours de l'année passée avait enfin disparu : maintenant que les camarades avaient cessé de se disputer, la social-démocratie russe pouvait renaître. Il se contredisait pourtant en suggérant que les idées et l'activité de Lénine demeuraient une folie dangereuse. Il concluait que, dans le climat d'instabilité politique qui régnait alors, les Romanov espérant résoudre leurs problèmes par la guerre avec le Japon, le Parti devait se concentrer sur « la science de l'insurrection[269] » au lieu de débattre de questions d'organisation interne.

Lénine, selon Trotski, avait oublié que les marxistes avaient obligation de promouvoir l'« activité autonome du prolétariat ». Son obsession du centralisme et de la discipline était regrettable. Il n'était plus question d'admirer son *Que faire ?* Le jeune homme insinuait aussi que Lénine se souciait trop du rôle du journal. Il était idiot de croire à la possibilité d'une structure hiérarchique parfaite. Alexandre Parvus avait raison de dire que les objectifs socialistes resteraient hors d'atteinte si les marxistes concentraient tous leurs efforts sur l'élimination des éléments subversifs. Lénine manquait tout simplement d'esprit pratique : il fallait mettre l'accent sur les initiatives révolutionnaires de grande envergure. Grèves et manifestations devaient être encouragées sans nécessité d'établir au préalable un modèle d'activité[270].

Trotski ne mâchait pas ses mots : « Un régime de caserne ne saurait convenir à notre parti, pas plus que l'usine ne

saurait être son modèle[271]. » Lénine avait agi comme si le Parti tout entier était l'« agence technique du journal[272] ». Or, les choses ne pouvaient pas fonctionner de cette façon. Obsédé par les intellectuels révolutionnaires, il s'était mis dans un beau pétrin. Prétendre être un jacobin d'une nouvelle espèce dénotait une incompréhension totale de l'histoire de la Révolution française. Si les pratiques de Robespierre étaient mauvaises, sa vision politique demeurait claire, à preuve sa déclaration du 8 thermidor : « Je ne connais que deux partis, celui des bons citoyens et celui des mauvais. » Trotski n'y voyait qu'une intolérance insensée, trait qu'il reconnaissait chez « Maximilien Lénine » ; et, si Karl Marx avait vécu en France à l'époque de Robespierre, il n'aurait pas échappé au couperet de la guillotine[273]. Le parti ouvrier social-démocrate de Russie devait éviter la méfiance jacobine et se garder de s'engager dans le « terrorisme théorique » de l'intelligentsia[274]. Il devait se consacrer à la préparation du prolétariat et l'aider à établir sa propre dictature. Telle était la tâche qui attendait les marxistes du monde entier.

Ce que Lénine proposait était un « substitutionisme politique ». Sous les bolcheviks, s'établirait non une dictature du prolétariat, mais une « dictature sur le prolétariat ». Le Parti se substituerait aux travailleurs, la direction centrale au Parti et le leader à la direction centrale. En fait de socialisme prolétarien, les partisans de Lénine mettraient en place le jacobinisme. Pour défendre sa position, Trotski citait les manifestes des comités bolcheviques d'Oufa, de Perm et du centre de l'Oural, et il commentait la réaction de Lénine : « Il garde le silence[275]. » Lénine et son « fétichisme organisationnel » conduiraient à un manque de confiance dans

le prolétariat. Les marxistes chercheraient ailleurs comment donner corps à leurs aspirations. Certains iraient vers le réformisme, les autres se tourneraient vers l'anarchisme[276].

Ce brillant exposé était prophétique à bien des égards : la révolution d'Octobre devait installer les bolcheviks au pouvoir et, peu après avoir formé un gouvernement, quand des millions d'ouvriers se retourneraient contre eux, ils cesseraient de se soucier de l'opinion populaire. Le « prolétariat » n'eut jamais la possibilité de déterminer ne fût-ce que l'importance de ses rations alimentaires, et encore moins de choisir qui allait gouverner. Mais cette « prophétie » de 1904 était tout à fait involontaire. À l'époque, Trotski n'anticipait pas un avenir lointain, il parlait d'événements contemporains. Il surestimait la capacité du Parti à éradiquer les factions. S'il se moquait du dirigeant bolchevique comme d'un dictateur potentiel, il mettait bien le terme entre guillemets pour signifier que ce n'était pas une hypothèse réaliste. Au cours de la décennie suivante, les bolcheviks s'obstinèrent à étouffer les tentatives d'unification du Parti, excepté lorsque, momentanément, elles coïncidaient avec leurs objectifs. Progressivement, Trotski apprit que les doctrines et pratiques bolcheviques avaient une force à elles. Indépendamment de la suprématie de Lénine, il y avait assez d'incompatibilités entre les bolcheviks pour provoquer un schisme. Et de fait, si Lénine n'avait pas souligné les avantages d'une coopération tactique avec les mencheviks, les problèmes auraient pris une tout autre ampleur. Mais Trotski ne se départait pas de son optimisme, convaincu que les schismes seraient balayés par le souffle des événements

révolutionnaires.

En attaquant Lénine, Trotski, d'une certaine façon, gagna l'admiration des adversaires du bolchevisme. Martov lui proposa un rôle plus important au sein de l'*Iskra*, en tant qu'auteur d'articles et rédacteur, et il lui promit un poste de responsable des libelles du Parti. Il proposa encore de créer un « journal populaire » dont la direction éditoriale lui serait confiée[277]. Trotski, prudent, n'accepta qu'une collaboration modeste avec la direction menchevique. Il se savait incapable d'endosser une charge aussi lourde : il détestait rendre ses travaux en retard et, au contraire de Martov, ne souffrait aucun désordre.

En outre, en s'acharnant contre le bolchevisme, il atteignait aussi le menchevisme. Sa réponse rappelait sa foi dans le « prolétariat », à qui revenait de mener la lutte révolutionnaire, la « bourgeoisie » ne pouvant en aucun cas être tenue pour alliée. Or, les mencheviks voulaient éviter de froisser la classe moyenne : ils comptaient sur les libéraux de Russie pour participer à la lutte contre l'autocratie. Trotski méprisait les « industrialistes », les banquiers et les agriculteurs progressistes, qu'il considérait comme des partisans du statu quo politique. Entre une révolution populaire d'un côté, et leurs intérêts financiers de l'autre, ils finiraient par se ranger du côté de la dynastie régnante. Après s'être lancés dans une lutte rhétorique contre les Romanov, l'année suivante les libéraux constituèrent le parti constitutionnel-démocrate (le KD, ou les Cadets). Selon Trotski, ils céderaient toujours à la pression du gouvernement. Le « prolétariat » devait agir seul, servir seulement de meneur à tout groupe social désireux de se consacrer vraiment à la

transformation de la société. Aucune autre classe n'en était capable. Les ouvriers seraient le salut de la Russie, puis du reste du monde. Trotski acquit un nom comme détracteur des libéraux russes. Alors que les mencheviks s'efforçaient de le gagner à leur cause, lui les provoquait. Il rejeta toute alliance tactique avec les Cadets, à ses yeux la lie de la société. Le parti ouvrier social-démocrate de Russie se rendrait service à lui-même en rejetant tout compromis avec eux.

Trotski devint le porte-parole des marxistes, entre les deux factions nées au second congrès du Parti[278]. Cependant, si on le laissait défendre ses convictions, il était souvent critiqué pour son comportement arrogant et insensible. Alexandre Bogdanov, coleader de la faction bolchevique émigrée, écrivit à la femme de Lénine, Nadejda Kroupskaïa : « Trotski est passé me voir. Je ne l'aime pas du tout. Il n'a rien de sympathique[279]. » Bogdanov comptant parmi les moins sévères à l'égard du jeune homme, son jugement n'en avait que plus de poids. Martov, lui, le traita de dilettante. Piqué au vif, Trotski rétorqua que Martov changeait constamment son fusil d'épaule, souvent sous la pression de son beau-frère, Fedor Dan, surnommé le « petit Lénine » des mencheviks. La dispute s'envenima lorsque Martov suspendit la publication des articles de Trotski. De toute évidence, c'était le prix (le « tribut », comme le dit lui-même Trotski) que Plekhanov exigeait pour coopérer avec l'*Iskra*. Trotski accusa Martov d'être un rédacteur couard et fourbe[280]. Il jouait là toute sa carrière : brouillé avec Lénine, maintenant avec Martov et Dan, il lui restait son amitié avec Parvus, plutôt rassurante, mais son nouveau mentor n'était pas du style à lui assurer une vie tranquille.

À son retour de Russie en octobre 1904, Natalia Sedova l'aïda à se stabiliser. Il s'était arrangé pour aller l'accueillir à l'arrivée du train à Berlin, et ses premiers mots furent une déclaration d'amour : ils ne devaient « plus jamais être séparés ». Ils passèrent un mois dans la capitale allemande, durant lequel il la présenta aux personnalités social-démocrates auxquelles il s'était lié : Karl Kautsky, Clara Zetkine, Rosa Luxemburg et Auguste Bebel. Puis ils gagnèrent Genève, unis pour la vie[281].

Son mariage avec Alexandra Bronstein était rompu. Dans ses mémoires, il prétendit que « de l'étranger, il était quasiment impossible d'entretenir une correspondance avec elle[282] ». C'était un prétexte. En vérité, il correspondait bel et bien avec Alexandra, mais il l'avait abandonnée pour une autre. À partir de cette époque, ce fut Natalia sa véritable épouse, en tout sauf au regard de la loi. Alexandra fit front du mieux qu'elle put. Elle admit qu'il avait trouvé une autre compagne, pour toujours. Elle avait eu la charge de ses filles depuis qu'il avait quitté la Sibérie, mais, de retour d'exil, elle rechignait à s'en occuper toute seule. Les époux parvinrent à un arrangement : Nina, la plus jeune, resterait avec sa mère, tandis que Zina serait élevée par sa tante Ielizaveta, dans la province de Kherson. Pour reprendre l'expression de Natalia – quelque peu péjorative – Zina allait rejoindre le milieu « intellectuel de la bourgeoisie de province ». Ielizaveta avait épousé Naum Meilman, médecin et musicien amateur. Le couple était contre le régime tsariste, mais n'avait pas d'esprit militant[283] (ce qui n'empêcha pas la police de perquisitionner à son domicile en 1906)[284].

Natalia aussi venait d'Ukraine – elle garda toujours, un peu

plus que son compagnon, l'« accent du Sud », comme disaient les habitants de la capitale[285]. Sa famille possédait une ferme à Iasinovka, dans la province de Poltava, et son père, d'origine cosaque, dirigeait une usine appartenant à la famille. La jeune femme avait trois frères et deux sœurs[286]. Elle ne vécut à la ferme que pendant sa petite enfance, mais la campagne autour d'Iasinovka ne perdit jamais rien de son charme à ses yeux, avec ses grands peupliers en forme de pyramides que lui rappelaient les derricks de Bakou, les saules au bord de la rivière, couverts d'une poudre jaune-vert, le bourdonnement de millions d'abeilles, et enfin ses roses tendres et ses lilas flamboyants[287]. Natalia était issue d'une famille de propriétaires terriens, qui avaient noué des liens avec celle d'un poète ukrainien connu, opposant au tsar, Tarass Chevtchenko[288]. Finalement, comme beaucoup d'autres après l'abolition du servage en 1861, les Sedov vendirent leur propriété et s'installèrent à Romny, la ville la plus proche. C'est là que naquit Natalia, le 5 avril 1882. Les Sedov menaient une vie confortable, mais le père mourut d'une crise cardiaque alors que la petite fille n'avait que sept ans. Sa mère, traumatisée, disparut quelques mois plus tard et l'enfant fut confiée aux soins de sa grand-mère et de sa tante, qui l'envoyèrent poursuivre sa scolarité à Kharkov.

Pensionnaire dans une école privée, Natalia eut des professeurs progressistes pour l'époque. L'un d'eux discutait même du mouvement révolutionnaire avec elle[289]. Elle organisa des collectes au profit des prisonniers politiques et commença à lire des livres interdits par la censure. L'une de ses tantes, révolutionnaire, avait été condamnée à l'exil en Sibérie. Ce fut elle qui parla à la jeune fille de Lev Deitch, le

célèbre révolutionnaire évadé qui devint l'ami du couple Trotski-Sedova[290]. Et si les professeurs la trouvaient plutôt frivole, Natalia n'en réussit pas moins ses études. À l'âge de seize ans, elle quitta l'uniforme avec bonheur et entra au « cours supérieur pour jeunes filles » de Moscou. Théâtres, musées, salles de concert, tout lui était bon[291]. Puis elle se rendit en Suisse, où elle rejoignit un groupe de marxistes à Genève et récupéra du matériel à passer en contrebande jusqu'à Poltava. Elle n'aimait pas la vie en Suisse, qui lui rappelait trop les années de pension. Paris lui convenait davantage, et c'est là qu'elle commença à fréquenter le groupe de l'*Iskra*. Grâce à l'aide financière de sa grand-mère, elle assistait aux cours de la Sorbonne et de l'École russe des hautes études sociales... jusqu'à sa rencontre avec Trotski et le grand plongeon dans le maelström de sa carrière politique[292].

Les nouvelles qu'elle rapportait de Russie à l'approche de l'hiver 1904-1905 étaient encourageantes pour eux deux sur le plan politique : les actions revendicatives se multipliaient, l'agitation paysanne avait gagné plusieurs provinces et les libéraux se mobilisaient contre le gouvernement. Les provinces russes de Pologne lançaient des défis à Saint-Pétersbourg. La guerre avec le Japon tournait mal pour les Russes et l'on commençait à soulever des questions sur leur compétence politique et militaire. La garnison russe de Port-Arthur était assiégée. Le trône et la dynastie de Nicolas II paraissaient gravement menacés.

En décembre 1904, un article de Trotski parut dans le journal *Sotsial-Demokrat*, à Genève. Il y était question de manifestations à Varsovie et à Radom, ainsi que d'une grève

générale à Bakou. Le révolutionnaire annonçait une « vengeance bestiale » des autorités impériales et pariait que les Juifs serviraient de boucs émissaires. On pouvait s'attendre à une résurgence du « remède de Kichinev » : en avril 1903, la ville avait été le théâtre des pires atrocités commises contre les Juifs. En Extrême-Orient, la situation n'était guère réjouissante. Trotski craignait qu'elle échappe au contrôle des autorités, et il s'inquiétait : les révolutionnaires pouvaient être tentés de conclure un accord avec le gouvernement, ce qui reviendrait à « passer la corde au cou de tout un peuple qui avait déjà sacrifié beaucoup de victimes dans son combat pour la liberté[293] ». En même temps, il conseillait de se méfier des formules abstraites « appelant à l'insurrection ». Implicitement, il critiquait la « dictature révolutionnaire » prônée par Lénine. Cet article, un résumé de rapports parus dans la presse, occultait cependant l'événement le plus dangereux pour le gouvernement en Russie : la naissance d'un groupement ouvrier revendicatif dont les membres étaient pacifiques et le statut tout à fait légal. Basé à Saint-Pétersbourg, il était dirigé par Gueorgui Gapon, un prêtre orthodoxe qui s'apprêtait à organiser une manifestation sans précédent – une marche en direction du palais d'Hiver, la résidence du tsar, pour lui présenter une pétition réclamant la promulgation de droits civils universels. Ce pope allait déclencher la révolution de 1905.

Bien qu'il eût sous-estimé l'importance de Gapon, Trotski était plus à même de tirer profit des événements que ses camarades dirigeants. Ses intuitions étaient autant d'atouts pour tenir les rôles qui allaient prendre de l'importance. Il s'exprimait avec brio, oralement et par écrit ; il était

extrêmement audacieux et sûr de lui et projetait de devenir un héraut de la révolution. En même temps, comme camarade, il était pénible : jaloux de son indépendance, avide de la compagnie de gens qui appréciaient sa vivacité d'esprit, toujours prêt à secouer le carcan de la discipline du Parti. Du vif-argent. Trotski était déjà Trotski.

L'année 1905

Le 9 janvier 1905, des émeutes ébranlèrent l'empire : l'armée avait tiré sur la foule pacifique des ouvriers qui marchaient vers le palais d'Hiver de Saint-Pétersbourg, accompagnés de leur famille en habits du dimanche. Le massacre de centaines d'innocents provoqua l'indignation du peuple : les ouvriers de la capitale se mirent en grève, et bientôt le mouvement se généralisa dans les usines et les mines de l'ensemble du pays. On commença à douter de la discipline des soldats chargés de faire respecter l'ordre. La vulnérabilité du régime impérial était aggravée par les revers subis pendant la guerre contre le Japon, qui durait depuis l'année précédente. Traditionnellement, libéraux et conservateurs se méfiaient des ouvriers rebelles. Le Dimanche rouge bouleversa l'ordre et l'on exigea de Nicolas II un programme de réformes fondamentales.

Trotsky passa la nuit du 9 au 10 janvier sans dormir dans un train qui le ramenait à Genève après une tournée de conférences dans toute la Suisse. Il arriva si tôt ce matin-là que le vendeur de journaux n'avait pas encore reçu ceux du jour et, par conséquent, la page consacrée à la politique intérieure parlait encore au futur d'une manifestation attendue à Saint-Pétersbourg. Trotsky pensa qu'elle n'avait pas eu lieu et n'apprit les événements qu'en arrivant à la rédaction de *l'Iskra*. La petite colonie de révolutionnaires russes était déjà au courant des affrontements du Dimanche

rouge et de la réaction de l'opinion publique. Ils avaient peine à croire que ce qu'ils attendaient et annonçaient depuis tant d'années survenait enfin, du moins pouvait-on le croire : les partisans du tsarisme étaient en pleine débâcle politique. Les émigrés n'oublièrent jamais ce qu'ils étaient en train de faire ce jour-là quand la nouvelle parvint en Suisse. La réaction de Trotski, quant à elle, fut spectaculaire : lorsqu'on interrompit la réunion du comité de rédaction pour passer l'annonce, il tomba en syncope[294]. Cette fragilité héréditaire, croyait-il, se manifestait plutôt lorsqu'il se sentait déjà malade ou fatigué. À force de discours contre le tsarisme, le bolchevisme et le capitalisme, il vivait sur les nerfs. Peut-être aussi avait-il trop exigé de lui-même.

La Russie était à l'aube d'une ère nouvelle. Les révolutionnaires de tous bords – socialistes-révolutionnaires, mencheviks et bolcheviks – se réunirent rue de Carouge à Genève. Ils se demandaient s'il ne leur faudrait pas bientôt rentrer chez eux. Peu d'entre eux décidèrent de partir, cependant. Leurs noms figuraient au fichier de la police. Tant bien que mal, les autorités étaient venues à bout de l'agitation à Saint-Petersbourg, mais elles s'attendaient à d'autres incidents. Les braises du Dimanche rouge n'étaient pas entièrement éteintes.

Nicolas II reconnut l'ampleur de l'indignation du peuple. Le gouvernement était menacé, et la guerre contre le Japon prenait une tournure désastreuse. L'armée russe avait été contrainte de se replier sur Moukden, Port-Arthur avait capitulé devant les troupes et la marine japonaises une semaine avant le fameux dimanche. Les victoires militaires devenaient cruciales pour le prestige des Romanov. La

population entière, toutes catégories confondues, était encore outrée de la brutalité de la répression lors de la manifestation du 9 janvier. Le gouvernement multiplia les efforts pour entendre les doléances des ouvriers de la capitale, mais le massacre s'était imprimé en lettres rouges dans tous les esprits. Les villes étaient en pleine effervescence. Les grèves se développaient. Les groupements d'ouvriers devenaient de plus en plus téméraires, y compris les clandestins. En mai 1905, les ouvriers d'Ivanovo-Voznesensk élirent un conseil, le premier « soviét », qui très vite fit part de ses exigences aux propriétaires des usines textiles et affirma son influence sur la région. Jusque-là, la paysannerie restait calme, mais les propriétaires terriens s'inquiétaient : les troubles pouvaient gagner les campagnes. Le militantisme antigouvernemental s'intensifiait en Finlande, en Géorgie et dans les provinces de Pologne restées sous la tutelle de Saint-Pétersbourg. Des groupes politiques clandestins de toutes sortes intensifiaient leur recrutement, publiant journaux et manifestes pour expliquer leur programme. Les libéraux modérés eux-mêmes appelaient à l'action[295].

Depuis longtemps déjà, Trotski sentait bien qu'il possédait le potentiel nécessaire pour mener une politique de « masse », comme il l'avait expliqué deux ans plus tôt à sa femme Alexandra. Retourner en Russie incognito était imprudent : il était fiché par la police, qui avait lancé un mandat d'arrêt contre lui. L'importance de sa position au sein du milieu politique émigré ne faisait qu'augmenter le danger, mais il n'en tenait pas compte. Alors que les autres dirigeants du parti ouvrier social-démocrate de Russie retardaient le moment de quitter Genève, lui se dépêchait de tout arranger pour son

départ. Il ne fit aucun commentaire sur cette différence d'attitude : ce ne serait jamais son genre. Il s'est toutefois certainement demandé pourquoi son exemple était si peu suivi. L'abnégation était dans la tradition révolutionnaire russe, et la sécurité de l'individu passait après la cause. La Russie impériale se lézardait de partout. Trotski ressentait la nécessité absolue de joindre ses efforts à ceux des ouvriers en grève pour affronter le tsarisme, les généraux, la police et les patrons. Son statut de dirigeant d'un parti ne changeait rien à la chose, car l'engagement révolutionnaire tel qu'il le concevait allait nécessairement de pair avec le danger. Se retirer en Suisse, en France ou en Grande-Bretagne n'était plus un choix tolérable : son devoir de révolutionnaire le poussait à l'action.

Avec Natalia, il partit pour Vienne, où Victor Adler, principale figure du marxisme autrichien, aidait les émigrés à se procurer de l'argent et un passeport. Adler l'envoya chez un coiffeur : il fallait modifier son apparence pour le rendre moins facilement reconnaissable. Natalia le précéda en Ukraine afin d'y chercher un logement. C'était la façon la plus simple de passer la frontière à moindre risque. Une fois qu'elle eut trouvé une adresse à Kiev, ce fut au tour de Trotski de partir, en empruntant l'identité d'un caporal-chef en retraite répondant au nom d'Arbouzov. On n'était encore qu'en février. Avec sa compagne, Trotski espérait jouer un rôle à part entière dans la politique révolutionnaire[296].

Environ un mois plus tard, ils s'installèrent à Saint-Pétersbourg, où Natalia se consacra à la propagande dans les cercles d'ouvriers de la grande usine de conduits située sur l'île Vassilievski[297]. Elle devait se montrer encore plus prudente que lorsqu'elle était seule. Les deux époux s'étaient

mis d'accord : sa sécurité à lui primait. Il était le leader du Parti – elle, une militante ordinaire. À ce moment-là, il portait le pseudonyme de Piotr Petrovitch. La moindre erreur de la jeune femme pouvait alerter la police à qui il serait ensuite facile de découvrir la véritable identité du jeune homme. Natalia appliquait très scrupuleusement les techniques de « conspiration », et jusqu'en mai tout se passa bien. Mais un jour qu'elle assistait à un rassemblement de partisans révolutionnaires dans les bois, à l'extérieur de la ville, la police débarqua, prévenue par un informateur. Natalia fut arrêtée en même temps que les autres, mais, fort heureusement pour Trotski, personne ne fit le rapprochement. Elle fut condamnée à six mois de détention[298]. Elle raconta elle-même avoir été assez bien traitée et même autorisée à prendre un bain par jour. Comme elle avait toujours été d'une propreté pointilleuse, elle entreprit de nettoyer sa cellule avec l'aide d'une condamnée de droit commun[299]. Elle fut libérée assez vite, à condition de se fixer à Tver, à cent cinquante kilomètres au nord-est de la capitale à vol d'oiseau, et de se soumettre aux contrôles réguliers de la police.

Pour des raisons de sécurité, évidemment Trotski ne pouvait pas la voir. L'Okhrana avait intensifié son activité et arrêté un grand nombre de camarades. Au milieu de l'été, conscient de la mauvaise tournure que prenaient les événements, il partit se réfugier incognito en Finlande, dans la petite ville de Rauha. Cette partie de la Scandinavie jouissait d'une certaine autonomie par rapport à Saint-Pétersbourg, et la police locale était connue pour son peu d'empressement à traquer les révolutionnaires en fuite[300].

Trotski fut parmi les premiers à proposer une stratégie

clairement définie. Dans le numéro de l'*Iskra* daté du 3 mars 1905, il avait publié une « lettre politique » appelant « à une insurrection de tout le peuple » qui aboutirait à la formation d'un gouvernement provisoire suivi d'une assemblée constituante[301]. Quinze jours plus tard, il clarifia sa position. On ne pouvait pas se contenter de déclencher la révolution, il fallait aussi l'organiser. Les mencheviks avaient tort, selon lui, de rejeter l'idée d'un « gouvernement ouvrier » émise par Parvus, pour qui le suffrage universel n'était pas une fin en soi, puisque la classe moyenne pourrait toujours arriver à trafiquer le système électoral. On ne quémait pas la liberté, on la gagnait. La bureaucratie et le corps des fonctionnaires devaient être éliminés[302]. Un simple soulèvement, comme le préconisaient les bolcheviks, ne suffisait pas, il fallait s'engager dans la « révolution permanente[303] ». Trotski reprenait la stratégie la plus récente de Parvus, notamment l'obligation pour le Comité central d'ordonner à chaque comité local d'établir un « organe militaire ». En cette période tumultueuse, le prolétariat se retrouvait en position d'exercer son « hégémonie », et le parti devait se tenir prêt à exploiter la situation.

Trotski reconnaissait que le gouvernement « ouvrier » ainsi propulsé n'aurait pas « la base sociale nécessaire pour soutenir une démocratie jacobine indépendante ». Il voulait sans doute dire que les jacobins de la Révolution française avaient pu mobiliser dans tout le pays une masse de gens issus des classes sociales inférieures. En Russie, la classe ouvrière était encore trop restreinte. Très bien, concluait-il, dans ce cas, les marxistes russes se battraient pour établir une dictature de l'élite révolutionnaire – et ce serait une dictature menée par le

parti ouvrier social-démocrate de Russie[304].

Sur la terreur, il s'exprima peu directement. Que serait-il arrivé si son « gouvernement ouvrier » avait vu le jour ? Des dizaines d'années plus tard, il revint sur sa position fondamentale : « Nous aussi nous étions pour la terreur, mais une terreur de masse organisée par la classe révolutionnaire[305]. » Pour défendre son point de vue, il ne s'encombra pas de références à Marx et Engels. Alors que Lénine s'appuyait ouvertement sur les fondateurs du marxisme comme autorité suprême, Trotski se centrait sur ses propres arguments ; les marxistes n'avaient qu'à tirer eux-mêmes les enseignements du passé, notamment de la Révolution française. Si on laissait entendre que ses idées et celles de Parvus n'avaient rien en commun avec la social-démocratie européenne, il le prenait mal. Le parti social-démocrate allemand, faisait-il remarquer, visait « la conquête du pouvoir par le prolétariat » ainsi qu'une « dictature de classe ». Il ne concevait pas que par « fétichisme » on choisisse des méthodes légales. Le peuple ne devait pas s'attendre à ce que cette période de transformation révolutionnaire fût de courte durée. Le Parti avait devant lui une longue période d'édification du socialisme. Les marxistes russes devaient s'engager dans la voie de la « révolution ininterrompue »[306].

Entre avril et mai, les bolcheviks tinrent leur propre congrès à Londres pour mettre au point leur stratégie ; la direction menchevique n'en finissait pas de débattre de questions politiques. À l'instigation de Lénine, la faction bolchevique évoluait vers un choix stratégique proche de la position de Parvus et de Trotski. Lénine préconisait un processus

révolutionnaire en deux étapes. La première serait d'introduire la démocratie électorale et le développement d'une économie capitaliste, comme Plekhanov l'avait toujours projeté. Mais, selon Lénine, on serait obligé d'établir une « dictature démocratique révolutionnaire provisoire du prolétariat et de la paysannerie ». Il n'avait pas suffisamment confiance dans les classes moyennes pour leur laisser jouer un rôle dans la direction politique du pays. Beaucoup ne manquèrent pas de remarquer combien cette idée se rapprochait du... trotskisme. Pour discerner leurs divergences, il aurait fallu examiner leur idéologie au microscope. Là où Trotski prévoyait une transformation révolutionnaire en une seule étape, Lénine en exigeait deux et, par là, il pouvait prétendre rester fidèle à l'orthodoxie marxiste russe. Autre question décisive : le rôle de la paysannerie. Pour Trotski, la réforme agraire était essentielle à l'efficacité de son « gouvernement ouvrier ». Lénine voulait élargir l'influence des paysans et suggérait une coalition avec les partis bénéficiant de l'appui des électeurs paysans.

Durant le long été 1905, les Romanov virent s'accumuler les difficultés. Dans l'industrie, les conflits se succédaient. Au sein de l'armée, les troubles n'étaient pas rares non plus. Les provinces de Pologne, de Géorgie et du nord du Caucase devinrent à peu près ingouvernables. Une grève générale débuta aux premiers jours d'octobre. Les ouvriers et intellectuels radicaux de Saint-Pétersbourg élirent un organe bientôt connu comme le soviet des députés ouvriers. Ses fonctions dépassèrent vite le cadre des négociations salariales pour relayer les aspirations fondamentales d'autogouvernement des masses populaires. Le 17 octobre, sur

les conseils du comte Witte qui, en tant que ministre des Finances dans les années 1890, avait été l'instigateur d'un développement industriel rapide, Nicolas II céda du terrain et publia un manifeste où il garantissait quelques libertés civiles et promettait la tenue d'élections législatives.

Pour les révolutionnaires, cette concession accordée par le tsar était à la fois galvanisante et effrayante. Certains signes indiquaient qu'une grande partie de l'opinion publique était prête à lui accorder le bénéfice du doute. Trotski était de ceux qui croyaient que le renversement de la monarchie et la révolution devaient rester les objectifs principaux :

Au lendemain de la publication du manifeste, le 18 octobre, plusieurs dizaines de milliers de personnes se rassemblèrent devant l'université de Saint-Petersbourg, excitées par la lutte et ivres de joie après leur première victoire. Du haut du balcon, je leur criai qu'on ne pouvait absolument pas compter sur ce demi-succès, que l'on avait affaire à un ennemi inconciliable, que des pièges étaient tendus tout autour de nous. Je déchirai le manifeste du tsar et en jetai les morceaux à la volée[307].

Du point de vue de Trotski, la pire des hypothèses était que les ouvriers renoncent à exiger la déposition du tsar. Pendant quelque temps, il s'installa en Finlande. Natalia fut autorisée à rentrer à Saint-Petersbourg, d'où elle prit contact avec lui. Ils se retrouvèrent quelques jours à Vyborg, à une centaine de kilomètres au nord de la capitale[308]. Pendant ce temps, la grogne révolutionnaire s'intensifiait. Trotski décida de prendre le risque de s'engager ouvertement dans l'activité politique en retournant à Saint-Petersbourg. Natalia aurait aimé faire de même, mais à l'époque sa santé ne le permettait pas[309]. Trotski choisit de concentrer ses efforts sur le soviet de Saint-

Pétersbourg, où il opéra sous le pseudonyme d'Ianovski.

Le président du soviet était le juriste Georg Nosar-Khroustalev. N'appartenant à aucun parti, il était heureux d'occuper cette fonction. Avec sa coiffure soignée et son col relevé, il n'avait rien d'un élément subversif présentant un quelconque danger[310]. Il resta en fonctions jusqu'à son arrestation, le 26 octobre. Les détracteurs de Trotski soupçonnèrent le révolutionnaire de convoiter le poste laissé vacant[311]. Lui-même, plus tard, s'attribua une influence plus grande qu'elle n'était à l'époque. Au soviet, mencheviks et bolcheviks coopérèrent mieux que son récit ne le dit, et apparemment seules quelques décisions lui sont dues personnellement[312]. Néanmoins, ses détracteurs, dont la plupart appartenaient à des factions du parti ouvrier social-démocrate de Russie, reconnaissaient en général qu'il savait se montrer à la hauteur de la situation. Tandis que la « politique de masse » faisait l'objet de discussions interminables, Trotski était le seul à agir. Bon orateur, il pouvait émouvoir son auditoire sans se mettre à transpirer abondamment, et soulevait l'enthousiasme sans difficulté. Il était intrépide : loin de se cacher, il mit les autorités au défi d'interdire le soviet. Aucune personnalité, dans son parti, n'est allée autant que lui au-devant du danger. Lorsqu'on l'accusa d'agir dans le seul but d'accroître sa popularité, il en fut outré, et à juste titre : comment croyait-on que se faisaient les révolutions ?

Ce manifeste d'octobre incita d'autres révolutionnaires émigrés à retourner en Russie, dans l'espoir d'y être en sécurité. Ce fut notamment le cas de Lénine, Martov et Tchernov. Certaines précautions demeuraient nécessaires : voyager avec de faux passeports, choisir soigneusement où

passer la nuit et qui mettre dans le secret. Leur destination, à tous les trois, était Saint-Pétersbourg. Lénine reconnut du bout des lèvres que Trotski méritait « par son travail remarquable et assidu » de diriger le soviet[313]. C'était un sentiment partagé par tous ceux qui assistèrent aux grands meetings dans la capitale. De l'avis général, le sort de la politique impériale se jouerait évidemment à Saint-Pétersbourg. Là se créaient encore de nouveaux journaux, les presses étaient ouvertes à tous, les divers partis tenaient boutique en public et les libraires vendaient une littérature subversive. Au moindre abus commis par les Romanov ou leurs partisans, des réunions publiques s'organisaient. Pour tous, marxistes et autres opposants, l'affrontement final avec la monarchie paraissait imminent.

Roman Goul, membre du soviet de Saint-Pétersbourg, faisait exception :

Dans sa manière de parler, Trotski était tout l'opposé de Lénine. Lénine arpentait la tribune. Trotski restait immobile. Rien dans le style de Lénine n'approchait l'éloquence fleurie dont Trotski inondait le public. Lénine ne s'écoutait pas. Trotski non seulement s'écoutait, mais en plus il s'admirait[314].

Goul avait aussi noté le soin extrême que Trotski apportait à son apparence, jusque dans le choix subtil de ses cravates. À ses yeux, il était l'incarnation même de la vanité, mais l'écrivain russe ne pouvait nier que, en tant que personnage public, il reléguait Lénine à l'arrière-plan.

Maintenant que Natalia et lui étaient réunis à Saint-Pétersbourg, la vie de Trotski retrouvait une certaine stabilité. Le couple avait loué une chambre au nom de M. et

M^{me} Vikentev. Le propriétaire était un spéculateur boursier dont les affaires ne cessaient de périlcliter depuis la tourmente qui avait secoué la bourse de Saint-Pétersbourg, au cours des mois précédents. Un jour, ils le trouvèrent dans tous ses états : il venait d'apprendre que les révolutionnaires, non contents de recruter parmi les ouvriers, tentaient maintenant d'attirer les concierges ! Ce coup-là sonnait le glas de la civilisation telle qu'il l'entendait. Il était tombé par hasard sur un article de Trotski, et sans savoir qu'il avait en face de lui son auteur en personne, il cria : « Si je tenais ce bagnard, je lui tirerais dessus avec ça ! » Il sortit alors un pistolet de sa poche et l'agita en l'air[315]. Les époux « Vikentev » gardèrent pour eux leurs opinions politiques, car ils n'avaient pas le temps de chercher un nouveau logement. Leur vie sociale était très restreinte. Pendant toute la durée du soviet de Saint-Pétersbourg, la politique constitua une activité dévorante ; il fallait aussi écrire des articles pour les quotidiens et intervenir dans les meetings. La chambre qu'ils louaient ne leur servait qu'à dormir et grignoter à la hâte.

Chaque jour Trotski faisait le tour des rédactions des nombreux journaux pour lesquels il travaillait alors :

Au soviet, je prenais la parole sous le nom d'Ianovski, en souvenir du village où je suis né. Mes articles de presse, je les signalais Trotski. Je dus collaborer à la rédaction de trois journaux. Avec Parvus, nous prîmes la direction de la *Rousskaïa Gazeta* [la « Gazette russe »], un tout petit journal que nous transformâmes en organe de lutte pour les masses. En quelques jours, son tirage passa de trente mille à cent mille exemplaires. Un mois plus tard, nous avions atteint le demi-million. Mais nos ressources techniques ne pouvaient suivre une croissance aussi forte. Finalement, nous ne nous sortîmes de cette situation contradictoire que grâce à une descente de police. Le 13 novembre, faisant bloc avec les mencheviks, nous créâmes un nouvel organe,

Natchalo [le « Commencement »], dont le tirage n'augmentait pas de jour en jour, mais d'heure en heure. Sans Lénine, le journal bolchevique *Novaïa Jizn* était plutôt terne. *Natchalo*, au contraire, eut un succès retentissant[316].

Trotsky écrivit l'éditorial du premier numéro de *Natchalo*[317]. Peut-être a-t-il surévalué le tirage de la *Gazette russe*, mais il était certainement en droit de dire que de plus en plus de Pétersbourgeois se ralliaient à ses idées.

Bolcheviques ou mencheviques, les factions connaissaient également des dissensions internes. Quelques mencheviks penchaient vers les stratégies de Parvus et de Trotsky[318]. Martov en était horrifié, lui qui ne jurait que par une coopération avec les constitutionnels-démocrates et autres libéraux. Les bolcheviks étaient aussi en plein désarroi : la plupart d'entre eux ne voulaient pas collaborer avec le mouvement ouvrier. Ils rejetaient même le soviet de Saint-Pétersbourg. Se considérant comme de vrais léninistes, ils donnaient priorité au Parti avant toute autre organisation représentant les intérêts de la classe ouvrière. Lénine, au contraire, voulait exploiter toutes les occasions qui se présentaient – ce qui signifiait s'impliquer dans les soviets et les syndicats. Il lui fallut quelques semaines pour convaincre les camarades[319]. Lui-même se contentait d'élaborer une stratégie et d'écrire des articles, sans prendre part aux activités du soviet pétersbourgeois. Il n'assista qu'à une ou deux réunions, en simple observateur, laissant le champ libre à Trotsky, le seul dirigeant du parti ouvrier social-démocrate de Russie qui œuvra pour former le noyau central du soviet.

La révolution balaya toute trace de polémique sur les « questions d'organisation ». L'activité politique en Russie

réclamait avant tout leur participation à lui et aux camarades. Trotski répondit plus vite que les autres. Tout à coup, il pouvait mettre sa théorie en pratique, et cette expérience était libératrice. Sous la pression des événements des dizaines de milliers d'ouvriers et d'intellectuels se rassemblaient dans les soviets et autres associations politiques : c'était un véritable phénomène de masse. Contrairement aux autres dirigeants du parti, Trotski n'était pas tenu de se référer à un groupe. Ni menchevik ni bolchevik, il se comportait en électron libre, pouvant agir et s'exprimer à sa guise.

Aucun scrupule idéologique ne l'empêchait de se lancer dans le travail avec les soviets. Les bolcheviks étaient handicapés par leur propre axiome : d'après eux, si les ouvriers étaient livrés à eux-mêmes, ils ne développeraient qu'une « conscience syndicale ». Ils refusèrent de s'impliquer dans leur soviet local jusqu'à ce que les militants acceptent officiellement le programme bolchevique. Les mencheviks étaient plus souples et prenaient part aux activités du soviet, mais ils restaient frileux, craignant de voir la classe ouvrière prendre des risques inconsidérés. Leur politique était de laisser la bourgeoisie à l'avant-garde de la lutte contre le tsarisme. Trotski jubilait, car les membres des deux factions coopéraient avec lui au soviet de Saint-Petersbourg. La méfiance persistante entre bolcheviks et mencheviks les maintenait dans des enclaves séparées. La stratégie de Trotski étant la plus ouverte chez les marxistes, il se félicitait que le « prolétariat » de Saint-Petersbourg refuse de se laisser berner par des promesses de réforme constitutionnelle. Les ouvriers n'avaient pas besoin d'être endoctrinés pour descendre dans la rue et manifester contre Nicolas II. Les

bolcheviks en étaient tout déconcertés, mais ils ne prêtaient pas pour autant la moindre attention aux appels à la prudence ; les avertissements des mencheviks sur le possible isolement de la classe ouvrière ne leur semblaient pas réellement fondés. Trotski était convaincu que la « révolution permanente » était dans l'air.

C'était sous-estimer les ressources dont disposait encore le gouvernement. Le règlement de comptes ne pouvait plus attendre. Il se produisit au cours du dernier mois de cette année tumultueuse, comme Trotski le raconta plus tard :

Au soir du 3 décembre, le soviet de Saint-Petersbourg fut encerclé par les troupes. Toutes les issues furent bloquées. Du haut d'une galerie où le comité exécutif tenait séance, je criai à des centaines de délégués rassemblés dans le hall : « Ne pas offrir de résistance, ne pas rendre les armes ! » Les armes n'étaient que des armes de poche, des revolvers. Alors, dans le hall des meetings cerné de tous côtés par des détachements d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, les ouvriers commencèrent à mettre leurs armes hors d'usage. D'une main experte, ils écrasaient les mausers avec les brownings et les brownings avec les mausers **[320]**.

Les dirigeants du soviet furent arrêtés. Pour Trotski, la révolution était terminée. Du moins pour l'instant.

Procès et châtiment

L'arrestation de Trotski et de ses camarades mit un frein au défi révolutionnaire. D'abord, Alexandre Parvus échappa à la prison et, selon Trotski, il aurait dirigé le soviet de Saint-Pétersbourg jusqu'au moment où il fut pris à son tour, en décembre 1905[321]. En réalité, l'organe ouvrier n'avait déjà plus d'existence et les autorités portaient leur attention ailleurs. En fin d'année, le soviet de Moscou tenta un soulèvement, vite réprimé par le gouvernement qui envoya l'armée mettre fin aux troubles paysans. La longue campagne de pacification dura jusqu'à l'année suivante. Des mutineries éclatèrent parmi les soldats qui revenaient du Japon par le Transsibérien après une guerre désastreuse. Les moujiks s'unirent contre les propriétaires terriens et les zones rurales devinrent le théâtre de scènes violentes. Lorsque la Douma d'État se réunit à Saint-Pétersbourg en avril 1906, son groupe le plus important, les troudoviks[322], exigea une réforme agraire. Les Cadets[323] s'installèrent en Finlande d'où ils appelèrent le peuple à résister à la conscription et à refuser les impôts – un bluff, estima le tsar. La guerre russo-japonaise avait pris fin avec le traité de Portsmouth en septembre 1905, et l'emprunt accordé par la France renflouait l'économie : l'ancien régime était rétabli.

Les dirigeants et militants du soviet de Saint-Pétersbourg furent détenus à la prison de Kresty jusqu'à leur transfert à la forteresse Pierre-et-Paul. C'est là que Pierre le Grand avait

fait enfermer et torturer son fils Alexis ; plus tard, quelques-uns des prisonniers politiques les plus connus en avaient été les hôtes. Finalement, Trotski fut dirigé avec son groupe sur la maison de détention préventive, où pendant quinze mois il occupa la cellule 462[324]. Les prisonniers enfilèrent la tenue carcérale, et ils apprirent qu'ils auraient droit à un procès public[325]. Ils ne furent soumis à aucune fouille corporelle (Trotski n'en subirait pas avant son internement dans un camp de concentration canadien en mars 1917)[326]. Ils faisaient de l'exercice tous les jours dans la cour de la prison, où ils parlaient entre eux. Ils pouvaient aussi recevoir quantité de visiteurs et lire à peu près ce qu'ils voulaient. Ils trouvèrent même le moyen de faire passer les textes qu'ils écrivaient à des journaux révolutionnaires clandestins : les porte-documents des avocats de Trotski démontrèrent en l'espèce leur utilité[327].

Trotski fréquentait la bibliothèque, où il emprunta les pièces de Shakespeare. Pour les ouvrages révolutionnaires, il dut s'adresser ailleurs, mais ce n'était pas un problème : il demanda à Saltykov de lui trouver *La Guerre civile en France*, de Marx, et d'autres de ses livres sur la Commune de Paris. Il voulait aussi des documents sur la « question agraire » en Russie et dans le reste de l'Europe, parmi lesquels des ouvrages controversés de Karl Kautsky, Piotr Maslov et Vladimir Lénine[328]. Selon les marxistes russes, il était nécessaire d'adapter la doctrine de Marx et Engels à la situation spécifique de la Russie, question à laquelle Trotski s'intéressa plus tard que les autres grands intellectuels. Ce n'était pas son domaine de prédilection et il ne termina jamais ses recherches sur la rente agraire[329] ; ses brouillons

disparurent peu après la révolution d'Octobre et il ne les retrouva jamais. Décidé cependant à bien employer son temps en prison, il se rua sur tout ce qui pouvait lui servir à élaborer son programme révolutionnaire. Il en résulta une brochure qui reste l'un de ses ouvrages les plus influents : *Bilan et Perspectives*. Avant de reprendre le sujet après 1917, lui-même la considérait comme sa formulation la plus aboutie de la théorie de la révolution permanente.

Trotsky restait un journaliste actif ; il était fier de son article « Piotr Strouve en politique », qui malmenait les libéraux les plus en vue, désireux de trouver un compromis avec le gouvernement[330]. C'était toujours un personnage important, dont plusieurs articles parvinrent jusqu'à la presse de la métropole. Mais sa force créatrice ne se limita pas à cela. Natalia lui rendait régulièrement visite et les deux amants pouvaient bénéficier d'une certaine intimité conjugale, bien que n'étant pas mari et femme au regard de la loi. La jeune femme tomba enceinte de leur premier enfant : Trotsky fondait sa deuxième famille.

Le parti ouvrier social-démocrate de Russie avait passé des mois à déterminer comment aborder le procès du soviet de Saint-Pétersbourg. Influencé par Martov, le Comité central avait conseillé aux prévenus de dire que la fondation du soviet n'avait d'autre but que d'atteindre les objectifs annoncés par la suite dans le manifeste d'octobre. Si l'État les condamnait, ce ne pouvait être que dans un esprit de vengeance. Selon Martov, les dirigeants du soviet avaient déjà assez souffert, ils méritaient la peine la plus légère. Mais cette année 1905 avait été une épreuve d'une telle ampleur pour le tsar que le châtement risquait d'être très sévère. La préoccupation

principale de Martov était de préserver la vie et la santé des accusés, afin qu'ils restent des militants en forme et utiles dès leur sortie de prison. Tous les procédés dramatiques susceptibles de contrecarrer cet objectif étaient à exclure. Trotski avait cependant son idée sur la conduite à tenir. Conscient de ses qualités d'orateur, il ne supportait pas les entraves que représentaient les instructions du Comité central et entendait suivre la tradition des révolutionnaires russes, pour qui un procès public était l'occasion d'assener leur propagande. Il ne se laisserait infléchir ni par Martov ni par le Comité central, et s'exprimerait haut et fort contre la monarchie, le gouvernement et le régime impérial, et au diable les conséquences !

Une fois de plus, il confia à Martov ses inquiétudes au sujet du menchevisme : les mencheviks ne disaient rien sur la police et n'avaient aucun programme concernant l'« organisation de l'auto-administration révolutionnaire ». Ils retombaient dans la stratégie et les tactiques des Cadets et les publications de Martov n'étaient, disait-il, que « bavardages maniérés ». Quant à Plekhanov, comment pouvait-il se contenter d'écrire ses sempiternelles critiques d'auteurs marxistes allemands, d'une parfaite inefficacité, comme Édouard Bernstein ? Si la tactique polémique des bolcheviks, trop rudimentaire à ses yeux, ne lui convenait pas, Trotski trouvait que Lénine avait raison de soutenir que l'optimisme révolutionnaire était nécessaire. À Martov, il avoua que, « en tant que social-démocrate, il se sentait plus proche [des bolcheviks] ». Il pria le leader des mencheviks de ne pas lui en faire grief, mais au contraire de respecter sa sincérité[331]. Mais il cherchait trop ses mots pour ne pas laisser transparaître sa détermination à

continuer dans la voie qu'il s'était tracée pour faire avancer la cause révolutionnaire – et Martov ne pouvait rien faire pour l'en empêcher.

Un événement inattendu vint perturber ses occupations à la maison de détention. La publicité qui entourait le futur procès détermina ses parents, qu'il n'avait pas vus depuis la visite de sa mère à la prison de Nikolaïev, à venir de leur province de Kherson assister aux audiences. Ils étaient naturellement fort inquiets sur l'issue du procès, d'autant plus que Trotski leur annonça qu'il risquait une peine de travaux forcés. Sa mère fit front, persuadée que la cour serait clément et lui adresserait peut-être même des éloges publics pour ses activités au soviet[332]. Son père se montrait plus réaliste et plus stoïque, et en même temps étrangement heureux pour son fils. Trotski était quelque peu déstabilisé par ces réactions, autant que déconcerté par l'attitude d'Alexandre Parvus. Celui-ci le rejoignait souvent lors de la promenade quotidienne et il lui avait fait part de son projet de s'évader avant le début du procès. Trotski refusa de s'en mêler. Il se cantonnait à son objectif : obtenir un regard positif, sur le parti ouvrier social-démocrate comme sur lui-même, par sa prestation devant la cour. Le plan de Parvus s'effondra car les surveillants découvrirent des outils dans la bibliothèque de la prison. Le gouverneur décida d'étouffer l'affaire, soupçonnant l'Okhrana – à tort – d'avoir elle-même disposé ces preuves pour obtenir un durcissement des conditions de détention[333].

Le procès s'ouvrit le 19 septembre 1906. D'importantes forces de police avaient été mobilisées dans toute la capitale. Les cinquante-quatre accusés se conduisirent avec dignité. Les

avocats de Trotski, Zaroudny et Maliantovitch, désignés d'office, n'en étaient pas moins compétents et partageaient son opposition aux Romanov. Ils rejoignirent d'ailleurs le gouvernement provisoire en 1917[334].

Trotski et ses compagnons n'étaient convenus d'aucune ligne de défense officielle. Lui-même prononça un discours moins violent qu'il n'en avait l'intention. Comme d'habitude, il tomba en syncope[335]. Dans un chef-d'œuvre de rhétorique digne d'un maître du barreau, il déclara que le Dimanche rouge avait été l'élément déclencheur de l'action ouvrière : « Notre intention est de prouver que l'agresseur était le gouvernement et que nous n'avons fait que nous défendre. » Le tsar et ses ministres comptaient sur ce procès pour désolidariser les ouvriers des révolutionnaires, « comme Pierre avait renié le Christ[336] ». Leurs attentes furent déçues. La vérité n'était plus un secret : seule une révolution socialiste était en mesure de défendre les intérêts du peuple ouvrier.

D'un côté, il y a la lutte, le courage, la vérité, la liberté...
De l'autre, la fourberie, l'ignominie, la calomnie, l'esclavage...
À vous de choisir, citoyens[337].

Ce discours reçut un accueil favorable dans les milieux révolutionnaires. Trotski avait appris que, dans un conflit, chacun préfère croire qu'il n'est pas l'agresseur. Les accusations morales portées contre l'ennemi font monter la tension ; et Trotski, en bon lecteur de Schopenhauer, avait développé sa faculté à manipuler la rhétorique. Il voulait à tout prix éviter qu'on l'oblige à se taire ou qu'on lui réserve la plus lourde des sentences. Au moins sur ce point était-il d'accord avec Martov : la liberté de parole ne devait pas revêtir une

allure suicidaire.

La cour l'autorisa à exposer ses contre-accusations. Il affirma que les autorités impériales étaient impliquées dans les récents pogroms contre les communautés juives de la zone de résidence. Il reconnut même que le soviet avait pris les armes contre cette « forme de gouvernement ». Confronté aux témoins à charge, il déploya un arsenal de sarcasmes, particulièrement à l'intention du directeur général de la gendarmerie[338]. La presse relata ses propos : de nouveau, il se trouva sous les projecteurs de l'actualité politique.

Le tribunal rendit son verdict le 2 novembre. À la lumière de tous les témoignages, les prévenus furent jugés non coupables d'insurrection. Mais la cour les condamna pour subversion, un chef d'accusation moins grave qui leur valait quand même la déportation à vie et la perte de tous leurs droits civils. À leur grand soulagement, ils avaient échappé aux travaux forcés. Ils quittèrent le tribunal pour la grande salle commune du dépôt de Moscou, en attendant de connaître leur destination. Trotski enrageait : les camarades étaient si bruyants qu'il ne pouvait pas écrire, lui qui était incapable de passer une journée sans prendre la plume[339]. Il aspirait à un rythme plus tranquille et ne se laissa même pas troubler par un autre grand changement survenu dans sa vie : le 24 novembre 1906, Natalia donna naissance à un garçon. Ils l'appelèrent Lev et, très vite, la famille l'appela Liova, comme son père[340]. Trotski n'en resta pas moins concentré sur son œuvre littéraire. Dans ses mémoires, il ne consacra que quelques mots à l'arrivée de cet enfant, le premier que lui donnait Natalia.

L'Histoire du soviet des députés ouvriers parut rapidement,

rédigée essentiellement par ses anciens membres, en attendant le verdict. Comme les autres contributeurs, Trotski s'était montré prudent de peur de donner des arguments au ministère public. Il démentit l'accusation selon laquelle il aurait tenté de fomenter une insurrection. Personne n'avait apporté la preuve que la direction du soviet avait armé les ouvriers de la capitale. Il contesta la légitimité d'un jugement qu'il considérait comme un simulacre de justice[341] : bel exemple de sophisme, car toute l'assistance dans la salle d'audience savait pertinemment qu'il avait passé l'année 1905 à convaincre les camarades de se révolter contre le gouvernement.

Il n'acceptait pas l'idée que le soviet de Saint-Pétersbourg avait échoué parce que lui, Trotski, avait restreint ses appels à la classe ouvrière. Il estimait au contraire que cette orientation stratégique était un atout, car la « bourgeoisie libérale » ne serait jamais d'aucune aide dans le renversement de la monarchie. Le soviet avait échoué faute d'avoir convoqué un congrès panrusse des délégués ouvriers avant les arrestations massives lancées par le gouvernement. Ce congrès aurait permis la création d'un soviet panrusse des députés ouvriers : « Inutile de dire que l'essentiel ne se situe pas au niveau des individus ni des détails de son organisation ; il s'agit plutôt de centraliser démocratiquement la direction de la lutte du prolétariat pour transférer le pouvoir au peuple[342]. » Ce n'était pas là du meilleur Trotski. On eût dit qu'il se laissait emporter par son enthousiasme. Selon lui, les révolutionnaires devaient se préparer à un autre affrontement avec le régime impérial. Ses objectifs étaient clairs : dissolution de l'ancienne armée, suppression de l'« appareil bureaucratique et

policier », instauration de la journée de huit heures et transformation des soviets en « organes d'auto-administration urbaine révolutionnaire ». Ce modèle serait étendu au monde rural, avec formation de soviets de députés paysans[343].

En quelques paragraphes, il dessinait la stratégie qu'il observerait en 1917, tout en admettant le caractère schématique de ses propositions :

Un plan comme celui-là est plus facile à concevoir qu'à réaliser. Mais le destin de la révolution est d'aller vers la victoire, le prolétariat ne peut pas éviter de s'engager dans cette voie qui débouchera sur une action révolutionnaire comme jamais encore on n'en a vu ici-bas. L'histoire des cinquante jours [du soviet] apparaîtra comme une page presque blanche dans le grand livre de la lutte et de la victoire du prolétariat[344].

Il lui semblait évident que les ouvriers seraient les meneurs de cette campagne. Soldats, paysans et classes inférieures urbaines seraient entraînés dans la lutte : sans eux, pas de victoire possible. Si la parole de Trotski fut jamais prophétique, ce fut dans cette brève introduction rédigée pour l'histoire collective du soviet de Saint-Pétersbourg.

Au début de l'année, l'ordre de déportation arriva. Les détenus ne connaissaient toujours pas leur destination. L'officier commandant le convoi prétendait lui-même ne rien savoir[345]. Le 5 janvier 1907, Trotski et treize autres exilés quittèrent la maison de détention pour monter à bord d'un train, dans un wagon de troisième classe. Chacun d'eux avait sa couchette et pouvait regarder à travers les barreaux des fenêtres[346]. En chemin, ils s'arrêtèrent vingt-quatre heures dans la prison de Tioumen, où ils passèrent quelques commandes auprès des magasins de la ville, avant d'être

emmenés vers Tobolsk en traîneau à cheval, escortés de cinquante-deux soldats. Ils progressaient lentement, pas plus de quinze kilomètres par jour, car on était en plein milieu de l'hiver sibérien[347]. Juste avant Tobolsk, on leur annonça dans quel village ils allaient purger leur peine. Le groupe de Trotski apprit que sa destination était le district d'Obdorsk, sur le Cercle arctique[348]. L'information causa une certaine anxiété chez les intéressés, surtout lorsqu'ils apprirent que leur lieu de résidence ne serait pas Obdorsk, le centre du district, mais Khe, à quatre cent cinquante kilomètres plus au nord. Les seuls habitants de l'endroit étaient des trappeurs « indigènes ». La colonie ne comptait qu'une demi-douzaine de yourtes. Ils allaient vivre dans des conditions très éprouvantes : pas d'isba, des communications très irrégulières et des températures extrêmes, été comme hiver.

Leur seule consolation fut le traitement que leur réserva l'escorte, plus doux à mesure qu'ils avançaient vers le nord[349]. Malgré tout, le trajet fut pénible : ils durent parcourir plus de mille kilomètres après Tobolsk avant d'atteindre Berezov dans la soirée du 11 février, trente-trois jours après avoir quitté Saint-Petersbourg. Depuis Tobolsk, ils avaient couvert plus de soixante-dix kilomètres par jour en suivant le cours de l'Irtych, puis de l'Ob. Les autorités leur accordèrent un répit avant la dernière étape du voyage, le long de l'Ob, en direction d'Obdorsk[350]. Ils reprirent quelques forces dans la prison de Berezov, nettoyée spécialement pour eux. Les autorités leur avaient même préparé une table avec nappe et chandeliers. Trotski trouva ces attentions « presque touchantes[351] ».

C'était le moment ou jamais de s'évader. Il n'avait

aucunement l'intention de continuer en direction d'Obdorsk s'il pouvait l'éviter ; aussi feignit-il d'être malade pour retarder son départ. Suivant les conseils d'un médecin compatissant, il simula une sciatique. La profession médicale comptait de nombreux praticiens radicalement opposés au gouvernement et tout à fait prêts à aider ses ennemis. Excellent comédien depuis toujours, Trotski convainquit la police qu'il n'était pas en état de continuer. Après un examen médical, il fut transféré à l'hôpital, où le médecin lui prescrivit des promenades régulières. Il trouva l'occasion d'examiner les différentes possibilités d'échapper à la captivité avec l'aide de Dimitri Svertchkov, son ami et admirateur au soviet de Saint-Pétersbourg[352]. L'itinéraire le plus simple passait par le sud, vers Tobolsk, mais les autorités le savaient aussi bien que lui, aussi préféra-t-il se diriger directement vers l'ouest, même s'il fallait traverser des régions beaucoup plus hostiles, couvertes de forêts enneigées. Il comptait que les forces de l'ordre ne soupçonneraient jamais personne d'être assez téméraire pour se lancer dans une telle aventure[353].

Il était impératif de se procurer de bons vêtements, des provisions, un faux passeport et un guide fiable. Svertchkov se tourna donc vers Faddei Rochkovski, un vétéran de l'armée exilé à Berezov depuis plusieurs années et tout à fait disposé à aider la cause révolutionnaire. Rochkovski trouva un informateur surnommé Pied-de-Chèvre, qui le dirigea vers un guide zyriane. Les Zyrianes étaient une population locale. Par précaution, le guide ne fut pas informé de son statut de prisonnier politique. L'épouse de Svertchkov prépara de bonnes réserves pour le voyage et Trotski se procura une pelisse, des gants et des cuissardes en fourrure pour se

protéger et dissimuler son identité. Il devait voyager en traîneau tiré par des rennes, qu'à la fin de leur long périple, il laisserait au Zyriane, avec sa pelisse[354].

Les deux hommes convinrent de tenter l'opération le 20 février 1907, à la faveur d'un spectacle d'amateurs donné à la caserne[355]. Trotski assista au début de la représentation. Apercevant le chef de la police, il déclara se sentir beaucoup mieux et serait bientôt capable de partir pour Obdorsk. Il s'éclipsa vers minuit, passa chez Svertchkov pour raser son bouc avant de grimper sur le traîneau. Il s'était fait pousser la barbe en 1905, et la police le connaissait sous ces traits. Grâce à son changement d'apparence physique et à ce plan bien pensé, tout marcha à la perfection, à ceci près que le Zyriane, quelque peu aviné, était à peine capable de leur indiquer le chemin. Mais Trotski n'avait pas l'intention d'en rester là : ivre ou non, l'homme devait s'acquitter de sa mission. La chance était avec eux. Pendant deux jours entiers, personne ne remarqua la disparition du prisonnier. La police supposa qu'il habitait chez Svertchkov, et la vieille femme qui avait l'obligeance de leur faire la cuisine jura qu'il mangeait tout ce qu'on lui présentait[356]. Toutefois, pour ceux qu'il laissa derrière lui, les conséquences de son geste furent désastreuses. On arrêta Svertchkov et ses camarades, qui furent immédiatement expédiés dans la froidure sinistre d'Obdorsk. Le chef de la police fut appréhendé lui aussi et accusé de complicité[357]. C'était un bel exemple d'abnégation : les camarades de Trotski, le considérant comme l'une des cartes maîtresses du Parti, avaient décidé de l'aider à en rejoindre la direction à l'étranger. La cause passait avant tout, au risque d'aggraver leur peine.

Les rennes menèrent le convoi à un train d'enfer[358]. Les guides successifs de Trotski buvaient tous copieusement. Lui-même, assez sobre, était étonné de les voir avaler sans ciller de l'eau-de-vie à 95 degrés et n'ajouter du thé à leur vodka que très occasionnellement[359]. Les yourtes se succédaient et les forêts n'en finissaient pas. Partout la neige. Vers la fin du voyage, Trotski commença à se sentir gêné de toujours mentir au Zyriane sur son identité, mais ses remords de conscience finirent par disparaître et il parvint à tenir sa langue[360].

Sitôt arrivé dans la province d'Arkhangelsk après avoir traversé l'Oural, il envoya un télégramme à Natalia pour lui dire qu'il était en route. À l'époque, elle vivait à Terijoki, juste après la frontière finlandaise, à seulement quarante-cinq kilomètres au nord de la capitale russe. Il lui demanda de venir le rejoindre à Samino, sur la ligne de chemin de fer Viatka-Kotlas. C'était à plus de mille kilomètres à l'est de Saint-Pétersbourg et il fallait qu'elle se rende d'abord à Viatka avant de continuer sur Samino. Pendant ce temps-là, il emprunterait la même ligne en partant de Kotlas. Natalia confia le petit Liova à des amis et se mit en route. Dans sa précipitation, elle en oublia le nom de la gare. C'est du moins la version de Trotski, car selon elle, il ne lui avait pas précisé l'endroit où ils devaient se retrouver. Elle eut cependant la bonne idée de se rendre à Samino, après avoir entendu, dans une conversation entre deux marchands, que les deux trains s'y croisaient toujours[361]. Une fois arrivé en gare, Trotski la chercha sur le quai, sans voir qu'elle courait le long de la voie en regardant par les fenêtres des wagons. Elle finit par repérer ses affaires et monta le rejoindre. Ils s'embrassèrent longuement, tout à leur nouveau bonheur triomphant. Puis ils continuèrent sur

Viatka et Saint-Pétersbourg, où ils passèrent la nuit chez des amis avant de rejoindre le domicile de Natalia à Terijoki, où il put enfin faire la connaissance de son petit garçon.

En 1906, Terijoki était le repaire favori des révolutionnaires obligés de se cacher et de récupérer, mais depuis le durcissement de la répression, il était risqué de s'y attarder quand on était un fugitif connu. Après quelques jours, les Trotski partirent pour Ogilbyu, un petit village de Finlande à proximité d'Helsinki. Pour se détendre, il écrivit l'histoire de ses récentes aventures, *Là-bas et puis retour*. Ce petit livre renferme quelques-unes de ses plus belles descriptions de la nature – seule son autobiographie rivalise à cet égard. Avec beaucoup de joie, il raconta combien les autorités s'étaient facilement laissé bernier. Il avait aussi une raison pratique d'écrire cet ouvrage : l'à-valoir qu'il recevrait sur ses droits d'auteur allait leur permettre de fuir à l'étranger[362]. Réunis de nouveau, Lev et Natalia se promenaient dans les forêts de peupliers et de sapins en faisant des batailles de boules de neige. Ils respiraient l'air pur et le parfum piquant des arbres. Pour eux qui n'avaient jamais vraiment eu de vacances « russes » ensemble, ce séjour en Finlande en tint lieu jusque bien après la révolution. Natalia se rendait à Helsinki pour y faire ses courses et acheter livres et journaux. À cette époque, Trotski s'était pris d'intérêt pour une revue satirique allemande, *Simplicissimus*, et Natalia la lui rapportait[363].

C'est ainsi qu'ils passèrent le temps avant d'émigrer de nouveau. Trotski partit le premier et Natalia suivit quelques semaines plus tard. Pour éviter d'éveiller l'attention de la police, ils avaient décidé de voyager séparément, laissant leur

petit Liova aux bons soins d'un ami finlandais, le
D^r Litkens[364].

Émigré, encore...

Trotsky décida de s'installer à Vienne. Ce choix de la capitale autrichienne indiquait clairement son désir de se trouver près de la base des factions émigrées. Là, il allait pouvoir agir à sa guise. Poursuivre plus efficacement son activité politique en se concentrant sur ce qu'il savait faire. Occuper la majeure partie de son temps à écrire et à publier, loin des querelles partisans de la Suisse. L'époque était aux conflits organisationnels : bolcheviks et mencheviks s'opposaient comme si les tentatives de réunification de 1906 et 1907, à Stockholm et à Londres, n'avaient jamais eu lieu. Les deux factions faisaient apparaître chacune des divisions. Trotsky était consterné, dégoûté, désorienté. Pressé de coopérer avec un groupe ou un autre, il refusa.

Le fief des Habsbourg était un havre de paix pour les émigrés politiques russes. La rivalité entre Saint-Pétersbourg et Vienne poussait le gouvernement autrichien à traiter en ami tout opposant aux Romanov. Vienne illustrait brillamment la magnificence européenne, et pourtant l'Autriche-Hongrie était loin d'avoir achevé sa transformation économique. La puissance militaire de l'Allemagne et celle de la Russie dépassaient la sienne. Le gouvernement autrichien, tel que Kafka et Karl Kraus l'ont présenté dans leurs romans et essais, était notoirement arbitraire et vénal. L'empereur François-Joseph négligeait les signes de faiblesse de son empire. Le vieux monarque, qui régnait depuis 1848, estimait que les

difficultés étaient transitoires. Son plus cher désir était d'annexer à l'Europe certaines parties de l'Empire ottoman pour résister à une éventuelle tentative russe d'expansion vers l'est : il n'était pas monté sur le trône de ses ancêtres pour accompagner sa ruine. Pourtant, les marxistes européens considéraient Vienne comme le bastion du mouvement ouvrier. Les faubourgs de la ville grouillaient d'usines aux cheminées fumantes, qui fabriquaient quantité de produits industriels. Sept gares de chemin de fer reliaient la capitale aux villes de l'empire et d'ailleurs. Trotski avait le sentiment d'atteindre l'un des grands centres de la lutte révolutionnaire. Si un conflit politique majeur prenait corps en Autriche, ce serait là.

En attendant l'arrivée de Natalia, il chercha un logement et termina le récit de son évasion[365]. Il avait un besoin compulsif d'écrire ; il en serait de même dix ans plus tard, en 1916, après son expulsion de France, puis d'Espagne[366]. Il appréciait l'apport financier que cette activité lui procurait, mais l'argent n'était pas sa seule motivation. L'écriture lui permettait aussi de garder son prestige au sein de la direction du Parti, et en même temps de rallier des adeptes grâce à quelques messages politiques dont il émaillait judicieusement sa prose.

L'itinéraire de Natalia passait par Berlin, où Trotski la rejoignit pour l'accueillir à sa descente du train. Ils filèrent ensemble sur Dresde, où les attendaient Parvus et sa femme. Sa forte corpulence n'empêchait pas Alexandre Parvus de se livrer avec bonheur aux joies de la randonnée, et Trotski accepta sa proposition de partir en excursion dans les monts de Bohême, au-dessus de Hirschberg, près de la frontière

austro-hongroise. Ils y eurent de longues discussions quotidiennes sur la politique. Parvus aimait les échanges. Membre du parti social-démocrate allemand, il s'étendait longuement sur les impressions laissées par ses dirigeants, qu'il accusait sans détour d'avoir perdu leur ferveur révolutionnaire[367]. Trotski et Natalia, qui les connaissaient, ne partageaient pas encore la piètre opinion de leur camarade, et ils se contentaient de l'écouter respectueusement sans céder à son scepticisme. L'air pur et les paysages vivifiants leur firent de toute façon beaucoup de bien à tous les trois, et Trotski, ayant retrouvé son mentor, sentit se renforcer sa conviction qu'un gouvernement « ouvrier » restait la meilleure solution pour la Russie. Revigoré par ses vacances, il entama le tour des groupes marxistes russes du sud de l'Allemagne. À son retour, Natalia partit chercher le petit Liova à Saint-Pétersbourg pour le ramener en Autriche[368].

À Vienne, ils retrouvèrent d'anciens amis, dont Semen Kliatchko, Juif originaire de Vilnius et futur membre éminent du parti social-démocrate autrichien[369]. Ils renouèrent aussi avec Adolf Ioffé, arrivé en 1908 pour étudier la psychiatrie sous la direction d'Alfred Adler, spécialiste de renommée mondiale[370]. Ioffé était un militant bien placé au parti ouvrier social-démocrate, et Adler et sa femme appartenaient au cercle d'amis du couple Trotski. Le nouvel émigré reprit également contact avec des leaders marxistes autrichiens comme Victor Adler et son fils Friedrich. Sa silhouette devint bientôt familière, car il fréquentait régulièrement le Café central – et, qui sait, peut-être goûta-t-il aux fameuses Sachertortes ! En buvant son café et en lisant son journal, il pouvait y rencontrer les sommités viennoises de

l'époque, notamment les écrivains Peter Altenberg, Hugo von Hoffmannsthal et Leo Perutz. Le remarquable essayiste et satiriste Karl Kraus y passait des heures, dit-on, à discuter des détails de la publication de sa revue, *Die Fackel*. Trotski préférait l'Europe centrale au reste du continent. À ses yeux, Berlin était infiniment supérieur à Londres[371], et il n'avait pas trop de temps à consacrer à Paris. Pour finir, la capitale qu'il préférait, c'était Vienne. Seul Odessa exerçait sur lui une fascination analogue.

Fin avril 1907, il donna une série de conférences à Paris et à Genève avant de se rendre au cinquième congrès du Parti, qui se tenait à Londres. Il avait beaucoup à dire et à écrire. D'abord opposé à la participation du Parti à la première Douma d'État, il avait reconsidéré sa position et plaidé pour une présence pleine et entière aux élections suivantes. Il n'attendait pas grand-chose de ces séances, mais il ne voyait pas non plus l'intérêt de les boycotter[372]. Dans *In Defence of the Party*, écrit au début de l'année et publié chez plusieurs éditeurs de Saint-Pétersbourg, il dispensait un certain nombre de recommandations pratiques. Il conseillait notamment qu'en période de repli politique les marxistes sautent sur toutes les occasions qui se présentaient. Il revenait de plus en plus souvent sur l'importance du rôle de la paysannerie dans le succès futur de la révolution en Russie. Le Parti devait prendre contact avec les moujiks et les convaincre que leur salut passait par une alliance avec la classe ouvrière[373]. Comme auparavant, il reprochait aux bolcheviks le schématisme et l'intolérance de leurs manœuvres, et aux mencheviks leur trop grande souplesse envers les libéraux[374]. Il déniait que le parti ouvrier social-démocrate

de Russie soit uniquement composé d'intellectuels, mais affirmait qu'il y avait beaucoup à faire encore pour qu'il retrouve son dynamisme d'autrefois[375].

À Londres, on ne lui accorda qu'un rôle consultatif. Ayant déclaré n'appartenir à aucune faction, il ne pouvait représenter aucun parti reconnu. De toute façon, avec *In Defence of the Party*, il ne risquait pas de s'attirer beaucoup d'amis. Mais il était ravi de faire cavalier seul. Dès le début du congrès, il fit tout pour empêcher les deux factions de chercher à prendre le dessus l'une sur l'autre[376]. Quand il entendit un menchevik parler de lui comme du « leader de la faction menchevique » de Saint-Pétersbourg, au cours des derniers mois de 1905, il ne cacha pas sa contrariété[377]. Dès qu'on lui donna la parole, il fustigea les stratégies des deux camps et conclut sur un appel à l'unité[378]. Des deux côtés, les attaques redoublèrent, si bien qu'il jugea vain de proposer un compromis sur l'activité des partis en Russie. Nouvelle volée de bois vert[379]. Loin de déclarer forfait, il se déclara en accord avec Rosa Luxemburg, une Juive polonaise membre de la formation sociale-démocrate allemande : le Parti ne devait montrer aucune indulgence pour les libéraux et autres « partis bourgeois »[380]. Ce faisant, il ne réussit qu'à s'attirer les foudres des mencheviks et des bundistes ligüés contre lui. Un moment, Lénine se rapprocha de lui et se déclara prêt à passer sur cette hérésie de « révolution permanente »[381].

Trotsky refusa la main tendue. Remarquant les conflits qui divisaient les bolcheviques, au sujet de la Douma et de la question agraire, il tarabusta Lénine pour avoir voté contre sa propre faction, puis l'accusa d'« hypocrisie », ce qui lui valut un rappel à l'ordre[382]. Lors du débat sur le soviet de Saint-

Pétersbourg, on ne lui témoigna aucune admiration pour son exploit de 1905[383]. S'il produisit une forte impression au Congrès, il ne s'y fit pas d'amis : tout le monde reconnut l'éloquence, mais aussi la satisfaction évidente de l'avocat de l'unification à créer la controverse et à semer la zizanie.

L'échec de Trotski aux élections du Comité central, à l'occasion du congrès, ne causa aucune surprise. De retour à Vienne, il était déterminé à se poser comme indépendant au sein du parti ouvrier social-démocrate de Russie. Pendant quelque temps, les Trotski passèrent d'un appartement à l'autre. Ils vécurent d'abord à Hütteldorf. Puis, le loyer augmentant, ils s'installèrent à Severing et enfin dans l'appartement n° 2 d'un immeuble situé au 25, Rodlergasse, dans un quartier ouvrier près de Döbling. C'était un deux-pièces avec cuisine et salle de bains[384]. À la fin du mois de juin 1907, Natalia tomba de nouveau enceinte et, le 20 mars de l'année suivante, elle donna naissance à leur second fils, Sergueï. Le nouveau-né n'eut pas l'heur de plaire à son grand frère Liova, qui se plaignit d'être réveillé la nuit par les cris du bébé. Trotski, pour le moins dépité lui aussi car il espérait que Natalia le seconderait encore dans sa carrière politique, constatait qu'elle consacrait ses journées à ses enfants. Très déterminée, cependant, la jeune femme se mettait au travail tout de suite après les avoir couchés. Les petits étaient persuadés que leur mère ne dormait jamais. L'argent ne manquait pas vraiment, mais le couple devait faire attention, plus qu'avant, en tout cas[385].

La mère et le père de Trotski furent parmi les premiers étrangers à leur rendre visite. En 1907, ils amenèrent la petite fille que Trotski avait eue d'Alexandra, Zina, âgée de cinq ans.

La famille menait une existence compliquée. À l'époque, Zina vivait avec Ielizaveta et son mari, à leur domicile de la rue Gryaznaïa, à Kherson. Alexandra leur écrivait régulièrement[386]. Trotski n'avait pas vu sa fille depuis qu'il l'avait laissée en Sibérie, alors qu'elle n'était encore qu'un bébé. L'enfant avait hérité de la couleur de ses yeux et de ses cheveux, ainsi que de la forme de son visage. Tout de suite, la petite fille ressentit pour son père une « piété dévorante[387] ».

Trotski publia un recueil de ses articles parus en 1905-1906, notamment *Bilan et perspectives*[388]. Pour les lecteurs allemands, il en rédigea une version plus étoffée, *Russia in Revolution*. L'ouvrage, intitulé *1905* en anglais, ne serait publié en Russie qu'en 1922[389]. Son auteur se référait constamment à la Révolution française et, s'il se refusait à imiter les jacobins et leur « utopie », il admirait leur zèle[390]. Que voulait-il dire exactement par là ? Ce qu'il fallait à la Russie, c'était l'instauration d'une dictature du prolétariat orchestrée par le parti ouvrier social-démocrate, la création d'un « gouvernement ouvrier » et l'adoption, par conséquent, d'une stratégie de « révolution ininterrompue » (ou « révolution permanente », selon la formule qu'il choisit plus tard)[391]. S'il avait une belle plume, c'était là son point fort, il ne s'attardait pas sur la plupart des questions qui intéressaient l'élite intellectuelle du Parti. Les débats faisaient rage – sur l'épistémologie, les changements à apporter au développement agraire en Russie et la façon la plus souhaitable d'utiliser la Douma d'État. Ils redoublèrent d'intensité à mesure que les adversaires s'aperçurent que la Russie n'entrerait pas de sitôt dans de nouvelles turbulences

révolutionnaires : le gouvernement s'était ressaisi et avait réussi à restaurer son autorité. Trotski était indifférent aux modes. Ce qui l'intéressait surtout, c'était de réaffirmer et de parfaire la stratégie ébauchée en 1905.

Il accordait beaucoup d'importance aux aspects négatifs de l'évolution historique en Russie. Contrairement à l'Europe occidentale, « le peuple russe n'avait pas reçu l'héritage culturel de l'Empire romain ». Pas plus qu'il n'avait vécu la Renaissance. L'invasion mongole au XIII^e siècle avait eu pour effet d'hypertrophier le pouvoir de l'État, qui avait persisté longtemps après le retour à la souveraineté russe. La campagne d'industrialisation de Pierre le Grand avait nécessité une augmentation frénétique de la fiscalité et limité l'ascension d'une classe moyenne. L'individualisme, condition essentielle au développement capitaliste et à la résilience des citoyens à l'Ouest, n'avait pas pu prendre racine en Russie[392].

Salué par les lecteurs des générations suivantes comme un observateur original du passé russe, Trotski reprenait en réalité les idées formulées depuis la seconde moitié du XIX^e siècle par les historiens libéraux de tendance occidentaliste. Lui-même, cependant, ne prétendait à aucune originalité intellectuelle, et il se serait couvert de ridicule s'il avait essayé. En revanche, il avait pour lui verve, clarté et cohérence. Les classes dirigeantes étaient de retour en Russie, la paysannerie avait été réduite à l'abrutissement et les non-Russes étaient tenus dans une ignorance humiliante : s'il restait un espoir, il était du côté de la classe ouvrière, vouée à reprendre la lutte[393]. Trotski en était sûr : son optimisme était justifié. Le « retard » des Russes pouvait devenir un

avantage. Il rappelait à son lecteur que lors de la Commune de Paris, dans la capitale française « petite-bourgeoise », le peuple parisien n'avait pas eu de mal à s'emparer du pouvoir et à instaurer des réformes de nature socialiste. Quelques semaines plus tard, la Commune avait été vaincue, mais en Russie les marxistes seraient capables d'aller plus loin et de mettre sur pied toute une société socialiste. Que la bourgeoisie n'ait pas encore bien consolidé son pouvoir rendrait les choses plus faciles qu'en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. À l'appui de ces déclarations pleines de confiance, il citait Kautsky[394].

Il se démarquait de Lénine, de Bogdanov et de Plekhanov en prétendant que son marxisme à lui coordonnait de manière cohérente la politique, l'économie, la sociologie, la culture et la philosophie. Intellectuellement, il passait d'un thème à l'autre sans éprouver le besoin de systématiser sa pensée. Si les trotskistes finirent par le situer sur le même plan que Lénine, en tant que théoricien marxiste antérieur à la Grande Guerre, personne, avant 1914, ne le percevait comme tel. Il était surtout considéré comme un chroniqueur remarquable : personne au Parti n'avait sa culture ni son style élégant et sarcastique ; et personne ne mit autant d'énergie que lui à réunifier le Parti au début des années 1920. En matière de stratégie, les recommandations de Parvus et de Trotski étaient certainement uniques et, après le départ de Parvus, qui avait fui son exil sibérien pour se rendre à Istanbul et s'occuper de ses affaires, Trotski resta seul pour les défendre auprès des camarades marxistes de Russie. On ne savait pas trop que faire de lui. En tant que dirigeant du Parti, il était apparu comme un infatigable unificateur, jusqu'aux dernières

années précédant la Grande Guerre, quand il commença à poser des exigences sur les qualités requises pour entrer au parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Il refusait de se laisser atteindre par l'attitude glaciale des autres dirigeants à son égard, tout en reconnaissant que le ton de ses critiques avait pu blesser des camarades[395]. Mais, plaidait-il, il agissait dans l'intérêt du parti : « Mencheviks, bolcheviks ? Personnellement, je me sens aussi proche des uns que des autres. Je travaille en liaison étroite avec les uns comme avec les autres, et je suis également fier de toute action révolutionnaire du Parti, quelle que soit la faction en ayant assumé le rôle principal[396]. » L'unité du Parti demeurerait sa préoccupation majeure. Il était plein d'entrain et d'optimisme.

L'instrument qu'il choisit pour réaliser l'union du Parti fut son journal, la *Pravda* (la « Vérité »). Ce n'était pas lui qui était à l'origine de ce quotidien. Marian Melenevski, l'un des principaux sociaux-démocrates de la Spilka (l'« Union », une formation marxiste ukrainienne), avait fait le tour des grandes villes d'Ukraine pour collecter des fonds destinés à une publication. Melenevski excellait dans ce domaine. Une fois en possession de l'argent, il lui fallait encore trouver un rédacteur en chef de talent. Trotski lui semblant tout indiqué, il alla le trouver à Vienne. Melenevski, manifestement plus nationaliste que marxiste, s'employait à obtenir davantage de droits pour les Ukrainiens. Il voyait en Trotski quelqu'un capable de saper l'édifice de la Russie impériale ; quant à Trotski, il ne se souciait guère de savoir d'où venait l'argent, tant qu'il conservait son indépendance politique. Les deux hommes parvinrent à un accord, ce que n'apprécièrent absolument pas les camarades de Melenevski, à Genève, si bien que ce dernier

dut passer outre leurs objections[397]. Trotski était ravi : sans avoir à se donner le mal de recueillir des fonds ou de déraciner Natalia et les enfants, il avait obtenu une tribune décisive dans une nouvelle publication sans avoir à accepter aucun compromis avec les factions influentes du Parti.

Ses trois principaux collaborateurs étaient Adolf Ioffé, Semen Sembovski et Matveï Skobelev. Au début, Melenevski joua un rôle actif et Parvus apporta son concours pour la partie commerciale[398]. Ioffé, médecin natif de Simferopol, près d'Odessa, extrêmement nerveux de nature, avait entrepris une cure psychanalytique auprès d'Alfred Adler, son directeur d'études[399]. Désintéressé et très organisé, il péchait cependant par excès de pédanterie[400]. Sa femme l'aidait à tenir la comptabilité du journal[401]. C'était un travail très prenant, car il fallait produire un nombre suffisant d'exemplaires pour une publication bimensuelle. Le journal était introduit en Russie d'une manière clandestine, soit par la frontière galicienne en Ukraine, soit par la mer Noire. Le transport du matériel et des hommes était l'affaire de Melenevski[402]. Trotski se concentrait sur l'écriture et la publication. Il ne souffrait pas de travailler sous pression, s'amusait beaucoup et réussissait même à trouver du temps pour aider un syndicat clandestin de marins de la mer Noire à publier son bulletin d'information[403].

Dans sa correspondance, il lui arrivait de prendre des risques. L'Okhrana avait toujours un œil sur lui, même si les agents se trompaient souvent dans l'orthographe de son nom, qu'ils écrivaient Troitski. Trotski et ses associés n'étaient d'ailleurs pas les seuls à négliger les précautions les plus élémentaires. Natalia Sedova, partie un peu plus tard en visite

à Saint-Pétersbourg, lui écrivit à leur domicile viennois en usant de ce qu'elle croyait être un stratagème : adresser la lettre à « Simon Bronstein » ! Il n'était pas nécessaire d'être un policier de génie pour deviner qu'il s'agissait probablement du leader révolutionnaire Bronstein-Trotsky[404]. Mais il était peut-être dans une situation moins périlleuse que d'autres marxistes plus en vue. Contrairement à Lénine et à Martov, il ne dirigeait pas un réseau d'activités clandestines en Russie et ne faisait pas partie du Comité central. Son rôle se limitait à formuler sa pensée par écrit et à rendre à temps son article au journal. Il était tout à fait conscient que l'Okhrana savait où il habitait, mais il partait du principe que sa famille n'avait qu'à mener sa vie et à vaquer à ses occupations sans trop se soucier des autorités. Il ne se départit jamais tout à fait de cette attitude, même plus tard, lorsque son ennemi ne serait plus l'Okhrana, mais le redoutable NKVD.

Comme, au début, les finances de la *Pravda* ne suffisaient pas à en assurer l'existence, Trotsky se tourna vers Maxime Gorki. Le poète, qui figurait parmi les plus célèbres auteurs russes de l'époque, était tout à fait disposé à distribuer une partie de ses énormes droits d'auteur pour subventionner les publications marxistes. Dans le courrier qu'il lui adressa, Trotsky lui disait combien il était fier de son journal. Il prétendait que les dirigeants du Parti faisaient semblant de l'approuver tout en lui mettant des bâtons dans les roues. Il lui confiait que les Russes répondaient « merveilleusement bien » à chaque numéro[405]. Multipliant les recherches de financement, il écrivit aussi au groupe de New York pour expliquer que les dettes du journal permettaient difficilement d'envisager un tirage à huit mille exemplaires[406]. Très

souvent, il profitait de son éditorial pour solliciter une contribution financière[407] ; il s'occupait personnellement des lettres de rappel aux payeurs retardataires, et emprunta même trois cents couronnes aux socio-démocrates autrichiens[408].

La *Pravda* ne constituait pas le seul lien qui rapprochait Trotski de l'Ukraine. Dès 1908, il écrivit de longs articles pour *Odesskie Novosti* (les « Nouvelles d'Odessa »)[409]. De même pour *Kievskaïa Mysl* (la « Pensée de Kiev »)[410]. Ce recours aux journaux ukrainiens n'avait qu'un intérêt pratique, sans aucune trace de nostalgie. Trotski n'était pas un sentimental. Il portait toujours Odessa dans son cœur, mais il avait quitté le sud de l'Ukraine pour la prison et l'exil quand il était encore jeune et n'avait jamais exprimé le désir d'y retourner. Il avait abandonné famille et confort matériel sans regret, laissant derrière lui sa première femme, dont il était tombé amoureux à Nikolaïev. Alors, s'il écrivait dans de grands journaux ukrainiens plutôt que dans des quotidiens russes, c'était tout simplement parce que ceux-là lui avaient demandé de collaborer avec eux. En outre, la rédaction de ces journaux se trouvait dans deux des villes les plus peuplées et les plus influentes du territoire, dont le lectorat ne cessait d'augmenter. Les communications avec Vienne, efficaces, permettaient d'acheminer facilement ses articles. Autre avantage – essentiel pour l'état de ses finances –, il pouvait percevoir ses droits assez vite. Et s'il était contraint de modérer ses propos, ses lecteurs savaient lire entre les lignes. Dans *Odesskie Novosti*, il écrivait avec sa verve habituelle : « J'aime mon pays actuel. Nous sommes entrés dans le XX^e siècle en pleine tempête, au milieu des orages, mais il s'y

cache un infini de possibles, avec le monde entier pour horizon[411] » – façon discrète de se poser comme socialiste internationaliste.

Organe clandestin, la *Pravda* recevait des lettres de soutien émanant de militants russes et ukrainiens ainsi que des « colonies » d'émigrés en Europe. L'une d'elles, signée « Ta Sacha », était rédigée dans un style familier permettant de penser qu'il s'agissait d'Alexandra Bronstein, la première femme de Trotski. Quelle que fût son identité, cette personne indiquait qu'à Odessa, le journal se vendait bien. D'autres correspondants signalaient une grosse demande à Saint-Pétersbourg[412]. Trotski parvint à y adresser des exemplaires. Il disposait d'un réseau de volontaires assez important pour les passer clandestinement vers la Russie. L'existence qu'il menait était presque idéale, sauf que les interminables querelles internes au parti ouvrier social-démocrate de Russie continuaient de l'exaspérer.

Son éloignement géographique des principales « colonies » d'émigrés révolutionnaires lui évita de répondre urgemment aux questions sur sa stratégie d'un « gouvernement ouvrier ». Beaucoup pensaient qu'un tel régime imposait un recours à la violence de masse. Trotski était-il partisan de la terreur ? Il refusa de s'expliquer. Certes, il s'était prononcé contre la « terreur individuelle » en 1909, après que la presse eut révélé les assassinats commis pendant des années par les socialistes-révolutionnaires. Mais cette fois, il changea de sujet en mettant l'accent sur le succès du recrutement des socialistes-révolutionnaires dans le milieu ouvrier. Il demandait au parti ouvrier social-démocrate de les rallier à sa cause[413]. Il ne cessait de répéter que toute révolution digne

de ce nom exigeait compréhension et coopération de la part de la classe ouvrière. Cette réponse ne disait strictement rien sur la façon dont il comptait s'y prendre pour consolider une dictature prolétarienne. Dès qu'il disposa du pouvoir, à la révolution d'Octobre, il défendit ouvertement le terrorisme de masse contre les « ennemis du peuple » ; mais avant guerre, il ne se sentait pas le moins du monde obligé de s'expliquer, choisissant délibérément de ne pas révéler qu'en assenant le mot « dictature », il le prenait dans son acception la plus littérale et par conséquent la plus impitoyable.

En ne démordant pas de cette perspective stratégique, de toute façon, Trotski se désolidarisait irrémédiablement des mencheviks, tandis que son choix d'un « gouvernement ouvrier » le coupait des bolcheviks. Pourtant, pour le Parti dans son ensemble, il n'était pas perdu : il se battait toujours pour réaliser l'unité organisationnelle. Beaucoup, cependant, le prenaient comme un homme totalement dépourvu de principes[414]. Les bolcheviks ne parvenaient pas à comprendre comment il pouvait défendre un « gouvernement ouvrier » et se montrer incapable d'attaquer une faction alliée aux partis de la bourgeoisie. Ils ne voyaient qu'une explication : Trotski s'intéressait davantage à la direction d'un parti ouvrier social-démocrate réuni qu'à la révolution. Les mencheviks partageaient cet avis, oubliant qu'il avait refusé de se mêler d'intrigues organisationnelles. Les deux clans, en tout cas, se rejoignaient pour critiquer sa vanité. Même son élégance vestimentaire agaçait. Il acquit une réputation d'aventurier refusant tout engagement idéologique. Au sein d'un mouvement marxiste perturbé par son factionnalisme, l'ouverture de Trotski, dès le moindre conflit interne, lui valut

bon nombre d'ennemis. On ne lui ferait pas confiance : sur ce point-là au moins, bolcheviks et mencheviks étaient unanimes.

L'unificateur

L'impopularité de Trotski auprès des bolcheviks et des mencheviks avait beau demeurer, elle ne lui enlevait rien de son statut de chef du parti ouvrier social-démocrate de Russie. Lorsque le bolchevik Anatoli Lounatcharski voulut fonder une « école du Parti » à Capri, ce fut à lui qu'il s'adressa, le priant d'accorder au projet le bénéfice du doute[415] : le nombre de bons conférenciers était limité et Trotski comptait parmi les meilleurs. S'il n'alla pas à Capri, ce fut, confia-t-il à Maxime Gorki, parce qu'il estimait que le programme pédagogique ne tenait pas debout[416]. Il lui préféra une autre opération organisée par un groupe de Nice, où il se rendit pour parler de la situation en Autriche-Hongrie[417]. Les bolcheviks otzovistes lui demandèrent ensuite de donner un cours sur la social-démocratie allemande et autrichienne à l'école qu'ils fondaient à Bologne pour les jeunes recrues russes. Il y passa un mois. Les otzovistes, qui constituaient l'aile gauche du Parti, dénonçaient l'entêtement de Lénine à vouloir que les bolcheviks se fassent élire à la Douma et à la tête des organisations syndicales. Trotski en profita pour mener campagne, arguant que, si les recrues voulaient une véritable politique de gauche, elles devaient épouser sa stratégie révolutionnaire. Les organisateurs des programmes intervinrent rapidement pour mettre les élèves en garde contre l'hétérodoxie de Trotski, à qui ils pardonnèrent car c'était un excellent enseignant[418].

Chez les marxistes européens, sa réputation était telle qu'on lui demanda de parler de la question russe au congrès du parti social-démocrate allemand à Iéna en septembre 1911. Karl Liebknecht y présentait une résolution dénonçant les mesures coercitives de Nicolas II en Finlande. Pour l'appuyer, on rassembla des éléments matériels et on demanda à Trotski de décrire la situation du point de vue local. Puis, subitement, tomba la nouvelle : Piotr Stolypine, Premier ministre du tsar et père de la réforme agraire, avait été assassiné à Kiev. Ce télégramme ébranla la volonté des dirigeants du Parti d'organiser un débat sur la Russie. Stolypine était tombé sous les coups d'un révolutionnaire russe. Que se passerait-il si l'un de ses compatriotes se présentait à Iéna pour attaquer les autorités de son pays ? Le Kaiser, qui entretenait de bonnes relations avec le tsar, pourrait interpréter son discours comme la preuve que les dirigeants sociaux-démocrates allemands fermaient les yeux sur cet assassinat. August Bebel et d'autres se souvenaient que leur parti avait été interdit entre 1878 et 1890, et ils ne voulaient pas fournir au gouvernement un nouveau prétexte pour empêcher leurs activités. Bebel s'approcha et demanda à Trotski s'il avait une idée sur l'identité du meurtrier : un temps, on avait craint que ce fût l'œuvre d'un social-démocrate. Bebel s'inquiétait aussi que la police allemande crée des difficultés à Trotski.

Trotski renonça à intervenir au congrès[419] , à la grande déception de Liebknecht, qui voulait l'entendre condamner le tsarisme. Le révolutionnaire se trouvait devant un dilemme. Liebknecht aidait inlassablement les émigrés politiques russes chaque fois qu'ils se trouvaient en difficulté en Allemagne. Il se situait à gauche du parti social-démocrate allemand, comme

Trotsky au sein de son propre parti. Mais à l'étranger, il fallait respecter certaines convenances politiques. Or Trotsky éprouvait respect et affection à l'égard des dirigeants sociaux-démocrates allemands que Liebknecht horripilait. Il entretenait une correspondance suivie avec Karl Kautsky et refusait de s'associer avec ceux qui reprochaient aux sociaux-démocrates allemands de s'être désengagés de la politique révolutionnaire. Les réfugiés russes étaient les plus féroces détracteurs de Kautsky. Parmi eux figuraient Rosa Luxemburg, Karl Radek et Alexandre Parvus, pour qui la direction du Parti n'adhérait au marxisme et à la révolution que sur un plan formel, sans faire grand-chose pour briser le régime tsariste. Trotsky entendait bien le discours tenu par ses amis et, comme la plupart des autres leaders du parti ouvrier social-démocrate de Russie, il trouvait leurs critiques exagérées et injustes.

Rosa Luxemburg fut assez proche de Trotsky pendant quelque temps. Elle approuvait l'idée d'unifier le parti ouvrier social-démocrate. Mais l'unificateur lui paraissait moins qu'honnête. Dans une lettre adressée à Louise Kautsky, elle s'employa à éclairer le parti social-démocrate allemand sur ses tendances excessives à la polémique dans la presse russophone du Parti :

Le bon Trotsky est de plus en plus présenté comme un camarade pourri. Bien avant que le comité technique [de la direction du POSDR] ait obtenu de Lénine l'indépendance financière lui permettant de soutenir la *Pravda*, Trotsky, dans les colonnes du journal, s'en est pris à lui et à la conférence de Paris d'une manière inédite. Il accuse directement bolcheviks et Polonais d'être des « diviseurs », mais ne dit pas un mot du pamphlet de Martov contre Lénine, dont la bassesse dépasse tout ce qu'on a connu jusqu'à présent, et qui de toute évidence

a pour but diviser le Parti. Voilà qui est très fort[420].

Cette volonté de Trotski d'éviter toute ingérence dans les affaires du parti social-démocrate autrichien n'était pas sans exception : lorsque ses dirigeants décidèrent d'implanter une boulangerie à Vienne, il réagit vivement, affirmant que c'était « la plus triviale des aventures, dangereuse dans son principe et désespérée dans la pratique ». Victor Adler et ses associés lui répliquèrent par « un sourire condescendant » ; ils rejetèrent son argument, selon lequel ils discréditaient « la position du parti du prolétariat dans une société capitaliste[421] ». Trotski dénonçait aussi les sous-entendus nationalistes que glissaient les marxistes autrichiens dans leurs articles consacrés à la rivalité entre l'Autriche et la Serbie. Il avait appris directement des socialistes des Balkans, notamment des Serbes, que la presse conservatrice et libérale de Belgrade citait l'*Arbeiter-Zeitung* de Vienne comme preuve du caractère purement fictif de l'internationalisme du mouvement ouvrier européen. Furieux, il écrivit un article critique qu'il envoya à Kautsky, pour publication dans le *Neue Zeit*, à Berlin. Après quelque hésitation, Kautsky s'exécuta. Les dirigeants du parti autrichien furent choqués par la virulence de leur hôte. Ils reconnaissaient que l'article était exact dans les faits, mais, disaient-ils, personne ne prenait au sérieux les éditoriaux de l'*Arbeiter-Zeitung* sur la politique internationale. L'incompréhension était totale. Trotski leur fit remarquer que ce qui était imprimé à Vienne avait un impact sur Belgrade, et il exigea une plus grande rigueur intellectuelle pour traiter des questions qui faisaient l'objet d'un débat public[422].

Cependant, d'une manière générale, il se tenait à l'écart des discussions entre marxistes autrichiens, résolument accroché à ses propres préoccupations intellectuelles sans tenir compte de la façon dont Otto Bauer, Karl Renner et Victor Adler avaient entrepris de revisiter la doctrine et la politique du Parti. Résidents de ce vaste État multinational qu'était l'Autriche-Hongrie, ces derniers prétendaient que les marxistes ne pouvaient appréhender correctement l'avenir socialiste sans prendre en compte la « question nationale ». Et ils aboutissaient à une conclusion originale : une fois passée la révolution, chaque pays aurait le droit d'élire ses propres représentants. Ils avaient pour slogan : l'« autonomie nationale et culturelle ». Bauer et ses camarades dirigeants comptaient sur les assemblées nationales pour équilibrer le pouvoir d'un parlement unitaire élu. Les tensions entre les deux parties étaient censées s'apaiser lorsque le peuple prendrait conscience que le gouvernement socialiste avait pour objectif sincère de traiter toutes les nations avec équité et dignité.

Tout en continuant à profiter de ses rencontres, au Café central, avec l'élite politique et culturelle viennoise, Trotski prenait le temps d'emmener ses garçons jouer au football et au handball dans un parc à proximité. La famille aimait rendre visite aux Skobelev et aux Ioffé, qui avaient eux aussi de jeunes enfants. À trois ans, Liova aimait déjà beaucoup la petite Nadia Ioffé[423]. À Noël, Trotski décora le sapin, mais, comme Natalia, il éprouvait une certaine aversion pour cette « orgie de cadeaux »[424]. À la maison, l'athéisme était le principal sujet de conversation. Liova et Sergueï apprirent qu'il était la Vierge Marie lorsqu'ils commencèrent à fréquenter

l'école religieuse du quartier, pas avant[425]. Cette éducation les mettait parfois dans l'embarras en dehors du milieu familial. Un jour, Sergueï laissa échapper une parole malheureuse pour l'époque : « Dieu n'existe pas et le père Noël non plus[426] ! » En grandissant, les deux garçons commencèrent à avoir des opinions très arrêtées, mais leurs parents ne leur avaient pas inculqué l'art et la manière de ménager les autres. Toutefois, dans l'ensemble, ils vécurent à Vienne comme des poissons dans l'eau – un peu trop, d'ailleurs, au goût de leur père, qui voulait les voir conserver l'usage du russe. Il entendait aussi leur apprendre un allemand correct, mais à l'école ils s'exprimaient tout naturellement dans le dialecte viennois. Leur don des langues, s'il agaçait Trotski, suscitait au contraire l'admiration d'Alfred Adler, lequel se plaisait à dire que Liova et Sergueï parlaient « comme deux vieux cochers de fiacre[427] ».

Natalia était impatiente de participer de nouveau à l'activité politique de son compagnon et, après avoir couché les garçons, elle partait avec lui. Le petit Sergueï, inquiet, ne comprenait pas : « Pourquoi tu vas au café ? » demandait-il. Natalia répondait d'un ton ferme : « Écoute, Seriotchenka, je me suis bien occupée de vous, alors maintenant tout ce qu'il vous reste à faire, à vous, c'est de vous endormir bien sagement. » La réplique était immédiate : « Oui, mais quand tu es à la maison, tu penses à moi. » Alors Natalia lui disait tout : « Je vais me détendre un peu... discuter avec des amis et apprendre ce qui se passe dans le monde... Demain, je t'en parlerai. » Liova, plus âgé, comprenait son frère, mais il savait aussi que ses parents avaient des obligations[428]. Les deux enfants étaient bien élevés et aucun de leurs amis ne se souvenait d'avoir entendu

leur père élever la voix[429].

Trotsky continua à travailler pour la presse légale en Russie, se rabattant comme toujours sur le journalisme dès qu'un débat politique affectait son moral. Il avait une intuition très fine de ce qui ferait un bon texte. Ayant assisté à une conférence de Roberto Michels sur la « fadeur » de la bourgeoisie allemande, il proposa sa propre comparaison entre l'Allemagne et la Russie. Il approuvait la position de Piotr Strouve : la bourgeoisie russe était bel et bien une « non-entité ». (Lénine n'aurait jamais approuvé publiquement quelque chose que Strouve aurait écrit. Trotsky se rattrapa un peu plus tard en écrivant dans un autre article : « Le principal talent de Strouve ou, si l'on préfère, le pire de ses défauts, c'est d'avoir toujours agi “sur commande”[430] »). Selon lui, on devait à la bourgeoisie allemande les villes, Martin Luther et Thomas Müntzer, la Réforme et la révolution de 1848. Il ne voyait rien de comparable dans l'histoire de la Russie. À l'époque où il écrivait ces lignes, dans les villes de Russie, la classe moyenne était représentée par Alexandre Goutchkov, le leader des octobristes. Conservateurs, ceux-ci s'étaient engagés à assurer le meilleur fonctionnement à la Douma. Ils étaient fidèles au tsar. Trotsky saisissait chaque occasion, incapable d'y résister, pour attaquer les élites politiques et affairistes de la Russie. Caustique, il affirmait que la seule chose remarquable chez Goutchkov était sa « barbe de marchand héréditaire[431] ».

En se laissant aller à son thème de prédilection – les particularités de l'évolution historique de la Russie –, il se laissait détourner des questions urgentes auxquelles le Parti était confronté. Sans les oublier toutefois, ni cesser de s'y

intéresser. De Vienne, il harcelait ses correspondants en Suisse et en France sur la nécessité d'une réunification complète. Il insistait continuellement sur le fait qu'un prolétariat monolithique impliquait l'existence d'un seul parti et non d'une brochette de factions braillardes. Les événements commencèrent à tourner en sa faveur en 1909, avec l'émergence d'un courant « liquidateur » à Saint-Pétersbourg. Le principal argument de ce nouveau groupe était que les partis clandestins se trouvaient dans l'impasse. Il fallait donc concentrer tous les efforts sur les activités politiques et sociales légales. Les camarades devaient se faire élire à la Douma, s'exprimer lors des grands meetings de masse et écrire pour la presse de Saint-Pétersbourg. Les « liquidateurs » n'appelaient pas à l'abandon définitif du Parti, mais ils voulaient concentrer leur énergie ailleurs. S'inspirant d'Alexandre Potresov, l'un des fondateurs de l'*Iskra*, ils lancèrent en septembre 1912 un nouveau journal, le *Louch* (« Rayon de lumière »), à Saint-Pétersbourg. Les dirigeants du Parti, pour qui l'appareil illégal était sacro-saint, s'en offusquèrent. Peut-être Potresov et ses amis ne cherchaient-ils pas à le faire disparaître définitivement, mais leur politique aboutirait au même résultat. Toutes les factions se dressèrent contre ces liquidateurs avec une férocité variable.

Les bolcheviks léninistes et les mencheviks martovistes se réunirent à la séance plénière du Comité central du Parti en janvier 1910. Trotski y obtint une subvention pour ses activités de rédacteur en chef de la *Pravda*, en contrepartie de quoi, il devait intégrer Lev Kamenev au comité de rédaction[432]. La cooptation de Kamenev entraîna des difficultés au sein de la famille. C'était alors le mari d'Olga, la

plus jeune sœur de Trotski. Lorsque Kamenev vint contrôler la presse viennoise pour le compte de Lénine, son épouse l'accompagna tout naturellement. Le bolchevik Anatoli Lounatcharski, ennemi à la fois de Lénine et de Kamenev à l'époque, relata le dénouement de cette affaire :

Entre Kamenev et Trotski, le désaccord a été si violent que Kamenev est très vite rentré à Paris. Je dois dire, d'ores et déjà, que Trotski s'est très mal débrouillé pour organiser ne fût-ce qu'une petite fraction du Parti. Il n'a bénéficié quasiment d'aucun soutien inconditionnel et, s'il a réussi à s'imposer, c'est uniquement grâce à sa personnalité[433].

Trotski avait un point de vue différent. Il n'avait pas du tout apprécié l'ingérence de son beau-frère dans le contenu de ses articles, et d'ailleurs Kamenev avait vite conclu qu'il perdait son temps[434]. Pourtant, Lounatcharski avait vu juste. Trotski, âgé maintenant d'une trentaine d'années, n'avait pas un tempérament de rassembleur. Le grand unificateur du Parti possédait le don singulier de décourager ses possibles partisans, sans s'en rendre compte, apparemment. Lounatcharski attribuait cela à son « arrogance monumentale ».

Trotski était tout aussi impopulaire auprès des mencheviks que des bolcheviks. Jusqu'à la fin de 1910, il continua à mener campagne pour la réunification, réclamant une conférence de tout le Parti pour les arrangements coopératifs. En guise de récompense, il n'obtint que des ennuis. Le Comité central, dirigé par les mencheviks, traita sa demande comme une tentative pour lui passer devant. On le soupçonna de nourrir des ambitions personnelles et, de nouveau, on œuvra pour priver la *Pravda* de sa subvention officielle[435].

Trotsky riposta. Les diverses factions commettaient une folie en conspirant les unes contre les autres. Un seul parti, une seule classe ouvrière, une seule révolution ! La cause commune exigeait la réunification, afin d'être prêt à diriger comme il se devait le mouvement de grève qui était en train de s'étendre aux usines et aux mines de l'empire. Il fallait y apporter toute l'attention nécessaire. Trotsky les mettait en garde contre un parti qui dominerait la pensée et l'action des ouvriers. Il voulait promouvoir l'initiative prolétarienne et l'« automilitantisme ». À ses yeux, le Parti était « concevable uniquement en tant qu'organisation de la couche supérieure » de la classe ouvrière[436]. Il garda cette ligne jusqu'à la Grande Guerre. Le but devait être l'« indépendance » des militants ouvriers, affranchis d'une supervision extérieure. Cela seul suffirait à produire la révolution[437]. La grande raison de se réjouir, croyait-il, était que la plupart des membres du Parti rejetaient toute allégeance à des factions, comme l'avait révélé une enquête menée dans la Russie impériale[438]. Le sectarisme ne devait pas devenir un phénomène permanent. Trotsky faisait remarquer qu'aucune faction n'était à l'abri de l'instabilité, pas même les bolcheviks. Chacune était presque aussi contestataire que le Parti dans son ensemble et il espérait renverser la vapeur en mettant au point toutes les conditions d'une réunification[439].

Sa différence de point de vue avec les bolcheviks-léninistes, sinon avec tous les autres bolcheviks, se situait dans le rôle assigné à la classe ouvrière. À ses yeux, les organes du Parti ne devaient pas mener le mouvement, mais au contraire le servir. C'était le thème récurrent de ses éditoriaux. Il méprisait les socialistes révolutionnaires parce qu'ils manquaient de la base

prolétarienne qui fondait le parti ouvrier social-démocrate de Russie. Il avait hâte de voir arriver des recrues issues de son sein. Selon lui, il allait de soi que son parti était le havre naturel et obligatoire des révolutionnaires de la classe ouvrière[440]. Il avait adopté la vieille hypothèse marxiste selon laquelle les ouvriers formaient une seule et même classe sociale aux intérêts semblables. Être représentés par une kyrielle d'organisations n'avait aucun sens à leurs yeux. Et surtout, il avait remarqué l'inconstance de la politique du Parti en 1905 et en 1906.

Toutefois, après la répression de la révolution de 1905-1906, le Parti se trouvait en état de faiblesse extrême, Trotski l'admettait. En bien des endroits, les comités n'existaient plus et les intellectuels avaient déserté la social-démocratie. Affirmer que les perspectives de révolution étaient bonnes partout eût été stupide et vain. Mais Trotski refusait de se laisser décourager. La priorité du Parti devait être de recruter parmi les ouvriers[441] : l'humeur de la classe ouvrière finirait par changer et la monarchie par être abolie. Cette idée l'aidait à garder le moral. Plus tard, il décrirait le bolchevisme et le menchevisme comme de « purs produits de l'intelligentsia », ce que la classe ouvrière abhorrait. Le parti ouvrier social-démocrate de Russie devait en tenir compte et mettre un terme à la polémique interne. Les ouvriers ne prendraient jamais les marxistes au sérieux tant que durerait ce genre de chamailleries. Et pour aller de l'avant, il ne suffisait pas seulement de bâtir des compromis. Quand elle éclaterait, la révolution serait le résultat d'une lutte des classes. Les ouvriers n'avaient pas besoin de meneurs, mais de personnes qui les encouragent à avancer par eux-mêmes. Ils

trouveraient leur voie autrement que sous la houlette du Parti. L'autonomie d'action était capitale pour la classe ouvrière[442]. Durant toute cette période, Trotski prit ses distances avec le bolchevisme par ce genre de propos.

Pendant un temps, il cessa de répondre aux articles polémiques des organes de presse léninistes. Il fallait travailler à construire la paix, et il essayait de donner l'exemple[443]. Ses efforts ne suscitaient pas toujours l'admiration. Même les camarades sympathisants, comme Dimitri Svertchkov, ne manquèrent pas de voir qu'il était la risée de nombreux membres du Parti. Comment pouvait-on penser rassembler deux factions irréconciliables[444] ? Il refusait pourtant d'abandonner. Son attitude en déconcerta plus d'un : pourquoi consacrer tant de temps et d'énergie à une cause perdue d'avance ? Pour certains, ses véritables intentions étaient de se mettre en avant et de se placer au-dessus de l'appareil central du Parti, en chef suprême. Les bolcheviks le haïssaient et les mencheviks étaient pour le moins extrêmement méfiants, multipliant les actions pour couper la subvention officielle accordée à la *Pravda*. Trotski se défendit avec vigueur, et de fait les accusations portées contre lui étaient excessives. L'hostilité dont il était l'objet démontrait combien il avait raison de dire que les « grosses légumes » émigrées avaient perdu le contact avec le véritable Parti en Russie. Il n'en était que plus urgent d'organiser sans délai une conférence générale[445].

Le parti ouvrier social-démocrate de Russie était aussi difficile à rassembler que des billes de mercure sur une assiette. Alliances et antagonismes se transformaient constamment. En janvier 1911 émergea une étrange

combinaison de deux forces opposées. Les vétérans demeurés en Russie, comme Joseph Staline, figure montante de la faction bolchevique et futur ennemi mortel de Trotski, observèrent avec perplexité l'énergie dépensée par le « bloc Lénine-Plekhanov » contre le « bloc Trotski-Martov-Bogdanov ». Les disputes épistémologiques redoublaient. À en croire Staline, ce n'était qu'une « tempête dans un verre d'eau[446] ». Mais les mencheviks étaient disposés à tolérer Trotski, tout comme Alexandre Bogdanov et beaucoup d'autres bolcheviks réfractaires à Lénine. Ce dernier fit alors acte d'autorité. Contrarié par le succès de la *Pravda* de Trotski, il lança un nouveau journal populaire, avec l'aide de ses partisans bolcheviques : la *Rabotchaïa Gazeta* (la « Gazette ouvrière ») [447].

Trotski exposa son mécontentement dans le journal menchevique *Nacha Zaria* (« Notre aube »), en 1911. Il voulait toucher un public plus large que son petit groupe de fidèles (il aurait fait la même chose dans un journal bolchevique, si seulement Lénine lui en avait donné la possibilité). Le parti ouvrier social-démocrate de Russie, disait-il, exsudait son sectarisme. Les factions étaient en conflit entre elles. Les polémiques pleuvaient. Les vieilles amitiés et les associations anciennes s'étaient délitées, l'esprit coopératif évaporé. Tout cela au moment même où, en Russie, le mouvement ouvrier sortait vigoureusement de sa torpeur. Après avoir glissé sur la voie du déclin, l'industrie remontait la pente. Les investissements étrangers affluaient. À Saint-Pétersbourg, de vastes usines métallurgiques jaillissaient de terre et, dans la région de Moscou, le textile connaissait un nouvel essor. Les salaires étaient de nouveau à la hausse. À

mesure que s'éloignait le spectre du chômage, les ouvriers militaient davantage, soutenus par les syndicats lors des affrontements avec les employeurs. Comme la direction du Parti, Trotski sentait bien que sa période de sommeil politique touchait à sa fin. Sûrement, les camarades finiraient par enterrer la hache de guerre. Le climat révolutionnaire avait conduit à un rapprochement entre bolcheviks et mencheviks. Trotski, l'éternel optimiste, se prenait à croire que la montée du militantisme dans les usines et dans les mines de la Russie impériale serait le moteur puissant de l'unification du Parti.

Or, loin de profiter de cette vague de remous sociaux, les principaux marxistes russes retombèrent dans leur penchant pour les factions : avec la multiplication des conflits entre les mencheviks de Martov, les bolcheviks de Lénine, les plekhanovistes, les otzovistes et les liquidateurs, les groupuscules proliféraient allégrement. Des malentendus et des divergences étranges surgirent entre les émigrés, et les organisations politiques clandestines de la Russie impériale s'exaspérèrent de ce climat explosif. La politique officielle des mencheviks était de préférer les syndicats « neutres », ce qui déclenchait les foudres des bolcheviks, lesquels leur reprochaient de ne plus donner priorité à l'engagement politique du Parti. En réalité, cependant, les mencheviks, qui préféraient opérer au sein du mouvement ouvrier plutôt que de définir un cadre politique à partir de l'étranger, avaient transformé ces syndicats en « substituts d'organisations politiques » et, dans la pratique, ils ne tenaient aucun compte de la politique de leur propre faction. Pendant ce temps, les bolcheviks de Russie étaient censés politiser les syndicats. Au lieu de quoi, ils étaient tellement préoccupés de pureté

politique qu'ils avaient réussi à creuser un fossé entre eux et le Parti. De plus, les soi-disant liquidateurs ne mettaient guère en pratique ce qu'ils préconisaient : ils travaillaient en étroite collaboration avec les comités du Parti et s'appliquaient à atteindre ses objectifs. Les bolcheviks refusèrent de le reconnaître et les soumirent à ce que Trotski appela une « terreur organisationnelle[448] ».

Trotski n'était pourtant pas tendre avec Alexandre Potresov et les liquidateurs, ni avec ceux qui refusaient de les quitter. Il reprocha à Martov de ne pas s'être affronté à Potresov. Les bolcheviks lui firent écho pour montrer qu'ils avaient raison[449]. En même temps, ils le critiquèrent pour avoir empêché Kamenev, le représentant officiel du Comité central, d'exercer le moindre contrôle sur la *Pravda*, et ils l'accusèrent d'incohérence dans sa façon de traiter Potresov : Trotski avait ses « coquetteries[450] » et agissait comme bon lui semblait. Il n'avait aucune idée de la façon de se débarrasser des liquidateurs autrement qu'en les persuadant de disparaître d'eux-mêmes de la scène politique. Convaincu que les bolcheviks étaient trop belliqueux, il n'offrait cependant aucune alternative.

Correspondant de guerre

Trotsky vivait sa vie comme il l'entendait ; ses périodes d'emprisonnement et d'exil, exceptionnelles, n'avaient pas suffi à lui ôter l'envie de se livrer à une activité révolutionnaire. Et puis brusquement, en janvier 1912, il traversa une série d'épreuves. La douleur provoquée par une forte inflammation des gencives le contraignit à s'aliter. À la même époque, il apprit la mort de sa mère[451]. Depuis son entrée à l'école, ils étaient beaucoup moins proches, mais cette nouvelle ne l'en ébranla pas moins sérieusement. Son problème dentaire empira au point de l'empêcher de parler distinctement. Les semaines passèrent, mais les médecins demeuraient impuissants et son état stationnaire. Pavel Axelrod dut l'aider à s'acquitter de frais médicaux qui ne cessaient de grimper[452]. Il se fit arracher une dent de sagesse. Pendant l'opération, le dentiste, pourtant l'un des meilleurs de Vienne, cassa son instrument, dont un morceau resta planté dans la mâchoire. Bien que ce praticien l'eût assuré qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, il alla en consulter un autre[453].

Il en avait à peine fini avec ses ennuis de santé que sa sœur Ielizaveta débarqua chez lui avec son fils Alexandre, pour une quinzaine de jours. Puis ce fut le tour de son père, qu'il n'avait pas vu depuis cinq ans. Accompagné de Zina, alors âgée de onze ans, il resta tout l'été. Trotsky se plaignit auprès de ses amis de cette « cascade de visites de membres de sa

famille[454] » qui cassait son rythme de travail. Il souffrit ensuite de douleurs gastriques liées au stress. David Bronstein joua son rôle de père à l'égard de son fils, adulte et révolutionnaire :

Mon père m'emmena consulter un grand professeur qui suggéra de m'opérer d'une hernie et recommanda un séjour à la montagne dans un établissement thermal (pour me soigner les nerfs). Je repoussai l'opération jusqu'à l'hiver et la cure jusqu'après la conférence. Au début, mon père insista pour que je parte sans attendre, mais après être resté une semaine avec nous, il fut convaincu que ce n'était pas du tout le bon moment[455].

Peut-être Trotski s'était-il fait accompagner de son père pour que celui-ci paie la consultation, mais sa correspondance laisse deviner un motif plus profond : il appréciait, semble-t-il, la présence à ses côtés d'une personne entièrement dévouée à ses intérêts. Il était de nouveau le centre de l'attention, et cette visite commune au professeur viennois lui redonna du cœur à l'ouvrage.

En politique, il avait beaucoup à rattraper. Les diverses factions du parti ouvrier social-démocrate de Russie étaient finalement tombées d'accord pour organiser une conférence – sauf certains bolcheviks, tout au moins des léninistes, qui avaient pris tout le monde de vitesse en janvier 1912 en se réunissant à Prague pour élire leur propre Comité central. Cette démarche n'était rien d'autre qu'une déclaration d'indépendance. En clair, Lénine leur faisait savoir que son parti était la seule formation marxiste légitime en Russie.

Les léninistes se moquaient éperdument du parti ouvrier social-démocrate de Russie. La direction bolchevique de Saint-Pétersbourg prit Lénine lui-même au dépourvu en fondant un

quotidien légal, appelé la *Pravda*. C'était une insulte bien pensée à l'adresse de Trotski, qui publiait déjà sa *Pravda* à lui depuis 1908. Il s'empessa de condamner cet assaut d'arrivisme, accusant le « cercle schismatique de la faction léniniste » de semer délibérément la confusion au sein du Parti. Il dit son regret de ne pas pouvoir le traîner devant les tribunaux – réaction curieuse de la part d'un homme animé d'un grand mépris pour la loi et l'ordre bourgeois. Donc, il menaça seulement de se plaindre auprès de la Deuxième Internationale si les bolcheviks ne modifiaient pas le nom du journal[456]. Fondée en 1889 et basée à Bruxelles, l'Internationale socialiste, comme on l'appelait encore, constituait l'organe coordinateur de la plupart des partis socialistes, sociaux-démocrates et ouvriers en Europe. Trotski espérait attirer la honte sur les léninistes et les forcer à couper court à cette initiative perturbatrice. Dans le même esprit, il écrivit aux députés marxistes de la Douma d'État, arguant que les bolcheviks fourvoyaient les lecteurs des journaux du Parti[457]. Lénine s'amusa beaucoup de toute cette histoire. Demeurant à Cracovie depuis l'été 1912, il entendait obtenir que les bolcheviks marquent leur indépendance par rapport à leurs camarades mencheviks de la Douma. Il considérait cette scission organisationnelle comme une condition préalable à la préparation des bolcheviks à une révolution imminente. Trotski prit contact avec des groupes de soutien étrangers, les priant de ne pas traiter la « conférence léniniste » comme l'expression légitime de l'opinion du Parti[458]. Le seul recours possible était de concrétiser son projet d'une conférence plus importante à Vienne[459].

L'impudence des bolcheviks agaça l'ensemble du Parti.

Personne ne croyait Lénine capable de consolider durablement ce séparatisme et beaucoup lui en voulurent des ravages qu'il provoquait. Leur désaccord avait aussi une raison financière : la faction secondaire bolchevique léniniste avait amassé de l'argent en le volant aux banques, contrevenant ainsi à la politique du Parti. Elle s'était emparée de donations destinées à l'ensemble des formations ainsi que d'un double legs provenant de deux jeunes femmes bien naïves qui s'étaient laissé séduire par des bolcheviks qu'elles avaient ensuite épousés. Or, officiellement, à l'époque, le parti ouvrier social-démocrate de Russie était unifié. Les mencheviks faisaient valoir que Lénine n'avait pas le droit de monopoliser ces biens. Le conflit durait depuis des années, sans qu'aucune solution fût encore en vue. On créa donc un comité d'arbitrage composé d'éminents sociaux-démocrates allemands : Karl Kautsky, Clara Zetkine et Franz Mehring. Pour donner davantage de poids aux arguments des mencheviks, il était plus prudent de réunir les factions anti-Lénine pour une conférence, même s'il était fort probable que les léninistes n'y assisteraient pas. Partisan de l'unification, Trotski poussait depuis longtemps dans ce sens ; aussi fut-il ravi d'apprendre que Martov avait donné son accord pour dégager les fonds nécessaires à une rencontre entre les différentes factions, à Vienne, en août 1912.

Politiquement, il pesait plus lourd, parce qu'il pouvait être utile aux mencheviks, fort heureux de le voir parler à Zetkine et aux autres de la controverse sur les finances[460]. Ce qui ne voulait pas dire que ceux-ci l'appréciaient, mais ils savaient que beaucoup de marxistes étrangers le considéraient comme une force conciliatrice agissant dans le sens de la raison et du

compromis, contre le factionnalisme[461]. Quand il le voulait, il donnait l'impression d'être un homme de bonnes manières, équilibré. Lorsqu'il se trouvait avec les personnalités éminentes de l'Internationale socialiste, il semblait sur un pied d'égalité, et, au demeurant, d'ailleurs, il n'avait pas envoyé de lettres incendiaires, c'était déjà un progrès par rapport à ce dont étaient capables les autres membres de la direction du parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Il se proposa pour préparer la conférence de Vienne et fut accepté. Pendant plus d'un mois, il chercha à caser les délégués[462]. Le groupe qui se réunit en août dans la capitale autrichienne était très disparate. Outre les mencheviks, on y trouvait des représentants de tous bords : bundistes, otzovistes, Lettons, sociaux-démocrates sud-caucasiens et polonais, et même des liquidateurs. Les bolcheviks léninistes étaient la seule faction importante qui manquait, et la justification provocatrice de leur Comité central fut l'objet du mépris des participants à la conférence, qui s'abstinrent pourtant de répondre de la même manière, en élisant leur comité central à eux. Ils se contentèrent modestement de former un comité organisationnel. Les délégués n'attendirent pas la fin des débats pour partir. À Vienne, ils prirent conscience de la difficulté de réconcilier les éléments en conflit au sein du Parti, même en dehors de la présence de Lénine. Les différends nationaux nuisaient à l'activité coordinatrice. Les désaccords politiques entre les otzovistes à gauche et les liquidateurs à droite n'étaient pas faits pour améliorer la situation.

Si Trotski s'attendait à paraître comme une force dominante au cours des débats, c'est qu'il avait oublié l'accueil que lui

avait réservé le cinquième congrès du Parti. Aucun menchevik ne le laisserait lui dicter sa conduite ou sa façon de penser. Pas un bundiste ne voyait de raison de le suivre. Marian Melenevski, l'homme qui lui avait confié la *Pravda*, prit ombrage de son opposition à l'affirmation de la conscience nationale ukrainienne[463]. Trotski joua les provocateurs : sachant pertinemment qu'aucun marxiste allemand n'était présent, il prétendit que ses idées étaient un antidote vital à l'« opportunisme européen[464] ». Ce n'était pas ce qu'il aurait souhaité exprimer à Karl Kautsky. En outre, comme il n'avait rien à perdre, il adressa des reproches à toutes les factions en présence : « Notre ancien parti représentait la dictature de l'intelligentsia démocratique, forte de la théorie marxiste, sur le mouvement ouvrier[465]. » Irriter ses alliés potentiels ne l'avait jamais dérangé le moins du monde. Il donnait son avis, convaincu que c'était l'unique objet des débats du Parti. La conférence vota quelques résolutions de politique générale. On tomba d'accord pour adopter l'idée marxiste autrichienne d'« autonomie culturelle nationale » comme solution aux problèmes soulevés par le gouvernement d'un grand État multinational. Chaque nation devait être autorisée à créer ses propres institutions centrales pour défendre ses intérêts. Pour les bolcheviks, qui voulaient conserver un État multinational unitaire après le renversement de la monarchie, tout en accordant une grande autonomie aux régions peuplées d'une majorité de résidents non russes, cette idée était abominable.

Vers la fin de la conférence, on assista à de courageuses discussions sur le sentiment d'unité qui était né. Les participants se promirent de rester fidèles à l'esprit du « bloc

d'août », et Trotski exprima l'espoir que cette rencontre déboucherait sur la réunification du parti ouvrier social-démocrate de Russie. Rares étaient pourtant ceux qui la jugeaient très productive, et les tensions n'avaient pas disparu entre les différentes factions de ce soi-disant bloc. Trotski avait assez peu contribué aux débats. Il garda la même attitude détachée après le départ des délégués. Pendant des années, il avait délibérément ignoré le combat des marxistes autrichiens par rapport à la question nationale, et il ne voyait aucune raison de changer d'attitude après cette conférence. En fait, il refusait de se laisser entraîner dans la plupart des discussions générales autour du parti ouvrier social-démocrate de Russie. Bolcheviks et mencheviks se querellaient sur les questions agraire et nationale, de même que sur la nature de l'impérialisme, du militarisme et du développement capitaliste contemporains. Dans l'ensemble, Trotski se tenait à l'écart des controverses. Sur les questions d'organisation elles-mêmes, il ne prit aucune position nouvelle : ses articles répétaient ce qu'il écrivait déjà depuis longtemps.

Tout le monde croyait qu'il retournerait à ses occupations d'éditeur de la *Pravda* dès la fin de la conférence, et lui-même aussi, à l'époque. Vienne était pour lui une zone de quarantaine dotée de tout le confort souhaitable. À la conférence, il avait dit ce qu'il avait à dire, et cela ne l'avait mené nulle part. C'était une expérience qui n'allait pas tarder à devenir une habitude pour lui ; on s'attendait donc à ce qu'il se réfugiât dans l'écriture d'articles pour les journaux marxistes. À la surprise générale il annonça, en septembre, son départ pour les Balkans en tant que correspondant de guerre pour *Kievskaja Mysl*. La guerre avait éclaté ce même mois entre l'autorité centrale

ottomane et la Ligue balkanique, constituée de la Grèce, de la Serbie, du Monténégro et de la Bulgarie. Les Ottomans étaient en très mauvaise posture. En mai 1913, la défaite était consommée et, après la signature du traité de Londres, l'Empire ottoman se vit privé de la plupart de ses possessions européennes et forcé de reconnaître l'indépendance de l'Albanie. Sa désintégration fut le prélude à des affrontements armés au sein de la Ligue, lesquels débouchèrent sur la Seconde Guerre balkanique, lorsque la Bulgarie attaqua la Grèce et les positions serbes, en juin. La Roumanie à son tour s'impliqua dans le conflit. Aucun des États n'en sortit indemne, mais les Bulgares furent les plus touchés. La guerre prit fin en juillet 1913.

Son départ pour les Balkans ne signifiait pas que Trotski s'était pris d'enthousiasme, comme certains étrangers, pour les Serbes, les Croates ou les Monténégrins. De sombres pressentiments l'habitaient :

Sur le pont de Belgrade, je vis les longues files de réservistes et de civils portant les brassards de la Croix-Rouge et j'entendis, de la bouche même des députés, journalistes, paysans et ouvriers, qu'aucun retour en arrière n'était possible et que la guerre éclaterait bientôt, que ce n'était plus qu'une question de jours. Je reconnus plusieurs personnes dont le visage m'était familier – hommes politiques, rédacteurs en chef, lecteurs – et qui se trouvaient déjà au front, en armes, sachant qu'il leur faudrait tuer et mourir. Alors la guerre, cette abstraction que j'avais imaginée en pensée et dans mes articles, me parut invraisemblable et impossible [\[466\]](#).

Plus tard, il évoqua cette période de sa vie comme l'occasion pour lui d'étudier l'art de la guerre. Il convainquit ses partisans que cette expérience l'avait préparé au poste de commissaire aux Affaires militaires, qu'il occuperait en

mars 1918. Mais ce n'était qu'une envolée poétique : simple correspondant de guerre, il manifesta peu d'intérêt pour les tactiques et stratégies des belligérants.

Kievskaja Mysl ne lui demandait pas d'aller en première ligne et il eut la sagesse de ne pas approcher des combats (alors qu'il prit plus tard de gros risques pendant la guerre civile en Russie). Il ne lut aucun ouvrage sur la région et n'apprit aucune des langues de la région. Il lui semblait suffisant d'apporter dans les Balkans un regard neuf et une idéologie toute faite. Le front était instable, les combats imprévisibles. Quant aux combattants, ils se montraient capables des pires atrocités. Trotski décrivit l'atmosphère et exposa les motifs de la rébellion contre les Ottomans. Ses articles valaient largement ceux des autres à l'époque. Il se rendit dans plusieurs grandes villes, envoya des dépêches de Sofia et de Belgrade. Il s'entretenait avec toutes les personnalités publiques qui acceptaient de le rencontrer, à qui il demandait généralement quels avantages politiques ou territoriaux elles espéraient obtenir à l'issue du conflit. Il récoltait quelques tuyaux auprès des journalistes locaux et prenait la peine de discuter avec les soldats. Sans quitter l'arrière des combats, il n'en voyait pas moins les effets : contrairement aux autres correspondants, il se rendait dans les hôpitaux pour parler aux blessés. Ses descriptions ont survécu à l'épreuve du temps. Ses lecteurs de 1912-1913 n'auraient pas été surpris par la férocité de la violence interethnique qui éclata dans la région des dizaines d'années plus tard.

Dans l'une de ses dépêches, il écrivait :

Après avoir séparé les vivants des morts, on tria les blessés. Les cas graves furent laissés non loin des champs de bataille de Kirkilios, Yambol et Filippopol, tandis qu'on transportait les blessés légers ici, à Sofia, où nous n'avons quasiment que des blessures « bénignes » : jambes, bras, épaules.

Mais ces soldats n'ont pas le sentiment d'avoir été légèrement atteints. Encore sous le coup des explosions et de la fumée des combats qui les ont estropiés, ils ont l'air de sortir d'un autre monde, mystérieux et terrible. Ils ont perdu les pensées et les sentiments qui les auraient portés au-delà de la bataille qu'ils viennent de vivre. Ils en parlent et en rêvent pendant leur sommeil[467].

En usant d'euphémismes, il obtenait un effet plus puissant.

Courant janvier 1913, il revint à Vienne assagi après trois mois d'absence à la *Pravda*. Le thème dominant de presque tous ses articles était le danger du nationalisme, qui menaçait le sud-est de l'Europe : toute la région lui semblait être une immense maison de fous. Les revendications nationalistes, martelait-il, compromettaient la paix sur tout le continent. Jusqu'à son départ dans les Balkans, il n'avait encore rien écrit ou presque sur la question nationale. Ses observations l'avaient amené à penser que la guerre entre l'Autriche et la Serbie n'était qu'une question de temps. Sa priorité était d'obtenir une tribune en Europe, par exemple une invitation à prononcer une allocution au prochain congrès du parti social-démocrate allemand[468]. Il en savait plus sur les dangers qui guettaient le Sud-Est européen que n'importe quel autre socialiste extérieur à la région, et il partageait l'opposition de principe de l'Internationale socialiste au militarisme et à l'impérialisme : aucun parti socialiste ne devait suivre un gouvernement sur le sentier de la guerre. Toutefois il comprenait instinctivement la nécessité de trouver un accord entre les nombreux partis. Les sociaux-démocrates allemands

constituaient la force principale de l'Internationale socialiste. Sa tâche la plus urgente consistait donc à laisser de côté les dissensions internes de la social-démocratie russe et à alerter les camarades allemands sur la nécessité d'engager sans attendre une action préventive.

Durant son séjour dans les Balkans, il avait confié la *Pravda* aux soins de son collaborateur Semen Semkovski. Maintenant qu'il était de retour, il plongeait de nouveau dans le journalisme partisan. L'unité organisationnelle était son cheval de bataille principal. Cet interlude comme correspondant de guerre l'avait revigoré. Souvent, dans sa future carrière, un petit séjour loin du tohu-bohu interne du Parti lui redonna de l'énergie et des armes pour ses campagnes politiques ultérieures. C'était un atout autant qu'un handicap : il ne serait, dans ces conditions, jamais un homme politique à plein temps.

Il dénonçait l'activité scissionniste des léninistes mais restait optimiste, même lorsqu'il s'élevait contre les ravages ainsi provoqués. Il expliqua clairement sa position dans une lettre à Nicolaï Tchkhéidzé, député menchevique à la Douma d'État, qu'il avait à cœur de gagner à sa cause et dont il admirait l'éloquence :

Les « succès » de Lénine ne me donnent pas davantage d'inquiétudes. Nous ne sommes pas en 1903 ni en 1908... En un mot, *l'édifice tout entier du léninisme actuel repose sur le mensonge et la falsification, et porte en lui les germes pernicieux de sa désintégration*. Il ne fait aucun doute que, si l'autre bord se comporte intelligemment, *un terrible processus de désintégration se déclenchera parmi eux, dans un avenir très proche*, précisément à cause de questions relatives à l'unité ou à la scission **[469]**.

C'était ce qu'il avait déjà dit en 1904, lorsqu'il rejetait les

perspectives à long terme de Lénine et des bolcheviks[470]. En 1905, il avait vu avec quelle promptitude la force ouvrière de Saint-Pétersbourg s'était regroupée sous l'autorité du soviét. Il continuait de compter sur les événements pour contraindre les marxistes à conjuguer leurs efforts encore plus efficacement lors de la prochaine crise politique qui ébranlerait l'autocratie des Romanov.

Pour faciliter le cours des événements, il projeta de renforcer la cohésion du bloc d'août tandis que, pensait-il, les léninistes se désagrégeraient. Les ouvriers réagiraient alors avec enthousiasme[471]. C'était surestimer à la fois la vivacité du bloc et l'intérêt de la classe ouvrière pour la politique[472]. De plus, les bolcheviks ne se désintégrèrent pas du tout. Loin de là : Lénine, comme on pouvait s'y attendre, prétextait l'existence des liquidateurs pour mettre le menchevisme au rancart. Martov entra dans son jeu en refusant de rompre avec les liquidateurs : il voulait maintenir l'esprit de la conférence de Vienne et liguer toutes les factions volontaires. Trotski n'était pas d'accord. Il écrivit un article pour *Loutch*, le journal liquidateur pétersbourgeois, dans lequel il dictait clairement ses conditions pour mettre fin à la campagne contre leur groupe. Ils devaient accepter « de ne pas diffamer le mouvement de résistance, de ne pas abolir le programme [du Parti] et de rester fidèle à l'ancienne bannière ». De plus, affirmait-il, le bloc d'août avait « déclaré une guerre totale » contre quiconque rejetterait ce point de vue[473]. Les mencheviks le soupçonnaient de vouloir tout simplement se hisser « jusqu'au sommet du pouvoir et de la célébrité[474] ». Martov pensait qu'il avait perdu le sens de la mesure dans ses attaques contre *Loutch*, et Axelrod lui-même

perdit patience[475]. Les marxistes de Russie lui écrivirent pour lui demander de s'expliquer : pourquoi appelait-il à l'unité du Parti alors même qu'il se lançait dans la polémique avec autant d'ardeur – ce reproche revenait fréquemment dans les plaintes qui parvenaient de Russie[476].

Quant aux rédacteurs du *Nacha Zaria*, la revue pétersbourgeoise produite au nom des députés mencheviks à la quatrième Douma d'État, ils lui firent savoir que « [ses] derniers articles n'[étaient] pas tous suivis d'effet. Moucharder et casser du mouchard, ça ne marche pas. La réponse adressée à Izgoev [un auteur affilié aux Cadets] n'est pas efficace non plus. Dans la polémique avec les libéraux, il faut toujours garder en tête qui est le lecteur de *Loutch* et à qui s'adresse le journal ». Les membres de la rédaction de *Nacha Zaria* ne se laissaient pas embobiner : ils reconnaissaient que les propos de Trotski sur la Douma étaient clairs et judicieux, mais ils le priaient de leur épargner sa brusquerie habituelle[477].

Une fois n'étant pas coutume, Natalia lui reprocha de s'acharner à réaliser l'unité du Parti. Selon elle, il gaspillait son énergie pour une cause perdue, et il valait mieux adopter une approche plus prosaïque. En décembre 1913, en visite à Saint-Pétersbourg, elle lui écrivit qu'elle avait vu ce que lui ne pouvait pas voir : tous ses plans éclataient « comme une bulle de savon[478] ». La fracture entre bolcheviks et mencheviks apparaissait très clairement au sein de la Douma d'État, dans la presse marxiste de Saint-Pétersbourg et dans les réseaux clandestins. Elle ne donnait pas de détails, mais de toute façon c'était peine perdue : une fois qu'il s'était mis quelque chose en tête, il était impossible de le faire changer d'avis. Elle le savait

mieux que personne. Il continua donc à démontrer la nécessité d'une unification, avec exclusion des bolcheviks et des liquidateurs. En même temps, il critiquait les mencheviks. Il avait un public de lecteurs en Russie, mais il n'était à la tête d'aucun groupe et ne souhaitait pas l'être. Jamais il n'avait eu aussi peu d'influence dans le Parti, et sa propre femme en voyait mieux la raison que lui.

Trois choses le sauvèrent du découragement, dont deux étaient évidentes : d'une part, sa suffisance notoire, d'autre part, le besoin que Martov avait de lui pour enfoncer les léninistes en adressant des pétitions à l'Internationale socialiste afin qu'elle contraigne les bolcheviks à rendre les fonds du Parti, sous peine d'être condamnés comme diviseurs indésirables[479]. La troisième source d'espoir était la situation en Russie. Depuis le massacre de la Lena en avril 1912, au cours duquel l'armée avait tiré sur les grévistes des mines d'or sibériennes, les ouvriers donnaient du fil à retordre aux autorités et à leurs employeurs. Le déclin économique avait pris fin et la main-d'œuvre du pays, moins préoccupée par la menace du chômage, était de plus en plus décidée à prendre le risque d'affronter les propriétaires d'usine. Entre 1913 et la première moitié de l'année suivante, le nombre de grèves passa de 2 404 à 3 534[480]. Dans les rues de Saint-Pétersbourg, les manifestants brandissaient une forêt de pancartes appelant à renverser la monarchie. Le radicalisme bénéficia d'un regain de popularité. Trotski, de loin, fonda sa propre revue légale, *Borba* (la « Lutte »), dans la capitale russe. Il lui fallait des partisans. Malgré quelques interventions de la police et la méfiance des factions en place (et même de certains de ses fidèles comme Semkovski), il

parvint à attirer des auteurs marxistes impressionnants, et apporta lui-même sa contribution par de longs articles sur la Douma, la dépendance budgétaire de l'État aux ventes de vodka, et les particularismes de l'histoire de la Russie[481].

Comme Lénine, il était confiant : la situation tournait à leur avantage. L'histoire semblait aller dans leur sens, comme en 1905. Dans son premier éditorial de *Borba*, Trotski s'adressait aux ouvriers autant qu'aux intellectuels. Le Parti, insistait-il, ne pourrait progresser que lorsque la classe ouvrière se serait formé sa propre opinion et aurait engagé le combat pour le « bonheur général de l'humanité »[482]. Mais, encore une fois, il appelait à mettre un terme au factionnalisme. L'unité organisationnelle était un but réaliste, disait-il, car aucune faction n'était exempte de profondes fissures internes[483]. Rien de plus fastidieux, par conséquent, que de perdre son temps avec l'enquête de la Deuxième Internationale sur le conflit bolcheviks-mencheviks. Les arguments volaient dans tous les sens. Kautsky, Zetkine et Mehring, les arbitres, voulaient en finir avec cette histoire. Il fut donc décidé que les deux protagonistes de cet imbroglio russe se retrouveraient à Bruxelles en juillet 1914, sous la houlette des Allemands. Tout le monde s'attendait à un verdict très lourd pour Lénine. S'il voulait réserver toutes ses armes aux mencheviks, Trotski devait renoncer à ses projets d'été et quitter Vienne pour un petit voyage à Bruxelles. La rencontre n'eut pas lieu et le petit voyage non plus. Au lieu de quoi, éclata la guerre, non seulement dans les Balkans, mais dans presque toute l'Europe.

Deuxième partie

-

1914-1919

La guerre à la guerre

Au début de l'été 1914, les Trotski menaient une existence paisible à Vienne alors que toute l'Europe tombait dans un maelström politique qui déboucha soudain sur la Grande Guerre. Le 28 juin, l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône des Habsbourg, fut assassiné à Sarajevo. Le gouvernement autrichien, tenant la Serbie pour responsable de cette tragédie, lui délivra un ultimatum aux termes inacceptables. Il n'y avait cependant pas encore de quoi s'alarmer : selon toute apparence, ce n'était qu'un conflit de plus dans la péninsule balkanique. Or tous ceux qu'on avait connus les années précédentes s'étaient soldés par un compromis.

Cette fois le climat était différent. Pendant tout le mois de juillet, la tension monta entre les grandes puissances européennes. La Russie lança des avertissements à l'Autriche-Hongrie, la sommant de s'abstenir de toute action militaire. L'atmosphère se dégrada encore davantage lorsque l'Allemagne poussa l'Autriche à mettre à exécution ses menaces contre la Serbie. L'empereur François-Joseph, estimant que les intérêts de l'État et son honneur personnel étaient en jeu, ne se fit pas prier pour relever le défi. Face à l'imminence de la guerre, Nicolas II ordonna la mobilisation générale. Autrichiens et Allemands ripostèrent en demandant à la Russie de revenir sur cette décision faute de quoi ils déclencheraient les hostilités. Nicolas II ignora l'ultimatum, et

les Allemands déclarèrent la guerre à la Russie. Les Autrichiens, déjà en conflit avec la Serbie, se joignirent à eux. Ni Londres ni Paris n'avaient très envie de voir leur allié russe battu, et l'Allemagne en mesure de dominer le centre et l'est de l'Europe. Deux grandes coalitions se formèrent. D'un côté, les Puissances centrales, menées par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ; de l'autre les Alliés, avec à leur tête la France, la Russie et le Royaume-Uni. L'Europe tremblait sous le pas de l'oie et le grondement des trains, mais rares étaient les ministres et diplomates qui s'attendaient à un cataclysme politique et social d'une ampleur telle qu'il allait ravager tout le continent. On pensait généralement que cette guerre serait brève et le front d'une extrême mobilité.

Trotski ne commença à s'inquiéter qu'au moment de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie : dès lors, en tant que ressortissant russe dans un État allié à l'Allemagne impériale, il devenait vulnérable. Le lendemain, le 3 août, il se rendit rue Wienzeile, dans les locaux du quotidien social-démocrate *Arbeiter-Zeitung*, à la recherche de son ami Friedrich Adler. Ils y furent bientôt rejoints par le père de Friedrich, Victor, qui lui suggéra de se renseigner précisément sur le traitement que les autorités viennoises réservaient aux émigrés russes comme lui. Victor, psychiatre et socialiste éminent, craignait une crise de « folie » massive, car cette guerre ouvrait les vannes d'un nationalisme larvé. Que Trotski fût un opposant à Nicolas II ne suffirait peut-être pas à lui éviter la prison. Il ne fallait pas oublier non plus que sa famille et lui n'avaient pas intérêt à tomber entre les mains d'une foule avide de vengeance. La situation échappait à tout contrôle. Victor Adler était certain qu'il courait un danger.

Comme il avait des relations au plus haut niveau de l'État, il décida en plein milieu de l'après-midi d'appeler un taxi et d'amener Trotski chez Geier, le chef de la police politique. Ce dernier donna raison à sa version pessimiste, révélant qu'une arrestation massive des résidents de nationalité russe était prévue prochainement.

Trotski réagit avec calme : « Alors vous me conseillez de quitter le pays ? demanda-t-il.

— Absolument. Et le plus tôt sera le mieux.

— Très bien, dès demain je me rendrai en Suisse avec ma famille.

— Euh... Je préférerais que vous partiez aujourd'hui[484]. »

Geier n'avait aucune envie d'encombrer d'étrangers les prisons viennoises. Trotski, connu pour être un opposant à Nicolas II, n'avait jamais figuré sur la liste officielle des ressortissants indésirables. Il était plus commode pour tout le monde de lui faire quitter le pays discrètement, avant que des mesures ne soient prises à son encontre. Trotski se précipita chez lui pour avertir Natalia. Ils remplirent des valises de vêtements et de dossiers politiques, sans panique : ils avaient tous deux l'esprit pratique et méthodique, étant toujours prêts à partir en urgence. À dix-huit heures quarante, ils montaient dans un train à destination de la Suisse, pays neutre[485].

Leur première étape était Zurich, où vivait une importante communauté de marxistes russes. Trotski pouvait y rencontrer des camarades vétérans du marxisme. Il avait perdu le foyer de son activité révolutionnaire. Sa *Pravda* n'existait plus, son équipe de soutien s'était désagrégée et il se

trouvait dans une situation financière des plus instable. Mais pour lui, le pire était ailleurs, dans la réaction de la plupart des partis membres de la Deuxième Internationale face à la guerre. Ils avaient juré d'empêcher le déclenchement des hostilités et de retirer leur soutien au gouvernement de leur pays si celui-ci entraînait dans le conflit. Or, au grand désespoir de Trotski, cet engagement tomba dans les oubliettes. En Allemagne, en France et en Grande-Bretagne, la direction du principal parti socialiste vota en faveur de l'effort militaire. La Russie et la Bulgarie faisaient exception, mais elles comptaient toutes deux un grand nombre de socialistes qui avaient embrassé la cause patriotique. Le plus connu était Plekhanov. Des bolcheviks comme Gregori Alexinski avaient même déclaré qu'il fallait battre l'Allemagne, ennemie du peuple russe. Beaucoup d'émigrés socialistes qui avaient quitté la Russie impériale, figés dans leur haine de Nicolas II, faisaient la queue pour s'engager dans l'armée française. La Deuxième Internationale avait rendu l'âme. Le parti social-démocrate allemand décida de suspendre l'action révolutionnaire jusqu'à ce que le pays ne soit plus sous la menace d'une invasion française, britannique ou russe. Quant au parti socialiste français, il se rallia à un gouvernement dont le souci majeur était d'échapper au joug allemand.

Les socialistes pacifistes comme Trotski enrageaient contre ces partis qui déshonoraient les engagements de la Deuxième Internationale, mais le révolutionnaire qu'il était trouvait un semblant de réconfort dans le déclenchement des hostilités en Europe. Sur la stratégie militaire, il n'avait rien à dire, et l'intérêt qu'il portait à des gouvernements ou cabinets ministériels particuliers était très limité, voire nul. En

revanche, le conflit allait ouvrir de nouvelles perspectives pour la révolution : cette « guerre impérialiste » était le dernier soubresaut du capitalisme mondial, il en était convaincu. La gigantesque lutte armée qui enflammait l'Europe était en passe de briser le statu quo politique de chaque pays belligérant, et le socialisme renaîtrait des cendres de la guerre en tant que sauveur de l'humanité.

C'est ce Trotski-là qui, en se promenant dans Zurich, tomba sur Hermann Molkenbuhr, venu y mener campagne pour le parti social-démocrate allemand et sa politique belliciste. Lorsque Trotski lui demanda comment il voyait l'évolution des choses, la réponse fusa : « Dans deux mois nous en aurons fini avec la France et nous nous tournerons vers l'Est pour en finir aussi avec les troupes du tsar ; dans trois mois, quatre au plus, nous établirons une paix définitive en Europe. » Molkenbuhr considérait les pronostics apocalyptiques de Trotski comme les élucubrations d'un « utopiste[486] ». Trotski ne se laissa pas intimider. Il se souvenait de ce jour de 1905 où il était resté cloîtré pendant vingt-quatre heures dans une pension de famille à Rauha, avant de se retrouver le lendemain à l'Institut technologique de Saint-Petersbourg en train de diriger les activités du soviet. Cette sorte de coup de théâtre, pensait-il, allait se reproduire. La Suisse, bien sûr, restait un pays neutre. L'armée n'était là que pour défendre ses frontières et, si l'on y entendait régulièrement le bruit des exercices de tir au canon, les autorités espéraient bien maintenir leur pays à l'écart du conflit et les débats publics tournaient principalement autour de la question de l'excédent de pommes de terre et de la pénurie croissante de fromage[487]. Mais, comme d'autres partisans de l'extrême gauche, Trotski n'éliminait pas la

perspective d'une révolution socialiste en Suisse.

Toutefois, après avoir jaugé l'ampleur du mouvement pacifiste, il décida que la France serait un meilleur refuge pour lui et, de toute façon, *Kievskaja Mysl* lui demandait d'être encore une fois son correspondant. Le 19 novembre 1914, il partit pour Paris, où se trouvait un groupe marxiste énergique auquel appartenaient Anatoli Lounatcharski et Iouli Martov[488]. Trotski avait l'intention de collaborer à leur journal, *Golos* (la « Voix »). Il s'inscrivit sur la liste des contributeurs, où figuraient d'autres marxistes opposés à la guerre comme Martov, Alexandra Kollontaï et Angelica Balabanova. Le nom de son vieil ami Axelrod, qui envoyait ses articles de Suisse, apparaissait aussi dans l'ours[489]. Il avait laissé à Natalia le soin de régler les affaires de la famille. Lorsqu'elle lui écrivit qu'ils étaient à court d'argent, il prit contact avec Axelrod et lui demanda de l'aider à obtenir un prêt à court terme. Il télégraphia également à *Kievskaja Mysl* pour qu'on lui expédie un chèque[490]. Il avait bien de l'argent sur son compte, mais les transferts n'étaient pas faciles à partir de Paris[491].

Golos changea vite de nom pour *Naché Slovo* (« Notre parole »). Trotski émit le désir de rejoindre l'équipe de rédaction, mais cela suscita une controverse : connaissant son tempérament dominateur, les rédacteurs craignaient qu'il ne perturbe l'atmosphère de travail. Tous reconnaissaient cependant son talent littéraire incomparable et son engagement à collaborer avec tous les marxistes pacifistes, de Martov à Lénine. On ne pouvait pas le laisser sur la touche[492]. Martov n'eut pas lieu de se réjouir du résultat. À peine arrivé dans l'équipe, Trotski réclama un débat sur la

position du menchevik qui répugnait à rompre définitivement avec Plekhanov et tous ceux qui, du côté russe, soutenaient l'effort de guerre. Les réunions du comité de rédaction de *Naché Slovo* furent le théâtre d'emportements violents[493]. Par tempérament, Martov répugnait à toute forme de division et préférait la voie d'une grande tolérance pour les questions d'organisation, comme Trotski le recommandait avant 1914 ; mais c'était fini, Trotski n'était plus favorable à un grand rassemblement. Tandis que Martov s'accrochait à la vieille politique marxiste, il préconisait une nouvelle approche : quiconque prônait la défense patriotique de la Russie impériale devait être traité en ennemi de la cause prolétarienne.

Pour la première fois de sa carrière, Trotski s'engagea dans une polémique avec Plekhanov, qu'il considérait avec un parfait mépris[494]. En tant que grand unificateur putatif, il avait évité autant que possible de s'en prendre au fondateur du Parti. Alors qu'il détestait les conflits entre factions, sa dispute récurrente avec Lénine, depuis 1903, était l'exception qui confirmait la règle. De même, sa condamnation des liquidateurs, avant la guerre, n'était pas conforme à sa manière habituelle de traiter les dissensions internes. Fin 1914, il attaqua Plekhanov sur sa politique de guerre. Le fondateur du Parti, tout en s'abstenant de soutenir le tsar, voulait la victoire de la Russie sur l'Allemagne. Il prétendait qu'en cas de victoire des Puissances centrales, l'Europe passerait sous la botte allemande. C'est pourquoi il approuvait le vote des crédits militaires par le gouvernement russe. Trotski le traita de renégat : Plekhanov avait sombré dans les abysses du chauvinisme et ne méritait plus le nom de camarade. Depuis longtemps déjà, il avait pris en grippe

Alexander Potresov et les liquidateurs. Il ne fut donc pas surpris de les voir presque tous devenir « sociaux-patriotes » et il s'en prit à eux régulièrement. Il se brouilla aussi avec Marian Melenevski, qui l'avait aidé à devenir rédacteur en chef de la *Pravda* de Vienne. En 1915, Melenevski qui dirigeait l'Union pour la libération de l'Ukraine était passé du marxisme au nationalisme. Trotski l'accusa lui aussi et Melenevski riposta[495].

La politique induite par l'état de guerre défavorisait Trotski et ses arguments en faveur d'une cohésion du parti ouvrier social-démocrate de Russie. Le révolutionnaire pestait contre les chefs de file qui fermaient les yeux sur le vote des crédits militaires demandés par le gouvernement de Nicolas II : c'était devenu son principal critère de jugement. Les bolcheviks patriotes abandonnaient toute allégeance à leur faction, mais des autres groupes connaissaient des désaccords politiques. De l'avis de Trotski, il y avait beaucoup plus grave que les écrits de Plekhanov, c'était la ligne éditoriale de *Nacha Zaria*. Ce journal menchevique avait renoncé à sa neutralité pour défendre l'idée d'une victoire de la démocratie alliée sur l'autocratie des Puissances centrales. Trotski enrageait : comment les éditeurs ne comprenaient-ils pas que la guerre n'était pas un « conflit de formes politiques » et qu'elle n'avait rien à voir avec la démocratie ? L'enjeu des deux coalitions belligérantes, c'était en réalité des marchés, des territoires et la domination du monde. Trotski jugeait absurde que *Nacha Zaria* rejette toute la responsabilité sur les junkers prussiens[496]. En même temps, il ne supportait pas l'idée d'une campagne politique en faveur de la défaite russe, comme le proposait Lénine. Les bolcheviks pacifistes eux-mêmes

étaient nombreux à y voir un fanatisme absurde. Comme lui, ils appelaient à critiquer toutes les puissances belligérantes en même temps. Trotski se targuait d'être internationaliste. Pour lui, les manœuvres de Lénine sentaient le nationalisme inversé. Il écrivit une lettre ouverte sur le sujet, mais *Naché Slovo* ne la publia pas – à moins que lui-même n'ait changé d'avis pour une raison qu'il n'a jamais divulguée[497].

Natalia et les garçons arrivèrent à Paris en mai 1915. Guerre ou pas, ils allaient passer des vacances normales. Lorsque le peintre italien René Paresce et son épouse russe, Ela Klyachko, leur proposèrent leur maison de Sèvres, au sud-ouest de la capitale (le couple, qui voulait fuir la guerre, s'était réfugié en Suisse[498]), la famille sauta sur l'occasion. Cependant, Trotski, espérant voir advenir la révolution d'un moment à l'autre, voulait être aussi près que possible des hostilités – en effet, il était sûr que les difficultés militaires des Alliés précipiteraient l'explosion révolutionnaire. Jusqu'aux vacances scolaires, les garçons fréquentèrent l'école du quartier. De langue maternelle russe, ils avaient appris l'allemand à Vienne, mais ils devaient maintenant se mettre au français qu'ils ne connaissaient pas du tout[499]. Les militants français firent l'impossible pour les aider à se sentir chez eux. Un ouvrier de leur connaissance leur apporta un jour un berger allemand nommé Kiki. Le jeune Sergueï, âgé de huit ans, fut enchanté de cette petite chienne qu'il voulut traiter comme un être humain. Il demanda à sa mère une brosse à dents et un mouchoir pour sa toilette et il ne comprenait pas pourquoi elle ne parlait pas[500]. Les Trotski n'avaient jamais eu d'animaux domestiques, ni en Autriche ni en Suisse, ce qui explique peut-être la naïveté de l'enfant. Mais peut-être aussi

le jeune garçon, qui avait reçu si peu d'attention de ses parents, complètement investis dans la politique, avait-il eu besoin d'imaginer une « personne humaine » pour lui tenir compagnie.

Vers la fin de l'été, les Trotski déménagèrent pour s'installer à Paris, dans un petit appartement de la rue de l'Amiral-Mouchez, non loin du parc Montsouris[501]. Les parents tenaient à ce que les enfants pratiquent le russe, c'était une question d'honneur ; aussi inscrivirent-ils Liova et Sergueï dans une école russe du boulevard Blanqui. Comme d'habitude, Natalia s'occupait de la maison pendant que Trotski travaillait comme un fou. Il n'arrêtait pas d'écrire, corrigeait des articles, prononçait des discours et ralliait des partisans, tout en exerçant son activité de critique. Toujours sur la brèche, il contracta une maladie qui dérouta les médecins. Natalia le soigna et s'occupa de lui jusqu'à sa guérison[502]. En bonne santé ou non, il avait des habitudes bien définies. Passer des heures à discuter à la Rotonde, comme Martov, n'était pas dans ses habitudes. Tous les matins à onze heures, il allait au journal régler les détails du prochain numéro[503]. Il aimait sentir l'odeur de l'encre dans l'atelier d'imprimerie et feuilleter les premiers exemplaires tout frais sortis, encore chauds et humides[504]. Ses deux fils avaient maintenant l'âge de jouer les garçons de courses et ils apportaient volontiers ses articles à la rédaction de *Naché Slovo*. Un jour, Sergueï fit don au journal d'un billet de vingt francs trouvé dans la rue[505]. Une sorte d'osmose familiale sensibilisait les garçons à la politique (pour Liova, l'effet fut particulièrement durable, pas pour Sergueï)[506].

L'un des ouvriers imprimeurs, un certain Imber, voulut se

lier d'amitié avec Sergueï ; mais il resta interloqué par la brusquerie du jeune garçon face à des propos qu'il jugeait absurdes. À la suite de quoi, Natalia eut une discussion sérieuse avec son fils et lui conseilla de montrer un peu plus de tact à l'avenir[507]. En fait Sergueï ne faisait que suivre l'exemple d'un autre membre de la famille, tout aussi intolérant aux remarques stupides.

Le couple prétendit par la suite avoir mené à Paris une vie assez simple, mais rien ne le prouve. En 1914, Trotski envoya au *Kievskaja Mysl* six gros articles qui remportèrent un tel succès que le journal continua de le solliciter jusqu'en 1916 ; comme la France et la Russie étaient alliées, il pouvait compter sur la rapidité des transferts d'argent à son compte en banque parisien. Dans la France en guerre, la famille ne manquait de rien. Malgré les revenus importants que lui assurait la libérale *Kievskaja Mysl*, Trotski préférait placer ses articles dans des journaux de tendance socialiste et pacifiste. Il était toutefois prêt à écrire pour des quotidiens ou des revues de gauche qui n'avaient pas pris position, notamment *Novy Mir* (« Nouveau Monde »), un journal new-yorkais lu par beaucoup d'émigrés russes. Malgré la guerre, Trotski n'interrompit pas ses envois transatlantiques et ne se priva pas pour lancer des avertissements contre l'impérialisme russe, français et britannique[508]. Ziv, le vieux camarade des années Nikolaïev, émigré et installé comme médecin à New York, soutenait la campagne d'opposition à la guerre et à l'intervention américaine ; il lui adressa son meilleur souvenir[509].

Les autorités et commandants alliés censuraient toutes les informations relatives aux combats. Bien sûr, il n'était pas

question pour Trotski de s'approcher des lignes de front. Il se rattrapa donc avec empressement sur les veuves et les invalides qu'il voyait dans les rues de Paris. Il lui suffisait d'un coup d'œil pour deviner une tragédie et broder tout autour, accusant les « impérialistes » et les « capitalistes » entrés dans le conflit de vouloir en tirer des avantages financiers. Il ressentait un grand besoin de visualiser la réalité qu'il s'attachait à décrire et à analyser : il avait compris que ses lecteurs prêteraient une oreille plus attentive à ses argumentations politiques s'il leur proposait un récit vivant des horreurs de la Grande Guerre. Il devait se montrer très prudent dans l'élaboration des articles destinés aux journaux de Kiev et de Paris : inutile de dire des choses qui ne passeraient jamais le cap de la censure française ou russe. Il restait donc juste à la limite de ce que l'on pouvait imprimer sans risque.

Plekhanov l'accusa de délivrer des messages contradictoires dans *Naché Slovo* et *Kievskaja Mysl*. Trotski répliqua à juste titre qu'il n'avait jamais autorisé personne à émasculer sa pensée[510]. S'il lui arrivait parfois d'aller trop loin au goût des censeurs et de devoir laisser des blancs dans *Naché Slovo*, d'ordinaire il savait pondérer son langage et user d'un style indirect qui ne compromettrait pas la publication de ses articles[511]. Il jouait au chat et à la souris avec la censure. Comme il fallait s'y attendre, l'ambassadeur de Russie à Paris se plaignit que, dans les pays alliés, Trotski et les révolutionnaires russes pacifistes sapaient le patriotisme.

Les internationalistes révolutionnaires pacifistes de France et de Russie se retrouvaient régulièrement quai de Jemmapes[512] pour discuter. Trotski était un habitué.

Vladimir Antonov-Ovseenko, l'un de ses collaborateurs à *Naché Slovo*, s'y rendait moins souvent, trop occupé par ses activités éditoriales. Natalia restait à la maison pour s'occuper des garçons[513]. Jusqu'à l'arrivée de Trotski, Martov avait été l'âme des débats. De l'avis général, c'était un homme très intelligent et profondément engagé, à la conversation brillante. Trotski le relégua dans l'ombre. Énergique et spirituel, il ne se laissait jamais désarmer par les doutes intellectuels et les inhibitions que Martov éprouvait envers les camarades. Il l'aimait beaucoup, mais depuis longtemps, il avait conclu qu'il ne possédait pas le dynamisme nécessaire pour former un parti révolutionnaire et remplir les tâches liées à la révolution. Les deux hommes étaient cependant d'accord sur de nombreux points. Notamment sur l'idée que la guerre résultait de rivalités capitalistes et impérialistes, auxquelles on ne pouvait mettre fin qu'en instaurant des gouvernements socialistes en Europe. La plus grande partie de l'Internationale socialiste s'était discréditée de manière irréversible. Pour les militants du quai de Jemmapes, russes et français notamment, il s'agissait désormais de construire une alliance internationale des formations socialistes hostiles au conflit. Groupes et organisations devaient se rassembler sans distinction de nationalités. Il fallait mettre fin à la Grande Guerre. L'Europe avait désespérément besoin de l'avènement du socialisme.

Conceptions révolutionnaires

Aucun groupe trotskiste ne se forma durant la Grande Guerre, ce qui ne fut pas pour préoccuper Trotski. Il ne faudrait pas pour autant exagérer le contraste avec les autres factions dominantes du parti ouvrier social-démocrate de Russie. Le nombre de léninistes avait chuté, surtout après que Lénine eut appelé de ses vœux une défaite militaire de la Russie. Plus personne ne parlait des martovistes et, s'il restait encore des plekhanovistes, ils étaient peu nombreux et mal organisés. Pourtant, aucune personnalité dominante du Parti n'était aussi solitaire que Trotski.

Il s'était engagé à rassembler les socialistes pacifistes, mais les combats compliquaient sérieusement la tenue d'une réunion préparatoire dans la plupart des pays européens. Les seuls qui demeuraient accessibles étaient la Suisse, la Scandinavie et la Hollande, du fait de leur neutralité. Le pacifiste Robert Grimm, chef de la social-démocratie suisse, considérait l'organisation d'une conférence comme un devoir moral et politique, ce que Trotski apprit par la rumeur en décembre 1914. Il écrivit aussitôt à Axelrod pour en avoir la certitude[514] et lorsqu'il reçut confirmation, il sauta sur l'occasion. Grimm y mettait une condition impérative : il fallait éviter de contrarier les autorités bernoises dans leurs relations avec les Puissances centrales ou avec les Alliés. Il envoya des invitations à la France, à la Grande-Bretagne, à la Russie, à l'Autriche et à l'Allemagne. Les difficultés surgirent lorsque les

belligérants eurent vent du projet et empêchèrent les citoyens de leur pays d'y assister (ceux qui y parvenaient quand même n'étaient pas sûrs d'être autorisés à rentrer dans leur pays d'origine). Certains étaient indisponibles parce qu'ils étaient en prison – c'était le cas de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht en Allemagne. Parmi les dix Allemands qui se présentèrent, un seul – Julian Borchardt – avait voté contre les crédits militaires réclamés par le gouvernement de Guillaume II. Or, si l'Allemagne avait pu se lancer dans la guerre, c'est précisément parce qu'elle avait obtenu ces crédits.

Un autre choc attendait Grimm au moment où ses hôtes se réunirent à Zimmerwald, un petit village de montagne au-dessus de Berne. Il comptait sur une atmosphère conviviale et se retrouvait face à la hargne des radicaux-socialistes européens. Les Russes lui causèrent aussi un maximum d'ennuis. Lénine fit son cinéma habituel, défiant les délégués des factions rivales. Le chef de la social-démocratie suisse ne savait plus où donner de la tête[515]. Si quelqu'un pouvait arrêter Lénine, c'était bien Trotski. En tant que coéditeur de *Naché Slovo*, il jouissait d'un certain prestige. Lénine le savait, c'est pourquoi il le catalogua tout de suite comme ennemi, susceptible de rassembler l'opposition contre les projets bolcheviques. Grigori Zinoviev, le plus proche associé de Lénine à cette époque, reçut pour consigne de minimiser les concessions qui pourraient lui être accordées au cours de leurs négociations[516]. Lénine et Zinoviev avaient l'intention de restreindre le plus possible l'accès à cette conférence : ils préféraient ne traiter qu'avec des pacifistes clairement déterminés à prendre le pouvoir par la révolution. Trotski

aussi aspirait à une révolution violente, mais il ne voulait pas voir la conférence partir à vau-l'eau avant même d'avoir commencé. D'une façon ou d'une autre, il fallait aboutir à une coalition des socialistes pacifistes européens, et pour cela neutraliser la tendance de Lénine à la division.

Trotski donna de l'ouverture de la conférence, le 5 septembre 1915, une description mémorable :

Les délégués s'entassèrent dans quatre voitures et se mirent en route pour la montagne. Les passants regardaient passer ce cortège insolite avec curiosité, et les délégués eux-mêmes faisaient remarquer avec humour qu'un demi-siècle après la fondation de la Première Internationale, il était encore possible de regrouper tous les internationalistes dans quatre chars à bancs. Mais ces badinages étaient exempts de tout scepticisme. Souvent le fil de l'histoire se rompt et, dans ce cas, il faut y faire un nœud. C'est aussi ce que nous nous apprêtons à faire à Zimmerwald[517].

Il affirmait donc que ce petit rassemblement en Suisse restaurait la confiance et les pratiques des pères fondateurs, Marx et Engels.

Plus tard, il afficherait son mépris pour Robert Grimm qui s'opposa à la révolution d'Octobre ; mais pour l'heure, il lui vouait reconnaissance et respect. Sans cet homme, il n'y aurait pas eu de conférence – et certainement pas celle-ci où se retrouvaient des socialistes venus, selon leur pays, des deux camps opposés. Le parti ouvrier social-démocrate de Russie n'aurait pas pu l'organiser, pour la simple raison que ses leaders pacifistes ne pouvaient pas supporter de se trouver ensemble dans une même pièce, et encore moins de faire asseoir les dirigeants radicaux-socialistes d'Europe autour d'une table de négociations. Les participants à la conférence de

Zimmerwald n'en formaient pas moins une équipe disparate. La plupart restaient fidèles aux traditions de l'Internationale socialiste et à sa condamnation du militarisme. Certains étaient des pacifistes purs et durs, tandis que d'autres auraient refusé de soutenir quelque conflit que ce fût sans pour autant être pacifistes par principe. Il n'en était pas de même pour Trotski et ses compatriotes marxistes, qui refusaient au contraire d'exclure l'hypothèse d'une propagation du socialisme par les armes. S'ils ne firent aucune déclaration dans ce sens en 1915, c'est avant tout parce que leur objectif immédiat était d'empêcher les Puissances centrales et les Alliés de poursuivre le combat.

Dès le début de la conférence, Lénine et Karl Radek entreprirent de monter une cabale. Avec leurs partisans, ils constituèrent le noyau de ce que l'Histoire retiendrait comme la « Gauche de Zimmerwald », qui tenta de contraindre les participants à durcir leur position sur la lutte des classes, la prise du pouvoir par la violence et la révolution socialiste. De sa prison, Karl Liebknecht écrivit une lettre dans laquelle il insistait sur la nécessité d'une guerre civile dans les pays belligérants – message encourageant pour Lénine et Radek. Ils ne domineraient peut-être pas la conférence, mais ils pouvaient réalistement espérer l'orienter vers le radicalisme. La Gauche rédigea son propre manifeste, pour contrer les efforts rassembleurs de Grimm[518]. Sur bien des points, Trotski était d'accord, et régulièrement il en parlait à Radek avec lequel il entretenait alors une correspondance régulière[519] (ils étaient presque amis, dans la mesure où c'était possible pour chacun d'eux, bien sûr). Trotski ne chercha jamais à passer pour pacifiste, même si beaucoup,

sous l'effet de ses tirades contre la guerre, laissaient croire qu'il l'était. De même que Lénine et Radek, il prêchait la révolution socialiste comme seule voie possible vers une paix durable, mais c'étaient ses arguments en faveur de la paix qui captaient l'attention.

Radek ne parvint pas à convaincre Trotski de cosigner le manifeste de la Gauche ni aucun document. Il n'était pas disposé à se rapprocher de Lénine et encouragea plutôt les autres à rédiger leur propre manifeste. Ce fut l'une des rares fois où Zinoviev défia Lénine en tendant la main à Trotski et en se félicitant de le voir « faire un petit pas » vers la Gauche[520]. Tout cela n'aboutit à rien et Lénine n'eut pas à s'asseoir sagement aux côtés de son vieil adversaire. Les deux hommes s'affrontèrent de plus belle. Lénine critiqua la façon dont Trotski flirtait avec les pacifistes européens, et Trotski dénonça lourdement la stupidité de la Gauche de Zimmerwald, incapable d'attirer ceux qui menaient campagne contre la guerre sans pour autant être marxistes. Il reprocha aux bolcheviks de s'être acharnés contre Kautsky, qui était absent. Il accusa Lénine d'être obsessionnel : le moment était pourtant venu d'oublier que Kautsky n'avait pas condamné son propre parti pour avoir voté les crédits militaires en Allemagne. Car les choses avaient changé : Kautsky s'élevait maintenant énergiquement contre la guerre et la direction de son parti (en 1917, il fonderait le parti social-démocrate indépendant, l'USPD allemand). Trotski et la socialiste néerlandaise Henriette Roland-Holst finirent par rédiger les premières ébauches de leur propre manifeste[521].

Grimm et ses alliés obtinrent aisément la majorité pour le leur, mais une coalition entre Lénine, Radek et Trotski les

obligea à affûter leur argumentation afin d'obtenir l'unanimité. Le résultat fut un manifeste officiel appelant les prolétaires à une « irréductible lutte des classes[522] ».

La conférence de Zimmerwald s'acheva le 8 septembre. Trotski rentra à Paris avec une meilleure réputation à l'extrême gauche, malgré un accueil peu chaleureux. Il n'avait pas passé son temps à se liguer contre les autres participants, mais tenté au contraire de rallier le plus de sympathisants possible autour de ses objectifs fondamentaux. Il n'avait pas cédé à la rancœur : toute comparaison avec Lénine à cette époque aurait été à son avantage. Si une révolution éclatait en Europe, il faudrait sûrement que les radicaux-socialistes pacifistes restent soudés, et les tendances compulsives de Lénine ne pourraient qu'être néfastes. En 1905, Trotski avait prouvé ses capacités de meneur. Il pouvait recommencer en Russie et même en France, dans une certaine mesure. Il attendrait son heure. Détaché de toute allégeance, il était libre de rechercher les bonnes occasions avec un calme et une confiance inhabituels. Il se moquait souverainement de ne pas avoir été élu à la Commission socialiste internationale, créée à Zimmerwald. Aucun dirigeant du parti ouvrier social-démocrate de Russie n'en était, d'ailleurs. Des querelles interminables n'auraient pas manqué d'éclater si l'une des factions russes avait obtenu la priorité sur les autres ; aussi croyait-on préférable de les laisser toutes en dehors – de toute façon, la Commission n'était pas habilitée à donner des ordres.

Aucun compte rendu de la conférence ne fut autorisé à la publication en France, et naturellement la censure concentra son attention sur la presse francophone. Consternées, les autorités de l'Okhrana s'aperçurent que les dépêches publiées

par Trotski dans *Naché Slovo* étaient passées entre les mailles du filet. Selon les rapports des agents de la police russe de Petrograd (c'était le nouveau nom de la capitale, Saint-Pétersbourg ayant une consonance teutonique trop appuyée), le révolutionnaire dirigeait une « campagne germanophile ». Or, à leurs yeux, toute personne qui critiquait Nicolas II et son armée rendait service aux Puissances centrales[523]. Dans la communauté des émigrés révolutionnaires, une rumeur sur le déroulement de la conférence commença à circuler. Les zimmerwaldistes – c'était le nom que s'étaient donné les participants – se quittèrent sur un regain d'espoir : dans les pays belligérants, la popularité de la guerre était sur le point de se fissurer.

Pour la plupart des socialistes, il était inconcevable que l'ancien monde sorte indemne de la Grande Guerre. On ne pouvait s'attendre qu'à des ravages et à des malheurs. Ce qui était inhabituel, c'était l'ambition des forces belligérantes. Les Alliés incriminaient les Puissances centrales, leur reprochant d'appliquer des méthodes coloniales aux pays qui dépendaient d'eux. La Belgique fut le théâtre d'atrocités. En Allemagne et en Autriche, les Alliés eux-mêmes devinrent la cible des critiques. Les prétentions allemandes et autrichiennes leur étaient tellement insupportables que Londres et Paris se sentaient prêts à raffermir l'autorité de l'Empire russe, ce bastion de la réaction, dans la moitié est du continent. Les buts de guerre changeaient constamment au fil des combats. Pour finir, le monde entier serait affecté. Si l'Allemagne perdait, elle paierait le prix fort. Avec constance, la presse alliée diabolisait Guillaume II et ses ministres « barbares ». L'État allemand perdrait certainement quelques-unes de ses possessions en

Allemagne même et dans l'empire. L'Autriche-Hongrie étant la mal-aimée, on prévoyait de démanteler le domaine des Habsbourg en un certain nombre d'États indépendants. Mais que se passerait-il si les Puissances centrales l'emportaient sur les Alliés ? Il était difficile d'imaginer que les colonies britanniques, françaises et hollandaises seraient épargnées. Pour les socialistes pacifistes, il allait de soi que les puissances victorieuses imposeraient une réorganisation de grande envergure, avec remaniements territoriaux et indemnités.

Cet épilogue ne serait probablement pas définitif. Lénine anticipait d'autres conflits mondiaux, mais il n'était pas vraiment le plus populaire des radicaux socialistes aspirant à la paix. Rien d'étonnant à cela d'ailleurs, puisque ses slogans préconisaient une « guerre civile européenne » dans la foulée de l'actuelle « guerre impérialiste[524] ». Aux yeux de certains, comme Trotski et Martov, mais aussi pour de nombreux léninistes, le leader semblait avoir perdu contact avec la réalité politique. Ils ne voyaient pas d'espoir pour le « zimmerwaldisme », sauf à offrir à la classe ouvrière de chaque pays belligérant des perspectives moins cataclysmiques. Il était trop tard, estimaient-ils, pour planifier sérieusement des accords de paix capables de tenir plus d'une année ou deux.

Trotski émettait sans cesse de nouvelles idées, sur lesquelles il détestait revenir, évidemment, estimant que c'était une perte de temps. Il fallait vraiment un retournement complet de situation pour l'obliger à reconsidérer une question. Au début de l'année 1905, il avait suggéré l'idée d'un gouvernement ouvrier. Il se contentait de l'avoir formulée et défendue. Cette manière de procéder contrastait avec celle des

autres principaux leaders marxistes, lesquels affinaient et ajustaient constamment leurs propositions. De même, pendant la Grande Guerre, Trotski annonça rapidement la couleur. Il avait trouvé une nouvelle formule : les « États-Unis d'Europe ». Impressionné par la constitution fédérale des États-Unis et de la Suisse, il réfléchissait aux nouvelles données mondiales. Les socialistes, écrivait-il, devaient tirer les enseignements de ce que le capitalisme avait réalisé. La Hongrie représentait une autre source de problèmes, jusqu'alors sous-estimés. L'Italie et la Bulgarie, comme la Serbie et la Hongrie, nourrissaient des ambitions territoriales. La solution se trouvait donc dans un mélange de socialisme, de paix et d'union fédérale. Chaque pays jouirait d'une « autonomie fédérative fondée sur des principes démocratiques »[525].

Trotski proposait notamment une union fédérale des pays balkaniques. Si elle conservait son indépendance, la Serbie continuerait selon lui à perturber le reste de l'Europe. Une confédération permettrait à toute la région de s'engager dans un processus d'industrialisation rapide[526]. Aucune solution, prétendait-il, n'était possible sans une insurrection socialiste ; les États-Unis d'Europe devraient être une dictature du prolétariat. Lénine défendit d'abord la même idée, mais il l'abandonna par la suite, probablement pour se démarquer de Trotski, de Rosa Luxemburg et d'autres personnalités de gauche. Trotski vit là un signe supplémentaire de son opportunisme, de son sectarisme et de son égotisme, et aussi la preuve formelle qu'il manquait de perspective, qualité essentielle pour un leader révolutionnaire ambitieux.

Lorsqu'il entreprit de prouver que le capitalisme était pourri

jusqu'à la moelle et militariste par nature, sa plume ne s'arrêta plus. Tant que des États-nations couvriraient la carte de l'Europe, la paix ne pourrait s'établir. Les guerres se succéderaient d'un bout à l'autre du continent[527]. Les armées se battaient pour obtenir que des pays deviennent des empires capitalistes. Le discours officiel sur l'honneur et la liberté était purement rhétorique. Le capitalisme était arrivé à un stade si avancé qu'aucun grand territoire n'était immunisé contre la domination impérialiste. La guerre n'était qu'une affaire d'acquisition ou de conservation de possessions coloniales et d'expansion de marchés. Trotski n'offrait aucune argumentation économique circonstanciée fondée sur l'expérience : il laissait ce genre de choses à Lénine, Radek, Rosa Luxemburg et Piotr Maslov. Après avoir défini le cadre de son analyse, il passa à l'écriture de chroniques quotidiennes. Il continuait à collaborer au *Kievskaïa Mysl* et apportait toute sa subtilité à relater les tristes effets de la guerre sur les Alliés occidentaux. L'un de ses articles traitait de l'augmentation du veuvage en France depuis 1914. Il laissa entendre qu'à Paris on avait mis le noir à la mode désormais, les grands couturiers ayant abandonné les couleurs vives[528]. Comme il avait assez d'argent pour sillonner le pays, il se livrait à toute sorte de sarcasmes pour décrire la décadence et les profits réalisés par la moyenne et la haute bourgeoisie française – au casino de Monaco, par exemple[529].

Ses articles contenaient, glissées subrepticement, des informations politiques. Un jour, entre autres, il se livra à une comparaison entre le parti socialiste français et le parti social-démocrate allemand, soulignant que, depuis le début de la guerre, tous deux avaient proposé leur soutien à leurs

gouvernements respectifs, avec une seule variante : aucun social-démocrate allemand ne faisait partie du cabinet de guerre, tandis que d'éminents socialistes français, comme Jules Guesde, Marcel Sembat et Albert Thomas avaient été nommés ministres. Il insistait sur le fait que le SPD allemand n'était pas vraiment indépendant des classes dirigeantes puisqu'il avait rejoint l'establishment « impérialiste ». Mais il se refusait à tout pessimisme. Sans exagérer l'influence de Karl Liebknecht, toujours incarcéré, il attirait l'attention sur la compassion grandissante dont le prisonnier était l'objet[530]. C'était sa façon à lui d'informer ses lecteurs que les socialistes de l'ouest et du centre de l'Europe étaient capables de briser le consensus de guerre, adopté par leur gouvernement comme par la nation. Dans un élan dithyrambique, il évoquait la mémoire des grands noms de l'Internationale socialiste opposés au militarisme : Wilhelm Liebknecht (le père de Karl), August Bebel, Jean Jaurès et Édouard Vaillant. Le message implicite contre la guerre était clair[531].

Trotsky pensait ne pas pouvoir prendre le risque d'assister à la seconde conférence internationale des socialistes, à la fin du mois d'avril 1916. Comme celle de Zimmerwald, elle devait avoir lieu dans l'Oberland bernois, au village de Kienthal. À Paris, les journaux comme *Naché Slovo* étaient de plus en plus critiqués et Trotsky aurait pu se voir interdire de rentrer en France une fois la conférence terminée.

Sur le coup, il en ressentit une grande frustration, mais sa décision de rester devait se révéler très utile à sa carrière. Les débats de Kienthal furent encore plus âpres que ceux de Zimmerwald, une fois de plus Lénine joua au fauteur de division. Trotsky présent, l'affrontement était inéluctable et il

aurait dû le mentionner dans ses mémoires. Au lieu de cela, il put se contenter d'écrire : « Les désaccords d'apparence secondaire qui me séparaient encore de Lénine à Zimmerwald allaient disparaître en quelques mois[532]. » Pour lors, la scission était consommée au sein du SPD allemand. Karl Kautsky et Hugo Haase menaient campagne contre la politique officielle de leur parti, lequel soutenait l'effort de guerre national. Pourtant, Lénine reprochait toujours à Kautsky de n'avoir pas dénoncé la guerre dès le début. Il exigea une adhésion sans équivoque aux objectifs révolutionnaires, et Kautsky et Haase refusèrent. Lénine et les bolcheviks étaient prêts à en découdre. Zinoviev mit le feu aux poudres en attaquant Martov et Axelrod, qui prétendaient représenter les mencheviks de Petrograd, favorables à l'effort de guerre en Russie. Des échanges houleux s'ensuivirent. Lénine dénonça les programmes « pacifistes bourgeois » : tout le monde savait qu'il visait principalement Martov. Du début à la fin, la conférence de Kienthal fut une véritable torture pour Robert Grimm. Si la Gauche agressive ne fit pas tout échouer, c'est uniquement parce que Lénine et son allié Karl Radek restèrent minoritaires[533].

Absent, Trotski n'était cependant pas plus disposé que Lénine à fermer les yeux sur l'attitude de Martov. Évidemment, les mencheviks de Petrograd ne pouvaient prétendre à être représentés à Kienthal. Les relations de travail entre les deux collaborateurs de *Naché Slovo* ne cessèrent de se dégrader. Les pires craintes que Martov avait exprimées en 1914 se confirmaient : Trotski n'était peut-être pas un schismatique à la Lénine, mais ses accusations hargneuses avaient un effet désastreux sur les réunions du

comité de rédaction.

En attendant, Trotski n'avait aucun lien organisationnel avec le Parti en Russie et tout ce qu'il savait de la situation là-bas lui venait de la presse européenne. Il poursuivait sa collaboration avec le *Kievskaja Mysl* et les billets à ordre de la banque lui parvenaient d'Ukraine. Il relatait les faits militaires de la Grande Guerre sans grande attention et, dans *Naché Slovo*, il traitait plutôt des pronostics révolutionnaires. Ses articles évoquaient la dégradation des conditions de vie et de travail en France. Il parlait des blessés, dénigrait les prétentions des Alliés et ne manquait pas une occasion de tourner en ridicule les ministres de Nicolas II. Sans jamais le dire ouvertement, il partait du principe que, si la situation empirait encore, la révolution ne manquerait pas d'éclater : les souffrances endurées par les ouvriers et les conscrits deviendraient intolérables, et le prolétariat se dresserait contre la bourgeoisie. Trotski gardait confiance et répétait sa conviction que les événements allaient dans le sens du progrès du socialisme européen. D'autres radicaux de gauche étaient sans illusion ou s'étaient laissé distraire. À mesure que la guerre s'enlisait, Lénine lui-même fléchissait[534]. Trotski restait aussi ferme que le roc. Il avait annoncé l'imminence de changements révolutionnaires. Maintenant, aux événements de confirmer la prophétie ! Et il comptait bien jouer un rôle dans la transformation attendue.

En fait, personne ne savait quoi faire de lui. En tant que leader de son parti, il s'était montré infatigable dans son combat pour l'unification. Il avait attendu la Grande Guerre, avant de poser des conditions d'adhésion au parti ouvrier social-démocrate de Russie. Il ne s'était pas laissé déborder

par les circonstances de la guerre, limitant ses activités à l'exercice de son métier de journaliste. Personne n'aurait imaginé que ce révolutionnaire en solo allait se faire un nom et devenir l'un des personnages les plus influents du XX^e siècle.

Traversées de l'Atlantique

Trotsky avait une confiance étonnante dans la tolérance « bourgeoise », certain d'être en sûreté aussi longtemps qu'il n'enfreindrait pas la loi française. Il se serait davantage inquiété s'il avait su combien les autorités russes se plaignaient de lui et de ses amis de *Naché Slovo* auprès des Français. L'ambassade de Russie à Paris avait demandé l'arrêt des publications et l'extradition du chroniqueur. Or, la Russie était membre de la Triple Alliance, il ne fallait pas l'oublier. La France ne pouvait donc pas ignorer les plaintes de Petrograd si elle voulait conserver le bénéfice d'un effort militaire commun. La prolongation des hostilités affaiblit peu à peu les bonnes dispositions du gouvernement envers les révolutionnaires qui travaillaient activement à saper l'effort de guerre de la Russie.

Le 15 septembre 1916, de manière tout à fait inattendue, le ministre français de l'Intérieur, Louis Malvy, décida d'interdire la parution de *Naché Slovo*. Le lendemain, Trotsky apprit qu'il faisait l'objet d'un arrêté d'expulsion[535]. Membre du parti radical, Malvy avait jusqu'alors refusé d'arrêter les opposants à la guerre. Trotsky se souviendrait de ce revirement. Comme, durant les quelques années qui suivirent, il s'intéressa aux heurs et malheurs de ses persécuteurs, il nota avec satisfaction le sort réservé à Malvy, dont Georges Clemenceau, devenu président du Conseil, se débarrassa très vite. En 1917, on découvrit que le ministre de l'Intérieur subventionnait un journal qui avait reçu des fonds

secrets du gouvernement allemand. En 1918, Malvy fut jugé et banni pour cinq ans : l'homme qui avait refoulé Trotski se trouvait lui-même expulsé. Le commissaire de police qui avait adressé à Malvy les rapports sur les révolutionnaires russes résidents à Paris, portait un nom extraordinaire : Charles-Adolphe Faux-Pas Bidet. En 1918, les rôles désormais inversés, Trotski devenu commissaire aux Affaires militaires vit arriver Faux-Pas Bidet, capturé par les forces de sécurité soviétiques alors qu'il était en mission secrète, et celui-ci s'exclama : « Ainsi vont les événements ! »[\[536\]](#).

Les interventions officielles de socialistes français influents retardèrent l'application de l'arrêté d'expulsion. Trotski lui-même protesta vainement auprès de Malvy. Alphonse Meerheim, militant pacifiste, l'aida en lui donnant la parole au comité pour la reprise des relations internationales. Le révolutionnaire y prononça un discours incendiaire dans lequel il condamnait une initiative récente du secrétaire du bureau socialiste de la Deuxième Internationale, Camille Huysmans, visant à organiser une conférence des socialistes des pays neutres. Il réclamait une coordination de tous les partis et groupes socialistes hostiles aux combats. Il fallait, disait-il, repousser les flatteries du « pacifisme bourgeois ». La lutte des classes était essentielle. Les résolutions adoptées à Zimmerwald et à Kienthal devaient être observées. Il fallait créer une Troisième Internationale[\[537\]](#).

Trotski ne reçut jamais aucune explication sur les raisons de son expulsion, mais plusieurs accusations étaient dans l'air. On le disait germanophile ; à Marseille, les soldats russes qui avaient participé à la mutinerie avaient été pris avec des exemplaires de *Naché Slovo* entre les mains[\[538\]](#). En

dernière instance, il demanda l'autorisation de retourner en Suisse, où il serait au milieu de ses compatriotes marxistes qui avaient choisi d'y rester jusqu'à la fin de la guerre. Malheureusement, les autorités bernoises lui refusèrent le visa, ne voyant guère d'un bon œil cette complication potentielle de leurs relations avec la Russie. Malvy s'impatienta et décida de le refouler vers l'Espagne. Deux inspecteurs se présentèrent à son domicile de la rue Oudry et lui ordonnèrent de les suivre jusqu'à la frontière. Il fut obligé de prendre le train en laissant femme et enfants à Paris. Ses deux accompagnateurs non seulement évitèrent les frictions, mais ils bavardèrent avec lui pendant le trajet. Ils se comportèrent de manière discrète, sans alerter la police espagnole. Ils avaient pour consigne de ne pas regagner Paris avant de l'avoir conduit sur la péninsule Ibérique.

Les compagnons éphémères de Trotski menèrent à bien leur mission. Ils traversèrent la frontière nord entre Irun et San Sebastian, puis l'abandonnèrent à son destin. L'exilé espérait échapper à la surveillance de la police en continuant jusqu'à Madrid, mais il fut repéré et reçut l'ordre de quitter le pays sur-le-champ. Comme il l'exprima plus tard dans un langage fleuri, « le gouvernement libéral espagnol du citoyen Romanonès ne m'a guère donné le temps d'étudier la langue de Cervantès[539] ». Il réagit immédiatement, écrivit à des amis parisiens, fit appel au gouvernement espagnol, sollicita l'aide de la Suisse. Rien n'y fit. L'Espagne ne voulait pas plus de lui que la France. Les autorités espagnoles envisagèrent de lui trouver une place à bord d'un bateau en partance pour Cuba, une idée qui ne le séduisait pas : habiter sur une île des Caraïbes ralentirait les communications. S'il ne trouvait pas

asile en Europe, il irait aux États-Unis. La chance lui sourit enfin : il apprit que rien ne s'opposait à son départ pour New York. Mais Natalia et les garçons étaient encore à Paris, avec tout son argent. Et la police espagnole insistait pour l'envoyer loin de la capitale, dans le Sud, à Cadix. Il en informa les camarades parisiens, qui échafaudèrent un plan pour permettre à sa famille de le retrouver à Barcelone en attendant d'embarquer à bord d'un paquebot à destination du Nouveau Monde.

Le *Montserrat* quitta Barcelone le jour de Noël, le 25 décembre 1916[540]. Trotski prétendit avoir voyagé en seconde classe[541]. C'était un mensonge idiot – de ceux dont il était capable –, car il était enregistré comme occupant d'une cabine de première classe. Il avait payé 1 700 pesetas pour des billets de seconde, mais une fois à bord, il s'était aperçu que toutes les couchettes de cette classe étaient occupées, et on leur avait attribué des premières sans supplément[542]. Ce bateau lui semblait n'être qu'un vieux rafiot bon pour la casse[543], mais au moins ils avaient des couchettes correctes et voyagèrent dans de bien meilleures conditions que les passagers des ponts inférieurs. Tout socialiste révolutionnaire et partisan de la dictature prolétarienne qu'il était, il appréciait le confort « bourgeois ». Les passagers formaient un mélange hétéroclite. Beaucoup voulaient simplement quitter une Europe déchirée par la guerre et avaient des choses intéressantes à raconter. Plusieurs, dont un « médiocre joueur d'échecs » prétendant être le plus grand joueur français de billard, s'intéressaient à Zimmerwald. Trotski supposa fort intelligemment qu'il avait embarqué à bord d'un « navire de déserteurs ». Ils ne lui plaisaient pas

trop, ces gens à qui il reprochait méprisamment de vouloir « vivre aux crochets de leur patrie, mais surtout pas mourir pour elle ». Un autre passager, un Belge qui écrivait un ouvrage sur la production de sucre, était d'avis qu'un partage de la Belgique pourrait mettre fin au conflit. Une seule personne trouva grâce à ses yeux, une bonne venue du Luxembourg, mais il ne dit rien de plus à son sujet – peut-être parce qu'il n'avait rien d'ironique à dire sur elle[544]. Quelques-uns de ses copassagers s'intéressaient au mouvement européen socialiste et pacifiste, mais il ne s'abaissa pas à chercher à les convaincre. Il préférait rester en position d'observateur olympien.

Coupé des informations quotidiennes, il décida de tenir un journal. Le vapeur fila le long de la côte sud de l'Espagne en direction de l'Atlantique, avec escale à Valence et à Malaga. Puis ils passèrent le rocher de Gibraltar avant de s'arrêter à Cadix, où Trotski reçut l'autorisation de visiter une nouvelle fois la ville d'où il avait récemment été chassé. Ensuite, ce fut la traversée de l'Océan. La première semaine, le temps fut particulièrement doux pour la saison. Le soleil étincelait. Trotski écrivait son journal pendant que Sergueï et Liova liaient connaissance avec les marins espagnols, qui leur expliquèrent que bientôt Madrid serait débarrassé de la monarchie. Natalia se souvenait que les hommes avaient surmonté la barrière linguistique en faisant mine de se couper le cou et les garçons avaient très bien compris[545].

À son arrivée à New York, Trotski fut accueilli en héros par des sympathisants socialistes émigrés de la Russie impériale. Il était resté en contact avec Lev Deitch, et les années passées à écrire pour le *Novy Mir* l'avaient fait connaître de l'extrême

gauche politique[546]. Mais d'abord, sa famille dut se plier aux formalités du débarquement. L'examen sanitaire avait lieu à bord. Natalia portait un voile, que le médecin-major lui demanda de soulever pour atteindre sa paupière et vérifier qu'elle n'avait pas de trachome. Elle lui opposa un air si digne qu'il renonça et laissa partir la famille sans autre forme de procès[547]. Trotski fut aussitôt assailli par des journalistes en quête d'interview : « Jamais aucun interrogatoire, même les plus serrés, ne m'a fait transpirer comme ce jour où je me suis trouvé sous le feu croisé de grands professionnels[548]. » Partout, la gauche new-yorkaise lui faisait honneur. Il n'y eut qu'une seule exception : lors d'un meeting à Cooper Union, la salle n'était qu'à moitié pleine. Les intervenants s'exprimaient dans des langues différentes et les organisateurs ne connaissaient pas bien sa position sur la guerre. Mais une fois qu'il eut commencé à parler, plus personne ne douta être en présence d'orateur de génie. Même les auditeurs qui ne partageaient pas son point de vue admirèrent sa brillante prestation[549].

Il n'avait rien connu de tel depuis 1905 à Saint-Pétersbourg. Après l'avoir interviewé, *Forverts* (« En avant »), journal yiddish socialiste, écrivit : « Le camarade Trotski restera chez nous quelque temps », au moins jusqu'à la fin de la guerre[550]. Comme ce quotidien tirait à deux cent mille exemplaires, l'exilé prit une importance qu'il n'avait jamais eue ailleurs, sauf dans son pays, du moins parmi les émigrés de la Russie impériale. Il écrivit quatre articles dans ce journal. Pour répondre aux allégations selon lesquelles il aurait été un agent du gouvernement allemand, il nia être pro-Allemand et appela les ouvriers d'Amérique à se mobiliser sur des objectifs

internationaux – même si, bien évidemment, le lectorat de *Forverts* était uniquement constitué d'ouvriers juifs.

Tout se déroula parfaitement jusqu'à ce que le département d'État dénonce un complot allemand visant à attirer le Mexique dans un conflit avec les Américains. En échange de cette collaboration et en cas de défaite alliée, Berlin promettait la restitution du Nouveau-Mexique et d'une grande partie de la Californie. *Forverts* et Abraham Cahan, son rédacteur en chef, se placèrent du côté américain, exprimant leur aversion pour ces connivences officielles. Trotski reprocha à Cahan de s'impliquer dans une « guerre impérialiste ». Il soutenait qu'il n'était pas plus acceptable pour des socialistes américains russo-juifs de se ranger du côté du gouvernement Wilson, que pour les sociaux-démocrates allemands de voter les crédits de guerre en 1914. Privé d'une dimension internationaliste, le socialisme n'était pas du socialisme. L'amour de la patrie était un sentiment détestable. Le but des socialistes devait être de lutter pour des révolutions qui entraîneraient toutes les guerres dans le grand fleuve de l'oubli. Cahan, son aîné de trente ans, au passé de révolutionnaire dans la Russie du tsar Alexandre, ne supporta pas ses sermons. Une violente altercation s'ensuivit et Trotski n'écrivit plus jamais dans *Forverts*^[551]. Sur un plan personnel aussi, il se trouva en difficulté avec son vieil ami de Nikolaïev, Gricha Ziv, médecin à New York. Ils s'étaient retrouvés et Trotski l'avait défié aux échecs, mais Ziv avait gagné. Exécrable perdant, Trotski avait refusé de rejouer avec lui : en toutes circonstances, il devait être le vainqueur^[552].

La situation était différente au *Novy Mir*, car il y cultivait des contacts depuis sa création en 1911^[553]. Son ami Lev

Deitch en avait été autrefois le rédacteur en chef[554] et son ancien associé parisien Grigori Tchoudnovski y travaillait toujours. Le bolchevik Nicolaï Boukharine y collaborait aussi fréquemment. Le *Novy Mir* était moins sectaire que d'autres journaux russes pacifistes publiés en Suisse ou en France. Ce quotidien, qui avait son siège au 77, St Mark's Place, avait été créé sous les auspices de la Russian Socialist Publishing Society. Il contenait surtout des nouvelles de Russie et faisait de la publicité pour les produits russes acheteables à New York, des systèmes de dépôt bancaire au « bal des détenus », organisé par les anarchistes qui avaient échappé à la monarchie Romanov. Bien que d'orientation socialiste, il appartenait davantage à la presse populaire que les journaux auxquels Trotski avait collaborés (hormis le *Kievskaïa Mysl*). Avec cette différence, toutefois : il pouvait se rendre en totale liberté au siège du *Novy Mir*, alors qu'à Kiev, il aurait été arrêté à vue. Une fois de plus, Trotski se retrouvait dans son élément. Peu lui importait d'être à peine connu dans les cercles très ouverts du socialisme américain. De toute façon, il ne parlait pas anglais couramment. Le *Novy Mir* lui offrait une tribune où pester contre la Grande Guerre auprès des émigrés russes, juifs et allemands, sans être censuré. Il pouvait enfin susciter des controverses à volonté.

Le titre de son premier article annonçait d'emblée la couleur : « Vive la lutte[555] ! » Naturellement, il ne tarda pas à mettre le feu aux poudres. La New-Yorkaise Anna Ingerman avait proposé que les médecins de la Croix-Rouge soient exemptés des mesures de prohibition imposées aux conscrits socialistes. Trotski explosa, accusant la Croix-Rouge d'être une « organisation militariste gouvernementale[556] ».

Il s'emballait : la Croix Rouge avait sauvé des centaines de milliers de soldats et prisonniers de guerre blessés. Ces gens-là étaient les conscrits que Trotski espérait gagner à sa cause. Les garnisons russes de 1917 l'auraient trouvé bien moins avenant si elles avaient eu connaissance de son manque d'humanité.

La famille Trotski se plaisait en Amérique. Tchoudnovski leur avait trouvé un appartement dans le Bronx[557]. Pendant que Trotski travaillait au *Novy Mir*, Natalia et les garçons disposaient de beaucoup de temps et, après la vie mouvementée qu'ils avaient menée les mois précédents, ils en profitèrent. Fascinés par la hauteur des gratte-ciel de Manhattan, les garçons entreprirent d'en compter les étages. Parfois, Natalia devait insister pour qu'ils cessent leur « vérification » et rentrent avec elle. D'autres jours, ils partaient tous les trois en voiture pour une petite excursion. Un certain D^r Mikhaïlovski, sans doute un admirateur ou peut-être un parent de Trotski, leur avait procuré une voiture avec chauffeur. Mais Liova et Sergueï, élevés dans le respect de l'égalité, ne comprenaient pas pourquoi l'homme ne les accompagnait pas au restaurant[558]. Ce ne fut pas la seule occasion que Sergueï eut de constater avec perplexité le mode de vie très « classe moyenne » de ses parents[559]. L'appartement, loué dix-huit dollars par mois, possédait tout le confort moderne : réfrigérateur, gazinière, téléphone. Cela représentait un progrès énorme par rapport à Paris et Vienne, d'où il leur était impossible de téléphoner à leurs amis[560].

Trotski donna plusieurs conférences qui l'aidèrent à subvenir à ses besoins. L'anarchiste Emma Goldman, qui le rencontra à un meeting, fut très impressionnée : « Après

plusieurs conférenciers plutôt ternes, on annonça Trotski. Un homme s'avança d'un bon pas : un rouquin de taille moyenne, mine hagarde et barbe rousse, hirsute. Sa conférence, d'abord en russe puis en allemand, était convaincante, électrisante[561]. » Trotski ne se limita pas à New York. Il se rendit aussi à Philadelphie et dans d'autres villes du Nord-Est.

Son message aux socialistes américains répétait ce qu'il avait déjà dit et écrit en Europe. À l'extrême gauche politique américaine qui avait soif d'informations actualisées, Trotski confia volontiers que les « internationalistes » étaient minoritaires dans les partis européens. Il insistait cependant sur le fait que Karl Liebknecht n'était pas seul et que le mouvement pacifiste gagnait en force. Il salua la façon dont Karl Kautsky, Hugo Haase et même le révisionniste Édouard Bernstein s'étaient opposés à la majorité de leur parti. Selon lui, cette tendance allait se confirmer. Au public venu l'écouter, il raconta avoir vu le « gang des malfaiteurs » à la tête de l'armée pendant les guerres balkaniques de 1912-1913. Il était entré dans la guerre actuelle avec les mêmes opinions et ne voyait « aucune raison d'en changer ». Mais, disait-il, quelque chose de bon sortirait du carnage actuel : « L'époque à venir sera une période de révolution sociale. » Croire que le vainqueur de cette guerre, quel qu'il fût, entreprendrait de sérieuses réformes, était illusoire. La seule vraie solution était la révolution. Là-dessus, il était entièrement confiant : c'était exactement ce qui se préparait[562].

Il s'exprimait davantage sur la guerre que sur la Russie et, comme tout le monde, il apprit avec stupeur qu'au cours de la dernière semaine de février, Petrograd avait été le théâtre de grèves et de manifestations. Lorsque les troupes de la garnison

passèrent dans le camp des ouvriers en révolte, Nicolas II sut qu'il avait perdu son autorité. Il abdiqua le 2 mars suivant, dans l'intention de passer le pouvoir à son fils Alexis, atteint d'hémophilie. Voyant que personne n'y était favorable, il se rabattit sur son frère Mikhaïl. Trotski et Natalia se réjouirent autant qu'en janvier 1905, et les garçons se joignirent à leur liesse[563]. La Russie entrait de nouveau dans une ère révolutionnaire. Trotski eut le sentiment que ses prédictions se réalisaient.

Les partis socialistes avaient retrouvé confiance. À Petrograd, répondant à la pression populaire, ils organisèrent des élections pour créer un soviet de députés ouvriers et de délégués de soldats. Pendant ce temps, les libéraux s'activèrent : leurs représentants, à la Douma et ailleurs, se réunirent pour former un gouvernement provisoire. À sa tête, ils nommèrent le prince Gueorgui Lvov, président de l'Union des zemstvos, mais l'autorité de fait revenait aux Cadets, dirigés par Pavel Milioukov, futur ministre des Affaires étrangères. Le cabinet vota un décret sur les libertés civiles universelles. Le peuple jouissait désormais d'une totale liberté de pensée, d'expression et d'organisation. Lvov et ses ministres déclarèrent que, pour les autres réformes fondamentales, notamment sur la question agraire, il faudrait patienter jusqu'à l'élection d'une assemblée constituante. Ils s'engagèrent aussi à instaurer une politique de défense nationale, affirmant qu'ils ne nourrissaient pas la moindre ambition expansionniste. Ils envoyèrent des messages rassurants à Londres, à Paris et à Washington : l'effort de guerre serait enfin soutenu par la nation russe tout entière. Mais le cabinet Lvov n'était pas libre de ses décisions. Le

gouvernement provisoire n'existait qu'avec le soutien du soviet de Petrograd.

Chaque jour, Trotski examinait minutieusement les dépêches parvenues de Russie aux bureaux de la rédaction de *Novy Mir*. Il sursauta lorsqu'il comprit que mencheviks et socialistes révolutionnaires étaient prêts à accorder au gouvernement provisoire un « appui conditionnel », ce dont il ne voulait surtout pas : le devoir des socialistes était de s'opposer à la guerre et de lutter pour la révolution. En même temps, il bataillait ferme contre le mouvement américain en faveur de l'entrée en guerre des États-Unis, à l'ordre du jour depuis que les Allemands, soucieux d'empêcher un acheminement des approvisionnements vers la France et la Grande-Bretagne, avaient décidé de diriger leurs sous-marins contre les cargos américains. Début avril, le président Woodrow Wilson obtint le feu vert du Congrès pour entrer en guerre. Trotski était hors de lui. Il trouvait déjà assez dur de voir que le gouvernement provisoire de son pays s'engageait à combattre les Puissances centrales. Et voilà que maintenant les Américains rejoignaient les Alliés ! La seule lueur d'espoir dans cette nuit noire, aux yeux de Trotski du moins, ce fut l'annonce, par le gouvernement provisoire, d'un plan visant à faciliter le retour en Russie de tous ceux qui avaient été persécutés par les autorités avant 1917. Les demandes n'étant pas soumises à condition, Trotski s'empressa d'en profiter[564].

Le 20 mars, il écrivit un article virulent, démentant que le gouvernement provisoire pouvait sauver la Russie de la catastrophe. Il analysait l'histoire des nouveaux ministres. Alexandre Goutchkov, le leader du mouvement octobriste,

avait toujours été favorable à l'expansion impériale et n'allait sûrement pas changer d'avis maintenant qu'il était ministre. Dirigé par les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, le soviet de Petrograd faisait erreur en soutenant le gouvernement, et son comité exécutif, avec à sa tête Nicolaï Tchkeidzé, dont il avait autrefois sollicité les faveurs à la Douma d'État, ne représentait que les « éléments opportunistes de la social-démocratie ». Les guerres ne disparaîtraient qu'avec l'émergence de révolutions socialistes. Si l'on supplantait le gouvernement provisoire en Russie, le prolétariat allemand suivrait l'exemple. La dynastie allemande des Hohenzollern avait raison de craindre l'effet contagieux des soulèvements révolutionnaires de Petrograd. Les ouvriers russes montreraient la voie à suivre. Ils n'auraient cependant aucun succès sans la sympathie active des « masses paysannes ». Trotski lança un nouveau slogan : « La terre des propriétaires, pas Constantinople ! » C'était une façon de dénoncer les buts de guerre expansionnistes du gouvernement russe, qui cherchait à s'approprier des territoires aux dépens des Ottomans. Mais ce n'était pas là son meilleur slogan et il l'abandonna très vite. Sa conviction profonde restait que les paysans passeraient du côté de la gauche ultra si on leur promettait de mettre un terme aux combats sur le front de l'Est (ainsi nommé par les deux coalitions belligérantes), et d'exproprier l'aristocratie foncière[565].

Trotski n'avait pas besoin de réfléchir longtemps à sa ligne politique : depuis 1905, il n'en avait pas changé. Selon lui, il fallait établir une « république d'ouvriers révolutionnaires ». Il formait de grands espoirs : « Le prolétariat russe jette actuellement une torche enflammée dans la poudrière [de la

révolution sociale]. Penser que ce brandon ne provoquera pas d'explosion, c'est bafouer les lois de la logique historique et celles de la psychologie[566]. »

Brûlant du désir de rentrer à Petrograd, il se procura les documents nécessaires auprès du consulat de Russie. Puis ce furent les meetings d'adieu. Jusqu'alors, il était resté prudent dans ses déclarations publiques, mais le soir précédant son départ, il aurait déclaré au casino de Harlem River Park : « Je compte sur vous pour vous organiser et continuer jusqu'à ce que vous soyez capables de renverser ce maudit gouvernement capitaliste, complètement pourri[567] » (ce qui ressemble davantage à la paraphrase d'un journaliste anglophone qu'à la traduction des propos originaux de Trotski). Le révolutionnaire et sa famille étaient restés moins de trois mois en Amérique. Le 27 mars, impatients à l'idée de ce voyage tant attendu, ils embarquèrent à bord du paquebot norvégien *Kristianiafford*. Lorsque le chroniqueur américain Frank Harris l'avertit du risque de tomber entre les mains de la marine militaire britannique quand le bateau ferait escale à Halifax, en Nouvelle-Écosse[568], Trotski, paraît-il, aurait haussé les épaules. Sous une pluie battante, trois cents personnes étaient venues leur souhaiter bon voyage, agitant drapeaux et bouquets de fleurs. Trotski fut transporté à bord sur les épaules de ses amis[569]. De tout ce qu'il avait vécu jusqu'à présent, Petrograd représenterait sûrement le point culminant. Une poignée de révolutionnaires s'étaient procuré des couchettes sur le même bateau, Grigori Tchoudnovski notamment, et Andreï Kalpachnikov, peut-être envoyé par les services secrets alliés pour garder un œil sur Trotski[570].

Tout se déroula parfaitement jusqu'à l'arrivée du vapeur à

Halifax, où d'autres passagers devaient monter à bord. Trotski avait été prévenu : les autorités canadiennes, contrairement aux Américains, étaient depuis longtemps sur le qui-vive, craignant le danger que représentaient les socialistes anti-guerre. Entre Ottawa et Londres, les télégrammes avaient circulé. Une fois que la présence à bord du célèbre Trotski eut été confirmée, ordre fut donné de l'arrêter. Il protesta avec véhémence, accepta de justifier de son identité, mais refusa de coopérer davantage. Malheureusement, il ne pouvait guère nier avoir menacé la cause alliée de tous les maux. Il ne fut pas le seul à être débarqué. Les autorités arrêtèrent sept autres passagers soupçonnés de pacifisme fanatique. Tous résistèrent vigoureusement et durent être transportés manu militari par de « gros matelots baraqués ». Pris d'une rage impuissante, Trotski cria et se débattit à coups de pied[571]. Puis, pour la première fois de sa vie malgré son passé de prisonnier, il fut soumis à une fouille au corps. Il détestait qu'on le touche et en garda de la rancœur toute sa vie. On le conduisit à Amherst, à près de cent quarante kilomètres de là, dans un camp pour prisonniers de guerre, avec les sept autres passagers arrêtés en même temps que lui. Natalia et les garçons furent retenus au Prince George Hotel[572]. Mais le problème que représentait Trotski ne disparut pas, pour ceux qui l'avaient capturé comme pour les officiers allemands emprisonnés, car il entreprit aussitôt une propagande pacifiste auprès des soldats des Puissances centrales.

Sur la pression du soviet de Petrograd, le gouvernement provisoire protesta et Trotski fut relâché et autorisé à embarquer sur un autre bateau, le *Hedig Olaf*, pour reprendre avec sa famille le voyage interrompu. Andreï Kalpachnikov,

qui avait servi d'interprète aux Britanniques, évoqua la scène : « Lorsque le bateau s'éloigna, Trotski brandit le poing vers les officiers anglais en maudissant l'Angleterre[573]. » Il était furieux à cause du temps perdu et du vapour qu'ils avaient dû laisser partir sans eux, ne sachant pas encore que le *Kristianiafford* n'était pas le navire le plus indiqué pour effectuer la traversée de l'Atlantique : en revenant de New York au mois de juin suivant, il fit naufrage au large de Cape Race sur l'île de Terre-Neuve, à cause d'une erreur de navigation[574].

À son arrivée, après ce retard pris au Canada, Trotski trouva un contexte politique qui, depuis la chute des Romanov, avait beaucoup évolué. Le gouvernement provisoire avait très peu de pouvoir. La police avait fui. Les troupes de garnison refusaient d'obéir aux ordres du cabinet sans l'approbation du soviet de Petrograd et du reste du pays. Mencheviks et socialistes révolutionnaires ne souhaitaient pas former un nouveau cabinet. Ils jugeaient le développement culturel et industriel de la Russie beaucoup trop insuffisant pour envisager sérieusement d'y introduire le socialisme. Ils montraient également une certaine réticence à assumer la responsabilité des difficultés dues à la guerre. À contrecœur, ils autorisèrent Alexandre Kerenski, avocat et socialiste révolutionnaire, à accepter un portefeuille ministériel. Leur stratégie favorite consistait à peser sur le gouvernement plutôt qu'à s'emparer du pouvoir – et ils réclamaient la mise en place d'une politique de droits civiques et de défense nationale pour prix de leur soutien au gouvernement provisoire. Les bolcheviks étaient en plein désarroi. Si certains d'entre eux menaient campagne pour une insurrection

socialiste, les principales figures du Comité central, Lev Kamenev et Joseph Staline notamment, se déclaraient largement d'accord pour apporter un « soutien conditionnel » au cabinet.

La scène politique internationale avait elle aussi changé depuis que Trotski avait quitté New York. Les sous-marins allemands attaquaient les transports américains dans un effort désespéré pour instaurer un blocus de l'Angleterre et la réduire à l'impuissance militaire. Sur le front occidental, les généraux Ludendorff et Hindenburg voulaient couper la Grande-Bretagne et la France des voies de ravitaillement transatlantiques. Les États-Unis étaient entrés en guerre le 6 avril. Ils étaient désormais une « puissance associée » dans le camp des Alliés. Trotski n'avait aucun rôle politique dans la nouvelle Russie, mais il débordait toujours d'assurance.

Presque bolchevik

Pour la dernière étape de ce voyage interrompu, Trotski emprunta le même chemin de fer que les émigrés venus d'Europe centrale. Les Britanniques en poste à la frontière suédo-finlandaise ne firent aucune difficulté. À Tornio, on l'autorisa à poursuivre le voyage et il se dirigea vers le sud, plein d'allégresse. Rien n'aurait pu l'empêcher de rentrer en Russie. À la frontière russo-finlandaise de Biéloostrov, il fut accueilli par les camarades marxistes Ouritsky et Fedorov[575]. Ouritsky appartenait au groupe des interdistricts qui, détestant le factionnalisme des mencheviks et des bolcheviks, cherchaient à unifier le parti ouvrier social-démocrate de Russie en formant un gouvernement de coalition socialiste capable de mettre fin à la guerre. Fedorov était membre du Comité central bolchevique. Aucun représentant des mencheviks n'était là – signe précurseur du virage politique que prenait la capitale. Le 4 mai, deux mois après l'abdication de Nicolas II et un mois après l'arrivée de Lénine, Trotski arriva à Petrograd. À la gare de Finlande, les leaders mencheviks et socialistes révolutionnaires du soviet de Petrograd lui avaient préparé la réception habituelle : on le hissa à bout de bras sous les acclamations. C'était un héros de la révolution. Douze ans auparavant, il avait dirigé le premier soviet de la ville. Il avait aussi purgé plusieurs peines de prison et connu l'exil en Sibérie. Ses écrits politiques l'avaient rendu célèbre et personne, tous partis confondus, ne pouvait rivaliser avec le brillant orateur qu'il était.

Les bolcheviks avaient changé de stratégie durant la quinzaine précédente, sous la pression de Lénine. Dans ses *Thèses d'avril*, acceptées lors d'une conférence du parti bolchevique, il réclamait le remplacement du gouvernement provisoire par une administration socialiste révolutionnaire. Il avait abandonné l'« ancien bolchevisme » qui prévoyait une étape de développement capitaliste à la suite du renversement de la monarchie. Désormais, comme Trotski, les bolcheviks étaient partisans d'une révolution socialiste immédiate. Fedorov avait été envoyé à la rencontre de Trotski à Biéloostrov pour voir s'il était disposé à envisager une collaboration politique.

L'accueil chaleureux qu'on lui avait réservé à la gare de Finlande occultait les inquiétudes qui persistaient à son sujet : mencheviks et socialistes révolutionnaires haïssaient son point de vue, et les bolcheviks n'étaient toujours pas certains de pouvoir le considérer comme un allié fiable[576]. D'une manière générale, Trotski ne se souciait pas de l'attitude des autres à son égard, mais cette fois il y fut sensible. À Petrograd, il était seul. Son expérience de 1905, à la direction du soviet, ne comptait guère et il devait se forger une nouvelle réputation dans un contexte entièrement différent. Mencheviks et bolcheviks étaient en pleine activité, et n'avaient plus rien de la timidité qu'ils montraient douze ans auparavant. La politique était entrée dans une phase extraordinairement complexe et Trotski n'avait pas encore prouvé qu'il comprenait bien la situation. Toutefois il en fallait plus pour le décourager. Si les factions mencheviques et bolcheviques l'agaçaient toujours autant, il portait sur la situation un regard positif. Ses démonstrations d'émotion à

Halifax étaient dues à son immense frustration de se voir empêché de se joindre au tourbillon révolutionnaire de Petrograd. À trente-huit ans, il regorgeait d'énergie et d'assurance et demeurerait intimement persuadé d'être revenu accomplir sa destinée.

Dès les premiers jours qui suivirent son arrivée à Petrograd, il prit contact avec son beau-frère Lev Kamenev et sa sœur Olga : il voulait savoir ce que manigançaient les bolcheviks. Par le biais de Kamenev, il arrangea une visite à la rédaction de la *Pravda*^[577]. Là, plutôt que se limiter aux bolcheviks, il s'adressa à tous les groupes du parti ouvrier social-démocrate de Russie opposants inconditionnels de la Grande Guerre. Entre les bolcheviks et lui subsistaient de sérieux désaccords et il n'était pas certain, loin de là, de vouloir s'allier à eux^[578].

Un nouveau gouvernement provisoire était en cours de constitution, passé l'émoi qu'avait provoqué, fin avril, la révélation que le ministre des Affaires étrangères, Pavel Milioukov, avait assuré aux Alliés que la Russie respecterait les buts de guerre de Nicolas II. Des manifestations, organisées par le soviet de Petrograd, avaient entraîné la démission de Goutchkov et de Milioukov. Le prince Lvov ne voyait pas de solution, à moins que mencheviks et socialistes révolutionnaires acceptent de se joindre à son cabinet. Après de longues hésitations, la direction du soviet finit par accepter. Trotski, ayant toujours été contre toute forme d'accord avec les libéraux, continuait de préconiser un « gouvernement ouvrier ». Mais était-ce bien réaliste, dans la mesure où cela n'avait pas pu être mis en place après le soulèvement contre les Romanov ? Quelles factions et autres groupes valaient

qu'on collaborât avec eux ? Et quels étaient les meilleurs slogans pour une campagne contre le cabinet Lvov[579] ? À toutes ces questions, les bolcheviks avaient trouvé une réponse lors de la conférence qu'ils avaient tenue peu auparavant et qui s'était achevée une semaine plus tôt avec le succès retentissant des *Thèses d'avril*, de Lénine. Quoique minoritaires au soviet, ils étaient déterminés à étendre leur influence chez les ouvriers, les paysans et les soldats, à mesure qu'augmentaient les difficultés du gouvernement provisoire. Ils affirmaient que le capitalisme entraînait la Russie à la ruine, économique et sociale, et prolongeait le bain de sang dans lequel la guerre les avait plongés. Ce qu'il fallait au pays, c'était un gouvernement ouvrier.

Telle était l'opinion de Trotski bien avant que Lénine ne se livrât à des contorsions idéologiques pour justifier son appel à une révolution socialiste. Lénine prétendait qu'une vraie révolution bourgeoise-démocratique avait déjà eu lieu en mars. C'était astucieux : il pouvait ainsi prétendre rester fidèle au principe d'une stratégie révolutionnaire en deux étapes[580]. Il ne disait pas qu'il avait précédemment affirmé que ce type de révolution n'était possible qu'avec une dictature pan-socialiste au pouvoir et la mise en place d'une réforme agraire radicale. Sa seule concession, concernant ce revirement qu'il niait en bloc, fut d'admettre qu'il fallait abandonner l'« ancien bolchevisme ». Il aurait pu simplement reconnaître qu'il s'était trompé, mais ce n'était pas dans sa nature. Trotski ne cria pas victoire, malgré le souvenir de toutes ces années où l'on avait tourné en ridicule son « gouvernement ouvrier » (les bolcheviks n'avaient pas hésité, avec d'autres, à le présenter comme un cinglé incapable de

comprendre quoi que ce soit au marxisme). Maintenant, après leur conception du bolchevisme, Lénine et ses camarades demandaient l'instauration immédiate d'une « dictature du prolétariat ». La direction bolchevique risquait de mettre un certain temps à expliquer son revirement, tandis que Trotski n'avait qu'à descendre du train à la gare de Finlande et répéter ses idées formulées depuis une dizaine d'années.

Il arrivait donc à temps pour le débat du soviet de Petrograd sur une éventuelle coalition entre libéraux et socialistes. La scène était des plus étrange. Le soviet s'était installé d'office à l'Institut Smolny qui, jusqu'à la révolution de février, était une école pour jeunes filles nobles. Trotski y vit Matveï Skobelev, son ancien protégé, prendre officiellement parti pour la coalition[581]. La direction du soviet ignore complètement Trotski : c'était une chose que de lui témoigner le respect voulu à son arrivée à la gare, mais c'en était une autre de lui offrir une tribune pour exposer ses différences politiques. Toutefois, lorsque la nouvelle de sa présence se répandit parmi l'assistance, des cris s'élevèrent : qu'on lui donne la possibilité de s'exprimer ! Un grondement d'approbation l'accompagna lorsqu'il s'avança vers l'estrade. Comme on pouvait s'y attendre, il s'opposa au projet de coalition avec les libéraux, mais son allocution ne fut pas aussi incisive que d'habitude. Il cherchait encore à prendre le vent de la politique à Petrograd et se montrait nerveux, ce qui, en public, n'était pas fréquent. Comme il agitait beaucoup les bras, les manches de sa veste remontaient et dégageaient ses manchettes de chemise, ce qui le mettait mal à l'aise, lui si maniaque et si soucieux de son apparence[582].

Pendant plusieurs semaines il refusa de s'engager,

bavardant avec tous ceux qui étaient susceptibles de l'aider à se construire une base de campagne sans compromettre à ses idées. À Petrograd, il rejoignit les interdistricts, aussi impatients que lui de voir éclater la révolution socialiste. Les membres de cette organisation accueillaient à bras ouverts les marxistes inquiets de perdre leur autonomie en fusionnant avec les bolcheviks. Les interdistricts n'étaient pas une faction parfaitement coordonnée ni attachée à étendre son réseau au-delà de Petrograd. Des années plus tard, on présenterait Trotski comme leur leader[583]. En réalité, il était simplement le plus important de plusieurs personnages influents. La direction du groupe étant collective, personne ne songeait à lui attribuer l'autorité suprême.

D'autres anciens émigrés marxistes et pacifistes éminents rejoignirent les interdistricts ou se démarquèrent des factions. Parmi eux figuraient plusieurs rédacteurs de *Naché Slovo*, à Paris : Moïseï Ouritsky, Solomon Lozovski, Vladimir Antonov-Ovseenko, Dimitri Manouïlski, Miron Vladimirov, Khristian Rakovski, Angelica Balabanova, Grigori Tchoudnovski, Anatoli Lounatcharski, David Ryazanov et Mikhaïl Pokrovski. Il y avait aussi le vieil ami de Trotski, Adolf Ioffé, revenu de Sibérie après la révolution de Février[584]. Tous ces dynamiques vétérans devaient bientôt se retrouver dans les hautes sphères du bolchevisme[585]. En rejoignant le groupe des interdistricts, Trotski s'assurait une considérable liberté de parole et d'action. Simultanément, il cherchait à coopérer avec les bolcheviks. Lénine, de son côté, espérait se rapprocher des interdistricts. La question ne faisait pas l'unanimité au sein du Comité central, mais il tint bon, et un appel fut lancé « au nom du camarade Lénine et de plusieurs

membres du Comité central[586] ». Trotski fit durer le plaisir. Quand il prit la parole en mai, à la conférence du Parti, il précisa que, s'il voulait une fusion organisationnelle, Lénine devait en payer le prix : « Les bolcheviks ont débolchévisé – et je ne peux pas me dire bolchevik... On ne peut exiger de nous la reconnaissance du bolchevisme... L'ancienne nomenclature est indésirable[587]. »

Trotski voulait former un parti avec tous les groupes désireux de renverser le gouvernement provisoire et de mettre fin immédiatement à la guerre. Il ne voulait pas rejoindre les bolcheviks : son idée était qu'il fallait rassembler bolcheviks, interdistricts et autres organisations « nationales » pour former un nouveau parti sur une base égalitaire, et il ne s'opposait pas à ce que les mencheviks internationalistes se joignent au Bureau organisationnel[588]. Lénine n'était pas en position d'accepter ces conditions, puisque le Comité central était jaloux de la primauté accordée au Bureau dans la campagne contre le gouvernement. Trotski et lui acceptèrent temporairement leur désaccord réciproque tout en continuant de coopérer sur le plan pratique. Pendant ce temps, Trotski guettait les occasions de trouver une activité éditoriale influente. Tout naturellement, le quotidien *Novaïa Jizn* (« Vie nouvelle ») aurait pu lui convenir : il critiquait les compromis des mencheviks et des socialistes révolutionnaires sans embrasser le bolchevisme. Malheureusement, la réputation de son idiosyncrasie l'avait précédé. Et puis on se souvenait de sa nature impérieuse. La rédaction du *Novaïa Jizn* décida de ne pas le coopter[589].

Trotski n'était pas le seul émigré de retour au pays à espérer obtenir une place à la rédaction du journal.

Lounatcharski, ancien bolchevik devenu membre du groupe des interdistricts, organisa un meeting à la fin du mois de mai pour régler la question. Trotski essaya de charmer à l'avance au moins l'un des rédacteurs[590]. Le principal obstacle était de nature politique : Trotski et Lounatcharski voulaient un gouvernement composé exclusivement de socialistes, ce que les rédacteurs refusaient et ils n'envisageaient aucunement de leur confier le journal. Il y eut un échange de propos assez vifs. Trotski était furieux contre Martov qui refusait de rompre avec la majorité des mencheviks. Soukhanov se souvenait de l'avoir entendu conclure : « Bon, je vois qu'il ne me reste pas d'autre solution que de fonder un organe en commun avec Lénine[591]. » Pendant quelque temps, Trotski se contenta de contribuer à la rédaction de *Vperiod* (« En avant ») avec Ioffé, pour les interdistricts[592]. Mais financièrement, il était clair que le tirage du journal ne pourrait jamais rivaliser avec la *Pravda* des bolcheviks. La régularité des numéros n'était même pas garantie. Pour ses articles, Trotski avait besoin d'un organe fiable, à grande diffusion ; alors il poursuivit le processus de paix avec les bolcheviks. Au début du mois de juin, il confia à Soukhanov qu'il fallait « entrer dans des partis et écrire dans des publications où l'on peut être soi-même[593] ».

Dans un tel contexte, il était essentiel de s'installer quelque part. Les Trotski demeuraient avec Youri Larine et sa famille[594]. Larine, qui avait toujours été à gauche du parti ouvrier social-démocrate de Russie, avait pris une part active aux discussions avant la Grande Guerre. Comme Trotski, il glissait doucement vers le bolchevisme. Boiteux et terriblement myope, il prit rapidement de l'importance en tant

qu'écrivain bolchevique. Il était meilleur propagandiste que penseur, et son manque total d'esprit pratique en faisait la dernière personne à pouvoir assumer un poste de responsable. Par la suite, Trotski parviendrait aux mêmes conclusions, mais au printemps 1917, fraîchement débarqué, il était bien content que Larine lui propose une chambre dans son appartement. Cette solution était loin d'être idéale, mais ils apprirent à s'en accommoder.

Vivre à Petrograd présentait des avantages. Trotski eut notamment l'occasion de reprendre contact avec ses filles, qu'il avait eues d'Alexandra. Zina avait maintenant seize ans et sa cadette, Nina, un an de moins. Natalia connaissait Zina depuis Vienne, mais c'était la première fois qu'elle rencontrait Nina. Liova et Sergueï, âgés respectivement de onze et neuf ans, souvent livrés à eux-mêmes, prirent l'habitude de se rendre à l'appartement d'Alexandra Bronstein pour voir les filles pendant que leurs parents se consacraient à leurs activités politiques. Ils adoraient Zina, qui paraissait moins tendue qu'autrefois[595]. Ils passèrent l'été à Terijoki dans le golfe de Finlande, l'ancien abri du couple Trotski, pour profiter de l'air de la mer[596]. Ils s'y mêlèrent aux classes moyennes russes, venues en villégiature pour se reposer en rêvant d'une petite ville de la Riviera italienne ou de la côte d'Azur, à des milliers de kilomètres de Petrograd la révolutionnaire. Pour les Trotski, ce mode de vie devint tout à fait naturel. Terijoki présentait un autre avantage, celui d'être situé en Finlande, une région quasi indépendante du gouvernement provisoire. Les parents savaient qu'il n'arriverait rien à leurs enfants, et Trotski pouvait se consacrer à ses activités politiques sans en être distrait.

Son impact sur la politique d'extrême gauche se renforçait au fur et à mesure des nombreux meetings auxquels il participait. Sa réputation le précédait, les gens venaient pour le plaisir de l'entendre. Parfois, l'enthousiasme de la foule était tel que le seul moyen pour lui de quitter le Cirque moderne, ce grand théâtre où avaient lieu la plupart des rassemblements, était de se laisser porter à bout de bras au-dessus des têtes[597]. Il ne préparait pas minutieusement ses discours : il n'en avait pas le temps et de toute façon, il savait que, pour éclater, son talent ne devait pas rester prisonnier entre les mots d'une page. L'art oratoire le fascinait toujours autant, comme en témoigne une lettre écrite en 1903 à sa première femme, Alexandra[598]. En 1908, très impressionné par la capacité de Jaurès, qui pourtant ne payait pas de mine, à se lancer dans des discours passionnés et captivants, il avait parlé de lui comme d'un Titan. Il estimait que Jaurès était un « orateur par la grâce de Dieu[599] », signifiant par là que les vrais grands rhéteurs produisaient un effet sans nécessairement le savoir. Peut-être était-ce effectivement le cas des deux hommes : ils ne semblaient absolument pas s'apercevoir qu'ils accomplissaient ce que les autres considéraient comme un tour de magie. Mais ils savaient aussi tirer les enseignements de l'expérience, et, comme les très bons professeurs, ils repéraient ce qui marchait et ce qui ne marchait pas.

Trotsky avait pour habitude de noter dans l'ordre les principaux points qu'il comptait aborder, en soulignant les plus importants[600]. Son expression était toujours grammaticalement correcte et son aisance exceptionnelle. Il était tour à tour sardonique, convaincant, exubérant. Sa

tignasse auburn flottait au vent. Il avait toujours l'air pimpant dans son costume trois pièces[601] , avec son pince-nez qui le rendait immédiatement reconnaissable. Il était plus grand que la moyenne et se déplaçait avec agilité, choisissant les mots et les thèmes susceptibles de bouleverser son auditoire. Il aimait gesticuler, ce qui n'était pas inutile à une époque où les haut-parleurs transmettaient un son très imparfait pour les foules massées en plein air. Lorsqu'il voulait insister sur un point, il levait le bras droit et tendait l'index en direction du public[602]. Il n'hésitait pas à multiplier les références à Marx et aux hommes politiques occidentaux de l'époque, ni à lancer quelques plaisanteries révolutionnaires. Il n'avait aucune difficulté à faire passer ses messages, courait d'un meeting à l'autre comme si sa vie en dépendait et, lorsqu'il prononçait deux fois de suite le même discours, il s'arrangeait toujours pour lui donner l'air d'être improvisé. On ne pouvait douter de son engagement ni de son zèle. De toute évidence, il aimait la nouvelle politique russe, la politique « des masses ».

C'était avant tout sa stratégie politique que Trotski voulait transmettre à son auditoire et à son public de lecteurs. Il ne s'attardait plus sur l'unification de toutes les factions du parti ouvrier social-démocrate de Russie. Pour lui comme pour Lénine, Martov et la gauche menchevique étaient désormais une cause perdue. Mais il défendait toujours fièrement sa théorie de la « révolution permanente ». Elle n'avait jamais été du goût de Lénine, si l'on passe sur les quelques commentaires qu'il avait jetés sur le papier en 1905 en les gardant pour lui[603]. Même après la révolution de Février, il refusa de reconnaître que le plan de Trotski était meilleur que le sien. Trotski n'en avait cure. Avec ses amis, il se réjouissait de voir

enfin se dessiner un État prolétarien. Son heure était venue. Le climat révolutionnaire convenait à un homme comme lui, prêt à prendre tous les risques pour faire avancer la cause marxiste. Ouritsky s'exclama : « C'est un grand révolutionnaire qui nous arrive. Lénine, si intelligent soit-il, perd de son aura à côté du génie de Trotski[604]. »

Des rivaux personnels à l'extrême gauche ne gênaient pas Lénine. Il avait même besoin et recherchait des associés talentueux comme Trotski. Les deux hommes convinrent ensemble d'un vaste programme révolutionnaire pour la Russie : démanteler le gouvernement provisoire et instaurer un « gouvernement ouvrier ». L'ère de la révolution socialiste européenne était advenue. La Grande Guerre ne prendrait fin qu'avec l'avènement de l'extrême gauche et le rejet du capitalisme, de l'impérialisme, du nationalisme et du militarisme. Les paysans devaient récupérer les terres de la famille impériale, de l'État et de l'Église orthodoxe, et les ouvriers prendre le contrôle des usines. Trotski aurait volontiers partagé la direction d'un parti avec Martov, si seulement ce dernier avait accepté de rompre avec les mencheviks qui soutenaient l'effort de guerre. Il argumenta longuement dans ce sens, mais Martov demeura intraitable, toujours convaincu qu'un schisme au sein des mencheviks serait catastrophique pour le mouvement socialiste en Russie[605]. Trotski était différent : il se rendit compte qu'il aimait discuter avec les bolcheviks et paraître à une tribune en leur compagnie. Leurs mésententes passées, ou ce qu'il en restait, étaient écartées. Lénine et Zinoviev montrèrent qu'il le prenaient au sérieux en assistant à la conférence des interdistricts à la fin du mois de mai. Trotski n'eut pas besoin

de se ménager des ouvertures : il voyait bien que les bolcheviks, de sectaires intolérants, étaient devenus un possible instrument, décisif pour réussir la « transition vers le socialisme » annoncée depuis longtemps. Il espérait rejoindre leur parti et entrer dans l'équipe dirigeante.

La gauche pacifiste était en pleine mutation. Bolcheviks et mencheviks explosaient enfin en deux partis distincts. En dehors de la capitale, le mouvement pour l'unification du parti ouvrier social-démocrate de Russie se poursuivait, mais vers la fin de l'été le schisme avait touché la plupart des comités locaux. Le parti bolchevique de 1917 était de toute façon un amalgame de plusieurs bolchevismes. Certains bolcheviks rejetèrent catégoriquement les ouvertures de Lénine : Alexandre Bogdanov en fut un remarquable exemple. De même que l'écrivain Maxime Gorki, il considérait Lénine comme un démagogue et un misanthrope. Mais d'autres vétérans acceptèrent d'oublier les désaccords passés, en particulier Lounatcharski. Après la révolution de Février, le bolchevisme ajusta ses analyses et ses extrapolations. Les militants du Parti voulaient renverser le gouvernement provisoire et mettre un terme à la guerre. Tous parlaient favorablement du pouvoir des masses. Ouvriers et paysans devaient être encouragés à refaire leur vie comme bon leur semblait. Il fallait réorganiser usines, bureaux et exploitations. Des différends persistaient au sein des bolcheviks – qui resurgiraient au moment où le Parti s'emparerait du pouvoir – mais entre février et octobre les disputes furent faciles à contenir.

Les points de désaccord ne manquaient pourtant pas entre Lénine et Trotski. Le premier était ouvert à l'idée que les

bolcheviks pourraient s'emparer seuls du pouvoir, tandis que le second désirait vivement que la révolution suivante fût l'œuvre d'une combinaison de groupements de l'extrême gauche[606]. Ils avaient un autre différend : Lénine ne voulait pas que les soviets obtiennent le pouvoir tant que mencheviks et socialistes révolutionnaires restaient à leur tête ; Trotski, de son côté, insistait pour retirer le pouvoir au gouvernement provisoire, sans se soucier de savoir qui pour l'heure contrôlait les soviets[607].

Lénine avait mis au point divers slogans. Grosso modo, il exigeait une « dictature prolétarienne », ce qui était tout à fait en accord avec la terminologie de Trotski. Parfois, cependant, il parlait de coalition du prolétariat et des paysans – formule que Trotski ne reprit jamais. Tous deux n'étaient pas très pressés d'en débattre : leurs divergences n'avaient guère d'importance au regard de leur détermination commune à renverser le gouvernement provisoire pour en installer un autre, révolutionnaire celui-là. Plus tard, les trotskistes prétendirent qu'en 1917, seul Lénine avait dû réviser sa stratégie[608]. C'était faux : après avoir annoncé une révolution ouvrière, ce que Trotski découvrit de la situation en Russie lui fit revoir son jugement. En 1917, à Petrograd, le sort du gouvernement, quel qu'il fût, dépendait avant tout du soutien de l'armée. Aucune initiative pour s'emparer du pouvoir n'aurait été réaliste sans l'appui solide des troupes de la capitale. Or, la garnison était en grande partie constituée de moujiks. Trotski l'avait bien vu, c'est pourquoi il ajusta sa stratégie pour y inclure la paysannerie comme élément décisif de son programme. Cette démarche le rapprocha de Lénine, mais, comme lui, il refusa de commenter son

revirement[609].

Cette nécessité d'un changement de stratégie, prétendit-il quelques mois plus tard dans son livre *D'Octobre à Brest-Litovsk*, résultait de la situation issue de la guerre, alors que ses idées précédentes étaient fondées sur l'hypothèse d'une Russie en paix[610]. Peut-être se serait-il étendu davantage sur le sujet s'il n'avait pas été si occupé ; en tout cas, il avait atteint son objectif principal : mettre l'accent sur l'ampleur du soutien social qui avait permis la prise de pouvoir[611]. Il n'avait jamais connu un tel tourbillon d'activités. Sa vie – et celle de Natalia – n'était plus qu'une valse incessante de conférences, réunions de comité et négociations politiques. Le renversement du gouvernement provisoire pour instaurer un État révolutionnaire occupait toutes ses pensées. Une réforme économique et sociale fondamentale serait alors mise en œuvre, et la guerre en Europe prendrait fin. La révolution russe serait suivie d'un bouleversement radical des classes dirigeantes dans toute l'Europe. Il fallait agir, sous peine d'une catastrophe : les éléments contre-révolutionnaires, dans l'ancienne Russie impériale, attendaient la première occasion pour frapper.

Menaces et promesses

Les difficultés du gouvernement provisoire ne prirent pas fin avec l'arrivée au cabinet ministériel, en mai 1917, des mencheviks et des socialistes révolutionnaires. L'aile gauche de chacun des deux partis estimait que l'on faisait encore trop de concessions aux Cadets, et au sein des soviets, elle militait en faveur d'une politique plus radicale, à l'intérieur comme à l'extérieur. Ces critiques n'étaient pas du goût des nouveaux ministres socialistes. Le menchevik Irakli Tsereteli se lança avec ardeur dans l'organisation d'une conférence en Suède, pays neutre, qui devait réunir les socialistes de tous les pays belligérants et faire pression pour arrêter la guerre. Le camarade Matveï Skobelev publia une réglementation renforçant les aides sociales aux ouvriers et développa celle que l'État imposait à l'industrie[612]. Victor Tchernov, leader socialiste révolutionnaire et ministre de l'Agriculture, autorisa la distribution de terres en friche aux moujiks, par des comités élus à l'échelon local[613]. Les Cadets ne cachèrent pas leur exaspération. Il leur semblait que mencheviks et socialistes révolutionnaires ne respectaient plus l'esprit de compromis nécessaire à une vraie coalition. La désagrégation du cabinet s'accéléra rapidement.

Trotsky exposa les raisons de son optimisme à Tsereteli : « Quand un général contre-révolutionnaire tentera de passer la corde au cou de la révolution, les Cadets la lui prépareront, mais les marins de Cronstadt se battront jusqu'à la mort[614]

... » Cronstadt était une île au large de Petrograd, une base navale importante, et ses marins étaient connus pour leur méfiance à l'égard du gouvernement provisoire. Trotski ne cachait pas son admiration pour ces hommes, alors qu'il accusait les leaders mencheviks et socialistes révolutionnaires de tous les méfaits. Dans ses discours, il prétendait que l'extrême gauche seule était honnête ; son image forgée au fil des décennies, était celle d'un homme politique franc et direct, mais elle ne correspondait en rien à la réalité. Il savait très bien feindre la colère et jouer la démagogie. Il aurait dit n'importe quoi pour gagner les ouvriers et les soldats de Petrograd à la cause du Parti. Il fit mine d'être outragé lorsqu'on proposa, pour renflouer le budget de la ville, de demander aux soldats, qui bénéficiaient de la gratuité des transports publics, de payer cinq kopecks pour un trajet en tramway. Son camarade Adolf Ioffé lui-même avait acquiescé à cette proposition. À l'époque, les ouvriers devaient déboursier vingt kopecks pour prendre le tramway. Il n'y avait aucune raison d'accorder aux troupes de garnison, qui ne combattaient pas et usaient de tous les moyens pour éviter d'être envoyées sur le front de l'Est, un privilège refusé aux autres habitants de la capitale[615].

Trotski n'avait jamais été contre l'usage de la démagogie[616]. Maintenant, avec ses amis de l'extrême gauche, il se situait dans la perspective de la révolution, convaincu que tout était bon pour y parvenir. Il jugeait le gouvernement provisoire coupable de tromper les « masses » pour ménager l'intérêt des grands maîtres du capitalisme. En comparaison, ses propres subterfuges semblaient inoffensifs, et surtout, destinés à créer un monde de justice et d'honnêteté

pour la classe ouvrière... une fois obtenus la dissolution du cabinet Lvov et l'établissement d'une « autonomie prolétarienne ».

Dans ses discours et articles, il ne mettait pas l'accent sur cette évolution des événements. Non parce qu'il était moins présent comme orateur, ou moins prolifique comme journaliste ; il ne s'était jamais montré aussi actif, au contraire[617]. Ce n'était pas non plus uniquement parce qu'il croyait que les ministres socialistes préféraient les solutions palliatives à la cure générale nécessaire pour remédier aux maux du pays. Mais son désintérêt avait une autre raison : un autre volet de l'activité du gouvernement provisoire le préoccupait. En juin 1917, Alexandre Kerenski, socialiste révolutionnaire éminent et ministre des Affaires militaires, ordonna une reprise de l'offensive sur le front de l'Est. Pour Trotski comme pour Lénine, c'était la preuve que la volonté officielle d'annexer des territoires n'avait pas disparu avec le départ de Milioukov et de Goutchkov. Trotski dénonça les agissements de Kerenski dans un texte lu ensuite par le comité bolchevique au Premier Congrès des soviets[618]. Le rapprochement Lénine-Trotski se confirmait chaque jour davantage.

L'animosité des ouvriers, marins et soldats à l'égard du gouvernement ne cessait de monter. Mi-juin, les bolcheviks de Petrograd appelèrent à une manifestation politique contre les « ministres capitalistes ». Mencheviks et socialistes révolutionnaires du Comité exécutif central panrusse du Congrès des soviets prirent les devants : ils interdirent cette manifestation pour en organiser une de leur côté. Le Comité central bolchevique revint sur sa position, mais Lénine ne

désespérait pas de déstabiliser le gouvernement provisoire. Les bolcheviks discutèrent de l'organisation d'une autre manifestation dans les rues de la capitale. Trotski et les interdistricts en débattirent de leur côté. Les deux formations, en étroite liaison, optèrent pour une manifestation armée. Bien que celle-ci n'eût pas d'objectif précis, Trotski et Lénine n'auraient pas été désagréablement surpris si les manifestants étaient allés plus loin qu'une simple marche de protestation sur la perspective Nevski. Le précédent de la révolution de Février était encore dans tous les esprits : si un nombre suffisant d'ouvriers et de soldats se sentaient solidaires de cette manifestation, elle pourrait entraîner la chute du gouvernement provisoire. Les marins de Cronstadt étaient prêts à rejoindre le continent pour y prendre part. En cas d'émeutes, le parti bolchevique et ses alliés improviseraient un défi aux ministres, avec pour slogan : « Tout le pouvoir aux soviets ! »**[619]**.

Trotski se rendit en divers endroits pour susciter l'enthousiasme nécessaire à une action directe. Dans ses articles, il n'exprimait pas sa pensée de manière explicite, car il ne voulait pas fournir un prétexte au gouvernement provisoire pour l'envoyer en prison. Mais quand il montait à la tribune, c'était différent. S'adressant aux marins de Cronstadt à Anchor Square, il insista sur la nécessité de se débarrasser du cabinet Lvov, et de ses partisans mencheviks et socialistes révolutionnaires. Le régime qu'il cherchait à établir serait dictatorial et violent : « Des têtes doivent tomber, le sang doit couler... La force de la Révolution française, c'était cette guillotine qui raccourcissait d'une tête les ennemis du peuple. C'est un instrument excellent. Il nous en faut une dans chaque

ville[620]. » Il se voulait le jacobin de son époque. Conscient de la tournure que prenaient les événements, le gouvernement provisoire décréta l'interdiction de toute manifestation de ce genre. Le Comité central bolchevique s'affola à l'idée que le Parti pût être frappé d'interdiction lui aussi pour attitude subversive. Lénine, épuisé par ses récents efforts, partit se reposer à la campagne, avec sa femme Nadejda et sa sœur Maria. Il ne s'attendait pas à tant d'impatience de la part des manifestants rassemblés à Petrograd. Parmi les ouvriers et les marins, certains militants persévérèrent dans leur intention de manifester. Ils se présentèrent à l'Institut Smolny et réclamèrent l'approbation du Comité central, sous une forme ou une autre, pour une manifestation armée.

Tandis que tout le monde commençait à s'agiter, Trotski gardait son calme. Les soldats ne cessaient d'affluer, demandant aux bolcheviks de conduire leur action contre le gouvernement provisoire. Le 1^{er} régiment de mitrailleurs, à l'avant des troupes de garnison, fut bientôt rejoint par les marins de Cronstadt. La direction des organisations militaires du parti bolchevique brûlait de fomenter des troubles et d'exploiter la situation pour s'emparer du pouvoir. L'explosion politique semblait imminente : la nouvelle de la retraite forcée des régiments russes en Galicie avait encore augmenté le dégoût général pour le cabinet du prince Lvov. Il y eut plusieurs appels à la formation d'un nouveau gouvernement de coalition avec les partis socialistes, bolcheviques et interdistricts notamment. Le gouvernement provisoire lui-même était en butte à des divergences internes : les ministres socialistes proposaient d'accorder une grande autonomie

régionale à l'Ukraine, mais les libéraux considéraient que ce serait faire un premier pas vers le démembrement de l'ancien Empire russe. Ils démissionnèrent collectivement le 2 juillet et le prince Lvov abandonna ses fonctions de Premier ministre. Le gouvernement de la Russie était en plein naufrage[621] : devant le palais de Tauride, où les ministres avaient leurs bureaux, s'agglutinait la foule des manifestants, soldats et ouvriers, toujours plus nombreux. Le Comité exécutif central du Congrès des soviets y avait aussi son siège. Mais personne, dans la sphère dirigeante, ne se montra capable de contenir la foule en pleine effervescence.

Les revendications populaires se multipliaient. En ville, la nourriture commençait à manquer. Les ouvriers craignaient la fermeture des usines, qui les priverait de leur emploi et les plongerait dans la misère. L'inflation ne cessait d'augmenter et les paysans ne voyaient plus de raison d'apporter leurs céréales au marché. La guerre tournait mal pour le gouvernement. La garnison redoutait le moment où on l'enverrait à la boucherie sur le front de l'Est. Par millions, ouvriers, soldats et paysans regardaient désormais vers les groupes socialistes, les bolcheviks notamment, qui martelaient la nécessité de « mesures radicales ». L'objectif du Parti était de transférer les usines sous « contrôle ouvrier » et de mettre à la disposition des paysans les terres du tsar, de l'Église et des grands propriétaires. Les moyens existaient, affirmait-il, d'en finir rapidement avec la Grande Guerre, de démobiliser l'armée russe et de mettre en œuvre la « révolution socialiste » en Europe. Une fois au pouvoir, il autoriserait les peuples de l'empire à faire sécession. Ouvriers et soldats allemands accompliraient bientôt leur propre révolution,

assurait-il. Les bolcheviks montraient une totale certitude : une ère nouvelle s'annonçait dans l'histoire de l'humanité.

Le 2 juillet, tandis que les rues de la capitale étaient en pleine effervescence, les interdistricts se réunirent. Trotski proposa un plan, qui n'était pas sans rappeler celui de Lénine : il était axé sur le moyen d'instaurer une dictature du prolétariat et d'obtenir le large soutien d'une grande partie de la population. L'économie importait aussi peu à Trotski qu'à Lénine[622] , peut-être moins. Il se définissait comme un révolutionnaire « scientifique ». En réalité, il était surtout opportuniste. Ce qui ne veut pas dire qu'il dédaignait les idées : il en avait la tête remplie. Mais ce qui était marquant chez lui, c'était sa conviction absolue que les principes révolutionnaires devaient être mis à l'essai. Le moment était venu.

Trotski travaillait dans l'excitation, en équilibre entre deux positions : pousser à l'action révolutionnaire et, quand elle était inopportune, appeler à la modération. Le 3 juillet, devant le palais de Tauride, les marins de Cronstadt bousculèrent Victor Tchernov, ministre de l'Agriculture et leader socialiste révolutionnaire. Ils l'injurèrent pour avoir refusé de prendre le pouvoir au nom du socialisme et dans le feu de l'action, ils l'auraient peut-être lynché sans l'intervention de Trotski, qui passait par là et lui sauva la vie. Il ne s'agissait pas du tout là d'un acte de solidarité vis-à-vis d'un camarade en difficulté : le révolutionnaire calculait simplement que l'assassinat de Tchernov servirait de prétexte à une vague de répression. Héros du jour, Trotski ne manqua pas de se rallier l'affection des marins : « Vous êtes venus jusqu'ici, vous, les rouges de Cronstadt, dès que vous avez appris que la révolution était en

danger ! Encore une fois, Cronstadt occupe l'avant-garde du combat pour la cause prolétarienne ! Vive Cronstadt la Rouge, la fierté et la gloire de la Révolution[623] ! » Il aurait besoin d'eux un jour, bientôt. Mais ils devaient attendre que ses camarades et lui en décident.

Bolcheviks et interdistricts avaient délibérément créé des attentes parmi leurs partisans et c'était la raison pour laquelle les manifestants s'étaient rassemblés à Petrograd. Au début, Trotski, Lounatcharski, Zinoviev et les autres se réjouirent de cette agitation, mais ils prirent conscience qu'en dépit de ses difficultés, le gouvernement provisoire avait toujours la capacité de réprimer la manifestation prévue et qu'il disposait d'un nombre suffisant de régiments sûrs et loyaux pour exécuter les ordres. Il aurait été suicidaire de laisser se poursuivre d'autres actions de rue ; aussi la foule fut-elle priée de se disperser. Elle obéit mais, avant, nombre de manifestants exprimèrent clairement leur déception que le cabinet fût encore en place. Par la suite, les ministres accusèrent Lénine et Trotski d'avoir utilisé la marche de protestation en direction du palais de Tauride pour manigancer un coup d'État. Bolcheviks et interdistricts adressèrent aux membres du gouvernement provisoire une réplique incendiaire : le prince Lvov et ses collaborateurs trahissaient la cause du peuple et sa révolution. Pouvait-on parler de protestation pacifique quand les organisateurs demandaient aux milliers de manifestants de venir en armes ?

En public, Lénine et Trotski nièrent toujours l'accusation de complot pour renverser le cabinet par la force[624] ; Lénine fit remarquer qu'il était absent de Petrograd au moment où se tramaient les événements survenus dans la capitale. Trotski,

Lounatcharski et Zinoviev ajoutèrent qu'ils avaient fait plus que les mencheviks ou les socialistes révolutionnaires pour empêcher cette marche. Accusations et contre-accusations fusèrent de toutes parts. Le cabinet n'en démordit pas : on avait, indiscutablement, fomenté un coup d'État. Le ministre des Affaires intérieures produisit le résultat de son enquête sur le financement du parti bolchevique, déclarant que Lénine et ses camarades avaient reçu de l'argent du gouvernement berlinois. Parvus aurait servi d'intermédiaire pour leur procurer cet « or allemand ». Les preuves, quoique fondées sur des présomptions, étaient irréfutables et permettaient au cabinet d'affirmer que Lénine n'était pas seulement un élément subversif, mais aussi un traître. Le bolchevik interrompit ses vacances pour rentrer à Petrograd. Le 6 juillet, un mandat d'arrêt fut délivré contre lui et Zinoviev. Il resta caché quelques jours dans la capitale avant de fuir à Razliv, un village situé à trente kilomètres au nord. Zinoviev décida de se rendre aux autorités. Lénine se trouva une cachette sûre : la maison du chef de la police d'Helsinki.

Il n'y avait cependant aucune preuve concrète qu'un soulèvement avait été mis au point et lorsque, après 1917, Lounatcharski laissa échapper qu'un projet de ce genre avait bel et bien existé, Trotski, furieux, l'obligea à se rétracter[625]. Néanmoins, le même Trotski admettrait plus tard, en 1920, dans le huis-clos d'une réunion de parti, que bolcheviks et interdistricts avaient utilisé les événements de Petrograd comme moyen de « tester » la possibilité d'un coup d'État. La publication de ses propos ne serait pas cependant autorisée avant plusieurs décennies, c'est-à-dire bien après sa mort[626]. Selon toute probabilité, l'extrême gauche se

préparait à saisir la première occasion qui se présenterait. Lénine et Trotski ne possédaient aucune compétence particulière en matière d'insurrection, mais depuis le tournant du siècle, ils avaient longuement débattu de la nécessité d'en organiser une. Ils se sentaient maintenant parfaitement capables d'improviser un moyen pour canaliser l'énergie des « masses », d'autant que les problèmes rencontrés par le gouvernement provisoire ne cessaient de s'aggraver. Une manifestation avait eu raison de la dynastie des Romanov. Une autre pouvait tout aussi bien renverser le cabinet du prince Lvov, et écarter mencheviks et socialistes révolutionnaires. La direction bolchevique et ses alliés, dont les interdistricts, décidèrent d'examiner si le moment était venu de tenter une action.

Cette période critique passa à la postérité sous le nom de journées de Juillet. Elle ruina les derniers espoirs que Trotski nourrissait peut-être encore pour la formation d'un gouvernement de soviets par les mencheviks et les socialistes révolutionnaires. Trotski déplorait toujours que Martov refuse de rompre avec le parti menchevique. Il fallait donc, conclut-il, que l'extrême gauche agisse comme une force indépendante. Il ne rejoignit pas pour autant le parti bolchevique mais, le 10 juillet, il rédigea une lettre ouverte dans laquelle il exprimait sa solidarité avec Lénine. Il laissait entendre que si un mandat d'arrêt avait été délivré contre le camarade Lénine, alors lui aussi, Trotski, devait être jeté en prison : si le gouvernement était cohérent, c'est ce qu'il devait faire[627]. Il espérait détourner le débat public sur l'« or allemand » vers l'affaire du coup d'État supposé à Petrograd. Il voulait un procès public, comme en 1906. Il était sûr que son impact

pourrait être considérable cette fois-ci encore, et il avait calculé qu'il pouvait prendre quelques risques : le gouvernement provisoire et ses partisans à la direction du soviet n'avaient pas l'intention de se montrer sévères envers leurs ennemis de la gauche. Pendant quinze jours, il nargua les autorités. Alexandre Kerenski cherchait désespérément à former un nouveau cabinet. Mencheviks et socialistes révolutionnaires refusaient catégoriquement de l'aider et les Cadets, de leur côté, campaient sur leur décision de se retirer de la coalition. Craignant d'autres représailles, les bolcheviks de Petrograd retournèrent à la clandestinité. Après concertation avec les autorités militaires, Kerenski montra qu'il était prêt à mobiliser l'armée contre les soviets. Ce qu'il fit le 8 juillet, une fois nommé chef du gouvernement.

Le 23 juillet, les « capotes grises » – ainsi appelait-on les soldats fidèles au gouvernement provisoire – se présentèrent au domicile de Larine. C'était alors la saison, dans le nord de la Russie, des fameuses « nuits blanches », où le ciel ne s'obscurcit que pour un court instant. Le nouveau ministre de la Justice, Zaroudny, qui onze ans auparavant avait été l'avocat de Trotski, délivra le mandat d'arrêt. Natalia les entendit arriver. Elle posa la main sur l'épaule de son compagnon et murmura : « Ce sont eux ! » Larine alla leur parler. Ils commencèrent par demander Lounatcharski, puis Trotski. Larine refusa de les laisser entrer. Il prit le téléphone et appela tous ses contacts mencheviques et socialistes révolutionnaires au Présidium. Aucun ne répondit. Trotski fut conduit à la prison Kresty, où il avait déjà été incarcéré en 1905[628] , accusé d'avoir aidé les manifestants dans leur action violente contre le gouvernement au début du

mois[629].

On a souvent opposé le courage de Trotski au caractère timoré de Lénine. Ils étaient tous les deux en danger, tant que les enquêteurs continuaient à chercher la preuve d'un financement allemand. Dans le cas de Trotski, ses liens passés avec Parvus étant bien connus, on tenta de prouver qu'il avait servi d'intermédiaire. Pour ses enfants, la situation était inconcevable : « Qu'est-ce que c'est que cette révolution, demandèrent-ils à leur mère sur un ton de reproche, où l'on enferme papa dans un camp de concentration, et après en prison ? Leur mère était d'accord avec eux mais, leur expliqua-t-elle, ce n'était pas encore la vraie révolution. Les enfants n'en furent pas moins gagnés par un scepticisme teinté d'amertume[630]. » Trotski, en écrivant ces quelques lignes dans son autobiographie, présentait le gouvernement provisoire comme responsable de son incarcération. Il jouait sur le pathétique, très efficace auprès de ses lecteurs, car il omettait soigneusement de mentionner qu'il avait lui-même incité les autorités à l'envoyer en prison. Si sa témérité était incontestable, son jugement l'était beaucoup moins. Certes, Kerenski ne l'aurait pas abandonné ; et lui, en cas de procès, aurait donné du fil à retordre aux avocats. En prison, il était vulnérable : des groupes moins scrupuleux que les ministres du gouvernement provisoire pouvaient s'attaquer à lui physiquement. Il prenait un gros risque.

Le 26 juillet, trois jours après son arrestation, s'ouvrit le Sixième Congrès du Parti. Il s'agissait d'une réunion illégale de marxistes « internationalistes », mais personne à l'époque ne pensait sérieusement que Martov et l'aile gauche du menchevisme iraient jusqu'à rompre avec leur faction pour se

joindre à eux. Le groupe des bolcheviks se trouva par conséquent prédominant, en raison de sa supériorité numérique. Les interdistricts avaient accepté d'être intégrés au parti bolchevique, car il n'existait pas d'organisation conjointe entre bolcheviks et mencheviks. On leur réserva des conditions d'admission très souples. Parmi les élus de leur groupe au nouveau Comité central figuraient Trotski (absent), Ouritski et Sokolnikov. Ioffé fut nommé membre consultatif. Trotski était content que soit enfin réalisée l'unification avec l'extrême gauche : ses articles écrits en prison étaient désormais automatiquement publiés par la *Pravda*. Ses conditions de détention se relâchèrent à un point qui frisait le ridicule : avec les autres détenus, il menait une campagne au vitriol contre le gouvernement provisoire. Liova et Sergueï, qui ne comprenaient toujours pas le sens des événements, lui rendaient régulièrement visite accompagnés de leur mère (les mémoires de Trotski sont empreints d'un certain pharisaïsme : il refuse d'admettre que le gouvernement Kerenski avait raison de prendre des mesures contre ceux qui complotaient de le renverser).

Pour Natalia, qui avait déjà dû reconforter les enfants cette année-là lorsque leur père avait été enfermé au camp de Halifax, ce fut une période d'angoisse. Il n'y avait pas de quoi s'alarmer, pourtant. Ils partirent tous les trois à Terijoki avec les Ioffé. Les enfants et ceux de leurs amis se promenaient ensemble. Un jour, ils tombèrent sur deux marins de Cronstadt. En apprenant qui était leur père, ils donnèrent aux deux jeunes garçons une petite tape sur l'épaule : « Ne vous inquiétez pas, p'tits gars, on va bientôt délivrer vot' papa, avec des baïonnettes et en fanfare. » Les enfants furent ravis à

l'idée de cette libération au son des cuivres[631].

Le gouvernement provisoire n'était pas pressé de faire comparaître les leaders bolcheviques. Pas plus que le ministère des Affaires intérieures ne se démenait pour retrouver la cachette de Lénine, ce qui n'aurait pas dû être une tâche impossible puisque Nadejda Kroupskaïa et d'autres se rendaient fréquemment à Helsinki, récupérer ses lettres et articles, et lui donner des nouvelles de Petrograd. Quant à Kerenski, il avait à peine pris ses fonctions qu'il dut affronter la violence d'un putsch d'extrême droite. Son intention était d'asseoir l'autorité de son gouvernement en demandant à l'armée d'affecter un contingent du front allemand à la répression de l'agitation créée par le soviet de Petrograd. Le commandant en chef des armées, Lavr Kornilov, accepta sans hésiter et le 27 août, il ordonna à ses troupes de se diriger en train vers la capitale. L'entente entre Kerenski et Kornilov prit fin avant même l'exécution du plan. À son retour du front, Kornilov avait été chaleureusement accueilli par l'aile droite, ennemie du gouvernement provisoire. Beaucoup le considéraient comme l'« homme fort » indispensable pour restaurer l'ordre dans tout le pays. Par crainte d'un coup d'État, Kerenski renonça à son idée d'envoyer un contingent à Petrograd. Alors Kornilov protesta ouvertement, le décrétant incapable de gouverner. La situation de Kerenski devint si périlleuse que, pour empêcher l'armée d'obéir à Kornilov, il se tourna vers les agitateurs socialistes, en particulier les bolcheviks, qui s'acquittèrent de leur mission avec succès. Le putsch échoua lamentablement. On arrêta Kornilov et le parti bolchevique revint au centre de la politique sans rencontrer le moindre obstacle.

Le 2 septembre, soudainement, Trotski recouvra la liberté. À dater de ce jour, le vrai visage du bolchevisme, ce fut lui, jusqu'à ce que Lénine sorte de sa cachette. Chaque fois que les grandes figures du Parti paraissaient en public, c'était Trotski que l'on voulait voir et entendre[632]. Kamenev et Zinoviev étaient loin d'avoir son succès. Lénine, retiré à Helsinki, n'avait aucune influence excepté par le biais d'articles de journaux destinés à un public très restreint (avant les journées de Juillet, la *Pravda* ne tirait guère à plus de quatre-vingt-dix mille exemplaires)[633].

Le 1^{er} septembre, pour la première fois, les bolcheviks sortirent majoritaires des élections du soviet de Petrograd. Trotski fut l'un des premiers à en profiter :

Quand je fus libéré de la prison de la démocratie révolutionnaire, nous nous installâmes dans un petit appartement loué à la veuve d'un journaliste libéral, dans une grande maison bourgeoise. Les préparatifs du coup d'État d'octobre allaient bon train. Je devins président du soviet de Petrograd. Je fus victime de toutes sortes de diffamations. Un mur d'hostilité et de haine se dressait tout autour de nous. Notre cuisinière, Anna Osipovna, subissait les attaques des ménagères lorsqu'elle allait chercher le pain au comité local. À l'école, mon fils se faisait injurier, on l'appelait « le président », comme son père. Lorsque ma femme revenait du syndicat des ébénistes où elle travaillait, le concierge la regardait passer avec des yeux pleins de haine. Monter les escaliers était une véritable torture. Notre propriétaire ne cessait de nous téléphoner pour savoir si ses meubles étaient intacts[634].

Mais Trotski se moquait bien de ces pressions. Il dirigeait l'organisation qui en 1905, l'avait propulsé au premier plan, faisant de lui un personnage influent. L'année 1917 s'annonçait encore meilleure : avant de se lancer dans la révolution, il avait déjà purgé sa peine à la prison Kresty. Son but était désormais de diriger le soviet de Petrograd jusqu'au coup d'État et à

l'avènement d'un ordre socialiste.

Le coup d'État

La peine que Trotski avait purgée à la prison Kresty lui avait fait le plus grand bien, car il avait pu se reposer de ses activités frénétiques. Mais très vite, il reprit son rythme infernal et épuisa ses nouvelles réserves d'énergie. À cette époque de sa vie, il s'autorisait encore une cigarette avant de prononcer un discours important : il en avait besoin pour se calmer les nerfs[635]. En septembre et en octobre, il s'installa à l'Institut Smolny, dans les pièces occupées par le parti bolchevique. Devant l'ancienne école de jeunes filles se trouvait maintenant un véhicule blindé, garé en face de l'entrée[636]. Le symbole était approprié. Les bolcheviks, s'attendant à des ennuis de la part du gouvernement provisoire, prévoyaient leur défense. Des soldats patrouillaient dans tout le bâtiment.

Pour le parti bolchevique, les « organisations de masse » – soviets, conseils d'usine et autres corps élus par les ouvriers, paysans et soldats – devaient constituer le noyau central du pouvoir de l'État. Le gouvernement serait assuré par une administration révolutionnaire. Mais après les journées de Juillet, qui avaient vu des soviets dirigés par des mencheviks ou des socialistes révolutionnaires approuver la répression contre les bolcheviks, Lénine se tourna vers d'autres organisations. Il refusait d'attendre que les soviets les plus importants passent à la majorité bolchevique. Cette attitude souleva des objections de la part des bolcheviks qui

n'ignoraient pas l'attrait du slogan « Le pouvoir aux soviets » : l'opinion populaire ne ferait pas un geste contre ces derniers. Après la campagne acharnée menée par Lénine en Finlande[637], le Comité central bolchevique réserva toute décision sur le moment et la façon de renverser le gouvernement provisoire. Lénine restait la force brute du bolchevisme. D'abord, il avait réclamé une révolution en août, puis l'avait décalée en septembre. Que Kerenski, au cours de ces deux mois-là, ait pu réprimer une insurrection ne l'avait jamais inquiété.

Trotsky évaluait mieux la nécessité de se montrer astucieux et souple. Au début, il se retint d'agacer les mencheviks et socialistes révolutionnaires. En tant que président du soviet de Petrograd, il déclara : « Nous sommes tous des gens de parti et nous avons parfois échangé des coups. Mais nous dirigerons le travail du soviet de Petrograd dans un esprit de totale liberté pour tous les comités. La main du Présidium ne sera jamais celle qui bâillonnera la minorité[638]. » On imagine mal Lénine flattant de la même façon les ennemis du bolchevisme. Pourtant, Trotsky ne cherchait plus à traiter avec les martovistes. Nicolas Soukhanov, partisan de Martov, voulut s'en assurer lui-même en se rapprochant de Trotsky à l'Institut Smolny, mais celui-ci resta poliment évasif. Soukhanov en déduisit que la direction bolchevique refusait de courtiser les autres partis d'extrême gauche[639].

Le Comité central bolchevique, qui se réunissait au même endroit, servit à Trotsky de tremplin pour se lancer dans l'action. Il rejoignit le comité de rédaction de la *Pravda* avec Lounatcharski et Ouritski, les camarades interdistricts[640]. Contrairement à la plupart des anciens bolcheviques, il n'avait

pas subi des années de pression psychologique par Lénine. Il était entré au Parti en posant lui-même ses conditions et se comportait au Comité central comme s'il en avait toujours été. Il s'assura en outre du recrutement de Youri Larine en lui obtenant un poste de rédacteur et de chef de campagne[641]. S'il remarqua les réserves qu'émettaient encore à son sujet les bolcheviks les plus en vue, il n'en dit rien. Une seule fois, il sut faire taire ses intérêts : il s'empêcha de rappeler au Comité central que le bolchevisme avait discrètement adopté les principes fondamentaux de la stratégie révolutionnaire que lui-même défendait depuis 1905. Pour le moment, de toute façon, les bolcheviks, qui appréciaient les multiples facettes de son talent, étaient tout disposés à lui accorder le bénéfice du doute. Il était intrépide, extrêmement sûr de lui, et avait enfin trouvé un parti susceptible de réaliser les objectifs qu'il s'était fixés pour la révolution. Il avait entre les mains l'instrument de son ambition politique et pouvait désormais montrer de quoi était capable le tacticien qui sommeillait en lui.

Son nom revenait souvent en tête de la liste des participants aux réunions du Comité central[642]. Il intégra un groupe de travail auquel participaient Kamenev et Staline, pour préparer le brouillon d'une déclaration à faire au nom du Parti lors de la conférence démocratique organisée par Kerenski à la mi-septembre[643]. Faute d'avoir été élu, le gouvernement provisoire n'avait aucune légitimité politique. Aussi Kerenski envisageait-il de réunir tous les partis et toutes les organisations, des bolcheviks à l'extrême gauche jusqu'aux mencheviks et sociaux révolutionnaires à droite, pour instaurer un conseil de la République provisoire – une sorte de pré-parlement –, doté du pouvoir de discuter des politiques

officielles et de consulter les ministres. Il espérait ainsi qu'après les remous des journées de Juillet et de l'affaire Kornilov, se dégagerait une atmosphère enfin constructive.

Trotski n'envisageait d'assister à la conférence démocratique que le temps nécessaire pour condamner Kerenski et annoncer le refus du Parti de s'associer au pré-parlement. Kamenev préférait au contraire que les bolcheviks restent là pour tenir le rôle de l'opposition radicale, à la conférence comme au pré-parlement. Il convainquit les dirigeants bolcheviques, qui suggérèrent même de demander au gouvernement une garantie de l'inviolabilité personnelle de Lénine, afin de lui permettre de prendre la tête de la délégation bolchevique[644]. (Lénine, qui ne fut pas consulté, n'aurait certainement pas accepté.) Le 13 septembre, le Comité central nomma une commission composée de Trotski, Kamenev, Staline, Milioutine et Rykov pour finaliser la déclaration. Lénine, toujours invisible depuis Helsinki, les avait prévenus contre toute forme de compromis : « L'Histoire ne nous pardonnera pas de ne pas prendre le pouvoir maintenant. » Le Comité central se retrouva le 15 septembre, pour étudier les arguments de Lénine qui, hormis une affirmation étrange selon laquelle Allemands et Britanniques seraient sur le point de signer une paix séparée, n'avaient pas beaucoup évolué depuis août. Lénine exigeait un coup d'État immédiat. Le Comité central n'étant pas d'accord, Kamenev appela à rejeter sa proposition. Pour la majorité du Comité, c'était aller trop loin ; on se contenterait de prévenir l'éclatement de troubles dans les usines et les garnisons[645].

La pression exercée par Lénine arrangeait bien Trotski. Dans son allocution à la conférence démocratique, il demandait

que le pouvoir du gouvernement provisoire soit transféré aux soviets[646]. En revanche, le souhait formulé par Kamenev – que les bolcheviks figurent au pré-parlement – reçut l'accord du Comité central et la confirmation de la faction bolchevique à la conférence démocratique du 21 septembre, mais seulement par soixante-dix-sept voix contre cinquante. De toute évidence, au sein du Parti, l'opinion évoluait de plus en plus en faveur d'un soulèvement[647]. Trotski continua à coopérer avec la majorité du Comité central, qu'il accepta de représenter au pré-parlement[648]. Mais déjà, le 5 octobre, il avait réussi à amener les bolcheviks à boycotter la nouvelle institution. Horrifié, Kamenev demanda à être déchargé de ses fonctions de représentant du Parti au Comité exécutif du congrès des soviets[649]. Tandis que l'un voulait éviter une rupture avec les autres partis socialistes (Kamenev), l'autre était convaincu qu'ils avaient trahi le socialisme en s'associant avec le gouvernement provisoire (Trotski). Cette bataille entre beaux-frères, Trotski l'avait gagnée.

Il avait aussi des missions à accomplir pour le soviet de Petrograd. Le 9 octobre, il s'occupa d'organiser les activités militaires. Mencheviks et socialistes révolutionnaires voulaient constituer un corps capable de participer à la défense de la capitale contre les Allemands. Trotski répliqua que l'on ne pourrait parvenir à ce résultat qu'une fois la paix revenue sur le front de l'Est. Il réitéra son appel pour le transfert du pouvoir aux soviets. Les deux parties convinrent que le soviet de Petrograd avait besoin d'un nouveau moyen de coordonner l'activité militaire[650].

Lénine se cachait toujours, mais il avait quitté Helsinki pour Petrograd quelques jours auparavant, résolu à présenter ses

arguments devant le Comité central. Trotski avait fait échouer la politique de co-opération avec le pré-parlement. Lénine s'était fixé pour objectif d'achever le travail. Comme, dans les soviets de province, la tendance allait vers une majorité bolchevique, il posa la question à la direction du Parti : si ce n'était pas le moment maintenant, alors quand ? Le Comité central se réunit le 10 octobre au n° 32 rue Karpovka, et en début de soirée les discussions commencèrent. Soukhanov, menchevik de gauche et locataire de l'appartement, n'était pas au courant. Sa femme Galina Flaxerman, une bolchevique, avait tout organisé[651]. Lénine arriva portant perruque, non par coquetterie mais pour échapper aux agents de la Sécurité. Six points figuraient à l'ordre du jour, subordonnés à un seul, qui n'était pas exprimé : le renversement du gouvernement provisoire. Lénine dirigea sa harangue vers ceux qui se montraient « indifférents à la question du coup d'État ». Le Parti, déclara-t-il, avait arrêté sa réponse sur le principe. Seul l'« aspect technique » de la question restait à étudier. S'ils n'intervenaient pas rapidement, ils verraient s'envoler toutes leurs chances de réussir. La situation internationale, ajouta-t-il, les favorisait. Il lança un dernier avertissement : tout risquait de tomber à l'eau si le projet que l'on prêtait au gouvernement provisoire – céder Petrograd aux Allemands – était mis à exécution[652].

On vota aux premières heures du 11 octobre. Lénine obtint dix voix contre deux[653]. Le choix du moment et de la tactique restait ouvert. Le procès-verbal ne mentionne pas les interventions de Trotski et lui-même se montra assez réticent sur le sujet dans ses mémoires, chose inhabituelle de sa part. Il est possible qu'il ait émis des réserves vis-à-vis de Lénine,

pour qui les subtilités tactiques étaient une perte d'énergie inutile. En tout cas, il approuva sûrement la décision. Sinon, ses ennemis des années vingt se seraient chargés de le lui rappeler. Les deux membres du Comité central qui, sans équivoque, firent obstacle à Lénine, furent Kamenev et Zinoviev : ils écrivirent aux principaux organes du Parti, niant complètement la réalité du dilemme formulé par Lénine : s'emparer du pouvoir dans l'immédiat ou perdre tout espoir de renverser le régime capitaliste. Ils firent valoir que le soutien d'une majorité d'ouvriers et de soldats ne se comparait pas au soutien de la majorité du peuple russe. Ils nièrent l'imminence d'une révolution socialiste en Europe. Certes, ils n'excluaient pas la possibilité d'une action violente contre le gouvernement provisoire, mais seulement pour répondre à une attaque de Kerenski. En attendant, ils proposaient d'adopter une « position défensive ». Au fond, ils accusaient Lénine et Trotski d'un pessimisme stratégique sans fondement[654].

Trotski, cependant, moins inflexible que Lénine, aurait bien constitué un réseau de soutien à l'échelon des soviets régionaux pour opérer un transfert des pouvoirs au Deuxième Congrès des soviets, initialement prévu pour le 20 octobre. La nécessité d'une insurrection immédiate, telle que formulée par Lénine, ne retint pas son attention[655]. Le 16 octobre, le soviet de Petrograd créa un comité militaire révolutionnaire pour assurer la coordination des troupes de garnison[656]. Cette initiative, prétendait-on, ne cachait aucune arrière-pensée révolutionnaire ; d'ailleurs, le nouveau comité mit quatre jours à se réunir, pendant lesquels les bolcheviks étudièrent comment exploiter son existence et assurer la

présence de trois représentants au sein du bureau, les deux autres membres appartenant à l'aile gauche des socialistes révolutionnaires avec, notamment, le président Pavel Lazimir. Trotski, satisfait de ce résultat, travailla en étroite collaboration avec le comité, qui prit ses quartiers au second étage de l'Institut Smolny[657]. Les bolcheviks et leurs alliés se rendirent dans les garnisons au nom du soviet de Petrograd, expliquant son plan pour sauver la capitale de la menace allemande et s'assurant de la loyauté de la plupart des soldats. Trotski courait d'un régiment à l'autre, insistant sur le fait que seuls les bolcheviks et leurs alliés leur éviteraient une mobilisation sur le front de l'Est. Il conjura son auditoire de se rallier au soviet de Petrograd, comme aux premiers jours de la révolution de Février. Président du soviet, il garantissait que si les soviets détenaient le pouvoir dans tout le pays, les plaies suppurantes de la vie publique seraient soignées.

Le 16 octobre se tint une autre réunion du Comité central pour régler des affaires litigieuses. Y assistèrent les chefs du comité de Saint-Pétersbourg, de l'Organisation militaire, du soviet de Petrograd et de diverses organisations de masse[658]. Lénine dressa le bilan de la réunion précédente et insista sur l'impossibilité de trouver désormais un compromis avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires. Il annonça aussi l'imminence d'une révolution en Allemagne[659]. Selon les rapports établis par d'autres participants, les conditions de réussite d'un coup d'État à Petrograd étaient loin d'être suffisantes. Milioutine, Zinoviev et Kamenev s'élevèrent contre Lénine[660]. Quant à Trotski, s'il avança quelques propositions, il n'en figure encore une fois aucune trace dans le procès-verbal, et le fait qu'il ne

mentionna même pas la réunion dans ses mémoires signifie probablement qu'il avait l'esprit occupé ailleurs. En effet, son attention se portait sur le soviet de Petrograd et le comité militaire révolutionnaire. Lénine savait mieux que personne comment s'y prendre avec le Comité central bolchevique. Son pouvoir de persuasion était capital pour écraser l'opposition dirigée par Zinoviev et Kamenev, pendant que Trotski s'appliquait à gagner le soutien des soldats de la capitale. Cette fois, Lénine obtint une majorité écrasante de dix-neuf voix contre deux, avec quatre abstentions[661].

La retraite forcée de Lénine au domicile de la bolchevique Maria Fofanova, dans la banlieue de Petrograd, obligeait d'autres militants à se charger du programme. Jakov Sverdlov, bolchevik récemment promu à son retour de Sibérie, dirigeait le secrétariat du Parti. Staline était rédacteur en chef de la *Pravda*. Dans ce contexte, Trotski considéra que sa mission était de faire tout ce qu'il estimait utile pour le soviet de Petrograd. La coordination du Comité central était très lâche et ses principaux membres se fiaient à leur seul jugement sur la façon dont ils devaient procéder. Kamenev se sentait tellement en porte-à-faux vis-à-vis de la politique du Parti qu'il annonça son départ du Comité central[662]. Avec Zinoviev, il révéla dans le quotidien *Novaïa Jizn* que les bolcheviks étaient résolus à provoquer une insurrection armée. Lénine écrivit au Comité central pour condamner ces « briseurs de grève »[663].

Dans son discours du 18 octobre au soviet de Petrograd, Trotski réfuta les allégations des deux hommes, non sans une certaine fourberie :

Les décisions du soviet de Petrograd sont publiées. Le soviet est une institution élue. Chaque délégué est responsable devant les ouvriers et les soldats qui l'ont mandaté. Ce parlement révolutionnaire [...] ne peut prendre aucune décision à l'insu des ouvriers. Nous ne cachons rien. Et, au nom du soviet, je vous le dis : nous n'avons décidé d'aucune action armée[664].

Ainsi parvint-il à éluder les questions sur la séance du Comité central bolchevique. Effrayé à l'idée de quitter le Parti, Kamenev confirma les dires de Trotski, et Zinoviev écrivit une lettre ouverte dans le même esprit[665]. Quand on l'avertit de cette triple manifestation de solidarité, Lénine, déconcerté, s'interrogea. Peut-être cela signifiait-il que le coup d'État n'aurait pas lieu... Trotski lui rendit visite en cachette pour le rassurer : leurs objectifs d'insurrection étaient toujours d'actualité. Lui-même projetait de lancer les opérations quelques heures avant le Deuxième Congrès des soviets qui devait se tenir prochainement à Petrograd, ce qui aurait moins l'allure d'un soulèvement conduit par et pour un seul parti. Lénine se tranquillisa, mais il n'en exigea pas moins l'exclusion de Zinoviev et de Kamenev.

Le 20 octobre, au Comité central, l'atmosphère était tendue. Zinoviev était absent, mais Trotski était là pour accepter la démission de Kamenev. Staline jugeait la punition sévère et, quand on lui reprocha de les avoir soutenus dans la presse du Parti, lui aussi parla de démissionner. Trotski en principal opposant n'arrangeait pas la situation. La demande de Staline fut rejetée. Trotski lui-même était fébrile. D'un commun accord avec Ioffé, il proposa que toute personne désireuse de rejoindre le comité militaire révolutionnaire se sente libre de le faire[666]. Ce fut accepté.

Plus tard, Trotski expliqua sa tactique : « Le camp qui lance l'offensive veut presque toujours paraître sur la défensive. Pour un parti révolutionnaire, il n'est pas sans intérêt de se cacher derrière la légalité[667]. » C'est exactement ce qu'il fit en octobre 1917, lorsqu'il dirigea l'insurrection contre le gouvernement provisoire. Comme un général passant ses troupes en revue avant la bataille, il prononça plusieurs discours un peu partout dans la capitale :

Trotski quittait son travail au siège du comité révolutionnaire [de l'Institut Smolny] et se rendait personnellement sur les lieux, bondissant de l'usine Oboukhov à la fabrique de pipes, des ateliers Poutilov à ceux de la Baltique, du Manège aux garnisons. On eût dit qu'il était partout à la fois. Chaque ouvrier, chaque soldat de Saint-Petersbourg le connaissait individuellement et l'avait déjà entendu. Son influence alors était prédominante, sur les masses comme au siège du comité[668].

Il écrivait, discourait, discutait, organisait : aux yeux de tous, c'était le plus grand militant de la Russie révolutionnaire. Contrairement à la plupart des autres dirigeants, il tenait plus du coureur de fond que de l'haltérophile. Toujours très énergique, il donnait à ses interlocuteurs l'impression de dégager une sensibilité artistique. On remarquait la maigreur de ses doigts, mais ses poignées de main n'étaient pas molles du tout[669]. C'est lui qui maîtrisait les préparatifs de l'insurrection.

La sérénité du gouvernement provisoire était mise à rude épreuve à cause de tous les signes annonciateurs des intentions des bolcheviks. Le 23 octobre, Kerenski ordonna la fermeture de l'imprimerie d'un journal bolchevique et envoya les troupes pour forcer le personnel à obtempérer. Trotski

annonça des contre-mesures, prétextant vouloir seulement défendre le soviet de Petrograd. En réalité, ses instructions étaient clairement offensives. Le 24 octobre, les dispositions furent mises à exécution. Les membres du comité militaire révolutionnaire se rendirent dans les garnisons pour obtenir la coopération des soldats, pendant que Trotski, à l'Institut, coordonnait l'ensemble des opérations. Il y avait une cabine téléphonique dans la pièce d'à côté qui sonnait sans arrêt, les appels arrivaient des quatre coins de la capitale, sauf en début de journée, lorsque les autorités provoquèrent une interruption des communications en coupant la ligne. Kamenev, à sa surprise, mit de côté ses objections pour se rallier à Trotski[670]. Le leader avait travaillé à fond de train toute la semaine : le moment décisif approchait. Dans la capitale résonnait le grondement des armes. Kerenski déploya ses troupes aux endroits stratégiques. Trotski et le comité militaire révolutionnaire réagirent en envoyant des soldats prendre le contrôle des bureaux de poste et de télégraphe, des banques, des centraux téléphoniques et des gares. Le palais de Tauride tomba aux mains des insurgés.

Dans la nuit du 24 au 25 octobre, Lénine, oubliant toute prudence, quitta l'appartement de Maria Fofanova pour l'Institut Smolny où, pensait-il, il constaterait que l'on ne s'activait pas assez. Il n'avait pourtant pas d'inquiétude à avoir : l'insurrection était trop avancée pour être interrompue, et les efforts du gouvernement provisoire ne suffisaient pas. Il était clair aussi que les bolcheviks constitueraient la formation la plus importante à l'ouverture du Congrès des soviets. Lénine et Trotski passèrent la journée du 25 à prendre les dernières dispositions dans toute la capitale. On donna l'assaut

au palais d'Hiver, siège du gouvernement provisoire. Kerenski prit la fuite.

À la délégation bolchevique désignée pour participer au Congrès, Trotski déclara : « Si vous ne flanchez pas, il n'y aura pas de guerre civile, nos ennemis capituleront immédiatement et vous prendrez la place qui vous revient de droit[671]. » Selon la fille de Ioffé, il était « au bord de l'épuisement et pouvait à peine tenir debout[672] ». Les nerfs à vif, prêt à craquer, il s'étendit sur un divan et se tourna vers Kamenev : « Donne-moi une cigarette. » Après quelques bouffées, il se murmura quelque chose à lui-même et tomba en syncope, une fois de plus. Lorsqu'il revint à lui, il trouva un Kamenev effrayé, en proie à une grande agitation : « Il faudrait peut-être aller te chercher un médicament, non ? » Trotski refusa : « Plutôt quelque chose à manger. » Il venait de se rendre compte qu'il n'avait rien avalé depuis plus de vingt-quatre heures[673]. Après avoir pris un rapide en-cas, il se remit au travail.

Les bolcheviks obtinrent la majorité des sièges au Présidium du Congrès. Trotski n'épargna pas ses sarcasmes aux mencheviks et aux socialistes révolutionnaires :

Un soulèvement des masses populaires n'a pas besoin de justification. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui est un soulèvement et non une conspiration. Nous avons trempé l'énergie des ouvriers et des soldats de Saint-Petersbourg, forgé la volonté des masses pour les diriger vers une insurrection, pas un complot [...] Les masses populaires se sont rassemblées sous notre bannière et notre soulèvement a été victorieux. Et maintenant vous nous conseillez de renoncer à cette victoire, de faire des concessions, de trouver un accord [...] Un accord ne serait pas bon au stade où nous en sommes. À ceux qui sont sortis d'ici et à ceux qui proposent un compromis, nous avons l'obligation de répondre : vous êtes des individus pitoyables, en faillite,

finis ; allez donc où vous devez aller : dans la poubelle de l'Histoire[674] !

Cette diatribe atteignit profondément Martov. Incapable de contenir plus longtemps sa colère, il cria : « D'accord, allons-nous-en ! » Mencheviks et socialistes révolutionnaires lui emboîtèrent le pas. C'était l'exode. Trotski ne cachait pas sa joie[675].

On constitua un gouvernement, avec Lénine pour président. Sur la proposition de Trotski, on l'appela « soviet des commissaires du peuple », ou Sovnarkom, pour reprendre l'acronyme russe. Tout l'édifice du pouvoir devait se fonder sur la hiérarchie existante des soviets. Très vite, tombèrent des décrets sur la paix, la terre et la presse. Mais le mandat du Sovnarkom ne dépassait pas encore Petrograd. Les décrets étaient faits pour rassembler le peuple autour des bolcheviks et encourager les « masses » à renverser l'ancien système social. La révolution socialiste avait commencé en Russie. Lénine et Trotski s'attendaient à voir suivre le reste de l'Europe. Ils avaient joué leur vie sur le tapis vert de la politique, absolument certains de se voir confirmés dans le rôle de vainqueurs.

Commissaire du peuple

La plupart des Russes, comme d'ailleurs le reste du monde, considéraient que les dirigeants bolcheviques étaient une bande d'incompétents sauvages incapables de se maintenir au pouvoir. La nouvelle équipe gouvernante s'en émouvait peu, mais elle allait devoir faire ses preuves. Parmi les premières nominations, certaines furent plus heureuses que d'autres. Les compétences de Trotski firent tout de suite impression. Il se servait de son expérience de journaliste marxiste, maîtrisait les tâches qui lui étaient assignées avec une exceptionnelle facilité et n'éprouvait aucune difficulté à les exposer aux autres. Le revers de la médaille était son refus de tout conseil. Il prenait des décisions et s'attendait à ce que les autres camarades obtempèrent, purement et simplement. Tant qu'il demeura d'accord avec Lénine, cette façon d'agir fonctionna assez bien. Le dirigeant bolchevique appréciait son esprit de décision, qualité qu'il reconnaissait aussi à Staline, Sverdlov et Zinoviev. Malgré sa tendance à se mêler des affaires des autres, Lénine reconnaissait qu'il lui était impossible de tout contrôler. Il avait besoin de s'entourer de meneurs capables de s'imposer dans les moments difficiles. Manifestement, l'énergie détonante de Trotski répondait parfaitement à ses exigences.

Après le coup d'État, Lénine et Trotski ne laissèrent planer aucun doute sur le genre de gouvernement envisagé : ils n'accepteraient de s'associer qu'avec des socialistes ayant

soutenu le renversement du gouvernement provisoire et excluraient donc totalement les mencheviks. Martov avait quitté le Deuxième Congrès. Pour Lénine et Trotski, il s'était donc exclu lui-même de tout partenariat avec le gouvernement. Les socialistes révolutionnaires avaient agi quasiment de même, mais les plus radicaux d'entre eux – les socialistes révolutionnaires de gauche – étaient restés au Congrès. N'acceptant d'alliance qu'avec cette fraction dissidente, Lénine et Trotski entamèrent des négociations pour leur faire rejoindre le Sovnarkom.

Le 1^{er} novembre, au comité de Saint-Pétersbourg, Lénine félicita Trotski pour sa campagne contre tout rapprochement avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires : « Trotski a compris [que c'était impossible] et depuis lors, il n'y a pas eu meilleur bolchevik[676]. » Trotski à son tour défendit Lénine contre Lounatcharski, qui l'accusait de jouer au dictateur :

Il n'y a pas de politique intermédiaire. Pas de retour en arrière. Nous sommes en train de mettre en place la dictature du prolétariat. Nous forcerons les gens à travailler. Pourquoi autrefois, sous la terreur, le sabotage existait-il ? Nous, nous n'avons pas simplement la terreur, mais la violence organisée des ouvriers appliquée à la bourgeoisie [...] Il faut dire clairement et sincèrement aux ouvriers que nous ne sommes pas favorables à une coalition avec les mencheviks et les autres ; ce n'est pas là l'essentiel. Ce qui compte, c'est le programme. Nous nous sommes alliés aux paysans, aux ouvriers et aux soldats qui se battent aujourd'hui [...] [Nous n'irons] nulle part si nous ne gardons que quelques bolcheviks [au sein du gouvernement]. Nous avons pris le pouvoir et maintenant nous en portons la responsabilité[677].

Personne, pas même Lénine, n'a exposé le programme communiste aussi crûment.

Lénine et Trotski étaient devenus les frères siamois de la politique russe. Ils étaient tous deux aussi déterminés à recourir à des mesures impitoyables, y compris la terreur institutionnalisée. Au comité de Petrograd, où ne subsistait aucune trace décelable des anciennes dispositions de Trotski à négocier avec les mencheviks, ils l'emportèrent, mais il leur manquait un soutien suffisant au Comité central bolchevique. L'opinion dominante était que les bolcheviks au pouvoir devaient former un gouvernement de coalition avec tous les socialistes, option renforcée par le retour de Kamenev et de Zinoviev au Comité central. Des négociations furent donc entamées avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires. Lénine et Trotski étaient pris à leur propre piège : ayant délibérément entouré leurs intentions du plus grand mystère avant de renverser le gouvernement Kerenski, ils pouvaient difficilement empêcher la majorité du Comité central de suivre les aspirations populaires à mettre en place un cabinet rassembleur. Le coup d'État avait eu lieu sans véritable concertation préalable sur les personnalités qui seraient invitées à exercer le pouvoir.

Tout le monde s'accordait cependant sur un point : il fallait empêcher Kerenski de revenir en place. L'ancien Premier ministre avait resurgi à la tête de troupes cosaques sur les hauteurs de Poulkovo, à l'extérieur de Petrograd, déterminé à écraser les bolcheviks. On envoya contre lui des volontaires de la Garde rouge, on mobilisa les troupes de garnison. Une brève bataille s'ensuivit, qui se solda par la défaite de Kerenski. Entre-temps, la grève des chemins de fer lancée par le Vikjel, le comité de direction – menchevique – du syndicat des chemins de fer, avait tourné court avant même d'avoir

commencé : le Vikjel avait surestimé la force d'opposition des cheminots au gouvernement des soviets. Les troupes cosaques étaient mises en déroute. Mencheviks et socialistes révolutionnaires se trouvèrent en moins bonne position pour négocier. Lorsqu'ils exigèrent d'exclure Lénine et Trotski de toute forme de coalition, le Comité central bolchevique n'eut aucun mal à rejeter cette demande.

Trotski refusa le poste proposé par Lénine, qui en fut vexé. Le révolutionnaire voulait prendre la direction de la presse du Parti. Peut-être son passé de journaliste lui avait-il donné l'envie d'offrir ses compétences au Sovnarkom. Il s'agissait indéniablement d'une fonction importante. Lénine, qui avait publié dès le 26 octobre un décret instaurant la censure, ne voulait pas gaspiller les services du camarade le plus précieux à ses yeux en lui confiant cette tâche[678]. Il proposa au Comité central de donner à Trotski la direction du gouvernement. L'intéressé refusa catégoriquement :

Cette proposition me fit bondir, tant elle me semblait saugrenue et inappropriée. « Pourquoi pas ? insistait Lénine. Vous vous trouviez bien à la tête du soviet de Petrograd au moment du coup d'État. » J'écartai la proposition d'un geste sans même vouloir en débattre. Et nous en restâmes là[679].

Il n'expliqua jamais son raisonnement, ni plus tard ni à l'époque, si on se réfère à son récit des événements. Peut-être préférait-il se réserver un rôle important sans avoir à assumer seul la direction. Ce trait particulier de son caractère rejaillirait plus tard. Peut-être aussi s'agissait-il d'un calcul politique. En effet, lorsque Lénine le sollicita de nouveau pour qu'il se charge de l'Intérieur, Trotski argua qu'il serait déplacé pour un Juif d'assurer la direction de la police dans un pays rongé

par l'antisémitisme : un climat favorable aux pogroms risquait de s'instaurer si des Juifs se se lançaient dans la répression contre les Russes. Point de vue purement politique, souligna-t-il, aucunement personnel[680].

Il accepta finalement le commissariat du peuple aux Affaires étrangères. Lénine pensait que c'était gaspiller son talent, mais Sverdlov n'était pas de cet avis :

« Il faut opposer Lev Davidovitch à l'Europe. Qu'il prenne les Affaires étrangères. – Mais que vont-elles devenir maintenant, les Affaires étrangères ? » s'exclama Lénine. Il y consentit, pourtant, quoique bien à contrecœur. Tout comme moi je finis par consentir, quoique à contrecœur également. C'est ainsi que pour un trimestre, sur la proposition de Sverdlov, je devins le chef de la diplomatie soviétique.

Le commissariat aux Affaires étrangères me dispensait de tout travail ministériel. Aux camarades qui m'offraient leur concours, je proposai presque invariablement de chercher un terrain plus favorable où dépenser leur énergie. L'un d'eux fit par la suite, dans ses mémoires, un récit assez savoureux d'une conversation que nous avions eue peu après la constitution du gouvernement. « À quoi va ressembler le travail diplomatique maintenant, avec nous ? avais-je demandé à Trotski. – Vous verrez, je vais publier quelques proclamations révolutionnaires, et puis je fermerai boutique »[681].

Trotski tint parole et publia très vite les traités secrets de 1915 avec les Alliés, appelant les ouvriers du monde entier à se dresser contre leur gouvernement.

Les antisémites du pays considéraient les Juifs comme une race dépourvue de tout sentiment patriotique à l'égard de la Russie. En devenant ministre des Affaires étrangères d'un gouvernement plus intéressé par la diffusion mondiale des idées révolutionnaires que par la défense des intérêts du pays, Trotski ne contredisait pas l'idée répandue que l'on avait du

« problème juif ». Il était vrai qu'en acceptant un poste important au gouvernement, il deviendrait inévitablement un objet de haine pour les groupes politiques ultranationalistes, en Russie comme à l'étranger. La situation en avait déjà fait le Juif le plus célèbre de la planète. Comme le déclara, avec sa causticité habituelle, le chef de la Croix-Rouge américaine en Russie, le colonel Raymond Robins, devant Robert Bruce Lockhart, chef de la mission diplomatique britannique à Moscou : Trotski était « à tous points de vue un fils de pute, mais le plus grand Juif depuis Jésus-Christ[682] ». Le nouveau commissaire du peuple était aussi, tout simplement, le Juif le plus connu d'un Sovnarkom où ils figuraient en nombre disproportionné. Il en allait de même à la direction du Parti : si Lénine avait dû renoncer aux services des Juifs de talent, il n'aurait jamais pu former un cabinet.

Le commissariat du peuple aux Affaires étrangères voyait le monde tout à fait autrement que ses homologues des autres pays. Trotski et certains autres bolcheviks se focalisaient sur les relations internationales plus que sur la seule politique étrangère. À leurs yeux, la Russie n'était qu'un pays parmi d'autres, et ils n'entendaient pas lui donner la priorité sur la préparation de la révolution socialiste en Europe. Il se trouvait que la nouvelle ère qui s'ouvrait devant eux avait commencé à Petrograd, voilà tout. Les anciennes notions de nationalisme, d'impérialisme et de militarisme étaient officiellement révolues.

Comme pour confirmer son indifférence vis-à-vis du commissariat, Trotski ne s'y rendait que rarement. L'important pour lui était d'être basé à l'Institut Smolny, où Lénine avait son bureau. Les tâches routinières étaient

l'affaire de son adjoint, le D^r Ivan Zalkind. Par ailleurs, l'atmosphère était au travail, pas à la somnolence. Beaucoup d'innovations virent le jour. On créa notamment un Bureau de la propagande révolutionnaire internationale. Les bolcheviks instaurèrent un département de presse, un autre consacré aux prisonniers de guerre. Les trois divisions travaillaient ensemble à la publication de journaux en allemand, en hongrois et en roumain, dans l'intention de gagner des soldats à la cause révolutionnaire[683].

Sur le front de l'Est, on signa un armistice qui mit fin aux hostilités entre la Russie et les Puissances centrales, et le Sovnarkom entreprit la démobilisation des forces armées. Les liens entre Petrograd et le reste du monde se relâchèrent, mais Trotski présumait que les nouvelles du coup d'État bolchevique seraient inévitablement relatées dans la presse européenne. Il espérait que le précédent – il ne disait pas le modèle – russe serait suivi. Il comptait voir les pays d'Europe centrale renverser leurs gouvernements respectifs et le prolétariat allemand montrer de quoi il était capable. De ces révolutions émergerait une paix définitive en même temps qu'apparaîtrait l'aube d'un nouvel âge. Sa frustration majeure, c'était l'impossibilité d'écrire dans les journaux allemands ou autrichiens. Néanmoins, le commissaire du peuple aux Affaires étrangères ne restait pas inactif : il chargea les fonctionnaires de ses services de préparer une propagande adaptée aux régions proches du front. Les soldats russes étaient invités à fraterniser avec ceux des Puissances centrales. Munis de tracts rédigés dans les différentes langues des pays de l'Europe de l'Est, ils seraient à même de transmettre le message communiste. Les mutineries contre les Hohenzollern

et les Habsbourg seraient soutenues de sorte que les troubles engendrés au sein des forces armées se répandraient dans la société civile. Le haut commandement allemand laissa s'installer cette situation pendant quelques semaines. Le Sovnarkom ayant cessé tout affrontement militaire, les forces allemandes se concentraient désormais sur le front occidental.

Trotski, plus turbulent que jamais, profitait de son association avec Lénine, sourd et aveugle à l'animosité qu'il suscitait à la direction du Parti. Kamenev, Staline, Sverdlov et Zinoviev avaient l'estime de Lénine. Zinoviev avait pris le pli d'occuper officiellement le poste de chef adjoint de la faction bolchevique émigrée avant 1917[684], mais désormais, pour toutes les affaires urgentes, Lénine consultait Trotski. Décrets et avis se multipliaient à une cadence infernale, et Lénine demandait à Trotski de corriger les textes avant publication. Lorsqu'il décida d'occuper quelques pièces supplémentaires pour abriter les activités du Sovnarkom, il octroya un petit bureau à Trotski, malheureusement situé à l'opposé. On voyait donc régulièrement ce dernier arpenter le couloir à grandes enjambées pour aller le consulter. Les dirigeants bolcheviques n'éprouvèrent pas tout de suite le besoin de se simplifier le travail et, au début, ils ne leur vint même pas à l'idée d'embaucher des dactylos.

Malgré l'importance de sa position au sein du gouvernement, Trotski avait plus de temps à consacrer à sa famille – paradoxe dont l'explication est en partie topographique. Les membres dirigeants du soviet avaient fait venir leur famille proche à l'Institut Smolny, où l'on transforma les étages supérieurs en appartements familiaux sitôt le départ des mencheviks et des socialistes

révolutionnaires. Leur protection était en effet moins difficile à assurer à l'intérieur des lieux. De toute façon, il devaient tous rester en contact étroit et quasi permanent pendant l'étape de consolidation du pouvoir. Sa syncope du 25 octobre était pour Trotski une bonne raison de s'éviter un stress inutile en traversant la ville. En temps ordinaire, il rentrait déjeuner chez lui et s'accordait un petit somme. Ses deux grandes filles, Zina et Nina, habitaient en ville avec leur mère Alexandra ; mais, comme les adolescentes avaient repéré ses habitudes, elles débarquaient chez lui avant même le début du repas. La présence de leur père leur avait beaucoup manqué pendant une grande partie de leur vie. Maintenant, enfin, elles pouvaient en profiter, même si c'était au détriment de sa sieste. Après déjeuner, il se détendait sur le divan, ses filles à côté de lui, et ils plaisantaient ensemble. Lorsqu'il était absent, elles jouaient avec leurs petits frères[685].

Trotski avait beaucoup à faire en dehors de ses obligations relativement réduites aux Affaires étrangères. Au Sovnarkom, il prit les mesures nécessaires pour créer des tribunaux révolutionnaires[686]. On lui demandait de publier des décrets[687] et on lui confia la responsabilité de la mise en conformité du calendrier julien avec le calendrier romain[688]. Il exigea une « purge énergique » de l'ancien ministère des Armées et la présence des fusiliers lettons à Petrograd, pour renforcer la sécurité (ces derniers s'étaient montrés les plus efficaces à servir la cause communiste). Il identifia des foyers de résistance dans la capitale et à l'extérieur[689] , signala des mouvements contre-révolutionnaires à Orenbourg[690] et requit une plus grande sévérité vis-à-vis de la « presse bourgeoise »[691]. Sur un

plan plus général, il suggéra de nombreuses initiatives à l'usage des autres commissariats[692]. Et lorsque, entre mi-novembre et début décembre, l'aile gauche des socialistes révolutionnaires céda enfin à l'invitation des bolcheviks et vint rejoindre le gouvernement de coalition, ni son autorité ni son statut ne s'en trouvèrent affectés. Les bolcheviks avaient résolu d'inscrire la révolution d'Octobre dans la durée : s'ils n'étaient pas du tout disposés à accorder aux nouveaux arrivants au Sovnarkom un nombre de sièges égal au leur, ils les accueillirent comme des camarades. Plus que Lénine, Trotski avait toujours fait en sorte que le coup d'État n'ait pas l'air de venir d'un seul parti, et l'hypothèse d'une coalition lui convenait parfaitement.

La célébrité lui monta à la tête, lui qui n'avait jamais été un loyaliste institutionnel. Il avait toujours mis tout son zèle à préparer le maximum de gens à l'action révolutionnaire. Le renversement du gouvernement provisoire signifiait infiniment plus pour lui que les histoires de susceptibilités partisans – quelques années plus tard, il paierait cher son indifférence à l'opinion qu'il suscitait chez les autres bolcheviks de premier plan. Par tendance naturelle, dès qu'il avait mis au point une politique, il l'imposait ensuite sans attendre.

Sa vanité allait de pair avec une fâcheuse tendance à fréquenter des étrangers qui n'étaient pas des amis du socialisme. À Petrograd, sa fonction de commissaire du peuple aux Affaires étrangères l'obligeait à rencontrer des diplomates. Même si l'objectif des bolcheviks était de fomenter la révolution dans toute l'Europe, à court terme et pour des raisons pragmatiques, ils devaient éviter d'offenser les Alliés. La géopolitique de l'Europe était tout entière dans la balance.

Le Sovnarkom voulait mettre un terme à la Grande Guerre, et non fournir à la France et à la Grande-Bretagne d'autres motifs d'intervention militaire en Russie. En cet hiver 1917-1918, personne ne pouvait dire quel serait le vainqueur sur le front occidental. Face au risque croissant d'une intervention étrangère, le commissaire du peuple abandonna toute désinvolture. Il s'adressa aussi régulièrement à la presse étrangère de Petrograd. Aucun autre dirigeant bolchevique n'était plus disposé que lui à accorder des entretiens[693]. Alors que la plupart des correspondants de presse ne le connaissaient pas avant la révolution d'Octobre, tous furent impressionnés par son zèle, sa facilité d'expression et son assurance. Se présentant au nom du Sovnarkom, il télégraphiait aux ambassades du gouvernement et leur offrait le choix : soit ils soutenaient la « politique de paix » soviétique, soit ils quittaient les lieux[694].

Diplomates et journalistes des grandes puissances faisaient la queue pour s'entretenir avec lui dans son bureau de l'Institut Smolny. Souvent, aussi, il arrivait qu'il les reçoive dans l'appartement familial à l'étage supérieur – il n'avait jamais eu besoin de prétextes pour dissserter sur toutes sortes de sujets. Ses visiteurs étaient frappés par la modestie de son mode de vie. Parmi eux figura la journaliste américaine Louise Bryant :

Les jours qui suivirent la révolution bolchevique, je pris l'habitude de me rendre à Smolny pour y avoir les dernières nouvelles. Trotski et sa jolie petite femme, qui ne parlait que français, vivaient dans une seule pièce, à l'étage du dessus. L'endroit était partagé en différents coins, comme l'atelier mansardé d'un artiste désargenté. D'un côté se trouvaient deux lits de camp et une petite coiffeuse bon marché, et de l'autre un bureau avec deux ou trois chaises sans valeur. Aucun

tableau, aucun confort, nulle part. Trotski y resta tout le temps qu'il assura les fonctions de ministre des Affaires étrangères [sic] et c'est là que beaucoup de personnalités officielles jugèrent nécessaire de lui rendre visite[695].

Apparemment, un grand tapis rouge restait la seule marque du prestige passé de l'Institut[696].

Tandis que Trotski dispensait ses discours à Petrograd, son vieil ami Adolf Ioffé poursuivait les négociations à Brest-Litovsk, près du front oriental, avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Au cas où les Puissances centrales rejetteraient l'idée d'un armistice et envahiraient la Russie, les bolcheviks voulaient pouvoir se tourner vers la Grande-Bretagne, la France et l'Amérique pour obtenir une aide militaire. Étrange situation : les hommes de Trotski négociaient avec les ennemis mortels des Alliés pour une paix qui augmenterait les chances des Puissances centrales sur le front occidental, et en même temps, Trotski et Lockhart se rencontraient régulièrement et s'entendaient à merveille[697]. Le commissaire du peuple fit aussi des ouvertures aux Français et aux Américains. Il noua des relations chaleureuses avec Jacques Sadoul, un attaché militaire français, et fit même appel aux bons offices du responsable de la Croix-Rouge américaine, le colonel Robins, pour faire bénéficier le Sovnarkom de l'assistance de l'US Railway Mission (elle avait été chargée d'aider le gouvernement provisoire à restaurer le réseau de chemin de fer)[698]. Toutes ces circonstances interdisaient de penser que la diplomatie russe puisse fermer boutique.

Edward Allsworth Ross, correspondant pour le journal new-yorkais *The Independent*, reprit les idées de Trotski sur la régénération de l'économie. Le commissaire du peuple disait

que le gouvernement soviétique n'avait pas l'intention, dans l'immédiat, de placer tout le secteur industriel entre les mains de l'État. Les bolcheviks visaient plutôt un contrôle qu'un monopole. Ils limiteraient l'ampleur des bénéfices privés et veilleraient à adapter la production des usines aux besoins sociaux. Le capitalisme serait maintenu dans un cadre strictement défini. Ross exprima quelques doutes sur la bonne volonté des entrepreneurs à accepter de telles conditions. Trotski rétorqua que le gouvernement veillerait à empêcher la fuite des capitaux. Il ne niait pas cependant que des problèmes surgiraient si le capitalisme survivait ailleurs. Mais, après le précédent de la révolution d'Octobre, il considérait cette dernière hypothèse comme peu plausible[699]. Il ne répondait pas vraiment aux interrogations de Ross – attitude typique des bolcheviks à l'époque, qui se cantonnaient à espérer que tout irait désormais pour le mieux. Son pragmatisme s'exprima, cependant, dans une réflexion qu'il glissa au cours du même entretien : les bolcheviks adopteraient les techniques du taylorisme – il avait étudié les expériences de Taylor sur la décomposition des tâches dans les usines américaines et voulait s'en inspirer en Russie[700].

En décembre, les Puissances centrales firent clairement comprendre au Sovnarkom que leur patience n'était pas inépuisable. L'armistice sur le front de l'Est ne leur suffisait pas. Elles exigeaient une paix complète et séparée, afin de pouvoir transférer des troupes en France et battre les Alliés occidentaux. Elles menaçaient de reprendre les hostilités si le Sovnarkom ne cédait pas.

Trotski lui-même dut intervenir dans les négociations de Brest-Litovsk. Les Allemands étaient à la tête des Puissances

centrales. Leurs porte-parole civils ne manquaient pas d'éloquence, mais derrière eux des personnalités militaires maintenaient la pression et amplifiaient constamment les exigences allemandes. Les représentants autrichiens étaient surtout là en qualité d'auditeurs, puisqu'en juin leurs troupes, privées des renforts allemands, avaient reculé devant l'offensive de Kerenski. Mais l'Allemagne aussi était en difficulté. La situation économique s'était dégradée et il devenait de plus en plus difficile d'enrôler un nombre suffisant de jeunes gens aptes au service. Le mécontentement grondait dans les usines. Les Alliés supportaient étonnamment bien l'épreuve et l'entrée en guerre des États-Unis ne pouvait que les rendre plus forts. Hindenburg et Ludendorff, les deux piliers du haut commandement allemand, commençaient à s'inquiéter. La seule solution envisageable était de supprimer le front de l'Est. La démobilisation de l'armée russe était en cours, ordonnée par le Sovnarkom. Les Allemands mettaient leurs espoirs dans l'étape suivante : la signature d'un traité de paix, qui permettrait à Hindenburg et Ludendorff de regrouper leur efforts contre les Français et les Britanniques sur le front occidental.

Les inquiétudes des Puissances centrales ne transparaissaient pas. En s'asseyant à la table des négociations, Allemands et Autrichiens s'attendaient à être traités avec déférence, et se comportaient comme si la victoire leur appartenait déjà. Ils nourrissaient les habituels préjugés : pour eux, les socialistes sans exception n'étaient pas vraiment des êtres humains, et les communistes de Russie, qui acceptaient tant de Juifs au sein de leur gouvernement, ne valaient guère mieux que la vermine.

Quel choc ils reçurent en voyant arriver Trotski à Brest-Litovsk, en décembre, avec la délégation russe ! Il n'avait pas besoin d'interprète : sa maîtrise de l'allemand était assez bonne pour lui permettre de saisir les nuances des dialectes viennois et berlinois. Ses références culturelles étaient extrêmement vastes et ses interventions truffées de mots d'esprit. Pas question pour lui de supplier ses interlocuteurs : Allemands et Autrichiens eurent à juste titre le sentiment qu'il se moquait d'eux. Le plan qu'il avait préparé pour mener ces négociations était aussi futé que lui-même. Il obtint de ses interlocuteurs que leurs positions respectives seraient publiées, autrement dit, que les journaux allemands et autrichiens rapporteraient ses propos. Évidemment, il sauta sur toutes les occasions possibles pour proclamer les objectifs ultimes du parti bolchevique. Chaque fois que les Puissances centrales lui lançaient leurs exigences en pleine figure, comme autant de crochets du droit, il esquivait le coup. Il posait ses questions tout en philosophant sur la situation dans le monde. Ministre des Affaires étrangères d'un pays extrêmement vulnérable, il se conduisait comme s'il ne connaissait aucune urgence. Trotski était l'archétype du révolutionnaire culotté, et son élégance l'éloignait du stéréotype communiste hirsute et débraillé. Les personnalités les plus distinguées, représentant la couronne des Hohenzollern et des Habsbourg, n'étaient pas préparées à affronter un tel phénomène.

Trotsky et les Juifs

Trotsky détestait que l'on mette l'accent sur ses origines juives. Durant toute sa carrière de révolutionnaire, il s'efforça de rompre les liens qui le rattachaient à ses racines. Mais il n'était pas naïf. Il lui était impossible d'échapper à l'intérêt qu'il suscitait en tant que Juif, il le savait et il s'était résigné à en supporter les conséquences.

Que signifiait être Juif en Russie au début du XX^e siècle ? Sous les tsars, le terme renvoyait à une religion plus qu'à une race. Les rapports de la police et de la justice s'appuyaient sur ce postulat, de même que le recensement impérial de 1897. Un grand nombre de Juifs, cependant, – surtout dans les dernières décennies du XIX^e siècle – renoncèrent à leur foi. Certains se convertirent au christianisme, d'autres, plus nombreux, se déclarèrent agnostiques ou athées. Quiconque adoptait l'Évangile chrétien cessait d'être Juif au regard de la loi impériale. En effet, en intégrant l'Église orthodoxe russe, on entraînait dans la catégorie des immigrants assimilés. Sous le régime des soviets, en revanche, le caractère juif devint la marque d'une origine nationale, et tous ceux qui étaient issus de parents juifs furent classés dans cette catégorie sans considération de religion. En 1897, 5,2 millions de Juifs avaient été recensés dans l'empire. Contrairement aux autres grands groupes de population, il n'existait pas de territoire où ils se trouvaient majoritaires – et, pour cette raison même, certains marxistes ne les considéraient pas comme une nation. Entre

ces deux pôles officiels, le religieux et le national, se situaient un grand nombre de personnes qui avaient abandonné leur religion, mais qui aux yeux des autres et sur le plan culturel étaient toujours des Juifs. Certains continuaient à observer les règles cachères ; d'autres mangeaient comme les Gentils, mais restaient classés comme Juifs à cause de leur comportement social, de leur accent, de leur humour et de leur esprit. Aucun consensus ne définissait l'essence de la nature juive et les Juifs eux-mêmes ne s'accordaient pas là-dessus.

Trotsky consacra le moins de temps possible à la « question juive ». Lorsqu'il eut à remplir les formulaires officiels du Parti, il nota « juif » en face de la mention « nationalité »[\[701\]](#) ; son autobiographie complète publiée en 1930 ne faisait aucun mystère de sa naissance et de son éducation juives. À ses propres yeux pourtant, il avait cessé d'être juif dans tous les sens importants du terme, parce que le marxisme avait éliminé ce qui restait de ses origines. Il se voyait lui-même, d'abord et avant tout, comme un révolutionnaire marxiste ; son ascendance ne comptait pas.

Il se disait internationaliste. C'était sa façon de s'affirmer en tant que supranationaliste, n'éprouvant pas le moindre désir d'acquérir une nouvelle identité nationale. Il était russophone et parlait les langues européennes – avec un accent marqué –, ce qui ne faisait pas de lui un Russe, ni même un Ukrainien, sauf par accident géographique. Par son orientation politique et culturelle, c'était un homme cosmopolite. Son expérience était imprégnée des valeurs de la Nouvelle-Russie à la fin du XIX^e siècle : progrès, instruction et développement scientifique. Originaire du sud de l'Ukraine, il ne recherchait pas la compagnie des Ukrainiens : il détestait cette société de

grands propriétaires, de capitalistes et de fonctionnaires de l'empire, telle qu'il l'avait connue. Il voulait une Nouvelle Ukraine comme il y avait une Nouvelle Russie, une Nouvelle Europe et un Nouveau Monde. Son expérience dans les Balkans l'avait convaincu que les problèmes de nationalité contenaient un danger mortel pour l'humanité. Le marxisme lui fournissait le prisme idéologique à travers lequel il anticipait un possible monde socialiste. Les anciennes valeurs, coutumes et allégeances tomberaient en désuétude. Il ne se voyait pas davantage comme le fils d'un Juif que comme celui d'un riche propriétaire. Il aspirait à être citoyen d'une communauté mondiale parfaite, où préjugés et privilèges seraient abolis jusque dans leurs moindres traces par une politique de bénéfices universels.

Il ne se résolut à expliquer sa position qu'en 1934, pressé par les camarades américains de la ligue communiste :

Je ne comprends pas pourquoi je devrais être considéré comme un « assimilateur ». D'une manière générale, je ne vois pas quelle signification revêt ce mot. Je suis, comme on sait, opposé au sionisme et à toutes ces formes d'auto-isolement qu'on constate chez les ouvriers juifs. J'appelle ceux de France à mieux se familiariser avec les problèmes de la vie en France et ceux de la classe ouvrière. Il est difficile autrement de participer au mouvement ouvrier de ce pays qui les exploite. Comme le prolétariat juif est disséminé en différents pays, il est nécessaire que l'ouvrier juif fasse l'effort de connaître d'autres langues que la sienne pour s'en servir comme arme dans la lutte des classes. Quel rapport avec l'« assimilation » [702] ?

Cette attitude domina sa pensée durant toute sa vie publique. La tâche des marxistes, croyait-il, était de dénoncer les iniquités du nationalisme et de la religion. Trotski se présentait comme socialiste, internationaliste et athéiste.

Son rejet du judaïsme ne signifiait pas qu'il rejetait les Juifs en tant qu'individus. Inconsciemment ou non, il fut attiré par plusieurs d'entre eux et en devint très proche. Axelrod était un ami et un confident, d'un genre paternel, Deitch un vétéran et un infatigable rêveur pour qui il avait de l'admiration. Parvus avait été son mentor pendant plusieurs années, Martov son associé pendant un temps et Ioffé était un ami de longue date. Tous avaient renié leur judaïté. C'était vrai aussi de ses amis en Europe : son association avec Kautski et Rosa Luxemburg au parti social-démocrate allemand était fondée sur des considérations politiques, leur éducation juive n'ayant aucune pertinence à leurs yeux. Au parti social-démocrate autrichien, il y avait Victor et Friedrich Adler ; il comptait encore d'autres amis à Vienne, comme le psychanalyste Alfred Adler et l'émigré Semen Kliatchko. Tous étaient d'origine juive, mais aucun ne voulait être reconnu comme tel, même de loin. Ils pensaient et agissaient en citoyens du monde, une tendance qui s'était développée, au tournant du siècle, dans le domaine de la culture et de la science comme en politique, avec les intellectuels juifs à l'avant-garde.

Trotsky avait des camarades cosmopolites non juifs, comme Khristian Rakovski, le Bulgare, qu'après la mort de Ioffé, en 1927, il considéra comme son meilleur ami. Beaucoup de ses associés au parti social-démocrate allemand ne comptaient aucun Juif parmi leurs ancêtres. Il était proche de Karl Liebknecht et parlait beaucoup avec August Bebel. Ses intérêts culturels étaient européens. Natalia l'avait encouragé dans ce sens, elle qui s'intéressait tant à l'art français, et lui-même s'était plongé dans l'étude des grands classiques littéraires européens pendant ses périodes suisse, autrichienne

et allemande. Nulle trace de judaïsme ne subsistait dans son mode de vie. De nombreux Juifs non confessionnels continuaient à observer les règles alimentaires et à célébrer les fêtes traditionnelles. Pas Trotski. Certes, son mariage avec Alexandra Sokolovskaïa avait été célébré par un rabbin[703]. Mais, à l'époque, ils n'avaient pas le choix s'ils voulaient pouvoir vivre ensemble durant leur exil sibérien. La loi impériale ne reconnaissait pas le mariage civil et, puisqu'il ne s'était pas converti au christianisme, il devait se marier suivant les rites judaïques.

Après s'être acquitté de cette formalité, il était retourné à ses habitudes antireligieuses. Ses rares citations de la Bible étaient des phrases extraites du Nouveau Testament (il écrivit par exemple : « Va et ne pêche plus ! »)[704]. De toute façon, Natalia n'était pas juive, et le nom de ses deux garçons, comme celui des deux filles qu'il eut d'Alexandra, n'étaient pas de consonance juive. Au lieu de donner à son premier fils le prénom de son père, David, il lui donna le sien, Lev.

Dans la Russie impériale, les Juifs qui, comme Trotski, avaient fait des études littéraires ou scientifiques plus poussées que celles qu'offraient les écoles juives étaient nombreux. Comme bien des jeunes gens brillants, il appréciait cette libération culturelle. Doué d'une intelligence insolente, il avait des opinions tranchées et ne se laissait intimider par personne. Ces traits de caractère étaient plus prononcés chez lui que chez la plupart des autres Juifs libérés des traditions de leur communauté religieuse et des restrictions du régime impérial. Manifestement doté de talents exceptionnels, il n'était cependant pas le seul Juif à saisir l'occasion de se placer au premier plan de la scène publique. Au cours des années

suivantes, ces intellectuels, comme les communistes de toutes nationalités, s'exprimeraient haut et fort et écriraient des textes incisifs sans se soucier de heurter les sensibilités. Ils deviendraient un modèle pour la jeunesse juive emportée par le courant communiste mondial. Trotski ne présentait pas non plus le syndrome de la haine de soi, typiquement juive : ce sentiment ne faisait pas partie du tableau. Il était trop heureux de lui-même et de sa vie pour s'embarrasser du poids de ses ancêtres.

Trotski comptait parmi ces dizaines de milliers de Juifs lettrés de la Russie impériale qui s'affirmaient désormais dans des situations où leurs parents avaient dû s'incliner devant les Gentils. Pour accéder au devant de la scène, deux voies s'offraient aux jeunes ambitieux. L'une était légale, l'autre non. Comme dans le reste de l'Europe, les Juifs pouvaient pratiquer une profession libérale ou devenir artistes : un assez grand nombre de médecins et d'avocats éminents étaient issus de la zone de résidence. De plus en plus, les arts et les sciences bénéficiaient de la contribution juive. La seconde voie consistait à se rallier aux partis révolutionnaires où les Juifs occupaient une place majeure. Jeunes gens et jeunes filles, élevés dans la rigueur de la Torah, trouvaient dans les subtilités du marxisme une orthodoxie laïque qui leur convenait parfaitement : le marxisme et le judaïsme (comme le protestantisme) offraient en commun la faculté de débattre, en coupant les cheveux en quatre. Les rivalités confessionnelles étaient un trait caractéristique de la vie dans les shtetls. La foi en un avenir parfait, phénomène autrefois exclusivement religieux, imprégnait le mouvement radical socialiste.

Les camarades juifs dont Trotski se détournait d'emblée étaient ceux qui valorisaient leur judaïté. Les bundistes en étaient les premiers exemples. Il les attaqua au cours du Deuxième Congrès du Parti en 1903, comme il attaqua le sionisme, qui en proportion des pogroms antisémites toujours plus nombreux, ne cessait de gagner des adeptes au sein de la zone de résidence. Pour Trotski, sionisme et bundisme se valaient. En 1904, il écrivit pour l'*Iskra* un article sur « La disparition du sionisme et ses possibles successeurs ». Ce fut sa critique la plus approfondie du séparatisme politique des Juifs. Il y ridiculisait le leader sioniste Theodor Herzl qui réclamait la création en Palestine d'une patrie pour les Juifs d'Europe et d'ailleurs. Inacceptable selon Trotski. Le gouvernement britannique avait fait une proposition dans ce sens et elle faillit se concrétiser, mais, comme l'avait prédit Trotski, finalement il n'en sortit rien[705]. Cependant, il se trompait en annonçant que bientôt le sionisme lui-même disparaîtrait progressivement de la scène. Comme la plupart des observateurs de l'époque, il était loin d'imaginer qu'un jour, les grandes puissances de la planète approuveraient la fondation de l'État d'Israël au Moyen-Orient.

Les subtilités du Bund n'intéressaient pas Trotski. Il oubliait complètement que les bundistes, ou du moins leurs dirigeants, étaient des athées déclarés, contrairement à la grande majorité des Juifs de l'empire ou de l'étranger. Mais leur désir de se distinguer comme Juifs le gênait. Toute identification nationale au sein du mouvement socialiste lui semblait détestable : il adressait la même critique aux camarades autrichiens et serbes, et en 1914, lorsque les sociaux-démocrates allemands votèrent les crédits de guerre, c'est

encore pour la même raison qu'il les condamna. Sur la question juive, il préférait l'attaque aux propositions positives. Il accabla le gouvernement impérial pour s'être rendu complice, apparemment, de l'organisation des pogroms. Il reprocha à Piotr Strouve d'avoir nié que les Juifs voulaient être reconnus comme groupe national[706]. Mais ce qu'était au fond la nationalité, comment les notions de territoires, croyances et traditions contribuaient à la former, il ne l'analysa pas davantage. Il ne donna jamais de réponse à ces questions, car personne ne les lui posa. Il ne suivait pas non plus le bloc d'août et sa proposition d'offrir aux Juifs une « autonomie culturelle nationale ». L'autonomie, il ne l'approuvait pas plus qu'il ne s'y opposait, il restait à l'écart du débat. Il ne détestait pas les Juifs en tant que Juifs. Seulement, il sentait bien que s'affirmer en tant que nation et ethnie n'était pas une façon de résoudre les problèmes fondamentaux de ce monde.

Son pronostic, c'était que les sionistes de gauche, déçus, se tourneraient vers le Bund : ces Juifs-là, au moins, chercheraient leur salut dans la révolution plutôt que dans la fuite. Il espérait donc pouvoir les amener à rejoindre le parti ouvrier social-démocrate de Russie. Toutefois les théories du Bund restaient déformées par le nationalisme et, à son avis, ce n'était pas le moyen idéal d'abolir la monarchie et de fonder une société meilleure. Il voyait le Bund prendre le même chemin que le parti socialiste polonais de Joseph Pilsudski, jugeant les gens d'abord en fonction de leur origine nationale[707].

Pour des raisons tactiques cependant, l'unification du parti ouvrier social-démocrate de Russie qu'il désirait tant impliquait une association avec le Bund ; aussi se força-t-il à

taire son hostilité. Toutes les factions, y compris les bolcheviks de Lénine, acceptèrent les bundistes comme section constituante du parti lors du Quatrième Congrès de 1906 (la scission datait de celui de 1903). Tant qu'ils furent officiellement reconnus par les camarades du Parti, Trotski les ignora superbement. Il n'avait pas changé d'avis. À ses yeux, ils constitueraient toujours une menace pour l'avenir d'un socialisme universel.

Le Bund exerça une forte influence politique entre la révolution de Février et celle d'Octobre. Son chef, Mark Liber, se trouva très impliqué dans la coalition socialiste qui domina les soviets jusqu'au coup d'État des bolcheviks. Les Juifs étaient fortement représentés dans tous les partis révolutionnaires : Fedor Dan et Youli Martov étaient des dirigeants mencheviks, Abraham Gots occupait la première place chez les socialistes révolutionnaires. Pendant un temps, la question juive cessa de troubler la politique russe.

La communauté religieuse s'inquiétait toutefois du nombre de Juifs en place à la tête du mouvement révolutionnaire. Elle craignait de voir la situation se retourner contre elle le jour où resurgiraient les anciennes traditions populaires antisémites. La communauté envoya une délégation à Petrograd pour convaincre Trotski qu'il n'avait rien à faire avec les bolcheviks. L'intéressé écouta avec attention et répondit quelque chose comme : « Ce n'est pas ma faute si je suis né dans la peau d'un Juif. Les ouvriers me sont plus chers que tous les Juifs de la terre. Et si, pour le bien de l'humanité, une partie d'elle-même doit périr, alors je n'aurais rien contre le fait que ce soient les Juifs de Russie[708]. » Ces propos ne lui ressemblent pas. D'une manière générale, il considérait que tous les groupes

nationaux sans exception devaient pouvoir perpétuer leurs traditions sans subir de persécutions, tant qu'ils se conformaient au régime communiste, et il approuvait les efforts du gouvernement soviétique pour leur offrir un enseignement scolaire et la parution de journaux dans leur langue. Il approuvait autant le recrutement de jeunes gens et de jeunes filles dans chaque groupe national pour leur donner une formation idéologique et les lancer dans la fonction publique. Il ne mentionna jamais les Juifs, mais ils étaient évidemment directement concernés par la politique officielle en direction des non-Russes.

À Moscou, le rabbin Maze ricana : « C'est Lev Davidovitch Trotski qui signe l'emprunt, mais il compte sur Leiba Bronstein pour le rembourser[709]. » Cette remarque visait aussi les millions de Juifs pratiquants fidèles à leur religion et obéissant aux autorités laïques. Ainsi en avait-il été pendant des siècles. Puis les révolutionnaires étaient apparus ; parmi eux beaucoup, d'origine juive, promettaient de construire une société nouvelle sans apporter les ressources matérielles nécessaires.

Trotski comprit l'inquiétude du rabbin et ne tint aucun compte du message. En refusant de prendre la direction du commissariat du peuple aux Affaires intérieures, il s'était abrité derrière le prétexte de ses origines juives. Ce ne fut pas la dernière fois. En 1918, il fit tout pour éviter d'être nommé au commissariat du peuple pour les Affaires militaires. En 1922, quand Lénine lui proposa de devenir son adjoint au gouvernement, il refusa. Dans les trois cas, il invoqua ses origines juives, incompatibles à ses yeux avec le poste. Toujours il prit garde que les Juifs ne jouissent d'aucun

privège dans la guerre civile à venir. Sachant mieux écrire et compter que la moyenne des autres Russes, ils trouvaient plus facilement du travail dans l'administration soviétique, ce que Trotski ne jugeait pas souhaitable pour la popularité du régime ; son idée, c'était d'en diriger davantage vers l'Armée rouge, afin d'éteindre la rumeur selon laquelle les Juifs donnaient les ordres tandis que les Russes servaient de chair à canon. La direction du Parti était souvent assimilée à une sorte de mafia juive. Trotski persistait à croire que l'importance de sa position au gouvernement, au sein du Parti et dans l'armée, était un handicap pour la cause révolutionnaire. Lorsque la guerre civile prit fin, il déclara à la direction communiste : « Eh bien, camarades, après tout ce que j'ai fait ici, je peux dire en toute certitude que *j'avais raison*[\[710\]](#). »

L'idée que les Juifs dominaient le parti bolchevique était communément répandue ; mais en réalité, plusieurs minorités nationales y étaient fortement représentées. Staline était géorgien, Félix Dzerjinski polonais et Stepan Shaumyan arménien. Des Pays baltes, Lettonie et Lituanie notamment, venaient des personnages de premier plan qui avaient ajouté une dimension nationale ou ethnique à la contestation du régime impérial d'avant 1917. Les Juifs étant cependant la cible des commentaires les plus virulents, on peut comprendre que Trotski s'en inquiétait davantage.

Les affiches d'esprit contre-révolutionnaire se teintaient couramment d'une sorte de judéophobie à l'égard de Trotski : un célèbre portrait de lui le montre tapi comme une bête attendant de sauter sur sa proie. À l'arrière-plan, on aperçoit des Russes ordinaires victimes de sa politique. Le ciel éclate de couleurs criardes et les rues ressemblent à des fleuves de

sang. Un autre portrait le représente en train de donner des ordres à une équipe de commissaires du peuple aux traits chinois. Cette imagerie était destinée à montrer que la révolution d'Octobre avait porté atteinte aux intérêts du pays et du peuple russe. Le chef du mouvement contre-révolutionnaire, le général Alexeï Kaledine, stimulait ses troupes en leur disant que les dirigeants bolcheviques n'étaient pas des Russes, mais des Juifs – et Lénine et Trotski figuraient en tête de sa liste noire[711]. Tous deux étaient les symboles du régime communiste[712]. Les autorités soviétiques reçurent une lettre anonyme :

Êtes-vous donc aveugles et incapables de voir qui, désormais, gouverne la Russie ? [...] Trotski, Sverdlov, Zinoviev et les autres : tous des Juifs pur sang qui se sont donné des pseudonymes russes pour tromper le peuple russe. Trotski s'appelle en réalité Bronstein, le vrai nom de Zinoviev est Liberman, et la liste est longue... Et c'est vous qui préférez ce youpin de Bronstein, Trotski, à notre tsar orthodoxe !

L'auteur de la lettre proclamait que l'heure de l'Antéchrist avait sonné[713].

Trotski n'a jamais donné aux anticommunistes le plaisir de voir sa contrariété, mais il a toujours réagi avec fermeté contre toute forme de discrimination contre les Juifs. Sa position ressort clairement d'un article écrit pour le magazine *Izvestiya* (« Infos »), en octobre 1919 : « L'antisémitisme n'est pas seulement la haine de la communauté juive, il témoigne aussi d'une couardise à son endroit. » Il voulait dire que ces antisémites vengeurs étaient terrorisés à l'idée de se mesurer aux Juifs dans la vie publique. Lui ne considérait pas que c'était un peuple spécialement talentueux. L'explication qu'il donnait de leur prééminence sur la scène politique était plus

pragmatique : c'étaient principalement des résidents urbains. Or, les villes étaient les noyaux durs de l'opposition aux Romanov. La simple logique voulait donc que cette communauté produise plus que sa part démographique de révolutionnaires de la Russie impériale[714].

Pendant plusieurs années, ses arguments sur la question juive se résumèrent à cela. La situation commença à changer au moment où éclata la querelle avec Staline, en 1923. Le conflit fut violent sur la place publique, et encore plus en coulisses. De plus en plus, à la direction du Parti, la sphère dirigeante recevait le soutien de militants qui rappelaient complaisamment les origines juives de Trotski. En mars 1926, il écrivit à Boukharine, qu'il trouvait plus honnête que les autres proches de Staline (gêné d'aborder la question juive, il évita de dicter la lettre à un sténographe). Il avait appris que des remarques antisémites émaillaient régulièrement les réunions de cellule du Parti. Quelqu'un aurait même dit : « Les youpins vont faire du foin au Politburo [le bureau politique, sous-comité interne au Comité central]. » Ce climat accentuait la difficulté, pour les bolcheviks honnêtes, de dénoncer l'antisémitisme. Il en appelait donc à Boukharine, son adversaire, pour lui demander d'intervenir et d'insister sur le recours à des méthodes honnêtes dans le débat politique[715]. Apparemment, il ne jugea pas utile d'écrire à Staline à ce propos. Peut-être estimait-il que ce serait une perte de temps. Staline lui-même avait un associé juif en la personne de Lazare Kaganovitch, mais il ne pensait pas que les Juifs ouvriers comme lui menaçaient ses projets pour la nouvelle URSS (Union des Républiques socialistes soviétiques, un système qui se voulait « fédéral »). Avec les intellectuels

juifs, qui se montraient désobligeants, il en allait tout autrement, surtout quand il s'agissait de Trotski, son rival : il fermait alors les yeux sur les explosions d'antisémitisme, car elles l'aidaient à lutter contre son adversaire.

Trotski ne renonçait pas à son idée : la question capitale était le socialisme, et non la notion d'identité nationale. Il ne flattait pas les Russes, il se référait rarement à la Russie en tant que telle, ce qui n'avait rien d'exceptionnel chez les principaux bolcheviks, notamment ceux qui avaient reçu une éducation juive. Le seul personnage du Comité central enclin à privilégier le peuple russe était Staline[716] et, dans les années vingt, il resta très prudent sur ce point, attendant la décennie suivante pour placer les Russes au premier plan des nations de l'URSS. C'était une façon pour lui, Géorgien, de compenser dans une certaine mesure le fait de ne pas être russe. De son côté, Trotski demeura un internationaliste convaincu et ne cessa jamais d'écrire sur la nécessité d'une révolution en Europe et en Asie. Cette position n'était guère inhabituelle non plus au cours des premières années suivant la révolution d'Octobre, mais Trotski y resta attaché avec une constance remarquable. Lénine évoquait souvent le haut niveau de la culture allemande. Parfois, il donnait l'impression que la révolution bolchevique en Russie battrait de l'aile sans le soutien d'un gouvernement révolutionnaire fraternel en Allemagne[717]. Il n'y avait rien de tel dans la pensée de Trotski : il détestait toujours autant valoriser un peuple et le dénigrer. Là se trouvait, pour lui, la véritable approche de la théorie marxiste.

À ses yeux, le retard culturel des Russes, et surtout des paysans, freinait la transformation socialiste et il soulignait

inlassablement la nécessité d'entreprendre une modernisation de toute la société[718]. En même temps, il adorait les classiques de la littérature russe. Il aimait aussi beaucoup les auteurs français et admirait Ibsen. Nietzsche l'impressionnait. Tous, il les considérait comme des représentants d'une culture mondiale contemporaine.

Au fil des ans, il affina sa position sans en changer fondamentalement. Il voulait le meilleur pour toutes les nations de l'Union soviétique, y compris les Juifs, et il pensait que la seule façon de l'obtenir était la voie du socialisme, de l'internationalisme et de l'athéisme. Pas une seule fois il ne prêta aux Juifs des besoins particuliers. Ce n'est qu'après l'arrivée de Hitler au pouvoir, dans les années trente, qu'il accepta la nécessité de prendre des mesures spéciales pour empêcher l'extinction de la communauté juive internationale.

Brest-Litovsk

À partir de décembre 1917, les allées et venues de Trotski entre Brest-Litovsk et la capitale russe ressemblèrent à la navette d'un tisserand ; tandis qu'à Brest-Litovsk il continuait de jouer l'homme d'État confiant et serein, au Comité central bolchevique de Petrograd, il ne cachait pas l'imminence du danger représenté par les Puissances centrales. Il introduisit aussi ordre et discipline dans les négociations diplomatiques. Tout le monde avait compris qui était le détenteur de l'autorité russe :

En tant que président de la délégation soviétique, je décidai de mettre brutalement fin à la familiarité qui s'était imperceptiblement installée dans les relations au cours de la première période. Par l'intermédiaire de nos représentants militaires, je fis clairement comprendre que je n'avais pas l'intention de paraître devant le prince de Bavière. Il en fut tenu compte. J'exigeai de prendre mes repas séparément – déjeuners et dîners – sous prétexte que nous devons nous consulter entre nous entre deux suspensions de séances. Cela aussi fut accepté sans objection [\[719\]](#).

Trotski jugea rapidement la répartition du pouvoir entre les représentants des Puissances centrales. Le ministre autrichien des Affaires étrangères, le comte Ottokar Czernin, recevait des ordres de son homologue allemand, Richard von Kühlmann. Pourtant Kühlmann lui-même ne pesait pas lourd à côté du général Hoffmann, lequel à son tour n'était que le porte-parole de Hindenburg et Ludendorff, les deux sommités du haut commandement allemand sur le front occidental.

Longtemps après 1918, cela ferait encore bien rire Trotski, ravi de révéler les faux-semblants officiels : il savait pertinemment que derrière le paravent de l'étiquette, c'était le pouvoir non déguisé de l'armée qui dictait les conditions apparemment imposées par les diplomates, les ministres et même les empereurs[720].

Au nouvel an, les Puissances centrales présentèrent un ultimatum. L'heure n'était plus aux effets d'éloquence. Les bolcheviks se retrouvaient devant un choix décisif : signer une paix séparée et sortir la Russie de la Grande Guerre, ou voir les Allemands pénétrer au-delà de la ligne d'armistice. Trotski était certain qu'ils ne s'arrêteraient pas avant d'avoir pris Moscou et Petrograd. Le glas de la révolution d'Octobre aurait alors sonné.

Les autorités soviétiques ne s'étaient jamais trouvées en position aussi faible. En novembre 1917, les élections à l'assemblée constituante n'avaient dégagé aucune majorité, mais le plus grand nombre de sièges était allé au parti socialiste révolutionnaire. Pour le Sovnarkom, la rebuffade était sévère, les bolcheviks n'ayant obtenu qu'un quart des voix. L'aile gauche des socialistes révolutionnaires avait rompu avec Tchernov et son groupe pour rejoindre le Sovnarkom, mais cette scission entre les deux parties en conflit était intervenue trop tard pour improviser des candidatures séparées. L'électorat n'avait pas été en mesure de différencier la gauche de la droite du mouvement socialiste révolutionnaire. Les bolcheviks et l'aile gauche, alliés et décidés à garder le pouvoir, exigèrent la dissolution de l'assemblée constituante le 6 janvier 1918. On rejeta la responsabilité de l'échec du redressement économique sur les

autorités soviétiques. Les paysans désertèrent les marchés urbains. Les denrées alimentaires se raréfièrent. Ouvriers et mineurs dénonçaient l'effondrement de la production industrielle et craignaient un chômage de masse. Les soviets locaux réquisitionnèrent les céréales et les affrontements avec les paysans se multiplièrent. Les ouvriers écoutaient de plus en plus les mencheviks. Les bolcheviks s'étaient lancés dans la révolution d'Octobre, avec la certitude que les classes ouvrière et paysanne leur apporteraient un soutien croissant : à l'hiver 1917-1918, la déception était grande.

Trotsky rendit compte des pourparlers de Brest-Litovsk. Il espérait que Lénine conviendrait avec lui que la coalition bolcheviks-aile gauche socialiste révolutionnaire devait refuser de céder. Mais Lénine avait reconsidéré sa position : il reconnaissait que l'armée russe avait cessé d'être une force de combat. Les paysans en uniforme avaient quitté les tranchées et s'étaient précipités dans leurs campagnes pour saisir leur part du gâteau lors de la redistribution des terres, encouragés par les bolcheviks et leur commission de démobilisation. Aucun signe ne laissait voir le moindre désir de reprendre les armes : le peuple russe en avait assez de se battre. Il voulait la paix et interprétait le décret sur la paix, que Lénine avait fait adopter au Deuxième Congrès des soviets, comme une sorte de promesse. Lénine comprenait tout cela. Il avait fait son enquête et conclu qu'un conflit armé avec l'Allemagne était impossible à envisager dans la pratique. D'abord, il ne parla à personne de l'idée qui avait germé dans son esprit : le Sovnarkom devait accepter les conditions des Puissances centrales. Or, les deux partis de la coalition s'étaient engagés à mener une « guerre révolutionnaire » si un processus de paix

ne découlait pas de l'instauration de gouvernements socialistes en Europe. Seuls quelques bolcheviks – Kamenev, Zinoviev et Staline – s'étaient toujours montrés sceptiques sur l'imminence d'une « révolution socialiste européenne ».

La plupart des dirigeants bolcheviques pensaient qu'une paix séparée avec les Puissances centrales était une insupportable concession à l'impérialisme capitaliste. Dans ses déclarations publiques, Trotski, notamment, en avait fait une question de principe : le gouvernement ne devait en aucun cas conclure de paix séparée. Il ne se vantait pas d'avoir accepté l'idée que la sécurité du soviet était devenue impossible à garantir sans assistance extérieure. Avant de rejoindre la table des négociations à Brest-Litovsk, il avait été en contact régulier avec les représentants des Alliés occidentaux. Il cherchait à se ménager la possibilité d'obtenir une aide militaire française ou britannique en cas d'invasion allemande et, jusqu'au printemps 1918, il maintint cette position[721]. Depuis des années, il affirmait que l'impérialisme « anglo-français » était tout aussi néfaste que celui de l'Allemagne ou de l'Autriche. Pourtant, il refusait d'exclure définitivement un accord avec Londres ou Paris, sous une forme ou une autre. Très justement, Lénine subodorait chez Trotski une pointe de radicalisme.

Le Comité central devint le ring où s'affrontèrent partisans de la guerre et de la paix. Les socialistes révolutionnaires de gauche n'étaient pas concernés par ces rivalités puisque leur parti refusait absolument d'accepter les conditions des Puissances centrales. Seuls les bolcheviks voyaient un intérêt au débat, et c'était en grande partie le résultat du travail de Lénine. Après la dissolution de l'assemblée constituante, il fut

décidé de réorganiser le Comité central, dont les membres étaient continuellement distraits de leurs fonctions publiques. Un facteur géographique entraînait également en ligne de compte. La menace militaire allemande justifiait le transfert de la capitale à Moscou, en laissant un petit noyau de dirigeants à Petrograd sous la direction de Zinoviev. Le bureau, élu, était composé de Lénine, Staline, Sverdlov, Sokolnikov et Trotski. Il devait opérer à Moscou. Le seul de ses membres à ne pas être constamment sur place serait Trotski, obligé de se rendre régulièrement à Brest-Litovsk[722]. Son élection au bureau malgré ce handicap donne la mesure de son importance au sein du Parti. Elle reflétait également le programme des bolcheviks à l'époque, dominé par la question de l'orientation à prendre : la guerre ou la paix ? Le bureau se trouva en réalité dans l'impossibilité de fonctionner, car chacun des bolcheviks du Comité central voulait avoir son mot à dire dans le débat.

Le 11 janvier 1918, devant le Comité central, Lénine prétendit que toute tentative de « guerre révolutionnaire » sonnerait le glas de la révolution d'Octobre. La seule issue possible serait l'occupation allemande. N'étant pas homme à éviter les décisions téméraires, il demanda aux camarades de réfléchir à l'impensable et d'accepter les conditions des Allemands avant qu'elles ne se durcissent. Il était tout à fait prêt à reconsidérer sa position en cas de changement subit de la situation politique en Europe centrale, car il croyait encore à l'imminence d'une révolte du prolétariat à Berlin et à Vienne. Si l'Allemagne devait passer par une révolution, il serait de leur devoir, à eux bolcheviks, de lui apporter tout le soutien militaire possible[723]. Trotski n'en croyait pas ses oreilles : son associé dans le coup d'État en Russie prenait la décision

unilatérale de faire voler en éclats les plans d'urgence établis par le Parti et le gouvernement. Lénine, opposé à tout compromis avant 1917, envisageait maintenant de se rendre à l'une des plus grandes puissances impérialistes d'Europe. En 1903, ils étaient devenus ennemis, jusqu'à leur réunion politique du printemps-été 1917. Ils avaient travaillé côte à côte pendant trois mois au Sovnarkom et voilà que subitement ils se fâchaient, et cela n'avait rien à voir avec une question de méthode ou de personnalité. Ils s'étaient laissé entraîner dans une querelle sur l'essence même de la politique gouvernementale.

Trotsky avait vu les tranchées désertes du front de l'Est, et il savait pertinemment que la Russie soviétique n'avait pas les moyens de se battre, contre personne. Mais signer des accords de paix avec les Puissances centrales était le geste de trop. Il préférait une autre tactique : déclarer que le gouvernement soviétique ne se lancerait pas dans la guerre et ne signerait pas de paix. C'est ainsi qu'il comptait retarder une offensive allemande. Entre-temps, il projetait une vaste campagne de propagande bolchevique en Allemagne. Et il espérait qu'au bout du compte, les radicaux-socialistes organiseraient une insurrection à Berlin[724].

Son point de vue se situait entre celui de Lénine et celui de la gauche bolchevique. Boukharine défendait l'idée d'une guerre totale contre l'Allemagne impériale. Avec ceux qui se disaient communistes de gauche, il préférait aller au combat plutôt que de renoncer à leur engagement international. Ils étaient tous malheureux de voir que Lénine, ce leader qui les avait amenés en douceur à s'emparer du pouvoir à Petrograd, leur proposait maintenant un compromis intolérable. La

tactique de Trotski – jouer la montre –, leur semblait plus souhaitable. Ils votèrent donc en sa faveur. Lénine avait peu de partisans derrière lui. Parmi eux figurait Staline, qui ne voyait aucun signe véritable de l'imminence d'une révolution à l'Ouest. Zinoviev ajouta que Kühlmann ne tiendrait aucun compte des subtilités tactiques de Trotski ; il était cependant disposé à recourir au plébiscite. L'attitude de Staline et de Zinoviev ne réconforta pas vraiment Lénine. Il se distanciat du scepticisme de Staline à l'égard de la révolution socialiste européenne. Quant aux propositions de plébiscite, elles avaient toutes le don de l'exaspérer. Trotski demanda que l'on statue sur la guerre révolutionnaire. Seules deux personnes y étaient favorables, les onze autres votèrent contre, avec une abstention. Lénine proposa de faire traîner les pourparlers, ce qui fut accepté à douze contre un. Ainsi la politique du « ni guerre, ni paix », défendue par Trotski, se trouvait confirmée : ce n'était pas ce que désirait Lénine, mais au moins, on évitait la guerre.

De Brest-Litovsk, Trotski eut du mal à défendre sa politique. Lénine, très convaincant, était de plus en rapport permanent avec le Comité central et son secrétariat. L'ultimatum allemand faisait trembler les dirigeants bolcheviques et les socialistes révolutionnaires de gauche, qui avaient toujours su que la révolution d'Octobre avait besoin de s'inscrire dans la durée. Leurs valises étaient toujours toutes prêtes pour le cas où ils devraient fuir avec leur famille. Les questions de sécurité internationale du soviet prirent un caractère de gravité extrême. Le 29 janvier 1918, Georges Tchitchérine fut nommé adjoint de Trotski afin d'assurer la continuité pendant son absence et celle d'Adolf Ioffé : le

commissariat du peuple aux Affaires étrangères était enfin passé au premier plan des activités gouvernementales[725]. Lénine, aidé du secrétariat du Comité central, avait l'avantage de communiquer avec tout le Parti pour défendre sa thèse d'une paix séparée. Lorsque les communistes de gauche tentèrent d'obtenir le soutien des organisations provinciales en faveur d'une « guerre révolutionnaire », ils trouvèrent peu d'écho auprès des ouvriers. Le parti bolchevique se ralliait de plus en plus aux idées de Lénine. Il en allait autrement de l'aile gauche des socialistes révolutionnaires : pas un seul des leaders ou des militants n'admettrait de conclure un marché avec les Puissances centrales. Mais les bolcheviks étaient les plus influents, et ce fut à leur Comité central que revint la décision ultime de choisir entre la paix et la guerre.

Les bolcheviks avaient toujours répété qu'ils se lanceraient dans la « guerre révolutionnaire » si pour quelque raison inattendue, la classe ouvrière allemande échouait contre le gouvernement de son pays. Telle avait été, d'une manière générale, la position officielle de Lénine jusque vers la fin de 1917. Aujourd'hui, il ne cachait pas sa répugnance à signer un traité de paix avec les Puissances centrales : ce serait une paix « obscène » avec l'impérialisme allemand. Il restait convaincu que les prolétaires d'Europe renverseraient tôt ou tard le capitalisme, et il se déclara tout à fait prêt à abandonner la table des négociations en cas d'insurrection, mais il ne voulait pas causer la ruine de la révolution d'Octobre en provoquant l'invasion allemande.

Tout autant que Lénine, Trotski savait que le Sovnarkom ne résisterait pas à un conflit avec les Puissances centrales. Ses allers-retours réguliers entre Petrograd et Brest-Litovsk lui

montraient à quel point le pays était désormais sans défense : il n'était pas réaliste de croire que les bolcheviks pouvaient lever une armée et sortir vainqueurs du conflit. Trotski n'acceptait toujours pas d'autre solution que de laisser traîner les pourparlers. Il se sentait de plus en plus à l'aise dans son rôle d'homme d'État international et s'arrangeait désormais pour se ménager un temps précieux de travail : lui qui, pendant des années, avait écrit toutes ses lettres à la main les dictait maintenant à des sténodactylos[726]. À Brest-Litovsk, Allemands et Autrichiens le considéraient comme un arrogant qui ne cachait pas le dévouement de son parti à la cause de la révolution internationale. Si les Puissances centrales voulaient battre Français et Britanniques, elles devaient à tout prix lancer l'offensive sur le front occidental avant l'arrivée massive des Américains en Europe. Trotski le constata par lui-même, les négociateurs allemands perdaient patience à force d'attendre la décision de la Russie : se battre ou conclure la paix. Son art du discours ne repousserait pas éternellement le moment où les Allemands décideraient de mettre à exécution leur plan d'invasion.

Boukharine lui-même ne croyait pas à la possibilité de mener une guerre révolutionnaire : c'est pourquoi, à la première grande discussion du Comité central, il apporta son soutien à la manœuvre diplomatique de Trotski tant que les Allemands ne lançaient pas l'offensive[727]. Trotski en fut un peu embarrassé :

Sûrement, au moment présent, toute la question est-elle noyée dans la corrélation des forces. Que nous participions activement à la guerre impérialiste ou que nous évitions toute activité n'y change rien. Alors, à nous de considérer ce qui est le plus avantageux pour nous. Il est utopique de vouloir transformer toutes nos forces en troupes militaires.

En conséquence, la question d'une guerre révolutionnaire n'a pas de réalité. L'armée doit être dispersée, mais disperser une armée, ce n'est pas la même chose que de conclure une paix[728].

Pour ceux qui savaient entendre, ce point de vue n'était pas aussi contraire à la position de Lénine qu'on l'a généralement supposé (et qu'on la suppose encore). Les arguments de Trotski étaient pragmatiques. Tout en exigeant d'adopter une perspective « internationaliste », il refusait d'admettre que le choix de se battre ou pas était un mauvais principe, et il y avait à cela une bonne raison : quelle que soit leur décision, les bolcheviks aideraient involontairement l'un ou l'autre des deux camps en guerre. La question à laquelle il fallait répondre n'était pas morale, mais pratique : quelle décision servirait le mieux la cause révolutionnaire ?

Staline l'attaqua, jugeant qu'il surestimait les possibilités d'une révolution socialiste européenne. Sa position, déclara-t-il, « n'en est pas une ». Si le Parti suivait son avis, les chances de conclure un accord acceptable avec les Puissances centrales diminueraient sensiblement[729]. Zinoviev partageait ce point de vue. Pas Lénine, convaincu du potentiel révolutionnaire européen. Mais pour l'instant les bolcheviks devaient accepter sans plus tarder les conditions proposées s'ils voulaient écarter le risque d'invasion. Il ne comprenait pas comment ce raisonnement échappait à Trotski, passé maître dans l'art des manœuvres révolutionnaires en 1917[730]. Mais, de fait, le « ni guerre, ni paix » était ce qu'on pouvait espérer de mieux comme résultat, aussi déposa-t-il une motion dans ce sens[731].

Le 24 janvier 1918, Trotski envoya un télégramme à Vienne : il sollicitait l'autorisation de se rendre dans la capitale

autrichienne « pour engager des pourparlers avec les représentants du prolétariat autrichien ». Il ne fait aucun doute qu'il aurait adoré prendre la parole dans des rassemblements de masse à l'étranger. Mais la formulation du télégramme était provocante et il est impossible qu'il n'en ait pas eu conscience. Czernin lui répondit sur le même ton qu'il n'avait aucun titre officiel pour représenter qui que ce soit dans ce type de négociations[732]. Trotski ne renonça pas à le harceler, indifférent aux considérations sur le caractère officiel ou non de sa position. La réalité était que les Puissances centrales craignaient la « contagion » bolchevique. En 1917, elles avaient constaté les effets de l'agitation révolutionnaire sur la Russie. On disait que les assemblées d'ouvriers leur avaient fait perdre la tête. Dans les grandes villes d'Allemagne et de Hongrie, l'agitation grondait et les mouvements de grève se multipliaient. L'insuffisance des rations alimentaires aggravait la colère. L'armée française avait déjà connu des mutineries, alors pourquoi pas Berlin ou Vienne ? Alors, la dernière chose que les Puissances centrales avaient envie de voir, c'était qu'un orateur fougueux comme pouvait l'être Trotski sème le trouble dans les rues de leur pays.

Elles n'avaient aucune envie non plus de le laisser décider du programme de Brest-Litovsk. Fort astucieusement, elles avaient accepté les quatorze points du président Wilson pour mettre fin à la Grande Guerre. Le principe de l'autodétermination des peuples y était inclus. Les Puissances centrales se félicitaient de reconnaître l'indépendance de tous les pays d'Europe, notamment ceux de l'Est : Berlin et Vienne avaient trouvé là une magnifique occasion de semer la zizanie.

À la réunion du Comité central où tout se décida, le

23 février, Trotski ne décolerait pas : la campagne de Lénine allait assurer à celui-ci la victoire. Il n'y eut pas de nouvelles discussions. Le seul changement était l'effondrement de la majorité favorable à la guerre, après que les Allemands eurent montré sans équivoque qu'ils n'accorderaient pas de délai supplémentaire. Le vote donna sept voix contre quatre en faveur de Lénine. Trotski refusa de revenir sur son opinion et préféra s'abstenir[733]. Inflexible, il ne cessait de répéter qu'une paix séparée trahirait les principes révolutionnaires. Il décida de se retirer des pourparlers. Le 24 février, il renonça à batailler plus longtemps et se consacra aux discussions sur la constitution d'une nouvelle équipe diplomatique. La politique du Parti était fixée et il n'essaierait pas de jouer les perturbateurs. Staline, satisfait de ce compromis, lui demanda de rester en poste quelques jours de plus. Trotski accepta, résistant à la tentation de poursuivre la lutte[734]. Mais pourquoi cette abdication ? Il prétendait qu'une guerre révolutionnaire ne pouvait être menée qu'avec l'aide d'un parti uni. Or cette hypothèse n'était pas réalisable. C'est pourquoi il avait décidé de se soumettre à l'autorité du Comité central[735]. Son discours final était franchement moralisateur. Il se composait un personnage : il n'y avait jamais eu beaucoup d'espoir de maintenir une unité interne, malgré le succès obtenu au cours des semaines précédentes par le camp anti-traité ; cependant il voulait paraître pur au regard de l'Histoire, selon ses critères à lui, montrer qu'il s'était battu pour défendre ses convictions, et qu'il avait perdu.

Le Septième Congrès du Parti ratifia le traité en mars 1918. Le parti bolchevique y prit le nom de parti communiste russe,

afin de se distinguer des partis socialistes, russes ou étrangers, qui s'écartaient des doctrines léninistes sur la révolution prolétarienne. Le Congrès donna aussi l'occasion aux leaders communistes de réaffirmer leur objectif final : la propagation de la révolution à l'Ouest. Pour le moment, c'était impossible, à cause de la puissance militaire allemande. Pour l'État soviétique, le danger n'était pas tout à fait écarté. Le traité avait empêché les Puissances centrales d'envahir la Russie, mais personne, en mars 1918, ne pouvait être tout à fait certain que les Allemands en respecteraient les termes ; et de fait, l'armée allemande envahit la Crimée en avril[736]. Face à cette rupture des accords de Brest-Litovsk, Staline lui-même, le champion de la paix séparée, reconsidéra son opposition à la guerre révolutionnaire[737]. Les bolcheviks pouvaient encore être amenés à défendre Petrograd et Moscou en cas d'offensive. Et l'on savait parfaitement où iraient les sympathies de Trotski, qui se ferait un plaisir de s'en prendre aux Puissances centrales. Quant à Lénine, il trouvait là un moment de répit.

Trotski avait été battu à plates coutures. Si les événements d'octobre et de novembre 1917 l'avaient révélé comme l'un des bolcheviks les plus pragmatiques, à Brest-Litovsk il avait adopté une position totalement irréaliste. Il avait toujours su que, devant la nécessité de prendre une décision, la politique du « ni guerre, ni paix » ne tiendrait pas. C'est pourquoi Lénine jugeait qu'il leur avait fait perdre leur temps à tous. Pis encore, il avait fait croire qu'une « guerre révolutionnaire » était possible, tout en sachant pertinemment que la Russie n'avait plus d'armée digne de ce nom. Il était tout aussi irresponsable que ces fieffés communistes de gauche, d'accord

maintenant que la guerre avec l'Allemagne impériale serait catastrophique pour la révolution d'Octobre. Il n'écoutait rien, sourd aux arguments des autres. Dans les discussions privées, il accaparait la parole et, en dehors des réunions, se mêlait très peu aux membres du Parti. C'était un spécialiste des revirements soudains et il ne se souciait pas d'y préparer les camarades. En outre, il défendait féroce­ment son point de vue, au risque, parfois, de mettre le parti sens dessus dessous plutôt que d'accorder la moindre concession à l'adversaire. Sa force fut d'avoir des idées utiles à la consolidation du régime révolutionnaire, mais bien souvent son brio nuisait plus qu'il ne profitait à la cause qu'il défendait.

Selon Robert Bruce Lockhart, chef de la mission britannique à Moscou jusqu'à son départ en septembre 1918, Lénine avait acquis un avantage psychologique sur Trotski au moment des débats sur Brest-Litovsk[738]. Les deux principaux dirigeants n'avaient pas la même autorité. Trotski savait échauffer les esprits et animer la lutte contre Lénine, ce qu'il ferait avec panache en 1920-1921[739] ; mais il lui manquait la ferme détermination que donne une grande assurance. Il se déchaînait, polémiquait avec zèle et agissait comme si son avenir politique et le gouvernement soviétique dépendaient du succès de ses propositions. Toutefois, il avait fini par comprendre qu'il ne pourrait jamais supplanter Lénine. Et pas simplement parce que celui qui était son camarade depuis moins d'un an jouissait de la faveur et de la fidélité de presque tous les bolcheviks – il en convenait. Depuis 1902-1903, il ne l'avait jamais côtoyé aussi intensément. Il appréciait ses capacités intellectuelles et pratiques, sentait intuitivement la volonté qui l'habitait et appréciait son absence de vanité

personnelle. Les deux hommes avaient entamé un bras de fer et Trotski avait perdu. Lénine avait l'habitude de gagner ; il ne laissa rien paraître de son triomphe.

Trotski refusa de rester commissaire du peuple aux Affaires étrangères. S'il avait gardé son poste, c'est lui qui serait allé signer les accords de Brest-Litovsk. Il avait un sens aigu de l'image. Et s'il aimait frimer sur le devant de la scène politique, il aurait détesté être filmé, ou photographié, en train d'apposer sa signature au bas d'un document que Lénine lui-même qualifiait de « paix obscène ». Il ne voulait plus assumer la responsabilité de son commissariat. Il fut difficile de trouver un volontaire pour le remplacer à Brest-Litovsk. Finalement, ce rôle échut à Grigori Sokolnikov. Lénine lui-même se déroba, alors qu'il était à l'origine de la décision prise par le soviet en faveur de la signature du traité.

Kazan et l'après-Kazan

Lénine se dépêcha de ramener Trotski à leurs points d'attache communs en lui proposant le commissariat du peuple aux Affaires militaires. Adolf Ioffé, le vieux camarade de Trotski, en avait soumis l'idée aux membres du Comité central restés à Petrograd, lesquels l'avaient approuvée. Il écrivit alors à Lénine et, pour le convaincre, rappela que Trotski avait démontré son aptitude à travailler avec les forces armées pendant la révolution d'Octobre[740]. Lénine accepta. L'intéressé, cependant, se sentait tiraillé : bien que désireux de rester au sein du Sovnarkom, il trouvait politiquement maladroit de confier la direction de l'Armée rouge à un Juif. Il reprenait là son argument contre sa nomination aux Affaires intérieures, avec la même énergie. Lénine finit par l'emporter et, après quelques jours de flottement, Trotski réintégra le Sovnarkom. Il reçut sa nomination le 14 mars 1918[741].

Au fond, il était aussi soulagé que Lénine. Il avait joué un rôle majeur dans l'histoire de la révolution d'Octobre. Un État révolutionnaire avait été instauré. Abandonner le gouvernement soviétique reviendrait à se priver de toute possibilité d'exercer son influence : il fallait trouver une solution pour rester parmi les bolcheviks. Ce fut facile pour lui, contrairement à ce qu'on en pensa plus tard. Certes, les Puissances centrales avaient signé le traité, mais personne ne pouvait assurer que les Allemands, après l'avoir déchiré, n'envahiraient pas le territoire soviétique. Que cela lui plaise

ou non, Lénine aurait alors sur les bras une « guerre révolutionnaire ». Autre éventualité : si la puissance militaire allemande se disloquait dans le nord de la France, les Russes seraient libres de s'élever contre les termes de l'accord. Lénine et Staline eux-mêmes ne considéraient cette paix que comme une disposition temporaire. Trotski avait raison de penser qu'il n'avait pas encore perdu sur les questions de politique étrangère et militaire. L'avenir immédiat était impossible à prévoir. En acceptant le commissariat du peuple aux Affaires militaires, il aurait les moyens de lever une armée pour enclencher, à la moindre occasion, la « révolution socialiste européenne ».

Ses qualifications pour ce nouveau poste n'avaient rien d'exceptionnel : correspondant de presse lors du conflit des Balkans avant 1914, puis observateur des conséquences de la guerre à Paris entre 1915 et 1916, il avait aussi assuré la coordination des garnisons de Petrograd avant le coup d'État d'Octobre, dans le cadre du Comité militaire révolutionnaire. Enfin, il savait manier un fusil de chasse.

Palmarès modeste, mais peu lui importait. Il trouva l'Armée rouge en pleine déconfiture et ne se soucia pas de faire connaître son opinion. La création de l'armée soviétique avait été annoncée le 23 février 1918. Ses premiers commandants en chef étaient de bons bolcheviks, mais de piètres organisateurs. La liaison avec ces chefs tout disposés à servir sous l'autorité soviétique était mauvaise. On n'en finissait pas d'aligner des plans sur le papier, alors qu'en réalité l'ancienne armée russe s'était dissoute, ruinée par les désertions massives et le processus de démobilisation mis en place par le Sovnarkom. Trotski entreprit de lui donner un nouvel élan. Il

agissait toujours comme si le rôle de l'institution qu'il dirigeait était crucial pour la survie et la prospérité de l'État soviétique. Après avoir rapidement évalué l'Armée rouge, il établit une nouvelle politique en commençant par faire appel à des officiers expérimentés. Il leur attacha des commissaires politiques –, selon le principe de Kerenski, qu'il étendit à tous les niveaux de commande. Officier et commissaire devaient travailler en tandem : le premier apportait sa compétence militaire tandis que le second s'assurait de sa loyauté et s'occupait de la propagande auprès des soldats. Trotski apprit tout sur le tas : recruter, entraîner, former et déployer les troupes.

Il poursuivit ses discussions avec les représentants des Alliés, et le 5 mars, soit deux jours après la signature du traité de paix, il demanda aux Américains s'il pouvait compter sur leur assistance au cas où le Sovnarkom déciderait d'attaquer l'Allemagne[742]. Les bolcheviks savaient qu'ils ne pouvaient se passer d'aide, c'est pourquoi Trotski désirait tant garder des contacts : il restait convaincu que la conclusion des accords de Brest-Litovsk était une erreur et se tenait prêt à reprendre les opérations contre les Allemands. Les diplomates et officiers alliés basés à Moscou comprenaient bien sa position et en discutaient volontiers avec lui. Il avait calculé, en accord avec le Sovnarkom, qu'il fallait écarter le risque d'une invasion par les Alliés occidentaux. Or, manifestement, après mars 1918, c'était une hypothèse possible. Les Britanniques envoyèrent des troupes à Arkhangelsk pour préserver leurs approvisionnements militaires en Russie. Une flottille française débarqua des hommes à Odessa. Ces initiatives eurent pour effet d'affoler le Sovnarkom ; Trotski au commissariat du

peuple aux Affaires militaires et Tchitchérine aux Affaires étrangères firent alors l'impossible pour assurer les Alliés que l'arrangement de la Russie avec l'Allemagne n'avait rien de permanent. Ils omettaient de préciser que, si le Sovnarkom devait un jour se retrouver dans leur camp, cela ne signifierait pas pour autant que les bolcheviks auraient renoncé à la révolution socialiste internationale.

Trotsky battit le rappel de ses relations – Robert Lockhart en Grande-Bretagne, Jacques Sadoul en France et Raymond Robins en Amérique –, afin d'obtenir l'aide alliée pour la réorganisation de l'armée russe (visiblement il adorait agacer les services diplomatiques et les renseignements). Il emmenait Lockhart se promener avec lui à travers Moscou dans sa limousine officielle, tout en lui expliquant qu'il se tenait prêt à envoyer l'Armée rouge contre les Allemands[743]. Il utilisa aussi les compétences du capitaine Hill, membre du service de renseignements spéciaux (les futurs services secrets) pour constituer des forces aériennes[744]. Rien de tout cela n'apparaît dans ses mémoires : quand il les écrivait, il devait tenir secrètes les relations qu'il entretenait en 1918 avec les Alliés, sous peine d'être accusé d'avoir trahi la Russie soviétique.

Son courage physique était indubitable. Lockhart se souvenait d'un incident significatif : les marins de Cronstadt s'étaient regroupés devant le commissariat du peuple pour manifester leur mécontentement sur les salaires et les conditions de travail. Les choses commencèrent à mal tourner et un vent de panique souffla sur le commissariat. Tous se souvinrent que ces mêmes marins avaient largement contribué à la déstabilisation du gouvernement provisoire.

Alors Trotski sortit affronter la foule, décidé à montrer détermination et fermeté : « Ses yeux brillaient de rage. Il se précipita dehors, seul face aux marins à qui, pendant un quart d'heure, il adressa des propos cinglants avant de les chasser comme de vilains cabots[745]. » Il avait la trempe d'un meneur d'hommes, ne craignant pas de haranguer des soldats en colère qui pouvaient le tuer à tout instant. Il ne tolérait aucune forme d'insubordination. Dès l'enfance, il avait vu son père distribuer ses ordres à la ferme. Il était du même moule. De plus, c'était un révolutionnaire exigeant la coopération de tous ceux au nom de qui il avait contribué à orchestrer le coup d'État. S'ils le décevaient, il le leur faisait savoir : par principe, il considérait qu'il fallait maintenir les « masses » sous une tutelle stricte.

La mobilisation et l'instruction de l'Armée rouge constituaient une tâche ardue qui, à l'approche de l'été, n'était toujours pas achevée ; or le Sovnarkom se trouvait confronté à une série de problèmes urgents, dont le premier plaça Trotski sur le devant de la scène. D'un commun accord avec les Alliés, il avait autorisé un contingent de prisonniers de guerre tchèques à quitter le pays pour rejoindre, en France, les armées opposées aux Allemands. La première longue étape de leur voyage devait les amener sur la côte pacifique, en suivant la ligne du Transsibérien. En chemin, leur parvint l'ordre de déposer les armes – ordre émanant de Trotski. Les Tchèques crurent à un piège, or ils se trompaient : il s'agissait seulement d'une précaution. Mais l'incident déclencha le soulèvement de la légion tchèque à Tchéliabinsk, à la fin du mois de mai 1918. Bien armée et aguerrie, elle redirigea les trains vers la Russie et, à son arrivée à Samara sur la Volga, au sud-ouest du pays,

elle se rangea dans le camp du Komuch, le comité des membres de l'assemblée constituante.

Le Komuch était le gouvernement antibolchevique instauré en juin 1918 par les socialistes révolutionnaires. Il justifiait son existence par les résultats du Parti aux élections de l'assemblée constituante. Un conflit armé éclata entre le Komuch et le Sovnarkom. Les Rouges furent vite battus et la légion tchèque offrit aux socialistes révolutionnaires toute la région de la Volga. La guerre civile, après des débuts sporadiques, s'installait pour de bon.

Les débats sur la politique étrangère et militaire avaient perdu toute importance. Le tandem Lénine-Trotsky fonctionnait de nouveau et, à mesure que se radicalisait la politique léniniste, les communistes de gauche reprenaient confiance : le cœur idéologique du Parti recommençait à battre. Chaque bolchevik luttait pour tous les autres. Comme la situation critique le long de la Volga empêchait d'approvisionner en céréales le centre et le nord de la Russie, le Sovnarkom réagit en instaurant une « dictature du ravitaillement » : le commerce privé de denrées alimentaires serait désormais un crime puni par la loi, et l'on envoya dans les campagnes des escadrons armés chargés d'effectuer les réquisitions. Le conflit avec la paysannerie s'aggrava. Jusqu'alors, les socialistes révolutionnaires de gauche avaient continué à servir le Sovnarkom, même après avoir démissionné de leurs divers postes de commissaires du peuple, cela à la suite du traité de Brest-Litovsk. Partisans de la guerre contre les Puissances centrales, plusieurs d'entre eux, menés par Iakov Blioumkine, organisèrent l'assassinat de l'ambassadeur allemand, le comte Wilhelm von Mirbach, le

9 juillet. La même semaine, se tint le Cinquième Congrès des soviets à Moscou et l'ensemble du parti socialiste révolutionnaire se souleva contre le Sovnarkom. Les bolcheviks réagirent en envoyant l'armée, dont un régiment de fusiliers lettons. Lénine fit interdire le mouvement des socialistes révolutionnaires de gauche.

Au cours d'un meeting en plein air à Sokolniki, dans la banlieue de Moscou, le 6 juin, Trotski s'était déchaîné contre ceux qui réclamaient un retour au libre-échange des céréales. Certes, il reconnaissait que le ravitaillement constituait un problème grave, à Moscou comme à Petrograd, et plus grave encore dans le reste de la Russie. Mais, soulignait-il, en Europe la situation était bien pire. Abreuvant son auditoire des statistiques officielles les plus récentes, il démontra que le pays détenait des céréales à profusion. Le problème était de les acheminer en ville. Il fit remarquer que ce n'étaient pas les bolcheviks qui avaient introduit le monopole d'État sur le commerce des céréales – mais il se garda bien d'expliquer en quoi ce monopole restait essentiel. Il s'opposait à l'augmentation des prix à la récolte. Les seuls bénéficiaires d'une telle mesure, assurait-il, seraient les « spéculateurs » et les « koulaks », termes dont il ne donnait pas la définition. Comme tous les camarades communistes, il partait du principe que marchands et spéculateurs ne formaient qu'une seule et même clique ; dans le langage bolchevique, un koulak désignait un paysan plus riche que la moyenne des moujiks du coin. Il ne précisait pas en quoi la suppression du monopole d'État céréalier porterait préjudice à l'économie, surtout si l'approvisionnement dans les zones urbaines en était amélioré. De même, les réserves de textiles devaient être destinées aux

pauvres des villages ; il pointait enfin la nécessité de lutter sévèrement contre les paysans riches qui stockaient les céréales, réclamant à leur encontre une peine de dix ans de travaux forcés[746].

Bref, Trotski redéfinissait les objectifs suprêmes des communistes : « Et nous affirmons vouloir instaurer sur terre un véritable paradis pour le peuple[747]. » Lénine aurait pu voir là un signe de mollesse. Mais si, à cet égard, il nourrissait certains doutes, ceux-ci furent chassés par la conduite de son allié pendant la campagne militaire contre le Komuch. À son arrivée dans le secteur de la Volga, Trotski rassembla commandants en chef et commissaires. L'Armée rouge se trouvait en grande difficulté, mais il déclara la victoire encore possible à condition de montrer un peu de détermination et de discipline. S'ils voulaient l'emporter, les Rouges devaient faire preuve d'un dévouement total. Jusqu'alors, le moral et la coordination étaient très médiocres. Trotski renversa la situation en contrôlant Sviajsk et en prévoyant de prendre Kazan.

Des télégrammes lui parvenaient d'un Lénine bouillant d'impatience, se plaignant des Rouges et exigeant un bombardement immédiat, même au prix de la destruction de Kazan. L'ennemi devait subir un « anéantissement total[748] ». Trotski répondit que l'artillerie du Komuch était à peine plus faible que celle des Rouges. Ou, plutôt, que les artilleurs rouges étaient moins bons. Inévitablement, l'opération prendrait du temps. Lénine pouvait néanmoins être rassuré : « L'idée que j'épargne Kazan n'a aucun fondement[749]. » Ce fut donc à Sviajsk que se déroula la première des actions militaires de Trotski, sur l'autre rive de

la Volga. Il s'adressa à la masse des troupes, les avertissant de la menace qui pesait sur la survie de la révolution d'Octobre. Il fallait sauver le pouvoir des ouvriers et des paysans. La confusion régnait toujours au sein des Rouges. Mikhaïl Mouraviev, commandant en chef et socialiste révolutionnaire de gauche, avait déserté en emmenant un contingent. Trotski ne tolérait pas le moindre signe d'abattement. Pistolet en main, il arpentait le front, exigeant des soldats qu'ils redoublent d'efforts contre l'armée du Komuch. Les Rouges s'emparèrent de Sviajsk le 28 août. Kazan tomba le 10 septembre. Ce fut leur première victoire. À Moscou, le nom de Trotski fut porté aux nues.

À la même époque, pourtant, survint un incident qui fit planer une ombre durable sur sa carrière politique : l'affaire Panteleev, du nom d'un commissaire du second régiment Noumerny, de Petrograd. Quand les événements prirent mauvaise tournure pour les Rouges, à Sviajsk, Panteleev et ses hommes réquisitionnèrent un vapeur pour tenter de s'enfuir en remontant le fleuve vers Nijni-Novgorod. D'autres unités de l'Armée rouge l'interceptèrent. Arrêtés, les fugitifs comparurent devant Trotski, qui ordonna leur exécution immédiate[750]. Aussitôt les bolcheviks de l'Armée rouge manifestèrent violemment contre Trotski. Panteleev était bolchevik. Au regard de nombreux membres du Parti, Trotski, qui avait rejoint les bolcheviks seulement un an auparavant, avait dépassé les bornes, c'était inacceptable. Les bolcheviks, disaient-ils, devaient rester soudés. Les éléments réellement pernicioeux de l'Armée rouge n'étaient pas les commissaires bolcheviques, mais les officiers de l'armée impériale qui y servaient. De plus en plus, on soupçonnait Trotski de préférer

le corps des officiers au Parti. Mais Lénine n'était pas inquiet : convaincu qu'une simple apparition du commissaire du peuple aux Affaires militaires suffirait à calmer les nerfs, il demanda à Trotski de retourner au front, de rencontrer directement les soldats de l'Armée rouge et de leur adresser l'un de ses fameux discours[751]. De Moscou, le président du Sovnarkom ne se gênait pas pour dispenser ses conseils sur des opérations qui le dépassaient. Trotski ne s'en formalisait pas. Les télégrammes qu'il recevait de la capitale exprimaient une urgence et une absence totale de pitié qu'il partageait. Ils prouvaient aussi l'estime qu'on lui portait.

Le tandem Lénine-Trotski faillit pourtant voler en éclats : le 30 août, Lénine fut victime d'un attentat par balles devant l'usine Mikhelson à Moscou. Sérieusement blessé, il fut transporté au Kremlin pour y être soigné. Sverdlov prit la tête du gouvernement soviétique et du parti bolchevique, et il envoya un télégramme à Trotski : « Revenez immédiatement. Ilitch blessé. Ignorons si danger. Calme plat[752]. » Ainsi naquit la Terreur rouge, mise en œuvre par la police politique que Lénine avait créée en décembre 1917. Il s'agissait d'une police spéciale, la Commission extraordinaire, plus connue par son acronyme russe, la Tchéka. Son chef, Dzerjinski, se forgea rapidement une réputation en organisant la répression impitoyable des complots antisoviets. Après l'attentat contre Lénine, la Tchéka procéda à l'arrestation de milliers de personnes issues des classes moyennes et supérieures. Certaines furent fusillées sur-le-champ, et d'autres gardées en otage, au cas où les ennemis du bolchevisme envisageraient une série d'assassinats. Trotski donna son aval à la Terreur rouge et se rendit auprès de Lénine dès que ses occupations le

lui permirent. Lénine le reçut au sanatorium Gorki, au sud-est de Moscou, ronronnant de bonheur tandis que Trotski lui parlait : « Il me sembla, raconta Trotski, qu'il me regardait d'un œil différent. Il avait une façon à lui de *tomber amoureux* quand on se présentait sous un certain aspect. Cette attention qu'il me portait, empreinte de fascination, ressemblait au sentiment d'une personne "éprise" d'une autre[753]. » Si l'évocation de ce souvenir n'est peut-être pas d'une exactitude absolue, elle en dit moins sur Lénine que sur Trotski lui-même, rarement attentif à ses camarades révolutionnaires, émotionnellement parlant.

En tout cas, la conclusion de Lénine, elle, est tout à fait crédible : « Nous avons gagné la partie. Si nous avons su faire régner l'ordre dans l'armée, nous saurons le faire partout ailleurs. Et la révolution, avec l'ordre, sera invincible[754]. » Lénine et Trotski avaient voulu une guerre civile pour anéantir de manière irréversible les ennemis de la révolution d'Octobre. Ni l'un ni l'autre ne le reconnut directement en public, mais un télégramme confidentiel de Trotski à Lénine, daté du 17 août 1918, résume bien leur attitude :

Je trouve inacceptable de laisser naviguer sur la Volga des vapeurs battant pavillon de la Croix-Rouge. Charlatans et imbéciles interpréteront la réception de céréales comme le signe de la possibilité d'un accord, et ils en déduiront que la guerre civile n'est pas nécessaire. Les raisons militaires de l'envoi de ce convoi ne me sont pas connues. Pilotes et artilleurs ont reçu l'ordre de bombarder et d'incendier les quartiers bourgeois de Kazan, puis ceux de Simbirsk et de Samara. Dans ces conditions, autoriser un convoi de la Croix-Rouge est tout à fait déplacé[755].

Trotski ne répugnait pas à se battre. Sans s'encombrer de considérations humanitaires, il était pressé d'approfondir la

révolution politique sans hésiter à avoir recours à la violence. Lénine était dans le même état d'esprit. Pendant sa convalescence, il écrivit *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, posant comme principe que, selon la doctrine marxiste, le recours à l'insurrection armée et à la dictature de classe était nécessaire[756].

Afin de régulariser le contrôle politique de l'Armée rouge, on instaura, le 2 septembre 1918, un Conseil militaire révolutionnaire de la République (RVSR), avec Trotski pour président, et Ephraïm Sklianski pour adjoint. Le Conseil détenait les pleins pouvoirs pour établir des liaisons entre commandants et commissaires, à tous les niveaux. Il supervisait les comités des divers fronts. Il aurait été aberrant de choisir quelqu'un d'autre que Trotski à ce poste, si on voulait éviter les incompatibilités institutionnelles entre le Conseil et le commissariat du peuple[757]. La démarcation entre les fonctions des deux instances n'avait pas été soigneusement délimitée, mais Lénine ne s'en inquiétait pas : il était plein d'admiration pour tout ce que Trotski avait réalisé et il lui faisait confiance pour les aspects pratiques.

Au sein de l'équipe dirigeante, tous ne partageaient pas les conceptions de Lénine : Staline voulait « brider » Trotski avant qu'il ne conduise la révolution d'Octobre à la ruine. Le commissaire aux Affaires militaires lui avait donné l'ordre de se rendre à Tsaritsyne, à neuf cents kilomètres de Kazan, en aval de la Volga, pour y prendre en charge la politique sur le front sud[758]. Il le regretta vite. Staline n'avait ni foi ni loi et, au dire même de Trotski, les forces du front sud n'étaient pas aussi loyales que celles qu'il avait instruites autour de Kazan[759]. Staline aggrava le problème en étendant son

autorité sur des questions purement militaires. Il créa un comité militaire révolutionnaire chargé de diriger, de Tsaritsyne, toutes les opérations sur la Volga. Ses décisions ne tardèrent pas à entrer en concurrence avec le plan général de Trotski et du commandant en chef Ioakim Vatsetis. Le commissaire du peuple aux Affaires militaires stigmatisa cette insubordination caractérisée. Staline répliqua qu'étant sur place, il avait dû s'autoriser des prérogatives pour résoudre les problèmes complexes rencontrés dans la région et sur le front. Le 4 octobre, la coupe était pleine. Trotski envoya un télégramme à Lénine : « J'insiste catégoriquement : il faut révoquer Staline[760]. »

La vérité, en ces temps de guerre, était difficile à établir. Staline et Trotski se lancèrent avec frénésie dans une série d'échanges virulents dont ils envoyaient copie au Comité central. Lénine et Sverdlov espéraient qu'ils se calmeraient et finiraient par coopérer de façon amicale, mais les rapports qui parvenaient à Moscou faisaient état d'un vrai chaos organisationnel : en refusant d'obéir aux ordres d'en haut, Staline nuisait à l'effort de guerre. Son caractère ombrageux éclata au grand jour, dans sa façon de s'exprimer, avant même sa rencontre avec Sverdlov pour trouver un compromis. Il s'avéra en outre qu'il se lançait dans des actions si risquées qu'elles entraînaient des pertes militaires considérables. Lénine se rangea du côté de Trotski. Staline réagit en soutenant discrètement les opposants à la politique officielle au sein du Parti. Lénine lui-même n'était pas favorable à une forte concentration d'anciens officiers du tsar dans l'Armée rouge. Or, de même que Staline avait conduit les opérations militaires comme s'il s'agissait de ses propres affaires, Trotski

avait pris sur lui d'incorporer au commandement un nombre croissant d'anciens officiers de l'armée de Nicolas II. Certes, il n'y avait là rien de contraire à la politique gouvernementale, mais il l'avait fait sur une grande échelle, et sans en avertir le Comité central.

Trotsky démontra à Lénine que l'Armée rouge ne tiendrait pas sans la compétence des anciens officiers du tsar. Le chef du Sovnarkom décida de soutenir son commissaire aux Affaires militaires, mais au sein du Parti la situation devenait de plus en plus délicate. L'affaire Panteleev avait ouvert une plaie qui ne se refermait pas et l'on jugeait excessive cette prédisposition à faire régner l'ordre dans l'armée à coups d'exécutions. Staline n'était pas moins impitoyable en matière de répression disciplinaire, mais il évitait encore de choquer les commissaires. La plupart d'entre eux étaient des militants du Parti. Chaque fois que Trotsky s'en prenait à ceux d'entre eux qui se trouvaient dans l'Armée rouge, il renforçait les inquiétudes sur sa position vis-à-vis du bolchevisme. Staline n'eut ni à provoquer ni à aiguïser le mécontentement à son égard. En juin déjà, ses méthodes avaient déclenché des critiques sévères[761]. L'Opposition militaire – c'est ainsi qu'on l'appela – n'eut besoin d'aucune stimulation artificielle. Elle émanait de tous les horizons bolcheviques. Certains voulaient placer des dirigeants du Parti à la tête de l'Armée rouge au lieu des militaires. D'autres exigeaient de procéder à des élections pour la nomination des commandants en chef. D'autres encore trouvaient préférable une organisation militaire non centralisée. Tous s'accordaient à dire, toutefois, que Trotsky faisait peser une menace sérieuse sur les valeurs du bolchevisme et de la révolution d'Octobre.

Au cours des derniers mois de 1918, la situation aurait pu atteindre un point critique, si les bolcheviks n'avaient été confrontés à un risque militaire encore plus grand que les problèmes créés à l'été par le Komuch. L'amiral Koltchak s'était activé pour rassembler des officiers antibolcheviques à Omsk, en Sibérie orientale. Il commença par proposer ses services aux socialistes révolutionnaires qui s'étaient réfugiés là-bas après leur défaite dans la région de la Volga. Koltchak et ses collègues officiers n'ayant que mépris pour les politiciens en général, ils décidèrent d'instaurer leur propre gouvernement, en novembre 1918. Koltchak s'autoproclama chef suprême de toute la Russie et, avec le soutien matériel des Britanniques, il commença à progresser vers l'ouest en direction de l'Oural. La guerre civile voyait s'ouvrir un nouveau front. Koltchak commandait la première des armées blanches, ainsi nommées pour leur pureté et leur patriotisme, par opposition à l'internationalisme des Rouges.

Depuis quelques mois, Trotski s'interrogeait sur la compétence des bolcheviks appelés à repousser ce genre d'attaques, et ses critiques agaçaient deux grands dirigeants du parti, Ivar Smilga et Mikhaïl Lachevitch, qui s'en étaient plaints à Lénine. Ni l'un ni l'autre n'était proche de Staline. À l'époque, Trotski avait traité leurs propos de « coquetteries », un terme parfois employé à son sujet, avant la Grande Guerre, par ses adversaires qui voyaient en lui un homme de parade, intransigeant sur ses doctrines révolutionnaires. Désormais, c'était au tour de Trotski de reprocher à ses détracteurs un manque de profondeur pratique. Smirnov, communiste de gauche au moment de Brest-Litovsk et opposé à Lénine, affirma que les règles de la hiérarchie dans les forces armées

étaient contraires aux traditions de camaraderie du Parti. Le « groupe de Tsaritsyne », dont l'hostilité à Lénine était plus prévisible, attaquait Trotski pour son autoritarisme excessif. Ce dernier les traita plus tard de stalinistes en herbe ; en réalité l'un d'eux, Sergueï Minine, était un ex-communiste de gauche, et Kliment Vorochilov lui-même, l'ami de Staline, était loin de le soutenir dans toutes ses entreprises. Trotski avait déjà dilapidé le crédit acquis lors des batailles de la Volga. Au lieu d'apaiser les tensions internes du Parti, il suscitait l'amertume partout où il passait. Il s'était prouvé à lui-même qu'il était un vaillant révolutionnaire et un chef militaire capable de s'adapter à la situation, mais, comme politique, il s'était montré lamentable, donnant des coups là où une accolade eût été préférable. À l'époque, il fut sauvé par l'extrême urgence du problème que le Sovnarkom devait affronter. De terribles nouvelles arrivèrent en décembre. Perm, l'une des plus grandes villes de l'Oural, était tombé aux mains de Koltchak. Les Rouges n'étaient plus qu'une masse démoralisée : l'armée avait battu en retraite, tête baissée, l'appareil du Parti et du gouvernement partait à vau-l'eau. Les Blancs pouvaient se lancer dans une nouvelle campagne pour conquérir le centre de la Russie : la voie était libre. Personne, pas même Staline, ne pouvait nier que Trotski était l'homme de la situation, seul capable de rallier toutes les armées pour défendre les abords de Moscou.

Commandant en chef... ou presque

Après le désastre de Perm, Trotski cessa de se chamailler avec Staline pendant quelques semaines. En janvier 1919, la direction du Parti envoya Staline et Dzerjinski enquêter sur la situation dans l'Oural. Trotski, estimant que le front oriental montrait trop de « mollesse », y était tout à fait favorable. Il pressa Staline de procéder à une épuration des commissaires responsables – tant qu'il le tenait à l'écart des décisions militaires, il lui reconnaissait une certaine utilité[762].

Staline et Dzerjinski rendirent un rapport alarmant. L'administration du soviet était en pleine faillite. Dans l'Armée rouge, c'était l'anarchie : les soldats étaient démoralisés, la discipline tombait en déliquescence. Le parti communiste était totalement impuissant. Selon les deux émissaires, une réorganisation totale était nécessaire si l'on voulait éviter d'autres désastres. Il fallait renforcer la hiérarchie militaire, démêler l'imbroglio bureaucratique, établir une démarcation très nette entre les responsabilités du Parti, du gouvernement et de l'armée[763]. La direction approuva les conclusions du rapport à l'unanimité. Trotski avait une telle confiance en Staline qu'il voulait le laisser sur place en remplacement de Mikhaïl Lachevitch, et lui donner les pleins pouvoirs pour redresser la situation. Il le proposa aussi pour une mission similaire à Simbirsk à la fin du mois de mars 1919, et appuya sa participation au conseil militaire révolutionnaire du front sud-ouest en Ukraine, en mai 1920[764].

Le commissaire du peuple aux Affaires militaires était néanmoins toujours opposé au point de vue du Géorgien : un bolchevik n'était pas nécessairement meilleur commandant qu'un officier de carrière. Il avait fermement refusé qu'on confie à Staline la nomination des nouveaux responsables militaires sur le front de l'Est, dans l'Oural, en janvier 1919[765]. L'Opposition militaire se raffermît et l'accusa d'avoir les chevilles un peu enflées, mais il ne voulut pas céder un pouce de terrain. Il démentit que le haut commandement militaire était trop intervenu sur chacun des fronts et exploita les failles des arguments présentés contre lui. Il fit remarquer que ses détracteurs l'avaient prié de cesser ses visites au front et de rester à Moscou, et exprima des doutes sur le fait que ce fût réellement la volonté du Comité central – il connaissait parfaitement la réponse, après sa brillante victoire à Sviajsk. Il posa la question : qui dirigerait l'Armée rouge, si l'Opposition militaire agissait à sa guise en organisant de fréquents rassemblements consultatifs de commissaires politiques ? Tout cela, disait-il, était une perte de temps inutile que la guerre ne permettait pas. Il ne fit qu'une seule concession : il accepta l'intégration de quelques camarades de plus au commandement suprême. Sverdlov le convainquit de prendre Ivar Smilga et Mikhaïl Lachevitch (dont on ne peut pas dire que par la suite, au front, ils se couvrirent de gloire)[766].

Trotsky mit du temps à admettre que les décisions fondamentales concernant cette guerre civile appartenaient à la direction centrale du Parti. Depuis qu'il était aux Affaires militaires, il avait agi de sa propre initiative ou, à l'extrême rigueur, en se tournant vers Lénine ou Sverdlov pour faire

respecter ses instructions. Occupé à dégraisser et à officialiser la chaîne de commandement de l'Armée rouge, il s'exaspérait de devoir soumettre ses choix militaires au contrôle des institutions. Pas plus que Staline, il n'était prêt à recevoir des ordres en contradiction avec ses idées, mais il n'était pas aussi rusé que le Géorgien : il ne savait pas gérer son propre talent.

Au cours de ce long hiver 1918-1919 eut lieu un remaniement de la structure politique des soviets. Jusqu'alors existait une pléthore d'institutions en concurrence, d'où résultait un imbroglio administratif. Parmi les bolcheviks de premier plan – Trotski faisait partie des exceptions – il fut convenu qu'une seule instance, le parti communiste russe, aurait compétence pour rétablir l'ordre, et il serait centralisé afin de contrôler les organisations étatiques et diriger l'effort de guerre.

Depuis l'interdiction du mouvement socialiste révolutionnaire de gauche en 1918, la République des soviets était de fait, sinon de nom, un État à parti unique. Désormais, le but des bolcheviks était de faire du Parti l'instance suprême du gouvernement. La direction centrale elle-même fit l'objet de réformes. En temps de guerre, seuls quelques membres du Comité central pourraient rester à Moscou. On créa un bureau politique, le Politburo, pour gérer la politique entre les plénums du Comité central – l'admission de Trotski au sein du Politburo, alors que la plupart du temps ses devoirs l'appelaient loin de Moscou, témoigne de l'importance qu'on lui attribuait. Pour gérer l'administration interne du Parti, on ajouta un bureau organisationnel, l'Orgburo. La disparition prématurée de Sverdlov, victime de la grippe espagnole en 1919, accéléra la régularisation des procédures[767].

Ces décisions précédaient le Huitième Congrès du Parti en mars 1919. Trotski avait l'intention d'y assister pour faire pièce à l'Opposition militaire, mais, Koltchak ayant repris sa progression, il en fut empêché. Il bombarda cependant le Kremlin de propositions intransigeantes, sourd aux appels de Zinoviev, qui demandait un compromis : « Je maintiens que nous devons “serrer la vis”[\[768\]](#). » Lénine hésita jusqu'au moment où Trotski lui apprit le nombre d'anciens officiers impériaux recrutés dans l'Armée rouge, et l'importance de leur contribution. L'Opposition militaire réagit si mal qu'il fut nécessaire de tenir une séance à huis clos durant le Congrès. Cette affaire déchaînait les passions et Lénine en surprit plus d'un en reprochant vivement au groupe de Tsaritsyne, donc à Staline, la désinvolture avec laquelle il avait gaspillé les effectifs sur le front sud. Mais le cas de Trotski ne fut pas discuté sous tous ses aspects. Le Congrès souligna la nécessité de se montrer plus attentif à la façon de traiter les communistes engagés dans l'armée. Il insista également sur l'importance d'un contrôle du commandement et la suprématie de la hiérarchie du Parti dans tous les aspects de l'effort de guerre : pour Trotski, c'était un avertissement à peine voilé[\[769\]](#).

Sa première réaction fut de s'indigner. Il aurait dû être reconnaissant, au contraire. Le Congrès avait suffisamment calmé ses détracteurs pour permettre l'institution de procédures lui laissant une autonomie exempte du contrôle des commissaires politiques sur le front. Il finit par se calmer, conscient de la complexité croissante des décisions concernant la stratégie, le ravitaillement et le personnel, à mesure qu'augmentait le nombre de fronts. Les opérations de Sviajsk

et de Kazan avaient été rapides et simples à exécuter mais, désormais, l'éloignement de la direction politique, basée à Moscou, la composition du haut commandement et la dispersion des forces de l'Armée rouge requéraient une coordination subtile. Trotski accepta la nécessité de débattre de toutes ces questions fondamentales à la direction centrale du Parti. Comme il lui était généralement impossible d'être à Moscou pour les réunions, il communiquait régulièrement par télégrammes adressés au Comité central. Si une crise éclatait, nécessitant une décision rapide, il proposait aussitôt une solution et attendait en retour son approbation. « Je demande des instructions » devint, même pour lui, une formule classique[770]. Ses initiatives personnelles et unilatérales se raréfièrent si bien qu'entre l'Armée rouge, les commissariats du peuple et la Tchéka furent établis un réseau de liaison et un commandement d'une grande fiabilité.

Trotski semblait à l'aise dans son uniforme militaire – élégante tunique verte, casquette et capote. Toujours pointilleux sur sa façon de s'habiller, il trouva dans la guerre, au cours de laquelle il fêta son quarantième anniversaire, l'occasion de laisser libre cours à ce penchant. On connaissait aussi son exceptionnelle ponctualité, qu'il sut mettre au service de ses activités militaires. Les réunions devaient commencer à l'heure, et les rapports être préparés dans les moindres détails. Vêtements et armes devaient être propres, entretenus avec soin et prêts à l'emploi. Quiconque se présentait à lui sans avoir ciré ses bottes le faisait à ses risques et périls.

Il ne badinait pas. Iouri Piatakou, membre associé du Comité central en 1921, se mettait à trembler, dit-on,

lorsqu'on lui annonçait Trotski au téléphone[771]. Anatoli Lounatcharski, l'un des plus fins observateurs de la scène soviétique des années de guerre, commissaire à l'Éducation et à la Culture (le Narkompros), ne voyait personne, pas même Lénine, capable de « venir à bout de cette mission titanesque qui reposait sur ses épaules, avec ces déplacements éclairs d'un endroit à l'autre, ces discours ahurissants, cette façon de claironner des ordres à exécuter sur-le-champ, ce rôle qui lui était imparti de galvaniser constamment une armée affaiblie, tantôt dans un endroit, tantôt dans un autre[772] ». Au miel, Lounatcharski mêlait cependant le fiel :

Il avait un côté extrêmement impérieux et une incapacité ou une très faible disposition à se montrer aimable ou attentif aux autres ; l'absence de cette aura de charme qui flottait constamment autour de Lénine le condamnait, lui, à une certaine solitude. Il suffit de se souvenir que même certains de ses amis (et je ne parle pas bien sûr de ceux de la sphère politique) sont passés dans le camp de ses pires ennemis[773].

Lounatcharski, dans ces lignes écrites en 1923, se référait au Trotski d'avant 1917, mais il pensait bien évidemment que ces défauts appartenaient à sa personnalité profonde.

Le commissaire du peuple voyageait à bord d'un train que l'on appela le train de Trotski. Il harcelait son état-major pour qu'il le maintienne en bon état de marche et le houspillait quand tout n'était pas conforme à ses désirs[774]. La plupart des gens s'imaginaient que ce n'était qu'une locomotive suivie d'un train de wagons, mais en réalité Trotski disposait de quatre locomotrices et de deux trains de plusieurs wagons[775] équipés spécialement pour lui d'un lit, d'un bureau, d'un fauteuil et d'un divan. Ses secrétaires particuliers

et les domestiques avaient leur propre espace et l'équipement de la cuisine était correct. Le wagon-restaurant servait de club à tous les officiers d'état-major mobiles. Dans l'une des voitures se trouvait une presse à imprimer. Trotski y déversait le texte de ses discours qui en sortaient en un flot régulier d'articles. Sa section presse, officiellement connue comme la campagne de presse du président du Conseil militaire révolutionnaire de l'armée et de la marine de la République (RVSR), distribuait les prospectus et journaux de son équipe à chacune des gares étapes[776]. Si le train s'arrêtait dans une ville, ou dans un petit village, Trotski prononçait un discours. En même temps que les informations sur l'administration des soviets pénétraient au cœur du pays, la population entendait donc parler de Lénine et de Trotski. Alors que Lénine s'adressait exclusivement au peuple moscovite et pétersbourgeois, Trotski était le porte-voix du bolchevisme en des centaines d'endroits de la Russie européenne et de l'Ukraine. Les ouvriers et paysans venus l'écouter étaient souvent sous le charme et il y avait toujours une foule curieuse d'apercevoir ce grand homme.

À la fin de 1918, un état-major complet voyageait à bord du train. Il était composé de :

- Cinq secrétaires particuliers
- Quatorze membres de l'équipe technique (photographe, peintre, graveur et trésorier notamment)
- Quatre employés de bureau du commandant du train
- Quarante et une personnes au service des communications
- Douze attachés au département finances
- Cinq chefs d'état-major
- Deux dessinateurs
- Dix-sept assistants à la composition
- Douze gardes du corps attachés à la personne de Trotski

- Trente-cinq membres de la fanfare
- Six cavaliers du 1^{er} détachement du ravitaillement de Moscou
- Trente hommes du 2^e régiment de fusiliers lettons
- Quinze hommes du 9^e régiment de fusiliers lettons
- Trente-neuf artilleurs du 3^e régiment des missions spéciales
- Trente-deux hommes du régiment d'infanterie Simonovski-Rogojski
- Onze unités de véhicules blindés
- Quatorze employés du wagon-restaurant
- Vingt-trois chauffeurs
- Seize mécaniciens
- Huit employés chargés du graissage
- Trente-huit gardes [\[777\]](#)

Il ne s'agissait pas d'un simple moyen de transport pour un commissaire du peuple, mais de toute une organisation politico-militaire.

Sur le plan militaire, Trotski prenait de l'envergure. Capable d'appréhender une mission stratégique ou tactique en quelques secondes, il exigeait et recevait de ses chefs d'état-major des rapports réguliers, supervisait tous les fronts à distance et se rendait souvent sur place. Il apprenait par intuition et par observation. Une fois libéré de ses tâches militaires et politiques, il aimait commenter par écrit les directions prises par le Parti en matière de relations internationales, d'économie, de sécurité et de politique.

Il souleva notamment la question de la nationalité dans la composition du personnel des armées. Juifs et Lettons étaient fortement représentés au sein des soviets et de la Tcheka, mais pas dans l'armée, puisque leur degré d'instruction en faisait des administrateurs précieux. Les soldats de l'Armée rouge se demandaient pourquoi si peu de Juifs se consacraient

au service actif et il en résultait une « forte agitation chauvine » qui inquiétait Trotski. Le Politburo lui confia le soin de prendre, avec Smilga, les mesures nécessaires pour redresser la situation[778]. On demandait donc à un Juif et à un Letton de venir élargir l'éventail des ethnies qui constituaient la base de l'Armée rouge. Si rien n'indique que cela ait entraîné le moindre changement, ils avaient au moins montré leur bonne volonté. Trotski se heurta à Lénine sur un autre aspect de la question nationale. En Ukraine, les bolcheviks devaient affronter les « borotbistes », proches des socialistes révolutionnaires de gauche sur la plupart des sujets, à ceci près que leurs objectifs nationalistes favorisaient les intérêts de l'Ukraine. Les borotbistes avaient une existence légale au sein des soviets, mais aux yeux de Trotski, ils avaient opéré un virage « à droite » et s'appuyaient sur des « éléments koulaks » ; aussi exigea-t-il l'interdiction de leur organisation[779]. Lénine était plutôt favorable à leur fusion avec le parti communiste russe (les bolcheviks). Il estimait que c'était un bon moyen d'élever la proportion d'Ukrainiens pure souche affectés en Ukraine, et ses arguments l'emportèrent à la direction centrale du Parti[780]. En fait, Trotski était plus conscient que Lénine du risque d'explosion nationaliste en Ukraine. Mais ses avertissements ne traduisaient aucunement un désir de russifier les Ukrainiens : au contraire, il était favorable aux écoles, universités et nouvelles parutions en langue ukrainienne[781].

Trotski adapta le marxisme à son expérience de la guerre. S'adressant aux étudiants de l'Académie militaire en 1918, il fit un discours sur le thème de l'armée de classe, « seule formation vraiment forte », sans s'expliquer vraiment

clairement – peut-être n'avait-il pas bien défini sa pensée. Il ajouta que, s'ils montraient le talent ou le potentiel voulus, ouvriers et paysans devaient avoir accès aux plus hautes fonctions de l'Armée rouge : il détestait le système de promotions automatiques. Les troupes devaient être efficaces. Ce qu'il leur fallait, en tout premier lieu, c'était de bons meneurs d'hommes, et rien ne valait la qualification professionnelle. Les « méthodes partisans » étaient totalement inadéquates[782]. D'une manière générale, il ne jugeait pas très utile d'avoir nécessairement des « officiers rouges » et préférait favoriser des sous-officiers ayant fait leurs preuves[783] : à la fin de l'automne 1919, il en avait engagé presque deux cent mille. Pour lui, c'était aussi important que de s'assurer les services des soixante mille officiers de l'armée impériale. Il était également heureux de constater que les ouvriers constituaient un cinquième des forces de l'Armée rouge[784]. Il s'était engagé à faire appel au prolétariat et à lui donner les moyens de faire ses preuves, il ne l'oubliait pas. Rien dans ces propos ne révélait un dictateur militaire en devenir.

En outre, tant que les anciens officiers impériaux n'avaient pas gagné son respect, Trotski se montrait d'une grande sévérité à leur égard. Il prenait leur famille en otage et guettait le moindre signe de trahison, redoublant de vigilance après les tristes exemples de leaders comme Mikhaïl Mouraviev, passé avec ses hommes dans le camp des antibolcheviks. Il écrivit à Staline pour lui faire part de ses soupçons concernant Alexandre Verkhovski et, jusqu'en 1920, il ne cessa de mettre en garde contre la possible déloyauté du grand état-major[785]. De nombreux bolcheviks tenaient

Trotsky pour un ami du corps des officiers tsaristes, réputation qu'il devait largement à Staline. C'était pourtant loin d'être la vérité. Les commandants le craignaient autant qu'ils l'admiraient. Les exécutions sommaires étaient parmi ses mesures préférées et si, un jour, il chapitra ses subordonnés pour avoir omis de faire passer un homme en cour martiale avant de procéder à son exécution, la réprimande fut assez légère, car lui aussi se faisait obéir en semant la terreur parmi les troupes[786]. Il mettait toujours l'accent sur les résultats pratiques, et demeurait un fanatique de la discipline, capable de décimer les régiments qui désertaient ou faisaient preuve de couardise sous le feu ennemi. Au nombre des condamnés figuraient aussi bien des officiers[787].

Il s'en expliqua assez maladroitement devant le Parti. En réalité, il n'essaya même pas. Peu soucieux de gagner les bonnes grâces des vétérans bolcheviks, il les traita dans ses écrits comme s'ils n'avaient apporté qu'une faible contribution à la révolution d'Octobre. Son livre, *D'Octobre à Brest-Litovsk*, publié en 1919, mentionnait à peine les organisations du Parti et, lorsqu'il condescendait à faire référence aux bolcheviks, il lui arrivait de les désigner sous le terme de maximalistes, comme s'il voulait débolcheviser le passé révolutionnaire[788].

Passionnés par l'histoire des révolutions anciennes, les bolcheviks s'intéressaient de près aux enseignements à tirer des événements survenus en France après 1789. Le renversement de la monarchie absolue avait été suivi d'une série d'institutions de plus en plus radicales. Robespierre s'était présenté comme le chef de l'athéisme militant et de la transformation sociale, et il avait mené une campagne de

terreur contre les ennemis de la Révolution à l'intérieur du pays. Pourtant son autorité céda au chaos économique autant qu'à une intervention extérieure ; il ne réussit jamais non plus à abattre les forces politiques qui s'opposaient à lui. En 1794, il finit lui-même sur la guillotine. De cette agitation fébrile avait surgi un jeune officier corse plein de talent, Napoléon Bonaparte, à qui ses succès militaires et sa popularité au sein de l'armée valurent de devenir Premier consul en 1799. Se couronnant lui-même empereur en 1804, il revint sur un grand nombre de réformes radicales mises en œuvre par les gouvernements précédents. Après la révolution d'Octobre, les bolcheviks craignaient d'en arriver là eux aussi, car Trotski leur semblait un candidat très plausible dans le rôle du Napoléon soviétique.

L'affaire Panteleev le poursuivait toujours. Cependant, comme ses ennemis le soulignèrent, le cadre général des ordres qu'il avait donnés permettait de condamner à mort des communistes en service actif sans vraiment tenir compte des circonstances[789]. Son langage violent n'était pas à son crédit. Lorsque, sur le front de l'Est, on découvrit les actes de trahison d'anciens officiers impériaux, il menaça par télégramme de fusiller les commissaires qui laisseraient ces traîtres glisser entre leurs mains. Deux éminents bolcheviks, Piotr Zaloutski et Ivan Bakaïev, se sentirent particulièrement visés. Le bruit courut qu'ils avaient eu la vie sauve grâce à l'intervention d'Ivar Smilga. La *Pravda* publia sa propre version des faits. Trotski se plaignit avec véhémence de l'article ; sur les points de détail, c'est lui qui avait raison. Mais, un jour, il faillit faire exécuter un communiste important qui avait assumé la direction du conseil militaire révolutionnaire

du front nord, au-dessus de Petrograd[790] : en septembre 1918, Mikhaïl Kedrov avait refusé un redéploiement des forces. Trotski ordonna alors de mettre en place un tribunal militaire spécial pour traiter le cas de « tous ceux qui osaient se dérober à leurs devoirs et s’amusaient à faire de l’opposition ». Il voulait que les choses soient claires : « les saboteurs des soviets, dit-il, doivent être punis aussi sévèrement que les autres, envoyés par la bourgeoisie[791] ».

En avril 1919, Trotski en était venu à penser que seule une enquête du Politburo lui permettrait de se débarrasser des stigmates de l’affaire Panteleev. Celle-ci fut confiée à Nicolaï Krestinski, Leonid Serebriakov et Ivar Smilga[792]. Les deux premiers, qui s’étaient rangés de son côté lors du débat sur Brest-Litovsk, le soutinrent encore plus tard, au moment des dissensions internes de 1920. Leur participation à l’enquête sur l’exécution de Panteleev indiquait que la direction du Parti n’avait pas la moindre intention de tourmenter Trotski à un moment où l’État soviétique se trouvait militairement très exposé. Le commissaire aux Affaires militaires maintint sa position : il avait eu raison de confirmer la décision du tribunal militaire révolutionnaire. Panteleev n’avait pas été fusillé parce qu’il était communiste, mais parce que c’était un déserteur et un lâche[793]. En mai 1919, Trotski eut encore l’occasion de manifester sa sévérité envers un bolchevik. Il avait déjà émis des réserves au sujet d’un certain Paniouchkine, affecté à l’Armée rouge. Or, ledit Paniouchkine avait justifié ses soupçons en refusant de livrer six cents déserteurs à la justice sommaire[794]. Trotski avait exigé sa comparution devant le tribunal de la République. Se souvenant de l’affaire Panteleev, il proposa de commencer par lui retirer

sa carte du Parti et prit la précaution de demander l'aval du Politburo. Le Politburo se déroba et Paniouchkine fut redirigé vers la Tchéka, tout en restant membre du Parti[795]. Furieux, Trotski continua à rassembler des preuves de l'« activité criminelle[796] » du bolchevik.

Le commissaire aux Affaires militaires sélectionnait ses assistants selon des critères de compétence, sans tenir compte de leur ancienneté en tant qu'adhérents au bolchevisme. Il avait choisi Ephraïm Sklianski comme vice-président du Conseil militaire révolutionnaire de la République. Brillant et énergique, Sklianski avait un passé de militant marxiste, et non de bolchevik. Il avait retenu l'attention de Trotski en 1917 comme médecin militaire et militant politique, et ses succès de commissaire au grand état-major, juste après la révolution d'Octobre, confirmèrent son indéniable talent[797]. Trotski s'entoura également de Mikhaïl Glazman, Gueorgui Boutov et Igor Poznanski. De petite taille et d'allure juvénile, Glazman, un homme dynamique, avait débuté comme dactylo attaché à Trotski dans ses déplacements. Stoïque en cas d'affrontements physiques, il devint un brillant administrateur[798]. Boutov et Poznanski possédaient des qualités similaires. Malheureusement pour Trotski, le choix de ses subordonnés ne fit que renforcer les soupçons à son égard.

Il continuait à faire preuve d'un grand courage. Sa conduite à Sviajsk était connue de tous les soldats de l'Armée rouge. Il fallait craindre aussi les accidents, comme lorsque le train heurta un obstacle à la gare de Gorki, au sud de Moscou. Il faisait nuit noire. Une secousse terrible tira Trotski de son sommeil :

À moitié endormi, je rassemblai toutes mes forces pour suivre le bord de mon lit à l'aveuglette. Le grondement habituel du train avait subitement cessé et le wagon, renversé sur le côté, était complètement immobilisé. Dans le silence de la nuit, on entendit une voix, solitaire, faible et plaintive. Les lourdes portes du wagon étaient tellement faussées qu'on ne pouvait plus les ouvrir. Impossible de sortir. Personne ne se montrait et je trouvais cela inquiétant. L'ennemi, peut-être ? Revolver au poing, je sautai par la fenêtre et tombai sur un homme avec une lanterne à la main. C'était le chef de train, qui n'avait pas réussi à se frayer un chemin jusqu'à moi. Le wagon était en haut d'une pente, trois roues enfoncées dans le ballast et les trois autres en l'air au-dessus des rails. Les plates-formes de l'avant et de l'arrière étaient avallées. Une sentinelle se trouvait coincée sous le garde-fou avant : c'était sa petite voix, plaintive comme celle d'un enfant, que l'on entendait dans la nuit[799].

Trotsky ne mentionnait jamais ce genre d'événements dans les rapports qu'il envoyait à Lénine : tout cela était banal, le lot quotidien de la guerre.

Il commençait à se prendre pour un militaire. Un conflit armé, pensait-il, unissait tous ceux qui l'avaient vécu. Pour les marxistes, le « militarisme » avait toujours eu un sens des plus péjoratif. Trotsky se libéra de ce préjugé, décrétant qu'après tout, les méthodes militaristes n'étaient pas si mauvaises. Elles permettaient d'acquérir rigueur mentale, concision verbale et précision pratique. La vie au sein de l'armée impliquait d'être préparé à l'action et de prendre des responsabilités ; il s'était convaincu que ces qualités lui seraient fort utiles en temps de paix, quand il aurait quitté l'Armée rouge[800].

Toujours fidèle aux objectifs ultimes du marxisme, à la création d'un monde exempt de guerres, il écrivit en juillet 1919, pour les *Izvestiya*, un article sulfureux sur un sujet bien connu : les conflits armés, présentés comme la caractéristique constante des sociétés humaines. Autrefois,

régnait le cannibalisme, qui dans la plupart des communautés avait disparu. Les guerres féodales étaient loin. Puis, pour régler les différends individuels, on eut recours au duel, qui lui aussi avait pris fin. Désormais, les « guerres nationales » faisaient rage, mais il n'y avait pas de quoi désespérer : l'Histoire allait de l'avant. D'après la doctrine marxiste, « la guerre était et resterait une forme d'exploitation et de lutte par les armes contre l'exploitation[801] ». La conclusion s'imposait : le triomphe planétaire du socialisme et l'anéantissement de la bourgeoisie par le prolétariat entraîneraient la disparition des conditions objectives à l'origine des guerres. Trotski n'avait pas de plan convaincant à proposer pour mettre fin au conflit armé, mais il se plaisait à imaginer une société mondiale harmonieuse. Il n'avait rien perdu de sa capacité à rêver...

La victoire des Rouges

Au début de 1919, la guerre entre les Rouges et les Blancs atteignit son paroxysme. Fort de son succès dans l'Oural, Koltchak prépara une offensive en direction de Moscou. Les Blancs pouvaient aussi faire appel à une armée de volontaires prêts à écraser le bolchevisme. Depuis la mort de Mikhaïl Alexeïev et Lavr Kornilov, autour desquels ils s'étaient regroupés, elle était commandée par le général Anton Dénikine. Le gouvernement de l'Ukraine, indépendant, s'était débarrassé des organisations bolcheviques qui cherchaient à s'y implanter depuis la fin de l'occupation allemande. Français et Britanniques apportaient leur soutien politique et matériel à Koltchak et à Dénikine. L'État soviétique couvrait un territoire à peine plus grand que la Moscovie médiévale.

Trop occupé par la coordination des armées soviétiques, Trotski ne put assister au Huitième Congrès du parti communiste russe, en mars. Il rata donc l'occasion de défendre sa politique militaire contre ses détracteurs. Son absence l'empêcha également de prendre conscience de l'importance croissante de l'opposition au processus suivi par l'État soviétique pour se reconstruire. Un petit groupe de centralistes démocratiques, dirigé par Timofeï Sapronov, approuva la centralisation, en insistant sur la nécessité d'un contrôle démocratique par la base du Parti et les soviets. Ils désapprouvaient la diminution du nombre de responsables réellement élus aux postes qu'ils occupaient, et les tendances

dictatoriales, qu'il fallait faire disparaître. D'autres dissidents voulaient aller beaucoup plus loin. Un an plus tard, ces mêmes dissidents créèrent l'Opposition ouvrière. Dirigés par Alexandre Chliapnikov et Alexandra Kollontaï, ils voulaient assurer aux ouvriers et aux paysans le pouvoir de prendre des décisions en matière d'économie. Ces « oppositionnistes » qui revendiquaient la paternité des idées jadis aux doctrines de jadis prônaient un retour au programme de 1917. En somme, les centralistes démocratiques et l'Opposition ouvrière demandaient des comptes à tous les membres de la direction centrale. Ils ne visaient pas Trotski plus qu'un autre, mais il était le principal sujet de leur colère et, s'il avait été présent au Congrès, il aurait certainement passé un mauvais quart d'heure.

La guerre civile l'appelait ailleurs. Le centre de la Russie se trouvait précisément sur le trajet de l'armée de Koltchak. Lénine exigea de placer la défense de la révolution au premier rang des urgences, y compris à Moscou. Koltchak poursuivit l'offensive jusqu'en mai 1919, époque à laquelle l'Armée rouge parvint à repousser les Blancs vers l'Oural et à les poursuivre le long du Transsibérien. Pour les Blancs, la difficulté venait autant des révoltes paysannes que de l'Armée rouge. Koltchak subissait les critiques des représentants des Alliés, qui menaçaient d'interrompre l'aide étrangère s'il ne s'engageait pas à procéder à des élections en cas de triomphe sur les bolcheviks. Sa capacité à mener et à coordonner ses troupes dégénéra complètement, engendrant la pagaille. En atteignant les régions dépourvues d'activité industrielle, il se trouva privé de biens d'équipement et les Rouges, de plus en plus nombreux et mieux équipés, prirent l'avantage. Ils disposaient

également de meilleures lignes de communication et de moyens de transport plus importants. Mais les Blancs ne perdaient pas espoir. En divers points de la ligne de chemin de fer, Koltchak ordonna à ses troupes de s'arrêter pour se regrouper et stopper l'avance des Rouges[802].

Vatsietis, commandant en chef de l'Armée rouge, proposa de donner aux troupes le temps de récupérer et de compléter leur instruction, mais Sergueï Kamenev, à la tête du front est, s'y opposa. Coupé de tout lien avec le Politburo, il demanda par télégramme à Lénine et à Trotski l'autorisation de reprendre la marche. Son zèle plut à Lénine, et le Politburo, en accord avec Smilga et Lachevitch, du Conseil militaire révolutionnaire de la République, décida de le nommer en remplacement de Vatsietis. Cette décision contraria énormément Trotski, qui partageait l'opinion de Vatsietis : il fallait mesurer l'épuisement des troupes, et tenir compte du danger croissant que représentait Dénikine arrivant du sud par l'Ukraine et le bassin du Donets. Toutefois, comme Trotski en convint plus tard, le risque existait que Koltchak profite de ce répit de quelques semaines pour restaurer ses propres forces. Les arguments des deux camps s'équilibraient. Staline envoya plusieurs messages à Lénine, suggérant que le commissaire aux Affaires militaires se laissait encore une fois emporter par sa suffisance. En réalité, Trotski broyait du noir : il sortait battu de sa lutte pour garder Vatsietis et se sentait sous-estimé. Dépit, il démissionna de ses fonctions aux Affaires militaires, non sans adresser un avertissement aux camarades dirigeants : s'ils négligeaient le front sud contre Dénikine, ce serait à leurs risques et périls.

La recrudescence des critiques sur sa façon de diriger

l'Armée rouge avait fait déborder le vase. Malade et épuisé, Trotski avait besoin de sympathie et de soutien. Au Comité central, les désapprobations étaient nombreuses, mais on savait aussi qu'il serait difficile à remplacer. Le 5 juillet, la direction du Parti prit enfin une décision :

L'Orgburo et le Politburo du Comité central feront tout ce qui est en leur pouvoir pour, sur le front sud – actuellement le plus difficile, le plus dangereux et le plus important, et pour lequel le camarade Trotski a lui-même opté –, mieux adapter la tâche à ses exigences et la rendre plus productive pour la république. À son niveau, commissaire du peuple aux Affaires militaires et président du Conseil militaire révolutionnaire, le camarade Trotski est tout à fait en mesure d'agir également en tant que membre du conseil militaire révolutionnaire du front sud, en coopération avec le commandant Iegorov qu'il a lui-même proposé pour ce front, avec l'acceptation du Comité central.

Les bureaux organisationnels et politiques du Comité central donnent pleins pouvoirs au camarade Trotski pour faire en sorte de rectifier la trajectoire militaire et, s'il le désire, pour essayer d'avancer le Congrès du Parti[803].

Staline lui-même signa cette résolution[804].

Lénine écrivit à Sklianski : « Dans les circonstances actuelles, la maladie de Trotski est un vrai drame[805]. » Lui aussi lui donna carte blanche.

Camarades !

Je sais la sévérité des ordres du camarade Trotski, mais je suis si sûr – absolument sûr – que le présent ordre est bon, sensé et crucial pour le bien de la cause, que j'y apporte mon soutien sans réserve.

V. Oulianov (Lénine)[806].

L'idée était que Trotski puisse agiter ce papier sous le nez des bolcheviks qui le gênaient. Il n'eut jamais à l'utiliser mais,

son orgueil étant sauf, il accepta de reprendre ses fonctions.

Personne à ce moment-là ne pouvait douter que l'offensive de Dénikine serait un succès. Les Blancs avaient opéré une bonne avancée et pris Tsaritsyne et Kharkov dans la seconde moitié de juin. C'est de Tsaritsyne que Dénikine publia sa Directive de Moscou. Déployant ses troupes, il leur ordonna de s'emparer de toutes les voies ferrées menant à la capitale. Kiev tomba fin août. Trotski dirigea son train vers le front. Il ne s'était pas encore tout à fait remis des récents affrontements au sein du Parti, mais il avait la satisfaction de constater que les commissaires politiques avec qui il organisait de fréquentes réunions étaient favorables à ses propositions militaires[807]. La survie du régime soviétique ne tenait qu'à un fil, mais Trotski ralliait l'Armée rouge. Le bruit courut que les troupes de Dénikine ne formaient qu'une ligne assez fine. Pour sa progression vers le nord, après Tsaritsyne, il lui manquait les hommes et le matériel nécessaires pour en finir avec les contingents de Rouges qui lui faisaient face et, passé Saratov, il rencontra une forte résistance sur trois cents kilomètres[808]. La percée principale devrait donc avoir lieu par le centre de l'Ukraine. Trotski resta aux environs de Kiev, confiant dans le succès de l'opération prévue dans la région de la Volga[809]. Pour l'Ukraine, c'était une autre histoire : pas une province n'échappait aux révoltes paysannes. On comptait peu d'Ukrainiens pure souche parmi les bolcheviks membres du Parti. Le gouvernement soviétique s'était mis les paysans à dos en leur imposant le système des fermes collectives, et Trotski avait donné la priorité aux efforts politiques et militaires pour prendre le contrôle de la région lors de la révolution d'Octobre.

Rouges comme Blancs se heurtaient aux paysans qui, regroupés en bandes et se faisant appeler les Verts, se battaient pour maintenir leurs droits ruraux. Ils refusaient les appels à la conscription et les contraintes relatives à la production céréalière. Opérant dans la plupart des provinces, guidés par des anarchistes ou des socialistes révolutionnaires, ils étaient parfois, dans certaines régions comme l'Ukraine, des dizaines de milliers. Dénikine avait la réputation d'être hostile aux paysans et, de fait, l'armée blanche subit de lourdes pertes en progressant vers le nord.

L'issue de cette campagne intervint à l'été 1919, après une série d'affrontements épuisants. Les combats prolongés ne duraient pas longtemps mais, chaque fois, les Rouges avaient le dessus. Ils devaient leur supériorité aux hommes, au matériel et à la qualité des communications, et la reprise de l'Oural et de la Sibérie occidentale leur permit de remédier en partie à la pénurie de denrées alimentaires dont souffraient les grandes villes russes. Dénikine avait bâti sa stratégie sur le principe d'une frappe éclair. Faute d'y être parvenu, il dut se replier vers la Crimée, au sud. Trotski et les Rouges se lancèrent dans une poursuite acharnée. Le révolutionnaire retrouvait les lieux de son enfance, mais ce n'était pas un retour en douceur, comme il le précisa dans un télégramme adressé à Moscou : « Nous commencerons par une purge radicale à l'arrière, notamment dans les grands centres : Kiev, Odessa, Nikolaïev, Kherson. » Il demanda un renfort de deux mille militants, précisant qu'il avait particulièrement besoin d'« unités de la Tchéka fiables à cent pour cent ». Une fois re-soviétisée, l'Ukraine devait rester acquise au bolchevisme[810]. Le Politburo lui octroya cinq cents

militants et approuva son plan d'attaque[811].

À Kiev, il prit des dispositions stratégiques pour le sud de l'Ukraine. L'une des possibilités était de retirer une partie des troupes stationnées en bordure de la mer Noire. Il communiqua ses conclusions à Sklianski, à Moscou, toujours par télégramme, mais des malentendus survinrent entre le Conseil militaire révolutionnaire et le Politburo. Il se retourna contre Sklianski : « De nouveau, c'est la confusion parce que vous n'avez pas été assez attentif à mes télégrammes. » Il l'accusa même de paresse[812], mais ce moment de tension fut de courte durée. Trotski obtint les munitions demandées pour une attaque massive des positions blanches au sud. Le Politburo, à la lecture de rapports précis et actualisés, lui « proposa » de donner la priorité à la défense d'Odessa, en l'assurant que « non loin se trouvait de quoi leur porter assistance[813] ». Trotski fit remarquer que la principale menace contre le gouvernement soviétique autour d'Odessa était une révolte des « colons[814] » (probablement plus allemands que juifs). Il n'eut pas le temps de puiser davantage dans ses souvenirs de la région, car il apprit que l'autre moitié de l'armée de Dénikine regagnait du terrain à l'est et commençait à menacer Voronej, près du Don. Le chef blanc semblait sur le point de couper la voie aux Rouges en Ukraine. « Qu'est-ce que ça veut dire ? demanda Trotski à Sklianski. Comment avons-nous pu laisser faire ça ? Dites au commandant en chef que ce n'est pas comme ça qu'on doit s'y prendre[815]. »

Trotski était tout autant à blâmer, puisque c'était lui qui avait choisi de concentrer les troupes de l'Armée rouge en Ukraine. L'urgence était d'organiser rapidement un

redéploiement des forces. Peu à peu, les Rouges gagnèrent du terrain sur Koltchak et la perspective d'une victoire finale se dessina de plus en plus nettement. Trotski, le Conseil militaire révolutionnaire de la République et le haut commandement de l'Armée rouge retrouvèrent leur sereine détermination. Les Rouges éliminèrent radicalement ce qui subsistait des armées blanches. Ils attaquèrent aussi les paysans insurgés – les Verts, dirigés par Nestor Makhno et Nikifor Grigoriev – qui les avaient jusqu'alors aidés dans leurs offensives contre Dénikine. Au moment de la restauration de la république soviétique d'Ukraine, Trotski ordonna de supprimer toute trace des combats contre le bolchevisme. Une dernière bataille eut lieu près d'Orel, à mi-chemin entre Moscou et Kharkov. Les Rouges remportèrent une victoire écrasante. Dénikine, à l'exception de quelques offensives pour arrêter les Rouges, concentra ses efforts pour maintenir l'homogénéité de son armée pendant qu'elle battait en retraite. Le moral des Blancs, qui n'était déjà pas bon, continuait à baisser, mais Dénikine comptait encore rassembler ses officiers et ses troupes en Crimée pour lancer une seconde grande offensive en Ukraine et en Russie.

C'est alors qu'une troisième armée blanche surgit en Estonie, sous le commandement du général Nikolaï Ioudenitch. Il lui avait fallu plus de temps qu'à Koltchak et à Dénikine pour se préparer, mais il l'avait mieux employé. Il avait ratissé les camps de prisonniers allemands pour y dénicher des volontaires prêts à se battre contre les Rouges, et les Alliés occidentaux lui avaient fourni du matériel en abondance, y compris des chars. Ioudenitch recruta également des Estoniens qui ne voulaient surtout pas d'un rétablissement du

régime soviétique dans leur patrie. L'Estonie était un État souverain depuis février 1918, et le peuple estonien avait la ferme intention de conserver ce statut. Les troupes de Nikolaï Ioudenitch se déplacèrent vers l'est au début du mois d'octobre 1919, prenant les bolcheviks par surprise. À cette époque, Trotski et le haut commandement de l'Armée rouge étaient occupés au sud de Moscou.

Petrograd se trouvait sur le trajet d'Ioudenitch. Zinoviev, sur place, comprit le danger. Ses rapports très sombres adressés à Lénine incitèrent la direction centrale du Parti à envisager sérieusement l'abandon de la ville. Trotski, qui suivait le débat à distance, s'en offusqua :

Les dirigeants de Petrograd, et Zinoviev le premier, disaient à Lénine que l'ennemi disposait de matériel excellent dans tous les domaines : fusils automatiques, chars, avions, cuirassés de la flotte anglaise sur leur flanc, etc. Lénine en arriva à la conclusion que nous ne pourrions remporter la victoire contre Ioudenitch et son armée d'officiers, équipée d'un matériel de pointe, qu'en mettant à découvert d'autres fronts, par là même affaiblis, le front sud notamment. Mais la chose était impensable. Selon lui, la seule solution était d'abandonner Petrograd et de réduire l'étendue du front. Après avoir conclu à la nécessité de cette amputation, Lénine tenta de convaincre les autres.

En arrivant à Moscou, à mon retour du Sud, je m'opposai fermement à ce plan. [...] Il fallait à tout prix défendre Petrograd[816].

Lénine et Trotski s'affrontèrent violemment. Le Politburo était partagé. Il ne fallut pas moins de vingt-quatre heures à Trotski pour l'emporter, grâce à son ami Krestinski et même à son ennemi Staline. Lénine finit par lâcher : « C'est bon, essayons[817]. »

Le Politburo adopta le projet de résolution élaboré par

Trotski pour « transformer la Russie soviétique en camp militaire ». Il devait être procédé à un recensement de tous les hommes valides non conscrits pour évaluer leur aptitude au service. L'évacuation de Petrograd serait considérée comme un acte de haute trahison. Trotski promit de « défendre [la ville] jusqu'à la dernière goutte de sang, sans céder un pouce de terrain, et de poursuivre le combat jusque dans les rues[818] ». La progression des Blancs rendait la situation encore plus dangereuse. Lorsque Trotski se mit en route vers le nord, le 16 octobre, Ioudenitch qui marchait sur Tsarskoïe Selo, à l'est, se trouvait à huit kilomètres de Petrograd. Aucune armée blanche n'avait approché d'aussi près l'une des deux plus grandes villes de Russie.

En arrivant à Petrograd, Trotski, pas du tout rassuré par les préparatifs militaires, se montra plutôt rude avec Zinoviev. Staline, également envoyé sur place, prit une initiative spectaculaire : il rassembla un groupe de citoyens de la classe moyenne qu'il aligna devant l'Armée rouge pour dissuader Ioudenitch de tirer sur les défenseurs de la ville. Il ordonna aussi des exécutions de masse, « pour l'exemple »[819]. Trotski ne fit aucune objection. Parfois, on aurait dit qu'il rivalisait de brutalité avec Staline. En même temps, il remontait le moral de ses troupes. Il demanda à Demian Bedny de composer quelques vers émouvants pour la défense de Petrograd (la femme de Bedny était très inquiète à l'idée de voir son époux suivre l'armée, et Trotski avait dû lui promettre de le lui ramener entier[820]). Son initiative fut couronnée de succès : l'Armée rouge réagit comme un seul homme lorsque le poète déclama ses quelques vers sur les chars d'Ioudenitch et la témérité d'un artilleur rouge, nommé

Vanka, stoppant la progression des Blancs[821]. Pendant ce temps-là, à l'Institut Smolny, Trotski terrorisait les responsables du Parti et du soviet : il exigeait un engagement total et désintéressé, et ordonnait d'éliminer sans hésiter tièdes et incompetents. Pour combler les vides, il se servait du contingent qui le suivait partout à bord de son train.

Il avait pour slogan : « Pas question d'abandonner Petrograd ». Un régiment de Rouges s'étant éparpillé après une attaque des Blancs, il en prit aussitôt personnellement le commandement. Il enfourcha le premier cheval venu et poursuivit les soldats qui battaient en retraite. Kozlov, son ordonnance, se précipita à sa suite et ensemble ils rallièrent les troupes, raffermirent la détermination du commandant et reconstituèrent le front contre Ioudenitch[822]. Ce fut le seul moment de la guerre civile où il eut à remplacer ses « experts militaires » en pleine action. Pour sa bravoure et son sens du commandement, il reçut l'ordre du Drapeau rouge[823]. Même si ce n'était ni la première ni la dernière fois qu'il s'exposait directement au danger, cet épisode lui valut la reconnaissance des officiers de carrière, et il la méritait.

Mais Ioudenitch n'était pas encore vaincu. Trotski recevait des rapports indiquant que la Finlande, sous le commandement du général Mannerheim, envisageait d'entrer dans le conflit aux côtés des Blancs. Mannerheim voulait empêcher les communistes russes de percer la frontière finlandaise, à quarante-cinq kilomètres seulement de Petrograd. Trotski répondit que si l'armée finlandaise tentait de se joindre à Ioudenitch, les Rouges la repousseraient jusqu'à Helsinki. La menace finnoise tourna court et le chef blanc dut terminer la campagne avec sa seule armée. Les

officiers britanniques qui lui étaient attachés lui conseillèrent de jouer son va-tout en lançant immédiatement l'offensive. Mais il hésita – commettant par là une erreur fatale. Les Rouges reçurent des renforts dans la journée même et, au moment où la bataille commença devant Petrograd, la supériorité numérique des forces de Trotski était de cinq contre un. Ioudenitch perdit ses unités estoniennes. Une fois repoussé les Russes hors de leur territoire, elles n'avaient plus envie de se battre pour une « Russie une et indivisible ». Le 21 octobre, Kamenev, commandant suprême des armées, lança l'offensive. L'armée d'Ioudenitch fut alors irrésistiblement refoulée vers l'ouest. Dans le camp des Blancs, les désertions se multiplièrent. Quand les Rouges atteignirent la frontière estonienne, la troisième et dernière grande armée blanche n'existait plus : les Rouges avaient gagné, en Russie et dans la majeure partie de l'Ukraine[824].

Ils n'eurent pas le temps de célébrer la victoire. La Russie et le territoire ukrainien continuaient de connaître une série de conflits armés : c'étaient maintenant les paysans qui s'insurgeaient contre le régime soviétique, ses expropriations et ses conscriptions. À peine l'Armée rouge avait-elle vaincu Ioudenitch qu'on l'envoya écraser leurs révoltes. Les Verts sillonnaient chaque province l'une après l'autre, des mutineries éclataient dans les garnisons de l'Armée rouge et de plus en plus d'ouvriers et de mineurs se mettaient en grève. Des affrontements entre ethnies et communautés religieuses se produisaient dans les régions plus éloignées. Les Bachkirs et les Tatars se battaient dans le sud de l'Oural et les musulmans s'affrontaient aux Russes autour de la Volga.

Les rescapés des armées blanches n'avaient pas accepté la

défaite. Alors que Koltchak avançait vers l'est, par la Sibérie, quelques-uns de ses officiers réfléchissaient à la meilleure façon de se regrouper contre les Rouges. Leurs espoirs furent ruinés par la décision commune de la Grande-Bretagne et de la France de mettre fin à leur intervention dans la guerre civile. En décembre 1919, les Britanniques se retirèrent d'Arkhangelsk, et les Français d'Odessa. Ni Trotski, ni aucune autre personnalité, ne commenta l'événement : il ne fallait pas annoncer trop tôt que la menace d'une croisade antibolchevique avait disparu – et de toute manière, peu de détails étaient parvenus sur le point de vue des ministres français et britanniques. Les grandes puissances étaient toutes sorties épuisées du premier grand conflit mondial. Les partis socialistes, quoique en désaccord avec l'aspect dictatorial du bolchevisme, ne pouvaient accepter de renverser Lénine et Trotski par les armes. Mais l'opposition politique à une intervention militaire en Russie soviétique, déjà forte, était de plus en plus vive. Le Premier ministre britannique, Lloyd George, vainqueur des premières élections d'après-guerre à la tête du parti libéral, avait formé un gouvernement de coalition avec les conservateurs à la fin de 1918. Pour lui, le moyen le plus astucieux d'éradiquer le virus de la révolution était de restaurer des liens commerciaux avec la Russie et de fournir la preuve par l'exemple que l'économie de marché était meilleure pour le peuple que l'étatisation de la propriété industrielle. La géopolitique avait tourné en faveur du Politburo.

Ce parti qui, au milieu de l'année 1918, était apparemment au bord de la faillite, triomphait maintenant grâce à sa détermination, son organisation et sa direction. À plusieurs

reprises, Trotski souligna ces résultats dus à l'effort militaire des Rouges. Il voyait aussi l'issue de la guerre civile comme une confirmation de l'inévitable triomphe du socialisme mondial, en Europe et en Amérique du Nord, et il valorisa le courage des commandants et des commissaires. D'autres aspects, en revanche, furent à peine mentionnés : les Rouges tenaient Moscou et Petrograd, et ils en avaient tiré les bénéfices. Logistiques d'abord, grâce au réseau ferré de la Russie. Numériques ensuite, parce que la forte densité de population dans la région permettait une conscription massive. La chance aussi leur avait souri. Si les Allemands ou les Alliés occidentaux avaient été en position de déployer leurs contingents dans le centre de la Russie, on voit mal comment ils n'auraient pas réussi à renverser le Sovnarkom. Les Rouges avaient plusieurs fois frôlé la défaite mais Trotski ne reconnut jamais que les Blancs auraient pu avoir le dessus. À l'époque des événements, il était plus honnête : il ne manquait jamais de rappeler aux ouvriers et aux soldats que le sort de la révolution d'Octobre était entièrement entre leurs mains. La guerre civile fut vraiment une lutte très serrée entre les Rouges et les Blancs.

Une seule armée blanche demeurait opérationnelle. Après sa désastreuse campagne de l'été, Dénikine s'était replié dans le sud de l'Ukraine. Démoralisé par les revers qu'il avait essuyés, il démissionna de son poste et fut remplacé par le général Piotr Wrangel en avril 1920. La dernière armée blanche se regroupa en Crimée. Wrangel admit enfin que la stratégie de Koltchak, Dénikine et Ioudenitch avait eu un défaut majeur : échouer à éviter le conflit avec les paysans. Il promit de leur laisser les terres octroyées au moment de la

révolution d'Octobre et suivit les conseils d'éminents libéraux : il restaura la discipline au sein de son armée et rassembla toutes les armes et munitions à sa portée. Trotski ne prit pas ces manœuvres au sérieux. Pour lui, les Blancs étaient déjà vaincus et la tâche qui incombait désormais au Parti était de consolider le régime soviétique, de favoriser la reprise économique et si possible, de propager la révolution dans toute l'Europe.

La révolution mondiale

Dans leur ambition de déclencher une révolution mondiale, les dirigeants soviétiques guettaient la moindre occasion de sortir de leur isolement en Europe. Leur idéologie orientait leurs démarches dans les relations internationales. Leur ardeur était très pragmatique : tant qu'ils constitueraient le seul État européen d'extrême gauche, les bolcheviks resteraient la cible possible d'une coalition des puissances capitalistes. Dès que le mastodonte allemand s'écroula, et même un peu avant, la direction du parti communiste se remit à l'œuvre pour étendre la révolution à l'Ouest. L'idée était de créer une Troisième Internationale : la Deuxième, qui rassemblait les partis socialistes et ouvriers européens, les bolcheviks la jugeaient irrémédiablement discréditée du fait que la plupart de ces partis avaient soutenu l'effort de guerre. Une nouvelle organisation mondiale était requise d'urgence pour entraîner la chute du capitalisme et promouvoir la révolution.

Une fois retombés les débats houleux sur la paix de Brest-Litovsk, les différends en matière de la politique étrangère s'estompèrent, et Lénine, Trotski, Boukharine, même Zinoviev et Staline, se retrouvèrent largement d'accord. Il ne s'agissait pas d'une simple démonstration d'unité. La direction centrale privilégiait la défense de la révolution d'Octobre et la prévention d'initiatives militaires hasardeuses à l'étranger. La guerre civile avait calmé les enthousiasmes. La faiblesse

soviétique ayant été brutalement exposée, les chefs du Kremlin issus de l'aile gauche du Parti renoncèrent à réclamer un conflit armé pour exporter la révolution à l'Ouest. On ne traita plus Lénine de girouette politique : il avait vraiment la volonté, maintenant reconnue, de susciter des soulèvements révolutionnaires en Europe centrale dès qu'une véritable occasion se présenterait. Les Blancs n'étaient pas encore vaincus : Koltchak, Dénikine et Ioudenitch se déchaînaient. À l'unanimité, le Parti se retrouva sur un seul but : l'écrasement des armées blanches. Trotski participait au consensus. Tandis qu'il se déplaçait sur tous les fronts, il imaginait quantité de solutions pour briser les chaînes de l'impérialisme mondial ; mais jamais il n'exigea de prendre des mesures risquant de nuire à leur victoire.

Ses mémoires restent assez discrets sur la prudence qu'il observa dans les relations internationales pendant les deux années suivant le traité de Brest-Litovsk : il voulait montrer que sa prédilection pour la politique étrangère était parfaitement constante depuis 1917, ce qui lui permettait de clamer sa fidélité à ses objectifs fondamentaux. Ce n'était pas tout à fait exact. Ce n'est qu'à partir de 1923 environ qu'il s'impliqua dans une action révolutionnaire en Europe, tout en sachant que c'était là un risque pour la sécurité militaire soviétique. Pendant la guerre civile, il garda un comportement parfaitement responsable.

Les préparatifs de la Troisième Internationale avaient commencé avant même la défaite allemande en novembre, et Trotski y avait participé. On s'attendait à ce que les camarades berlinois demandent l'aide des communistes russes dès qu'ils seraient en mesure de mener à bien une insurrection

et d'annoncer l'instauration d'un régime inspiré du modèle soviétique. En tant que commissaire du peuple aux Affaires militaires, Trotski avait entre autres tâches celle de renforcer le recrutement de l'Armée rouge. Les forces militaires soviétiques devinrent bien supérieures en nombre à ce dont la guerre civile avait besoin. Trotski et les autres dirigeants bolcheviques avaient en effet résolu de doter l'armée de contingents supplémentaires pour intervenir à tout moment en Europe centrale[825]. Le commissaire du peuple au Ravitaillement, Alexandre Tsiouroupa, intensifia les efforts en ce sens. Des tas de céréales furent stockés dans les entrepôts en prévision d'une aide aux ouvriers allemands, après un éventuel coup d'État de l'extrême gauche[826]. Sverdlov rassembla un petit groupe de vétérans pour élaborer en détail le projet d'une Troisième Internationale. Si Trotski s'était jamais posé des questions sur l'engagement de Lénine et de Sverdlov à exporter la révolution d'Octobre, il avait maintenant la réponse[827].

Après la fin des hostilités sur le front occidental, ses responsabilités dans l'Armée rouge le tinrent à l'écart des menus détails du planning international décidé à Moscou. La situation était complexe et fluctuante : les Alliés occidentaux n'avaient pas encore arrêté les termes d'un accord de paix et les Puissances centrales étaient en plein bouleversement. Guillaume II avait abdiqué, puis gagné les Pays-Bas. À Berlin, le social-démocrate Friedrich Ebert avait pris la tête d'un nouveau gouvernement dont la légitimité était contestée par la Ligue spartakiste, un mouvement d'extrême gauche dirigé par Karl Liebknecht, Leo Jogiches et Rosa Luxemburg. Ils étaient tous avant la Grande Guerre des amis de Trotski, qui s'était

souvent associé à Rosa Luxemburg contre les obsessions séparatistes de Lénine. Libérés de prison après la victoire alliée, les leaders du mouvement spartakiste menèrent campagne pour remplacer Ebert et son gouvernement. Trotski était ravi. Rien ne lui aurait été plus agréable que de les voir diriger une Allemagne soviétique. Les spartakistes furent invités à envoyer une délégation à une rencontre communiste internationale qui se tenait en Russie, préalablement à la fondation de la Troisième Internationale, suivant le programme de Lénine et de Trotski.

Or les leaders spartakistes entreprirent de renverser le gouvernement du chancelier Ebert sans prendre la peine d'en informer Moscou. En janvier 1919, ils organisèrent à la hâte un soulèvement à Berlin. Rosa Luxemburg accepta de se lancer dans l'aventure tout en sachant qu'elle ne mènerait nulle part. Le résultat fut un désastre. Les spartakistes voulaient reproduire la révolution d'Octobre, mais ils ne disposaient pas du soutien des masses, comme les bolcheviks en 1917. Leur aptitude à mobiliser la classe ouvrière allemande était insuffisante, et les préparatifs militaires et politiques avaient tout d'un travail d'amateur. En outre, le gouvernement social-démocrate d'Ebert, résolu à affronter les spartakistes dans la rue, pouvait compter sur la loyauté de l'armée. Les corps francs, ces organisations paramilitaires de droite qui n'avaient pas accepté la reddition en novembre 1918, se manifestèrent en force et tirèrent sur les spartakistes. Les trois dirigeants furent assassinés et leurs corps mutilés jetés à la rue. La Ligue spartakiste était réduite à néant. À Moscou, les dirigeants communistes, choqués et déçus par la tournure des événements, ne laissèrent pas, néanmoins, leurs sentiments

influer sur leur trajectoire politique.

Le congrès qui aboutit à la Troisième Internationale s'ouvrit le 2 mars 1919 dans l'ancien palais de justice du Kremlin. Malgré ses engagements au commissariat du peuple aux Affaires militaires, Trotski, qui ne voulait absolument pas manquer cet événement historique, fit tout pour y assister. Les délégués n'étaient pas prévenus que cette manifestation servirait au lancement officiel d'une nouvelle Internationale. En effet, Lénine et Trotski avaient imaginé un plan retors : ils savaient que plusieurs étrangers, dont le représentant allemand du mouvement spartakiste, Hugo Eberlein, souhaitaient bénéficier d'un laps de temps supplémentaire pour régler quelques points du statut officiel de cette rencontre. Les dirigeants russes ne s'encombrèrent pas de subtilités de procédure. Ils avaient derrière eux des dizaines d'années d'expérience sur la façon de bricoler la composition et la nomenclature de petites assemblées politiques, surtout Lénine, manipulateur notoire de la Deuxième Internationale. Trotski, qui le lui avait autrefois reproché, l'approuvait cette fois pleinement. Tous deux furent les co-auteurs de cette Troisième Internationale et pour marquer la différence avec la Deuxième, ils décidèrent de l'appeler l'Internationale communiste (Komintern).

Un tonnerre d'applaudissements salua leur apparition à la séance d'ouverture. Presque tous les membres du panthéon bolchevique étaient là ; ils avaient préparé les principaux documents. Lénine s'était chargé du rapport préliminaire et des « thèses » du congrès sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat – aucune assemblée n'était considérée comme achevée sans ces analyses, et de toute façon ils étaient

tout à fait souhaitables en tant que déclarations d'intention de la nouvelle Internationale. Boukharine était le rapporteur de la « plateforme » du Komintern. Trotski lut son rapport, enthousiaste, sur l'Armée rouge. Il ne se justifiait nullement sur sa politique militaire intérieure et se déclarait satisfait de l'expansion du territoire soviétique depuis 1918.

Et Kautsky nous a même accusés de cultiver le militarisme ! Or, il me semble que, si nous voulons garantir le pouvoir aux ouvriers, nous devons leur montrer comment se servir des armes qu'ils forgent. Si c'est cela qu'on appelle militarisme, alors soit, mais nous avons créé le nôtre – un militarisme socialiste – et nous n'y renoncerons pas[828].

Trotski conclut avec emphase : « Nous sommes prêts à lutter et à mourir pour la révolution mondiale[829] ! » Personne mieux que lui n'était capable de soulever un tel enthousiasme dans les foules. Ses éclats de bravoure pendant la guerre civile étaient connus et son auditoire comprenait ce qu'ils entendaient par « sacrifice de soi ».

Le journaliste britannique Arthur Ransome, le seul non-communiste dont la présence avait été autorisée, rapporta la scène : « Trotski avait fière allure avec son pardessus en cuir, ses guêtres, sa culotte de cheval et son chapeau en fourrure portant l'insigne de l'Armée rouge ; mais pour ceux qui l'avaient connu comme l'un des plus grands antimilitaristes d'Europe, le spectacle était bien étrange[830]. » De même que beaucoup d'autres, Ransome n'avait pas vraiment lu les pamphlets marxistes écrits par le révolutionnaire avant 1917 : Trotski n'avait jamais été un inconditionnel de la paix, et encore moins de la démocratie et du droit. Mais, cela mis à part, Ransome avait un sens aigu de l'observation, comme le montre son récit de la fin du congrès, quatre jours plus tard :

La conférence du Kremlin se termina par les chants et la photo habituels. S'apercevant que Trotski venait de quitter la tribune après son allocution, le photographe, qui avait tout juste installé son appareil, protesta énergiquement. Quelqu'un cria à la « dictature du photographe » et ce fut au milieu d'un éclat de rire général que Trotski retourna à la tribune pour s'y tenir debout en silence, pendant que le photographe, nullement décontenancé, prenait deux photos **[831]**.

Il y avait bien deux ans que personne n'avait traité Trotski de manière aussi cavalière. Il prit la chose du bon côté.

Trotski rédigea le manifeste de la Troisième Internationale, qu'on lui demanda de lire avant la clôture du congrès, le 6 mars. C'était une prestation inhabituelle pour cet orateur qui tirait son prestige de ses brillantes improvisations. Parfaitement conscient de la nécessité d'entourer de pompe et de cérémonie les événements historiques, il se plia à la requête. S'il n'avait pas été responsable de l'Armée rouge, il aurait aimé se consacrer à la présidence de cette Troisième Internationale, mais ce rôle échut à Zinoviev. Après le congrès, Trotski assista de loin à son évolution, se bornant à un examen attentif des changements de politique et à quelques interventions pour prodiguer idées et conseils.

En Europe l'instabilité politique persistait. En mars 1919, deux événements semblèrent nourrir l'optimisme communiste : à Munich la Bavaroise et en Hongrie, des sympathisants du régime soviétique entrèrent au gouvernement. En Bavière, la révolution fut de courte durée, mais les Hongrois se montrèrent plus tenaces. Le gouvernement instauré après l'éclatement de l'Empire austro-hongrois avait écœuré les populations. Le leader communiste Béla Kun en avait profité pour s'emparer du pouvoir, au moment même où les Alliés parlaient de réduire le territoire

de manière drastique, en guise de représailles contre la participation active du pays au premier conflit mondial. L'Europe centrale était une mosaïque de gagnants et de perdants selon les traités de paix imposés par les puissances victorieuses. Pour les dirigeants communistes à Moscou, c'était une véritable manne qui leur tombait du ciel. En Allemagne et en Hongrie notamment, ils pouvaient exploiter la blessure infligée à l'orgueil national à des fins internationalistes. Kun joua la carte patriotique tout en adoptant des mesures radicalement communistes. Il nationalisa les banques et les entreprises, réquisitionna les grandes propriétés et entreprit la collectivisation des terres. Une terreur rouge se mit en place : les prisons se remplirent d'opposants au régime et Kun se présenta comme le Lénine hongrois, espérant que les autres pays d'Europe centrale suivraient rapidement son exemple.

La direction du Kremlin étudia la meilleure façon d'apporter un soutien actif à la Hongrie soviétique. Les débats s'engagèrent en avril. Une possibilité était d'envoyer à Béla Kun des troupes ukrainiennes en renfort à la frontière[832]. C'était exactement ce que réclamait le Hongrois depuis que son pays était à moitié encerclé par ses voisins : Roumains et Tchèques se pressaient aux portes du pays, où avaient lieu d'âpres combats, et les Serbes menaçaient d'intervenir. Kun relança Moscou pour qu'on envoie l'armée à son secours[833]. Le commandant en chef suprême de l'Armée rouge, Vatsietis, adressa un télégramme à Antonov-Ovseenko, commissaire en chef de l'Ukraine, pour lui demander comment s'y prendre. Kun suggérait simplement d'entrer en force en Galicie et en Bucovine pour rejoindre Budapest. Le risque était grand de déclencher une guerre sans merci avec la Pologne. Si toutefois

on retenait cette idée, insistait Vatsietis, il faudrait impérativement écarter l'idée d'occuper des territoires sur le trajet (de toute évidence, il jugeait les Polonais incapables d'empêcher le passage de l'Armée rouge). L'ultime difficulté était que, dans l'ancien Empire russe, la guerre civile n'était pas terminée. Aux yeux de Vatsietis, le bassin du Don constituait la priorité immédiate et absolue[834].

Lénine et Trotski partageaient cet avis. Ils exclurent l'éventualité d'une campagne en Hongrie : la nécessité première, incontournable, était d'en finir avec les Russes blancs. Plus ils en apprenaient sur le gouvernement de Kun, moins ils y croyaient, et leurs craintes se révélèrent fondées. Kun et son associé Tibor Szamuely étaient des fanatiques plus bolcheviques que les bolcheviks, refusant tout compromis. Alors qu'ils avaient besoin du soutien des paysans hongrois, ils provoquèrent un véritable déchaînement de violence dans les campagnes. Céréales et légumes furent saisis sans la moindre compensation. Des prêtres catholiques furent pendus et des jeunes gens enrôlés de force.

Le 4 août, l'invasion roumaine entraîna la chute du régime. Kun était responsable de ses malheurs, mais la disparition de la Hongrie soviétique n'en fut pas moins un rude coup pour les bolcheviks. Vingt-quatre heures plus tard, Trotski transmit ses conclusions au Comité central : le renversement de Béla Kun était le signe, disait-il, que le militarisme franco-britannique n'était pas mort. En réalité, c'était en vain que le gouvernement américain avait harcelé les autorités françaises et anglaises pour éradiquer le communisme hongrois. Ni Londres ni Paris n'étaient disposés à y affecter leurs troupes[835]. Et si Lloyd George et Clemenceau étaient

heureux de la défaite des communistes, ils mirent rapidement un terme à l'occupation roumaine et à ses excès barbares. Trotski voyait une conspiration internationale là où il n'y en avait pas. Son erreur était cependant compréhensible : les républiques soviétiques de Russie, d'Ukraine et de Hongrie se retrouvaient seules contre les grandes puissances. Ayant jeté le gant au capitalisme mondial, elles devaient bien s'attendre qu'il le relève en s'engageant dans une croisade anticomuniste. Trotski demandait au Comité central de regarder la réalité en face : comparée aux troupes alliées, l'Armée rouge n'était qu'une « force modeste ». L'Europe était pour l'heure une cause perdue. Il faudrait peut-être un à cinq ans avant que les circonstances ne s'y prêtent à nouveau. Le commissaire du peuple aux Affaires militaires incitait vivement les camarades dirigeants à se tourner vers l'Asie. L'expansion révolutionnaire disposait d'une fenêtre sur l'Orient. Il fallait établir une base militaire dans l'Oural avec pour objectif de lancer rapidement une offensive[836].

En appelant à prendre une « orientation asiatique », Trotski souligna l'importance de préparer la propagande et de former des linguistes afin de s'assurer le soutien des populations locales lorsque l'Armée rouge porterait « un coup à l'Inde » : « Le chemin qui mène à Paris et à Londres, ajouta-t-il, passe par l'Afghanistan, le Pendjab et le Bengale[837]. » De quoi contredire l'idée d'un Trotski obsédé par une stratégie européenne. Sans doute aurait-il préféré une révolution en Allemagne, s'il avait eu le choix. Mais la solution orientale ralliait l'ensemble du Parti et, comme les autres camarades dirigeants, il se demandait si les communistes ne seraient pas plus avisés de la tenter, au moins dans un premier temps.

En matière de relations internationales, sa pensée reposait sur quelques hypothèses fondamentales. Comme il ne les a jamais clairement expliquées, on ne peut qu'extrapoler ses écrits de l'époque. Il ne s'est jamais départi de sa conviction que la révolution d'Octobre était la première vraie lueur de l'aube annonçant une ère nouvelle : celle du socialisme à l'échelle mondiale. Marx et Engels ne s'étaient trompés ni dans leur analyse ni dans leurs pronostics. Trotski, qui gardait toute confiance dans le potentiel révolutionnaire des classes ouvrières européennes, prétendait qu'on pouvait les amener à prendre en main leur destinée. Il suffisait que les militants d'extrême gauche s'associent à la cause de l'Internationale communiste. Ce processus serait facilité par le traumatisme que subissait alors le capitalisme mondial. Sur le plan économique, c'était la débâcle. Les grandes puissances, vainqueurs ou vaincus de la Grande Guerre, étaient incapables de ramener la stabilité et le traité de Versailles créait une situation irréversiblement bancal. Des mouvements anti-impérialistes apparaissaient en dehors de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Les communistes avaient toute latitude pour s'en mêler et profiter des circonstances. Leur objectif devait être de provoquer l'insurrection, en Allemagne notamment. Les Russes étaient des pionniers. Bientôt d'autres pays leur emboîteraient le pas.

En conséquence, l'Armée rouge devait se tenir prête à être déployée en vue d'une « guerre révolutionnaire » appuyant les soulèvements. C'était le devoir internationaliste des bolcheviks et, sur le plan pratique, cela avait un sens : si la Russie soviétique demeurait un État isolé, elle ne pourrait disposer d'un atout indispensable : l'intégration économique à des

sociétés plus avancées. Sa sécurité territoriale et politique garderait un caractère très précaire ; les intérêts « bourgeois », plus puissants, entretiendraient dans l'opinion publique le désir d'envahir la Russie et d'écraser le régime.

Et puisque les dirigeants soviétiques s'efforçaient d'organiser avec le communisme une grande offensive contre le capitalisme, il allait de soi, pour Trotski, que les grandes puissances se liguaient elles aussi activement contre la révolution d'Octobre. Encore une fois, l'hypothèse était raisonnable. Si les troupes britanniques, françaises, japonaises et américaines envoyées dans l'ancien Empire russe en 1918-1919 s'étaient finalement retirées, cela ne signifiait pas l'acceptation définitive de la défaite. Trotski soupçonnait toujours les armées blanches du pire, convaincu qu'elles agissaient sur ordre d'une grande puissance, ou même de plusieurs. Koltchak, par exemple, était « un agent à la solde des Américains[838] ». L'hypothèse était ridicule, mais pour un marxiste l'erreur était facile à commettre. Koltchak, Dénikine et Ioudenitch avaient servi dans l'armée impériale, ancienne alliée de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Les Blancs avaient bénéficié de leur aide, matérielle et financière. Les bolcheviks ne pouvaient imaginer que l'on puisse offrir de tels cadeaux sans contrepartie. Alors, certainement, les chefs des armées blanches obéissaient à des ordres venus de l'étranger, et en cas de défaite des Rouges, les Alliés occidentaux réclameraient leur tribut.

À ce stade, l'État soviétique ne disposait pas encore d'un véritable réseau d'espionnage. Le Komintern n'était pas un organe de renseignement : ses militants se préoccupaient surtout de créer des partis communistes, et les postes qu'ils

occupaient ne leur permettaient pas de connaître la teneur des discussions en cours au sein des gouvernements étrangers. Les plénipotentiaires envoyés par le Sovnarkom n'avaient aucun contact avec les autorités françaises, britanniques ou américaines. Le Politburo n'avait que la source des journaux occidentaux (qu'on ne pouvait guère qualifier d'impartiaux) et des communistes étrangers (qui voyaient le monde à travers le même prisme idéologique que les bolcheviks). Selon la théorie marxiste en tout cas, il était acquis qu'« à l'époque de l'impérialisme », les vainqueurs de la Grande Guerre chercheraient à profiter d'un pays comme la Russie, riche en ressources naturelles. L'envoi de corps expéditionnaires français, britanniques, japonais et américains semblait confirmer cette analyse. Il fallait prévenir les remous que l'État soviétique ne manquerait pas de provoquer ; car la Russie ayant réussi à rompre avec le capitalisme, tous les autres pays devenaient vulnérables à la contagion révolutionnaire.

Au Deuxième Congrès du Komintern, qui s'ouvrit le 17 juillet 1920, les bolcheviks semblèrent un peu plus à l'aise, dans la mesure où ils avaient gagné la guerre civile. Lorsque Trotski se leva pour l'allocution de clôture, les délégués l'ovationnèrent et entonnèrent *L'Internationale*^[839]. Le révolutionnaire accusa les Américains de chercher à étendre leur hégémonie au monde entier et prédit que cela finirait par une guerre avec les Britanniques. Il se réjouit du démantèlement des empires russe, austro-hongrois et allemand, et se moqua de la Pologne, cet « outil sale et taché de sang entre les mains du capital français ». Il railla la France, dépendante de la générosité de Londres et de Washington, se

félicita des victoires de l'Armée rouge et prétendit que les pays européens étaient sur le point de découvrir que la reconstruction économique était impossible sans un accès aux richesses naturelles de la Russie[840]. Pour se rétablir, l'Europe avait besoin aussi d'un nouveau dynamisme technologique en pressurant l'Allemagne et, à ce sujet, il avait une proposition à formuler :

Pour se reconstruire, l'Allemagne doit pouvoir vivre, se nourrir et travailler. Mais si l'on n'en donne pas les moyens à ce peuple crucifié et opprimé, il se soulèvera contre l'impérialisme français. La France impérialiste ne connaît qu'un seul mot d'ordre : payer ! L'Allemagne doit payer ! La Russie doit payer ! C'est pourquoi tous ces profiteurs français sont prêts à mettre le feu aux quatre coins de la terre, juste pour percevoir des intérêts[841].

Les pays d'Europe se trouvaient tous au bord de la révolution.

Trotsky se félicita aussi des conséquences d'Octobre : la victoire des Rouges sur les Blancs était assurée et l'on avait testé les premières expériences d'une économie socialiste avec, en perspective, un système centralisé de planification industrielle (son optimisme à tous crins lui causerait d'amères déceptions au cours des années vingt). La Russie soviétique avait fourni un modèle imitable par tous les autres peuples. Un homme à la volonté d'acier se découvrait : « La guerre civile est à l'ordre du jour, dans le monde entier. » À l'étranger, la classe paysanne elle-même se tournait vers le socialisme :

C'est pourquoi, camarades, si nous revenons sur ces dix-huit mois pendant lesquels nous avons œuvré pour l'économie soviétique, nous connaissons tous ses défauts et toutes ses privations, et nous n'avons aucune raison de les cacher. Montrons au contraire cette image de notre travail à tous nos frères occidentaux, Américains et autres

représentants de tous pays, dans tous les coins du globe. Je crois que si quelqu'un venait ici animé du moindre doute, il repartirait convaincu que la voie que nous avons choisie est la bonne. La seule façon de se sortir de la misère du monde passe par une mobilisation et une socialisation planifiée de l'économie permettant de franchir tous les obstacles et barrières factices, avant la mise en œuvre de la politique nécessaire à une économie intégrée **[842]**.

En juillet 1920, il avait retrouvé l'optimisme perdu depuis novembre et décembre 1917. Or, en l'espace de quelques semaines, ces prévisions pleines d'assurance allaient brutalement voler en éclats.

Troisième partie

-

1920-1928

Images et réalité

Les médias soviétiques ont dépeint Trotski comme un internationaliste convaincu, et les ennemis les plus acharnés du bolchevisme en ont fait le stéréotype même du fanatique sanguinaire[843]. Tous, cependant, s'accordaient sur son importance. Lorsque, en janvier 1919, la rumeur annonça sa capture, une foule en liesse envahit les rues de Riga[844]. Au printemps 1920, la Tchéka eut connaissance d'un rapport mentionnant que Wrangel avait envoyé deux de ses officiers pour l'assassiner[845]. Pour le monde entier, Trotski et Lénine étaient les deux grandes figures du régime et, si l'un d'eux venait à disparaître, la révolution d'Octobre risquait fort d'imploser.

Lénine et Trotski restaient les personnalités les plus recherchées par les étrangers en quête d'entretiens avec les représentants politiques de la Russie soviétique. Si Trotski reçut moins de journalistes durant la guerre civile, il était toujours très demandé. Ses livres étaient traduits et publiés en Europe et en Amérique du Nord, et quelques-uns s'adressaient même directement au lecteur étranger[846]. Dès qu'il disposait de quelques instants, il s'entretenait avec des correspondants, lesquels attachaient beaucoup de valeur à ces rencontres. Ils lui en témoignaient une certaine gratitude et écrivaient de bons articles, la plupart d'entre eux ayant de toute façon une sympathie plus ou moins marquée à l'égard de l'expérience soviétique, à l'exception de William Reswick, de

l'agence Associated Press[847]. Après la défaite des Blancs, Trotski, revenu à Moscou, vit affluer vers lui un nombre croissant de journalistes, dont Louise Bryant, Max Eastman, Lincoln Eyre et André Morizet[848]. En préfaçant leurs livres sur la Russie bolchevique, il accrut encore le prestige de son nom[849].

Deux célèbres sympathisants socialistes, H.G. Wells et Bertrand Russell, souhaitaient le rencontrer. Grâce à leur renommée, ils purent approcher les dirigeants moscovites et les interroger sur la nature du communisme, théorique et pratique. Contrairement à Lénine, Trotski ne se montra pas très disponible, trop pris par les Affaires militaires. Russell finit cependant par le coincer à l'occasion d'une représentation du *Prince Igor*, à l'opéra. Il remarqua qu'il avait « la vanité d'un artiste ou d'un comédien » dans sa manière toute napoléonienne de recevoir les acclamations du public. Ils échangèrent quelques « banalités » et Trotski repartit de son côté[850]. Wells eut moins de chance : il n'était pas aussi bien renseigné que Russell, et demeura persuadé que Trotski avait autrefois été pacifiste. Il avoua avoir trouvé Marx « ennuyeux à l'extrême[851] ». Les deux auteurs repartirent dans leur pays, consternés par l'impression de chaos, d'oppression et de fanatisme que leur avait donnée la société soviétique. Trotski ne s'était guère montré aimable sans doute parce que leurs plus gros succès de librairie parlaient davantage de Lénine[852].

Quiconque les rencontrait ne manquait pas d'établir la comparaison. Robert Bruce Lockhart, chef de la mission spéciale britannique, considérait Lénine comme l'autorité supérieure, mais il reconnaissait à Trotski sa vivacité d'esprit

et sa bravoure[853]. La journaliste américaine Louise Bryant, pour sa part, décrivit Lénine comme l'incarnation de la pensée révolutionnaire et Trotski comme un homme d'action[854]. Max Hoshiller avait un autre avis : à ses yeux, le premier était « primitif », le second « raffiné »[855].

Les acclamations précèdent souvent les injures : le succès public de Trotski pendant la révolution d'Octobre et la guerre civile lui valut ressentiment et suspicion au sein du Parti, mais il n'y prêta pas trop attention. Certain d'avoir raison sur toute la ligne, il estimait de son devoir d'amener le Parti à se ranger à son point de vue. Simultanément, néanmoins, on lui manifestait, lors des congrès, un respect que seul surpassait le culte croissant voué à Lénine. Même en désaccord avec la politique officielle, il gardait son siège au Comité central et au Politburo. Il considérait sa position éminente comme un fait acquis. Ses discours vibrants étaient toujours de grands moments, admirés même par ses détracteurs. Après les avoir prononcés, il prenait soin de corriger ses notes sténographiées pour être sûr de donner aux journaux de véritables chefs-d'œuvre. Lénine et Trotski n'avaient l'un et l'autre le goût de la célébrité, mais ils savaient combien l'image personnelle comptait dans la transmission du message politique. Les deux premières années, plutôt que se mettre en avant, ils réservèrent leur vénération aux héros disparus : Marx, Engels, et même Spartacus, le légendaire instigateur de la révolte des esclaves dans la Rome antique. Toutefois, après avoir failli mourir assassiné en août 1918, Lénine goûta le mouvement de ferveur officielle dont il était l'objet. Le camarade Zinoviev se hâta d'écrire une brève biographie dont les termes n'étaient pas sans rappeler la vie des saints[856].

Pour la première fois depuis la révolution d'Octobre, Lénine était sur un piédestal au-dessus de Trotski, sans pour autant que celui-ci perde son prestige auprès de la presse bolchevique. Pour le premier anniversaire de la révolution, en 1918, un article paru dans la *Pravda* soulignait sa contribution à la réussite du Parti, et cet article était signé de Staline, pourtant son ennemi[857]. On lui demanda de fournir des éléments utiles à la rédaction de sa biographie. Le premier intéressé, Y. M. Lure, lui soumit une ébauche qu'il jugea complètement nulle. L'autre, V. Nevski, débutait une carrière d'historien du bolchevisme. Trotski formula quelques objections pour la forme, mais il répondit aux questions de Nevski ou d'autres[858]. Il reçut aussi des étrangers comme Bessie Beatty et Max Eastman, intrigués par sa vie et sa carrière. Lénine, lui, n'apporta aucun concours à ses biographes et quitta même le banquet organisé en l'honneur de son cinquantième anniversaire. Trotski était entre les deux : il donnait les informations voulues, puis laissait ses biographes se débrouiller seuls, refusant de relire pour repérer d'éventuelles erreurs[859]. Ses réticences n'étaient pas seulement dues à ses activités de commissaire du peuple. Comme les autres membres du Parti, il n'appréciait pas du tout ces manières directes d'attirer l'attention à soi.

Certains communistes estimaient que Lénine et Trotski devaient se montrer plus fermes devant la tendance au culte de l'individu. Angelica Balabanova, secrétaire du comité exécutif du Komintern, était de ceux-là. Elle refusait d'accorder l'autorisation de photographier les membres du Politburo[860], preuve d'un manque d'esprit pratique : les citoyens de Russie comme des autres républiques soviétiques

avaient besoin de connaître leurs dirigeants. Seule une petite fraction de la population avait l'occasion d'apercevoir les membres du Politburo. Or, dans une société dont la plupart des membres étaient illettrés, les images prenaient une importance capitale et formaient donc un moyen essentiel de consolider le régime communiste, pour les dirigeants comme pour leur politique. On imprima des affiches et l'on produisit des films d'actualités, mais à cause du manque de celluloïd on ne pouvait pas faire assez de copies pour les projeter dans toutes les grandes villes. On réalisa donc des bustes et des statues. Le peintre Iouri Annenkov produisit un somptueux dessin de Trotski (l'original fut détruit dans un incendie en 1931[861]). Vera Inber, la fille des Chpentser et cousine de Trotski au deuxième degré, publia un poème dans lequel elle l'évoquait avec un respect teinté d'admiration :

À la lueur de la lampe,
Verte, verte lueur,
À la fin du jour toujours,
Dans votre bureau aux six colonnes,
Vous me recevez[862].

Contrairement à Lénine, Trotski se rendit dans presque toutes les régions européennes du pays. Et pourtant, il n'avait pas plus de chances que Lénine d'y être reconnu : lorsque Lénine avait été agressé par des voleurs à la tire en 1919, il n'avait pas pu les convaincre qu'il était le chef du gouvernement. Malgré tout, Trotski et lui étaient certainement les dirigeants russes les plus connus depuis Nicolas II et Alexandre Kerenski.

Quant à ses proches, Trotski les gardait à l'abri des regards indiscrets – pratique courante au sein du Parti : seule l'épouse

de Lénine occupa une place sur le devant de la scène politique[863]. Natalia accepta néanmoins un poste officiel, comme toutes les femmes de l'élite communiste. Remarquée pour l'intérêt qu'elle portait à la culture russe, elle se vit d'abord confier la responsabilité de la conservation des objets historiques – et fut à ce titre impliquée dans la nationalisation des propriétés autour de Moscou[864]. Puis, sous le nom de Trotski, elle prit en charge le comité d'assistance aux blessés et malades de l'Armée rouge, en 1919[865]. Les époux Trotski n'abusèrent jamais de la position élevée qu'ils occupaient dans la hiérarchie. D'autres eurent moins de scrupules : les pires furent les Radek, qui par goût du luxe n'hésitèrent pas à accaparer l'appartement des grands-ducs au Kremlin. Natalia jugeait qu'il valait mieux transformer cet appartement en musée. Pendant un temps, les relations entre les deux couples s'en ressentirent[866]. L'épouse de Trotski était résolue à maintenir un style de vie modeste pour elle et sa famille. Si elle trouvait une jolie nappe, elle en faisait des chemises pour les garçons. Lénine s'en aperçut et approuva sa détermination à éviter les gaspillages et les excès[867].

Natalia ne rejoignit jamais Trotski à bord de son train, mais ses fonctions officielles l'obligeaient souvent à laisser seuls Liova et Sergueï. Les petits Trotski étaient amis avec d'autres jeunes de leur âge au sein de l'élite communiste. En quittant Petrograd, la famille était venue s'installer au Kremlin où, après l'attentat contre Lénine, en août 1918, les cadres résidant dans la capitale avaient emménagé pour des raisons de sécurité. Le Kremlin devint ainsi une sorte de forteresse sociale et politique. Du jeune Sergueï, qu'elle eut l'occasion de connaître lors de son passage à Moscou, la sculptrice Clare

Sheridan, cousine de Winston Churchill, dira plus tard : « C'est [...] un beau petit garçon, à la poitrine large et au dos bien droit. Il ressemble à l'héritier du trône déguisé en paysan. » Il adorait, remarqua-t-elle, jouer au football avec son cousin Alexandre Kamenev[868]. Les fréquentes brouilles de leurs pères au sein du Politburo n'avaient aucun retentissement sur le plaisir des enfants à s'amuser ensemble.

Liova et Sergueï devinrent des jeunes gens énergiques et indépendants ; au premier abord, on pouvait en dire autant de leurs demi-sœurs, qui ne voyaient presque plus leur père depuis qu'il les avait laissées à Petrograd avec leur mère au moment où les autorités s'étaient installées à Moscou. Elles étaient aussi ferventes l'une que l'autre à défendre la politique de Trotski. L'aînée, Zina, partit travailler très tôt sur le front de l'Oural, tandis que sa jeune sœur Nina poursuivait ses études à l'Institut supérieur de pédagogie. Pour toutes les deux, le climat révolutionnaire était synonyme d'émancipation : les rigidités sociales s'estompaient. Nina décida subitement d'épouser Man Nevelson, et un an après ce fut au tour de Zina de convoler avec le philosophe Zakhar Moglin. Trotski n'apprit ces nouvelles qu'après coup. La guerre civile l'avait empêché de leur consacrer du temps et, tout naturellement, les deux jeunes femmes avaient pris leur vie en main. Nina, élevée par sa mère, s'en sortait plutôt bien. Zina, en revanche, souffrait de l'absence de son père ; mais les conséquences de son enfance perturbée ne ressortaient pas encore de manière flagrante. Liova fut le seul à devenir un adulte pondéré, sans montrer de signes de versatilité ; il laissa cependant derrière lui bien des désordres affectifs. Trotski et Natalia, tout comme Alexandra Bronstein, ne furent pas sans

remarquer quelques symptômes troublants, mais ils s'arrangèrent pour que rien ne filtre hors du cercle familial.

Les usages du Parti et les codes de convenance constituaient deux raisons pour lesquelles Trotski protégeait la vie privée de sa famille et de ses amis. La troisième était son expérience de la guerre civile : les Blancs fusillaient couramment les communistes qu'ils capturaient et les Rouges exécutaient les contre-révolutionnaires. Des deux côtés, on n'hésitait pas à prendre des otages parmi la population civile. Lorsque Dénikine occupa Odessa, il envoya ses troupes sillonner la ville et la campagne à la recherche de gens apparentés à Trotski. Tous ceux qui portaient le nom de Bronstein se trouvèrent en danger de mort. En mars 1920, les hommes de Dénikine arrêterent Gersh Bronstein et sa femme Rakhil, en prévision d'un échange d'otages[869]. Gersh étant l'oncle paternel de Trotski, ils avaient peu de chances de s'en sortir sans un arrangement entre les parties. Quant à Moshe et Fanni Chpentser, Trotski intervint personnellement en leur faveur sans toutefois mentionner ses liens affectifs avec eux. Moshe avait été arrêté par les autorités ukrainiennes. En juillet 1919, Trotski écrivit à son ami Radovski que ce « patron capitaliste » n'en était pas moins « quelqu'un de cultivé et de très correct », et qu'il fallait le relâcher[870]. En septembre 1921, il sollicita du gouvernement de l'Ukraine une aide matérielle pour Fanni, qui affrontait un « rude hiver ». Il se portait garant de son honnêteté et de sa sincérité, attestant qu'elle et son époux étaient apolitiques et inoffensifs[871].

Le père de Trotski, âgé, avait quitté le Sud en 1920. Menacé durant tout le temps que dura l'occupation blanche, il ne constata guère d'amélioration avec l'arrivée des Rouges : ses

terres furent confisquées et redistribuées à des paysans ukrainiens. Spolié de toutes ses économies, il parvint néanmoins à quitter la province de Kherson et non sans difficultés, il arriva à Odessa. De là, il rejoignit Moscou où il retrouva son fils pour la première fois depuis l'avant-guerre. Il avait alors soixante-dix ans et ne comprenait pas ce qui arrivait au monde qu'il avait connu et dans lequel il avait prospéré : « Les pères triment pour avoir un peu de confort pendant leurs vieux jours, et ensuite leurs fils font la révolution », disait-il[872]. Il eut cependant le courage, même à un âge avancé, de tout recommencer à zéro. Trotski lui trouva une place de gérant dans un moulin près de la capitale. Il était plus qualifié que quiconque pour ce travail et le commissaire du peuple au Ravitaillement, Alexandre Tsiouroupa, appréciait beaucoup ses connaissances en agriculture.

Selon Angelica Balabanova, la secrétaire du Komintern, Trotski aurait refusé toute forme de favoritisme à l'égard de son père, ne réquisitionnant même pas une paire de chaussures pour lui, par exemple[873]. Si tel est vraiment le cas, il n'eut pas les mêmes scrupules vis-à-vis de sa femme et ses enfants, à qui il assura un confort bourgeois – comme il ne s'était pas privé non plus de demander une aide pour Fanni Chpentser ; mais peut-être avait-il voulu impressionner Balabanova, connue pour son honnêteté foncière. Le vieux David Bronstein attrapa le typhus au printemps 1922 et mourut le jour de l'allocution de Trotski devant le Quatrième Congrès du Komintern[874]. Dans ses mémoires, Trotski fut avare de louanges. Pourtant, ce n'était pas rien d'avoir bâti une exploitation comme la sienne à Ianovka : il avait

économisé sur tout pour y arriver. Par la suite, il avait introduit un certain nombre d'innovations techniques, rassemblé puis formé une main-d'œuvre compétente. Trotski n'a jamais dit s'il connaissait la gravité de l'état de son père[875] avant de se rendre au congrès. Si oui, sa capacité de concentration était extraordinaire ; dans le cas contraire, son indifférence l'était tout autant.

Trotski et ses collègues ne vivaient tout de même pas uniquement pour la politique : son beau-frère Lev Kamenev, par exemple, appréciait le confort et les plaisirs de la vie. En mission diplomatique à Londres en 1920, il descendit au Claridge, fréquenta le Café Royal, se rendit à Hampton Court et sur l'île de Wight. Il flirta avec des femmes de la haute société. À l'une d'elles, il avoua : « Il n'y a pas d'autre vérité en ce bas monde que celle du cœur[876]. » À son retour, sa femme, ayant eu vent de ses frasques, l'accueillit assez fraîchement : « Nous ne menons pas une existence aussi *chic* à Moscou », déclara-t-elle à Clare Sheridan, qui avait accompagné son époux à Londres. La sculptrice raconta qu'il « avait bien oublié la Russie – ici, on vous dira que c'est un bourgeois ». Pourtant, sitôt descendu sur le quai, Kamenev avait immédiatement craché « d'une manière toute plébéienne », comme pour prouver qu'il n'avait pas changé de valeurs[877]. Si les camarades avaient su de quelle façon il avait employé son temps à Londres, ils se seraient peut-être montrés beaucoup plus sévères avec lui ; et si son épouse avait appris combien de fois exactement Mrs Sheridan l'avait accompagné dans des restaurants de luxe, l'atmosphère du foyer conjugal aurait sans doute été plus glaciale encore.

Trotski n'était pas porté sur les dépenses outrancières, mais

sur les jolies femmes, oui – et après la révolution d’Octobre plusieurs succombèrent à son charme. Il consacra un certain temps à cette même Clare Sheridan, responsable de la jalousie de sa sœur. Kamenev lui avait commandé les bustes de Lénine, Zinoviev, Trotski et Dzerjinski (lorsqu’on lui demandait combien elle avait été payée pour ce travail, la jeune femme répondait toujours de manière évasive)[878]. Elle se garda bien aussi de parler de son travail à son cousin Winston Churchill, qui à l’époque était en pleine croisade antisoviétique, du moins jusqu’à ce qu’elle soit trop engagée dans son œuvre pour qu’il puisse l’empêcher de finir. À Moscou, Trotski se montra d’abord un peu réticent à la laisser travailler plusieurs jours d’affilée dans son bureau. Ils se chamaillaient sans cesse, car il estimait avoir autant qu’elle le droit de décider à quoi devait ressembler la pièce finie. Clare Sheridan n’était pas communiste, et ne comptait même pas parmi les intellectuels de gauche, mais le magnétisme de Trotski avait opéré. Lorsqu’elle dut mesurer les traits de son visage avec son compas, il lui déclara : « Vous me caressez avec des instruments d’acier[879]. » Le résultat, selon lui, ressemblait « à un *bon bourgeois*[880] français en admiration devant la femme qui réalise son buste, mais ça n’a rien à voir avec le communisme[881] ».

Ce semblant de flirt ne resta pas sans effet :

Il me parlait tout en me regardant : « Quand vous serrez les dents et que vous vous battez avec votre travail, *vous êtes encore femme*[882]. » Je lui demandai de retirer son pince-nez, qui me gênait. Il déteste ça, me dit-il, il se sent *désarmé*[883] et perdu sans son lorgnon. On dirait que c’est douloureux pour lui de le retirer – c’est comme une partie de lui-même et, quand il ne l’a plus, il est complètement différent. C’est dommage, car cela nuit à l’ensemble du

visage aux traits plutôt classiques[884].

Le désir de la jeune femme était attisé par sa sensibilité de sculpteur :

Il ouvrit la bouche et claqua des dents pour me montrer qu'il avait la mâchoire de travers. Il me fit penser à un loup prêt à attaquer. Quand il parle, son visage s'illumine et ses yeux lancent des éclairs. On parle beaucoup de ses yeux en Russie, on l'appelle le « loup ». Il a le nez de travers aussi, comme s'il avait été cassé. S'il était bien droit, il dessinerait une très belle ligne à partir du front. De face, c'est Méphisto. Ses sourcils rebiquent d'un côté et la partie inférieure de son visage se termine en pointe, sous une barbe dressée en signe de défi[885].

Manifestement, l'artiste n'était pas insensible à son modèle, lequel savait d'ailleurs ce qu'il faisait lorsque, tard le soir dans son bureau à peine éclairé, il acceptait de dégrafer sa tunique et la chemise qu'il portait en dessous pour mettre à nu « un cou et une poitrine splendides[886] ». Puis il passait de l'autre côté du bureau et se tenait derrière elle, les mains posées sur ses épaules dans une attitude plutôt équivoque.

Le bruit courut qu'ils étaient amants et, bien que la jeune femme n'en fit jamais état dans ses mémoires, elle donna sur ses perceptions tactiles un grand nombre de détails tout juste acceptables selon les règles de bienséance en usage dans la Grande-Bretagne de l'entre-deux-guerres. Plus tard, lors de la crise conjugale qu'ils traversèrent durant leur séjour au Mexique, Natalia rappela cette incartade à son mari pour la lui reprocher. Les autres membres de son entourage, dans les années trente, partageaient ces soupçons. Rien ne le prouve, cependant, et si c'était vrai, il ne put s'agir que d'une brève aventure. Au milieu des années vingt, lorsqu'il dut rejoindre

l'Armée rouge pendant la campagne de Pologne, il invita la jeune femme à l'accompagner à bord de son train, mais elle refusa[887]. Elle regagna l'Angleterre, publia son journal et partit en Amérique pour une tournée publicitaire. À l'époque, Trotski, propulsé dans le firmament politique du monde soviétique, semblait sur une trajectoire étourdissante. Mais ce n'était qu'une apparence. Les défauts du personnage public, déjà évidents pour ses ennemis du Parti, allaient bientôt éclater au grand jour. Le héros de la révolution de 1917 et de la guerre civile débordait de talents, mais dans les luttes entre factions, il serait incapable d'y associer une saine intuition politique : la comète avait amorcé sa longue dégringolade vers la Terre.

Paix et guerre

Trotsky assista en spectateur au débat sur la dictature et la démocratie qui opposa Lénine à Kautsky entre 1917 et 1919[888]. Jusqu'à la fin de la guerre civile, il s'abstint d'apporter sa contribution à la théorie marxiste, mais avant même la défaite d'Ioudenitch, il pensait déjà écrire un nouvel ouvrage important. Au début de l'année 1920, tout en sillonnant le pays, il dicta des notes qu'il étoffa en mai. Le livre fut bientôt publié à Petrograd, sous le titre *Terrorisme et Communisme*.

Comme les autres dirigeants bolcheviques, Trotsky estimait que les politiques du Parti avaient été validées par l'expérience. Il supportait mal les discussions interminables avec Kautsky, comme Lénine en avait. Son livre n'était pas pour autant une froide exégèse des opinions connues de Marx et Engels. Il y exposait son point de vue en des termes assez crus :

Quiconque récuse le terrorisme dans son principe, c'est-à-dire les mesures de répression et d'intimidation à l'égard de la contre-révolution armée, doit également rejeter la notion de suprématie politique de la classe ouvrière et sa dictature révolutionnaire. Quiconque récuse la dictature du prolétariat désavoue en même temps la révolution sociale et creuse la tombe du socialisme[889].

Il n'y aurait rien à redire si les termes de Trotsky signifiaient que les révolutionnaires devaient se tenir prêts à user de violence à l'encontre des soldats armés sur un champ de

bataille. Mais avec ses camarades bolcheviques, pendant la guerre civile, il était allé beaucoup plus loin, fusillant des otages innocents et dépouillant des groupes sociaux entiers de leurs droits civiques. Tous avaient glorifié les idées terroristes comme ils s'étaient glorifiés de les avoir appliquées. Ouvriers et paysans eux-mêmes avaient été traités avec sauvagerie lorsqu'ils avaient voulu exprimer leur opposition. Les premières idées trotskistes sur l'autolibération du prolétariat ressemblaient désormais à de vieilles pièces de monnaie tombées de sa poche à son insu.

Son séjour dans l'Oural en février 1920 le convainquit que des changements urgents s'imposaient dans la politique concrète[890] : les paysans se révoltaient contre la réquisition des céréales et la conscription, et les grandes villes souffraient d'une pénurie de denrées alimentaires. Les usines et les mines étaient délabrées, et les ouvriers partis pour la campagne essayaient de survivre à ce trop long conflit. Le parti communiste se portait mal. Les soviets et les syndicats étaient inefficaces, les transports et communications en plein chaos. Des mesures d'urgence avaient permis au gouvernement soviétique de conserver des réserves dans les secteurs industriel et agricole – en exigeant notamment la saisie des récoltes –, mais elles n'avaient pas suffi à soutenir la production économique. Trotski se creusait les méninges pour trouver des solutions.

Maintenant que l'issue de la guerre civile était certaine, en Russie comme en Ukraine, il était temps d'envisager des mesures radicales pour l'agriculture et l'industrie. En 1919, le communiste hongrois Györgi Lukács, l'un des plus importants théoriciens du Komintern, avait écrit un opuscule exaltant la

réalité soviétique. La Russie, disait-il, avait fait « un bond en avant, passant du royaume de la nécessité à celui de la liberté » ; les lois du matérialisme historique ne s'appliquaient plus au pays en révolution. « Je me souviens, écrivit Trotski quelques années plus tard, que Lénine et moi en avions ri, mais d'un rire amer, car ce royaume de la liberté était régi par la famine et le typhus[891]. » Il formula une série de thèses économiques et les inséra dans un rapport adressé au comité d'Iekaterinbourg, la capitale de l'Oural, finalisé par la suite le 10 mars 1920. Il y déclarait carrément que le commissariat du peuple au Ravitaillement était dans l'incapacité de rassembler assez de céréales pour subvenir aux besoins des citoyens. Le problème était double. Un décret publié en octobre 1917 avait permis la redistribution des surfaces arables aux paysans, sans aucune contrepartie pour le gouvernement. Or, démotivés par la dictature du ravitaillement imposée au printemps 1918, les moujiks n'avaient pas suffisamment entretenu les terres. Il fallait impérativement remédier à cet état de choses[892].

La collectivisation des terres était la solution, de l'avis de Trotski comme de tout le Parti, mais il fallait l'entreprendre progressivement, et surtout pas dans l'immédiat. Les communistes n'avaient pas d'autre choix que d'attribuer une récompense aux exploitants agricoles produisant des excédents importants, en leur fournissant, par exemple, des produits industriels en échange. C'était une rupture avec le communisme de guerre, comme le montre ce que nous savons aujourd'hui de la politique économique des bolcheviks durant cette guerre civile. Depuis 1918, le Parti s'était efforcé de plaire aux paysans les plus pauvres ou qui réussissaient moyennement, et voilà que le projet de Trotski favorisait les

plus riches. Implicitement, c'était une position pro-koulak[893]. Mais comment obtenir des usines et des mines une monnaie d'échange avec les produits agricoles ? Trotski exigeait une réorganisation totale des secteurs miniers et manufacturiers, à commencer par la réintroduction des règles applicables aux entreprises[894]. Il fallait rétablir le principe de compétition entre les districts, les usines et jusqu'aux ouvriers, chacun devant surpasser l'autre[895]. On devait créer des usines « modèles »[896]. Ce n'était pas tout. L'imagination fertile de Trotski n'avait jamais été aussi féconde : il voulait créer des « armées du travail ». Au lieu de démobiliser, il fallait obliger les soldats de l'Armée rouge à rester attachés à leurs unités, et à accomplir des tâches en rapport avec la reprise industrielle. Oubliées les anciennes idées sur les droits syndicaux : l'adoption d'une discipline militaire sur les lieux de travail devenait essentielle[897].

Trotski jugeait que l'économie soviétique avait été trop centralisée : pour qu'elle retrouve son dynamisme, l'État devait déléguer le pouvoir aux centres régionaux, comme Iekaterinbourg dans l'Oural. Selon lui, il fallait mettre en place la première armée du travail dans cette ville, et sans tarder instaurer ce qu'il appelait la « compétition socialiste[898] ».

Les membres du Comité central accueillirent avec horreur ces idées sur la question agraire. Lénine accusa Trotski de défendre le « libre-échange-isme » et d'inventer des propositions aussi extravagantes qu'« utopiques ». C'était un langage fort pour les communistes, qui stigmatisaient le « laisser-faire » capitaliste[899]. Trotski aurait dû le savoir en proposant son plan au Comité central. Il aurait au moins dû s'assurer de quelques soutiens avant la réunion. Le

communisme de guerre était devenu la référence préférée des communistes en matière d'économie. La solution à tous les problèmes, on la recherchait dans la propriété de l'État et le contrôle étatique, toute concession au profit étant considérée comme réactionnaire. Les koulaks figuraient parmi les groupes sociaux les plus craints et les plus haïs des bolcheviks, et voilà que Trotski suggérait de les utiliser comme moteur de régénération agricole et commerciale. En réalité, ce que proposait Trotski n'était nullement un retour à l'économie de marché et ses idées n'annonçaient pas vraiment la Nouvelle politique économique de Lénine, lancée en 1921 (la NEP) [\[900\]](#). Mais, à la direction du Parti, personne ne le suivit et sa proposition tomba à plat. Il comprit que ce n'était pas la peine d'insister.

Il eut plus de succès avec d'autres suggestions. Pour apaiser les inquiétudes de Lénine sur les armées du travail, il répondit simplement qu'aux grands maux on appliquait les grands remèdes. Sans acquiescer à un usage durable de la main-d'œuvre militarisée, Lénine accepta de fermer les yeux sur la formation d'une armée du travail dans l'Oural, tant que les autorités civiles locales seraient d'accord [\[901\]](#). Soutenu par Staline, Trotski obtint l'approbation générale pour former d'autres armées de ce type [\[902\]](#).

Il parvint aussi à convaincre le Comité central que les transports du pays devaient être administrés comme l'Armée rouge, et il accepta d'y participer activement. La réforme avait commencé en 1919. Lénine avait cédé, chemins de fer et voies d'eau avaient été soumis à un régime militarisé ; mais c'était pour lui une mesure temporaire. Il ne partageait pas le point de vue de Trotski selon lequel la nouvelle administration

politique des transports, le Glavpolitpout, devait constituer une section permanente de l'édifice institutionnel soviétique[903]. Ce qui rapprocha une fois de plus les deux hommes, de nouveau solidaires en avril 1920, ce furent les attaques dirigées contre eux au Neuvième Congrès du Parti : on les accusait d'excès d'autoritarisme. Trotski se rendit compte que, s'il ne voulait pas se retrouver politiquement isolé, il devait renoncer à certaines de ses idées centralisantes pour consolider une alliance avec Lénine[904]. Ensemble, donc, ils défendirent la thèse d'une direction à une seule tête dans les instances gouvernementales et la nécessité d'un « plan d'État général concernant l'économie ». Ce fut l'occasion d'envoyer quelques piques : quelqu'un demanda ce qu'il adviendrait de Trotski si Lénine prenait la direction du Sovnarkom[905]. L'intéressé refusa de répondre : il était capable de se moquer de lui-même, certes, dans une certaine mesure, mais il n'était pas question d'être l'objet de la risée générale. Il riposta par quelques flèches décochées aux camarades du Comité central qui avaient rejeté ses idées[906].

Par ailleurs, le Congrès du Parti se déroula relativement bien pour lui et il retourna plutôt satisfait à ses occupations de commissaire aux Affaires militaires. La sécurité soviétique n'était pas encore garantie et au printemps 1920, l'éventualité d'une guerre totale avec la Pologne se rapprochait. De sérieux heurts avaient opposé les deux pays depuis la fin de la Grande Guerre[907]. Les traités de Versailles, de Saint-Germain et de Trianon avaient défini les frontières du centre et du centre-est de l'Europe, mais aucun accord n'avait été trouvé pour les pays européens les plus à l'est. La paix de Brest-Litovsk avait

conduit à la formation de plusieurs États dans les territoires de l'ancien Empire russe. Après la retraite de l'armée allemande sur le front est, la Pologne, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, progressivement stabilisées, formèrent des États indépendants. Vers la fin de l'année 1919, la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie constituèrent des républiques soviétiques. Officiellement, il s'agissait d'États souverains, mais en réalité Moscou exerçait un contrôle suprême. Partout, les revendications territoriales s'accompagnaient d'explosions de violence. La question principale concernait la définition de la frontière occidentale de la « Sovdepie », ainsi que les étrangers nommaient les pays sous contrôle communiste. Varsovie vivait dans la peur constante de ce que ferait la Russie une fois l'Armée rouge libérée de la guerre civile.

Les autorités polonaises elles-mêmes regardaient au-delà des territoires qu'elles contrôlaient : en avril 1919, leur armée chassa les Rouges de Vilnius, capitale de la République soviétique lituano-biélorusse. Josef Pilsudski, commandant en chef de l'armée polonaise, organisa une campagne militaire pour renverser le gouvernement soviétique de Kiev et établir une union fédérale de la Pologne et de l'Ukraine[908]. Dans un lointain passé, les Polonais avaient contrôlé les provinces de l'Ukraine, et une minorité ukrainienne importante occupait encore le sud-est de l'État polonais d'alors. Pilsudski avait calculé que l'acquisition de l'Ukraine, région agricole et industrielle prospère avant 1914, constituerait un avant-poste défensif qui protégerait Varsovie d'une éventuelle invasion soviétique. En outre, la Russie se trouverait de nouveau amputée d'un territoire, d'une population et de ressources économiques à l'ouest, comme le stipulaient les termes du

traité de Brest-Litovsk. Ni l'opinion populaire ukrainienne ni le cabinet polonais ne furent consultés. Pilsudski comptait les mettre devant le fait accompli. En quelques jours, il avait atteint le centre de l'Ukraine. Le 7 mai, ses troupes entrèrent dans Kiev. Leur progression fut si rapide qu'ils capturèrent même des soldats soviétiques aux arrêts de bus.

L'Armée rouge fut mobilisée pour une nouvelle campagne au cœur de l'Ukraine. Trotski avait alerté les comités de Moscou et de Petrograd : une guerre avec la Pologne serait « longue et coûteuse », et personne ne devait espérer une victoire rapide[909]. Le 5 mai, il fit part de ses réflexions au comité exécutif central panrusse du Congrès des soviets, rappelant que les bolcheviks s'étaient toujours efforcés de maintenir la paix entre la Russie et la Pologne[910]. L'invasion de l'Ukraine était une réaction brutale. L'Armée rouge allait riposter, mais il ne fallait se faire aucune illusion sur les difficultés qui l'attendaient. Les ouvriers polonais, il en était sûr, n'approuvaient pas l'offensive de Pilsudski ; mais les paysans, c'était autre chose : ils avaient, selon lui, des « préjugés nationaux » très favorables à Pilsudski. Leur haine des Russes était bien ancrée. En cas de guerre, les Polonais, supposait-il encore, pouvaient compter sur le soutien matériel de la France et de la Grande-Bretagne.

La Russie soviétique, observa-t-il avec satisfaction, pouvait elle aussi compter sur quelques appuis supplémentaires. Le général Alexeï Broussilov, vétéran de la Grande Guerre et antibolchevique, avait proposé de servir contre la Pologne. Les Rouges s'étaient empressés d'accepter l'offre de cet officier compétent, ce qui ne voulait pas dire que le parti bolchevique avait adopté une stratégie de « paix civile » en Russie. Les

anciens officiers tsaristes comme Broussilov demeuraient suspects, et devaient donc être entièrement subordonnés au « prolétariat ». En tout cas, la situation de Pilsudski était plus précaire qu'elle ne paraissait. La Pologne de 1919 rappelait un peu la Russie sous Kerenski. Trotski affirmait que les instances dirigeantes de Varsovie étaient aussi divisées dans leurs objectifs que celles de Petrograd avant octobre 1917[911]. Il termina par une phrase inspirée : « Le combat sera terrible. Mais si vous me demandez quelles sont nos chances, je vous dirai que je n'ai jamais eu une telle confiance dans la victoire, écrasante, comme maintenant[912]. » Il n'allait pas jusqu'à prétendre que cette campagne serait de tout repos, mais, comme Churchill en 1940, il choisit de terminer sur une note optimiste, réconfortante. Personne d'autre au Politburo n'aurait été capable d'un tel exploit et avec autant de brio.

Le 10 mai 1920, il prononça un discours qui annonçait une guerre des classes : « La Russie soviétique vous montrera une nouvelle sorte de guerre. Nous nous battons tant que nous ferons trembler les toupets des propriétaires polonais dans toute la Pologne, dans toute l'Europe, dans le monde entier [tonnerre d'applaudissements] [...] Et nous le disons aux ouvriers et paysans polonais : le combat que nous menons n'est pas dirigé contre vous, amis et frères. Nous nous battons pour la cause de la liberté, la nôtre et la vôtre, contre nos ennemis et les vôtres, contre l'opprimeur, contre les magnats agresseurs[913]. » Tout en préparant la campagne contre les Blancs, Trotski exigea qu'on imprime rapidement les décrets prévus pour séduire la « population laborieuse » : la réforme agraire devait être annoncée à tous les habitants des territoires situés à l'ouest de la Russie soviétique[914].

Début juin encore, Trotski ne donnait toujours aucun signe de sa détermination à se battre à l'ouest de l'ancien Empire russe. Pas plus qu'à l'est, d'ailleurs. Il se rendait bien compte que dans n'importe quel pays d'Asie un coup d'État à la mode soviétique compliquerait la situation géopolitique de la Russie. Les Britanniques ne resteraient pas les bras croisés. L'Azerbaïdjan, récemment conquis par l'Armée rouge, posait lui-même un problème à Moscou. Les expéditions militaires devaient être différées, excepté pour servir de leurre et de moyen de pression dans les négociations avec le Royaume-Uni[915].

Le 10 juin, les Rouges parvinrent à reprendre Kiev et Pilsudski fut contraint de battre en retraite. La question était désormais de savoir quelle action envisager ; Trotski, semblait-il, s'opposait à une guerre offensive contre la Pologne[916]. Indiscutablement, il éprouvait beaucoup d'appréhension, concernant l'aspect militaire plus que politique. Il connaissait le degré de fatigue de son armée et doutait fort qu'elle ait l'énergie physique et les capacités matérielles pour envahir la Pologne. Staline, craignant que Wrangel en Crimée n'exploite cette situation stratégique, s'aligna sur la position de Trotski. D'autres dirigeants bolcheviques furent encore plus directs. Radek, notamment, se montrait sceptique sur la résistance des ouvriers polonais face aux revendications patriotiques. Mais Lénine insistait pour pousser jusqu'à la frontière et tenter de prendre Varsovie. Une fois sa décision prise, Trotski montra autant de volonté à la mener jusqu'au bout. Les écrits et discours des chefs du Parti sont assez discrets sur le véritable objectif de cette campagne. Les bolcheviks ne laissèrent jamais paraître la moindre intention de continuer sur Berlin après

Varsovie. Pas une seule fois, leurs dirigeants ne reconnurent publiquement qu'ils voulaient « soviétiser » l'Europe centrale. Ils savaient combien ce mot pouvait déplaire à des millions de Polonais.

Les Britanniques se posaient en médiateurs entre la Russie et la Pologne. Le ministre des Affaires étrangères, lord Curzon, qui s'attendait manifestement à une prolongation de la débâcle polonaise, voulait arrêter la progression de l'Armée rouge. Réuni le 17 juillet, le Comité central bolchevique rejeta les ouvertures de paix. On demanda à Trotski de rédiger une proclamation annonçant une longue campagne[917]. Au Deuxième Congrès du Komintern, qui s'ouvrit le 19 juillet à Petrograd, l'humeur était joyeuse. Zinoviev et Lénine expliquèrent que le monde tournait autour d'un nouvel axe. On accrocha au mur une carte piquée de petits drapeaux pour indiquer l'avance des troupes de l'Armée rouge. Les responsabilités militaires de Trotski ne l'empêchèrent pas de faire une brève apparition. Il demanda la création de partis communistes dans tous les pays et annonça que le gouvernement polonais d'Ignacy Paderewski avait entamé des pourparlers de paix[918]. Le Congrès établit des règles stipulant que tous les partis membres devraient se conformer aux mêmes principes d'organisation que le parti communiste russe. Trotski avait déjà regagné son train pour rejoindre les combats. Le 23 juillet, le front ouest recevait de Mikhaïl Toukhatchevski, le commandant en chef des forces soviétiques, l'ordre de traverser le Boug et d'amener l'armée polonaise à la défaite totale. La direction du parti bolchevique instaura un Comité révolutionnaire provisoire polonais (TKRP) qui rédigea des décrets sur les terres, l'industrie et la sécurité.

Le TKRP devait s'établir à Varsovie. Au nombre de ses membres figuraient Félix Dzerjinski et Józef Unszlicht.

Lénine harcela commandants et commissaires pour qu'ils fomentent une révolte des ouvriers et paysans polonais, lettons et estoniens : c'était sa version de la « guerre révolutionnaire ». Au cours d'une séance, il griffonna une note, adressée à Sklianski : « Prenez des mesures militaires, c'est-à-dire essayez de punir la Lettonie et l'Estonie d'une façon militaire, par exemple, en [...] avançant jusqu'à huit cents mètres après la frontière ; là, vous enverrez se balancer au bout d'une corde entre une centaine et un millier de leurs bureaucrates et riches bourgeois[919]. » Il en rajoutait : le Comité révolutionnaire polonais devait pousser les paysans à s'emparer des grandes propriétés, au moins en partie, au fur et à mesure de l'avance des Rouges[920]. Les « propriétaires » et les « koulaks » devaient être impitoyablement écrasés. D'un ton péremptoire, il s'adressa à ses commissaires : pourquoi ne soulevaient-ils pas les paysans[921] ? Il harcelait constamment l'Armée rouge : « Si le département militaire ou le commandant suprême *ne refuse pas* de prendre Varsovie, alors *Varsovie doit* être pris. » Il ne voulait pas entendre parler de trêve, pure « idiotie » à ses yeux[922].

Trotski et Staline furent à peu près les seuls à être dispensés de ces messages sauvages, car Lénine savait ce qu'ils étaient capables d'obtenir de l'Armée rouge. Les grands trophées, Varsovie et Berlin, brillaient devant eux et l'optimisme de la direction générale du Parti prenait une dimension religieuse. L'Europe centrale tournait au communisme. Au Deuxième Congrès du Komintern, emportés

par un vent d'enthousiasme, des dizaines de délégués étrangers furent renvoyés dans leur pays d'origine avec pour mission d'y créer des troubles. L'Italie et la Tchécoslovaquie seraient peut-être les deux prochains pays à faire l'expérience d'une révolution.

L'Armée rouge poursuivant son avance, Trotski proclama sa volonté de se lancer dans la « guerre révolutionnaire », qu'avec d'autres bolcheviks il envisageait de mener en 1918, avant la signature des accords de Brest-Litovsk. Les procédés classiques, comme les conquêtes territoriales, ne constituaient qu'une partie de leur stratégie. Les Rouges prévoyaient d'obtenir le soutien des ouvriers, des soldats et des paysans. Ils espéraient commencer par la Pologne et poursuivre avec l'Allemagne. Contrairement à leurs prédécesseurs, ils étaient impatients de recevoir l'accueil chaleureux qu'on leur réserverait à mesure de leur progression. Les articles et discours de Trotski résonnaient comme un roulement de tambour, accompagnant la fin des prêtres et des propriétaires terriens polonais. Il appelait les « masses » à se soulever contre l'oppresseur national. Il s'en prenait au gouvernement de la Pologne et aux commandants en chef de l'armée polonaise, les accusant de n'être qu'un contingent de première ligne à la solde des grandes puissances mondiales du capitalisme. Derrière chaque geste de Pilsudski, il voyait, disait-il, la main de Paris et celle de Londres. Il pensait foncièrement que l'Europe était la poudrière de la révolution. L'Armée rouge n'avait qu'à craquer une allumette et tout le continent flamberait. Toute sa vie, il penserait de même – en 1940, il serait même persuadé que les paysans finlandais accueilleraient Staline comme un libérateur[923].

Les gouvernements et la presse européenne reconnaissaient que si la Pologne tombait, les mesures prises à la Conférence de la paix à Paris, élaborées au cours des douze mois précédents, s'effondreraient comme un château de cartes. Il ne s'agissait pas simplement de conquêtes. Lénine voulait réaliser une alliance des communistes allemands avec l'extrême droite. À Berlin, les corps francs de Wolfgang Kapp avaient tenté un coup d'État en mars. Lénine prévoyait de réunir tous les groupes anti-Versailles en une coalition irréductible pour libérer l'Allemagne de son assujettissement. Ensuite, prédisait-il, l'extrême gauche et l'extrême droite solderaient l'affaire en se battant l'une contre l'autre[924] , mais l'Armée rouge, après avoir balayé le territoire polonais, se rendrait disponible pour les dirigeants communistes allemands. La « soviétisation » serait entreprise de manière systématique. L'enjeu de la guerre russo-polonaise de 1920 n'était autre que le destin politique et idéologique des pays du centre et de l'ouest de l'Europe.

Les Rouges suivirent leurs plans : en prenant Bialystok, le Comité révolutionnaire polonais nationalisa huit usines. Le rouble fut déclaré monnaie locale. On procéda à l'inspection des banques avant de les exproprier et les ouvriers arrivèrent en priorité pour recevoir des denrées alimentaires[925]. Trop occupé pour se mêler d'administration civile, Trotski laissa ces tâches à Dzerjinski et à Julian Marchlewski, tous deux membres du TKRP. Il soutenait toujours qu'ils étaient contraints de faire cette campagne militaire, qu'il s'agissait d'une « guerre qui [leur] était imposée[926] » – ce qui était loin de la vérité. Certes, Pilsudski avait envahi l'Ukraine, mais dès qu'il avait commencé à battre en retraite, les Rouges

avaient délibérément ignoré ses demandes d'armistice.

L'Armée rouge entra en Pologne sur deux fronts en même temps. Kamenev, son commandant en chef suprême, et Trotski étaient en contact étroit. Au nord, avec toutes ses troupes tournées vers Varsovie, se trouvait Mikhaïl Toukhatchevski. Au sud, Alexandre Jegorov visait Lwów. La stratégie était modifiée à mesure qu'arrivaient les rapports mentionnant la progression rapide des deux commandants. Étant donné le caractère soudain des succès militaires des Rouges, aucun plan général n'avait pu être élaboré et Trotski devait communiquer régulièrement avec Moscou pour prendre les dispositions adéquates afin de vaincre Pilsudski. Jegorov reçut l'ordre d'interrompre sa marche vers l'ouest et de prendre la direction du nord, afin de rejoindre Toukhatchevski. Mais Staline ne l'entendait pas ainsi : il était responsable du Comité militaire révolutionnaire dans le secteur sud et l'on savait depuis longtemps qu'il ne tenait pas compte des ordres du Politburo, ni du commandement suprême. En avançant sur Lwów Jegorov eut soudain la perspective d'une action glorieuse, pour lui comme pour Staline ; après Lwów, ils pourraient peut-être continuer sur la Tchécoslovaquie et la Hongrie. En tout cas, il n'était pas du tout certain que Jegorov puisse rejoindre Toukhatchevski pour l'offensive prévue[927].

Trotski exigea une adhésion totale à la stratégie du commandant suprême. Pilsudski avait regroupé son armée de l'autre côté de la Vistule après Varsovie. Les Polonais se battaient pour leur indépendance et leur religion. Pour tous ou presque, les Rouges étaient leurs ennemis de toujours, vêtus cette fois d'uniformes révolutionnaires. Pilsudski déploya ses

troupes d'une manière très classique, mais les Rouges, épuisés par la campagne et privés de denrées alimentaires de base, ne pouvaient donner leur maximum. Les hostilités débutèrent le 13 août. Les jours se succédèrent avec des affrontements, qui mirent les deux camps à rude épreuve. Le 25, la défaite rouge était consommée. L'armée soviétique dut battre en retraite. Les Polonais jubilaient : ils avaient arraché leur patrie, et les autres nations d'Europe centrale, des griffes de Lénine, de Trotski et de la « soviétisation ».

Tiré d'affaire

La Neuvième Conférence du Parti se tint à Moscou moins d'un mois après la défaite soviétique en Pologne. Lénine et Trotski tombèrent d'accord : quelqu'un d'autre qu'eux devait en endosser la responsabilité. L'indiscipline de Staline fut la bienvenue. Durant toute la guerre civile, Lénine l'avait protégé de la colère de Trotski. Mais il avait lui-même commis une énorme bourde en préconisant l'invasion de la Pologne. Staline était donc un bouc émissaire tout trouvé.

Lénine reconnut que le Politburo avait fait un mauvais calcul en rejetant la proposition de paix de lord Curzon et en prenant la « soviétisation » de la Pologne et de l'Allemagne pour une formalité. La vague de patriotisme des Polonais les avait atteints par surprise[928]. Trotski adopta une position légèrement différente, laissant entendre que le Politburo s'était trouvé dans l'obligation de vérifier si le moment était venu de déclencher la révolution socialiste en Europe :

Pourquoi ne sommes-nous pas entrés dans Varsovie ? Parce que, camarades, ce n'était pas aussi simple. Et si nous avons procédé de cette façon, c'est pour la raison donnée par le camarade Lénine dans son rapport. Cette raison était assez sérieuse, et maintenant, en revenant sur les événements pour juger du bien-fondé ou non de notre action, on peut se poser la question suivante : les journées de Juillet [1917] et la révolution de 1905 ont-elles été des erreurs ? Il s'agissait ici d'une opération de grande envergure pour tester l'ennemi. Personne ne pouvait prévoir à quel moment il fallait s'arrêter, et l'on peut dire aujourd'hui que cette expérience ouvre la voie à une autre, plus heureuse[929].

Trotsky ne céda pas : la décision d'envahir la Pologne était justifiée. Puis il passa aux attaques personnelles : « Je dois dire ici que le camarade Staline a sapé mon travail et celui du Comité central[930]. » Lénine se rangea de son côté. Staline, affreusement humilié, exigea un droit de réponse et le lendemain, il rappela qu'il avait exprimé des doutes sur cette campagne avant même le lancement de l'offensive[931].

Tandis que l'on envoyait l'armée soviétique vers le Sud, sur le front tenu par le baron Wrangel, le Politburo se montra prudent vis-à-vis des Polonais. Lénine estimait qu'il ne fallait pas exagérer les risques encourus. Il avait appris d'Adolf Ioffé, qui avait conduit les pourparlers de paix à Riga avec les diplomates polonais, que Varsovie craignait une reprise des hostilités encore plus que Moscou. Il n'hésita pas à demander à Trotsky l'anéantissement de la dernière armée blanche en Crimée[932]. Les négociations avec les États baltes étaient en cours. L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie avaient reçu l'assurance que le Kremlin n'avait pas l'intention de porter atteinte à leur indépendance. Pour les Soviétiques, la clé de la sécurité internationale était un compromis avec le Royaume-Uni : les dirigeants bolcheviques étaient certains que la Grande-Bretagne et la France étaient à l'origine de l'invasion polonaise en Ukraine, mais, ils ne l'ignoraient pas, la Russie soviétique avait besoin d'aide pour relancer l'économie du pays. Lénine et Trotsky vantèrent les avantages, pour les pays occidentaux, à accéder de nouveau aux ressources naturelles de la Russie. En retour, le Politburo achèterait de l'équipement industriel et mettrait à jour sa technologie. Kamenev fut chargé de se rendre à Londres pour négocier une entente commerciale. La bataille de la Vistule s'étant soldée par une

défaite écrasante, le Politburo devait trouver le moyen de garantir au pays un moment de répit.

Même si les critiques, au cours de la Conférence, restaient modérées, l'hostilité envers Trotski était largement perceptible. Le Glavpolitpout, parce qu'il tenait le Parti et le gouvernement à l'écart des discussions concernant les transports, agaçait les vétérans du bolchevisme. Les arguments de Trotski pour imposer une discipline militaire dans la gestion du chemin de fer ravivèrent les commentaires désagréables sur ses manières de dictateur, mais du moment qu'il avait le soutien de Lénine, il ne s'en émeuvait pas. Pourtant, le 29 septembre, il y eut au Comité central un tel assaut de réflexions négatives qu'il perdit son sang-froid et donna sa démission des transports. Le Comité la refusa et promit que l'incident ne se reproduirait pas[933]. Staline, toujours sous le coup des accusations portées contre lui à la Conférence du Parti, était absent et au début du mois, le Politburo avait accepté sa demande de quitter le Conseil militaire révolutionnaire de la République[934]. Maintenant c'était Trotski qui menaçait de partir[935]. Lénine avait déjà un grincheux dans l'équipe, il ne pouvait pas se permettre d'en voir bouter un autre. Personne ne contestait les lourdes charges assumées par Trotski. Mais l'important, c'était qu'après deux ans de tribulations à bord de son train, il en connaissait plus sur les transports que n'importe qui d'autre en Russie. Il était donc beaucoup trop précieux pour qu'on l'autorise à démissionner[936].

Malheureusement pour Lénine, Trotski n'avait pas renoncé à transformer les syndicats en organisations contrôlées par l'État. Il en parla au Comité central du 8 novembre : la

révolution resterait menacée tant que les syndicats garderaient leurs droits et leurs fonctions d'autrefois. Cette opinion était ridicule et exagérée : syndicats ou pas syndicats, les ouvriers mettaient le régime en cause et les mouvements de grève s'étendaient de ville en ville. La militarisation du travail et le contrôle des syndicats étaient à ce moment-là des provocations inutiles[937].

Dans l'impossibilité de parvenir à un compromis, Lénine et Trotski finirent par s'affronter ouvertement. Le Comité central vota : Lénine obtint le plus grand nombre de voix. Trotski réagit de la même façon que Lénine lors du débat sur Brest-Litovsk : au lieu d'accepter la décision du Comité central, il l'attaqua de front. C'était son droit le plus strict en tant que membre du Parti, et il ne manqua pas de le souligner. Contrairement à Lénine, il ne tenta pas de ruser et entreprit une argumentation schématique, rejetant assez rudement des objectifs comme l'« auto-activité du prolétariat ». Selon lui, le devoir des ouvriers était de faire ce qu'on leur disait. Alors que Lénine calculait comment contrôler en douce les syndicats, Trotski faisait sonner tambours et trompettes. La révolution d'Octobre avait instauré un État ouvrier. La politique du Sovnarkom favorisait les intérêts du prolétariat. Les syndicats ne défendaient que certains secteurs de la classe ouvrière, tandis que le gouvernement la protégeait dans son ensemble. Donc, logiquement, l'étatisation du mouvement ouvrier s'imposait. Autrement les syndicats entretiendraient les doléances des travailleurs malgré l'effondrement de l'économie, pour le plus grand dommage de la production industrielle. Les conflits se multiplieraient au point que le redressement des usines et des mines serait indéfiniment

reporté[938].

De grands rassemblements furent organisés par les membres du parti bolchevique. Évidemment, Trotski créa aussitôt des divisions. C'était sûrement pour lui source de plaisir. Mais son sens de la tactique politique se perdait dans l'ivresse oratoire et la pensée schématique. Le 9 décembre 1920, il demanda au Comité central d'être relevé de ses fonctions de commissaire du peuple aux Transports, poste qu'il occupait depuis mars. Officiellement, il invoqua un excès de travail aux Affaires militaires : en réalité, il voulait disposer de toute sa liberté pour se lancer dans l'affaire des syndicats[939]. Le Comité central convoqua un nouveau congrès en février 1921. Quinze jours plus tard, en pleine controverse, il en reporta la date au mois de mars, et annonça un débat ouvert sur la question syndicale[940].

Trotski aimait trop la discussion pour se soucier de ses conséquences. Quand il ne se trouvait pas dans son train, il prononçait des discours enflammés. Boukharine créa un groupe tampon pour neutraliser la violence des factions, avec pour seul résultat d'agacer Lénine et Trotski. Alexander Chlyapnikov et l'Opposition ouvrière se lancèrent à leur tour dans le débat : ils exprimèrent leur opposition à Lénine et à Boukharine, mais réservèrent les critiques les plus acerbes à Trotski. Les centralistes démocratiques s'en mêlèrent et le Parti tout entier se trouva emporté dans un tourbillon de polémiques. Il n'y avait que les trotskistes et l'Opposition ouvrière pour croire que la question des syndicats était la priorité à l'ordre du jour. Mais Trotski avait eu les débats qu'il voulait. Les bolcheviks tombèrent dans le piège du factionnalisme au moment même où le Politburo devait

affronter mutineries, grèves et révoltes paysannes. Les membres du Parti qui considéraient cette « discussion » comme un moyen de faire diversion perdaient leur temps. Lénine en faisait partie. Il avait critiqué Staline après la guerre russo-polonaise. Maintenant c'était au tour de Trotski de se trouver sous le feu de ses invectives. Heureusement pour Lénine, Staline acceptait de nouveau de coopérer et ce fut lui qui organisa la faction léniniste pendant toute la durée de la controverse sur les syndicats.

Si Trotski prit part à d'autres débats, sur des sujets différents, il n'y mit pas le même zèle. Un nouvel examen de la politique agricole était en cours et, en décembre, au Huitième Congrès des soviets, Lénine reprit l'idée avancée sans succès par Trotski en février, d'offrir une récompense matérielle aux paysans aisés qui augmenteraient leur production. Cette fois, ce fut contre lui que les délégués s'insurgèrent[941]. Trotski aurait pu crier victoire, mais il était trop plongé dans les discussions syndicales pour y penser. Entre-temps, la pénurie alimentaire s'aggrava. Il fallait trouver une solution radicale contre la famine qui menaçait les grandes villes. Pis encore pour le gouvernement : les révoltes paysannes s'intensifièrent. Les moujiks de l'Ukraine, de l'Oural et de la Volga se liguèrent contre les bolcheviks et, au début de l'année 1921, le Politburo apprit que le soulèvement avait gagné la quasi-totalité de la province de Tambov, près de la Volga.

Le 2 février, au Politburo, Lénine relança la question agraire. Quatre jours auparavant, Trotski, accompagné de Zinoviev, avait été envoyé dans l'Oural pour y examiner la situation dans l'industrie. Tous deux avaient interdiction absolue de prendre part à la controverse syndicale au cours de

leur déplacement[942]. La situation économique exigeait l'unité en même temps que des mesures décisives. Lénine reprocha au commissariat du peuple au Ravitaillement d'envenimer les relations avec les paysans. Boukharine se rangea de son côté. Leurs arguments portèrent, et l'on convint que la priorité serait donnée à l'aide aux paysans. Kamenev et Evgueni Preobrajenski furent chargés de préparer un projet avec de nouvelles propositions. Les absents, Trotski notamment, devaient être consultés par téléphone[943]. La direction passa les jours suivants sans savoir sur quel pied danser. Le 8 février, quand le Politburo se réunit de nouveau, Boukharine était retenu ailleurs, et Trotski et Zinoviev encore dans l'Oural[944]. Après avoir entendu un rapport du commissariat du peuple à l'Agriculture, Lénine réfléchit à quelques « vagues thèses préliminaires concernant les paysans[945] ». Le système de réquisition des céréales serait remplacé par un impôt en nature. Les paysans se retrouveraient avec un excédent qu'il leur serait loisible de vendre. Ces grands principes constituèrent la base de la Nouvelle politique économique (NEP), et le Politburo créa un groupe de travail, sous la direction de Kamenev, pour en élaborer les détails[946]. Présents ou absents, tous les membres étaient unanimes sur la nécessité d'une réforme.

Trotski et Zinoviev revinrent à temps pour assister à l'examen du projet de Kamenev, le 18 février[947]. On décida de publier un manifeste annonçant les changements profonds prévus dans la politique de l'État. Trotski ne fut pas vraiment tenu à l'écart, mais ses talents d'écrivain ou d'orateur ne furent pas sollicités – ce qui représentait déjà un événement inhabituel. Le Politburo en bloc marquait là une rupture avec

des mesures économiques en vigueur depuis le début de la guerre civile ou même avant. Il fallait l'approbation du Dixième Congrès du Parti, qui devait avoir lieu prochainement. Ensuite, le programme législatif serait finalisé et communiqué au pays par voie de presse.

Une semaine plus tard, Trotski s'étonna de ce que Lénine, l'architecte de la Nouvelle politique économique, ait pu en 1920 le traiter de partisan du libre-échange et d'utopiste[948]. En privé, il se risqua même à dire que le Politburo ne faisait qu'appliquer les idées que lui-même avait suggérées un an auparavant. La NEP allait cependant bien plus loin : plutôt que d'amender ou d'améliorer le communisme de guerre, elle y mettait fin, purement et simplement. Peut-être était-ce un moyen pour Trotski de ranimer son courage. Vers la fin du mois de février, il devenait évident que ses théories sur la question syndicale n'obtiendraient pas la majorité au Congrès du Parti. Il avait parcouru d'un bout à l'autre la Russie européenne et l'Ukraine. Ses partisans, Preobrajenski, Serebryakov et Krestinski, étaient membres du secrétariat. Il avait soutenu ses arguments avec force et perspicacité. De son côté, Lénine était resté à Moscou, comptant sur Zinoviev pour prendre la route et aller défendre sa position à sa place. La *Pravda* avait publié les diverses argumentations avec assez d'impartialité pour que le Parti se forge sa propre opinion. Et malgré les efforts intenses qu'il avait déployés pendant plusieurs semaines, Trotski avait perdu. À force d'insister sur la gravité de la situation économique, il avait empêché le Parti de se pencher sur l'étude d'une solution pratique ; et pendant ce temps-là, la crise politique et sociale qui menaçait leur existence se

développait inexorablement.

L'échec de Trotski n'augurait pas d'une atmosphère sereine au Dixième Congrès, qui s'ouvrit le 8 mars. Personne ne savait comment les bolcheviks réagiraient à la Nouvelle politique économique. Le commerce international était un autre sujet crucial. Lénine voulait que le Congrès approuve l'octroi de concessions à des sociétés privées étrangères dans le secteur industriel. Enfin, la révolution internationale serait un autre objet de débat. La mission fondamentale du Komintern était de guetter les occasions d'imposer le communisme à l'Europe et à l'Amérique du Nord. Après la guerre russo-polonaise, la tâche deviendrait particulièrement ardue, car Lénine et Trotski espéraient signer des accords commerciaux avec le Royaume-Uni et d'autres grandes nations commerçantes. Restait la question nationale dans la situation d'après-guerre. Un débat s'imposait, pour que le Parti se positionne à la fois sur la question russe et sur celle des autres peuples des républiques soviétiques.

Malgré cette masse de sujets délicats à traiter, le Congrès se déroula plutôt dans le calme. La raison était simple : pendant une semaine, se succédèrent des événements qui menaçaient le régime. Le 2 mars, après plusieurs soubresauts préliminaires, une mutinerie éclata parmi les marins de la garnison de Cronstadt. Exaspérés par la direction du Parti qui refusait de prêter l'oreille à leurs revendications, ils arrêtaient les commissaires bolcheviques. Ils n'acceptaient pas la réquisition des céréales, ni les détachements de soldats qui empêchaient les gens d'apporter des produits agricoles en ville pour les revendre sous le manteau. Ils rejetaient l'autorité des commissaires nommés par le pouvoir et dénonçaient la

pauvreté et la maladie qui envahissaient la Russie et l'Ukraine. Ils ne voulaient plus être dirigés par un seul parti et réclamaient des élections. Si elle cédait, la direction centrale du Parti scierait la branche sur laquelle s'appuyait sa dictature. Les représentants officiels furent envoyés dans les glaces du golfe de Finlande pour calmer les mutins, mais ils furent aussitôt arrêtés par les marins en révolte qui instituèrent un comité révolutionnaire.

Trotsky fut directement impliqué dans les délibérations relatives à la mutinerie de Cronstadt. En tant que commissaire du peuple aux Affaires militaires, il était en contact régulier avec le commandement de la flotte de la Baltique. Compte tenu de son expérience passée, il tenait pour certain que tout complot avait ses racines à l'étranger[949]. Sur ce point, il rejoignait l'opinion des autres dirigeants bolcheviques.

Le 5 mars, libéré du problème syndical, il déclara à la direction du Parti que fermer les yeux sur l'affaire de Cronstadt pourrait coûter cher. Aucun plan n'avait encore été défini pour mater la révolte des marins et l'on n'avait toujours pas infiltré d'agents soviétiques : il fallait réagir d'urgence[950]. Trotsky chargea le commandant en chef suprême de l'Armée rouge, Sergueï Kamenev, d'organiser la répression, sous la direction de Toukhatchevski[951]. Cinq jours plus tard, il n'était toujours pas plus rassuré. Il reprocha aux membres du Comité central de n'avoir pas mesuré le danger, oubliant qu'il avait lui-même détourné leur attention des signes avant-coureurs de la révolte. Avec la fonte des glaces au printemps, disait-il, les mutins seraient en mesure de communiquer avec l'étranger. Des « mesures exceptionnelles[952] » s'imposaient. C'était le langage qu'il

avait tenu au moment de la guerre civile. Plus tard, il s'arrangea pour occulter ce qu'il avait dit et fait à propos de Cronstadt. Et il ne fut pas le seul : la direction, unanimement, garda le silence sur les délibérations et les décisions prises ensemble. Lui-même en fit juste un peu plus que les autres, en tant qu'artisan de la répression et de l'exécution des mutins. Par la suite, quand il prononcerait le mot de démocratie, cet épisode de son passé viendrait peser lourdement[953].

En s'adressant à la presse étrangère pour commenter les actes de mutinerie, il proféra un certain nombre de mensonges, affirmant que ce n'étaient pas les mêmes marins qui avaient aidé les bolcheviks à prendre le pouvoir en 1917. Ceux de 1921 étaient des éléments « occasionnels », des conscrits de dernière heure pleins d'amertume à l'égard du socialisme. Pour les discréditer complètement, il les accusa d'être à la solde des officiers de l'armée blanche. Son admiratrice américaine Louise Bryant fut trop heureuse de répercuter sans scrupule ses explications comme une vérité absolue[954].

À l'ouverture du Dixième Congrès, Lénine entonna la litanie des erreurs commises pendant le conflit russo-polonais au nom de la politique économique en temps de guerre. Il condamna la mutinerie de Cronstadt, qu'il qualifia de « contre-révolution de petits bourgeois » plus dangereuse que les offensives des armées blanches. Il promit que les révoltes paysannes seraient sévèrement réprimées et dénonça l'appel de l'Opposition ouvrière à une consultation des ouvriers et des paysans comme « une déviation syndicaliste ou semi-anarchiste » du bolchevisme. Il défendit vigoureusement la NEP et maintint que, si l'on voulait la reprise économique, il fallait accepter des

concessionnaires étrangers dans l'industrie soviétique, même si cela revenait à céder toute l'industrie du pétrole. Ses déclarations auraient pu aussi bien sortir de la bouche de Trotski. Il se contenta d'effleurer la question syndicale, et son rapport fut approuvé à une majorité écrasante. Au beau milieu des débats, fut lancé un appel à volontaires : il s'agissait de se rendre plein nord, à Petrograd, renforcer le contingent qui s'apprêtait à écraser la révolte des marins de Cronstadt. Trotski fut absent de Moscou pendant la plus grande partie du Congrès – à son grand soulagement peut-être. Toukhatchevski et la septième armée traversèrent les glaces, les instigateurs de la mutinerie furent arrêtés et envoyés dans des camps de travail, tandis que les marins étaient redéployés dans d'autres unités du secteur naval. La résistance fut impitoyablement réprimée et Trotski se déclara satisfait du travail de Toukhatchevski.

Lorsque, le 14 mars, la question syndicale revint à l'ordre du jour devant le Congrès, elle ne déclencha qu'un débat superficiel : l'Opposition ouvrière et les centralistes démocratiques bouillaient de colère, mais leur cause était perdue d'avance, et ils le savaient. Avant même le retour de Trotski, la politique de Lénine était donnée gagnante. Trotski rappela qu'il avait proposé une réforme économique l'année précédente et que celle-ci, malgré son contenu précurseur, avait été violemment rejetée. Il critiqua aussi la motion du Comité central sur les syndicats, qu'il ne trouvait pas assez claire, et s'éleva violemment contre Lénine qui l'accusait de rompre la discipline du Parti. Envolées verbales qui retombèrent aussitôt lancées. Lui qui avait passé quatre mois à démontrer par tous les moyens que seules ses propositions

pouvaient sauver la situation, il ne tenta rien pour les défendre. Il se consola en affirmant que la résolution du Congrès sur les syndicats ne tiendrait pas un an.

Lorsqu'ils passèrent au vote pour le renouvellement du Comité central, Trotski n'arriva qu'en dixième position[955]. Zinoviev, avec qui il n'avait cessé de polémiquer au cours de leurs déplacements, s'en tira encore moins bien. D'une manière générale, Lénine et son groupe avaient triomphé. Ils réduisirent le nombre des partisans de Trotski à la direction centrale du Parti : si Trotski lui-même demeurerait intouchable, ses amis ne l'étaient plus. Evgueni Preobrajenski, Léonide Serebriakov et Nicolas Krestinski perdirent leur siège au Comité central, à l'Orgburo et au secrétariat. Krestinski dut aussi quitter le Politburo. Les représailles auraient pu être plus dures, mais Lénine conseilla la modération. Khristian Rakovski et Karl Radek conservèrent donc leur siège. Alors que l'année précédente, Trotski avait contribué à clouer Staline au pilori, il lui donnait maintenant l'occasion de rentrer en grâce. S'il était déconcerté, il le cacha bien. Après l'élection du Comité central, le Congrès passa rapidement à la ratification de la politique du Politburo sur le commerce international. À la clôture des débats, Lénine condamna l'Opposition ouvrière. Karl Radek, l'ami de Trotski, exprima son inquiétude : ce genre d'intolérance risquait de s'étendre à d'autres éléments du Parti.

Cette remarque ne manquait pas de perspicacité ; pourtant Trotski ne semblait pas comprendre. Ses pensées étaient ailleurs. Habitué au pouvoir et aux applaudissements, il s'était ridiculisé avec la question syndicale. Seule l'affaire de Cronstadt l'avait sauvé. À lui maintenant de prouver une fois

encore sa valeur pour le Parti et pour l'avenir de la révolution d'Octobre.

Querelles autour de la réforme

Le Dixième Congrès du Parti ressemblait à un navire-hôpital réservé à des malades en quarantaine, mais pour la plupart incurables. Certes, Lénine avait introduit des procédures capables de remédier aux grands maux dont souffrait l'économie et de prévenir la contamination par l'Opposition ouvrière ; il avait cautérisé les blessures de la « controverse syndicale ». La mutinerie de Cronstadt avait renforcé la cohésion des congressistes. Cependant, très vite il apparut qu'en dépit des soins apportés, la guérison complète était encore loin.

Sitôt après la répression de la révolte de Cronstadt, la Nouvelle politique économique se retrouva au cœur de l'actualité. À Moscou comme dans les provinces, les dirigeants bolcheviques examinèrent les différentes mesures et s'en montrèrent, du moins pour beaucoup, très insatisfaits. La NEP était donc une pomme de discorde, mais ce n'était pas la seule. L'appel à des concessionnaires étrangers soulevait également bien des objections. Diffuses pendant le Congrès, les critiques augmentaient de plus en plus, tandis que la signature de traités commerciaux avec les pays étrangers était mieux acceptée. Kamenev y avait fait allusion à la fin du Congrès, en prenant bien soin d'insister habilement sur les obligations des révolutionnaires dans un monde de puissances capitalistes. Il s'arrangea même pour passer sous silence que le traité commercial anglo-soviétique devait être signé ce jour-là —,

preuve que le Politburo s'inquiétait de la réaction du Parti. À cela s'ajoutait l'aigreur persistante de l'Opposition ouvrière et des centralistes, qui voyaient se réduire inexorablement la liberté de défendre leurs idées. Lénine pouvait se faire du souci : il n'avait réussi qu'à appliquer un emplâtre sur la blessure infligée au Parti par cette accumulation de désaccords stratégiques.

L'une de ses rares consolations, à cette époque-là, lui venait de sa connivence avec Trotski, car sur tous ces points, ils étaient d'accord. Et puis, le commissaire du peuple avait renoncé à son obsession sur la question des syndicats. Il n'avait pas changé d'avis ; mais les syndicats ne lui paraissaient pas au cœur du problème, et ses pensées étaient désormais tournées vers le redressement de l'économie. Il continuait de considérer que les syndicats étaient une « institution sans vie » tout juste bonne à entraver la reprise, mais il finit par reconnaître que Lénine avait raison de dire que « les masses ne le tolérer[aient] pas ! ». Pourtant en quelques mois sa proposition d'intéresser les syndicats à la structure étatique était devenue une réalité. Il jugea néanmoins que c'était perdre son temps que de le faire remarquer, sauf au détour d'une lettre de sa correspondance privée, quand on le provoquait[956]. Cette façon de garder le silence en public n'était pas nouvelle : au moment de la discussion sur Brest-Litovsk en mars 1918, voyant qu'il n'aurait pas le dessus, il avait immédiatement cessé de répéter son slogan « ni guerre, ni paix » – de plus, cette fois-là, il s'abstint de dire par la suite que Lénine avait eu tort. Manifestement, il savait mettre en veilleuse ses dons de logique et d'invective.

À la fin du mois, une autre affaire rapprocha les deux

dirigeants. Depuis quelques semaines, la direction du Komintern préparait un coup d'État à Berlin – un projet audacieux et peu réaliste, condamné de toute façon par la médiocrité de sa préparation et de sa mise en œuvre. Zinoviev et Radek en étaient les principaux instigateurs. Il n'y eut aucune consultation préalable du Politburo à Moscou. Ni Lénine ni Trotski ne furent mis dans le secret. Radek et Zinoviev se lancèrent dans cette opération tête baissée, en envoyant Béla Kun établir un contact au nom du Komintern avec le parti communiste allemand (le KPD). Avec son caractère énergique et le mandat de Moscou, Kun décida de passer outre les objections du président du KPD, Paul Levi, et de s'adresser aux camarades dirigeants, impatientes de tenter un putsch sans se soucier de ses chances de réussite. Le gouvernement allemand envoya l'armée contre les grévistes. Les insurgés communistes étaient bien inférieurs en nombre. Le 31 mars, la direction centrale du parti allemand dut admettre la défaite et mettre un terme à ce que l'Histoire retiendrait comme l'« Action de mars ».

Cette opération était un désastre. Trotski et Lénine explosèrent de colère face à l'incompétence de ses instigateurs soviétiques et de leurs comparses allemands. Des mots très durs furent échangés derrière des portes closes. Trotski parlait d'aventurisme dangereux. Par ailleurs, Kun l'agaçait en l'accusant partout d'être en désaccord avec Lénine sur l'insurrection de Berlin[957]. Zinoviev et Radek aggravèrent encore la situation en essayant de négocier les mesures prises à l'égard du Komintern. Selon Trotski, c'était offrir à Kun une occasion supplémentaire de semer la discorde[958]. La réalité, c'était que Zinoviev, Radek et Kun avaient présidé à

une débâcle. Trotski prétendait que le « bloc » gouvernant l'Allemagne n'était pas à l'époque dans un tel désarroi qu'il ne puisse gérer un passage difficile. L'économie allemande ne donnait aucun signe de faiblesse, bien au contraire : elle était parvenue à un « équilibre relatif ». Les communistes allemands avaient agi sottement, en formulant des exigences floues qui ne justifiaient pas un coup d'État, et en alertant du même coup la « contre-révolution » sur ce qui se tramait : bref, tout avait été mené de façon déplorable. Paul Levi et d'autres personnalités éminentes de l'aile droite du parti communiste allemand formulaient des critiques similaires. Leur erreur fut de les rendre publiques. Comme Lénine, Trotski était un adepte du centralisme démocratique : débats internes, mais discipline à l'extérieur. Il approuva donc l'exclusion de Lévi pour insubordination.

Trotski montra ses notes concernant l'Action de mars à Radek : ses commentaires lui seraient utiles pour préparer un discours[959]. Ce n'était pas son habitude de procéder ainsi, mais Radek avait été son allié dans la plupart des affrontements depuis 1917, et il ne souhaitait pas que son verdict soulève des objections chez son ami. Il voulait éviter de montrer la moindre division au sein de la direction. De plus, si le rôle des communistes russes dans l'Action de mars était rendu public, la sécurité de la Russie soviétique risquerait d'en pâtir : l'entière responsabilité devait retomber sur le parti communiste allemand, et lui seul. Lénine et Trotski s'unirent pour obliger Zinoviev et Radek à suivre la ligne du Politburo.

Lénine pouvait aussi compter sur son commissaire du peuple aux Affaires militaires pour surveiller l'anticommunisme en Russie, en Ukraine et en Sibérie. Les

acteurs principaux de la mutinerie de Cronstadt avaient été fusillés, et les autres envoyés dans une « colonie disciplinaire » à Oukhta, au fin fond de la Russie septentrionale. C'était le Politburo qui en avait donné l'ordre, à la réunion du 27 avril, en présence de Lénine et de Trotski[960]. Ensuite Trotski s'intéressa personnellement à la province de Tambov, haut lieu de la révolte paysanne. Son protégé, Mikhaïl Toukhatchevski, y fut envoyé au cours de l'été 1921 – et il n'eut aucun scrupule à recourir à la terreur contre les insurgés, ni aucun remords par la suite[961]. La direction centrale se montra peu loquace à ce sujet, et Trotski omit soigneusement de descendre le long de la Volga à bord de son fameux train pour contrôler les opérations ordonnées par Toukhatchevski : les dirigeants communistes ne souhaitaient pas être vus en train de fouler aux pieds les revendications paysannes. Certes, le Politburo voulait obtenir la bénédiction du peuple pour la Nouvelle politique économique, mais la priorité était quand même de terroriser les paysans pour les contraindre à se soumettre. On envoya des unités de cavalerie obtenir par la force un accroissement de la surface ensemencée. La coopération volontaire, ce serait pour plus tard.

Trotski était d'accord avec Lénine sur l'une de ses grandes préoccupations : la nécessité d'attirer les capitaux étrangers. Lénine voulait ouvrir le bassin du Donets à des entreprises venues des grandes puissances économiques, afin de restaurer toute la capacité des mines et des fermes. Trotski, sans hésiter une seconde, donna son aval. Il trouvait « ridicule » de critiquer ces mesures, attitude qu'il attribuait à un « patriotisme » local[962]. Il avait hâte d'obtenir l'aide des

Allemands pour rééquiper l'Armée rouge et reprendre l'instruction, en prévision de guerres futures. Le traité de Versailles ayant limité les effectifs de l'armée allemande et la nature de son réarmement, l'Allemagne cherchait un moyen de contourner l'obstacle ; la Russie était un partenaire potentiel idéal. En avril, les pourparlers secrets entrèrent dans une phase sérieuse. Victor Kopp, ministre plénipotentiaire soviétique à Berlin, confirma par écrit à Trotski que les grands industriels allemands comme Krupp, Albatrosswerk et Blom & Voss étaient décidés à participer au réarmement de la Russie[963]. Trotski s'éloignait de plus en plus de l'idée que la seule voie menant à la reprise et au développement économique passait par la « révolution socialiste en Europe » !

Les membres du Parti furent nombreux à soulever des objections, surtout ceux qui se trouvaient en dehors de Moscou. Le bassin du Donets avait toujours produit de grandes quantités de charbon, de minerai de fer et de céréales ; l'octroi de concessions à des firmes allemandes comme la société Krupp leur donnerait quasiment une autorité de codirigeants sur les ouvriers et une majorité de paysans (qui ne verraient pas d'un bon œil le fait de perdre des terres acquises grâce au décret de Lénine). En outre, l'extraction et le raffinage du pétrole constituaient les seules industries de pointe de l'Azerbaïdjan. Si la société de production de pétrole des frères Nobel devait retourner à Bakou, elle reprendrait le monopole qu'elle avait exercé jusqu'en 1917. La question était maintenant de savoir si c'était pour en arriver là que les bolcheviks avaient soutenu une guerre civile[964].

Lénine et Trotski tinrent bon, animés de la même conviction : une assistance extérieure était indispensable à la

régénération économique du pays et à l'implantation de la NEP. Ils étaient tous deux d'avis qu'il fallait pousser les paysans à commercialiser leurs excédents et à acheter des produits industriels. Le 21 mars, Trotski écrivit en ce sens au commissaire du peuple au Ravitaillement, Alexandre Tsiouroupa : les paysans devaient pouvoir se procurer du matériel agricole. Or les usines soviétiques étaient dans l'incapacité de fournir ce matériel. La seule solution était donc d'importer les technologies étrangères[965]. Tsiouroupa avait mis du temps à se rendre à l'évidence : il fallait renoncer aux réquisitions de céréales. Compétent sur le plan technique, il constituerait un atout pour le gouvernement, pourvu qu'on l'aide à abandonner le communisme de guerre. Beaucoup d'autres dirigeants, à Moscou comme dans les provinces, réagissaient comme lui. L'action de Trotski en faveur d'une aide aux marchés et aux paysans n'était pas très connue, pour la simple raison que ses articles de la *Pravda* traitaient d'autres sujets. D'ordinaire, Trotski n'était pas du genre à blêmir devant la perspective d'une controverse et, s'il laissa à Lénine et Kamenev le soin de débattre publiquement de la défense de la Nouvelle politique agricole, c'est qu'il avait beaucoup à faire dans le domaine militaire.

L'autre raison de sa passivité était son état de santé. Chaque fois que le devoir militaire l'avait appelé, il ne s'était pas ménagé pour écrire des articles, prononcer des discours ou partir sur les routes. Après la guerre russo-polonaise il lui avait fallu quelques mois pour se réadapter à un autre mode de vie. Sa santé en avait pâti, et ne s'améliorait pas. Au printemps de l'année 1921, il était épuisé. Le D^r Guétier, médecin de plusieurs familles du Kremlin, lui prescrivit le

repos complet.

Trotsky n'était pas le seul à prendre un arrêt maladie : Zinoviev avait subi deux infarctus en trois mois (entre mars et mai), Kamenev eut également un problème cardiaque lui aussi et Staline fut terrassé par une appendicite. Boukharine, lui, rentrait tout juste de convalescence[966]. Or ces hommes étaient la colonne vertébrale de la direction centrale du Parti. Lénine endossa la responsabilité stratégique générale, mais sa tâche fut compliquée par une série de mésententes.

Au Comité central, Mikhaïl Tomski était chargé de la coordination avec les syndicats. Il avait été l'un des partisans de Lénine dans la controverse de l'hiver précédent. Hélas pour lui, Alexandre Chliapnikov et l'Opposition ouvrière avaient toujours des partisans au syndicat des ouvriers métallurgistes. Or, dans l'intérêt d'une coopération, Tomski avait accepté quelques petits compromis avec ce syndicat, sans consultation préalable du Politburo. Lénine entra en fureur, au point qu'il exigea son exclusion du Comité central pour délinquance, avec le soutien sans réserve de Dzerjinski[967]. L'atmosphère ne se détendit que lorsque Lénine retrouva son calme ; mais il avait raison : il y avait bel et bien un dysfonctionnement à la direction du Parti. Il fallait restaurer la discipline et la coordination, et confirmer les politiques générales.

L'occasion de défendre la Nouvelle politique économique et de faire le point sur l'Action de mars se présenta au moment de la Dixième Conférence du Parti, en mai 1921. Trotsky était encore trop faible pour y assister. L'Action de mars fit rapidement et facilement l'objet d'un accord ; mais la réforme agraire était un cas beaucoup plus compliqué. Le malaise créé par les concessions accordées aux paysans était très

perceptible dans le Parti. Un grand nombre de bolcheviks, libres de dire à huis clos ce qu'ils avaient sur le cœur, exprimèrent leur frustration et leur dégoût du retour au libre-échange, aux fermages, aux coopératives et aux koulaks[968]. D'autres intervenants se montrèrent plus modérés, comme Preobrajenski, qui avait soutenu Trotski lors de la récente « controverse syndicale ». Preobrajenski était largement favorable à la NEP, à condition de développer une planification centrale[969]. Un autre des amis politiques de Trotski, Youri Larine, se plaignit de l'indifférence qui entourait les besoins de l'industrie à grande échelle[970]. Lénine s'énerva. Il exposa à quel point il était devenu difficile d'assurer seul, de Moscou, la direction du Parti, sans pouvoir compter sur l'adhésion des membres du Comité central à la politique officielle[971]. Il ne lui était encore jamais arrivé de vouloir se faire plaindre, mais cette fois il était désespéré. Sa plaidoirie empreinte d'émotion était une dernière tentative pour ramener à la raison les participants de cette Conférence. Personne, pas même Trotski, n'aurait pu réussir un coup pareil. Tous lui témoignèrent leur respect en ratifiant l'ensemble de ses propositions.

L'absence de Trotski était une chance pour Lénine, car ses sympathies allaient plutôt du côté de Preobrajenski et de Larine. Comme Trotski, Lénine avait hâte de mettre en œuvre une économie planifiée. Cependant, il estimait que les conditions n'étaient pas encore réunies, alors que Trotski ne voyait aucune raison de ne pas prévoir une planification centrale. Lénine repoussait ses arguments ; mais si Trotski avait été en meilleure condition physique, il aurait su convaincre l'assemblée et du même coup tout espoir de contenir les tensions au sein de la direction centrale se serait

envolé.

À son retour, le 8 août, Trotski présenta une communication au Politburo. Il était d'accord avec Lénine pour étendre le secteur privé, au-delà de l'agriculture et du commerce, à l'industrie[972]. Lui aussi souhaitait élargir la portée de la Nouvelle politique économique. Les petites entreprises pourraient ainsi réagir plus rapidement que les grosses structures aux demandes des paysans. La plupart des grandes entreprises avaient fermé. En 1921, la production des usines et des mines n'était plus que le septième de ce qu'elle était en 1913. Pour relancer les échanges économiques entre la ville et la campagne, on avait un besoin urgent de producteurs indépendants et dynamiques. C'est là-dessus que Trotski et Lénine divergeaient. Trotski estimait que Lénine avait trop facilement oublié leur engagement à mettre sur pied un « plan d'État ». Il proposait de renforcer les pouvoirs du Conseil suprême de l'économie nationale et suggérait que les spécialistes du Gosplan, le comité central de planification, au lieu de se focaliser sur un avenir lointain, fournissent au Conseil suprême un cadre détaillé pour réglementer l'économie dans son ensemble[973]. C'était, selon lui, le meilleur moyen d'accélérer la reprise et de favoriser le développement.

Les besoins sociaux n'étaient pas son souci prioritaire, loin de là. En septembre, durant son séjour à Odessa, il s'en était pris violemment à l'ARA, l'administration américaine de secours qui proposait de fournir vivres et médicaments aux enfants de la Volga. Depuis 1919, cet organisme dirigé par Herbert Hoover procurait l'aide alimentaire indispensable à l'Europe centrale, et maintenant à la Russie soviétique,

notamment dans le bassin de la Volga, où sévissait une famine de plus en plus sévère. S'il était d'accord avec le Politburo pour accepter la proposition américaine, Trotski désignait Hoover comme étant leur « ennemi juré ».

Nous devons nous souvenir ici que nous ne sommes pas en Hongrie. Nous ne sommes pas une jeune république soviétique. Nous avons trempé dans la lutte contre les ennemis de la révolution. Nous avons nos propres organes d'État, nous avons la Tchéka. Elle n'a pas bonne presse, mais la contre-révolution non plus[974].

Au cas où les membres de l'ARA se mêleraient d'autre chose que de distribution de vivres, les prisons de Russie étaient toutes prêtes à les accueillir. Présument que ses propos n'arriveraient pas aux oreilles des Occidentaux, il ajoutait un commentaire sur la politique économique internationale de la Russie soviétique :

Mais tout comme [dans le cas de la mission Hoover], en accordant aux gouvernements bourgeois des concessions pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans, nous ne garantissons absolument pas qu'avant cette échéance, l'Histoire ne renversera pas la bourgeoisie. Nous ne répondons pas de l'Histoire, mais seulement de nous-mêmes. Et dans ces circonstances, bien entendu, nous serions dans l'obligation de déchirer les accords sur les concessions, puisqu'il s'agirait d'un cas de *force majeure*[975] [976].

Il finit par admettre la nécessité d'apaiser l'opinion américaine, dans la mesure où le Sovnarkom espérait attirer les entreprises étrangères, des États-Unis notamment, pour prendre des concessions en Russie et en Ukraine. Trotski faisait partie de ceux qui ne croyaient pas à une régénération de l'industrie sans les capitaux et l'expertise des pays étrangers. Si son pragmatisme l'obligeait à rester muet, son

discours d'Odessa révélait sa stratégie. Lénine ne s'inquiétait pas de ses invectives contre Hoover, mais il n'aimait pas qu'il s'étende sur la planification économique, et de manière répétée. Les deux dirigeants n'avaient jamais discuté en détail de la NEP avant d'évoquer sa création. Leur argumentation, à l'un comme à l'autre, comportait des faiblesses. Tout en présentant la Nouvelle politique comme le vecteur d'une « transition vers le socialisme », Lénine ne donnait jamais aucune explication sur le mécanisme institutionnel qui permettrait cette transition. Trotski manquait de clarté lui aussi dans son raisonnement, omettant de préciser comment les petits propriétaires, qu'il voulait encourager, bénéficieraient de l'existence d'un Gosplan.

Lénine sentait intuitivement que Trotski était susceptible de lancer une nouvelle controverse qui aurait pour résultat de diviser le Parti. Il n'était plus certain de pouvoir encore compter sur lui. Il s'assura donc discrètement que ses partisans seraient moins nombreux au Congrès suivant, dont l'ouverture était prévue pour le 27 mars 1922. Il fit appel à Staline pour envoyer des léninistes aux organisations régionales du Parti avant la composition des délégations. Staline demanda si ce procédé n'était pas interdit en tant qu'activité factionnelle. Lénine jugea cette question plutôt drôle, venant d'un « factionnaliste invétéré ». Les léninistes placèrent leurs candidats aux meilleurs postes de la direction. Trotski conserva les siens ; mais seulement deux de ses partisans de la « controverse syndicale », Andreï Andreev et Khristian Rakovski, rejoignirent le Comité central – c'était une mise à l'épreuve. Pour une fois, Trotski agit avec discrétion : ce fut Preobrajenski, à gauche, qui suscita des remous en

présentant une série de critiques sur la question agraire, arguant que ce programme avait été détourné en faveur des koulaks. Lénine demanda au Politburo de retirer ce point de l'ordre du jour fixé pour le Congrès. Trotski ne réagit pas. Les débats confirmèrent la ligne suivie depuis l'année précédente. Trotski soutint même le rapport de Tolski sur les syndicats, accordant le droit de grève aux ouvriers employés dans les entreprises publiques. Mais ensuite, il provoqua un tollé en déclarant expressément que seuls des spécialistes expérimentés décideraient de la politique industrielle, et non les ouvriers. La vague retomba d'elle-même, et Trotski ne rencontra aucune difficulté lorsqu'il présenta son rapport sur l'Armée rouge.

Lénine maintint sa position dominante en réorganisant la direction communiste. Son état de santé empirait : des symptômes d'artériosclérose commençaient à apparaître. Conscient de cette aggravation, il décida de modifier la composition de la direction centrale. Il ne savait pas encore que ses jours étaient comptés, mais il voulait une équipe capable de réagir à l'unisson au cas où il serait temporairement indisponible. Dans cette optique, il se déclara favorable à la promotion de Staline au rang de secrétaire général du Parti. L'année précédente, Viatcheslav Molotov avait occupé le poste, mais de l'avis général, ni lui ni son équipe n'avaient rempli correctement leurs fonctions et Staline les avait même tirés d'affaire. Le duo Staline-Molotov allait perdurer pendant des dizaines d'années[977]. Il fallait une main ferme pour tenir la barre : Staline devint donc secrétaire général sur proposition de Kamenev lors de la première réunion du Comité central suivant le Congrès.

Le Sovnarkom était concerné lui aussi, puisque Lénine en était le président. En prévision de possibles absences, il s'entoura de deux adjoints : Alexeï Rykov et Alexandre Tsiouroupa. Les deux hommes, en se partageant les responsabilités, pourraient assurer la continuité de la présidence, le temps de consolider la Nouvelle politique économique. Il écarta les personnalités de premier plan, comme Trotski, Kamenev et Zinoviev. Trotski n'aurait pas été un bon choix, pour bien des raisons. Il le concédait lui-même, il avait une façon d'agir très personnelle et ne voudrait probablement pas en changer ; d'ailleurs il était content de ne pas avoir été sollicité[978]. De toute façon, il avait sa propre vision de la NEP. Le manque d'autorité du Gosplan lui restait sur le cœur. Il se permit de dire à Lénine que le Politburo devait reconnaître la nécessité de réglementer les investissements, la production et la distribution par le biais d'un organisme au pouvoir important. Il critiqua aussi l'Inspection ouvrière et paysanne (le Rabkrin), créée sur approbation de Lénine en 1920, pour superviser le travail des commissariats du peuple. La direction du Rabkrin avait été confiée à Staline. C'était du gaspillage, disait Trotski. Il allait même plus loin : c'était une institution globalement inutile[979]. Sa réaction ennuya beaucoup Lénine : Trotski ne s'était pas amendé ; son calme, ces derniers temps, était trompeur. Il subsistait encore un risque réel de troubles internes.

La politique de la maladie

Au début de l'année 1922, Lénine et Trotski étaient si proches en matière de politique étrangère qu'on aurait difficilement pu glisser une feuille de papier à cigarette entre eux. Français et Britanniques travaillaient à stabiliser les accords politiques d'après-guerre et à restaurer la prospérité économique en Europe ; dans cette optique, ils prévoyaient de convoquer toutes les puissances européennes à une conférence qui se tiendrait à Gênes à partir du 10 avril. La direction soviétique était résolue à y envoyer des représentants. Au début, il fut question de Lénine ou de Trotski, mais leur sécurité posait un problème à la Tchéka, en raison du risque bien réel de tentatives d'assassinat. Lénine proposa au Politburo de ne désigner aucune personnalité de premier plan comme lui-même, Trotski ou Zinoviev[980]. On choisit donc Gueorgui Tchitchérine, successeur de Trotski aux Affaires étrangères depuis 1918. Sa mission était d'établir à quelles conditions la Russie soviétique serait reconnue au plan diplomatique et réintégrée au sein du réseau commercial international. Le gouvernement français déçut leurs espoirs. Sauf à revenir sur l'annulation unilatérale de la dette russe par le Sovnarkom, les communistes n'étaient pas en mesure de calmer les investisseurs français. Lénine n'attendait rien de bon de cette conférence. Il insista pour que Tchitchérine évite tout compromis non approuvé et du sanatorium de Gorki où il était soigné, il harcela le Politburo afin de l'obliger à conserver sa fermeté stratégique[981].

La Russie n'était pas le seul paria de l'Europe. Le gouvernement allemand, élu démocratiquement, s'estimait lui aussi maltraité. Les diplomates des deux pays se rencontrèrent en secret à Santa Margherita, sur la côte ligurienne. Le 16 avril 1922, ils signèrent le traité de Rapallo qui rétablissait les relations commerciales entre l'Allemagne et la Russie. La première avait besoin des ressources naturelles de la seconde, laquelle espérait bénéficier de sa technologie. Les négociations aboutirent à une entente militaire : l'armée allemande pourrait s'entraîner sur le territoire soviétique et en retour, elle ferait profiter l'Armée rouge de ses compétences. Le traité de Rapallo permit à la Russie de faire un grand pas vers la relance économique que Lénine et Trotski recherchaient depuis plus d'un an.

Ensemble, les deux dirigeants étudièrent aussi comment réagir à la résistance potentielle de l'Église orthodoxe de Russie. Son instinct poussait Lénine à frapper fort à un moment où la chrétienté était trop faible pour se défendre. Pour traumatiser clergé et fidèles sur plusieurs générations, il ordonna la saisie des trésors ecclésiastiques et organisa des simulacres de procès contre les évêques et les prêtres[982]. Trotski n'y trouvait rien à redire, à condition que le Parti adopte une stratégie plus élaborée pour le long terme. Un mouvement schismatique était apparu au sein de l'Église orthodoxe : les « rénovationnistes », fermement décidés à réformer l'autorité ecclésiastique et la liturgie. En échange de la liberté de culte, ils étaient disposés à légitimer le gouvernement soviétique. Trotski vit tout de suite l'occasion de diviser, et donc d'affaiblir l'Église en favorisant ce mouvement : plus le clergé serait éclaté, plus fort serait l'État

soviétique ; car des années, des décennies peut-être, s'écouleraient avant que la propagande marxiste n'érode la foi populaire dans les évangiles chrétiens[983]. Ayant compris le calcul de Trotski, Lénine intégra ses propositions dans le programme politique officiel.

Vis-à-vis des autres partis, Lénine détermina la politique à adopter, ordonnant des simulacres de procès, et l'exécution des mencheviks et socialistes révolutionnaires les plus en vue. Trotski le soutenait, mais Boukharine et Radek n'étaient pas convaincus. À l'occasion d'une rencontre avec les partis socialistes étrangers, à Amsterdam, ils donnèrent leur parole que ces procès ne déboucheraient pas sur des condamnations à mort. Lénine et Trotski étaient hors d'eux : ils préféraient renoncer à traiter avec les partis de la Deuxième Internationale plutôt que perdre la liberté d'exercer une répression impitoyable contre les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, qui avaient combattu la Russie soviétique. Certes, au printemps 1918, la guerre avait éclaté entre le Komuch (Comité des membres de l'assemblée constituante, fondé par les socialistes révolutionnaires) et le Sovnarkom. Quelques mencheviks s'étaient même affrontés à l'Armée rouge, mais dans l'ensemble les deux partis avaient aidé les Rouges à combattre les Blancs. Le véritable objectif de Lénine et de Trotski, en 1922, était de supprimer toute source potentielle de troubles dans les années à venir. Ils voulaient éliminer tout rival politique susceptible de recueillir les faveurs de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Le procès des socialistes révolutionnaires s'ouvrit en juin 1922. Avec son cynisme habituel, Trotski précisa qu'il devait avoir « les caractéristiques d'une œuvre politique

achevée[984] ». Peu importait les procédures légales : il voulait un châtiment exemplaire pour tous les opposants au bolchevisme, ce qu'il exprima dans un discours féroce, prononcé du balcon de la Maison des syndicats[985]. En réalité, le Politburo n'infligea aucune peine capitale. Pas plus qu'il ne suivit Lénine qui réclamait des poursuites judiciaires contre les mencheviks. Mais la campagne de persécution préventive fut maintenue. Au cours de ce même mois de juin, la Tchéka rassembla des dizaines de philosophes, écrivains et intellectuels sur les vapeurs *Oberbürgermeister Haken et Preussen*, qui les déportèrent loin de la Russie[986]. Le même été, toute la direction du Parti, Trotski inclus, approuva l'introduction du Glavlit, un organisme de censure couvrant tous les domaines. Le message était clair : les communistes s'employaient à mettre le pays en quarantaine, politique, idéologique et culturelle.

Le 25 mai, alors qu'il semblait remis d'un mauvais hiver, Lénine fut victime d'une attaque et dut retourner au sanatorium de Gorki, où il dépendait de plus en plus des services de Staline : le secrétaire général, en effet, lui servait d'intermédiaire pour véhiculer ses idées jusqu'au Politburo, et Lénine lui était reconnaissant de son empressement à venir le voir. Ils parlaient politique et Staline le tenait au courant des dernières nouvelles. Lénine avait demandé à avoir toujours une bouteille de vin sur la table[987]. Trotski ne venait jamais. Ils étaient collaborateurs politiques plus qu'amis dans la vie, et Trotski n'éprouvait pas le besoin de se rendre à son chevet. Lui-même, d'ailleurs, ne s'attendait à aucune visite des membres du Politburo quand il était malade (il aurait sans doute considéré que c'était du temps pris sur son écriture).

Son attitude envers Lénine partait du même principe. Il ne possédait pas cette compréhension instinctive de l'autre, et ne savait pas susciter des sentiments chaleureux et fidèles chez les camarades dirigeants. Staline était plus fin psychologue. Il n'était pas plus ami avec Lénine que le camarade Trotski ; Lénine, en privé, ne cachait pas que de nombreux aspects de sa personnalité lui déplaisaient et qu'il le trouvait grossier, fruste et d'une intelligence limitée. Cependant, il devinait qu'il pouvait le prendre comme assistant, et Staline, de son côté, savait que son intérêt était de lui rester attaché[988].

Pour Trotski, la chance tourna à la fin de l'été 1922. À cette date, Staline cessa d'être le docile exécutant des désirs de Lénine. Au sanatorium parvenaient des rapports selon lesquels Staline se comportait de manière autoritaire avec les dirigeants communistes géorgiens qui n'approuvaient pas son plan pour la nouvelle constitution. Lénine lui-même n'était pas totalement d'accord avec les ébauches de ce document. Le Géorgien voulait regrouper toutes les républiques soviétiques en une République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR). Lénine percevait là un petit air de « chauvinisme grand-russe ».

Pendant quelques semaines, les deux hommes furent à couteaux tirés. Dans les années 1918-1920, Lénine avait mis ses difficultés sporadiques avec Staline sur le compte de son caractère ombrageux : il n'avait jamais pris très au sérieux ses propositions concernant la politique du Parti. Cette fois, il découvrait avec effarement que Staline savait ce qu'il voulait. Il s'inquiétait aussi des tendances du Parti à la bureaucratie et commençait à douter de l'efficacité du Rabkrin à réduire la paperasserie administrative des institutions

gouvernementales. Dirigeant à la fois le secrétariat du Parti et le Rabkrin, Staline était l'incarnation même de ce fonctionnement. Pour ajouter encore à l'inquiétude de Lénine, le secrétaire général soutenait les nouvelles propositions sur le commerce extérieur soviétique. Depuis la révolution d'Octobre, un monopole d'État existait sur les imports-exports. Boukharine et Kamenev pensaient que la NEP aurait avantage à ce que le commerce privé soit de nouveau autorisé. Ils soutenaient que l'activité commerciale augmenterait, ainsi que les recettes fiscales, et le problème de la contrebande serait résolu. Lénine était horrifié. Lui, le principal instigateur des mesures réformistes proposées par la NEP, voulait maintenant les rogner.

Exaspéré, il demanda l'exclusion de la totalité du Comité central, à l'exception de Viatcheslav Molotov, Alexeï Rykov et Valerian Kouïbychev. À la rigueur, il était prêt à accepter comme membres associés Kamenev, Zinoviev et même Tomski (dont il avait demandé le renvoi en 1921). Désorienté, il ne parvint pas à expliquer pourquoi la troïka qu'il proposait fonctionnerait mieux que le groupe élargi qui existait déjà. Trotski, Staline, Boukharine et les autres ne se réjouiraient sûrement pas d'une telle éviction. Trotski aurait été en droit de demander ce qu'il avait fait pour mériter de perdre sa place. De toute façon, le règlement du Parti ne le permettait pas, et Lénine n'avait pas instauré de dictature. Les camarades dirigeants avaient quant à eux des raisons de douter de l'équilibre mental de Lénine. Ils comptaient néanmoins qu'une fois calmé, il reviendrait à ses opinions antérieures sur les questions de constitution et de commerce extérieur. Sur les conseils de Kamenev, Staline accepta que la

RSFSR fasse partie de l'Union des républiques socialistes soviétiques au même titre que l'Ukraine. Le calme revint alors au sein de la direction, même si les dirigeants communistes géorgiens demeuraient soupçonneux à l'égard de Staline, certains désormais qu'il continuerait à se conduire en tyran.

Lénine s'opposait plus que jamais au projet de supprimer le monopole d'État sur le commerce extérieur. Plus il ressassait cette idée, plus il trouvait intéressante celle d'un rapprochement avec Trotski, qui partageait son point de vue sur les imports-exports. Le 8 août, Trotski n'avait pas réussi à convaincre le Comité central. Lénine manifesta son mécontentement devant le Politburo. Kamenev, Boukharine, Zinoviev et Staline cédèrent du terrain : ils acceptèrent de repousser de deux mois la décision finale. Lénine était suffisamment remis pour rentrer à Moscou et reprendre son rythme de travail, mais les médecins insistèrent pour qu'il reste en convalescence à Gorki. Le 12 décembre, toujours bloqué à Gorki, il écrivit à Trotski pour lui demander de l'aide. Trotski répondit aussitôt de manière positive, mais claire : il ne voulait pas simplement maintenir le statu quo, mais placer tout le commerce extérieur sous l'autorité du Gosplan. L'augmentation des revenus indirects, affirmait-il, permettrait des investissements supplémentaires dans l'industrie. Le lendemain, ils conclurent un marché : Trotski retirait sa demande et Lénine promettait d'accorder au Gosplan une autorité illimitée. Satisfait, il écrivit le 15 décembre à Trotski : « Je pense que nous sommes parvenus à un accord parfait. Lors du plénum, je vous demande d'annoncer que nous sommes solidaires. » Face à ce front uni, les autres membres du Comité central revinrent sur leur décision avant même le

plénum. Le 21 décembre, de son sanatorium, Lénine écrivit : « Il semble que nous ayons réussi par une simple manœuvre, sans coup férir[989]. »

Sa santé était alors si fragile qu'il envisageait même sa mort prochaine. Désespéré de diriger le Sovnarkom avec simplement Rykov et Tsiouroupa pour suppléants, même s'il leur avait adjoint Kamenev depuis avril 1922, il s'adressa à Trotski : « Vous les connaissez. Kamenev est certainement fin politicien, mais sait-on ce qu'il vaut comme administrateur ? Tsiouroupa est malade. Quant à Rykov, c'est un administrateur, certes, mais il faudrait l'envoyer au Conseil supérieur de l'économie nationale. Acceptez de devenir mon adjoint. La situation est telle qu'un regroupement personnel radical est indispensable[990]. » Trotski déclina la proposition ; quelques années plus tard, il dit que cette offre de Lénine équivalait à en faire son successeur[991]. Il n'est pas certain du tout que Lénine ait eu cette idée en tête, car il était passé maître dans l'art du zigzag politique. En tout cas, il rédigeait ce qu'il pouvait, dictant frénétiquement à ses secrétaires quelques-unes de ses pensées, sur la politique comme sur les institutions. Au cours des semaines suivantes, il renouvela ses critiques sur la bureaucratie du Parti et proposa d'intégrer des ouvriers à la direction centrale, comme antidote. Il accusa le Rabkrin de n'être qu'un gaspillage inutile. Il rassembla des éléments sur la situation politique en Géorgie.

Comme d'habitude, il se protégeait. Parmi tous les documents dictés se trouvait ce que l'on appellerait son testament politique. Comme successeurs possibles, il avait repéré six camarades : Trotski, Staline, Kamenev, Zinoviev, Boukharine et Piatakov. Aucun d'eux ne remplissait toutes ses

exigences. Trotski, « le plus capable » des membres du Comité central, était trop attiré par « le côté purement administratif des choses », ce qui s'appliquait également à lui : avec Trotski, il avait créé une sorte de régime étatique réduisant la plus grande partie du processus politique à une simple administration. Aucun parti concurrent n'était admis, et la Tchéka et l'Armée rouge avaient éliminé toute tentative de résistance ou d'obstruction au communisme. La presse était aux ordres des bolcheviks et le pouvoir judiciaire n'avait aucune indépendance. Les vieux lions bolcheviques exerçaient un monopole sur toutes les grandes institutions publiques. Toutefois, ce que dénonçait Lénine, c'était la tendance de Trotski à bâtir des stratégies politiques sans prévoir les difficultés possibles. La « controverse syndicale » n'était qu'un exemple parmi d'autres. Lénine avait commis des erreurs du même genre. En 1918, notamment, lorsqu'il avait instauré des comités de paysans pauvres alors que tout indiquait que la classe paysanne dans son ensemble réagirait mal à cette initiative ; et en 1920, lorsqu'il avait refusé d'abandonner le communisme de guerre. Mais Lénine, lui, savait retrouver le bon chemin, tandis que Trotski s'entêtait à rester dans l'erreur, à son corps défendant.

Lénine doutait aussi du marxisme de Boukharine. Quant à Piatakov, il jugeait qu'on ne pouvait guère lui faire confiance « sur des questions politiques importantes ». Il désapprouvait toujours la conduite de Kamenev et de Zinoviev au moment de la révolution d'Octobre, mais ne voulait pas qu'on leur reproche, plus qu'à Trotski, de ne pas avoir été bolchevik avant 1917. Staline était l'objet des griefs les plus importants. Lénine se plaignait en effet du secrétaire général qui avait

concentré entre ses mains un pouvoir illimité : « Je ne suis pas convaincu, disait-il, qu'il saura utiliser ce pouvoir avec la prudence nécessaire. » Bien des communistes, s'ils avaient connu le secret de ses pensées, auraient même été surpris qu'il puisse considérer Staline comme un possible dauphin. Lénine avait cependant beaucoup appris de leurs querelles de 1922. Il avait de bonnes raisons d'émettre le surprenant pronostic que Trotski et Staline, « les deux personnalités marquantes du Comité central actuel », seraient capables de s'affronter violemment et de provoquer une scission dans le Parti, ce qu'il fallait à tout prix éviter. L'objectif du testament de Lénine était clair : à sa mort, la meilleure solution pour le Parti serait de lui garantir une direction collégiale.

Le 24 janvier 1923, sur son lit d'hôpital au sanatorium, il dicta un codicille qui modifiait complètement son étude des personnalités. À Tiflis, en Géorgie, Sergo Ordjonikidzé, l'ami de Staline, avait frappé un opposant, membre du Parti. Dzerjinski et Staline avaient fermé les yeux. Lénine n'eut pas besoin de réfléchir à deux fois : « Staline est trop brutal, et ce défaut tout à fait acceptable dans nos relations entre nous autres communistes, devient intolérable chez un secrétaire général. » Il proposait en fait de le relever de ses fonctions, rien de moins.

Ce revirement renforça ses liens avec Trotski. Le 27 décembre, il avait proposé d'étendre la compétence du Gosplan. Sans aller jusqu'à lui donner une autorité législative et accepter qu'il soumette régulièrement des propositions au Sovnarkom – il en avait félicité sa direction. Deux jours plus tard, il préconisa de laisser au Gosplan plutôt qu'au Rabkrin le soin de mesurer le degré de sérieux chez les économistes

« bourgeois ». Il demanda aussi à son épouse Nadejda Kroupskaïa de dire à Trotski que ses sentiments à son égard n'avaient pas changé depuis qu'ils s'étaient rencontrés à Londres, à l'automne 1902. Staline sentit le vent tourner, et il pria Maria, la sœur de Lénine, de lui passer ce message : « Je l'aime de tout mon cœur. » Le malade jugea ces propos ridicules et refusa de répondre autrement que par une simple formule de politesse. Staline décida d'agir autrement : faute de s'attirer les faveurs de Lénine, peut-être serait-il possible de se réconcilier avec Trotski. Dans cette optique, le 6 janvier 1923, il recommanda la promotion de Trotski au poste de suppléant de Lénine au Sovnarkom, avec des responsabilités spéciales au Conseil suprême de l'économie nationale. Il proposa également Piatakov, qui défendait la même politique économique que Trotski, pour la présidence du Gosplan. Trotski déclina la proposition. Le 17 janvier, Staline fit une nouvelle tentative, affirmant que Trotski devrait être à la fois vice-président du Sovnarkom et président du Gosplan.

Encore une fois, Trotski refusa. Lui aussi se trouvait de nouveau aux prises avec des problèmes de santé. Après s'être remis entre les mains du D^r Guétier, il écrivit à Zinoviev « d'une position à l'horizontale », et lui expliqua les raisons pour lesquelles il ne pouvait pas se montrer plus actif[992]. Il n'avait pourtant rien perdu de ses facultés mentales. Simplement, il ne voyait pas comment la proposition de Staline augmenterait l'efficacité du gouvernement. Et il demandait à tous de comprendre sa logique. Il avait dit la même chose à Lénine et depuis, aucun élément nouveau n'était intervenu pour le convaincre d'accepter le poste de vice-président du

Sovnarkom. Ses arguments étaient pertinents, mais ils reflétaient sa rigidité tactique : il refusait la chance qu'on lui offrait de dominer la politique du gouvernement soviétique en l'absence de Lénine. S'il avait raison de prétendre que cette proposition ne délimitait pas assez précisément les pouvoirs institutionnels, il avait sûrement tort de faire comme si les difficultés étaient insurmontables. Il n'avait pas envie de s'embêter, semblait-il, à aider le Parti en ces circonstances difficiles, et apparaissait même carrément hautain. Comme il fallait s'y attendre, ses ennemis ne lui épargnèrent pas leurs commentaires et ce fut en vain qu'il tenta de dissiper l'impression qu'il leur avait donnée[993].

À l'époque, pourtant, Staline était en bien plus mauvaise posture que Trotski. Après avoir terminé la rédaction d'un article sur le Rabkrin, Lénine sollicita l'aide de Trotski pour le publier. Le Politburo proposa d'imprimer à son intention exclusive un faux numéro de la *Pravda*, dont le contenu serait élaboré spécialement pour l'empêcher de s'inquiéter des débats politiques en cours et d'intervenir. Trotski, apparemment, rejeta cette idée. Puis le Politburo examina l'affaire géorgienne. Il avalisa le rapport de Dzerjinski qui blanchissait Ordjonikidzé, mais Lénine constitua une commission d'enquête composée de ses secrétaires, et chargée d'étudier le dossier en détail : il n'avait pas l'intention de laisser Staline et Dzerjinski s'en tirer comme ça. La commission lui remit ses conclusions le 3 mars. Deux jours plus tard, Lénine écrivait à Staline, exigeant des excuses pour la façon dont il avait injurié Nadejda Kroupskaïa. À défaut, ajoutait-il, il romprait définitivement toute relation personnelle avec lui. Il assura les communistes géorgiens qu'il

s'occupait de leur cause, et demanda à Trotski de reprendre l'affaire de la Géorgie et de mêler Kamenev à la campagne contre Staline. Trotski accepta, mais sans grande conviction. Il était toujours plus prompt à soulever des controverses sur les politiques que sur les personnes. Il estimait probablement aussi qu'accorder autant d'attention au secrétaire général n'était pas digne de lui : à ses yeux, Staline serait toujours un politicien médiocre et une nullité intellectuelle.

L'alliance entre Lénine et Trotski fut brusquement interrompue par la dégradation de l'état de santé du malade, dans la nuit du 6 au 7 mars. L'attaque qui le frappa cette nuit-là marqua la fin de son activité politique. Le 10 mars, une autre le laissa entièrement paralysé du côté droit et le priva de l'usage de la parole. La situation devenait très compliquée. Il n'était plus question qu'il expose le contenu de son testament à l'occasion du Douzième Congrès du Parti, dont la date approchait. La demande de destitution de Staline ne parviendrait donc aux oreilles de personne.

La Géorgie restait cependant toujours susceptible de causer du tort au secrétaire général. Trotski reçut une copie de l'article de Lénine sur l'affaire du 5 mars, mais il ne put réagir avant que Lidia Fotieva, l'une des secrétaires de Lénine, révèle qu'il voulait le publier dans la *Pravda* : selon elle, Lénine aurait émis le souhait que Trotski en défende le contenu au Congrès[994]. Cette fois, il avait le feu vert. Staline ayant préparé sur la question nationale quelques ébauches de résolutions à présenter au Douzième Congrès, Trotski se fit un plaisir de les amender pour les rendre conformes aux désirs de Lénine[995]. Le secrétaire général fut assez astucieux pour en accepter les modifications – sinon,

il aurait risqué de donner plus de force à la position de Trotski, qu'il accusa en outre d'avoir trompé le Parti en taisant fort opportunément l'existence de l'article. Trotski rétorqua que Lénine ne lui avait pas exprimé son désir de le publier. Il proposa qu'éventuellement le Congrès se prononce sur sa façon d'agir[996]. Kamenev estima lui aussi que l'article de Lénine devait être publié : son contenu étant une critique directe de Staline, il abonderait dans le sens de ceux qui le croyaient inapte à remplir les fonctions de secrétaire général. Sachant cela, Staline n'en continua pas moins de critiquer sournoisement Trotski pour n'avoir pas dévoilé l'existence de l'article, ce qu'il présenta comme un acte de non-respect vis-à-vis de la discipline du Parti. Au grand soulagement général, l'affaire parut réglée après une conversation entre les deux hommes, Staline annonça qu'il confirmerait par écrit que Trotski n'avait pas eu un comportement répréhensible.

Sur l'instant, Trotski parut satisfait, mais Staline faillit à sa promesse : il ne se rétracta pas[997]. En représailles, Trotski se déclara favorable à la disculpation des dirigeants communistes géorgiens, que Staline accusait de « déviationnisme ». Il fustigea également le « centralisme excessif » de la Fédération transcaucasienne, qui regroupait la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et exigea la destitution d'Ordjonikidzé[998]. Jusqu'alors, Kamenev avait partagé la déception de Lénine sur le sort réservé aux dirigeants communistes géorgiens. Et pourtant, au dernier moment, il refusa de soutenir Trotski et n'expliqua jamais pourquoi. Peut-être craignait-il cette scission au sein de la direction du Parti, contre laquelle Lénine mettait tout le monde en garde dans son testament. Ou peut-être avait-il peur que Trotski se

propose comme le successeur de Lénine. De toute façon, Trotski était battu sur toute la ligne. Des années plus tard, on critiqua son absence de soutien à la campagne sur la question nationale. C'était injuste : il s'était battu dès la première heure et avec beaucoup de vigueur, avant d'être désavoué par la majorité du Politburo.

Staline pouvait respirer de nouveau. Sournoisement, il suggéra de confier à Trotski le soin de présenter le rapport principal devant le Congrès. Trotski déclina cet honneur, que Zinoviev accepta. Ébloui peut-être par le crépitement de trop nombreuses décisions-flash de nature personnelle, Trotski avait rejeté la chance qui lui était donnée de maintenir un moyen de pression sur Staline.

Le discours de ce dernier sur la question nationale ne suscita pas vraiment de réactions : il y dénonçait le chauvinisme « grand-russe » tout en stigmatisant le nationalisme des non-Russes avec autant de virulence, donnant ainsi l'impression d'être impartial[999]. Il adoptait aussi les propositions de réforme du Parti suggérées par Lénine et il acceptait de réorganiser le Rabkrin. Avec ses collègues du Politburo, il acheta le silence de Trotski par quelques concessions : en confirmant, par exemple, la nécessité d'établir une planification centrale du secteur industriel. Lénine aurait été plus dur avec Staline. Cette incapacité de Trotski à rebondir fut catastrophique pour la suite de son destin. Car Staline restait sur l'échiquier politique, plus que jamais prêt à se battre.

L'Opposition de gauche

Au printemps 1923, quasiment personne, pas même ses amis, ne comprit pourquoi Trotski refusait de devenir le chef. Il était régulièrement cité comme le coleader de la révolution d'Octobre, avec Lénine, et il appréciait d'être ainsi présenté ; mais la position de seul chef suprême, c'était autre chose. Pourtant, il ne refusait pas de prendre les rênes. S'il avait le choix, il gouvernerait comme Lénine l'avait fait. Il n'avait nul besoin d'un titre particulier : après tout, Lénine n'en avait pas. Trotski aimait imaginer des plans et les soumettre au Parti. Son but, peut-être inconscient, était de faire avancer la révolution, quelle que soit la politique moment. Il n'hésitait pas à s'extraire de la routine politique pour écrire. Il détestait les journées où se succédaient les réunions. Le rôle d'un commissaire du peuple aux Affaires militaires, tel qu'il le concevait, consistait à lire des rapports, à donner des ordres et à enchaîner sur autre chose. Il ne manquait ni de sérieux ni de rapidité, et entendait agir à sa façon. Il avait toujours fonctionné ainsi et n'avait pas l'intention de changer.

Malgré tout, les autres dirigeants le regardaient avec méfiance. Sa santé s'était encore dégradée en juillet et, même s'il l'avait voulu, il aurait eu peine à entrer en campagne pour le pouvoir suprême. Natalia allait encore plus mal : elle avait contracté la malaria et était clouée au lit, avec plus de 40 de fièvre. Leur état à tous deux inquiétait le médecin, et Trotski, comme Lénine l'année précédente, s'était vu interdire de se

mêler aux « discussions internes du Parti ». Il reçut son vieil ami Dimitri Svertchkov, avec lequel il eut une conversation amicale au cours d'une brève promenade en ville, autorisée à condition de respecter strictement les consignes : la direction avait décrété qu'il lui fallait « un repos absolu[1000] ».

La pression politique ne se relâchait pas pour autant. Le bruit courut que Lénine et Trotski divergeaient sur la question du Gosplan. Trotski rétorqua qu'il était en mesure de produire la lettre de décembre 1922, dans laquelle Lénine proposait un compromis sur la planification d'État[1001]. Entre-temps, les rivalités allaient et venaient au sein de la direction. Plus que la menace trotskiste, les manières dictatoriales de Staline commençaient à inquiéter Zinoviev, qui, après plusieurs incidents fâcheux, écrivit à Kamenev pour réclamer des contre-mesures. Il ne répétait pas simplement ce que Lénine avait écrit dans son testament, mais protestait aussi contre les décisions que Staline prenait sans même consulter les camarades les plus influents[1002]. Lorsque les dirigeants du Parti se dispersèrent au moment des vacances, il se rendit à Kislovodsk, leur lieu de villégiature dans le Caucase, où il retrouva Boukharine, Vorochilov, Lachevitch et Evdokimov. Il souhaitait avoir leur avis sur le moyen de reprendre le contrôle sur Staline[1003]. Lachevitch et Evdokimov étaient de son côté, Boukharine ne s'alignait sur personne et Vorochilov, pourtant proche de Staline, fut quand même consulté. À l'évidence, Zinoviev voulait donner un coup de semonce au secrétaire général : il se plaignait d'avoir été injustement écarté des prises de décision de la direction centrale, de même que Trotski, qui ne faisait d'ailleurs pas partie de sa famille politique[1004]. La mesure qui s'imposait

pour redresser la situation était de placer des détracteurs de Staline dans les principaux organes du Parti. Les cinq hommes imaginèrent donc un plan qui consisterait principalement à incorporer Trotski et Zinoviev dans l'Orgburo. Staline comprit le message. Trop malin pour leur opposer un refus, il accepta leur proposition. Une fois encore, il avait sauvé la mise.

À l'été 1923, les querelles de la direction passèrent subitement au second plan, lorsque survint une première crise à la NEP. Les denrées alimentaires se raréfiaient, car les paysans approvisionnaient de moins en moins les marchés. L'argent que leur rapportaient leurs récoltes était devenu inversement proportionnel aux prix des produits manufacturés. Ils réagirent donc comme toujours dans ce cas de figure : en cessant de commercialiser leurs céréales. Les familles en consommèrent davantage et les utilisèrent pour nourrir le bétail ou fabriquer de la vodka. Indiscutablement, l'État devait baisser le prix des charrues, de la tôle ondulée et des bêches. Il fallait absolument ramener les paysans sur le chemin des marchés citadins. En juillet, le Comité central se réunit pour tenter de trouver une solution. Les dissensions persistèrent parmi les dirigeants. Ils convenaient qu'il fallait maintenir la NEP, mais ne voulaient surtout pas paraître indulgents envers la classe paysanne. Ils avaient une haine et une peur viscérales des koulaks – or, c'était eux, précisément, qui achetaient les produits manufacturés. Dans les entrepôts de céréales des grands centres urbains, la pénurie atteignit un tel point que le Politburo fut contraint de baisser le prix du matériel agricole et d'augmenter les importations[1005]. Vite enrayée, cette crise resta connue comme la « crise des ciseaux [1006] », nom que lui donna Trotski pour illustrer

l'erreur de l'État soviétique qui avait beaucoup trop écarté les « branches » des prix industriels et agricoles.

Le commissaire du peuple, encore convalescent, ne contribua aucunement à la résolution de cette crise, mais il observa la débâcle de loin, affirmant qu'une meilleure centralisation de la planification économique aurait paré à tous les problèmes. Aurait-elle empêché la raréfaction des denrées alimentaires en cet été 1923 ? La question peut se poser. L'État soviétique était responsable de la crise. S'il avait eu davantage de pouvoir, la reprise économique aurait peut-être été encore plus difficile.

Evgueni Preobrajenski et Trotski, d'accord pour ajuster les prix et sortir ainsi de la « crise des ciseaux », réclamaient aussi une stratégie de développement économique durable. Selon eux, le Politburo se trompait en s'obstinant à lier la politique à l'approbation de la paysannerie. Les cas critiques se reproduiraient tant que la direction centrale du Parti ne s'orienterait pas vers une économie planifiée. Il fallait augmenter l'investissement industriel du capital et imposer la taxation progressive en ciblant les koulaks et les marchands urbains. La fonction du Gosplan était de définir un programme économique général en matière d'investissements, de production et de prix. Il fallait aussi introduire des mesures incitatives pour faire accepter le principe des fermes collectives. La gauche bolchevique était convaincue que s'amorçait un processus de « bureaucratisation ». Un changement d'orientation économique n'était pas suffisant en soi, il fallait aussi une réforme politique. Les responsables du Parti alors en poste s'étaient laissé séduire par le confort du pouvoir et ses privilèges. Ils avaient besoin qu'on leur remette

en mémoire les objectifs de la révolution d'Octobre. Trotski et ses partisans critiquaient indistinctement Kamenev, Zinoviev et Staline. Un rapprochement avait effectivement eu lieu entre les figures montantes du Parti. Les délibérations de l'été à Kislovodsk avaient poussé Staline à rétablir des relations avec Kamenev et Zinoviev ; et Trotski, en dénigrant cette pseudo-troïka, ruina toutes ses chances d'isoler Staline des deux autres.

À la direction centrale, les controverses sur la politique étrangère alourdissaient encore l'atmosphère. À la fin de l'été 1923, les dirigeants envisagèrent en secret une nouvelle tentative de coup d'État en Allemagne. Trotski y était tout à fait favorable. Ressortant ses chères idées internationalistes datant de la Grande Guerre, il déclara que la formule des « États-Unis d'Europe » n'avait rien perdu de son bien-fondé[1007]. Au sein du Politburo, depuis l'Action de mars de 1921, personne n'avait une grande confiance dans le parti communiste allemand, mais on convenait que la « révolution socialiste européenne » était souhaitable et qu'il fallait saisir toute occasion susceptible de la déclencher.

Staline était le seul sceptique. En août 1923, dans une lettre à Boukharine et à Zinoviev, il comparait l'Allemagne d'alors à la Russie de 1917. Les camarades allemands n'étaient pas en état de tirer parti de slogans comme « paix » et « terre » ; surtout, ils n'avaient pas avec eux la plus grande partie de la classe ouvrière. Certes, il existait déjà un État socialiste, la république soviétique de Russie, ce qui n'était pas le cas avant la révolution d'Octobre. Mais, demandait Staline, quelle assistance militaire les bolcheviks pouvaient-ils réellement offrir aux communistes allemands dans l'immédiat ? La

conséquence la plus probable d'un soulèvement, ajoutait-il, serait une écrasante contre-attaque des sociaux-démocrates de droite alliés à la bourgeoisie[1008]. La nouvelle république de Weimar était trop forte pour les camarades allemands. Mais, bien conscient de sa position délicate après les discussions de Kislovodsk, le secrétaire général révisa sa position et accepta de soutenir l'initiative. À l'unanimité, le Politburo décida que le parti communiste allemand devait tenter un renversement politique à l'automne. La mise au point de cette opération secrète suscita un regain d'optimisme révolutionnaire au Kremlin.

Trotsky se joignit au débat. Tout aussi exalté que les autres, il évita soigneusement de répéter les propos sceptiques qu'il avait tenus en 1921 sur les perspectives communistes allemandes. Comme il y eut consultation des représentants de la direction allemande à Moscou, les discussions du Politburo se limitèrent aux détails pratiques. Il fallait créer une commission du Komintern et éviter de retomber dans l'amateurisme de mars 1921. La commission se composa de Zinoviev, Boukharine, Radek et Trotsky. Selon Zinoviev, l'insurrection devait s'inspirer fortement du modèle russe, mis en œuvre par des soviets allemands. Trotsky fit remarquer qu'il n'existait encore aucun soviet. Il préconisa plutôt la création de comités d'usine pour répondre aux premières nécessités. Zinoviev se rangea à son avis[1009].

Le « plan » se fondait sur l'hypothèse qu'en cas de réussite, l'insurrection communiste en Allemagne aurait l'effet d'un brandon jeté sur les accords d'après-guerre en Europe, et que les traités de Versailles, de Trianon et de Sèvres se trouveraient réduits à un tas de cendres. Les grandes

puissances européennes ne resteraient pas sans réaction. La guerre éclaterait et, inévitablement, l'Armée rouge interviendrait, car le parti communiste allemand ne pourrait rien sans l'aide militaire étrangère[1010]. En prônant une intervention plus active dans les révolutions occidentales, Trotski et les membres du Politburo montraient qu'ils étaient prêts à prendre le risque et ne reculaient pas devant la perspective d'une nouvelle guerre européenne. Les bénéfices de la révolution ne s'obtenaient pas sans sacrifices. Trotski n'expliqua jamais pourquoi il associait l'Allemagne de 1923 à un fruit mûr, alors que l'Action de mars, tentée à peine deux ans auparavant, était selon lui une pomme encore verte qu'il n'aurait jamais fallu cueillir. Il n'explicita jamais davantage cette comparaison. La politique soviétique se fondait désormais sur la nécessité urgente de sortir de l'isolement en encourageant la création de gouvernements communistes à l'Ouest. Trotski, emporté par son idée, en oublia toute prudence – et au sein de la direction du Parti, il ne fut pas le seul.

Il ne se trouvait pourtant pas au meilleur moment de sa carrière. Les autres membres du Politburo se méfiaient de ses intentions, maintenant que Lénine était hors circuit. Oubliant leurs premières critiques à l'égard de Staline et de son tempérament dominateur, Kamenev et Zinoviev convinrent tous deux que Trotski constituait une menace, par sa position de commissaire du peuple aux Affaires militaires et celle qu'il occupait au sein du Conseil militaire révolutionnaire de la République. Réuni en séance plénière le 25 septembre, le Comité central évoqua la question du Conseil. Beaucoup craignaient de voir Trotski devenir le Napoléon soviétique. Dès

les premières critiques, il monta sur ses grands chevaux et fit une sortie fracassante – une réaction inconséquente, car elle donna l’occasion à ses ennemis d’introduire Staline au Conseil, sans doute pour exercer un contrôle plus strict sur le commissaire aux Affaires militaires[1011].

Vexé, Trotski sentit qu’on l’écartait progressivement de la prise de décision. Le 8 octobre, il écrivit une lettre ouverte au Politburo. Il avait de bonnes raisons de protester contre la façon dont Zinoviev, Kamenev et Staline se réunissaient en dehors des séances officielles pour fixer l’ordre du jour. Il réclamait une démocratisation des procédures au sein du Parti. Estimant que les secrétaires avaient trop de pouvoir, il préconisait un changement d’organisation, essentiel pour que le Parti remplisse correctement ses obligations révolutionnaires[1012]. Une semaine plus tard, son initiative était reprise par quarante-six de ses plus importants partisans à Moscou, lesquels cosignèrent une « déclaration » à distribuer au sein du Parti. Parmi les signataires de ce manifeste figuraient Evgueni Preobrajenski et Leonid Serebriakov, qui mettaient en cause plusieurs orientations du moment. Ils voulaient mettre fin à la bureaucratisation du Parti. Ils ricanèrent de la manière dont la direction avait géré la « crise des ciseaux », réclamaient un engagement plus ferme en faveur des investissements industriels et de la planification, et exigeaient la liberté d’expression pour les camarades dissidents. Plusieurs des signataires se souciaient moins de démocratisation que de la prise de mesures économiques plus radicales[1013]. Il en résulta un véritable charivari politique, et Zinoviev, Kamenev et Staline s’alarmèrent : tant de camarades importants se rangeaient du côté de Trotski qu’ils

crurent leur triumvirat menacé.

En réalité, Trotski n'avait pas rédigé sa lettre en collaboration avec les « quarante-six » de la déclaration, mais Zinoviev, Kamenev et Staline restaient convaincus qu'il manigançait une conspiration. Ils le jugeaient aussi irresponsable qu'égoïste. L'été 1923, ils avaient fait de leur mieux pour corriger les erreurs économiques sans son concours et à son retour, Trotski n'avait su que les critiquer. Mais, puisqu'il était si malin, que n'avait-il prévu la « crise des ciseaux » ? Et voilà qu'il secouait le bateau au moment même où le Politburo engageait les communistes allemands à organiser une révolution de type soviétique : ne voyait-il pas qu'en cet instant crucial, l'important était d'être unis ? De toute façon, depuis la révolution d'Octobre, il n'avait montré qu'indifférence à la « démocratie à l'intérieur du Parti ». Il avait régulièrement défendu les méthodes autoritaires et les structures centralistes. Qui le prendrait au sérieux, maintenant qu'il se présentait en champion de la démocratisation ? Par ailleurs, il occupait un poste sensible dans l'armée. Lénine était très malade et les camarades du Politburo savaient que ses chances de guérison étaient faibles : Trotski ne manœuvrait-il pas pour les supplanter en instaurant une dictature personnelle ?

Le 26 octobre, Trotski fut sommé de s'expliquer lors d'une assemblée plénière extraordinaire réunissant le Comité central et la Commission centrale de contrôle, ainsi que des représentants de dix des organisations les plus importantes du Parti. La Commission centrale de contrôle avait été créée en septembre 1920 pour assurer des procédures équitables au sein du Parti, mais, comme ceux du Comité central, ses

membres étaient choisis en fonction de leur loyauté à la ligne politique officielle du moment. Non seulement la majorité des membres du Politburo organisèrent efficacement leur camp, mais ils autorisèrent aussi les centralistes démocratiques et l'Opposition ouvrière à exposer leur point de vue. Les principaux protagonistes, cependant, étaient Staline et Trotski. Staline avait été choisi pour diriger les attaques contre un homme accusé d'être un perturbateur déloyal[1014].

Trotski et ses partisans commencèrent à se nommer eux-mêmes l'Opposition de gauche. Pour eux, le mot « gauche » évoquait sincérité, radicalisme et fidélité aux idéaux de la révolution d'Octobre. À l'assemblée plénière, ils se trouveraient néanmoins toujours en nombre insuffisant pour que Trotski ait une chance. Le révolutionnaire profita de son discours de clôture pour faire une déclaration personnelle. Il le savait, tout ce qu'il dirait en public attirerait l'attention sur les démêlés internes du Politburo. Pourtant, il se sentait incapable de se taire lorsque des questions de principe divisaient les dirigeants. Sa lettre du 8 octobre, il ne s'était risqué à l'envoyer qu'une fois dans l'impasse avec le Politburo[1015]. Il était d'humeur combative. Pour rétablir la paix au sein du Parti, Zinoviev lui avait fait des ouvertures par l'intermédiaire de Serebriakov. L'idée de réorganiser l'équipe dirigeante en ajoutant Trotski et Boukharine à la troïka qu'il formait avec Kamenev et Staline venait de Zinoviev. Trotski avait rejeté l'idée, suggérée par Boukharine, de travailler au Conseil suprême de l'économie nationale, au motif qu'il était impossible de cumuler cette charge avec ses obligations aux Affaires militaires. Ni Zinoviev ni Boukharine n'étaient parvenus à le faire changer d'avis. Il avait calculé qu'il

n'obtiendrait jamais la majorité au Politburo, au Comité central et à la Commission centrale de contrôle, et il tenait à dire ce qu'il avait à dire. Telle qu'il voyait la situation, il n'était plus temps de se borner à des discussions au niveau de la direction centrale. Il n'avait donc pas d'autre alternative que d'écrire cette lettre ouverte, au risque de déclencher un conflit dont les remous affecteraient tout le Parti[1016].

Il niait diriger un groupe de « trotskistes » ou être un nouveau Bonaparte : il était prêt à se retirer de l'Armée rouge pour le prouver et, d'ailleurs, le Politburo et l'Orgburo avaient toujours exercé un contrôle sur son commissariat du peuple[1017]. Il niait également être un dictateur militaire en puissance, ni même un trotskiste[1018]. Il parla des quelques occasions, depuis 1917, où ses « origines juives » l'avaient conduit à refuser les postes importants que lui proposait Lénine. Et il insistait : il serait imprudent pour l'État soviétique d'avoir un Juif à sa tête[1019]. En réalité, ses décisions de prendre un poste ou d'en refuser un autre n'étaient dictées que par les caprices de sa volonté, et sa judaïté ne fut pas toujours le facteur décisif. Mais le discours tourmenté qu'il adressa au plénum prouvait au moins qu'il se connaissait bien. Lorsque ses ennemis affirmaient qu'il ne pourrait jamais remplacer Lénine, ils ne faisaient que répéter ce que lui-même avait déjà dit.

Le Comité central et la Commission centrale de contrôle adressèrent un blâme à Trotski et aux signataires de la « déclaration des quarante-six ». L'intéressé avait eu la délicatesse de s'abstenir de voter[1020], mais il n'avait pas abandonné le combat. Le plénum, nota-t-il, avait reconnu la nécessité de démocratiser le Parti. À ses yeux, cela même

constituait la reconnaissance officielle qu'un « cours nouveau » s'imposait[1021]. Il écrivit fébrilement une série d'articles pour la *Pravda*, où il déclarait que le « rôle de l'appareil dirigeant » ne devait pas être surestimé. Débats et initiatives devaient être encouragés à tous les niveaux. Le danger de « dégénérescence » révolutionnaire était bien réel. La « vieille garde » représentait une catégorie à risque et, à ce sujet, les précédents historiques ne manquaient pas. Certes il n'existait pas de démocratie parfaite, mais il fallait introduire des changements. Autrement, la tendance actuelle au « bureaucratisme » favoriserait le factionnalisme. Il rejetait la responsabilité des récentes querelles sur la majorité des membres du Politburo[1022]. Ils avaient une telle autorité personnelle que la direction n'osa pas interdire la publication de ces articles. Il ne voulait certes pas révoquer tous les bolcheviks de l'ancienne génération pour ignorance ou incompétence. Mais les choses ne pouvaient continuer comme par le passé récent : « Quelle naïveté, vraiment, de penser qu'un secrétaire, parce qu'il en a le titre, incarne toute la connaissance. »

L'issue de l'initiative prise par le Komintern en Allemagne fut connue dès le début du mois de novembre. Elle était presque aussi catastrophique que l'Action de mars. Le parti communiste allemand, avec le concours et sur les conseils du Komintern, avait organisé grèves et manifestations dès le 24 octobre. Trotski avait chaleureusement embrassé Heinrich Brandler, le leader du parti allemand, à sa sortie du Kremlin, devant la porte de la tour Troïtskaïa. Cette démonstration inhabituelle d'émotion révélait ce qu'il avait placé d'espoir dans l'insurrection, et il fut d'autant plus déçu lorsque la

nouvelle de la défaite parvint à Moscou. Il aurait pu, il aurait dû, même, s'y attendre. Il se retrouvait coresponsable d'une débâcle non moins prévisible que l'Action de mars, qu'il avait âprement critiquée. En 1923 aussi, l'armée et la police étaient prêtes à agir. La classe ouvrière berlinoise était divisée, au contraire du gouvernement social-démocrate, uni dans sa détermination à écraser la rébellion communiste. Brandler perdit toute illusion en voyant qu'à Hambourg les combats de rue tournaient court. Dans les autres villes d'Allemagne, les communistes se montrèrent encore moins efficaces. Le 31 octobre, la direction centrale mit officiellement un terme à cette action mal préparée et mal mise en œuvre. Trotski rejeta la responsabilité de cet échec sur l'incompétence du parti communiste allemand. En privé comme en public, il ne cessa jamais d'affirmer que les chances de ce mouvement insurrectionnel étaient néanmoins bien réelles[1023].

L'ensemble des articles qu'il avait publiés dans la *Pravda* sur la réforme politique fut réuni dans un ouvrage intitulé *Cours nouveau*. À la direction du Parti, les dissensions devenaient de plus en plus difficiles à contrôler. Lénine manquait cruellement. La presse avait dissimulé la gravité de son état, et les membres du Politburo eux-mêmes continuaient à croire à une évolution favorable. Seul Staline avait des raisons de craindre sa guérison. Trotski finit par faire un geste de sympathie en parlant à Nadejda Kroupskaïa d'un traitement venu d'Amérique, sans cacher ses doutes sur son efficacité réelle[1024]. De nouveau souffrant, lui-même n'avait pas envie de reporter son départ en cure, dans le Sud. Il avait choisi Soukhomi, sur la côte abkhazienne de la mer Noire. Le 6 janvier 1924, la nouvelle Guépéou (la Tchéka était

devenue l'OGPU depuis novembre 1923) écrivit au leader du parti en Abkhazie, Nestor Lakoba, pour l'avertir que les médecins avaient prescrit un arrêt de deux mois, avec interdiction formelle de travailler[1025]. Mais Trotski devait encore payer pour les troubles qu'il avait occasionnés depuis octobre 1923. Zinoviev, Kamenev et Staline étaient résolus à profiter de son absence : il fallait le neutraliser. Ils avaient le sentiment que, s'ils restaient inactifs, rien n'empêcherait les remous de continuer à agiter le Parti.

En octobre 1917, Trotski avait astucieusement berné le gouvernement provisoire en démontrant qu'il n'agissait que par mesure défensive. Depuis son arrivée au pouvoir, il avait perdu cette habileté dans chacun des combats qu'il avait livrés au sein du Parti. Avec la publication de *Cours nouveau*, il renonçait aux avantages de l'action furtive. Et s'étant lancé dans une offensive mal préparée, il n'avait pas mis les chances de son côté.

Il n'assista pas aux délibérations du Comité central, les 14 et 15 janvier 1924. Staline rappela que les principaux dirigeants n'avaient pas ménagé leurs efforts pour se concilier le chef bolchevique. Après la séance d'octobre sur la planification, ils avaient mené des négociations avec lui et débouché sur un espoir de compromis. Mais Trotski avait fait échouer la sous-commission sur la situation au sein du Parti en revendiquant le droit de constituer des « groupes » (ce qui aux yeux de ses adversaires n'était qu'un autre mot pour désigner les factions, interdites en 1921 avec son approbation). Le révolutionnaire s'était alors adressé par écrit à chacune des organisations du Parti, ce qui avait rendu l'atmosphère irrespirable au sein de la direction[1026]. Zinoviev reprit l'offensive. Niant que Trotski

avait arbitrairement fixé une date pour l'insurrection des communistes allemands, il l'accusa d'avoir demandé un « calendrier d'action [\[1027\]](#) ». Le ton de la nouvelle conférence du Parti était donné. Elle débuta le 16 janvier. Les secrétaires des provinces étaient majoritaires et la victoire des personnalités émergentes assurée[\[1028\]](#). Les références de Trotski en matière de démocratie furent unanimement tournées en dérision, et Preobrajenski s'efforça vainement d'empêcher les retombées de ternir la réputation de l'Opposition. Staline refusa de s'excuser pour les restrictions apportées à la démocratie au sein du Parti. L'Union des républiques socialistes soviétiques rencontrait de sérieuses difficultés, dit-il. Elle devait s'élargir et renforcer la production industrielle et l'instruction, en même temps que se préparer à résister à une intervention militaire étrangère. Elle devait aussi restaurer l'appareil d'État et se débarrasser des comportements militaristes datant de la guerre. Tout cela, conclut-il, prendrait du temps[\[1029\]](#).

Il mit en cause la prétendue « toute-puissance » de Trotski, à qui, fit-il observer, il fallait rappeler que le Dixième Congrès du Parti avait secrètement autorisé l'exclusion de tout membre du Comité central coupable d'indiscipline[\[1030\]](#). Entre les deux grands rivaux, le retournement de situation était stupéfiant. Lénine avait par testament exigé la destitution du secrétaire général, et voilà que celui-ci menaçait d'exclure Trotski du Comité central. Nadejda Kroupskaïa fit lecture à son époux malade des rapports parus dans la *Pravda*[\[1031\]](#). Bien qu'ils aient été soigneusement épurés, apparemment Lénine comprit à peu près la situation. Peut-être eut-il l'impression que la rupture qu'il avait pressentie

était en train de se produire, car il montra des signes d'inquiétude profonde. Le 21 janvier, les médecins se déclarèrent impuissants. Le soir même, un spasme foudroyant l'emporta.

Quand il apprit la nouvelle, Trotski était déjà en route pour l'Abkhazie et son train était arrêté en gare de Tbilissi, en Géorgie. Sermouks, son collaborateur, apporta dans la voiture bureau un message de Staline. Sur son visage se lisait la « catastrophe ». Trotski passa le télégramme à Natalia, qui avait déjà tout deviné[1032]. D'abord, le Comité central fixa les funérailles au samedi suivant, et la Tcheka fut chargée d'en informer Trotski[1033]. Dans la mesure où son voyage, depuis Moscou, avait été ralenti par de fortes chutes de neige, il lui aurait été difficile de revenir à temps. Mais finalement les obsèques de Lénine eurent lieu le dimanche. Trotski prétendit plus tard qu'on l'avait mal informé pour lui ôter toute chance de succéder à Lénine. Staline était en effet capable d'une manœuvre aussi sournoise, mais Trotski ne sut jamais vraiment comment les choses s'étaient déroulées. Moins d'un an avant sa mort, il douta avoir été trompé sur la date des funérailles[1034]. À Tbilissi, en tout cas, il n'était pas d'humeur à retourner à Moscou et préféra continuer son chemin vers Soukhoumi. L'allié de Staline, Ordjonikidzé, écrivit à Lakoba en précisant bien que rien de fâcheux ne devait lui arriver. Dzerjinski, alors à la tête de l'OGPU, confirma : Trotski devait être l'objet de soins et d'attentions exceptionnels. Sa sécurité physique était d'une importance capitale[1035].

Une séance plénière du Comité central eut lieu le 29 janvier, soit deux jours après les funérailles, essentiellement pour

discuter des différentes façons de célébrer la mort de Lénine[1036]. Un autre plénum, réuni le 31 du même mois, confirma les résolutions adoptées à la conférence précédente. Des procès-verbaux furent envoyés à tous les comités des provinces, de façon à diffuser largement les objections formulées contre Trotski et l'Opposition de gauche[1037]. Rykov fut nommé président du Sovnarkom[1038]. Au cours d'un troisième plénum, le 3 février, des attaques indirectes furent lancées contre Trotski, sous couvert d'une discussion où on évoqua « de sérieux manquements [...] menaçant l'intégrité de l'armée[1039] ». Staline s'interrogea sur la révocation de certains commandants « rouges » membres du grand état-major : ce n'était pas d'anciens officiers tsaristes, ils avaient reçu leur instruction militaire et accompli toute leur carrière dans l'Armée rouge. Sklianski, vice-président du Conseil militaire révolutionnaire de la République, parla pour Trotski. Staline ne céda pas et osa même poser la question : en quoi l'Armée rouge aurait-elle pu être utile si le parti communiste allemand avait réussi son coup d'État et sollicité l'aide militaire des Soviétiques ? Selon lui, Trotski avait raconté « n'importe quoi ». Lénine était mort physiquement. Maintenant c'était Trotski qu'on enterrait, politiquement et pour longtemps.

Sur le front culturel

De tous les sujets qui occupèrent Trotski durant son séjour dans le sud du Caucase, la culture soviétique fut l'un des premiers. Mais ses convictions politiques ne connaissaient aucun relâchement, bien au contraire : la révolution mondiale comptait toujours autant à ses yeux, et aucun tribut humain n'était trop lourd à payer dans l'intérêt de la cause. Il n'éprouvait pas le moindre scrupule à ce sujet, comme le prouvent, au début des années vingt, les propos qu'il tint à Max Eastman, son admirateur américain : les bolcheviks, disait-il, étaient prêts à « immoler plusieurs milliers de Russes pour créer un véritable mouvement révolutionnaire aux États-Unis[1040] ». Ouvriers et paysans russes auraient sûrement trouvé intéressant d'apprendre qu'il envisageait un sacrifice de masse. La fin justifiait les moyens : Trotski répétait inlassablement que le régime soviétique n'aurait jamais pu voir le jour sans la violence d'un coup d'État, de la dictature, de la terreur et de la guerre civile. L'Armée rouge avait dû écraser les Blancs et repousser une intervention militaire étrangère, puis le Parti avait été contraint d'imposer l'investissement sur le capital industriel comme une priorité pour la reconstruction économique. Trotski ne montrait pas la moindre tolérance lorsqu'on lui parlait de céder aux exigences du peuple.

Il affirmait qu'on n'obtiendrait aucune véritable amélioration sans une transformation des conditions sociales.

Il avait de l'avenir une vision radieuse :

L'homme sera incomparablement plus fort, plus intelligent, plus subtil. Il aura un corps plus harmonieux, des mouvements plus rythmés, une voix plus mélodieuse ; la vie quotidienne prendra des formes éminemment théâtrales. L'individu moyen s'élèvera au niveau d'Aristote, de Goethe, de Marx. Et au-dessus de cette crête, de nouveaux sommets surgiront [\[1041\]](#).

Écrivant sur la vie future qu'il imaginait pour les populations sous régime communiste, Marx avait insisté sur la participation de tous à la vie politique et au travail manuel, qui laisserait néanmoins beaucoup de temps pour lire et aller à la pêche. On sentait cette influence chez Trotski : il n'était pas simplement pragmatiste, opportuniste ou factieux. Il était animé de la foi marxiste et croyait possible d'accéder à un ordre universel qui libérerait complètement l'esprit humain. À ses yeux, le progrès ne serait satisfaisant que si les réalisations artistiques et scientifiques devenaient accessibles à la classe laborieuse.

Comme Lénine, Trotski considérait l'alphabétisation comme la condition préalable [\[1042\]](#) : inutile d'espérer un progrès révolutionnaire si les « masses » ne savaient pas lire, écrire, compter et s'organiser. Il était presque partout connu pour ses fureurs devant un manque de rigueur et d'efficacité. Il admirait la faculté de la classe ouvrière à se dresser contre l'opprimeur, mais il ne supportait pas qu'elle soit le plus souvent incapable d'adopter une attitude ordonnée. Pressé de réformer les habitudes russes, il publia durant l'été 1923 un opuscule sur les difficultés de la vie quotidienne, *Les Questions du mode de vie* :

Quelles que soient l'importance et la nécessité vitale de notre militantisme culturel, il est encore tout entier placé sous le signe de la révolution culturelle et mondiale. Nous sommes, comme auparavant, des soldats en campagne. C'est notre jour de repos. Il faut faire la lessive, se couper les cheveux, les coiffer, et avant tout nettoyer et graisser sa baïonnette[1043].

L'homme, déclarait-il, ne doit pas vivre seulement de « politique » ; il fallait lui inculquer le désir de prêter attention aux détails. C'était l'intérêt de tous d'élever le niveau d'hygiène dans l'ensemble de l'Union soviétique. Personne n'était en droit de jeter impunément ses mégots de cigarette par terre. Il fallait cesser de crier des injures, décourager la consommation excessive d'alcool, en introduisant par exemple un « régime sans alcool ». Le renforcement de la propagande athée comptait beaucoup pour lui, convaincu que l'influence de l'Église orthodoxe russe corrompait la classe ouvrière. Il préconisait le recours au cinématographe pour sevrer le peuple de la religion. Il fallait aussi introduire des changements dans la famille : les femmes devaient être traitées en égales et encouragées à rejoindre le Parti[1044].

De plus, il voulait étendre à tous les bénéfices de la « grande » culture. « Le développement de l'art est le meilleur signe de la vitalité et de l'influence d'une époque[1045] », disait-il. Lui-même appartenait au milieu artistique russe et européen. Il avait été critique littéraire, dramatique et d'art. Il était écrivain. Tant que, dans sa journée, il n'avait pas trouvé un moment pour noircir les pages de son carnet de quelques phrases élégamment tournées, il avait le sentiment qu'elle n'était pas terminée.

Lénine et le parti bolchevique se soucièrent assez peu des

arts après la révolution d'Octobre. En 1922, Trotski et Zinoviev attirèrent l'attention sur ce point : ils proposèrent d'établir un rapport productif avec les écrivains et les artistes et constatèrent qu'il faudrait au moins une génération pour voir émerger de jeunes auteurs brillants. Les bolcheviks avaient besoin d'alliés. Dans l'intervalle, ils devraient se contenter de leurs « compagnons de route » littéraires. Le raisonnement de Trotski et de Zinoviev était le suivant : nombre d'intellectuels, sans être membres du Parti, partageaient les mêmes vues positives sur le socialisme et les mêmes objectifs de modernisation économique et de transformation sociale. Qu'ils cessent de critiquer la révolution d'Octobre, et les censeurs les laisseraient tranquilles[1046]. Dans le domaine de la culture, Trotski n'était pas libéral : toute personne défiant le régime soviétique, ne fût-ce que dans un roman ou un tableau, ne méritait aucune tolérance. Toutefois, désireux de gagner la sympathie des intellectuels qui n'étaient pas les ennemis du Parti et pouvaient encore devenir des alliés, il préconisait une politique culturelle assez souple à l'intérieur des limites imposées. Il se rapprocha donc de Kamenev et de Zinoviev, et sollicita leur concours pour obtenir du Parti qu'il organise une campagne dans ce sens[1047]. La démarche était inhabituelle pour lui. D'ordinaire, il écrivait un livre, soulevait une controverse et espérait que tout irait pour le mieux. Peut-être avait-il tiré les enseignements de sa défaite lors de la question syndicale en 1920-1921 (mais dans ce cas, il oublia très vite la leçon)[1048].

Trotski reconnaissait qu'il ne s'était pas tenu au courant de la production littéraire depuis 1914. Il prit pour conseiller le critique Alexandre Voronski et lui demanda d'établir une liste

des auteurs et de leurs œuvres. En premier lieu, il voulait en savoir davantage sur le poète Ossip Mandelstam et le romancier Boris Pilniak[1049]. Il écrivit aussi au dirigeant communiste italien Antonio Gramsci pour lui demander des renseignements sur Filippo Tommaso Marinetti et le mouvement futuriste italien, ainsi que sur Gabriele D'Annunzio[1050].

Il prit lui-même contact avec Vladimir Maïakovski et les futuristes russes sitôt qu'il entendit parler de leur importante contribution à la littérature contemporaine. Maïakovski, poète brillant, s'était rangé du côté des bolcheviks après 1917. Le futurisme était antérieur à la révolution d'Octobre et dans ce domaine Trotski reconnaissait ses lacunes. (Lénine avait un point de vue différent : après avoir parcouru quelques-uns des poèmes de Maïakovski, il avait décrété que les publier reviendrait à jeter l'argent par la fenêtre[1051].) Le poète fit parvenir quelques exemplaires de ses œuvres à Trotski, qui les lut consciencieusement et lui demanda une définition du futurisme. Maïakovski s'exécuta et, pendant quelque temps, les deux hommes se plurent à entretenir une correspondance[1052]. La campagne culturelle de Trotski trouva son rythme de croisière. Avec son sens aigu de la qualité stylistique, il écrivit au magazine satirique *Krokodil* pour lui reprocher ses articles trop ternes. Les lecteurs devaient s'instruire mais aussi se distraire[1053]. Il rédigea également une introduction pour une collection de dessins humoristiques du caricaturiste Boris Efimov[1054]. Aucun autre membre du Politburo ne s'intéressait à ce genre de choses. Trotski avait compris l'importance d'utiliser la caricature au profit de l'agitation et de la propagande

politique – ce que les bolcheviks appelaient l’agitprop. Efimov était un caricaturiste exceptionnel et Trotski fut heureux d’ajouter l’éclat de sa propre célébrité aux publications de l’artiste.

Sa réputation de critique et de styliste incitait les écrivains à solliciter son aide. Fiodor Sologoub, qu’il avait rencontré en Europe avant la Grande Guerre, lui demanda d’intervenir pour obtenir l’autorisation de voyager à l’étranger. Sans ressources, le poète croyait pouvoir repartir du bon pied en s’installant en Estonie. Trotski accepta, à condition que l’auteur promette de ne pas se mêler de politique[1055]. Communiste avant tout, il exigeait que l’on subordonne ses aspirations artistiques aux exigences de la politique.

En 1923, après avoir dévoré la liste des ouvrages recommandés par Voronski, Trotski publia *Littérature et révolution*. Il n’y faisait allusion ni à la réintroduction de la censure, ni à la déportation, l’année précédente, des intellectuels antibolcheviks. Peut-être s’agissait-il d’une modération calculée, mais c’est assez peu probable de la part d’un dirigeant qui n’avait pas pour habitude de mâcher ses mots. L’autre raison, plus plausible, est qu’il n’éprouvait aucune envie de faire des commentaires. L’homme qui entendait charger l’État de durcir la réglementation de l’économie publique n’était pas partisan d’une totale liberté artistique. Il approuvait le pouvoir exercé par les autorités sur ce qui pouvait être publié ou non, et il ne changea jamais de position. *Littérature et révolution* lui donna la possibilité d’exprimer son inquiétude sur le genre de littérature publiée en Russie soviétique. Il voyait bien que Maïakovski et les futuristes s’efforçaient de servir la cause, mais il n’aimait pas

leurs images saugrenues ni leurs techniques tarabiscotées. Il préférait la langue et la métrique plus simples de Sergueï Essenine, à qui il reprochait quand même d'idéaliser la « Russie » et de négliger la politique révolutionnaire : Maïakovski et Essenine étaient des « compagnons de route » typiques dans leur refus d'intégrer à leur œuvre les objectifs marxistes. Ce jugement était un peu dur pour Maïakovski. Auteur de poèmes dithyrambiques à la gloire du régime soviétique, il écrivit à la mort de Lénine, en 1924, un véritable hymne à sa gloire, le présentant comme le grand héros de l'humanité, presque un dieu : « Lénine a vécu, Lénine vit toujours, Lénine vivra ! » Mais l'instinct de Trotski n'était pas complètement mauvais. Maïakovski allait bientôt perdre ses illusions. En 1930, incapable d'affronter la vie après que son enthousiasme politique l'eut quitté, il se suicida. Cinq ans auparavant, Essenine l'avait précédé sans avoir jamais fait l'effort d'entrer dans les bonnes grâces du régime.

Le poète Valeri Brioussov comptait parmi ceux qui pouvaient se féliciter de la critique de Trotski. Passé du côté soviétique, Brioussov subissait les attaques de ceux qu'il avait laissés derrière lui. Il avait écrit à Trotski pour lui exprimer sa gratitude de l'avoir si gentiment soutenu[1056]. En revanche, Evgueni Trifonov, écrivain peu connu, fut loin d'être enchanté par l'article virulent que Trotski lui consacra dans la *Pravda*. Il se plaignit que le journal ne lui avait pas accordé de droit de réponse. Trifonov avait pris ombrage aussi de ce que le commissaire du peuple aux Affaires étrangères n'eût pas daigné lui donner du « camarade » alors qu'il suivait le cours d'instruction militaire pour les communistes[1057].

Trotski s'intéressa à Alexandre Blok, ou M. A. Blok, comme

il l'appela parfois dans son livre, et à l'un de ses poèmes, écrit en 1918 : *Les Douze*. Avec ses strophes courtes, rédigées dans l'argot des rues de Petrograd, le poème remporta un succès artistique remarquable. Il évoquait des gardes rouges, lubriques et anarchistes, en maraude dans la capitale russe en 1917. Trotski ne partagea pas l'approbation générale. Selon lui, Blok ne voyait que les aspects sordides de la révolution d'Octobre. Ce genre de poésie ne servait pas les objectifs révolutionnaires officiels. Ce n'était, disait-il, que le « chant du cygne de l'art individualiste », rien de plus[1058]. Blok, au moins, appréciait certains aspects du soulèvement révolutionnaire, alors que le romancier André Biely était plus représentatif de l'intelligentsia prérévolutionnaire, condamnant la violence et l'abus de pouvoir. Biely n'avait rien de bon à dire sur les bolcheviks. Trotski fit ce commentaire : « Il n'y a pas si longtemps, Biely a écrit quelques pensées très justes sur lui-même – il est toujours préoccupé de sa personne, se promène autour de lui-même, se renifle et se lèche[1059]. » Ce jugement ne manquait pas d'aplomb : si, en littérature, la préoccupation de soi était un signe de décadence, alors que dire de Trotski, multirécidiviste en la matière ?

Malgré un style brillant, *Littérature et révolution* restait une étude très fragmentaire de la prose et de la poésie contemporaines. Anna Akhmatova, Ossip Mandelstam et Boris Pasternak comptent parmi les plus grands poètes du XX^e siècle, mais Trotski les mentionne à peine. Peut-être n'avait-il pas eu le temps de les lire. Il avait écrit ce petit livre à la hâte et en révisa le style et le contenu pour les éditions ultérieures. Les références étaient choisies en fonction de leur capacité à illustrer ses propos. Comme ses camarades dirigeants, Trotski

voulait subordonner la culture aux objectifs du Parti. Il faudrait de nombreuses années, présumait-il, avant de parvenir à une véritable « culture prolétarienne »[\[1060\]](#) , mais il ne voulait pas quitter le lecteur sur une note pessimiste : Demian Bedny incarnait mieux que personne le lien entre l'œuvre culturelle et le progrès politique[\[1061\]](#). Il faut être sourd et aveugle pour imaginer que Bedny, ce grand pourvoyeur de vers de mirliton, mérite un tel compliment. Ses meilleures créations poétiques méritent à peine de figurer dans une anthologie, et les plus mauvaises sont vraiment insupportables ! Quelques années plus tard, Bedny passa dans le camp de Staline et, alors seulement, Trotski lui reprocha sa « vacuité poético-idéologique »[\[1062\]](#) ».

Ce choix délibéré, en 1923, de vanter les mérites d'un versificateur de pacotille plutôt que ceux de la poésie majestueuse d'Alexandre Blok montre bien que Trotski avait à cœur, avant tout, la promotion de la cause révolutionnaire. Les impératifs liés à l'exercice du pouvoir émoussaient sa sensibilité poétique. Il admirait Bedny parce qu'il faisait l'éloge de la classe ouvrière et de la révolution d'Octobre, et qu'il obéissait à tout ce qu'on lui demandait. Les générations ultérieures ont occulté ses jugements un peu frustes, parce que la politique culturelle de Staline l'était encore davantage, et le faible contenu de ce petit livre a été masqué par le dynamisme de son rêve communiste. Trotski a reçu toutes ces louanges aussi parce que son opuscule était en marge du bolchevisme officiel, et le nombre étonnant de réimpressions après 1923 montre que ses arguments ont touché la fibre populaire. Il savait présenter ses propos, toujours mûrement réfléchis, de façon à attirer l'attention de nombreux lecteurs

qui autrement n'auraient jamais pris au sérieux un membre du Politburo qui prétendait contribuer au débat de fond sur l'avenir de la culture et de la société. *Littérature et révolution* est par essence une œuvre politiquement réductionniste. Mais, en fin de compte, c'est bien Trotski qui a posé les bases philosophiques du stalinisme culturel[1063].

Les autres dirigeants n'avaient aucune objection fondamentale à formuler contre ces ouvrages sur la vie quotidienne ou la littérature, même si l'entourage de Staline tiquait quelque peu sur l'austérité puritaine de Trotski. Leur critique ne portait pas seulement sur le contenu de ses écrits, mais aussi sur le temps qu'il y consacrait : au Politburo, on lui demanda de ralentir le rythme de sa production et de s'impliquer davantage dans les discussions pratiques au sein de la direction – ce qui donna lieu à une réaction assez désobligeante[1064].

Peut-être n'acceptait-il pas ce genre de critique parce que, même en pleine guerre civile, il s'était toujours acquitté efficacement de ses obligations militaires, tout en continuant à écrire. Natalia comprenait ses exigences et l'aidait de son mieux. En avril 1918, elle s'était rendue au musée Roumiantsev, dans le centre de Moscou, pour demander l'autorisation d'emprunter la *Kievskaïa Mysl* des années 1915 et 1916. Il en avait besoin pour sélectionner ses meilleurs articles avant de les publier dans *Entre l'impérialisme et la révolution*, paru en 1922[1065]. La routine de la vie militaire l'empêchait de se déplacer lui-même, mais la plupart des dirigeants politiques n'auraient même pas imaginé former un tel projet en ces circonstances. Les prémices de la paix lui donnèrent une chance de consacrer plus de temps à sa

vocation d'écrivain. Son enthousiasme tournait à l'obsession. En 1926, par exemple, il publia *C'est arrivé en Espagne*[\[1066\]](#) , un récit alerte des circonstances de son expulsion en 1916. Indiscutablement, il s'agissait d'un épisode marquant de sa vie. Pourtant, au même moment, il affrontait de sérieuses difficultés remettant en cause sa position au sein du parti bolchevique. Mais, disait-il en matière de défense, Voronski l'avait harcelé pour écrire ce livre et la perspective des belles illustrations en noir et blanc de Rotov était irrésistiblement tentante[\[1067\]](#). Comme si un maître du Kremlin devait obéir aux ordres de deux personnalités du monde artistique ! En tout cas, il aurait paru plus logique qu'il se concentrât sur la façon de mettre Staline et Boukharine en échec.

De même, il aurait pu trouver mieux à faire que d'entreprendre des recherches sur la carrière de Lénine. Son recueil, *Lénine*, si vivant et intéressant fût-il, nécessita des semaines de travail. Trotski y voyait un moyen d'affaiblir les arguments de ceux qui l'accusaient d'avoir été antiléniniste. Il noircissait les pages des souvenirs agréables qu'il gardait des moments passés avec Lénine, de leur première rencontre à Bloomsbury en 1902 comme de celles qui suivirent[\[1068\]](#). Il extrayait de sa mémoire prodigieuse des morceaux de passé qu'il polissait ensuite pour en faire le matériau de son écriture. Un tel travail demandait une quantité disproportionnée d'énergie créative pour les recherches, la composition et la correction du manuscrit. Trotski évitait soigneusement de nommer les leaders bolcheviques « modérés » qui avaient fait obstruction à la stratégie révolutionnaire de Lénine en mars et en octobre 1917 (Kamenev, Zinoviev et Staline)[\[1069\]](#) , mais

tous ceux qui connaissaient un tant soit peu l'histoire du Parti savaient qui était visé. Il ne se rendait pas compte, apparemment, qu'il se coupait de sa dernière possibilité de diviser la troïka gouvernante.

Pour Trotski, l'écriture passait toujours avant les discours et l'organisation. Au milieu des années vingt, il s'accorda même le temps de rédiger de nouvelles et longues préfaces pour les deuxième et troisième éditions de ses recueils[1070]. Il adorait s'asseoir à son bureau, la plume à la main, et jeter sur le papier les premières ébauches de son prochain ouvrage. Personne n'osait le déranger lorsqu'il était en pleine inspiration. Famille, domestiques et secrétaires particuliers étaient habitués. À ses yeux, l'organisation factionnelle ne revêtait jamais un caractère d'urgence suprême, puisqu'il agissait selon les critères de la doctrine marxiste qu'il avait adoptée. Toute sa carrière semblait valider cette hypothèse : il avait réussi en sautant sur des occasions, qu'il conformait à ses exigences. En 1905, puis de nouveau en octobre 1917, il était devenu un héros de la révolution. Vivre autrement ne l'intéressait pas. Il se comportait comme il croyait qu'un penseur révolutionnaire devait le faire. C'est pourquoi il s'en tenait à ses manières de grand seigneur, et c'est pourquoi aussi, lui et son groupe de l'Opposition se laissaient toujours surclasser par les personnalités montantes. Il préférait une défaite glorieuse à un changement dans sa façon de vivre et de travailler.

Plus que ses autres projets littéraires, *Lénine* – il faut rendre cette justice à Trotski – justifiait le temps passé à l'écrire. Il en rédigea la plus grande partie lors de son séjour à Soukhoumi : la préface était datée du 21 avril 1924, trois mois

jour pour jour après la mort du dirigeant. À l'époque, ses ennemis épluchaient les archives des journaux et les procès-verbaux du Parti pour déterrer chaque épisode de son passé antibolchevique et le lui lancer à la face. Après avoir été glorifié en public et redouté en privé, il était devenu la cible principale des attaques officielles. Boukharine était, des politiques les plus haut placés dans la presse, l'archer le plus déterminé. *La Question du trotskisme*, écrit en 1925, résumait ses arguments contre Trotski. Éminent bolchevik avant 1917, Boukharine connaissait tout des démêlés passés entre Lénine et Trotski. Il ne manquait pas non plus d'attirer l'attention sur les points embarrassants que Trotski avait omis d'inclure dans ses divers ouvrages. Ces lacunes, disait-il, n'étaient pas involontaires. Pour s'assurer un bénéfice politique, Trotski s'était embarqué dans une déformation de la vérité historique, et il avait été rapidement découvert[1071]. Le passé bolchevique se transforma en champ de bataille : les échanges sur la politique communiste étaient assommants et les méthodes sournoises des deux côtés, mais les enjeux de ces joutes idéologiques étaient fondamentaux, car le vainqueur gagnerait la suprématie à la direction du Parti.

Dans l'édition en plusieurs volumes de ses *Œuvres*, publiée à Moscou en 1924, non seulement Trotski écarta certains articles, mais il en récrivit plusieurs[1072]. En 1932, il dénonça l'« école stalinienne de falsification », qui avait caché ou modifié tous les documents susceptibles de donner une mauvaise image de Staline[1073]. Ses arguments ont infiltré le canon de l'historiographie occidentale et conduit à l'idée, largement répandue, que lui-même n'aurait pas pu se rendre coupable de telles manœuvres. On peut comprendre qu'il ait

agi de la sorte au milieu des années vingt : personne ne pouvait remporter la course à la succession de Lénine sans se présenter comme son admirateur inconditionnel depuis toujours. Mais cette attitude n'en est pas pour autant admirable ou anodine. Historiquement parlant, Trotski le redresseur de torts était aussi un criminel.

Quoi qu'il en soit, il ne présenta pas son *Lénine* comme le fruit de recherches approfondies, ainsi que le laisse entendre le sous-titre : *Matériaux à l'usage d'un biographe*. Il s'agissait d'un texte écrit à la hâte, sans documents à l'appui. Ses souvenirs de Lénine étaient tout frais, et ses motivations politiques encore plus. Les anecdotes pleuvaient de son stylo. Il donnait l'impression que Lénine et lui avaient collaboré de manière étroite et dynamique pendant la plus grande partie de leur carrière politique[1074]. Il racontait l'accueil chaleureux que Lénine lui avait réservé à Londres en 1902, parlait de son travail à la rédaction de l'*Iskra* ; puis il se livrait à une petite gymnastique historique pour sauter à la révolution de Février, évoquant la lenteur de Kamenev et de Staline à adopter une politique léniniste en mars 1917. Il en venait ensuite aux derniers mois de cette année-là, quand Lénine s'était demandé tout haut ce qu'il adviendrait du régime soviétique si tous deux venaient à disparaître subitement. Il pointait aussi les moments, de 1917 à 1919, où Kamenev, Zinoviev et Staline n'avaient pas tenu compte des priorités de Lénine en matière de politique. Il respectait à peu près les convenances du Parti et prenait soin d'éviter de mentionner le testament de Lénine. Mais sa plume était une arme qu'il menait dans la campagne pour lui-même.

L'écriture était habile : plutôt que de prétendre avoir

toujours été d'accord avec Lénine, il reconnaissait leurs conflits occasionnels. Il voulait apparaître comme le seul intime du cercle politique de Lénine à présenter les qualités nécessaires de vision, de jugement et de capacité à diriger. Aucun de ses adversaires, pas même Boukharine, ne pouvait égaler son art de la polémique. Toutefois, s'il remporta le titre de meilleur chroniqueur révolutionnaire du Parti, il perdit la compétition où se disputait la place de leader de la révolution après Lénine.

L'échec

Trotsky ne se déclara capable de rentrer à Moscou qu'en avril 1924. Il était resté absent plus longtemps que les deux mois initialement prévus et s'était refait une santé grâce au repos et à l'écriture. Le Treizième Congrès du Parti s'annonçait : ce devait être le premier grand rassemblement communiste depuis les funérailles de Lénine. Trotsky regrettait de quitter « le magnifique soleil et les merveilleux camarades » de l'Abkhazie[1075]. La région n'était cependant pas propice à la reprise de ses fonctions. Les installations téléphoniques et télégraphiques étaient mauvaises, et toutes les réunions importantes avaient lieu dans la capitale soviétique. Le moment était venu de mettre un terme à son séjour dans le sud du Caucase.

Il ne put résister à l'envie de s'arrêter quelques jours en Géorgie. Le 11 avril, il s'adressa au soviet de la ville de Tbilissi. Il avait toujours trouvé que parler en public était moins fastidieux que de participer à des réunions et, malgré la morosité du thème retenu – le récent échec de la révolution allemande –, il obtint le même succès que d'habitude. Il commença par prétendre ignorer l'actualité – à l'entendre, il aurait glané davantage de nouvelles auprès des journalistes venus l'interviewer que ceux-ci n'en auraient obtenu de lui[1076]. Les camarades allemands, affirmait-il, ne pouvaient s'en prendre qu'à eux-mêmes. Les conditions étaient toutes réunies pour réussir un coup d'État : la plupart des ouvriers

étaient insatisfaits de la république de Weimar et la bourgeoisie était divisée. Mais les communistes berlinois n'avaient pas de parti bien organisé, comme les bolcheviks pouvaient s'honorer d'en posséder un en 1917. Il leur manquait aussi un dirigeant de l'envergure de Lénine[1077]. Trotski voulait prouver qu'il était tout disposé à se montrer fidèle à la politique soviétique. Il ne révéla pas ses pensées les plus intimes, car il restait convaincu que les critiques émises dans *Cours nouveau* sur la sphère dirigeante étaient toujours d'actualité. Il reconnaissait cependant qu'il lui fallait se montrer plus adroit que par le passé et se préparait à une belle prestation devant le Congrès.

Arrivé à Moscou quelques jours avant son ouverture, le 23 mai, il reprit sa place au Comité central et au Politburo, et réintégra son bureau du commissariat du peuple aux Affaires militaires. Il savait que l'on guettait chez lui le moindre signe d'opposition et, après les reproches qui lui avaient été adressés en janvier lors de la Conférence du Parti, il avait bien compris que tout ce qui irait dans ce sens se retournerait contre lui. Les vétérans craignaient toujours de voir les groupes antibolcheviques profiter du flou politique ambiant : soucieux de conserver sa stabilité à la vie publique soviétique, ils regardaient de travers tous ceux qui plaçaient leur ambition personnelle au-dessus des intérêts de la révolution. Lénine était maintenant révééré comme une sorte de divinité païenne : Petrograd devint Leningrad, et ses œuvres furent bientôt traitées comme les Saintes Écritures. Trotski devait montrer qu'il n'avait pas l'intention de diviser une fois de plus l'équipe dirigeante.

Staline aussi devait procéder avec prudence. Comme l'avait

confirmé Nadejda Kroupskaïa, les dirigeants avaient le devoir de respecter la demande de Lénine en transmettant son testament au Congrès du Parti, et cela ne pouvait que nuire à Staline. Le Comité central prit la décision de ne lire le document que devant les chefs des délégations locales présents au Congrès. Ils se réunirent donc comme prévu pour une séance spéciale, où ils prirent connaissance de toutes les opinions négatives de Lénine sur les bolcheviks les plus en vue. Si le texte mentionnait le caractère « excessif » du zèle administratif de Trotski, Staline avait bien plus de raisons de s'inquiéter – comme l'indiqua son air abattu à la lecture du passage le concernant. L'assistance ne l'avait jamais vu moins agressif. Au moment de lancer le débat sur le contenu du testament, les participants convinrent de la nécessité d'un changement dans la gestion des affaires centrales du Parti. Certains remirent des commentaires signés[1078]. Staline parvint à tirer son épingle du jeu parce qu'il n'y avait pas assez de délégués pour exiger son renvoi et, de toute façon, le Comité central lui exprima sa confiance. Personne ne pouvait honnêtement ergoter sur sa conduite depuis le printemps 1923 : pendant que Trotski brandissait l'étendard du factionnalisme, Staline, lui, travaillait sans réserve et en toute loyauté pour la nouvelle sphère dirigeante[1079].

Après la défaite de l'Opposition de gauche, Trotski n'eut même pas droit de vote au Congrès[1080], et ce fut Zinoviev qui lut le rapport politique du Comité central. Trotski se joignit au débat sur le rapport organisationnel de Staline. Il adopta un ton respectueux pour rappeler ses idées sur la jeune génération, les factions et la planification économique[1081]. Il s'efforça de reformuler ses critiques récentes contre le

langage employé dans les résolutions du Comité central. Puis il se lança dans une sorte d'apologie : « Camarades, aucun d'entre nous ne souhaite ni ne peut s'opposer complètement à son propre parti. En dernière analyse, le Parti a toujours raison, parce qu'il est le seul instrument historique accordé au prolétariat pour l'accomplissement de ses tâches fondamentales[1082]. » Manifestement, il se sentait en sursis, à cause de ses fautes passées, et dès lors, et jusqu'en 1933, il se montra plus attentif au Parti qu'il ne l'avait jamais été depuis 1917[1083]. Durant sa période de réflexion dans le sud du Caucase, il avait décidé de devenir une sorte de léniniste. Il ne donna jamais d'explication à ces courbettes soudaines devant le Parti. La défense de ses intérêts dut compter, mais peut-être aussi, à cause de son moral en baisse, devait-il trouver un autre roc sur lequel fonder sa stratégie, et il n'est pas exclu non plus que le besoin de se mesurer à Lénine ait perdu sa raison d'être, dès lors que celui-ci était mort : pour la première fois, il pouvait l'accepter comme une autorité.

Venant de lui, cette abnégation publique était aussi extrême qu'étrange, et au cours des années à venir, il afficherait un léninisme très singulier[1084]. Estimant que cette apologie était une erreur tactique, plusieurs de ses partisans l'adjurèrent de se dresser fièrement contre ses adversaires à la direction du Parti[1085]. Lui, au contraire, jugeait que la prudence était de mise. Les cadres dirigeants, satisfaits de ses signes de contrition, l'autorisèrent à conserver son siège au Comité central et au Politburo.

Trotsky guettait toujours le bon moment pour se lancer dans une nouvelle attaque contre les dirigeants en vue. Et comme ce n'était pas une situation bien agréable, il se consola en se

plongeant dans l'écriture. Quand il se rendit à Kislodovsk, dans le nord du Caucase, pour ses congés d'été, il était prêt à se lancer dans la rédaction des *Leçons d'octobre* (au départ, il s'agissait d'une introduction à un volume de ses œuvres complètes)[1086]. L'ouvrage fut terminé à la mi-septembre 1924. Ce devait être une suite du *Lénine*, en plus combatif. Le thème central était l'année 1917. Non sans raison, Trotski affirmait que le Parti n'avait réalisé aucune véritable étude de la révolution d'Octobre. Soucieux d'apporter son aide à la cause communiste en Union soviétique et dans des pays comme l'Allemagne, il livrait ses conclusions[1087]. Systématiquement, soulignait-il, individus et groupes – il les appelait les « conciliateurs » – s'étaient opposés à la direction de Lénine. En mars, Staline et Kamenev avaient cherché un compromis avec le gouvernement provisoire[1088]. Puis, alors que la politique du Parti s'orientait vers un coup d'État, Kamenev et Zinoviev s'étaient efforcés de le faire avorter. Avec d'autres conciliateurs, en novembre 1917, il avait continué ses tractations avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires[1089]. Les *Leçons d'octobre* s'achevaient sur une réflexion provocante : le Parti avait à sa tête des dirigeants qui n'avaient pas rompu avec les tendances et les doctrines de partis engagés dans un combat politique contre les bolcheviks[1090].

Ces lignes-là précipitèrent Zinoviev et Kamenev dans les bras de Staline. Trotski venait de détruire le maigre bénéfice de son intervention au Treizième Congrès. La *Pravda* servit d'amplificateur aux ordres du jour du Politburo. On imprima des pamphlets contre le trotskisme et Trotski se vit ressortir son passé d'ennemi du bolchevisme. Staline savait comment

resserrer le nœud : il réussit admirablement à récupérer d'anciens partisans de Trotski qui le traînèrent dans la boue. Il le fit aussi surveiller de très près : un courrier envoyé de Moscou à son ami Max Eastman, qui séjournait au bord de la mer Noire, n'arriva jamais à son destinataire[1091]. Ce genre de découvertes détermina Trotski à refuser la proposition officielle d'installer un nouveau téléphone dans son appartement du Kremlin : « L'usage des écoutes téléphoniques est un fait avéré », signala-t-il au Politburo[1092]. Il n'y eut personne pour le contredire.

Staline et Trotski étaient désormais ennemis mortels. Chaque fois que l'un assistait à une réunion du Politburo en l'absence de l'autre, il prenait le contrôle des opérations. Kamenev occupait d'ordinaire le fauteuil du président, menant les discussions en douceur. Mais ni Kamenev ni Zinoviev n'étaient des candidats sérieux à la succession. Ils leur manquaient à tous deux le dynamisme nécessaire pour maintenir l'éventail des politiques publiques dans l'axe de la stratégie communiste. Trotski et Staline étaient d'une autre trempe. Novateurs enthousiastes, capables de débrouiller n'importe quel écheveau politique, ils bouillaient d'impatience devant des rapports insatisfaisants, et interrogeaient sur un ton impérieux les spécialistes présents aux réunions de la direction. Tout Moscou parlait de Trotski comme du remplaçant possible de Lénine. Si l'on vantait moins les capacités de Staline à assumer ce rôle, c'est que les procès-verbaux du Politburo étaient très peu diffusés, et que lui-même ne possédait pas le talent de Trotski pour se mettre en avant. Mais son potentiel n'était pas moins grand[1093]. Avec Boukharine, il accomplissait un véritable travail de sape pour

évincer Trotski. Staline avait commencé à évoquer la possibilité de mener à bien l'« édification du socialisme dans un seul pays ». Trotski prétendait que c'était inconcevable tant que des révolutions communistes n'auraient pas eu lieu dans d'autres pays. Lénine avait toujours pensé la même chose, mais Staline déformait les textes du disparu pour démontrer que sa politique à lui était inspirée d'un authentique esprit marxiste-léniniste ; et Boukharine affirmait que la théorie trotskiste de la « révolution permanente », avec ce qu'elle semblait comporter de méfiance à l'égard de la classe paysanne, était antiléniniste.

Au sein de la direction, Zinoviev, encore plus combatif, préconisait d'exclure Trotski non seulement du Politburo et du Comité central, mais aussi du Parti. Staline jugeait cette mesure excessive : il aimait jouer le rôle du modérateur et préférait qu'on se limite à lancer des polémiques contre les partisans de Trotski ou à les révoquer. À la fin de l'année 1924, acculé, Trotski demanda à Mikhaïl Glazman, son assistant, d'éplucher toute la presse bolchevique d'avant la révolution, à la recherche d'articles élogieux[1094]. Il voulait répondre à une campagne de diffamation de la *Pravda*, fondée sur des incidents exhumés du passé. Des idéologues officiels s'y consacraient à plein temps : lorsqu'un oppositionniste important prenait la parole au cours d'un meeting, il se faisait huer par une horde de partisans de la sphère dirigeante, recrutée pour faire la claque. Trotski et ses amis se virent retirer l'autorisation automatique de mener campagne dans la presse. On prononça l'exclusion des sympathisants de l'Opposition de gauche qui se trouvaient à la base du Parti, mesure assortie de sanctions supplémentaires.

La situation prit un tour critique en janvier 1925, lorsque le Comité central débattit de la position de Trotski à la tête des Affaires militaires. Plutôt que de donner à ses adversaires le plaisir de le révoquer, le commissaire du peuple préféra présenter sa démission :

Cette décision avait été soigneusement préparée par la lutte qui l'avait précédée. Les épigones [les personnalités montantes de la sphère dirigeante] ne craignaient pas seulement les traditions d'Octobre, ils redoutaient aussi par-dessus tout celles de la guerre civile et mes liens avec l'armée. J'abandonnai mes fonctions militaires sans me battre, en éprouvant même un soulagement à l'idée d'arracher des mains de mes adversaires l'arme qu'ils affûtaient, en l'occurrence toutes sortes d'insinuations selon lesquelles je prévoyais d'utiliser l'armée à mes propres fins. Pour justifier leurs actes, les épigones m'avaient inventé ces intentions qui relevaient du fantasme, et maintenant, ils y croyaient à demi[1095].

Pendant presque quatre ans, il avait formé avec l'Armée rouge un couple apparemment inséparable. Tout ce qu'il avait accompli durant la guerre civile lui avait valu des honneurs constants. Désormais, même s'il conservait son siège au Comité central et au Politburo, il ne faisait plus partie de la hiérarchie militaire.

Trotski aurait-il pu se servir de l'Armée rouge pour obtenir sa réintégration dans le firmament politique ? Il aurait fallu qu'il soit un politicien d'un autre genre, ne serait-ce que pour envisager cette hypothèse. Il avait déjà dit aux camarades dirigeants qu'il n'aspirait pas au pouvoir personnel[1096] , et quand bien même il n'aurait pas été franc avec eux ni avec lui-même, il lui aurait peut-être manqué les compétences nécessaires pour réunir une armée capable de lui apporter la fonction suprême sur un plateau. Le haut commandement de

l'Armée rouge était rongé par les multiples rivalités d'esprits ambitieux, et rien ne prouvait que Trotski fût le grand favori d'un groupe de commandants, quel qu'il fût. Certes, il comptait beaucoup d'admirateurs parmi les commissaires, mais plusieurs d'entre eux, notamment Ephraïm Sklianski et Vladimir Antonov-Ovseenko, avaient déjà été renvoyés de l'armée. En outre, sa façon impérieuse de diriger le commissariat du peuple pendant la guerre civile lui avait aussi valu bon nombre d'ennemis dans leurs rangs. Si Napoléon Bonaparte avait pu se hisser au pouvoir grâce au chaos engendré par la Révolution française, le Politburo des années vingt, lui, tenait serrées les rênes du régime politique soviétique. La réaction du Parti et de la police face à toute tentative de coup d'État aurait été impitoyable. De toute façon, Trotski était un révolutionnaire et un patriote soviétique : il aurait été le dernier à risquer de déstabiliser par une intervention militaire le régime issu de la révolution d'Octobre.

La direction du Parti attendit quatre mois et, en mai, elle le nomma à la tête du comité des concessions aux sociétés capitalistes étrangères, du secteur électrotechnique et de la direction scientifique et technique de l'industrie. Il n'était pas question de lui confier des responsabilités politiques importantes, mais plutôt de l'empêcher de nuire. À l'en croire, il se jeta à corps perdu dans ces nouvelles tâches, se rendit sur place, dans le Sud, pour inspecter les installations, et retrouva l'intérêt qu'il portait aux sciences depuis l'époque où, tout jeune, il envisageait d'étudier les mathématiques et la physique à l'université de Nouvelle-Russie à Odessa[1097].

À la direction du Parti, cependant, les tensions étaient nombreuses. Au printemps 1923, Zinoviev avait tenté de

réduire le pouvoir de Staline mais, presque tout de suite, il avait été contraint de le prendre comme allié contre Trotski. L'ampleur de la défaite de Trotski en 1924 lui permit, avec Kamenev, de se tourner de nouveau vers le problème que leur posait Staline. Le programme de la Nouvelle politique économique impliquait des concessions à la classe paysanne. Au fil des ans, ce mouvement de repli face aux exigences du monde rural se prolongeait, et Zinoviev et Kamenev en venaient à penser que les avertissements de Trotski étaient justifiés. Ils soupçonnaient de plus en plus Staline et Boukharine de se désintéresser de l'engagement du Parti à la « révolution socialiste européenne » et n'appréciaient pas leurs méthodes autoritaires. À partir d'avril 1925, après avoir rassemblé un groupe de partisans (bientôt connu sous le nom d'Opposition de Leningrad, parce que Zinoviev y avait sa base de travail), ils attaquèrent ouvertement les deux comparses : la sphère des épigones se délitait. Avec le consentement de Boukharine, Staline prit des « mesures organisationnelles » contre Zinoviev à Leningrad et contre Kamenev à Moscou. À l'heure où débuta le Quatorzième Congrès du Parti, en décembre, la rupture était consommée. Zinoviev lut son rapport sur la politique générale avant de subir une défaite écrasante. Staline et Boukharine contrôlaient désormais le Politburo et le Comité central : à la fin de l'année, ils étaient devenus les maîtres de l'Union soviétique.

La lutte entre les différentes factions s'intensifia en 1926. Malgré leur animosité, la convergence d'opinion entre l'Opposition de Leningrad et les trotskistes était de plus en plus perceptible. En avril 1926, Trotski, Zinoviev et Kamenev s'associèrent pour former l'Opposition unifiée. Les

événements du mois suivant leur furent favorables. Contre l'avis de Trotski, le Politburo avait encouragé le parti communiste britannique à coopérer avec d'autres groupes de gauche. Or, en Grande-Bretagne, la grève générale de mai 1926 se solda par un échec total. Trotski, Zinoviev et Kamenev déclarèrent Staline et Boukharine incompetents et sur le point d'accepter une politique de compromis avec l'étranger : entre leurs mains, le Komintern n'était plus en sécurité.

Staline et Boukharine, sans pitié, révoquèrent les derniers partisans de Zinoviev qui occupaient des postes de premier plan, Mikhaïl Lachevitch notamment. Staline s'attaqua à Zinoviev lui-même, obtenant son exclusion du Politburo. Jusqu'alors, Trotski s'en était sorti indemne, conservant son siège au Comité central comme au Politburo, malgré ses protestations continuelles contre la politique officielle. Zinoviev resta membre du Comité central. Mais Staline et Boukharine se lancèrent dans une bataille sans merci : ils accusèrent Trotski, Zinoviev et Kamenev d'enfreindre l'interdiction sur les factions, édictée lors du Dixième Congrès du Parti, et ils stigmatisèrent leur manque de loyauté en cette période extrêmement difficile pour les relations internationales. Tous trois avaient jadis glorifié l'unité du Parti. Au lieu de travailler à la conserver, ils avaient affiché et aggravé les tensions entre les dirigeants communistes, pour le plus grand bénéfice des ennemis de l'Union soviétique. La pression exercée sur les trois dissidents s'intensifia. En octobre, ce fut au tour de Trotski d'être exclu du Politburo, comme Zinoviev l'année précédente. Tous les trois conservaient leur siège au Comité central, mais il était clair qu'ils avaient été mis en minorité.

Des sympathisants des épigones furent nommés aux postes désormais vacants et, au sein de l'Opposition unifiée, plusieurs militants préférèrent se rétracter plutôt que de rompre avec la ligne officielle du Parti. Staline et Boukharine triomphaient.

Si l'Opposition unifiée s'était formée plus tôt, Staline n'aurait rien pu contre elle. Trotski, Kamenev et Zinoviev auraient alors dominé le Politburo, le Comité central et le Komintern, et ils n'auraient eu qu'à se pencher pour cueillir le Sovnarkom. Désormais, la situation était très dégradée. Il était établi que Zinoviev était un détracteur de Trotski : il avait révélé son « aventurisme » en matière de politique étrangère et sa tendance excessive au centralisme, lui avait reproché ses nombreuses altercations avec Lénine, avant et après 1917. Trotski lui avait renvoyé la balle, l'accusant d'avoir abandonné Lénine avant la révolution d'Octobre, et de s'être fait le complice de Staline et de Boukharine pour amputer la NEP de sa qualité militante. Tous ces désaccords avaient fait l'objet d'articles dans la *Pravda*. Trotski, Zinoviev et Kamenev demandaient maintenant à être crus sur parole : tous trois se disaient d'accord sur les changements à apporter à la politique du Parti. Trotski pouvait prétendre à une forme de cohérence depuis la création de l'Opposition de gauche. En se rangeant de son côté, Zinoviev et Kamenev appelaient à la démocratisation du Parti et à une restriction de l'économie de marché. Staline et Boukharine n'eurent aucune difficulté à attribuer ce revirement à la simple convoitise du pouvoir.

Le Komintern n'était pas immunisé contre une telle purge. On assista à une valse ininterrompue des dirigeants des partis communistes étrangers chaque fois que l'obéissance aux politiques du Politburo n'était pas jugée assez stricte, et

l'exclusion de Zinoviev facilita la tâche. La sphère dirigeante exigea un soutien sans équivoque de sa gestion de la NEP en Union soviétique. Toute critique de la politique étrangère soviétique était interdite. Entre-temps, des sanctions furent prises à l'encontre d'autres personnalités de l'Opposition unifiée. Un scandale planétaire aurait éclaté si l'un des trois grands dissidents avait été expulsé de Moscou ou de Leningrad. En revanche, d'autres étaient plus vulnérables. On plaça l'avant-garde de l'Opposition unifiée à des postes où il lui serait impossible de perturber vraiment les agissements du Kremlin. Aux niveaux inférieurs du Parti, la Commission centrale de contrôle multiplia les purges parmi les oppositionnistes. Si Trotski, Zinoviev et Kamenev avaient perdu la liberté d'écrire pour la *Pravda* ou d'autres organes de presse du Parti, il n'en allait pas de même des porte-parole officiels, à qui ne s'appliquaient pas les mêmes restrictions et parmi lesquels on trouvait de plus en plus d'anciens membres des factions oppositionnistes, comme Andreï Boubnov. Entre 1926 et 1927, la position de Trotski devint plus fragile que jamais.

Zinoviev, Kamenev et Trotski étaient des pamphlétaires et des orateurs enthousiastes. Lorsque Boukharine attaqua les tendances bureaucratiques de l'organisation du Parti à Leningrad, sous Zinoviev, Trotski ne voulut rien entendre : si les bolcheviks de Leningrad dépendaient complètement de leur appareil, on pouvait en dire autant du Parti dans son ensemble. Il n'était donc pas juste de rejeter sur Zinoviev la responsabilité de tous ses maux. Trotski se moqua de Boukharine quand il décrivit l'organisation du Parti à Moscou comme un modèle de vertu, car en réalité tous les secteurs

étaient tenus de suivre les indications de leurs dirigeants[1098]. Pendant un temps, l'Opposition unifiée reçut le soutien de la veuve de Lénine, Nadejda Kroupskaïa. Elle avait toujours eu de bonnes relations avec Trotski depuis 1917, en dépit des querelles récurrentes entre Lénine et lui. En 1926, elle lui confia même ce que son époux lui avait dit un jour de Staline : « On ne trouve chez lui aucune trace de l'honnêteté la plus élémentaire[1099]. »

Par la qualité de sa prose, Trotski a rendu vraisemblables, pour des générations successives de lecteurs, ses descriptions de la sphère dirigeante. La réalité est cependant bien plus complexe. Staline et Boukharine étaient très loin de fonder leur stratégie économique sur une bienveillance permanente envers les koulaks. Boukharine avait semé la confusion en déclarant que le meilleur moyen de développer l'agriculture sous la NEP serait que les paysans « s'enrichissent ». Les plus prospères produisaient des excédents commercialisables. Toute l'économie en dépendait. Dans ses discours comme dans ses articles, Boukharine avait la fâcheuse habitude d'exagérer. Quand le Politburo parvint enfin à mettre au point ses directives pour l'année fiscale 1925-1926, il n'eut aucune peine à soutenir un plan prévoyant de fortes discriminations contre la partie la plus aisée de la classe paysanne. Le régime fiscal était modifié de façon à imposer sévèrement les familles de koulaks, tandis que les revenus correspondant au seuil de pauvreté officiellement reconnu étaient quasiment exonérés d'impôts. Preobrajenski avait déclaré que la direction centrale du Parti devait demander à la classe paysanne de payer un « tribut » pour financer l'industrialisation. Cette suggestion favorisa l'expropriation de céréales qu'autrement les familles

les plus riches auraient commercialisées. La réforme fiscale Boukharine-Staline était un grand pas en direction des oppositionnistes.

L'Opposition unifiée avait rassemblé des dirigeants en désaccord sur certaines politiques. Pour maintenir l'unité Trotski dut accepter des compromis. Selon lui, par exemple, l'Opposition de gauche s'était toujours battue contre l'exigence imposée au parti communiste chinois de s'allier avec les nationalistes du Kuomintang, alors en conflit avec les Japonais, les Américains et les Européens, désireux de maintenir la Chine sous leur joug. Le Kuomintang comptait des éléments socialistes, mais Trotski, soulignant que l'Opposition de gauche s'en était toujours méfiée, se prononça contre son admission au sein du Komintern. Seuls Radek et quelques-uns de ses amis adoptèrent une ligne différente. Le Politburo, quand Kamenev et Zinoviev étaient encore les alliés de Staline, avait jugé que le Kuomintang de Chiang Kai-shek était le parti national le plus efficace contre l'impérialisme étranger. Le parti communiste chinois étant jugé trop faible pour faire cavalier seul, on lui avait ordonné de trouver un accord provisoire avec Chiang Kai-shek. Lorsque l'Opposition de Leningrad rejoignit celle de gauche, Zinoviev insista pour suivre les directives du Politburo concernant la Chine, et la coterie de Radek prit le dessus. Preobrajenski et Pitiakov mirent en garde : cela ne devait pas devenir un sujet de division pour l'Opposition unifiée. Trotski fut donc contraint de revenir sur sa position, mais il le regretta amèrement toute sa vie[1100].

Ce qui soudait le bloc Trotski, Zinoviev et Kamenev, c'était son aversion commune pour le tandem Staline-Boukharine et sa gestion de la Nouvelle politique économique. Trotski révéla

les récents scandales financiers qui avaient ébranlé le Parti : des fraudes importantes avaient été dévoilées dans des endroits éloignés, à Chita et à Kherson notamment. Ce nom ne provoqua en lui aucune émotion. Bien que natif de la province, il s'intéressait surtout aux conclusions générales à tirer de ces révélations. Le rapport de Schlikhter mentionnait que les fonctionnaires n'avaient pas dénoncé les dirigeants de leur parti par crainte de se voir infliger le traitement réservé aux opposants[1101]. Pour Trotski, c'était une preuve de plus que le parti bolchevique était en pleine dégénérescence depuis la guerre civile. Les pratiques capitalistes et les mesures policières étaient monnaie courante. Il fallait commencer une contre-campagne avant que la situation ne devînt incontrôlable.

Trotski était toujours prêt à se plaindre que l'ascension de Staline s'était faite au mépris de la loyauté, et généralement tout le monde le croyait. Il signala les manœuvres bureaucratiques auxquelles le secrétaire général avait volontiers recours. Selon lui, Staline n'était pas un homme d'État assorti d'un révolutionnaire, mais un simple administrateur : il ne sortait pas de son bureau pour haranguer les foules et restait incapable de débattre en public. C'était un nain intellectuel, tout juste bon à s'asseoir à un bureau et à rassembler autour de lui une équipe de protégés prêts à obéir à ses ordres. La loyauté envers le chef était récompensée par une promotion qui pouvait aller jusqu'aux plus hauts niveaux de la hiérarchie au sein du Parti et du gouvernement. Les affectations aux échelons les plus bas s'effectuaient selon les mêmes critères : ainsi des vétérans bolcheviques qui s'étaient illustrés pendant la révolution

d'Octobre et la guerre civile se trouvaient-ils systématiquement mis à l'écart. Staline préférait de loin les administrateurs froids et sévères, jeunes et dépourvus de conscience idéologique, et impitoyables dans l'exécution de ses ordres. Il avait réduit la politique soviétique à un processus administratif. Les acteurs de la révolution d'Octobre et les combattants victorieux de la guerre civile, prétendait Trotski, étaient traités comme une catégorie suspecte. Toutefois, en accusant Staline de refuser une promotion à des révolutionnaires expérimentés, il n'y était pas du tout. La sphère dirigeante accordait résolument de l'avancement aux vétérans bolcheviques. Et si quelqu'un favorisa des non-bolcheviks parmi ses proches, ce fut bien Trotski[1102].

Entourage et faction

En dehors des réunions du Parti ou de ses activités au commissariat du peuple, Trotski ne voyait guère d'autres personnes que sa famille et le cercle d'assistants qu'il avait regroupés autour de lui en 1918-1919. La petite équipe, constituée de Gueorgui Boutov, Mikhaïl Glazman, Igor Poznanski, Nicolaï Sermouks et Ephraïm Sklianski, n'était pas très populaire. De nouveaux venus avaient rejoint le Parti par intérêt pour Trotski et ses idées, et on les disait généralement candidats au poste d'aide de camp du Bonaparte rouge.

Aucun des éléments de ce cercle restreint, issu d'un processus de sélection darwinien pendant la guerre civile, ne manquait à l'étiquette : au bureau, Trotski imposait des règles strictes et, dans tout le Parti, il était connu pour être d'une grande exigence. La plupart des bolcheviks savaient faire face à un environnement chaotique. Certains, même, n'en réussissaient que mieux, estimant que le caractère informel des conditions de travail reflétait un dévouement à la révolution. Les camarades allaient et venaient à leur aise, arrivaient en retard aux réunions et leurs chauffeurs venaient les chercher à des heures indues. Les séances étaient bruyantes et sans objectif précis. Il n'était pas inhabituel de voir des membres du Sovnarkom fumer une cigarette, malgré l'interdiction prévue dans le règlement fixé par Lénine (quand il n'en pouvait plus, Dzerjinski, le chef tant redouté de la police politique, s'écartait d'un pas lent, discrètement, jusqu'à la

cheminée la plus proche)[1103]. Lénine était souvent exaspéré de cette absence de discipline administrative élémentaire. Mais Trotski était encore plus pointilleux sur le respect du calme et du silence quand il travaillait à son bureau. Il ne laissait entrer aucun de ses secrétaires sans autorisation préalable. Seule, une des domestiques, « une matrone de la campagne, qui portait un mouchoir autour de la tête[1104] », jouissait d'un traitement de faveur, précisément parce qu'elle savait se déplacer très doucement.

Staline s'arrangea pour disperser l'équipe des assistants de Trotski. Les autorités centrales exclurent Glazman en août 1924, pour des raisons manifestement fallacieuses. Le lendemain, le secrétaire se tira une balle dans la tête[1105]. Après la querelle avec Staline, Sklianski fut muté de son poste au Conseil militaire révolutionnaire à un autre dans l'industrie du drap, loin de Trotski. Lors d'un voyage officiel aux États-Unis, en 1925, il se noya dans un lac au cours d'une promenade en canot[1106].

Une seule personne, à la périphérie de ce cercle, causa à Trotski plus d'ennuis que n'importe quel autre membre du parti bolchevique : Max Eastman. Trotski avait accueilli ce jeune écrivain américain devenu communiste en 1922, après avoir accepté le principe d'une biographie dont il serait l'auteur. Eastman noua des amitiés avec la famille et prit une maîtresse, Elena Krylenko, qui lui enseigna le russe. Trotski répondait à ses questions interminables, par écrit et oralement au cours d'entretiens[1107]. Ils n'eurent pas le temps de tout aborder et l'Américain dut se contenter d'une biographie partielle intitulée *Leon Trotsky : The Portrait of a Youth (La Jeunesse de Trotski)*[1108]. Les deux hommes discutèrent

des derniers événements politiques et Trotski dévoila le contenu du testament de Lénine, mais sans en produire la copie. Comme il avait intérêt à le rendre public par tous les moyens, il autorisa Eastman à le publier à l'étranger[1109]. Sorti en Grande-Bretagne quelques mois après la biographie aux États-Unis, *Since Lenin Died (Depuis la mort de Lénine)* fit sensation dans le monde entier. Trotski joua les innocents, mais à la direction du Parti, tous savaient qu'Eastman et lui étaient de connivence. Une querelle éclata au sein du Politburo : mis en minorité, Trotski fut contraint de désavouer l'ouvrage, de dénoncer l'imposture de son auteur et de nier l'existence du testament[1110].

Eastman, alors dans le midi de la France, fut profondément blessé de cette attitude. Loin d'agir inconsidérément, il avait pris la peine de consulter Khristian Rakovski, l'ambassadeur de l'Union soviétique à Paris, pour lui demander conseil, et ce dernier, après lecture du manuscrit, l'avait encouragé à le publier[1111]. Plus tard, Trotski reconnut en privé, devant ses partisans, que l'Américain était un « révolutionnaire sincère ». Le message parvint jusqu'à Eastman à New York, au cours de l'hiver 1928-1929, et il se remit à travailler pour Trotski[1112].

Les autres membres de son entourage restèrent toujours fidèles à Trotski, ce qui ne signifiait pas pour autant qu'il était extraordinairement sociable. C'était plutôt une sorte de planète impersonnelle attirant des satellites dans son orbite. À la mort de Sklianski, il écrivit une notice nécrologique assez touchante ; mais d'une manière générale, il faisait peu de cas de ses assistants, sauf quand on les lui retirait. Cette attitude hautaine ne diminuait en rien l'estime et l'admiration qu'ils

avaient pour lui depuis leur plus jeune âge et qu'ils lui gardèrent toujours. Il n'en allait pas de même avec les camarades oppositionnistes, car Trotski ne s'était jamais écarté de son chemin sous prétexte de se lier d'amitié avec quelqu'un. La politique était son support relationnel : il recherchait des camarades plus que des amis. Ses intimes, dans la vie publique, se comptaient sur les doigts d'une seule main : Khristian Rakovski, Adolf Ioffé et Dimitri Svertchkov. (Alexandre Helphand-Parvus avait rompu toute relation amicale avec lui bien avant sa mort, survenue en 1924 : ses affaires et ses liens avec le gouvernement allemand au cours des années précédentes l'avaient complètement discrédité en Union soviétique.) Aucun d'eux n'était un bolchevik de la première heure et tous, d'une façon ou d'une autre, s'étaient opposés à Lénine avant 1917. Ils s'écrivaient des lettres affectueuses et, dès que l'un était malade, l'autre était là pour le soutenir. Mais Trotski ne s'engagea jamais complètement en amitié. Des années plus tard, à Paris, Max Eastman confia à Albert Rosmer qu'il manquait fondamentalement « du sens de l'autre en tant qu'individu ». Rosmer acquiesça : « C'est tout à fait vrai. Il manque d'humanité. C'est un sentiment dont il est totalement dépourvu[1113]. »

Trotski connaissait Rakovski, issu de la noblesse bulgare, depuis 1903. C'est à lui qu'il avait dédié son livre *Littérature et révolution*, « au combattant, à l'homme et à l'ami ». Tous deux s'étaient rejoints sur la politique concernant l'Ukraine, pendant la guerre civile, à l'époque où Rakovski dirigeait le gouvernement à Kiev et, au cours des années vingt, ils étaient encore du même avis dans les grandes lignes. Rakovski paya son soutien à l'Opposition de gauche d'un « exil » à l'étranger,

pour se retrouver finalement à la tête de la diplomatie soviétique entre 1925 et 1927.

Comme Rakovski, Ioffé était médecin, d'une grande curiosité intellectuelle. Après avoir dirigé les pourparlers de Brest-Litovsk à leurs débuts, fin 1917 il eut avec Trotski, durant la guerre civile, des échanges réguliers au sujet de la politique internationale – jusqu'à son arrestation à Odessa, il était resté, comme Trotski, une personnalité éminente du comité de rédaction de la *Pravda*. Successivement diplomate à Berlin, Riga, Gênes, Shanghai, Londres et Tokyo, Ioffé passa peu de temps en Russie soviétique. Il apporta cependant, de loin, tout le soutien possible à l'activité de Trotski au sein de l'Opposition.

Svertchkov aussi gardait sa sympathie à son vieil ami. Les deux hommes se retrouvaient quand leurs occupations politiques le leur permettaient et se réconfortaient lorsque l'un ou l'autre était souffrant. Trotski subit un véritable choc en entendant Svertchkov annoncer, fin 1920, qu'il se ralliait à la ligne officielle du Parti et qu'il rejetait l'Opposition unifiée.

Rakovski, Ioffé et Svertchkov étaient rarement assez proches, géographiquement, pour permettre à Trotski de tester ses idées sur eux avant de les rendre publiques. De toute façon, même en temps normal, il ne dévoilait pas ses pensées. Il ressemblait à un ermite qui ne sort de sa solitude que lorsqu'il a quelque chose d'important à dire.

Parmi les autres leaders de l'Opposition de gauche et de l'Opposition unifiée, figuraient Karl Radek, Evgueni Preobrajenski, Leonid Serebriakov, Iouri Pitiakov, Ivar Smilga et Nicolaï Krestinski. Sur les questions d'ordre politique, avant

comme après 1917, Radek et Trotski étaient souvent d'accord. Ils avaient le même humour sarcastique. Radek, connu au Kremlin pour ses traits d'esprit, était de compagnie plus agréable. N'occupant aucun poste fixe au Parti ni au gouvernement, il écrivait régulièrement pour la *Pravda*. Max Eastman a tracé son portrait :

[II] avait ce côté attirant d'une chose qui au premier abord n'est pas séduisante. On croyait qu'il n'y voyait rien, on trouvait ses lèvres grossières et l'on pensait ne jamais pouvoir supporter son vieux bandeau de poils bruns tendu sous les oreilles et le menton. Et puis on découvrait que derrière les grosses lunettes, les yeux n'étaient pas humides mais singulièrement pénétrants, et que les lèvres grossières étaient séparées par une ligne très fine. Ce que l'on apprenait à aimer chez elles, c'était leur expression sereine. Radek revêtait sa carcasse d'un étrange habit ringard en tissu lisse et aristocratique, orné d'étonnants boutons et rabats, mais dont la coupe évoquait plutôt un diacre de la Nouvelle-Angleterre qu'un agitateur bolchevique[1114].

Preobrajenski, Serebriakov et Krestinski se rangèrent du côté de Trotski dans les années 1920-1921, à partir de la « controverse syndicale », ce qui leur valut d'être relevés de leur fonction de secrétaires du Comité central. Preobrajenski fut l'un des instigateurs principaux de l'Opposition de gauche et il formula, plus encore que Trotski, la critique de la politique agraire du Politburo sous la NEP. Il ne fut jamais l'ami du révolutionnaire dont l'autoritarisme l'agaçait[1115]. Pitiakov et Smilga étaient aussi réservés et, chose remarquable, malgré le malentendu qui l'opposa à Trotski en 1918-1919, Smilga accepta sa supériorité au sein de l'Opposition[1116]. Radek, Preobrajenski, Serebriakov, Krestinski, Pitiakov et Smilga le considéraient comme le meilleur dirigeant possible, bien que loin d'être parfait. Trotski ne cherchait pas à soigner une

clientèle politique : il voulait des partisans, certes, mais sans se donner la peine de les rassembler. Dans son *Cours nouveau*, en effet, il exprimait un certain mépris à l'égard des bolcheviques des débuts. Avant 1917, il avait accumulé les ennemis, et beaucoup lui étaient devenus plus hostiles encore par la suite. Le désaveu de presque tous ses principaux alliés politiques, au cours du premier plan quinquennal introduit par Staline en 1928, ne le surprit pas foncièrement. Rakovski lui-même fit la paix avec Staline. Ils n'échappèrent pas pour autant au zèle punitif que déploya le dirigeant soviétique à la fin des années trente. Radek, Preobrajenski, Serebriakov, Krestinski, Pitiakov, Smilga et Rakovski périrent tous sous les balles d'un peloton d'exécution ou dans un camp de travail. Trotski en fut plus triste que furieux. Émigré, il conserva toujours une photo de Rakovski sur son bureau. Il comprit que sa comparution aux simulacres de procès de mars 1938 était due à des tortures physiques ou mentales.

Il ne faisait aucun effort pour ramener à lui son petit groupe d'amis et d'alliés quand il se disputait avec eux sur un sujet d'ordre politique. Il en exprimait même rarement du regret : à ses yeux, les responsables étaient toujours les autres. Il n'était pas un adepte de l'introspection. En outre, Lénine étant mort, il ne voyait personne dont les opinions auraient forcé son respect. Ce n'était pas une situation nouvelle pour lui : entre 1903 et 1917, alors que son admiration pour Lénine était complètement retombée, il avait pensé et agi comme s'il était le seul à détenir la solution aux grands problèmes de l'époque. Nouveau saint Simon du Désert, il considérait que sa présence en solitaire à la tribune la plus élevée était dans l'ordre naturel des choses, mais contrairement au saint homme, il ne paya

d'aucun tourment, mental ou physique, sa recherche de la vertu. Très imbu de sa personne, il se passait aisément des autres, sans fracas, lorsqu'ils avaient cessé d'être utiles, à lui ou à sa cause. Cet aspect-là de sa personnalité choquait ceux qui ne le connaissaient pas depuis longtemps. Avant 1917, Gregori Ziv avait constaté ce manque de sensibilité[1117]. Il n'aurait pas été surpris d'apprendre que, dans les années vingt, son ami d'autrefois avait échoué à rassembler une faction sous sa bannière. Ses discours, articles et livres avaient un effet galvanisant et son style brillant donnait du panache aux sujets choisis. Il savait démonter la logique de ses adversaires par une critique ou un sarcasme bien assené, mais il lui avait toujours manqué, même avant la Grande Guerre, l'intuition nécessaire pour maintenir un groupe sous sa direction.

Il refusait tout compromis social. Il arrêta de fumer après 1917, buvait peu et très occasionnellement (Lénine ne fumait pas et buvait de la bière, modérément, mais à côté de Trotski, c'était un vrai bohème). Il ne supportait pas les histoires grivoises et détestait que l'on jure en présence des femmes et des enfants – son livre sur le « mode de vie » s'inspirait de ses convictions intimes. Presque tous les camarades bolcheviques fumaient, buvaient, juraient et cancanient copieusement. Anastase Mikoyan, l'associé de Staline, reprochait à Trotski de se poser en chevalier « pourfendeur de la langue russe » (allusion à son aversion pour les obscénités de langage[1118]). Trotski n'avait jamais fait partie de la bande, et il donnait toujours l'impression de se prendre pour quelqu'un de supérieur. Ce n'était probablement pas voulu, mais le résultat était le même : il s'aliénait tous ses alliés potentiels. Lorsqu'il

s'ennuyait, et il devenait exaspérant : si le Politburo tardait à en finir avec un ordre du jour fastidieux, il tirait un roman français de sa poche et se mettait à lire. Le message était clair : son temps était trop précieux pour qu'il le perde à écouter des gens moins intelligents, moins capables et moins vifs d'esprit que lui. Un jour, Jan Routzoukak, vice-président du Sovnarkom à partir de 1926, lui déclara tout de go : « Camarade Trotski, vous avez l'esprit vif et intelligent. Il est vraiment dommage que cette tête bien faite soit celle d'un voyou[1119]. »

Seule sa famille et ses amis voyaient un Trotski différent, celui qu'évoquait Max Eastman :

Il ne se vante jamais ; il ne parle jamais de lui, ni de tout ce qu'il a accompli ; il ne monopolise jamais la conversation. Il accorde volontiers de l'attention à tous les sujets qu'on aborde [...] [Quand nous travaillons] et que je lui adresse des compliments, il répond juste « alors je suis content » et il passe à autre chose[1120].

Il avait aussi, en effet, cette forme de modestie bienséante.

Dans la vie privée comme en public cependant, il supportait mal les imbéciles ; à vrai dire, il n'y parvenait même pas du tout. Il n'essayait pas non plus de se débarrasser de ses airs arrogants de Monsieur Je sais tout. Iouri Piatakov tenta de le convaincre de se montrer plus aimable et gagner à lui les non-convertis ; mais, en 1926, c'était déjà beaucoup trop tard. Surmontant des années de répugnance, il se rendit à une soirée ; ce fut bref. Se tournant vers Natalia, il lança : « Je n'y arrive pas – toutes ces liqueurs, ces longues robes et ces cancons, on se croirait en train de faire salon[1121]. » La scène se passait chez les Kamenev ; Olga, la sœur de Trotski,

n'avait pourtant pas une réputation de sybarite, mais Trotski jugeait son hospitalité trop « bourgeoise » pour lui[1122].

Il ne prenait pas la peine d'aider des membres éminents de la gauche bolchevique qui étaient de son bord, prenait grand plaisir à exposer ses opinions et se retenait rarement d'attaquer le point de vue des autres, même de sa propre faction. Lénine, au contraire, était connu pour son écoute attentive et le soin qu'il mettait à éviter d'offenser les personnes susceptibles de lui apporter leur soutien. Preobrajenski, l'un de ses partisans les plus brillants, ne se priva pas de le lui rappeler en 1928, après leur condamnation à l'exil[1123]. Courtois dans les conversations en tête à tête, Trotski se muait en démon lorsqu'il prenait la plume.

En tout état de cause, il lui manquait l'esprit de décision nécessaire pour planifier sa conquête du pouvoir. Adolf Ioffé fut le seul à lui conseiller de montrer un peu plus d'égards pour lui-même. Il se souvenait d'avoir entendu Lénine dire au cours d'une conversation privée que c'était Trotski qui, en 1905, avait pensé à la bonne stratégie : Trotski avait eu de meilleures idées que lui, Lénine. Mais il n'avait pas réalisé son potentiel parce qu'il n'avait pas la même capacité que Lénine à refuser les compromis. Ioffé garda tout cela pour lui pendant des années. Puis, le 16 novembre 1927, résolu à se donner la mort, il décida de le lui dire expressément, pour la première et la dernière fois. Miné par la maladie – tuberculose, myocardite, ulcère à l'estomac et polynévrite –, il avait perdu le moral depuis qu'on lui avait refusé de continuer à assumer ses responsabilités officielles. La commission médicale désignée par le Comité central, après avoir fait traîner les choses, l'informa finalement qu'il serait inutile de partir en

cure à l'étranger. De tempérament pourtant très émotif, Ioffé rédigea d'une main sûre sa dernière lettre, dans laquelle il s'efforçait d'expliquer à son vieil ami qu'il lui faudrait s'y prendre autrement en politique s'il voulait accéder de nouveau aux fonctions de direction[1124].

Ioffé lui adressait aussi une ultime requête : faire son possible pour aider son épouse et les deux enfants qu'il laissait derrière lui. Il ne comptait pas sur la direction du Parti pour porter assistance à sa famille. Enfin, il encourageait Trotski à plus d'optimisme : « Sans doute, lui disait-il, le moment n'est pas loin où de nouveau tu occuperas la place qui te revient au sein du Parti [1125]. » En se donnant la mort, il s'épargnait des explications supplémentaires. Dans la seconde moitié des années vingt, Trotski avait choisi de combattre le feu par le feu, abandonnant tout compromis. La dernière lettre de Ioffé portait-elle réellement un jugement sur ses attitudes passées ? Ou s'agissait-il d'un avertissement au cas où Trotski serait encore tenté par des demi-mesures ? Ou encore d'une plaidoirie pour le ramener à se concentrer sur sa qualité d'homme politique ? Plus tard, Eastman exprima sa certitude que quelque chose manquait à Trotski pour être un candidat valable à la succession de Lénine : souvent, il se retirait de la bataille quand se déclaraient des luttes entre factions. De plus, en 1923 et 1924, la maladie le frappa au pire moment. Selon Eastman, Trotski aurait dû accepter l'invitation de Lénine à être son suppléant au Sovnarkom. Il lui reprochait aussi de ne pas avoir ouvert le débat sur le testament tout de suite après la mort de Lénine[1126].

Le Politburo craignait toujours que Trotski se serve de l'Armée rouge pour son compte personnel. On le voyait

toujours comme le Bonaparte de la révolution d'Octobre, et ce fut l'une des raisons de sa révocation en janvier 1925. Trotski ne fit toutefois aucune tentative pour rallier les commandants avec qui il avait travaillé. Il ne changea rien à ses manières : fier de ce qu'il avait accompli durant la guerre civile, il se considérait, désormais, comme un militaire – à son départ en exil en Turquie, en 1929, il se persuada que Mustapha Kemal lui avait accordé le droit d'asile parce qu'il était soldat comme lui. Tout de même, sous la NEP, Trotski avait voulu consolider le contrôle du Parti sur l'armée. Il avait supervisé la réduction des effectifs et, tout en s'efforçant d'élever son niveau technologique, il s'était bien gardé de plaider spécialement sa cause lors des discussions budgétaires. S'il approuvait la coordination des manœuvres avec l'armée allemande sur le territoire soviétique, ce n'était pas par sentiment personnel, mais parce que c'était la politique officielle de la direction communiste à Moscou.

De toute façon, il n'aimait pas agir en traître. Lorsque Max Eastman le lui suggéra, en réaction à un article paru dans la *Pravda*, il demeura intraitable :

« [Cet article] n'est pas un raisonnement, c'est une attaque personnelle, dit-il, je ne peux pas répondre à une chose pareille », et il écarta les bras comme pour signifier que c'était une évidence absolue.

À mes yeux pourtant, ce ne semblait pas si évident que ça. Je continuai : « Vous pourriez prendre ce discours de Staline sur [l'Opposition de gauche] par exemple, et... »

« Qu'est-ce que c'est que ça ? » demanda-t-il. Il eut un sourire en voyant la tête que je faisais. « Je n'ai jamais lu aucun de ces articles », dit-il en guise d'explication.

Je murmurai que cela me surprenait beaucoup, et il écarta de nouveau les bras en signe d'évidence.

« Pourquoi devrais-je lire ce qu'ils écrivent ? Ils ne discutent rien de

ce que j'ai dit. Il n'y a aucun malentendu »[1127].

Deux années s'écoulèrent avant que Trotski ne cède enfin à la pression d'Eastman, mais il était déjà trop tard. En tant que chef de l'Opposition de gauche, il trouvait ses observations intellectuellement satisfaisantes. Le ton était polémique, le style élégant. Il laissait à ses lecteurs le soin d'en tirer leurs conclusions. Très imprudemment, il croyait que cela suffisait.

Dans ses mémoires, il affirma avoir perdu toute influence au Politburo ou au Comité central dans les années vingt : c'était faux. Chaque fois qu'il siégeait au Politburo, surtout en l'absence de Staline, il saisissait l'occasion de jouer au patron. Il faisait un exposé magistral, interrogeait, protestait et donnait libre cours à son humour sardonique. Sa présence ne passait jamais inaperçue[1128].

Il ne sut pas sonder l'opinion comme il le fallait, ni au sein de la direction, ni dans sa faction, ni au Parti dans son ensemble. Certes, il écrivit beaucoup de livres, mais non sans inconvénients pour les autres. Ni sans conséquences : pendant qu'il était occupé à les rédiger, il n'était pas entièrement disponible pour participer à la direction. Il ne comprenait pas les nécessités de la politique contemporaine. En 1926, André Andreev, ancien membre de l'Opposition ouvrière passé dans le camp de Staline et de Boukharine, lui déclara tout de go : « Vous dites que vous avez écrit un livre. Mais qui, *à l'heure actuelle*, lit tous les livres que l'on publie[1129] ? » Andreev lui conseilla de faire des propositions utiles plutôt que de jouer les archanges de la révélation. Trotski ne tint pas compte de cette recommandation. Chaque fois qu'il se lançait dans une discussion, il ne visait personne en particulier, mais se

montrait très souvent blessant. Profondément égocentrique et entièrement dévoué à la doctrine marxiste, à la révolution d'Octobre et au communisme international, il balayait les attaques verbales d'un revers de main, telle une poussière sur un morceau d'étoffe. Il ne comprenait tout simplement pas que les autres bolcheviks n'étaient pas comme lui et que, lorsqu'il ridiculisait ou fustigeait leur politique, ils prenaient ses propos comme signe de mépris – et sur le plan politique, c'était folie que de ne pas vouloir en tenir compte.

La vie avec Trotski

Depuis son arrivée à Moscou en 1918, la famille Trotski occupait un appartement de quatre pièces au Kremlin, dans la partie du grand palais réservée au « corps de cavalerie ». Elle vivait dans le confort, mais sans folies. Trotski percevait un salaire modeste, comme les autres dirigeants bolcheviques, et Natalia continuait à superviser les musées du pays. Son salaire mensuel était légèrement inférieur à la moitié de celui de son compagnon. Étant l'un des auteurs nationaux les plus prolifiques, Trotski aurait pu devenir richissime. Mais gagner de l'argent ne signifiait rien pour lui, tant qu'il en avait assez pour se consacrer aux activités politiques qu'il jugeait prioritaires. Il ne comptait pas ses gains : au dire d'Eastman, il confiait ses droits d'auteur à ses secrétaires, pour des raisons de sécurité[1130].

Les visiteurs étrangers, en général, comprenaient mal que les membres de l'élite communiste, la nomenklatura, n'aient pas besoin d'un compte en banque bien garni pour mener une existence confortable : ils avaient accès gratuitement aux meilleurs équipements du pays. Leurs besoins médicaux étaient automatiquement assurés, et ils disposaient de cuisiniers, de domestiques et de chauffeurs. Ils étaient nourris par le Kremlin, où Abel Enoukidzé gérait l'ensemble des fournitures matérielles[1131]. Les familles des plus grands responsables politiques s'habillaient avec soin. Pour Trotski, c'est un point qui avait toujours compté, et sur les photos ses

garçons apparaissent élégamment vêtus. Comme les autres dirigeants, il avait l'usage d'une datcha à l'extérieur de Moscou ou la possibilité de partir en vacances dans les plus belles régions, en Abkhazie ou dans le nord du Caucase. Il pouvait chasser, l'un de ses délassements favoris après la guerre civile, sans déboursier un kopeck. S'il avait besoin d'un livre, il le commandait dans n'importe quelle bibliothèque. Ses étagères débordaient d'exemplaires envoyés par les éditeurs. Journaux et rapports lui parvenaient régulièrement du monde entier. La vie qu'il menait était tout sauf spartiate et, ne recherchant pas le luxe, il ne manquait de rien.

Comme les autres dirigeants soviétiques, sa maison restait ouverte. Les enfants de tout le monde y allaient et venaient librement. Lorsque, en 1919, Liova, âgé de treize ans, exprima le désir de rejoindre le Komsomol, l'organisation de la jeunesse communiste, ce fut Boukharine lui-même, le futur adversaire de son père, et le plus virulent, qui signa la lettre de recommandation[1132].

Les amours de Trotski alimentaient les rumeurs. Bel homme, il avait du charisme et attirait certainement les femmes. Les conjectures sur Clare Sheridan ne cessèrent que pour laisser place aux spéculations sur Larissa Reissner, l'une des bolcheviques les plus séduisantes de l'époque. Mariée à un partisan de Trotski, Fiodor Raskolnikov, cette femme écrivain d'une beauté exceptionnelle commença à travailler avec Trotski au printemps 1918, durant la campagne de la Volga, en tant qu'agitatrice chargée de remonter le moral de l'Armée rouge. Ensuite elle accompagna Raskolnikov à Kaboul, où le Politburo l'avait nommé ambassadeur, moyen commode d'éloigner un trotskiste connu de la scène politique moscovite.

Larissa apprécia beaucoup la région, où elle eut une liaison avec un prince afghan. Elle était de ces femmes émancipées qu'approuvaient les féministes bolcheviques comme Alexandra Kollontaï. Le rôle de femme fatale lui plaisait beaucoup, ainsi que la faculté de pénétrer dans les plus hautes sphères de la nomenklatura soviétique. Elle ne se contentait pas de théoriser sur l'« amour libre », elle le pratiquait[1133] : à son retour à Moscou, elle tenta de séduire Karl Radek (manifestement, elle avait un penchant pour les gauchistes) et ce dernier tomba amoureux d'elle.

Mais Larissa Reissner ne s'intéressait qu'à la pêche au gros. Par l'intermédiaire de Radek, elle fit à Trotski une proposition extraordinaire, presque indécente : elle voulait un enfant de lui. La jeune communiste avait dans l'idée de donner naissance à un être « où se combineraient harmonieusement la beauté et le talent de la mère (elle-même) et le génie du père (Trotski) ». Radek était un homme aux mœurs très libres, mais il n'avait pas l'habitude qu'on lui préfère un autre. Il accepta pourtant de passer le message. Trotski résista à cette attrayante proposition : « Du calme, Karl ! Dis à ta bien-aimée que je ne veux pas être le père de son enfant. » Une semaine plus tard, la jeune femme assista à une conférence à laquelle participaient journalistes et écrivains, sous le haut patronage de Trotski, au Conseil militaire révolutionnaire de la République. Comme il s'approchait d'elle, elle devint écarlate. Il lui parla gentiment, mais seulement de littérature et des soldats de l'Armée rouge[1134].

Ce fut la version qu'adoptèrent les oppositionnistes de Moscou, notamment les proches de Radek. Les femmes n'avaient jamais été la distraction principale de Trotski et, si

quelque chose le détournait de ses charges officielles, c'était plutôt sa santé, qui se dégrada de plus en plus après la guerre civile. La raison en était peut-être psychologique, croyaient certains : la coïncidence entre la maladie et les périodes de crise politique était frappante, comme on l'avait vu entre l'été 1923 et le printemps 1924, lorsqu'il avait essuyé un échec aux délibérations du Politburo. Les commentaires sur les causes psychosomatiques de ses soucis de santé redoublèrent pendant les semaines qui suivirent la mort de Lénine, car justement une campagne officielle était lancée contre lui et son nom traîné dans la boue : dans la *Pravda*, dans des brochures, au Comité central et à la Treizième Conférence du Parti. Une telle pression aurait pu briser la confiance d'un homme au tempérament moins trempé, et sa plaidoirie prononcée en octobre 1923 au Comité central montrait bien que toutes ces attaques sur ses motivations et son intégrité l'avaient blessé, même s'il sut très vite retrouver un certain équilibre.

Sa mauvaise santé ne faisait pas que coïncider avec des crises politiques. Il souffrit de maux divers pendant toute la décennie, et ses symptômes n'étaient pas le produit de son imagination – même s'il en exagérait l'importance. Mais il ne différait jamais son programme d'écriture. Pour le moindre de ses ouvrages, il avait besoin de rassembler du matériel, de consulter des dossiers, de contacter des bibliothèques et d'organiser le travail de ses assistants. Puis il rédigeait ébauche sur ébauche, entraînait en relation avec la maison d'édition et relisait les épreuves. Il avait toujours plusieurs projets littéraires en cours et les mois où il n'envoyait pas d'article à la *Pravda* étaient rares. Peut-être n'était-il pas constamment aussi mal en point qu'il aimait à le faire croire.

Par ailleurs, encore une fois, écrire était pour lui, une forme de thérapie qui lui calmait les nerfs et atténuait la douleur physique. Rester vingt-quatre heures sans faire courir sa plume sur le papier était un véritable supplice.

Natalia n'attribua jamais ses malaises à des troubles hypocondriaques ou à un problème psychologique : elle le tenait pour malade chaque fois qu'il disait l'être. Depuis des années, sa santé l'obligeait à prendre de longs arrêts maladie. Ce fut seulement pendant la guerre civile et au moment de l'invasion de la Pologne qu'il décida d'ignorer l'avis des médecins : il n'allait pas passer son temps au lit alors que la survie du régime soviétique tenait à un fil ! Sa santé était un sujet de préoccupation depuis 1921. À l'époque, il n'était pas le seul des dirigeants à être gravement malade[1135]. Ce qui le distinguait des autres, Lénine mis à part, c'était la persistance de ses troubles au cours des années suivantes. Durant tout ce temps, il fut soigné par le D^r Guétier, également médecin de famille des Lénine. Malgré son immense compétence, l'origine des maux de Trotski échappait au médecin, qui prescrivait généralement le repos.

Pendant qu'elle était en Russie, la petite assemblée de spécialistes allemands regroupée autour de Lénine en 1922 se pencha aussi sur le cas de Trotski. Les médecins ne diagnostiquèrent aucun problème organique, mais évoquèrent la forte probabilité de symptômes épileptiques. L'un d'eux fit remarquer à Trotski que Jules César aussi souffrait de crises d'épilepsie. Illico, le patient répliqua : « Exact, mais l'ennui, c'est que je ne suis pas Jules César[1136]. » Le spécialiste allemand n'était pas le premier à formuler cette hypothèse. Gregori Ziv avait déjà établi ce diagnostic au cours de sa

formation médicale dans les années 1890, après avoir assisté à une syncope de Trotski. Selon Ziv, Lev Deitch, un autre des amis de Trotski d'avant la Grande Guerre, avait déclaré : « Il est désormais établi et bien connu que ce genre de syncopes est de nature épileptique[1137]. » L'analyse de Ziv vaut d'être rapportée :

De nombreux traits de son caractère concourent à cette hypothèse : son égoïsme manifeste, son excessive confiance en lui, sa vanité malade, sa propension à la démesure dans ses discours, ses écrits et sa conduite, un côté pointilleux et moqueur [...] qui apparaît même dans son écriture, précise et soignée[1138].

Les médecins étant connus pour griffonner de manière illisible, la remarque de Ziv, qui, en somme, prenait une belle écriture pour un défaut, ne manque pas de piquant. Néanmoins, le rapprochement entre l'épilepsie et un certain type de tempérament était largement répandu dans les années vingt, et le diagnostic général du D^r Ziv était en phase avec celui des spécialistes allemands.

À l'époque, l'épilepsie était vue comme une tare, socialement parlant, et souvent ceux qui en souffraient cachaient ce diagnostic. Trotski ne l'a ni confirmé ni infirmé, préférant rester vague sur ses problèmes de santé : il parlait de syncopes, et non de crises d'épilepsie. En 1920, Clare Sheridan se trouva déconcertée par ses explications : un jour, il s'était mis à tanguer pendant la séance de pose, son dos penchant dangereusement vers le buste d'argile qu'elle était occupée à sculpter. Elle s'en inquiéta et Trotski lui répondit qu'elle n'avait pas de souci à se faire : il « tomb[ait] toujours en avant »[1139].

En tout état de cause, les médecins n'étaient pas formels dans leurs conclusions. Puisque ses syncopes n'étaient pas accompagnées des symptômes classiques – convulsions et écume à la bouche –, ils avaient des raisons de rester ouverts à toute autre éventualité. Les conjectures au sujet de sa santé franchirent les frontières : le magazine satirique britannique *Punch* rapporta les propos d'un contemporain : « Lors d'un meeting, après avoir prononcé un discours de deux heures, il tomba en syncope. Quelqu'un de plus humain aurait commencé par là[1140] » : ce genre d'humour appliqué à la personne d'un dirigeant bolchevique aurait été inadmissible en Russie soviétique. Trotski prenait ses problèmes de santé à la légère, ce qui n'était guère habituel chez lui et pouvait même dénoter une inquiétude, au fond, plus importante qu'il ne le laissait croire. Alors qu'il se montrait, en tant que militaire, d'une bravoure exceptionnelle, ses maladies le faisaient divaguer de façon presque névrotique, et Natalia devint son infirmière et sa confidente principale lors de ses séjours en sanatorium.

Si les crises d'épilepsie étaient probablement à l'origine de ses problèmes chroniques, elles n'étaient pas les seules. Il souffrait aussi de colites récurrentes. Son estomac le tracassait depuis l'enfance et avant la Grande Guerre il eut même une hernie. Des accès de goutte apparurent dans les années vingt, et il lui arrivait parfois de se sentir complètement vidé de son énergie. Il rendait ses périodes d'exil, de 1900-1902 et 1906-1907, responsables de ces dysfonctionnements. Les éléments dont nous disposons actuellement ne confirment pas cette version : en Sibérie comme dans le nord de la Russie, Trotski était en pleine forme et de plus, hormis durant la période où il

fut mis à l'isolement, à Kherson en 1898, ses séjours en prison n'étaient pas vraiment pénibles. L'explication la plus probable se trouve dans le rythme de travail frénétique qu'il s'imposa durant de nombreuses années.

Toutes ces circonstances ne pouvaient que le rendre nerveusement vulnérable. Les personnes étrangères à la famille n'en savaient rien, mais Natalia le voyait bien. Mieux placée que quiconque pour l'observer de près pendant une longue période, elle était convaincue que ses crises de grande instabilité correspondaient à l'apparition d'ennuis physiques. En 1958, elle écrivit dans son journal, à propos de ses « nerfs » : « L.T. était en général extraordinairement sensible aux déficiences physiques de son organisme. La moindre petite affection avait des répercussions désastreuses sur son équilibre. Il recherchait un ordre parfait, un bien-être total[1141]. » Elle l'acceptait comme il était et considérait que son travail à elle consistait à répondre à ses besoins et à l'aider à les définir. Elle était d'une grande sagesse : consciente du mélange de force et de fragilité qui faisait la personnalité de Trotski, elle veillait à ce qu'il apparût en pleine forme dans les manifestations publiques. Le reste, à lui de s'en charger. Il était le centre d'intérêt de la famille et devait le demeurer. Les enfants, ceux d'Alexandra comme ceux de Natalia, apprirent à respecter ses exigences domestiques. Au Kremlin comme en week-end dans leur datcha, ils n'osaient pas interrompre son rythme de travail ; or il écrivait autant chez lui qu'au bureau. Il obtenait ce qu'il voulait sans avoir besoin d'élever la voix. Dans la famille, les disputes étaient rares. En grandissant, ses enfants le suivirent dans ses choix politiques. Zina et Nina militèrent activement pour l'Opposition de gauche. Leur père,

qui à leurs yeux était un héros, les y encouragea.

Malgré cette situation, la famille connut des heures difficiles. L'union de Zina et de Zakhar Moglin fut brève et désastreuse : son mari déçut profondément la jeune femme en ne manifestant aucun intérêt pour le communisme. Le couple resta uni le temps de mettre au monde un enfant, Alexandra, née en 1923[1142]. Le second mariage de Zina, avec Platon Volkoff, dura plus longtemps, et en 1926 un fils naquit de cette union, Vsevolod (ou Sieva). Puis leur vie conjugale devint houleuse et se termina en pointillés, Volkoff l'abandonnant régulièrement[1143]. Mais cette fois au moins, la politique n'y était pour rien : lors des querelles au sein du Parti, dans les années vingt, le gendre de Trotski se tint résolument à ses côtés[1144]. Alexandra Bronstein, la mère de Zina, essaya bien de l'aider, mais la jeune femme recherchait davantage la présence paternelle. Natalia était convaincue que Zina aimait son père plus qu'elle n'avait aimé aucun de ses deux époux. La participation de Volkoff à la campagne pour l'Opposition de gauche lui évita de rivaliser avec Trotski dans le cœur de Zina, dont l'admiration pour son père était presque obsessionnelle. La jeune femme souffrait elle aussi d'une pneumopathologie et devait passer par de longues périodes de convalescence. Nina était la plus solide des deux filles. Elle donna naissance à un fils, Lev, en 1921, puis à une fille, Volina, en 1926. Malheureusement, son mariage avec Man Nevelson ne fut pas une réussite[1145]. Elle aussi contracta la tuberculose et sa santé se dégrada considérablement au cours des années vingt.

Des quatre enfants de Trotski, un seul, Sergueï, le plus jeune, ne lui manifesta aucune piété filiale. Sergueï voyait mieux que Max Eastman à quel point l'élite du Kremlin

prenait soin de son confort matériel. Élevé dans le respect des principes égalitaires socialistes, il prenait ceux-ci très au sérieux et rejetait toute forme de privilège. Chez le médecin, il refusait de passer devant les autres. Il dédaignait aussi les beaux habits. Quand le soviet de Moscou lui faisait parvenir une veste toute neuve, il préférait garder la vieille, rapiécée aux coudes[1146]. Il reprochait à Trotski et Natalia leur mode de vie « bourgeois » et avait honte de leurs goûts culturels : un jour, il les sermonna tous les deux parce qu'ils écoutaient *Eugène Onéguine*, l'opéra de Tchaïkovski, à la radio[1147]. Sergueï jugeait la musique classique russe décadente et inacceptable. À l'âge de seize ans, écœuré, il quitta la maison[1148].

Ses parents racontèrent que Sergueï rejetait le mode de vie de la nomenklatura et il avait une véritable aversion pour la politique[1149]. Trotski, Natalia et leur fils aîné, Liova, étaient des militants révolutionnaires, alors que Sergueï recherchait autre chose dans la vie. Bientôt, il prit l'habitude de passer dans sa famille une fois par semaine et, chaque fois, Trotski et Natalia étaient heureux de sa visite (ils voulurent lui donner de l'argent pour payer les transports urbains, mais Sergueï refusa : il tenait à son indépendance). « Nous n'avons pas protesté, raconta Trotski, mais c'est trop tôt, il est encore trop jeune[1150]. » Sergueï prit ensuite une décision tout à fait extraordinaire. Passionné de gymnastique, il se fit embaucher dans un cirque[1151] et mena une vie de saltimbanque jusqu'à sa rencontre avec Olga Greber, une bibliothécaire dont il tomba amoureux et qui insista pour qu'il termine ses études[1152]. Sergueï reprit des contacts intermittents avec ses parents lorsqu'il s'installa à Moscou

pour suivre une formation d'ingénieur. C'était un homme d'une grande douceur, aimé de tous, et il sut les convaincre que le chemin qu'il avait pris dans la vie lui convenait parfaitement.

Trotsky s'est peut-être un peu reconnu dans son fils cadet : lui aussi avait renoncé à la voie matérielle ambitieuse qu'un père dominateur avait tracée pour lui. Comme David Bronstein, il eut le bon sens de laisser son fils trouver la sienne. Natacha avait une relation privilégiée avec Sergueï : plus tard, elle avoua qu'elle éprouvait une légère préférence pour lui[1153]. Elle n'accepta cependant jamais qu'il rejette l'engagement révolutionnaire. Comme il fallait s'y attendre, elle préféra y trouver une explication sociale et politique. À son avis, Sergueï avait mal vécu l'atmosphère de la NEP et la disparition de la ferveur révolutionnaire[1154]. Trotsky et Natalia étaient les enfants d'une époque, et elle voyait bien que les choses avaient empiré dans les années vingt. Ni l'un ni l'autre n'avaient encore compris que l'élite du parti communiste avait entamé un processus irréversible de déclin. Ils supposaient que le code de l'engagement restait applicable. Trotsky n'avait pas encore pris la mesure de ses ennemis. Il les jugeait butés, stupides ou simplement inférieurs à lui, mais pour ce qui était de leur sens de l'honneur révolutionnaire, il leur accordait le bénéfice du doute, et il n'accusa Staline de « dégénérescence morale » qu'à partir de son exil en 1928.

Parfois seulement, quelques indices, que personne ne remarquait, semblaient annoncer la tragédie à venir. À la fin de l'été 1924, un grave accident se produisit pendant les vacances des Trotsky à Kislovodsk. Il était parti chasser pour la journée avec Nicolaï Mouralov et son garde du corps. Ils

avaient fait le voyage en train, en wagon ouvert. Sur le chemin du retour, à l'approche de la gare, le wagon avait déraillé et les passagers avaient été éjectés. Ils s'en tirèrent avec seulement quelques contusions, mais quand ils demandèrent des éclaircissements sur les causes de l'accident, on leur répondit par de vagues excuses[1155]. Plus tard, le 7 novembre 1927, un coup de feu fut tiré en direction de la limousine de Trotski, lors d'une manifestation de l'Opposition unifiée. On ne trouva aucune preuve incriminant Staline, mais Natalia était convaincue que cette tentative d'assassinat avait reçu l'approbation officielle.[1156] En 1926, Kamenev avertit Trotski du danger qui le guettait : un assassinat était plus que plausible. Après avoir contribué à la création de l'Opposition unifiée, Zinoviev et lui avaient rassemblé des documents secrets incriminant Staline dans l'éventualité où l'un d'eux trouverait la mort « accidentellement ». À brûle-pourpoint, Zinoviev lui demanda : « Tu ne crois pas que Staline a envisagé de te supprimer[1157] ? » Kamenev rapporta alors une réflexion entendue de la bouche même de Staline : « Le plus grand plaisir qui soit, c'est de repérer son ennemi, se préparer, se venger comme il faut et ensuite aller se coucher[1158]. »

Même s'il posait des problèmes à la sphère des épigones, Trotski continuait de profiter des avantages réservés à l'élite du Parti. Au printemps 1926, muni d'une autorisation officielle, il partit en voyage à Berlin pour y être soigné. Natalia et lui assistèrent à la manifestation du 1^{er} mai sur l'Alexanderplatz, avec le parti communiste. Ils y étaient incognito, et la vue des bannières, de l'enthousiasme et tout simplement du nombre de communistes allemands rassemblés pour l'événement

produisit sur eux une très forte impression[1159]. Ils auraient été encore plus heureux si le Komintern n'avait pas détourné – c'était leur avis – les communistes allemands de la véritable doctrine marxiste.

Pensées, programmes et intentions

Il existe une règle selon laquelle, partout dans le monde, les hommes politiques agissent en accord avec leurs intentions. Trotski ne faisait pas exception à la règle, même s'il se disait plus révolutionnaire que politicien. Dans son autobiographie de 1930, il se présenta comme un observateur toujours critique des mesures officielles de fond introduites au début des années vingt : implicitement, c'était un moyen de laisser entendre qu'il avait toujours combattu l'économie de marché.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce raisonnement était spécieux, car Trotski ne réclama jamais l'abandon de la Nouvelle politique économique, même lorsqu'il s'employait à en faire modifier ou supprimer certains points. Il acceptait la nécessité d'introduire un secteur privé dans l'économie soviétique, tout au moins dans un avenir proche et prévisible[1160] , et il proposait sa formule personnelle de la NEP à laquelle souscrivaient la plupart des adhérents de l'Opposition. Dans les années vingt, les querelles fréquentes entre les différentes factions concernaient la définition du cadre politique, et non sa suppression. C'est du moins ce que tout le monde prétendait à l'époque. Trotski avait averti le Politburo qu'en soutenant la catégorie la plus « prospère » de la classe paysanne, il accentuait les problèmes liés aux koulaks. Les statistiques officielles, affirmait-il, sous-estimaient leur montée en puissance[1161] , mais Trotski était encore loin d'exiger la collectivisation immédiate et totale de la

production. Il conseillait d'établir des coopératives agricoles permettant à la classe paysanne d'échapper à l'emprise des koulaks locaux, pour lesquels il préconisait en même temps une augmentation d'impôts – et il s'opposait à leur admission au sein des coopératives, sauf à pouvoir les empêcher d'exploiter leurs voisins moins bien lotis[1162]. Il soutenait aussi que l'isolation des koulaks dans chaque village inciterait les revenus moyens à rejoindre les coopératives[1163]. Il ne se faisait aucune illusion : ce genre de procédé incitatif serait nécessaire et les coopératives n'auraient d'avenir que si la production des usines soviétiques permettait l'« industrialisation progressive de l'agriculture[1164] ».

Ces opinions n'étaient jamais aussi clairement exprimées que lors des débats du Politburo ou du Comité central. D'ordinaire, en dehors des discussions tumultueuses en face à face, il se réfugiait derrière de vagues généralités. Une seule fois, il regroupa ses idées en matière d'économie pour en fournir une présentation générale. Publié en 1925 et réimprimé l'année suivante, *Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?* préconisait l'investissement des capitaux dans l'industrie, ainsi que la création d'un plan économique d'État et de fermes collectives dans les campagnes. Les obstacles éventuels n'étaient pas évoqués, et aucun calendrier proposé. Le sujet principal était : comment choisir entre deux orientations possibles : le socialisme ou le capitalisme[1165].

Trotsky avait toujours affirmé qu'un système de fermes collectives devait se fonder sur le volontariat. Il ne réagit pas aux propos provocateurs de Preobrajenski, qui préconisait de faire payer la croissance industrielle à toute la classe paysanne[1166]. D'ailleurs, il esquiva l'ensemble du sujet,

pourtant au cœur du débat sur la NEP. Mais qu'importe, il ne se souciait pas de cacher son mépris pour l'agriculture lors des discussions entre dirigeants, et il lança des attaques sournoises à Kalinine, qui défendait les intérêts des exploitations agricoles[1167]. Il voulait un régime fiscal qui dissuaderait les paysans d'en rester à l'agriculture de subsistance, ce qui apparut dans un autre échange au sein de la direction :

Rykov : Chaque paysan veut savoir pourquoi, s'il ne rejoint pas une ferme collective, s'il refuse en tout cas, il devra payer un impôt et supporter toutes sortes de charges. À mon avis, c'est un système coercitif.

Kalinine : Coercitif sur le plan économique.

Trotski : Non, pas coercitif, stimulant[1168].

Cette réponse n'était qu'une esquivé, révélant un Trotski impatient, mais aussi réticent à préciser sa pensée sur l'avenir. Manifestement, il voulait instaurer la collectivisation plus tôt que ne l'envisageait la majorité du Politburo. Il ne précisait pas quand, se contentant de généralités en matière d'objectifs économiques et sociaux.

Il adopta la même attitude lorsqu'il exigea l'accélération du processus d'industrialisation. Il mesura ses propos et se contenta de vagues formulations. Il insista sur l'accroissement des investissements industriels, affirmant que toute l'économie en profiterait : « Pour un État socialiste pauvre en capital, le plus sûr moyen de relancer l'agriculture, c'est d'investir au maximum dans l'industrie[1169]. » Il ne critiqua pas les « Nepmen », ni les propriétaires de petits ateliers ; il se réservait pour sa défense d'un plan économique d'État, le Gosplan, chargé de déterminer les investissements, la production et la distribution dans le secteur public, industriel

et minier. Pas une seule fois il ne proposa la déprivatisation. D'après ses estimations, promouvoir la croissance industrielle ne présenterait pas de difficultés : on pouvait compter sur l'enthousiasme populaire. La classe ouvrière se réjouirait des avantages que représentaient des salaires plus élevés et la garantie de l'emploi. Et s'il pensait que ce calcul ne concordait pas avec la NEP, il n'en souffla mot.

Son désaccord avec le Politburo portait sur des aspects pratiques, mais non sur des questions de stratégie (un point qu'il s'efforçait de cacher lorsqu'il écrirait le récit des conflits politiques après la mort de Lénine). En examinant les statistiques économiques officielles de 1926, il remarqua que certains secteurs avaient dépassé les prévisions de l'année précédente : la métallurgie et le transport avaient déjà atteint le niveau initialement prévu pour 1931. Pourtant, l'Union soviétique connaissait une pénurie de produits industriels commercialisables au sein de la classe paysanne. On constatait, disait-il, une « disproportion fondamentale » entre l'offre et la demande. Le Politburo s'était rendu coupable de mauvaise gestion. Il insistait pour augmenter plus rapidement l'investissement et la production dans les usines nationalisées : les paysans en tireraient un bénéfice, car ils pourraient acheter plus de produits urbains. La période de redressement de l'après-guerre touchait à sa fin, il était temps de promulguer un plan quinquennal de développement économique. De toute façon, pensait-il, un plan, quel qu'il soit, devait être revu annuellement en fonction des changements de situation. Ses idées ne constituaient pas un projet fini, mais plutôt une base générale, une perspective sur la politique à suivre[1170].

À ses yeux, il était clair que la Russie soviétique devait

favoriser une interaction avec l'économie mondiale, afin d'atteindre une compétitivité industrielle. En s'emparant du pouvoir en octobre 1917, les bolcheviks espéraient se hisser à ce niveau grâce au commerce avec une Allemagne passée par la révolution communiste. En désespoir de cause, Lénine obtint du Sovnarkom qu'il cherche à établir de solides liens commerciaux avec l'Allemagne. Trotski en convenait avec lui. Certes, ils s'étaient affrontés au sujet des syndicats et de la planification d'État en 1921 et 1922, mais ils s'accordaient sur la nécessité, pour l'économie soviétique d'après-guerre, d'attirer les investissements et la technologie des entrepreneurs étrangers. Il était impératif d'établir des concessions – là-dessus, ils étaient parfaitement d'accord[1171].

Lénine et Trotski avaient également en commun une forte hostilité à ce qu'ils appelaient le « bureaucratisme ». L'inefficacité de l'administration, la paresse et le manque de coopération du personnel administratif étaient leurs *bêtes noires*[1172], et ils ne se gênaient pas pour critiquer l'activité du Rabkrin. Ils avaient raison. Le Rabkrin était une gabegie institutionnelle, aggravant les problèmes qu'il était censé résoudre ; en effet, la vie interne du Parti était de plus en plus soumise aux règles de la bureaucratie, à tous points de vue, et Trotski avait quelques raisons de lier son appel à la « démocratisation » aux derniers écrits de Lénine. En outre, le Parti était devenu très autoritaire dans son organisation. Lénine et Trotski établissaient un diagnostic des maux dont souffrait le régime communiste, sans proposer de véritable remède. L'État ne pouvait pas dépendre seulement de la loyauté politique ou de la conscience professionnelle de ses

fonctionnaires. Il lui manquait des mécanismes de contrôle – comme une concurrence interpartisane, un système judiciaire autonome, des organes de presse critiques et un électorat capable de se débarrasser des fripouilles. L’Union soviétique ne pouvait pas fonctionner sans agences de surveillance : le « bureaucratisme » était inscrit dans ses gènes.

Trotsky passa sur d’autres défauts du régime soviétique, comme le clientélisme au sein du Parti et du gouvernement. Il ne fit aucune allusion au localisme, ni à la corruption et à la fraude. Pas plus qu’il ne commenta l’atmosphère de méfiance et l’apathie engendrées par la dictature, la terreur et le nihilisme légal, et qu’il ne montra la volonté de tracer une frontière entre un centralisme souhaitable et une autorité centraliste indésirable. Il ne considérait pas la moralité comme un sujet de débat. Le marxisme dans sa variante bolchevique était une vérité incontestable. Enfin, il était convaincu que sa politique était bonne et n’envisageait pas un instant la possibilité de se tromper et d’examiner d’autres façons d’organiser la société : c’était un bolchevik dans l’âme.

Certes, il proposa des modes de discussion plus libres au sein du Parti et exigea de revenir au principe de l’élection pour l’attribution des postes. Il tenait aussi à ce que les ouvriers – le « prolétariat » – fussent invités à s’exprimer sur les débats politiques en cours. Ses idées ne montrent cependant rien de semblable à un « communisme stable à visage humain ». Il restait fier de la dictature soviétique, défendait ardemment son intolérance idéologique et la répression accompagnant le système judiciaire. Si, malgré les règles, il poussait au factionnalisme, il ne laissa jamais entendre que la politique devait cesser d’être le monopole d’un seul parti. En juin 1926,

il déclara au Politburo : « Camarade Dzerjinski, tu le sais bien, je ne crains pas d'instaurer le règne de la terreur, mais nous ne pouvons le faire qu'en tant que parti[1173]. » Il s'ensuivit un échange de propos assez vifs :

Dzerjinski : Trotski nous dit que les membres du Parti ont peur de se dire la vérité l'un à l'autre. Qui ? et à qui ? Peux-tu le dire ? Les apparatchiks ont peur de Trotski, et les apparatchiks mis à part, je vais te dire qui d'autre craint de s'exprimer. Moi, parfois. Et tu sais pourquoi ? Parce que j'ai peur de toi !

Trotski : Eh bien moi, je n'ai pas peur de toi, camarade Dzerjinski.

Dzerjinski : Je comprends bien. Tu n'as ni peur ni défaut. Tu es audacieux et courageux, alors que moi j'ai peur de toi, au nom de tout le Parti[1174].

Ses ennemis avaient quelques raisons d'accuser Trotski d'exploiter le moindre échec du Parti à des fins personnelles[1175].

Il affirmait la nécessité d'une démocratisation et d'une « auto-activité prolétarienne ». Si la guerre civile avait balayé ses utopies sur la classe ouvrière, l'adversité politique à laquelle il avait dû faire face dans les années vingt l'avait incité à les réadopter pour alimenter son optimisme stratégique. Mais en même temps, il déclarait que personne ne pouvait avoir raison contre le Parti. Sa pensée était confuse.

En Union soviétique, nul individu ne pouvait s'élever jusqu'à la fonction suprême sans déclarer son allégeance au régime. Mais l'examen des papiers personnels de Trotski ne montre pas un esprit calculateur. Jusqu'à la fin de sa vie, il a réellement cru que pendant les cinq années suivant la révolution d'Octobre, les bolcheviks avaient forgé un modèle de réussite communiste. Il voulait le conserver, le reproduire

et le développer. En critiquant la sphère dirigeante, il n'avait aucunement l'intention de saper les bases du régime, et jamais il n'en a donné l'impression. Il avait une grande nostalgie des débuts de la période révolutionnaire. Sous la NEP, les querelles de dirigeants étaient des luttes entre frères d'armes. Il ne reconnaissait aucune variante possible au socialisme, sinon le bolchevisme. Les mencheviks et socialistes révolutionnaires, ennemis du progrès humain, ne lui inspiraient qu'horreur et mépris : il ne s'opposa pas aux simulacres de procès qui condamnèrent les socialistes révolutionnaires en 1922, n'exigea pas la libération des mencheviks détenus sur l'île-prison de Solovki et ne s'émut pas de la répression brutale du soulèvement national de 1924 en Géorgie.

Trotsky n'oubliait pas les soucis des non-Russes. Il ne cessa de préconiser la pratique des langues régionales dans les écoles, la presse et tout ce qui touchait le développement culturel ; il défendit ardemment le recrutement de jeunes gens des deux sexes issus d'ethnies différentes pour servir la cause. En 1922 et 1923, dans la querelle qui opposa Lénine à Staline au sujet de la Géorgie, il prit le parti de Lénine. Il soutenait la politique des « nationalisations ». Ce n'était pas encore le nom officiel mais, dans son essence, l'idée était déjà là : tous les peuples devaient s'organiser autour du principe national. En 1927, il proposa un plan sur quinze ans. L'Ukraine, disait-il, devait être « ukrainisée ». Il fallait promouvoir l'accès des Ukrainiens à la fonction publique et l'usage de leur langue dans les écoles, la presse et l'édition. Sa seule exigence – commune à tout le Parti dans les années vingt – était que les bolcheviks devaient « poursuivre une lutte sans merci contre les

koulaks[1176] ».

L'Ukraine comptait une plus forte proportion de fermiers aisés que le reste de l'Union soviétique. Mais, pour Trotski, à tout problème, existait une solution. Il était toujours plus fort sur la détermination des objectifs que sur la cohérence des politiques. C'était le cas en matière de religion. Lénine avait ordonné une répression féroce contre l'Église orthodoxe russe en 1922, avec simulacres de procès et exécution des évêques assortie de la confiscation des biens et trésors ecclésiastiques. Son intention était de porter un coup à l'Église de Russie pour les générations à venir. Trotski ne s'y opposait pas, mais il voulait placer cette politique dans une perspective à plus long terme et réclamait un mouvement de réforme ecclésiastique. Il existait déjà les « rénovationnistes ». Trotski voulait se servir d'eux pour déstabiliser la plus importante communauté chrétienne du pays. L'infiltration policière devait rester une arme dans l'arsenal de l'État soviétique, mais la répression ne suffirait pas à extirper la religion. Comme d'autres dirigeants des années vingt, il craignait que la poursuite de cet objectif ne demande beaucoup de temps.

En matière de politique étrangère aussi, il était plus proche de ses collègues du Politburo qu'il ne le prétendit par la suite. Il soutenait qu'ils avaient renoncé à l'engagement traditionnel des bolcheviks : la révolution mondiale. En même temps, il les accusait d'être d'une incompétence dramatique et citait deux exemples : l'extrême maladresse du Politburo à l'égard du parti communiste britannique lors de la grève générale de 1926 et sa surestimation de force du parti communiste chinois contre le Kuomintang en 1927.

Cette incompétence et ses conséquences désastreuses

n'étaient pas l'apanage de Staline et de Boukharine. En 1923, Trotski avait soutenu à fond la tentative d'insurrection en Allemagne, et seul Staline avait alors élevé des objections, à juste titre[1177]. Trotski était donc aussi responsable qu'un autre du fiasco final, et c'était d'ailleurs la raison pour laquelle il se refusait de plus en plus à tout commentaire sur cet épisode. Il ne démordrait jamais de son premier avis sur la question : les chances de succès étaient bien réelles[1178]. De même, il persista toujours dans l'idée qu'il serait probablement nécessaire de faire intervenir l'armée soviétique si la révolution éclatait en Europe et déclençait une guerre à l'échelle du continent[1179]. Mais alors qu'il n'hésitait jamais à donner son opinion sur la politique en cours, il ne livra jamais rien de ses calculs géopolitiques. Il s'attendait à une effusion de sang et pensait que la réussite de la révolution communiste en Allemagne en valait bien le prix. Il comprenait cependant qu'il serait assez impolitique de dévoiler sa pensée, même devant les autres membres de la gauche bolchevique, et son quasi-silence sur le fiasco allemand de 1923 lui permit de garder toute sa véhémence pour les événements de 1926-1927 au Royaume-Uni et en Chine, imputable au fait qu'il n'avait plus de véritable influence sur le cours de la politique soviétique.

Staline et Boukharine manquèrent certainement de finesse en ordonnant au parti communiste chinois, par le biais du Komintern, de maintenir à tout prix l'alliance avec Chiang Kai-shek et le Kuomintang. C'était exactement l'excuse dont le chef des nationalistes chinois avait besoin pour se lancer dans une répression sanglante contre les communistes de Shanghai et d'ailleurs, en avril 1927. Trotski se montra extrêmement sarcastique envers le Politburo. Pourtant, sa position de

détracteur n'était pas sans présenter elle aussi quelques faiblesses. Les ordres de Moscou réfutaient les allégations de l'Opposition, selon lesquelles Staline et Boukharine ne soutiendraient plus la révolution mondiale. De plus, les deux dirigeants n'étaient pas les seuls à surestimer le potentiel de la Chine pour la propagation du communisme. Trotski avait également mal jaugé la situation. Il ne se concentrait pas sur sa stratégie révolutionnaire en Europe et en Amérique du Nord, loin de là. Il se prononçait généralement en faveur d'autres actions en Asie. En 1928, au cours d'une discussion privée avec Preobrajenski, son allié au sein de l'Opposition, il se déclara fermement convaincu que le parti communiste chinois aurait pu réussir son coup d'État[1180]. Avant cela, vers le milieu des années vingt, il avait évité de formuler sa pensée en public ; ensuite, seul compta son désir obsessionnel d'éreinter Staline et Boukharine, si bien que ses propos étaient devenus sélectifs et orientés.

Malgré les dissensions portant sur des points de détail, la question chinoise impliquait un large consensus au sein des principaux bolcheviks, quelle que soit leur faction. En dépit de tout ce qu'écrivit Trotski par la suite, la politique étrangère du Politburo n'était pas antirévolutionnaire. Les désaccords ne concernaient pas des questions de principe ou de stratégie fondamentale, mais plutôt des avis pratiques. En outre, Trotski dissimula son empressement à prendre des risques pour la conquête de son graal à lui : la « révolution socialiste européenne ». Comme il n'avait pas pu se couvrir de gloire en 1923, il s'efforçait d'entacher la réputation des camarades à la direction du Parti.

De même en politique intérieure. S'il n'était pas le père de la

NEP, Trotski en était l'un des oncles, et, plutôt que de chérir l'enfant, il se comportait en parâtre cherchant à l'exclure. Il ne prononça jamais un mot favorable à la Nouvelle politique économique. Manichéen, il considérait que, si une chose n'était pas parfaitement bonne, elle était nécessairement mauvaise. De plus, semble-t-il, il se croyait d'autant plus convaincant et plus proche de la vérité qu'il était plus vindicatif.

Toujours minoritaire au Politburo comme au Comité central, il ne pouvait passer pour le représentant de la politique officielle. Il se contentait de présenter proposition sur proposition sans les soumettre à l'épreuve de la pratique. Il pouvait se permettre d'exagérer son point de vue, d'afficher son mépris pour la pensée confuse de ses principaux rivaux, de se démarquer des actions de la sphère dirigeante par rapport à ce que lui ferait à sa place. En réalité, le fossé entre le Politburo et l'Opposition ne fut jamais aussi profond qu'il le dit, mais il parvint brillamment à convaincre tout le monde du contraire. Jusqu'à ce jour, sa version de la situation du Parti dans les années vingt a fait foi : rares sont ceux qui se sont donné la peine de remettre en cause ses qualités de chroniqueur ou d'historien.

L'authenticité de sa foi dans les politiques qu'il préconisait n'était pas douteuse. Même ses pires ennemis ne l'auraient pas traité d'hypocrite et, s'il put duper une foule de gens, c'est parce qu'il se dupait lui-même. Pour garder le moral, il lui fallait se persuader qu'entre ses idées et la politique du Politburo s'était creusé un abîme. Ce n'était pas un problème nouveau pour cet homme obsédé par quelques idées clés. Il accordait à Boukharine le bénéfice du doute en matière de sincérité, ce qui n'empêchait pas qu'à ses yeux, il se fourvoyait

et rejetait le pays vers le capitalisme. Il était moins indulgent envers Staline, uniquement motivé, croyait-il, par la soif de pouvoir.

Trotsky ne prétendait pas détenir la solution aux grands problèmes du régime soviétique. Il consacrait beaucoup de temps à se mêler des querelles, et moins à la réflexion. La forme, plutôt que le fond. Il aimait se bagarrer : chaque fois qu'il croisait le fer, il ressentait comme un bienfait cette poussée d'adrénaline. Pour un intellectuel, ce n'était pas très sérieux : tel un avocat poussant sa défense jusqu'aux limites de la logique, il ne pensait qu'à ce qui se disait dans la salle d'audience. Oubliant le sens des proportions, il manquait de respect envers ses adversaires qu'il raillait et humiliait. Son principal argument était que la révolution d'Octobre n'aurait pas mal tourné si sa manière de diriger et ses stratégies politiques n'avaient pas été démolies par ses ennemis au sein du Parti. Ses pamphlets satisfaisaient ses partisans, mais la plupart étaient des militants tout disposés à croire à ses propos. Plus surprenant était le nombre de gens qui, sans aucune sympathie pour le communisme, acceptèrent néanmoins l'idée que l'Union soviétique, sous un gouvernement trotskiste, n'aurait pas tourné à la dictature totalitaire. Bien des raisons expliquent la persistance de son pouvoir de fascination. Il tomba du pinacle avant que ses dernières théories n'aient été soumises à l'épreuve de la pratique. Il savait défendre une cause avec brio, à l'écrit comme à l'oral. Ses difficultés personnelles, après sa déportation de 1929, inspirèrent la sympathie. Et il est mort comme un martyr...

Lui-même a toujours voulu qu'on le considère comme un

idéaliste révolutionnaire, sans jamais admettre la faiblesse de ses arguments. Le Politburo a élargi au maximum le cadre de la NEP, ce qui a conduit à la situation critique de 1927-1928. La politique de Trotski, si elle avait été mise en œuvre, aurait entraîné l'écroulement de la NEP bien avant. Ses silences et ses esquives, au milieu des années vingt, ne tenaient pas du hasard : il était bien plus expert en manipulations politiques que ses partisans ne l'ont compris ou n'ont voulu le comprendre.

En effet, les réponses de Trotski aux politiques staliniennes à partir de 1928 présentaient de nombreux points communs avec les idées de Staline. Il demandait la planification économique sans rien offrir de vraiment différent de ce qui se pratiquait, hormis l'assurance qu'il y aurait « moins de violence et plus de démocratie ». Et là encore, il ne donnait aucune précision pratique et ne parlait pas de ce qu'il ferait si les choses n'aboutissaient pas aussi vite que prévu. Sa théorie se fondait sur une réussite immédiate, excluant donc la nécessité de se préparer à d'autres éventualités. De toute façon, il ne donnait aucune indication sur ses intentions concernant les koulaks, les ecclésiastiques, les anciens mencheviks et les millions de « personnes de l'ancien temps » (c'était l'appellation officielle, plutôt choquante, de tous ceux qui avaient été privés de leurs droits civiques par la constitution de 1918). Certes, il laissa entendre qu'il aurait agi plus lentement et de manière plus pacifique que Staline pour réaliser la collectivisation de l'agriculture. Mais il n'a jamais dit ce qu'il ferait si les paysans répondaient massivement par un refus d'obtempérer. Il promettait aussi de démocratiser le Parti, mais il n'expliquait pas comment il réagirait si d'autres

tentaient d'en ébranler l'unité, comme lui-même l'avait fait dans les années vingt. Il s'engageait à soutenir la révolution mondiale, mais sans analyser un seul instant les risques qu'il était prêt à prendre pour l'État soviétique. Mettrait-il en jeu la survie de la révolution d'Octobre ? Il faisait miroiter les joies d'une grande expédition révolutionnaire, sans garantir qu'elle n'entraînerait pas l'Union soviétique au-delà des frontières du possible.

Affrontement final à Moscou

L'année 1927 qui marqua le dixième anniversaire de la révolution d'Octobre fut aussi un moment décisif dans la lutte entre le Politburo et l'Opposition unifiée. Trotski était d'humeur joyeuse, le Politburo avait donné la preuve de son incompétence, d'une manière absolument indubitable à ses yeux : la politique du Komintern était en pièces, au Royaume-Uni comme en Chine, et Staline et Boukharine bafouillaient des excuses maladroites. La gestion de l'économie par le Kremlin n'était guère plus brillante. Les réserves de denrées alimentaires diminuaient de façon inquiétante et il y avait pénurie de produits industriels. L'échec du Politburo était flagrant. En dépit des restrictions qui lui étaient imposées, l'Opposition unifiée se proposait comme un contrepoids à la direction actuelle, à la fois plus sincère dans sa lutte pour les idéaux de la révolution d'Octobre et davantage capable de mener la politique. Le trio Trotski, Zinoviev et Kamenev n'allait pas tarder à renverser la brève suprématie de Staline et Boukharine.

Le Politburo lança une contre-offensive au plénum du Comité central et à la Commission centrale de contrôle de juillet et août 1927. Staline cibra Trotski : « Et combien d'années, demanda-t-il, le camarade Trotski est-il allé se balader chez les mencheviks[1181] ? » Molotov rappela que pendant, la Grande Guerre, Trotski avait aussi critiqué la politique de Lénine[1182]. On l'accusa d'avoir fait fusiller des

membres du Parti durant la guerre civile[1183] et plus généralement, d'être un antiléniniste acharné, entouré de « compagnons de route » coupables d'attitude subversive vis-à-vis de la politique du Parti[1184]. Trotski et Zinoviev répliquèrent en s'attaquant aux états de service de Staline. Ils rappelèrent sa mollesse à l'égard du gouvernement provisoire en mars 1917. Sa position favorable à l'Opposition militaire en 1918-1919 suscita des commentaires, tout comme ses récents exploits en matière de politique étrangère[1185]. Les échanges furent virulents car les protagonistes ne cessaient de s'interrompre. Trotski nia avoir eu de graves démêlés avec Lénine durant la Grande Guerre[1186]. Il rappela comment, sous la présidence de Lénine, le Politburo lui avait confié l'ébauche des premières résolutions de l'Internationale communiste[1187]. Au sujet de l'exécution des bolcheviks, il déclara que ces hommes avaient été condamnés pour leur lâcheté et non en qualité de membres du Parti[1188]. Il produisit l'attestation de soutien inconditionnel que lui avait donnée Lénine après la controverse sur l'affaire Panteleev[1189].

Devenu gardien à plein temps de sa vie passée, Trotski eut de nombreuses occasions de s'exprimer, au Comité central et au Politburo, et il avait de quoi se défendre. Lorsqu'il protesta contre les manœuvres provocatrices de ses adversaires, Ordjonikidzé, le président du plénum – qui n'était pas connu pour être d'un tempérament mesuré – rétorqua que lui aussi, Trotski, s'était montré insultant en les traitant de « thermidoriens »[1190]. Il marquait un point : ce terme renvoyait à la Révolution française et à la période consécutive à la chute de Robespierre en juillet 1794, lorsque la Convention

s'était attaquée aux montagnards (radicaux). Les marxistes croyaient que la bourgeoisie avait alors triomphé des classes sociales inférieures en organisant une campagne de répression sauvage qui avait commencé avec l'exécution de l'« Incorruptible ». Trotski insinua qu'une contre-révolution similaire était en cours en Union soviétique. Ordjonikidzé et Boukharine se léguèrent contre lui[1191]. Le ton monta, les propos devinrent plus corrosifs encore qu'autrefois au sujet de Brest-Litovsk. Les deux camps brûlèrent le dernier pont qui les reliait encore. Seul un miracle pouvait désormais les réunir.

Leur préoccupation permanente concernant les annales du Parti était motivée par le besoin qu'avait Staline de détruire tout ce qui mentionnait Trotski comme partenaire privilégié de Lénine, car il lui fallait fournir lui-même des références pour accéder à la fonction suprême. Il fallait qu'on le voie défier Trotski et le vaincre en combat singulier. Face à ce brillant débatteur, il emprunta les méthodes les plus brutales pour le dénigrer, fit de sa propre grossièreté une vertu, et n'hésita pas à travestir les petits événements du passé en les déformant. Son audace était sans limites. Tout était joué d'avance puisque les partisans de l'Opposition unifiée ne constituaient qu'une minorité. À la fin du plénum, il ne subsistait plus aucun doute sur l'identité de celui qui dirigeait le Politburo. Auparavant, il avait été question d'un duumvirat Staline-Boukharine, mais les interventions de Boukharine n'avaient pas beaucoup compté et Staline était de loin le principal auteur du réquisitoire. Trotski en avait déjà conscience. Il parla de « faction stalinienne[1192] » et déclara : « L'Opposition pense que la direction de Staline rend la victoire [de la révolution] plus incertaine. » Et il ajouta : « Je

résume : [Sommes-nous] pour la patrie socialiste ? Oui. Pour la trajectoire stalinienne ? Non. Nous voulons que le Parti ait ouvertement la possibilité de corriger la trajectoire stalinienne comme on corrige les erreurs terribles qui mènent aux grandes défaites[1193]. » Du parterre, une voix s'éleva : « C'est toi qui as besoin d'être corrigé[1194] ! »

Au cours des débats, Trotski forgea le terme « centrisme stalinien[1195] ». Ce n'était pas seulement une analyse, mais aussi une insulte bien calculée, car aucun bolchevik n'aimait être assimilé à un centriste. Conscient de se battre pour sa survie politique, Trotski se retint donc d'intervenir aussi vigoureusement que d'habitude quand le plénum discuta des « chiffres de contrôle » à insérer dans le plan économique d'État[1196].

Alors que la planification industrielle était l'un de ses sujets favoris, il s'en tint strictement à commenter les désaccords entre le Politburo et l'Opposition unifiée. Les esprits s'échauffèrent. En tant que président de la Commission centrale de contrôle, Ordjonikidzé lut à haute voix la liste des infractions à la discipline du Parti dont Trotski et Zinoviev s'étaient rendus coupables, rejetant les objections de Trotski démontrant leur caractère arbitraire[1197]. L'Opposition unifiée se vit reprocher son activité factieuse. Trotski, Kamenev et Zinoviev furent mis en demeure de se conformer à la ligne officielle du Parti ou de subir des sanctions disciplinaires.

S'il voyait Staline comme la figure dominante de l'équipe dirigeante, Trotski sentait bien que les idées de Boukharine constituaient la menace la plus dangereuse pour les bolcheviks et leur révolution. Si Staline était « centriste », alors

Boukharine occupait la position de leader de l'aile droite bolchevique. Trotski insista : le danger fondamental venait de ce côté. Il n'avait pas peur des contradictions. S'appuyant sur ses liens personnels avec Boukharine, il lui écrivit : il en appela à son honnêteté pour l'aider à mettre fin aux basses méthodes employées contre l'Opposition unifiée. Il mentionnait les sous-entendus antisémites, habituels à l'échelon local du Parti, et signalait également les sanctions disciplinaires prises contre les ouvriers sympathisants de l'Opposition. Lui qui aimait les combats loyaux ne pouvait pas croire que Boukharine approuverait les méthodes de Staline. Il ne dicta pas cette lettre à une sténo-dactylographe, espérant résoudre l'affaire sans que rien filtre de la direction centrale[1198].

Boukharine refusa de l'aider. Le 8 septembre, au Politburo, Staline déversa son fiel contre Trotski : « Tu es un individu pitoyable, totalement dépourvu du sens de la vérité le plus élémentaire. Un lâche sans aucune moralité, un vaurien, un scélérat qui se complaît à dire des choses qui ne correspondent absolument pas à la réalité. Voilà ma réponse[1199]. »

Staline tenait sa revanche : lors d'une réunion du Politburo, un an auparavant, Trotski s'était écrié que le dirigeant bolchevique avait « fini par se porter candidat au rôle de fossoyeur du Parti et de la révolution ». Staline avait quitté la salle en fureur. Rykov et Roudzoutak avaient alors convaincu le Politburo d'adresser des reproches officiels à Trotski. Présent ce jour-là, Pitiakov s'était rendu compte que Trotski dépassait les bornes. Tout tremblant, la sueur au front, il lui lâcha : « Il ne te pardonnera jamais ça, ni à toi, ni à tes enfants, ni même à tes petits-enfants. » Natalia elle-même, pourtant si conciliante d'habitude, estima qu'il n'avait pas volé cet

avertissement[1200].

Constamment mis en minorité, au Politburo comme au Comité central, Trotski demanda à porter le testament de Lénine à la connaissance de l'ensemble du Parti, accusant Staline de le dissimuler[1201]. Il lui avait fallu quatre ans pour qu'il fasse preuve de bon sens et se décide enfin à en arriver là. Pour lui, c'était l'occasion de prouver à tous que Lénine n'avait aucun respect pour Staline en tant que dirigeant potentiel du Parti, Néanmoins, le style de direction du trio Trotski, Zinoviev et Kamenev ne plaisait pas à tout le monde au sein de l'Opposition unifiée. Le 27 août 1927, Ioffé adressa une lettre à Trotski :

L'Opposition ne commence-t-elle pas à observer le même régime que celui établi par la majorité du Comité central pour l'ensemble du Parti et contre lequel nous (l'Opposition) menons une lutte aussi âpre ? Le niveau supérieur de l'appareil prend les décisions, et les autres n'ont plus qu'à les accepter. Est-il tolérable que les treize membres représentant l'Opposition devant le Comité central et le Politburo aient fait une déclaration au nom de tout le groupe sans discussion préliminaire interne, soit sur son bien-fondé, soit sur son contenu[1202] ?

Ioffé, qui prenait très au sérieux l'idée d'une « démocratie interne au Parti », voulait que les trois dirigeants mettent en pratique ce qu'ils prêchaient. Mais il n'était pas représentatif de tout le groupe. Plusieurs des leaders de l'Opposition unifiée avaient clairement exprimé que la « démocratisation » importait peu, du moment que l'on pouvait garantir un virage à gauche de la politique économique. Ceux-là n'étaient pas des démocrates engagés. Le Politburo le sachant, il fut très facile à Staline d'accuser d'opportunisme les trois leaders de l'Opposition.

De toute façon, le cours des événements s'accéléra beaucoup plus que Trotski ou Ioffé ne l'avaient prévu ; le 27 septembre, la querelle qui avait éclaté au sein de la direction centrale gagna le présidium du comité exécutif du Komintern. Trotski, à ce moment-là déjà, ne se contrôlait plus parfaitement. Il commença par défier les membres du Présidium, déclarant qu'eux aussi pouvaient l'accabler de reproches. Il leur lança des remarques désagréables : « Désormais, toutes les organisations se contentent d'être des exécutants, elles ne sont plus capables de débattre ni de prendre des décisions. » Il se moqua de la débâcle dont Moscou s'était rendu responsable au cours des derniers mois : la pagaille en Chine, l'absence d'une stratégie digne de ce nom au Royaume-Uni. Il railla le Politburo pour avoir permis au Kuomintang de créer une base d'émigrés et d'envoyer ses cadres se former en Union soviétique[1203]. L'héritage de la révolution d'Octobre n'était plus assuré : « Le problème personnel de Staline, qui devient de plus en plus le problème du Parti, c'est cet immense écart entre ses possibilités intellectuelles et le pouvoir que l'appareil de l'État-Parti concentre entre ses mains[1204]. » Ce mépris affiché à l'égard de Staline et de sa culture était devenu un procédé classique chez Trotski, pour qui il allait de soi que seul un homme doté d'un bagage intellectuel comme le sien pouvait diriger le Parti.

Les mesures contre l'Opposition unifiée se multiplièrent. Zinoviev et Kamenev avaient perdu leur siège au Politburo en 1925 ; un an plus tard, ce fut le tour de Trotski. En octobre 1927, ils furent également éjectés du Comité central. Privés désormais de tout poste à responsabilité au plan politique, ils n'en continuèrent pas moins à mener campagne

pour leurs idées, du mieux possible, et l'OGPU entreprit un travail de sape systématique à leur endroit. Lors d'un meeting, un fonctionnaire zélé éteignit la lumière alors que Trotski venait de prendre la parole. Nullement désarmé, celui-ci enchaîna : « Lénine disait que le socialisme, c'était les soviets avec l'électricité en plus. Staline a déjà supprimé les soviets, maintenant c'est au tour de l'électricité[1205]. » Son humour était aussi incisif qu'une lame de rasoir. Quant à son objectivité historique, elle était rien moins qu'absolue, pour la bonne raison qu'il en avait fait autant que les autres pour priver les soviets de leur liberté.

Le Politburo alertait l'OGPU à chaque meeting de l'Opposition. Staline et Boukharine étaient soucieux d'éviter les grèves et les manifestation de rue. La police, que ses indicateurs tenaient au courant des projets de l'Opposition, s'arrangeait pour disperser les regroupements, à Moscou et ailleurs. Loin de baisser les bras, les oppositionnistes placardèrent des affiches dénonçant les dirigeants au pouvoir. Il imprimèrent aussi des tracts sur des presses clandestines et les distribuèrent à leurs partisans. Dans chaque ville, ils gardèrent un contact oral et continuèrent à s'envoyer lettres et télégrammes. Ils se rendirent aux portes des usines pour dresser les ouvriers contre le Politburo. C'étaient à peu près les seuls moyens qu'il leur restait pour assurer leur survie politique, et ils se persuadaient que la classe ouvrière rallierait leur cause s'ils pouvaient expliquer leur situation sans l'intervention du Politburo ou de l'OGPU. Les ouvriers n'avaient probablement pas plus d'enthousiasme pour Trotski que pour Staline, mais ils étaient très remontés contre la politique industrielle officielle. Des troubles pouvaient éclater

rapidement dans les usines ; Trotski et ses amis seraient alors en mesure d'exploiter la situation. Staline et Boukharine accrurent leur pression sur l'OGPU pour mettre un terme aux activités de l'Opposition.

Trotski, Kamenev et Zinoviev passèrent à la vitesse supérieure. Le 7 novembre, dix ans jour pour jour après le coup d'État bolchevique, les célébrations habituelles eurent lieu à Leningrad. Une grande manifestation était prévue. Les partisans du trio de l'Opposition avaient afflué dans l'ancienne capitale, espérant profiter de l'occasion pour protester publiquement contre les dirigeants en place. Le scénario de février 1917 contre les Romanov se reproduisait. Le Politburo ordonna aux forces de sécurité d'intervenir, aidées par des bandes de voyous qu'il avait recrutées. Selon Trotski, l'Opposition n'avait pas de plan défini :

Un concours de circonstances tout à fait accidentel donna à cette manifestation un tour inattendu. Avec Zinoviev et plusieurs autres, nous parcourûmes la ville en voiture pour nous rendre compte du nombre et de l'état d'esprit des manifestants. Nous arrivions devant le palais de Tauride où des tribunes avaient été installées pour les membres du Comité exécutif central, lorsque nous fûmes arrêtés par un barrage de police. Il était impossible de continuer. Avant même qu'on ait eu le temps de réfléchir à un moyen de nous sortir de là, le commandant se précipita sur notre voiture et, sans penser à mal, nous proposa de nous escorter jusqu'à la tribune **[1206]**.

Leurs partisans acclamèrent Trotski et Zinoviev. Des agents de la police infiltrèrent la foule pour tenter de soulever les manifestants contre l'Opposition. En vain. Zinoviev affichait un bel optimisme. Trotski était plus mesuré : il savait que la sphère dirigeante leur ferait payer ce triomphe éphémère et local.

Exaspérés par l'esprit combatif de leurs adversaires, Staline et Boukharine proposèrent de voter pour exclure du Parti tous les dirigeants et partisans de l'Opposition unifiée. La décision fut prise le 14 novembre par la Commission centrale de contrôle et son président, Ordjonikidzé, puis ratifiée le mois suivant au Quinzième Congrès du Parti. Cette exclusion marqua un jalon dans l'histoire du bolchevisme. Depuis la révolution d'Octobre, le Parti avait toujours été un terrain de vives controverses : avec les communistes de gauche au sujet du traité de Brest-Litovsk, avec l'Opposition militaire, avec les adeptes du centralisme démocratique et l'Opposition ouvrière durant la guerre civile –, ces deux dernières formations ayant continué à fonctionner sous la NEP. Au début, le Politburo s'était donné beaucoup de mal pour garder les dissidents dans les limites du Parti tout en les disciplinant. Les fauteurs de troubles étaient rétrogradés, parfois même envoyés en Ukraine ou en poste à l'étranger. Le même traitement avait été appliqué à l'Opposition de gauche et à celle de Leningrad, au milieu des années vingt. Les débats entre partisans et dissidents avaient toujours été très violents. Mais cette fois, Trotski, Kamenev et Zinoviev se voyaient retirer leur carte du Parti.

Trotski apprit la décision du Congrès par téléphone, de la bouche même de Boukharine. À l'époque, il hébergeait quelques jeunes sympathisants venus de France. L'un d'eux, Gérard Rosenthal, raconta que Boukharine était bouleversé : « Lev Davidovitch, tu es exclu du Parti. Ils sont fous. Il n'y arriveront pas sans toi. On ne peut pas en rester là, il faut que tu reviennes[1207]. » Boukharine n'était pas très crédible : il n'avait pas mâché ses mots contre Trotski et s'était prononcé

en faveur de mesures punitives à son encontre, mais peut-être voyait-il apparaître maintenant, dans un éclair de lucidité, les dangers d'un partenariat avec Staline.

Kamenev et Zinoviev déposèrent les armes. Kamenev annonça rapidement la couleur : « Maintenant qu'il n'y a plus aucune chance d'ôter le pouvoir au groupe actuellement en place, il ne reste plus qu'une chose à faire : reprendre le collier. » Pour lui, il était temps de renouer avec les vieilles bêtes de somme du Parti. Zinoviev mit un peu plus de temps, mais parvint à la même conclusion. Un peu avant ou peut-être pendant le Quinzième Congrès, qui s'ouvrit le 2 décembre, Kamenev et lui eurent leur dernière conversation avec Trotski. Tous trois comprenaient que se jouait là un pan entier de leur avenir. Une terrible dispute éclata. Selon Trotski, Zinoviev l'avait accablé de reproches : « Vladimir Ilitch [Lénine] avait dit dans son testament que les relations entre Trotski et Staline risquaient de diviser le Parti. Pense à la responsabilité que tu prends ! » Zinoviev n'avait pas changé d'avis sur les idées fondamentales de l'Opposition unifiée, mais il s'était convaincu que « l'âpreté même de la lutte de l'appareil contre nous témoigne qu'il ne s'agit pas de désaccords conjoncturels, mais de contradictions sociales[1208] ». Kamenev, Zinoviev et leurs partisans étaient de toute façon venus assez tard à la cause de l'Opposition. Ce n'était donc pas tout à fait une surprise de les voir partir tôt. Sitôt connue leur exclusion du Parti, la rumeur courait déjà qu'ils allaient capituler[1209].

La décision de la Commission centrale de contrôle en avait déjà fait des parias du communisme, les privant de la plupart de leurs privilèges. La perte de leur statut fut immédiate. Abel

Enoukidzé, que Trotski avait récemment insulté[1210] , lui écrivit une lettre lui enjoignant de quitter le Kremlin. L'appartement était lié à l'exercice de ses fonctions au Politburo, mais la rapidité avec laquelle il fut déchu de ses droits de résidence était surprenante. Il envoya sa réponse le 15 novembre : il déclarait avoir déjà quitté les lieux et habiter désormais rue Granovski, avec Alexandre Beloborodov, son allié politique[1211]. L'appartement de Beloborodov était plein depuis que les Zinoviev y avaient pris une chambre[1212]. Trotski avait quitté le Kremlin, mais seul : son fils Sergueï était malade et Natalia s'occupait de lui. Tous deux restèrent encore quelques jours avant de partir[1213].

Trotski gardait son calme. L'adversité semblait lui réussir : au moment où la majorité du Politburo le rejetait sur la banquise politique, il s'animait. Son ami Adolf Ioffé réagit très différemment. Psychiquement instable, il avait vu sa santé physique se dégrader considérablement au cours des années précédentes. À cela s'ajoutaient les ennuis de l'Opposition unifiée, qui pesaient comme une chape de plomb sur son humeur. Il résolut de se donner la mort, non sans avoir livré par écrit le fruit de ses réflexions à son ami Trotski[1214]. Pendant quelque temps, l'OGPU nia l'existence de cette lettre, mais la vérité éclata au grand jour lorsqu'une copie en parvint à Khristian Rakovski, qui la passa à son destinataire[1215]. Ioffé avait tu ses pensées trop longtemps. D'un point de vue politique, il était beaucoup trop tard. Pourtant, il conjurait Trotski de continuer le combat. Il lui disait sa certitude que bientôt il retrouverait le pouvoir[1216]. Trotski avait grand besoin de croire qu'il lui restait une chance. Mort, Ioffé ranimait son esprit combatif : si nécessaire, il les affronterait

seul, comme Lénine l'avait fait si souvent. Tandis que Kamenev et Zinoviev s'éloignaient tout doucement, Trotski s'accrocha à sa décision, préférant tomber en combattant plutôt que s'incliner devant la majorité du Politburo.

Signe que les temps changeaient, il fallait désormais une autorisation pour organiser des funérailles publiques au cimetière Novodiévitchi. On fixa la cérémonie à midi, croyant que la plupart des gens seraient au travail, mais en fait une foule immense y assista. Trotski marchait en tête du cortège, avec la veuve d'Adolf Ioffé et Khristian Rakovski. La police montée tenta de repousser les participants les moins importants mais se tenant par les bras, ils forcèrent le passage. Rakovski prononça l'éloge funèbre. Puis Trotski, nu-tête et cheveux couverts de flocons de neige, ajouta quelques mots provocateurs en mémoire de son ami et camarade défunt : « Comme toi, nous jurons de continuer sans faiblir, jusqu'à la fin, sous la bannière de Marx et de Lénine[1217]. » À cet instant, il ignorait que c'était le dernier discours qu'il prononçait en terre soviétique : la nuit politique tombait sur lui et sur l'Opposition.

Alma-Ata

L'hiver 1927-1928 fut une période critique sur le plan politique, non pas tant à cause des difficultés causées par l'Opposition à la sphère dirigeante qu'en raison de perturbations économiques profondes. Dans les entrepôts des grandes villes, les réserves de blé et de seigle s'épuisaient, atteignant un niveau dangereusement bas. La situation rappelait la « crise des ciseaux » de 1923, en pire. Les paysans ne pouvaient plus acheter de produits manufacturés à un prix qui leur semblait juste et la production des usines devenait insuffisante pour le marché rural. Les mesures prises contre les paysans les plus prospères au cours de l'année fiscale 1925-1926 aggravèrent la tension dans les campagnes.

Le Politburo voulait résoudre ses problèmes sans se heurter à Trotski. On proposa donc à l'intéressé de l'envoyer sur les rives nord-ouest de la mer Caspienne, à Astrakhan, où il occuperait un poste de « planification économique ». Ce n'était pas la sanction la plus sévère, mais Trotski écrivit au Comité central qu'il préférerait carrément l'exil à ce qu'il considérerait comme une hypocrisie politique. Il invoqua aussi des raisons de santé. S'il avait la possibilité de choisir sa destination, il préférerait Gagra sur la côte abkhazienne, ou Kislovodsk, dans le nord du Caucase[1218]. Cette résistance agaça le Politburo. Il avait refusé Astrakhan ? Eh bien, on allait voir ce qu'il dirait d'être envoyé à Alma-Ata, au Kazakhstan. Genrikh Jagoda, directeur adjoint de l'OGPU, délivra l'ordre de déportation

officiel. Lorsque Trotski téléphona pour protester, ni Jagoda, ni son chef, Vladimir Menjinski, n'acceptèrent de prendre l'appel[1219]. Les raisons de ce choix d'une république soviétique de l'Asie centrale n'ont pas été consignées, mais Staline supposait probablement qu'envoyer Trotski en Sibérie donnerait lieu à des comparaisons malheureuses avec Nicolas II. Le Kazakhstan était bloqué par la neige en hiver, et il fallait parfois parcourir de longues distances avant de trouver une route, mais la notion de travail forcé n'y était pas encore attachée. Trotski fit bonne figure : « C'est déjà mieux... L'idée de mourir dans un lit au Kremlin ne m'enchanté pas, de toute façon[1220] ».

Natalia avait la grippe et une forte fièvre au moment où la famille dut rassembler meubles et effets. Le D^r Guétier conseilla de différer le départ. Que le Politburo n'ait aucun égard pour l'état de santé de Natalia n'effleura même pas cet homme dont la politesse et le savoir-vivre avaient forcé l'admiration des Lénine et des Trotski[1221]. L'épouse d'Alexandre Beloborodov, Faina Jablonskaïa, téléphona à quelques membres de l'Opposition pour les avertir du départ des Trotski[1222]. Certains se présentèrent alors rue Granovski pour leur souhaiter bonne chance et les embrasser, en leur apportant fleurs, bonbons, livres et vêtements chauds[1223]. Trotski et Natalia, touchés de toutes ces gentilles attentions, étaient néanmoins requis par les préparatifs et la difficulté de trouver comment faire entrer dans des malles l'énorme volume des archives personnelles du révolutionnaire.

L'OGPU assura Trotski qu'il ne partirait pas tout de suite. L'un de ses anciens gardes du corps, un certain Baritchkine, se

présenta chez lui en mission officielle, poussant l'impertinence – c'est ainsi, du moins, que Trotski l'interpréta – jusqu'à oublier de se découvrir. Vertement tancé, il se retira avec un « air de chien battu[1224] ». Le 16 janvier 1928, sans avertissement, on demanda à Trotski de partir sous escorte à la gare de Kazan, d'où il devait prendre le train pour Alma-Ata. La nouvelle étant parvenue jusqu'aux oreilles des militants de l'Opposition, des milliers de personnes se rassemblèrent à la gare. Des jeunes enthousiastes, et Khristian Rakovski lui-même, accoururent au domicile de Belobodorov pour raconter la scène[1225]. À titre de précaution, l'OGPU renonça à emmener la famille Trotski directement à la gare de Kazan : une émeute pourrait vite tourner à l'incident politique grave. Les Trotski furent donc conduits à la gare d'Iaroslav, au nord de Moscou. De là, on devait les amener en train jusqu'à la gare de Kazan et les installer en vitesse dans le wagon qui les attendait[1226]. La foule n'avait aucune idée de ce qui se tramait. On entassa les valises près du wagon où le chien de chasse de Trotski attendait patiemment. La locomotive crachait sa vapeur, mais le compartiment aux fenêtres cachées par des rideaux blancs était toujours vide. Le mécanicien arriva. Lui non plus ne connaissait pas le programme. Entre-temps, les rues avoisinantes se remplissaient de manifestants en colère. On brandissait des pancartes affichant le portrait de Trotski : la situation risquait de dégénérer[1227].

En arrivant à la gare, l'escorte fut obligée de porter Trotski qui, visiblement partait contre sa volonté. La foule ne se rendait pas compte de ce qui se passait ; les enfants Trotski décidèrent alors d'intervenir. Liova avait vingt ans, Sergueï

dix-huit, et tous deux étaient de solides gaillards. Liova commença à amener tout le monde. Baritchkine se précipita pour lui mettre la main devant la bouche. Alors Sergueï, pourtant bien décidé à ne pas se mêler de politique et à rester tranquillement à Moscou, lui envoya son poing dans la figure[1228]. Son sens de la famille et de la dignité lui avait fait perdre son sang-froid. Avec discrétion et fermeté, les agents de l'OGPU réussirent cependant à embarquer leur cargaison humaine. Trotski, Natalia, Liova et Igor Poznanski se retrouvèrent dans le compartiment aux rideaux tirés sans que personne s'en aperçoive. À onze heures, tout à coup, le train s'ébranla. La foule comprit enfin ce qui se passait : on n'allait pas entendre l'un de ces vibrants discours auxquels le leader l'avait habituée. Les partisans se précipitèrent pour tenter de s'accrocher au wagon tandis que d'autres couraient le long du quai. Mais le plan du Kremlin avait parfaitement fonctionné, et le train disparut bientôt dans le lointain. Des voix s'élevèrent, appelant à manifester, même en plein milieu de la nuit, et à marcher sur le Kremlin. Mais les membres de l'Opposition les plus anciens soupçonnèrent l'OGPU de les provoquer délibérément. Une manifestation, en troublant l'ordre public, ferait le jeu de la direction dans sa propagande contre l'Opposition. Alors, la discrétion prévalut et chacun rentra tranquillement chez soi[1229].

Le train fila vers Riazan, puis Samara. Les Trotski se plaignirent de ne pas avoir les vêtements appropriés. Avant même que reprenne le voyage, la question était tranchée. Au bout de quelques jours, ils arrivèrent au Kazakhstan. La Russie était loin derrière eux. À Kzyl-Orda, ils eurent la visite d'un certain Belski, chef des opérations de la Guépéou en Asie

centrale. Venu vérifier que tout allait bien, il se montra poli, mais peu communicatif.

La compagnie des autres passagers ne leur convenant pas, mais peut-être aussi parce qu'ils avaient besoin d'une certaine intimité pour se parler entre eux, les Trotski prenaient leur repas dans leur wagon. Natalia se remit de sa grippe. Voir son mari plaisanter et prendre les choses du bon côté lui redonnait courage. Trotski lut Marx en allemand. Il se fixa un programme pour l'avenir, espérant subvenir à leurs besoins, à Alma-Ata, en traduisant certains de ces ouvrages[1230]. Le train poursuivit sa course régulière jusqu'à Pichpek. La dernière étape du voyage se fit en charrette, car il fallait traverser la chaîne montagneuse des Ala-too. Trotski fut malade à son tour, avec une forte fièvre, mais on ne l'autorisa pas à prendre du repos[1231]. Dans la famille, on commençait à s'habituer à recevoir des ordres. Trotski n'était plus dirigeant, ni même membre du Parti. Officiellement, c'était un délinquant politique.

Ils arrivèrent à Alma-Ata au neuvième jour de leur expédition. Le petit groupe et son escorte parcoururent cette dernière étape dans une voiture conduite par un fou du volant qui alarma ses passagers (c'était un conducteur de véhicules blindés et, manifestement, il était ravi de cette occasion de pouvoir rouler vite au volant d'une voiture civile). Le sol était couvert de neige. On était le 25 janvier 1928[1232].

Tout en s'installant à Alma-Ata, Trotski se plaisait à imaginer que le sort de l'Opposition demeurerait le premier point à l'ordre du jour du Politburo. En réalité, il avait déjà perdu le fil des événements : le problème le plus urgent que devait affronter la direction du Parti était celui des réserves de

denrées alimentaires. L'une des solutions possibles aurait été de réduire la pression exercée sur les koulaks et de les convaincre de commercialiser leurs stocks de céréales. Mais le temps pressait : il fallait sortir au plus vite de cette situation critique. En secret, Staline prit une initiative personnelle. Il se rendit dans l'Oural et dans l'ouest de la Sibérie pour une tournée d'inspection. Le volume des céréales, ces dernières années, était normal et les récoltes récentes n'avaient pas été affectées par le mauvais temps. Staline était donc certain d'y trouver pléthore de grains et il en déduisit que les responsables de la mauvaise situation étaient les koulaks, qui se constituaient des réserves. Il se promit d'être impitoyable avec le Parti et les fonctionnaires locaux. Particulièrement doué pour exercer une pression sur les autres, il décida, à l'insu des camarades du Politburo, de mobiliser des brigades urbaines et d'offrir une récompense aux paysans pauvres qui acceptaient d'indiquer où les nantis avaient pu cacher leurs stocks. Des trains de marchandises furent ainsi remplis de blé et de seigle provenant des différentes saisies. Quant à Staline, il repartit avec le sentiment du devoir accompli : le spectre d'une famine touchant les grandes villes s'évanouissait.

Cet assaut lancé sur les « thésauriseurs » trancha net la corde déjà élimée de la confiance que le monde rural accordait aux bolcheviks. L'ensemble de la classe paysanne s'accrocha à ses céréales, et quand au printemps les réserves atteignirent un niveau alarmant, l'ancien allié de Staline, Boukharine, parvint à convaincre le Politburo de prendre les mesures nécessaires. Il fallait notamment réduire le prix des produits industriels et recourir aux importations de l'étranger, moins chères, en espérant que les paysans reviendraient d'eux-

mêmes vers la commercialisation de leurs récoltes. Malheureusement, cette tentative échoua et Staline reprit l'offensive. Déjà, avec le Politburo, il avait mis en place un plan quinquennal pour une expansion rapide de l'industrie. On avait saisi des usines pour en faire la propriété de l'État. Le Gosplan, chargé de planifier les objectifs économiques, reçut pour mission de définir un programme centré sur la production de fer, d'acier et de machines-outils. L'Union soviétique s'apprêtait à subir une industrialisation à grande échelle. Pour accompagner ce processus, il y aurait une « révolution culturelle ». On lança une campagne d'alphabétisation massive : écoles et instituts de formation proliférèrent. Les ouvriers et paysans qui le méritaient obtinrent une promotion rapide. On s'attaqua par ailleurs aux points de résistance potentiels : la persécution religieuse s'intensifia et, dans toute l'Union soviétique, on assista à une arrestation massive des nationalistes.

La NEP avait vécu. Un pan entier de la révolution d'Octobre s'écroulait subitement. Le Politburo consolida cette transformation par une panoplie de politiques officielles. Mais Staline devait encore éliminer Boukharine. Les troubles économiques causés par les violentes expropriations de céréales l'obligèrent à des compromis durant les mois d'été, mais, au moins, il n'avait plus à répondre en public à Trotski. Au plénum du Comité central, soutenu par ses partisans, il saisit chaque occasion de réfuter les affirmations et prévisions de l'Opposition. La sphère dirigeante s'était montrée capable de prendre des mesures radicales. On ressortit toutes les critiques que Trotski avait lancées dans les années vingt pour les condamner en son absence[1233].

Coupé de ses canaux d'information habituels, Trotski n'écrivit quasiment rien sur le sujet, mais son silence n'était pas dû à cette seule raison. Sa vie quotidienne était bouleversée. La famille s'était habituée au rythme et aux habitudes du Kremlin et, même durant leur séjour chez les Beloborodov, ils avaient mené une existence plutôt confortable. Désormais, il leur fallait se débrouiller seuls. Natalia, qui avait perdu l'habitude de faire les courses, trouvait que les commerçants la faisaient payer trop cher. Elle s'adapta vite, comme toujours, mais ses occupations domestiques limitaient le temps qu'il lui restait pour seconder son compagnon dans ses activités politiques[1234]. Sermouks et Boutov avaient tenté de rejoindre Poznanski à Alma-Ata en qualité d'assistants de Trotski, mais aucun des deux n'avait obtenu le droit d'y rester. Les autorités comptaient paralyser ainsi l'activité politique de Trotski. C'était compter sans le jeune Liova, qui montra de quoi il était capable en tant qu'appareil administratif à lui seul[1235]. La priorité était de rassembler les fils ténus de l'Opposition. Liova, marié très jeune à Anna Riaboukhina dont il avait eu un petit garçon prénommé Lev – tout le monde dans la famille l'appelait Lioulik – consacra désormais son temps à la politique. Trotski était autorisé à utiliser les services postaux normaux. Son traitement mensuel de vingt-cinq roubles et l'argent de son compte en banque lui permettaient d'entretenir une correspondance régulière et, chaque jour, il recevait entre dix et quinze lettres en provenance de divers endroits de l'Union soviétique[1236]. Son carnet d'adresses montre qu'il était resté en contact avec un grand nombre de partisans exilés ; il le mettait à jour chaque fois que l'un d'eux était déplacé[1237]. Mais le service postal de l'époque n'était pas

rapide et Trotski se plaignait que le courrier mettait des semaines à lui parvenir.

L'exilé n'était donc pas complètement isolé. Il était heureux de pouvoir correspondre avec Khristian Rakovski, le dernier ami qu'il lui restait, pour discuter de politique et bavarder ; grâce aux dizaines de lettres qu'ils échangèrent ils s'aidèrent mutuellement. Contrairement à Trotski, Rakovski avait accepté un poste à Astrakhan. Chargé de la planification économique, il n'était pas écrasé de travail et passait beaucoup de temps à lire Dickens et Isaac Babel, et à réfléchir sur les thèses de Saint-Simon, socialiste français du XIX^e siècle. Rakovski traitait avec humour de la distance qui le séparait de la civilisation : Aristote n'avait-il pas désigné le golfe de Kara-Bogaz, situé sur la côte est de la mer Caspienne, comme le « début des Enfers » [\[1238\]](#) ?

Natalia s'adressa à leurs partisans au nom de Trotski et l'Opposition lança un appel à l'aide. L'approvisionnement quotidien de la famille était insuffisant, disait-elle, et les problèmes intestinaux de Trotski aggravés par les conditions sanitaires déplorables de la ville. La malaria l'avait « gagné », la goutte le tourmentait constamment, et il n'avait aucun médecin compétent à qui s'adresser. L'Opposition demanda aux « travailleurs » d'exiger son retour à Moscou [\[1239\]](#). On touchait en l'espèce à la caricature. La famille, comme en témoignent les carnets de Natalia, était loin de vivre dans des conditions sordides [\[1240\]](#). Trotski avait même engagé une secrétaire de la région et, s'il la soupçonnait d'être à la solde de la Guépéou, il n'en reste pas moins qu'elle accomplissait convenablement sa tâche de dactylo. Il est vrai aussi que de nombreux cas de malaria s'étaient déclarés à Alma-Ata ; mais

quand Trotski et Natalia contractèrent la maladie, Sergueï, resté à Moscou, leur fit tout de même parvenir de la quinine, ce qui en atténua les symptômes, au moins pour Trotski[1241]. Ils avaient accès à la bibliothèque et pouvaient emprunter livres et journaux nationaux. L'un des grands plaisirs de Trotski était de feuilleter longuement un livre où figuraient des reproductions des œuvres de Diego Rivera, peintre mexicain connu pour ses fresques murales. Il admirait leur mélange de « courage » et de « tendresse »[1242].

Accompagnés des agents de la Guépéou, Trotski et Liova partaient chasser avec chiens et fusils, puis revenaient chargés de faisans, cailles, pigeons et toutes sortes d'oiseaux de montagne. Ces expéditions à travers les steppes salines duraient plusieurs semaines. Ils dormaient à la belle étoile ou dans les yourtes des Kirghizes, et poursuivaient le gibier à dos de chameau[1243]. En été, ils louèrent une chaumière en paille de roseau à un paysan fruiticulteur. Située sur les collines avoisinantes, elle offrait une vue magnifique sur les montagnes couronnées de neige à l'extrémité de la chaîne du Tianshan. Ils ramassèrent des pommes et des poires pour leur consommation personnelle et Natalia fit des confitures[1244].

En juin 1928, leur vie paisible fut interrompue par une terrible nouvelle : à Moscou, Nina Bronstein, la cadette des filles de Trotski, venait de mourir, emportée par la tuberculose. Trotski travaillait à une critique des politiques et de la direction du Komintern. Il s'arrêta et sortit dans le jardin en demandant à Natalia de venir le rejoindre. Le couple resta un moment assis dans l'herbe, évoquant la jeune femme et laissant parler leur chagrin. Trotski gémissait : « Je suis si triste, si désolé ! » Il n'avait jamais vécu la perte d'un enfant et

réagissait très mal[1245]. Nina souffrait de tuberculose depuis plusieurs années. Elle laissait derrière elle son mari, Man Nevelson, et leurs deux enfants, Lev et Volina. Nina et Man étaient tous deux partisans de l'Opposition. Compte tenu de la déportation de Trotski et d'autres importants opposants au Politburo, Man ne devait s'attendre à aucune faveur. Au cours des dernières années, Trotski avait peu côtoyé Nina. S'il ressentit de la culpabilité à l'annonce de sa mort, il n'en souffla mot. De toute façon, il n'était pas question pour sa famille de se rendre aux obsèques. Encore une fois – et ce n'était ni la première ni la dernière – Alexandra Bronstein dut assumer seule les responsabilités parentales. Elle y était habituée depuis longtemps, et Trotski ne voyait aucune raison de changer cet état de fait.

Il avait beaucoup de travail devant lui, car il réfléchissait à l'organisation de la résistance politique face à la montée en puissance de Staline ; par ailleurs, il devait gérer les problèmes de défection. Il apprit notamment celle d'Iouri Piatakov, qui ne parut pas le toucher beaucoup. Il avait souvent prédit, devant Piatakov, que celui-ci répondrait toujours présent même si Bonaparte en personne se trouvait au pouvoir. Il déclara son ancien partisan « politiquement fini[1246] ». Serebriakov suivit le même chemin. Aucun d'eux n'avait été « pro-Zinoviev » ; leur association avec Trotski datait de l'époque de l'Opposition de gauche. Maintenant, ils voyaient que Staline inaugurait un grand nombre de changements économiques majeurs pour lesquels l'Opposition s'était battue tout au long des années vingt : l'accélération de la croissance industrielle, un engagement plus profond dans la collectivisation de l'agriculture et la consolidation de la planification. Alors ils

avaient fait la paix avec Staline, même si celui-ci ne leur concédait rien sur la démocratie au sein du Parti. Furieux, Trotski refusa néanmoins de se laisser abattre. Individuellement, les dirigeants n'étaient pas fiables et trahissaient souvent leurs principes. Les « masses » étaient les seuls agents de l'histoire qui comptaient réellement pour lui. Loin de vouloir se réconcilier avec Staline, il redoubla d'ardeur au combat, s'attendant à être le guide indiquant la voie à suivre. Cela n'allait pas de soi pour tout le monde. Il échangea avec Preobrajenski de longues missives sur des questions de stratégie, qui les entraînèrent dans une querelle à propos de la politique étrangère sous la NEP. Trotski s'emporta. Preobrajenski ne supporta pas ses commentaires péremptoires et lui reprocha de ruiner toute possibilité de parvenir à des discussions constructives pendant leur « exil commun »[\[1247\]](#).

Kamenev et Zinoviev furent réintégrés au sein du Parti en juin 1928, mais, comme Trotski l'apprit assez vite, Kamenev ne s'était pas résigné à la défaite, et il rencontra Boukharine en cachette dès le mois suivant pour discuter de Staline. En septembre, il retrouva les partisans de Trotski à Moscou : il approuvait désormais la façon dont son beau-frère avait jaugé la situation politique et affirmait que Staline avait conduit le pays au bord de la ruine. Il critiquait aussi l'entêtement et la rigidité de Trotski. Pour reconquérir le pouvoir, il était nécessaire de réintégrer le Parti et le gouvernement, même s'il fallait en passer par une apostasie publique. Trotski devait donc agir de même et cesser d'accuser les partisans de l'Opposition de « capituler »[\[1248\]](#). Zinoviev, qui pensait à peu près la même chose, réfléchissait à la manière de former

une « grande coalition » contre Staline, avec Boukharine, Kamenev, Trotski et lui-même au sein d'un nouveau Politburo[1249]. Lorsque les commentaires de Kamenev parvinrent à Alma-Ata[1250] , Trotski accueillit en ricanant cet amalgame de manœuvres et de compromis.

Pourtant, il commençait à prendre la mesure de son adversaire. En octobre 1928, lorsque d'un autre lieu d'exil, des compagnons lui écrivirent qu'ils voulaient pousser plus loin la protestation, il tenta de les en dissuader. Ils devaient comprendre, disait-il, qu'entreprendre une grève de la faim à des milliers de kilomètres de Moscou n'aurait pas vraiment d'impact[1251]. Son objection était purement tactique car il n'avait pas changé d'avis sur la nécessité de continuer le combat contre le Kremlin dans les grandes villes. Son intransigeance agaçait le Politburo en même temps qu'elle l'inquiétait, car le conflit avec Boukharine ne faiblissait pas. En maintenant le contact avec ses partisans pour les organiser, Trotski demeurait une menace, même dans une contrée aussi éloignée qu'Alma-Ata. Le 16 décembre 1928, la Guépéou se présenta pour lui adresser oralement un ultimatum : il devait renoncer à toute activité dans l'opposition et accepter sa défaite politique, faute de quoi les conditions de son exil seraient modifiées et on l'enverrait dans un endroit encore plus reculé. Il rédigea alors une lettre à ses partisans, jurant qu'il ne capitulerait jamais devant Staline. Il refusait de renoncer à ce qu'il faisait depuis trente-deux ans. Il avait consacré « toute sa vie consciente » à la politique et n'avait aucunement l'intention de plier sous les menaces de la police[1252].

Le Politburo mit plus d'un mois à réagir et l'affaire occupa

plus d'un ordre du jour. Staline voulait déporter Trotski à l'étranger et il tint bon, malgré l'opposition de Boukharine, Rykov et Tolski. Le 7 janvier 1929, il obtint gain de cause : la majorité se prononça pour l'expulsion de Trotski en raison de ses « activités antisoviétiques »[\[1253\]](#). Staline obtint le soutien quasi unanime des adversaires de ceux qui, comme Boukharine, étaient désormais dénoncés comme des hommes de droite. Il y eut une seule exception : celle de Sergueï Sirtov, qui dirigeait le Parti en Sibérie – et ne tarderait pas à se faire rabrouer pour son audace[\[1254\]](#).

Le 20 janvier, l'agent Volinski, de la Guépéou, arriva, accompagné d'hommes armés et de deux chiens pour annoncer la décision et procéder à son exécution. Trotski était accusé d'avoir constitué un parti illégal et antisoviétique, de s'être engagé dans une activité contre-révolutionnaire et d'organiser une réaction violente contre les autorités. Un arrêté d'expulsion avait été prononcé contre lui. Sommé d'en accuser réception, il signa le document et déclara prendre connaissance d'un décret « criminel dans son essence et illégal dans sa forme »[\[1255\]](#). Puis tout le monde s'affaira dans la maison. Trotski reconnut que les hommes de la Guépéou se comportèrent de manière très correcte envers lui-même et sa famille. Il n'avait pas senti venir cette décision, supposant probablement que si sa peine devait être alourdie, il serait envoyé dans un coin plus reculé d'Asie centrale ou de Sibérie. Ils rassemblèrent fébrilement leurs effets pour être prêts à partir comme prévu à l'aube du 22 janvier. Ce voyage en plein cœur de l'hiver serait une épreuve et toutes leurs questions sur leur destination finale se heurtèrent à un mutisme absolu. En vérité, Volinski lui-même n'en savait encore rien.

Le jour J, les Trotski montèrent dans un autobus qui les emmena jusqu'à la passe du Kurdaï. Au sommet, les congères qui barraient le chemin furent impossibles à dégager, même avec un tracteur. La famille dut emprunter des traîneaux, et il leur fallut sept heures pour parcourir environ trente kilomètres. Finalement, ils redescendirent en voiture vers Pichpek où on les fit monter à bord d'un train qui resta bloqué sur une ligne secondaire pendant plusieurs jours. Trotski lut un livre d'Anatole France ainsi que l'*Histoire de la Russie*, le grand classique de l'historien libéral russe Vassili Klioutchevski. Il joua aussi aux échecs[1256].

Bientôt ils arrivèrent dans une province qu'ils crurent être celle de Kursk – ils ne savaient toujours rien de la suite des événements[1257]. À l'occasion d'un arrêt – ils était fréquents –, Trotski apprit que le gouvernement allemand lui avait refusé le droit d'asile. Les autorités soviétiques s'adressèrent au gouvernement turc qui leur donna une réponse, cette fois positive. Lorsqu'il apprit le sort qui lui était réservé, l'exilé laissa exploser sa colère et déclara qu'il ne l'acceptait pas. L'agent Boulanov télégraphia à Moscou pour consulter la hiérarchie et obtenir des instructions supplémentaires. La décision d'une déportation en Turquie fut maintenue. Le train transportant les exilés prit la direction du sud, vers Odessa, où, malgré ses protestations, Trotski fut poussé à bord du vapeur *Ilitch*, avec Natalia et Liova. Au départ du bateau, il prit une pose majestueuse près du bastingage. Vêtu d'une capote de l'Armée rouge, il agita sa casquette militaire en signe d'adieu et permit à un photographe qui se trouvait à bord de fixer son geste sur la pellicule. Le bateau mit le cap vers Istanbul, de l'autre côté de

la mer Noire, où il accosta à Büyük Dere le 22 février. Hormis les agents de la Guépéou, les Trotski étaient les seuls passagers de l'*Ilitch*. Le révolutionnaire adressa une lettre à l'attention de Mustapha Kemal Atatürk, dans laquelle il expliquait qu'il n'était pas là de son plein gré[1258].

Une dizaine d'années d'activités politiques prenait subitement fin. L'Opposition était vaincue et Trotski, le héros de la révolution d'Octobre et de la guerre civile, tombé de son piédestal. Il cacha son trouble derrière un écran de dignité. Il ne parvenait pas à croire que Staline était devenu chef suprême de l'Union soviétique ni imaginer d'être à jamais séparé de la Russie révolutionnaire. Tout au long de ce voyage vers la Turquie, il s'efforça de garder le moral et de redonner du courage à sa famille et à sa petite équipe de partisans qui se réduisait peu à peu. Âgé de quarante-neuf ans seulement, Trotski était résolu à poursuivre le combat, convaincu que seules les idées de l'Opposition sauveraient le régime soviétique d'une implacable dégénérescence.

Quatrième partie

-

1929-1940

Büyükada

Les autorités turques avaient posé des conditions secrètes pour accorder le droit d'asile à Trotski. Moscou devait leur donner l'assurance qu'aucune tentative d'assassinat n'aurait lieu sur le sol turc, et l'exilé devait éviter toute ingérence dans la politique du pays, et toute publication à l'intérieur. Trotski aussi nourrissait quelques craintes : environ quatre mille Russes blancs vivaient en Turquie. Qui pouvait garantir qu'il ne tomberait pas sous les coups d'un vétéran de l'ancienne armée impériale ? Le gouvernement de Mustapha Kemal, conscient du danger, ordonna la déportation de cinquante suspects. Tout avait été organisé pour assurer la sécurité physique de Léon Sedov, nouveau pseudonyme de Trotski en dehors de l'Union soviétique[1259].

À leur arrivée, les Trotski passèrent quelques jours au consulat soviétique d'Istanbul, le temps de trouver un logement permanent. Ils fixèrent d'abord leur choix sur l'hôtel Tokatliyan. Trotski accorda un entretien à un journal turc et visita les monuments historiques de la ville, passant outre les conseils de la police en rentrant à l'hôtel à pied. Sa seule – petite – concession à la prudence fut de se raser barbe et moustache[1260]. Après un bref séjour dans une maison du quartier de Sisli, il acquit la certitude que, pour être en sécurité, il devait impérativement habiter en dehors de la capitale. Sur les conseils des autorités, il consentit à s'installer à Büyükada (« Grande Île »), où une maison tout à fait

convenable était désormais vacante. Büyükada, la plus grande des îles des Princes situées au large de la côte sud-ouest de la péninsule d'Istanbul, dans la mer de Marmara, en était aussi le centre administratif. C'était le lieu de captivité des rivaux des empereurs byzantins et des sultans ottomans. Le gouvernement de Mustapha Kemal voulait simplement s'assurer que Trotski serait à l'abri d'un attentat, le bac étant le seul moyen de transport régulier entre l'île et la capitale. Istanbul n'était qu'à une heure de trajet et le service postal d'une grande efficacité, ce qui pour Trotski revêtait un caractère très important. Büyükada était la meilleure option possible.

La famille loua *Izzet Pacha*, l'une des villas construites ici et là par de riches familles d'Istanbul en quête de verdure, d'air pur et de soleil. L'île était interdite aux véhicules à moteur. On y trouvait toutes sortes de commerces et de services, et les habitants pouvaient pêcher directement le poisson au large de la côte. La maison n'était pas en très bon état, mais perchée en haut d'une falaise, et le terrain donnait sur la mer, ce qui offrait deux avantages : la vue splendide et le caractère superflu d'une surveillance de ce côté. De toute façon, la police locale veillait vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur la sécurité de Trotski.

Sa santé n'était pas excellente : colites et accès de goutte l'avaient repris, et, comme Natalia, il ne s'était pas complètement remis de la malaria qu'ils avaient tous deux contractée à Alma-Ata[1261]. Il se sentait cependant assez bien pour travailler – il n'avait d'ailleurs pas le choix, car ses revenus lui venaient de ses publications en Europe et en Amérique du Nord. Les autorités soviétiques lui avaient donné

mille cinq cents dollars pour son installation[1262]. Une telle allocation deviendrait bientôt inconcevable, mais, jusqu'au milieu des années trente, Staline se souciait encore de ce que le monde pensait du sort qu'il réservait à ses adversaires politiques – et il prit même soin d'inventer de fausses accusations de trahison. L'argent de Trotski s'épuisait rapidement. Natalia estimait les dépenses de la famille à mille dollars par mois environ, mais plus tard l'un des secrétaires particuliers calcula qu'en réalité le total était plus proche de mille cinq cents[1263].

Trotski avait un rythme de vie très régulier. Il se levait tôt, généralement à quatre ou cinq heures, enfilait un pull bleu et une paire d'espadrilles avant d'arpenter les couloirs de long en large, plongé dans ses pensées. À l'étage au-dessus, tout le monde l'entendait[1264]. Il préférait commencer la journée dans un isolement complet. Après le petit déjeuner, il entrait de nouveau en contact avec le monde extérieur, le temps de dicter sa correspondance et ses articles. Après le déjeuner, il faisait une sieste et reprenait le travail en fin d'après-midi. Les repas étaient pris en commun, et c'était après, surtout au dîner, que la famille discutait des affaires publiques. Trotski tenait à ce qu'on débattenne dans le calme. Avec sa famille et son entourage, il menait une vie frugale ; leur seul luxe était les expéditions de courrier à l'étranger. Ils ne dépensaient rien pour aménager l'intérieur de la villa[1265]. Un de leurs hôtes estima qu'ils auraient pu égayer un peu leur environnement[1266] – réflexion qui en disait aussi long sur lui que sur les maîtres des lieux. À ses heures perdues, Trotski s'intéressait à l'art, mais sa situation d'auteur, de politicien et de collecteur de fonds l'occupait à temps plein. Sa

préoccupation première restait les perspectives de révolution, en Russie et ailleurs.

Natalia et Liova l'aidaient à entretenir un bureau politique. Selon lui, Staline était parti du principe que ce serait une tâche qui les dépasserait tous les deux[1267]. Si tel était vraiment le cas, il dut être déçu, car Trotski créa un « bulletin de l'opposition » (*Byulleten Oppozitsii*) dont le premier numéro sortit à Paris en juillet 1929, avec un tirage à deux mille exemplaires, in-octavo, comme il l'avait expressément demandé[1268]. Pour économiser le papier, on utilisait de tout petits caractères. La moitié du tirage était réalisée sur papier fin et cher, pour faciliter le passage clandestin en Union soviétique. L'ours et la mise en page étaient conçus de façon à distinguer le *Byulleten Oppozitsii* du « Messenger socialiste » (*Sotsialistitchski Vestnik*), le journal des émigrés mencheviks. Espérant toujours rallier les fonctionnaires soviétiques, Trotski donna des instructions pour qu'on place sa publication dans des kiosques, autour des ambassades soviétiques et des missions commerciales[1269]. Il écrivait lui-même la plupart des articles, tandis que Liova s'occupait de la partie administrative et Natalia des tâches ménagères. Les Trotski étaient une famille en croisade.

Ils avaient besoin du soutien de l'opinion publique occidentale. Le *Byulleten Oppozitsii* dénonça l'attitude du gouvernement allemand qui avait refusé de respecter le « principe démocratique du droit d'asile ». Trotski avait demandé – c'était un minimum – à rester dans une station thermale allemande le temps de consulter des médecins. En lui refusant cette autorisation, écrivit-il, l'Allemagne lui accordait le « droit du dernier asile, la tombe ». Pour représenter ses

intérêts, il fit appel à un avocat social-démocrate de gauche, Kurt Rosenfeld, qui déclencha sa fureur en déclinant sa demande[1270]. Une telle indignation résonne étrangement avec son adhésion au marxisme scientifique, dépourvu de sentimentalisme. Il était d'un pharisaïsme inégalé : lui qui en Russie soviétique avait fourni une argumentation rationnelle pour priver de leurs droits individus et communautés, qui s'était lancé dans la défense et la pratique de la dictature, qui avait régulièrement insulté les démocrates et ridiculisé la démocratie, qui méprisait les règles du droit, prêchait le bien-fondé des actions subversives dans les dernières démocraties libérales d'Europe et n'avait pas changé d'avis après sa déportation, le voilà qui refusait d'accepter les conséquences de son fanatisme : il comptait tout bonnement être accueilli au sein d'une démocratie dont il était l'exterminateur.

De jeunes trotskistes venaient à Büyükkada seconder la police turque qui assurait sa protection. Trotski avait aussi besoin d'assistants possédant une expérience politique de l'extrême gauche non staliniste en Europe. Son premier collaborateur fut le communiste tchèque Jan Frankel. Comprenant plusieurs langues européennes, il aida Trotski à traiter la montagne de lettres qui s'empilaient sur son bureau. Il faisait aussi fonction de garde du corps. Il parlait turc couramment, et entretenait des contacts directs avec les policiers de l'île et les agences gouvernementales à Istanbul. Âgé de vingt-trois ans en 1929, il s'épuisait à la tâche[1271]. Comme tout le monde dans l'entourage de Trotski, il portait un revolver. Natalia elle-même se tenait prête à tirer sur d'éventuels assaillants[1272]. D'autres jeunes sympathisants se joignirent à eux, comme les Français Pierre et Denise

Naville, Gérard Rosenthal, Raymond Molinier et sa femme Jeanne (née Martin des Pallières). Ils avaient fait le voyage pour s'instruire directement auprès de leur héros, et prenaient des notes en l'écoutant parler. Le credo de Trotski était exigeant : « Il est inutile d'envisager de se lancer dans la révolution avec des hommes qui font passer leur vie professionnelle en premier, leur famille ensuite et la révolution en dernier – et encore, s'il leur reste du temps[1273]. »

Un poste lui était particulièrement indispensable : celui d'une secrétaire qualifiée en sténo. Il embaucha Maria Pevzner, une sténo-dactylo excellente, mais qui n'était pas militante (personne ne sut jamais si elle était ou non au service de l'OGPU). On ne trouva de solution définitive au problème qu'en 1933, lorsque Sara Weber, adhérente à l'Opposition et très engagée, se présenta à Büyükkada. Liova s'était renseigné sur elle et répondait de sa sincérité politique. Natalia et la jeune femme s'embrassèrent – « de manière un peu hésitante » toutefois – et Trotski lui donna l'accolade, geste tout à fait inhabituel de sa part à l'égard d'un inconnu[1274]. Alors qu'il imposait à tous les règles de politesse pratiquées dans la classe moyenne russe, lui dut faire un effort pour réserver le meilleur accueil à cette jeune femme et à ses compétences. Personne ne pouvait s'adresser à lui autrement qu'en lui donnant du « Lev Davidovitch » : avec tous, il gardait une certaine distance. En revanche, pour l'ensemble des résidents, « Natalia »[1275] était bien considérée comme son épouse.

Une fois par semaine environ, tout ce petit monde allait à la pêche ou à la chasse, en compagnie de Tosca, une bâtarde issue d'une lignée de chiens d'arrêt. Mais Tosca avait aussi

hérité d'une sorte d'instinct : elle aimait poursuivre les oiseaux et les faire s'envoler avant même que Trotski ait pu viser[1276]. La pêche en mer devint donc le moyen le plus sûr de compléter l'alimentation de la maisonnée. Un pêcheur grec, Kharalambos, leur prodigua des conseils pour pêcher au filet à partir d'un canot, à distance du rivage. Rosenthal raconta :

Nous jetions dans la mer une ligne équipée de quarante hameçons étranges et nous la ramenions toujours lourde d'une grande quantité de maquereaux. Parfois nous suspendions un filet à quelques centaines de mètres du rivage. Puis nous retournions sur la côte ramasser quelques grosses pierres et revenions les jeter dans l'eau pour rabattre les poissons dans le filet. Trotski à cette occasion montrait un zèle incroyable. Il courait, tout excité, et s'agitait, dépensant inconsidérément toute son énergie. À ses yeux, je manquais d'ardeur : « Camarade Gérard, disait-il, si tu ne bombardes pas la bourgeoisie en y mettant un peu plus d'énergie, elle a encore de beaux jours devant elle ! »[1277].

Trotski restait sourd aux prières de sa famille, qui lui recommandait de ne prendre aucun risque. Tout ce qu'il entreprenait, il le faisait avec la même extraordinaire intensité.

Liova regimbait devant les contraintes. En août 1929, il avait demandé l'autorisation de retourner en Union soviétique : après tout, il n'avait pas quitté le pays à titre définitif ; de plus, sa jeune femme et leur fils vivaient à Moscou[1278]. Il n'avait pas encore terminé sa formation et ambitionnait de devenir ingénieur. Moscou répondit par la négative. Empêché de retourner dans la capitale soviétique, le jeune homme estima logique de partir étudier en Allemagne, à la Technische Hochschule de Berlin.

Une autre raison l’y poussait. Il aimait les femmes, et celles-ci le lui rendaient bien. Jeanne Martin s’était entichée de lui et très vite, ils avaient couché ensemble et formé un vrai couple. Raymond Molinier ne faisait rien pour empêcher leur relation, mais Liova et Jeanne voulaient échapper à l’atmosphère étouffante de la vie insulaire. Trotski approuva la décision de son fils pour des raisons très égoïstes : maintenant qu’il avait à sa disposition un groupe d’assistants étrangers, il pouvait se passer de sa présence. Il souhaitait en outre renforcer son influence en Allemagne et faire de Berlin la base opérationnelle du *Byulleten Oppozitsii* et du Secrétariat international. Liova envisageait de combiner études universitaires et action politique. Il était le bras droit de son père. Organisateur efficace, il comprenait aussi ses objectifs mieux que quiconque. Il serait à même de superviser les affaires de Trotski au cœur de l’Europe et d’établir des relations directes avec les sympathisants allemands. Peut-être même les voyageurs en provenance de Russie prendraient-ils contact avec lui. Liova quitta Istanbul le 18 février 1931, accompagné de sa maîtresse[1279].

Le fils montrait beaucoup de patience à l’égard de ce père qui trouvait toujours à redire – une simple petite faute d’orthographe au mot « Turquie » sur une carte postale donnait lieu à une remarque sardonique[1280]. Jamais il ne relâchait la pression. Il exigeait de Liova qu’il se consacre entièrement à la préparation d’un numéro parfait. Le journal tournait bien. Mais il y avait une chose que Trotski n’avait pas prise en compte. Liova ayant toujours très envie de retourner en Russie, il rêvait de reformuler sa demande auprès des autorités soviétiques. Pour ramener son épouse Anna, ou

emmener Jeanne avec lui à Moscou ? Là-dessus, rien n'est certain. Sa relation avec Jeanne était compliquée par l'insistance de Raymond Moulinier à reprendre la vie commune avec sa femme[1281], et Liova n'avait pas vu le petit Lioulik depuis 1929. Peut-être aussi était-ce pour simplement voir Anna. Lorsqu'il rapporta ses réflexions à sa mère en avril 1931, elle en informa immédiatement Trotski, qui lui envoya ces mots : « Tu écris à Maman que tu penses à rentrer. Je considère, camarade, que c'est une grosse erreur, à tous points de vue. Pour moi personnellement, par rapport à mon travail et à mes projets d'avenir, ce serait un sacré coup dur[1282]. » Trotski avait besoin de Liova pour finir le livre qu'il était en train d'écrire. Il lui conseilla, ou plutôt le supplia, de demander un prolongement de son *Freudenpass* pour rester en Allemagne[1283]. En bon fils, Liova revint sur ses intentions. S'il les avait suivies, on voit mal comment la fragile entreprise de son père en Europe aurait pu survivre.

Trotski gardait des contacts avec ses enfants restés en Union soviétique. Zina et Sergueï lui envoyaient fréquemment des télégrammes et il leur répondait de même. Bien que le contenu fût assez mal transcrit par la poste turque, ces messages lui permettaient de se tenir au courant de ce qui se passait dans la famille[1284].

Zina était atteinte d'une affection chronique causée par la présence d'air ou de gaz carbonique dans les cavités pleurales de ses deux poumons. Elle prétendait aller beaucoup mieux et lui télégraphia son intention de rester à Soukhoumi jusqu'en mai 1929[1285]. En réalité, son état de santé ne s'améliorait pas. Après quelques échanges de télégrammes, Trotski ne vit pas d'autre solution que de l'accueillir en Turquie. Il lui envoya

donc un message en octobre 1930, lui conseillant de demander au commissariat du peuple pour les Affaires intérieures l'autorisation de se rendre à Istanbul. De son côté, il adressa une demande similaire[1286]. Zina suivit ses conseils et, après avoir confié son fils à sa mère Alexandra, elle quitta l'Union soviétique dans l'intention de se faire soigner à Istanbul. Au début, elle fut tout à la joie de ses retrouvailles avec Trotski. Elle s'entendit aussi très bien avec sa belle-mère, avec qui elle avait de longues conversations[1287]. Le petit Sieva, un enfant aux joues rondes et aux cheveux blonds, vint bientôt la rejoindre. Elle l'inscrivit dans une école privée où les élèves parlaient français, une langue qu'il ne connaissait absolument pas. Il n'aimait pas du tout la cuisine qu'on préparait à la maison et pour lui faire avaler quelque chose, il fallait ruser et le prendre par la douceur. Il focalisait ainsi l'attention de tous au moment des repas. Sur le plan affectif, Zina allait beaucoup mieux, mais elle supportait difficilement la chaleur[1288].

Elle adorait son père et n'aspirait qu'à vivre entourée de son respect et de son affection[1289]. Elle souhaitait l'aider dans son travail, mais lui trouvait que c'était trop lourd : si elle était chargée d'une mission compliquée, elle aurait à monter et descendre les escaliers en vitesse ; or d'après ce que lui disait Natalia, il n'était pas sûr que sa santé résisterait[1290]. Désireuse de lui montrer de quoi elle était capable, Zina écrivit un article, qu'il refusa de publier en lui expliquant avec beaucoup de délicatesse qu'il n'en aimait pas le ton[1291]. Natalia, qui resta toujours fidèle à la mémoire de Trotski, reconnut quand même dans le portrait qu'elle fit de lui qu'il avait l'obsession du travail bien fait, qu'il s'agisse de courses ou

d'ordres à exécuter[1292]. Son intelligence affective était toujours au service de ses intérêts personnels et politiques. La preuve, c'est qu'il aurait pu trouver pour sa fille une tâche qui ne l'aurait ni angoissée ni empêchée de respirer normalement. Natalia continua à discuter patiemment avec la jeune femme, mais seul Trotski aurait pu changer la donne.

Les problèmes de Zina n'étaient pas seulement physiques, mais personne ne le formula clairement avant ce 1^{er} mars 1931 où la maison fut ravagée par un incendie. La charpente en bois s'enflamma d'un coup. Presque tous les objets de valeur – montres, revolvers, chaussures et chapeaux notamment – furent détruits. Trotski, en pantoufles et robe de chambre, n'eut pas le temps de sauver sa bibliothèque, d'autant qu'il fallut presque deux heures aux pompiers d'Istanbul pour arriver sur les lieux. C'était trop tard. Natalia se blessa la jambe en courant pour échapper aux flammes et Trotski perdit presque tous les livres qu'il avait apportés en Turquie. Ce fut un rude coup pour lui, car il y avait inscrit un tas d'annotations en vue de ses futurs ouvrages. Ses archives personnelles furent néanmoins sauvées – point capital, car ces documents devaient lui fournir les armes de son combat contre la sphère dirigeante : il n'avait jamais cessé de répéter que les difficultés de l'Union soviétique venaient des nombreuses années pendant lesquelles Staline avait imposé ses politiques et ses pratiques. Le brouillon de son *Histoire de la révolution russe* échappa aussi aux flammes, grâce à Frankel qui parvint à l'en extraire – tout le monde avait compris que les finances de la famille dépendaient de sa publication prochaine[1293].

On soupçonna fortement Zina, dont la fragilité mentale n'échappait plus à personne, d'être à l'origine du sinistre,

d'autant qu'on avait déjà assisté à deux ou trois débuts d'incendie inexplicables depuis son arrivée. Sans abri, les Trotski se réfugièrent sur le continent où ils louèrent une villa à Kadikoy, au sud-ouest d'Istanbul. Comme *Izzet Pacha*, c'est sa situation en bordure de mer qui enleva les suffrages. La maison, qui comportait deux étages, était encore plus délabrée que la précédente. Trotski et Natalia occupaient l'étage supérieur. Frankel avait sa chambre en dessous, près de la cuisine et de la salle à manger. Une cuisinière, un pêcheur et deux policiers étaient également affectés à son service[1294].

En octobre 1931, Zina fut envoyée à Berlin pour y soigner sa pneumopathie. Le même mois arriva Albert Glotzer, trotskiste américain, pour aider Frankel dans son travail. Glotzer n'était apparemment pas l'assistant idéal pour celui que tout le monde appelait désormais le Vieux. Il fumait, ne parlait ni russe ni allemand, et de son propre aveu ne connaissait pas grand-chose à la politique soviétique. Son arrivée coïncidait avec la rédaction de la dernière partie de *l'Histoire de la révolution russe* ; or Trotski détestait être distrait de son travail[1295]. Il était interdit de fumer dans les chambres, mais dès le premier jour de son arrivée Glotzer eut droit à un traitement de faveur. Trotski alla même jusqu'à demander une cigarette à un pêcheur turc pour la lui donner. Par la suite, Glotzer dut se plier aux règles de la maison[1296]. Bien entendu, il ne resta qu'un mois[1297]. En octobre 1932, en revanche, arriva le plus remarquable de tous les assistants de Trotski : Jean Van Heijenoort. La ligue communiste de Paris avait d'abord prévu d'envoyer Yves Craipeau, mais elle avait jugé que Heijenoort avait de meilleures compétences linguistiques, qualité essentielle pour le travail de secrétariat

et les tâches organisationnelles (Craipeau héistait de toute façon à abandonner l'« action au cœur des masses »[\[1298\]](#)).

Pendant ce temps, Zina écrivait à son père des lettres pitoyables. Au début, il ne lui témoigna guère de compassion, plus soucieux de la pression qui pesait sur Natalia, à qui incombait de s'occuper du petit Sieva jusqu'à ce que Zina trouve un appartement pour eux deux à Berlin. Puis les lettres prirent un ton de plus en plus triste, et leur rédaction – c'est du moins ce que pensait Natalia – ne faisait qu'aggraver l'état de la jeune femme[\[1299\]](#). Trotski commençait enfin à comprendre la triste nature des problèmes de sa fille, au bord de la désagrégation mentale.

Lorsqu'on lui annonça que Zina était schizophrène, ce fut un choc, mais comme la plupart des gens dans les années trente, il n'avait pas vraiment idée de ce qu'était cette maladie[\[1300\]](#). Il parla à Liova des lettres de Zina. Elle voulait revenir en Turquie en « alliée » de son père, mais lui considérait toujours cette solution comme irréalisable. Lorsque les médecins conseillèrent à la jeune femme de retourner en Russie, elle refusa. Trotski abonda dans leur sens, lui affirmant qu'un séjour dans une station balnéaire russe lui ferait le plus grand bien tandis que l'Allemagne lui serait « fatale ». Il écrivit à Alexandra pour lui expliquer la situation et déclara à Zina qu'il ne pourrait pas l'aider comme il le fallait si elle ne suivait pas l'avis des médecins. Il demanda à Liova de lui faire clairement comprendre que son attitude avait des conséquences sur la santé de ses proches, ajoutant que si elle ne se conformait pas à ses désirs, il romprait avec elle « complètement et pour toujours »[\[1301\]](#). On peut difficilement imaginer attitude plus inappropriée à l'égard d'une schizophrène. On ignore si Liova

fit ce que lui demandait son père, mais il est probable que non, car c'était un jeune homme sensé et attentionné. L'état de Zina ne cessa d'empirer. Le 5 janvier 1933, incapable de supporter la situation plus longtemps, elle se donna la mort en ouvrant le gaz. La nouvelle de son suicide arriva à Büyükkada le lendemain. Trotski s'arrangea de cette tragédie en rejetant toute la responsabilité sur Staline, à cause de la façon dont il avait traité la jeune femme[1302].

Cette accusation, qui revient souvent dans les récits de Trotski, était particulièrement malvenue. Zina avait passé à Soukhoumi tout le temps qu'elle avait voulu. Staline ne l'avait pas envoyée en déportation. C'est Trotski qui lui avait demandé de venir le rejoindre et c'est avec Trotski qu'elle voulait vivre. Cette utilisation de la mort de sa fille à des fins politiques n'est pas à son honneur.

Il n'empêche qu'il fut extrêmement bouleversé. Deux jours passèrent avant qu'il se sentît capable d'écrire à Alexandra : « Zinouchka n'est plus. » Et il ajouta : « Je suis devenu de bois. » Suivait un récit spécieux des difficultés de Zina à l'étranger. Il disait que Natalia et lui avaient d'abord cru que son principal problème était la tuberculose. Mais à Berlin, les neuropathologistes avaient conclu qu'elle avait surtout besoin « d'un mari, d'une famille, d'un travail, de responsabilités ». Il omettait de mentionner tout ce que sa relation difficile avec son père lui avait causé de chagrin. Il terminait sur une note tendre, digne d'un poète : « De toutes mes forces, je m'agrippe à tes cheveux gris et mêle à tes larmes les miennes[1303]. » Dans sa réponse du 31 août, Alexandra ne l'épargnait pas. Elle voulait tout savoir. Pourquoi ne lui avait-il pas fait part de ses inquiétudes au sujet de la santé mentale de Zina ? Elle savait

déjà, sans que Trotski lui en parle, que sa fille avait été perturbée par un conflit avec lui. Zina lui avait écrit : « Il est bien triste que je ne puisse plus retourner chez Papa ; tu sais à quel point je l’“adore” depuis ma naissance, mais nos relations sont définitivement rompues. C’est pourquoi je suis malade. » Alexandra avait tenté de la réconforter, mais Trotski ne prenait en compte que son état physique, indifférent au fait qu’elle était une « adulte » qui avait besoin de lui pour dialoguer avec elle. Il avait gravement laissé tomber sa fille[1304].

L’accusation était accablante, mais juste. Alexandra l’atténua légèrement en avouant qu’elle avait elle aussi du mal à s’ouvrir aux autres, et elle s’excusa de sa « brutalité » à l’égard de son ex-époux, mais sans revenir pour autant sur son verdict[1305]. Elle n’en reparla pas, mais elle avait certainement à l’esprit qu’en 1902, en Sibérie, il l’avait abandonnée elle aussi avec ses petites filles. Et maintenant l’une d’elles était morte, alors qu’un minimum d’attention paternelle aurait pu tout changer. Occupé, il l’était certainement. Mais il savait que Zina allait très mal et il n’avait rien fait pour s’acquitter de la plus élémentaire des obligations humaines.

En quête de révolutions

Trotski avait toujours relégué les urgences familiales au second rang, derrière la situation politique de l'Union soviétique. Il voulait se tenir prêt à exploiter la moindre faiblesse des dirigeants du Kremlin, et il était crucial pour lui de clarifier sa stratégie révolutionnaire. Au moment de quitter le Kazakhstan pour la Turquie, il se concentrait sur les difficultés pratiques qui se dressaient devant ses camarades de l'Opposition ; mais en arrivant à Büyükada, il avait avant tout besoin de faire le point sur les grands changements intervenus à Moscou. La NEP avait été abandonnée. L'insistance de Staline à réduire au minimum les concessions accordées aux paysans l'avait mis en difficulté au Politburo, dont la majorité des membres voyait bien que ses campagnes dans l'Oural et en Sibérie avaient aggravé l'intransigeance du monde rural. La direction centrale du Parti envoya certes des produits industriels dans les campagnes pour témoigner officiellement de sa bonne foi – mais ce fut au détriment des projets d'investissements industriels. Les réserves de devises étrangères s'épuisèrent à mesure qu'augmentaient les importations de matériel nécessaire aux paysans. Boukharine usa de son influence pour obtenir du Politburo qu'il s'écarte de la « méthode Sibérie-Oural ». Les résultats furent pires que les craintes : dans toutes les campagnes d'Union soviétique, la nouvelle des violentes expropriations de Staline s'était répandue comme une traînée de poudre. Les paysans n'avaient plus aucune confiance dans les paroles rassurantes et

le problème du ravitaillement des villes restait entier.

Boukharine ne conserva la majorité au Politburo que pendant quelques semaines. Face à la résistance accrue des paysans, la direction du Parti ordonna de nouvelles réquisitions. Boukharine n'avait plus à la bouche que des critiques contre Staline. Le Politburo se transforma en terrain de duel entre les deux dirigeants, avec Staline vainqueur à chaque fois. Chez Trotski et l'Opposition, la conviction n'avait pas changé : Staline était un méprisable « centriste » et un « opportuniste », sans engagement réel vis-à-vis de sa nouvelle politique. Pourtant, parmi les partisans de Trotski, on assistait à une véritable hémorragie, avec notamment les défections de Preobrajenski, Piatiakov, Radek et Smilga. Bizarrement, Trotski interpréta leur capitulation comme un signe que Boukharine et la « queue droitiste » lançaient une offensive contre Staline et les centristes, et que ceux qui avaient soi-disant capitulé tentaient en fait d'empêcher un triomphe de la droite[1306]. Il se trompait lourdement ne pouvant se résoudre à admettre que Staline tenait Boukharine à sa merci et que la campagne fulgurante d'industrialisation et de collectivisation allait continuer. Ses partisans qui démissionnaient avaient été impressionnés par les transformations économiques et sociales dues à la politique de Staline et du Politburo. Ils avaient très envie de réintégrer un mouvement politique qui, selon eux, constituait un progrès pour l'humanité.

Les signes d'une transformation économique et culturelle leur semblaient incontestables. Peu importaient les souffrances qui avaient accompagné l'introduction de la collectivisation pour la classe paysanne, la baisse du niveau de

vie dans les villes et la multiplication des camps de travail forcé du goulag. Staline répondait à la plupart de leurs exigences de toujours : le taux de croissance de la production minière et manufacturière était prodigieux, et la production brute avait grimpé en flèche au cours du premier plan quinquennal. Vers la fin de l'année 1932, tout le secteur industriel, nationalisé et dopé par l'accroissement des investissements, avait doublé son rendement. Quatre ans avaient suffi pour réaliser les objectifs du plan, au lieu des cinq années initialement prévues. La production de charbon, de fer et d'acier fit un bond. On rénova les usines métallurgiques à mesure des besoins du Gosplan, que la direction du Parti consacrait en priorité aux biens d'équipement. On importa de l'étranger, surtout d'Allemagne et des États-Unis, les technologies avancées nécessaires à l'économie soviétique pour exploiter les matériels de pointe, accompagnées des spécialistes nécessaires. La croissance économique entraîna la construction de nouvelles métropoles comme Magnitogorsk, et des milliers d'écoles s'ouvrirent. On lança également une campagne d'alphabétisation massive et les ouvriers nouvellement formés accédèrent à des postes de responsables. Selon la propagande officielle, l'ère du nouvel Homo sovieticus était arrivée.

S'il blâmait publiquement la médiocrité d'esprit de ses partisans qui l'avaient lâché, Trotski n'était pas pour autant l'explorateur intellectuel et ouvert qu'il semblait être. Il partait à l'aventure, l'aiguille de sa boussole bloquée sur la perspective d'un communisme révolutionnaire. Son analyse de la politique européenne s'appuyait sur un certain nombre d'hypothèses qu'il refusa toujours d'abandonner, alors même

que l'évidence de la réalité aurait dû éveiller son scepticisme.

Au début des années trente, il n'avait pas changé d'idée : Staline n'était pas profondément engagé dans la politique de gauche qu'il mettait en œuvre. Le secrétaire général, disait-il, devait être tenu pour ce qu'il était : un opportuniste, un aventurier sans principes, un politicien dont le seul but était d'acquérir un maximum de pouvoir en tant que chef suprême, et de privilégier la « bureaucratie ». Au mieux, c'était un manipulateur, habile à dresser les factions les unes contre les autres. Les idées n'avaient de sens pour lui que dans la mesure où elles servaient ses intérêts personnels. Selon Trotski, la rapide croissance industrielle soutenue depuis 1928 ne durerait pas, il était inutile d'y compter. Dès que Staline se serait débarrassé de Boukharine et des droitistes, il reviendrait au bolchevisme modéré, alimenté par les apparatchiks. C'est ce qui arriverait, tôt ou tard, étant donné la situation chaotique de l'économie. La position de Staline serait toujours instable, c'est pourquoi les partisans de l'Opposition devaient s'accrocher à leurs principes et attendre leur heure. Eux seuls respectaient les valeurs d'Octobre et du léninisme. Trotski était certain qu'ils finiraient, eux et lui, par trouver le moyen et l'occasion de ramener le Parti à des politiques dignes de ses traditions.

Depuis longtemps, l'Opposition avait perdu toute influence officielle au Komintern. Zinoviev avait été déchu de son poste de président du comité exécutif en octobre 1926 et Boukharine renvoyé de la direction en avril 1929. Trotski prévoyait initialement de rallier ses partisans, réels et potentiels, grâce à la propagande permanente que constituaient ses écrits. Maintenant qu'il était à l'étranger, il n'avait plus rien à

craindre des censeurs de Moscou. Politiquement, il demeurait fidèle à la cause soviétique. Il ne devait pas abandonner le Komintern, mais plutôt le conquérir. Qu'importait la façon d'y parvenir. Si l'on pouvait trouver un soutien dans les rangs du Komintern, tant mieux. S'il fallait constituer des groupes à l'extérieur, tant mieux aussi. Les deux méthodes contribueraient à disséminer les idées de l'Opposition parmi les communistes et leurs sympathisants, en Europe comme dans le monde entier.

En 1928-1929, Trotski dut inventer des explications aux décisions de Staline, qui était en train d'infléchir à gauche la politique du Komintern : Moscou donnait l'ordre aux partis communistes de se préparer à des coups d'État révolutionnaires dans un avenir proche. Le groupe formé autour de Staline au Politburo trouva à l'étranger des vétérans prêts à mettre en œuvre les nouvelles orientations radicales. Ces derniers reçurent pour consigne d'isoler les partis du reste de la gauche – travaillistes, socialistes et sociaux-démocrates – qu'il fallait traiter comme des contre-révolutionnaires ou des « sociaux-fascistes », pour reprendre les termes de Staline. Le dirigeant soviétique prétendait que seul le communisme offrait un rempart contre la droite ; il laissait entendre que l'Allemagne était « mûre » pour la révolution et qu'il fallait écarter les sociaux-démocrates allemands de la compétition pour obtenir des sympathisants actifs. Trotski rappela que pour sa part, il affirmait depuis longtemps qu'une « révolution socialiste européenne » était réalisable. Il accusa Staline de modifier sa politique de relations internationales dans le seul but de se donner un prétexte pour évacuer du Komintern les partisans de Boukharine. Il sema le doute sur la compétence

pratique des protégés de Staline au sein des partis communistes étrangers, tourna en dérision le slogan stalinien « le socialisme dans un seul pays » et pour finir, affirma que Staline ne prendrait aucune initiative risquant de mettre en péril la sécurité de l'État soviétique.

Dans cet esprit, il redoubla d'efforts pour regrouper ses partisans en Europe. Certains lui demandèrent de lancer une nouvelle Internationale pour supplanter le Komintern. Il refusa. Toute action devait passer par les partis communistes en place, dans le but de constituer une opposition et de réaliser une « unification internationale »[\[1307\]](#). Ne pouvant quitter la Turquie pour évaluer lui-même la situation sur le terrain, il dut s'appuyer sur les seuls rapports envoyés par des étrangers pleins d'enthousiasme. Or, les informations obtenues n'étaient pas toujours fiables, même lorsqu'elles ne provenaient pas d'éléments infiltrés (les agents de l'OGPU). Néanmoins, il restait confiant : il allait survivre et réussir. L'Histoire, il en était convaincu, était de son côté.

Une difficulté apparut clairement après son appel aux membres du Leninbund, les camarades de l'Opposition au sein du parti communiste allemand. Plus trotskistes que Trotski, il poussèrent plus loin son analyse, déclarant qu'en Union soviétique la « réaction thermidorienne » était déjà chose faite et que, par conséquent, le régime soviétique était un régime entièrement bourgeois. Pour Trotski, c'était trop. Il rejeta l'idée de la nécessité d'une révolution contre le gouvernement soviétique et le parti communiste[\[1308\]](#) et reprocha vertement à ses principaux sympathisants allemands, d'une part, de passer trop facilement d'une obsession à l'autre et d'autre part, d'avoir fabriqué un infâme mélange d'idées

hétéroclites plutôt qu'un programme cohérent, imposant ce brouillon aux membres du groupe sans un large débat préalable :

Tel qu'il est, semble-t-il, actuellement, le Leninbund ne servira jamais de guide au prolétariat allemand, ni même à l'avant-garde de l'avant-garde. Il doit renouveler son arsenal idéologique et reconnaître sa base en conséquence. Mais pour cela, il faut d'abord avoir une ligne idéologique claire **[1309]**.

C'était là son moyen d'attirer des partisans en Europe et en Amérique du Nord : il devait être le seul leader, celui qui définissait l'orientation générale. Les autres devaient le suivre sans hésiter.

Il reprocha au Leninbund d'avoir demandé la « liberté d'organisation » au pays de la révolution d'Octobre :

Ce slogan [...] n'a jamais été et ne pourra jamais être un slogan isolé. Permettre une organisation sans liberté d'assemblée, de presse, etc., et aussi sans institutions parlementaires et sans luttes de parti. Quelle est votre position là-dessus ? J'ai fait de mon mieux pour essayer de la comprendre, mais je n'y suis pas parvenu **[1310]**.

Sa protestation montre bien l'hostilité de Trotski aux idées et aux institutions d'une démocratie libérale : c'était un politicien soviétique classique, bien plus que ne l'imaginaient nombre d'étrangers. Les conditions de son association avec le Leninbund étaient clairement définies : ou ses doctrines étaient acceptées, ou il le traiterait par le mépris. Comme par le passé, il se consola avec une hypothèse peu plausible : si seulement les « travailleurs » participaient au débat politique, ils seraient de son côté et exerceraient une pression sur les fortes têtes de la direction oppositionniste.

Mais une manœuvre en cachait une autre. Après sa récente éviction de l'Union soviétique, Trotski devait nécessairement paraître plus léniniste que Staline. Il était tenu de faire acte d'allégeance aux doctrines de Lénine et à ses politiques. Ses carnets des années trente semblent corroborer l'authenticité de son affection et de son respect pour le fondateur du Parti, mais il ne faut pas oublier que dans son journal, il notait généralement des réflexions qu'il pensait développer dans une publication ultérieure. Nous ne pouvons donc pas les considérer comme le reflet d'une pensée sincère. Toutefois, d'une manière générale, les sentiments qu'il exprimait à l'égard de Lénine semblent crédibles. Sur un seul point important, il se dressa contre le chef des bolcheviks : il donna en effet son accord pour la réimpression de ses anciens textes appelant à la « révolution permanente »[1311]. L'entreprise était risquée. La direction officielle du parti à Moscou pouvait citer une kyrielle de références prouvant l'hostilité de Lénine à ces idées, jusqu'en 1917. Mais il abandonnait toute prudence. Peut-être se sentait-il aiguillonné par la dernière lettre d'Ioffé, écrite avant son suicide[1312]. Peut-être aussi voulait-il délimiter un cadre distinct où ses partisans pourraient se regrouper. En tout cas, il proposait la « révolution permanente » comme base de réflexion, et non comme un texte sacré. C'était ainsi, croyait-il, que l'on donnerait un sens aux tâches à remplir par le « prolétariat international »[1313].

Trotski reconnaissait en privé que les choses avançaient lentement et par à-coups. Les Allemands et les Russes n'étaient pas les seuls à lui causer du trac. Les Français aussi : il y avait en France plusieurs groupes de sympathisants

à sa cause, mais ils étaient en conflit perpétuel les uns avec les autres, et en proie à des rivalités internes. Trotski refusa de se donner du mal pour l'organisation de Souvarine (ce dernier le critiquait trop). Il fondait de plus grands espoirs sur le groupe d'Albert Treint, pensant qu'il émergerait comme leader d'une association de partisans de l'Opposition. Peut-être aussi assisterait-on à une reprise du côté de la Belgique (il n'en était pas complètement certain et son scepticisme se justifia). En Tchécoslovaquie, c'était le chaos[1314]. Il envoya cependant à ses partisans en Union soviétique une lettre optimiste. Des groupes « pleins d'entrain » fonctionnaient en Belgique et aux États-Unis, mais presque toutes les formations étrangères avaient sur la politique vis-à-vis de la Chine des opinions qui le contrariaient beaucoup ; or la communication transatlantique commençait seulement à s'organiser[1315].

C'était en Allemagne et en France que l'Opposition comptait le plus de partisans. Bien sûr, depuis l'époque de Lénine, le mouvement communiste international considérait l'Allemagne comme l'épicentre de la révolution mondiale. Les partisans français de Trotski se montrèrent assez dociles au début. Mais l'autoritarisme du Vieux ne tarda pas à les agacer. Pierre Naville, Joseph Frey et Kurt Landau se plaignirent de ses « méthodes organisationnelles », et Landau rappela le jugement que Lénine avait porté sur lui dans son testament[1316]. Trotski en fut blessé, sans pour autant envisager de changer d'attitude. Il se croyait toujours le mieux placé pour juger d'une question. Sa façon d'agir avec l'Opposition en Allemagne ne fut pas non plus sans conséquences. Il s'était en effet montré favorable aux frères Sobolevicius, Abraham et Ruvim. Travailleurs acharnés, ces

deux émigrés lituaniens avaient le temps et les moyens de se consacrer à la politique. Or, par suite des possibilités financières assez limitées du trotskisme international, ceux qui pouvaient travailler sans être rétribués présentaient un avantage certain[1317]. Les deux frères savaient comment s'insinuer dans les bonnes grâces d'un homme politique. Ruvim informa Trotski qu'à Berlin, le climat entre les camarades étaient absolument épouvantable[1318]. Abraham et lui arrivaient régulièrement à obtenir qu'il se range à leur avis lors des querelles internes à l'Opposition allemande. Sans tenir compte des rumeurs selon lesquelles ils semaient délibérément la discorde et la zizanie, Trotski les accueillit à Büyükada. Natalia les prit en aversion. Elle les trouvait lourds, grossiers et instables ; mais personne ne pouvait rien contre eux, jusqu'au jour où Trotski apprit qu'Abraham avait approuvé l'exécution du plan quinquennal soviétique, et que Ruvim défendait les trotskistes qui s'étaient séparés de Trotski[1319].

Il s'avéra rapidement que les frères Sobolevicius étaient des agents de l'OGPU chargés d'infiltrer les groupes trotskistes allemands et d'y semer la zizanie. Quand la vérité éclata, Trotski ne vit pas l'utilité de s'excuser de les avoir protégés. Il se contenta de les dénoncer, s'attendant encore à être unanimement suivi de tous. Liova s'aperçut que cette attitude provoquait le ressentiment des camarades européens[1320]. Il reprocha à son père son irritabilité et son pédantisme, et lui demanda de montrer plus de délicatesse à l'avenir. Pour toute réponse, il reçut l'ordre de se montrer plus consciencieux[1321].

Convaincu que la « révolution européenne » pouvait être

mise en place immédiatement, Trotski demanda à l'Opposition en Europe de rester vigilante : rien ne devait la distraire de l'objectif suprême. Il résuma ses opinions dans une lettre ouverte au parti communiste russe en mars 1930, soulignant la mauvaise orientation stratégique du Politburo, qui s'appuyait avant tout sur l'emploi de la force dans la société soviétique, provoquant ainsi un véritable chaos administratif[1322]. Le maintien de la vieille théorie du « socialisme dans un seul pays » n'arrangeait pas les choses. Dans la pratique, Staline ne donnait aucune priorité à un changement révolutionnaire à l'étranger. Après avoir commis des erreurs idiotes et souvent montré une fâcheuse tendance à tergiverser à l'époque de la NEP, le Politburo ne se consacrait plus qu'à deux activités : industrialiser l'Union soviétique et pousser le Komintern à prendre pour cible principale les autres mouvements socialistes d'Europe, plutôt que son véritable ennemi, le fascisme[1323]. À l'Opposition de se débrouiller toute seule. Ses querelles internes, son chaos organisationnel et sa faiblesse numérique n'avaient que trop duré. La solution, Trotski la voyait en termes de classe. Ses partisans européens ne dépasseraient pas le cadre de l'intelligentsia. Cette grille « aristocratique » excluait les ouvriers[1324]. Or, les révolutions prolétaires ne pouvaient se passer de la participation active du prolétariat. La propagande et le recrutement au sein de la classe ouvrière constituaient donc des nécessités urgentes.

Trotski consacrait chacune des heures de sa journée à étudier toutes les possibilités. Le cataclysme qui avait emporté l'économie mondiale après le krach boursier de Wall Street, en octobre 1929, ne l'inquiétait guère : il ravivait plutôt chez lui le

sentiment de l'imminence d'un régime socialiste. L'état économique et politique l'Union soviétique ne le préoccupait pas davantage. Staline, incarnation du triomphe de la médiocrité, serait bien incapable de garantir la continuité de son régime. Le journal de Trotski continuait ainsi : « Je ne peux pas dire que mon travail ait été indispensable, même en ce qui concerne la période comprise entre 1917 et 1921. Mais maintenant il est devenu "indispensable", au sens plein[1325]. » Dans ce journal, nulle trace de la modestie dont il faisait preuve dans ses allocutions publiques. Ajoutait-il foi à ce qu'il écrivait pour lui-même ? Peut-être n'était-ce qu'une façon de se convaincre. Cet homme portait une part de responsabilité dans sa chute, lui qui avait été au pinacle. Il était tout à fait humain que l'idée d'avoir commis de graves erreurs lui traverse l'esprit. Il était impossible de changer le passé, mais on pouvait en tirer des enseignements pour préparer un avenir brillant.

Il estimait que la direction des partis communistes européens officiels était un cas désespéré et Ernst Thälmann, en Allemagne, et Maurice Thorez, en France, l'incarnation même de l'incompétence[1326]. Pour sa part, le Komintern, malgré une politique internationale radicale, ne savait absolument pas comment s'emparer du pouvoir, où que ce soit. Trotski insinua que Staline était assez cynique pour avoir favorisé l'instauration du régime nazi à Berlin précisément parce que Hitler écraserait les communistes, évitant du même coup à l'Union soviétique de se trouver dans l'obligation d'intervenir pour soutenir une révolution fraternelle[1327]. Si Staline avait fait ce calcul, il n'en parla à personne. Comme d'habitude, Trotski lui prêtait des intentions caricaturales.

L'un des dirigeants du parti communiste allemand, Franz Neumann, donna une analyse bien différente de la politique étrangère soviétique. Inquiet de la montée du nazisme, il s'en était ouvert à Staline, dont la réponse ne manqua pas de le surprendre. Quand bien même Hitler deviendrait le chef du pays, disait Staline, pourquoi s'angoisser ? Un régime nazi ferait voler en éclats le traité de Versailles et plongerait l'Europe dans le chaos, situation que les communistes allemands s'empresseraient d'exploiter pour réaliser leurs objectifs révolutionnaires[1328].

Trotsky prêtait peut-être à Staline des arrière-pensées qu'il n'avait pas, mais il est indiscutable que Staline sous-estimait le danger que représentaient les nazis pour l'ensemble de la gauche. Boukharine partageait cette opinion, mais il n'avait plus la liberté de l'exprimer. Trotsky et Boukharine s'étaient eux rendu compte que les nazis, au pouvoir, causeraient des ravages à gauche. La proscription puis la suppression du parti communiste feraient partie des premières mesures adoptées par Hitler. Comme le *Byulleten Oppozitsii* de Trotsky ne cessait de le répéter, il était insensé de concentrer les efforts du Komintern sur la lutte contre les « sociaux-fascistes ». La situation requérait au contraire d'établir entre les communistes et les sociaux-démocrates allemands une sorte de pacte contre la menace nazie. En 1932, il livra ses conclusions dans un petit livre intitulé *Comment vaincre le fascisme* ? Il y expliquait que la menace fasciste était la plus grave à laquelle le Komintern serait bientôt confronté. Le parti soviétique officiel, en l'état actuel des choses, était incapable de prendre les rênes à l'échelle mondiale. Il fallait instaurer un « contrôle international de la bureaucratie soviétique » et

lancer une campagne pour un retour à la « démocratie dans le Parti » à l'intention de tous les partis communistes. Le krach de Wall Street avait plongé le monde entier dans une dépression économique profonde et durable. En Europe centrale, l'extrême droite politique était devenue une sérieuse candidate au pouvoir. Il fallait combattre Hitler et chasser Staline.

Trotsky et Staline convenaient que Hitler était une marionnette entre les mains du « grand capital » allemand. Leur désaccord tenait davantage aux conséquences probables d'une suprématie politique nazie. Très vite, il s'avéra que Trotsky avait raison : aux élections parlementaires de 1932, le parti nazi devint le plus grand parti politique allemand. Au cours de l'hiver qui suivit, il provoqua des orages dans le climat politique. La crise économique s'aggrava et, en janvier 1933, le président Hindenburg se laissa convaincre que la meilleure solution était de nommer Hitler chancelier. Une série de manœuvres constitutionnellement et légalement contestables s'ensuivit. Dans les rues, les nazis se livrèrent à des actes de violence impunis. Hitler se présenta comme le seul capable de ramener l'ordre. Rejetant sur la gauche la responsabilité du désordre, il interdit le parti communiste allemand. Les cadres qui ne quittèrent pas le pays assez vite furent condamnés à mort ou envoyés en camps de concentration. Staline avait vu juste en prédisant qu'avec Hitler au pouvoir, le traité de Versailles volerait en éclats et que l'Allemagne dominerait l'Europe centrale. Mais sa conviction que le communisme allemand en serait le principal bénéficiaire se révéla une erreur catastrophique.

Les locaux berlinois du *Byulleten Oppozitsii* durent fermer

en hâte pour être transférés à Paris où, depuis les révélations sur les frères Sobolevicius, se trouvait le secrétariat international. L'Opposition avait tenté de regrouper ses troupes d'Europe et d'Amérique du Nord, lors d'une « conférence internationale préliminaire » tenue dans la capitale française au début du mois de février. Onze pays étaient représentés et chacun brossa un tableau désastreux. Les Anglais ne comptaient que vingt-sept membres. Les Français et les Belges eux-mêmes en avaient seulement une centaine chacun. Les désaccords politiques ruinaient toutes les tentatives de dépasser le cadre des groupes trotskistes. Les Allemands avaient été perturbés par les machinations des Sobolevicius et les scissions continuelles, mais ils avaient maintenu une activité jusqu'à l'accession de Hitler au pouvoir et atteignaient même les sept cents membres. Les Italiens, comme les Russes, étaient surtout des réfugiés : les chemises noires de Mussolini rendaient tout développement impossible à Rome. Les Grecs étaient maintenant reconnus comme l'organisation la plus solide, avec cinq cents membres, mais le dixième d'entre eux se trouvait en prison. Les Espagnols étaient mille cinq cents, mais Andreu Nin, leur leader, avait embarrassé le secrétariat international, car il avait mis en cause les choix de Trotski sur les groupes à soutenir en France. Nin, Catalan d'origine, n'était pas du genre à laisser Trotski lui dicter sa conduite[1329].

Lev Sedov (son frère et lui avaient décidé de changer leur nom de famille pour qu'il corresponde au pseudonyme de leur père) avait déjà mis au point un plan d'urgence pour transférer toutes ses activités à Paris, et il en avait averti Trotski. Il croyait beaucoup moins que son père à l'utilité

d'une alliance avec les sociaux-démocrates pour lutter contre la progression nazie[1330] , mais ils étaient d'accord tous les deux sur le fait que la direction communiste officielle ne se montrait pas assez combative. Après l'incendie du Reichstag en février 1933 et les représailles ordonnées par Hitler contre la gauche, Lev annonça son départ pour la France, contre l'avis de Trotski. Le jeune homme en avait assez de ne pas recevoir de lettres de son père. Il rassembla les documents d'archives, Jeanne Martin des Pallières dissimula des papiers importants sous ses vêtements et, au péril de leur vie, ils passèrent la frontière. Ils arrivèrent à Paris le 5 mars[1331]. Trotski laissa éclater sa colère, et en profita même pour accuser Liova de s'être conduit en amateur dans l'affaire des frères Sobolevicius. Pour Liova, la coupe était pleine et il préféra répondre à Natalia, lui expliquant à quel point son père était injuste envers lui. Il n'ignorait pas que Trotski avait tendance à s'en prendre à ses assistants compétents et zélés, comme lui-même, ceux qui méritaient le moins ses reproches –, mais c'était sa façon d'exprimer son exaspération.

Trotski ne s'excusa jamais, même si, pendant quelque temps, il se retint d'être insultant. Liova était trop dévoué à la cause – le père et le fils le savaient très bien – pour mettre ses menaces à exécution. Ils sentaient que la situation politique en Europe était en train de basculer et que les événements pourraient bientôt tourner en leur faveur. Maintenant que la faillite de la politique étrangère de Staline était connue de tous, Trotski avait l'intention de revendiquer la direction du mouvement communiste international. Il reconnaissait la grandeur de Lénine et chérissait sa mémoire. Mais Lénine était mort et il lui incombait maintenant, à lui, de restaurer le

léninisme en Russie et partout dans le monde. Il gardait espoir en dépit de tout et ses articles débordaient de projets esquissés, de raisonnements branlants et de slogans irréfléchis. Trotski était un homme intelligent : même ses pires ennemis le reconnaissaient. Mais, cette fois, l'alternative à l'espoir, c'était le désespoir.

L'auteur

La seule activité dans laquelle Trotski surpassait presque tous ses contemporains en politique était l'écriture : Churchill était le seul à l'égaliser. Aucun Russe ne pouvait soutenir la comparaison. Le leader des Cadets, Pavel Milioukov, de même que ses collègues libéraux, écrivirent d'impressionnantes études historiques, mais aucun n'avait le panache de Trotski. La concurrence était encore plus insignifiante à gauche. L'autobiographie du leader socialiste révolutionnaire Victor Tchernov parut à l'Ouest, mais elle ne fut pas jugée digne d'être traduite. La plupart des œuvres des mencheviks connurent le même sort. Le seul émigré russe à réussir un coup d'éclat fut Nicolas Berdiaev, ancien marxiste et futur philosophe existentialiste chrétien. Le récit de sa vie retint l'attention de plusieurs critiques, mais en nombre de lecteurs et en prestige, il était loin derrière Trotski.

De grands écrivains européens et nord-américains prirent contact avec lui. L'un des rares à être reçus à Büyükdada fut Georges Simenon, déjà mondialement connu pour son personnage du commissaire Maigret. En juin 1933, Simenon interviewa le révolutionnaire pour un quotidien parisien. Bien que le Français fût l'un de ses auteurs préférés, Trotski craignit d'être mal cité et stipula clairement qu'il ne répondrait qu'à trois questions, et uniquement par écrit. Il dicta ses réponses en russe et les fit traduire en français[1332]. Comme il fallait s'y attendre, le résultat fut loin d'être

captivant. Le psychanalyste et sexologue allemand Wilhelm Reich exprima également le désir d'avoir un entretien avec lui, mais la rencontre n'eut jamais lieu[1333]. La même année, alors qu'il se trouvait en exil à Saint-Palais, Trotski reçut la visite d'André Malraux, dont il recommanda *La Condition humaine* pour une traduction en anglais. Malraux et lui s'opposèrent plus tard sur la politique française et sur la guerre civile en Espagne, jusqu'à en venir aux insultes. Il est difficile de dire lequel des deux était le plus à blâmer, mais Trotski manifestait alors un caractère ombrageux qu'on ne lui connaissait pas lorsqu'il fréquentait les artistes et penseurs de la Vienne d'avant 1914. Depuis 1917, sa personnalité s'était endurcie et raidie.

À un journaliste qui lui demandait quel était son auteur russe préféré, Trotski répondit Isaac Babel. *Cavalerie rouge*, une brillante série de nouvelles, était sorti trop tard pour être mentionné dans *Littérature et révolution*. L'auteur y faisait le récit brûlant de sa participation à la campagne de Pologne de 1920 dans la cavalerie. Ces nouvelles comptent parmi les plus grands textes de la littérature mondiale du XX^e siècle. En citant l'ouvrage comme étant « du plus grand intérêt », Trotski montrait qu'il savait reconnaître la qualité d'une œuvre[1334].

Plus tard, les trotskistes français lui conseillèrent de prendre contact avec André Gide, qui avait publié un récit accablant de son voyage en Union soviétique en 1936, *Retour d'URSS*. Gide racontait qu'il avait voulu envoyer de Tbilissi une dépêche flatteuse à Staline. Elle ne l'était sans doute pas assez pour ses accompagnateurs, qui, estimant qu'un simple vouvoiement n'était pas assez révérencieux, lui demandèrent d'ajouter

« maître des peuples » en s'adressant au dirigeant de l'Union soviétique. Ils refusaient d'envoyer un message qui ne soit pas suffisamment obséquieux. Trotski lut le récit de Gide, assis dans son fauteuil sur la véranda. Lorsqu'il tomba sur ce passage, il éclata d'un rire tellement sonore que Natalia, affolée, se précipita dehors pour voir ce qui se passait[1335]. Trotski ne remua pas ciel et terre pour rencontrer l'écrivain français : il pensait que la montagne viendrait à Mahomet[1336]. Il ne refusait pas de communiquer avec des écrivains ou des artistes peintres, bien au contraire : il fut ravi, par exemple, de recevoir une lettre tout à fait inattendue de Diego Rivera, le peintre mexicain. Il se souvenait du livre qu'il avait emprunté à la bibliothèque d'Alma-Ata, contenant les reproductions de ses œuvres, et l'invita à venir le voir en Turquie[1337]. Il entra aussi en contact avec André Breton, le théoricien du surréalisme, mais dans l'ensemble il restait concentré sur sa campagne politique, n'écrivant absolument rien qui ne soit au service de cette cause.

Ses droits d'auteur finançaient son activité politique, et sa carrière passée constituait son meilleur atout commercial quand il s'agissait d'obtenir des commandes. Des deux chefs bolcheviks qui avaient mené la révolution d'Octobre et la guerre civile, Lénine et Trotski, Trotski était le dernier survivant, et son histoire se vendrait extrêmement bien. Il avait déjà écrit divers épisodes de sa vie, mais jamais encore il n'avait entrepris de récit in extenso – c'était un argument utile pour négocier. Son plan comportait deux parties : il écrirait son autobiographie complète, depuis sa naissance, et la ferait suivre d'une histoire de la révolution russe, de février à octobre 1917. Il publia d'abord une série de textes intitulés *Six*

articles pour la presse bourgeoise mondiale[\[1338\]](#) , mais très vite, il revint à la raison et reconnut que ce titre condescendant n'attirerait jamais les lecteurs non marxistes – or sans lecteurs, il n'y avait pas d'argent. L'autobiographie et le récit historique devinrent sa préoccupation quotidienne majeure. Une grande partie des recherches nécessitait uniquement de puiser dans sa mémoire. Les malles pleines d'archives qu'il avait fait venir d'URSS lui furent aussi fort utiles (les autorités soviétiques surent tirer les enseignements de leur erreur : au cours de la décennie suivante, plus aucun citoyen russe ne fut autorisé à quitter le pays en emportant des documents compromettants). Liova lui envoya aussi du matériel, de Berlin d'abord, puis de Paris[\[1339\]](#). Trotski était une machine à écrire au service de l'Opposition.

Au fil des ans, il avait ébauché le récit de nombreux épisodes de sa vie. Il savait admirablement bien s'autoplager, se livrant au pillage de ses propres écrits – images, tours de phrases et même paragraphes entiers – pour bâtir ses projets actuels[\[1340\]](#). Il était l'équivalent littéraire des grands maîtres du collage, comme Braque et Picasso, et il avait une idée très précise de ce qu'il voulait obtenir. Ses éditeurs le poussaient à ajouter des révélations sensationnelles. Ils voulurent aussi le dissuader d'éditer en plusieurs volumes[\[1341\]](#) , mais Trotski passa outre, écrivant ce qu'il lui plaisait, comme il lui plaisait. L'exercice était laborieux. En général, il écrivait lui-même ses brouillons, mais parfois il les dictait à ses secrétaires, pour une prise de notes en sténo ou directement à la machine. Ses méthodes étaient très particulières. Dès qu'un chapitre entier de son *Histoire de la révolution russe* était tapé, il emportait les pages jusqu'à son

bureau et les collait à la suite les unes des autres sur un rouleau de papier[1342]. Il n'expliqua jamais pourquoi. Probablement recherchait-il un juste équilibre entre les paragraphes. Il ne perdait jamais de vue l'esthétique de la présentation. Comme les poètes soucieux de la longueur de leurs chants, il détestait l'idée de présenter à ses lecteurs un passage ennuyeux.

Dès les premières ébauches, Trotski trouva le ton voulu. Quand ses secrétaires n'arrivaient plus à suivre, il leur disait de sauter quelques lignes pour reprendre le fil. Il ne supportait pas de devoir endiguer le flot de sa pensée. Dans ses souvenirs, Sara Weber évoqua leur façon de travailler :

Lorsqu'il dictait sa pensée, L.D. ne s'asseyait jamais, il allait et venait, et parfois il me tournait presque le dos... [Il] parlait sans notes, à un rythme régulier, ses phrases coulaient bien. La sonnette du déjeuner ou du dîner interrompait le travail. Dès qu'il l'entendait, L.D. s'arrêtait de dicter, parfois au milieu d'une phrase, pour ne pas faire attendre toute la maisonnée, et nous descendions dans la salle à manger. Souvent, après le déjeuner suivi d'un court moment de repos, la dictée reprenait. L.D. me demandait à quel mot nous nous étions arrêtés, et il enchaînait à partir de là, en douceur, sans interruption[1343].

Il pouvait s'exprimer en russe, en allemand ou en français (il essaya aussi en anglais, mais le résultat fut moins heureux). Il était sévère avec ses subordonnés, mais rarement brutal, préférant quitter la pièce un instant, le temps de se calmer[1344].

Ma vie parut en 1930, suivi en 1932-1933 de son *Histoire de la révolution russe*, publiée en trois volumes. Il éprouvait un certain agacement à écrire sur lui-même. La cheville ouvrière du marxisme, c'étaient les classes sociales et non les

dirigeants pris individuellement. Trotski adhéraît au principe selon lequel les « grands hommes » ne font pas l'Histoire mais ne sont que les outils du changement. De toute façon, un communiste pure souche ne pouvait accepter d'attirer l'attention sur soi en écrivant. Ce malaise, Trotski le transmit dans le sous-titre : *Essai autobiographique*. Il adopta un ton détaché, comme s'il parlait d'un étranger. Mais derrière ses procédés rhétoriques se cachaient ses efforts acharnés pour exposer la justesse de ses décisions et des actions qu'il avait accomplies au fil des années. Les premières ébauches montraient pourtant une authentique nervosité. Comme Jules César dans ses *Commentaires sur la guerre des Gaules*, il maintenait une distance formelle entre l'auteur et le personnage historique qu'il était. Il parlait de lui à la troisième personne et se donna même le nom de Gricha dans les chapitres concernant son enfance^[1345], sauf lorsque sa mère s'adressait à lui : il eût été idiot de la montrer en train de rabrouer un Gricha purement fictif^[1346].

Ce procédé stylistique est connu sous le nom de désactualisation : de César à Trotski, il constitue un moyen habile de se mettre en scène, ajoutant une touche de modestie à l'image politique, et si Trotski revint à son vrai nom (ou plutôt à ses vrais noms et pseudonymes) dans le texte définitif, il continua le plus possible à éviter le « je ». Le mécanisme fonctionna très bien pour le récit de son enfance à Ianovka. Trotski empruntait là l'un des procédés littéraires utilisés par Tolstoï dans *Enfance*, décrivant certaines scènes à travers le regard de l'enfant qu'il avait été :

On m'expliqua que les télégrammes passaient le long d'un fil de fer.
Or j'avais vu de mes propres yeux un cavalier apporter un

télégramme de Bobrinet. Mon père avait dû lui donner deux roubles et cinquante kopecks. Le télégramme, c'était un bout de papier comme une lettre, avec des mots écrits au crayon. Alors comment pouvait-il passer sur un fil de fer ? Poussé par le vent ? Par l'électricité, me dit-on. C'était encore plus aberrant. Un jour, l'oncle Abraham entreprit de m'expliquer : « Le courant passe le long du fil en laissant des marques sur un ruban. Répète ce que j'ai dit ! » Je répétais : « Un courant passe le long du fil en laissant des marques sur un ruban. – Répète encore une fois ! » Je répétais : « Un courant passe le long du fil en laissant des marques sur un ruban. – Tu as compris ? – J'ai compris »**[1347]**.

Le ton grincheux de l'oncle Abraham avait étouffé la curiosité du jeune garçon, mais pas pour longtemps. Il reprit sa réflexion.

« Mais comment cela donne-t-il une lettre ? » demandai-je en pensant au télégramme vierge arrivant de Bobrinet. « La lettre vient à part », répondit mon oncle. J'étais déconcerté. Je ne comprenais pas pourquoi il fallait faire passer un courant si la « lettre » voyageait entre les mains d'un cavalier. À ce stade, mon oncle commença à perdre patience : « Oublie la lettre ! cria-t-il. Moi je te parle de télégrammes et toi tu n'en as que pour les lettres ! » Le mystère resta donc entier**[1348]**.

Trotsky était passé maître dans l'art de la prose savoureuse et élégante.

En passant à la carrière de révolutionnaire, il conserva cette apparence de simplicité et d'honnêteté – et son récit prit le ton caustique d'un homme qui règle ses comptes. Les anecdotes relatant ses conversations avec Lénine ne manquent pas de piquant. Ses explications de la stratégie et du déroulement de la guerre civile emportent le lecteur avec une force superbement évocatrice. La situation d'urgence qui a abouti à la décision d'introduire la NEP a rarement été aussi bien évoquée. Le dernier combat de Trotsky à Moscou en 1928,

l'exil à Alma-Ata et la déportation en Turquie sont d'un pathétique émouvant, mais son plaidoyer finit par être lassant pour qui n'est pas du même bord politique. Ce n'est pas une question de style, mais de contenu, et c'est également vrai de son *Histoire de la révolution russe*. Les deux œuvres ont été écrites comme si, en 1917, une seule issue était possible. Reprenant les idées énoncées dans ses écrits depuis 1905, il évoquait la « loi du développement combiné », arguant que, pour accéder à la modernité, les pays « arriérés » avaient le droit de prendre un chemin différent de la voie empruntée par leurs concurrents « avancés ». La Russie avait su tirer les leçons du récent développement politique, culturel et technique des autres pays, et accélérer le sien. Elle avait fait un bond en avant sans passer par les étapes qu'avaient connues l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord[1349].

S'il présentait cette « loi » comme une contribution originale à la pensée marxiste, Trotski ne prétendait pas que le « développement combiné » menait toujours à un résultat « moderne ». Les conditions du passé, insistait-il, permettaient souvent aux vieilles classes dirigeantes de conserver le pouvoir, et c'était ce que Nicolas II, l'aristocratie terrienne et la bourgeoisie avaient tenté de réussir dans l'Empire russe d'avant 1917. Les formes de politique réactionnaire efficaces étaient nombreuses et variées. Les révolutionnaires ne pouvaient les contrer que par un engagement radical et authentique, et une activité sans compromis. Il laissait entendre qu'après la chute des Romanov, les bolcheviks avaient montré leur valeur. Ayant mené l'étude du passé impérial sur un ton animé, il entonnait sa rengaine, la vieille litanie sur Lénine, le Parti et les masses, seule et incontestable

vérité. Il tapait sur les socialistes qui s'étaient opposés au bolchevisme et rejetait toute idée que la démocratie, la société civile et la tolérance idéologique représentaient un quelconque avantage pour le peuple russe. En gros, il répétait les déclarations officielles contenues dans les rapports des historiens Nicolas Popov et Emelian Jaroslavski datant des années vingt.

Avec une verve intarissable il racontait ses exploits et ceux de Lénine, citant ce qu'il prétendait être les paroles exactes de leurs entretiens privés. Il est difficile de dire dans quelle mesure on peut ajouter foi à ces bribes de conversations dont personne d'autre n'était témoin. D'une manière générale, Trotski a rarement été pris en défaut sur des questions d'exactitude. Ce que l'on oublie souvent, ce sont ses dérobades et sa subjectivité. Il s'abstenait par exemple de relater des incidents susceptibles de nuire à sa réputation d'ami des pauvres et des opprimés. C'est ainsi qu'il traita la révolte de Tambov et la mutinerie de Cronstadt qui avait marqué le début de l'année 1921 : en évitant soigneusement d'en parler. *Ma vie* est une injonction – celle de soutenir la cause communiste, mais c'est aussi l'exemple d'une maîtrise parfaite de l'art du faux-fuyant dissimulé sous les artifices d'un alchimiste des lettres.

Trotski corrigea systématiquement les différentes versions. Dès le début, il minimisa la fortune de son père et l'appartenance de la famille à la diaspora juive, et toutes les modifications suivantes allèrent dans le même sens[1350]. Il supprima également une ou deux anecdotes délicieuses sur Macha, sa gouvernante. Sans doute ne voulait-il pas donner l'idée d'une enfance choyée. Quelques-uns de ses dialogues les

plus enthousiastes avec le chef mécanicien de son père ont été biffés : afin d'éviter, certainement, de passer pour le descendant d'une lignée de patrons. Le nom de plusieurs de ses relations a été effacé. Des années plus tard, on aurait pu y voir la volonté de les protéger de la police de Staline, mais pendant les années turques, la question ne se posait pas. Il était probablement plus juste d'y voir une intention de cacher l'importance de ses relations avec d'autres Juifs pendant sa jeunesse[1351]. Son désir d'atténuer ses désaccords passés avec Lénine était tout aussi important, et sur ce point, dès les premières ébauches, il savait ce qu'il faisait. Ayant toujours eu besoin de montrer ses références de bon léniniste, il ne pouvait se permettre de trop se vanter d'être trotskiste. Il tira le rideau sur ses affrontements les plus sérieux avec le Lénine d'avant 1917 et supprima même toute référence à ses critiques sur les défauts techniques des organisateurs de l'*Iskra* en Russie[1352]. Il élimina tous les commentaires au sujet de la justesse de vue de sa « révolution permanente », confirmée par l'Histoire, et hésita à rééditer ses articles d'avant 1917 sur ce sujet[1353].

Ce mélange de démagogie et de faux-fuyants se retrouve dans la rédaction de son *Histoire de la révolution*. La dérision y était aussi omniprésente. Il décrivait Nicolas II comme un homme « terne, pondéré et “bien éduqué” », dont le seul mérite était de ne pas être personnellement cruel. Kerenski apparaissait comme un réactionnaire agitant « un mouchoir de soie rouge » ; quant à Staline, systématiquement désapprouvé, il était surtout très peu mentionné (contrairement à *Ma vie*, où Trotski, sans l'évoquer directement, choisit de l'attaquer en citant des commentaires de Lénine et d'autres contemporains

sur le personnage). Chaque fois qu'il était question des mencheviks et socialistes révolutionnaires de la période comprise entre février et octobre 1917, leurs motivations étaient contestées. L'auteur se moquait sans pitié de ces grands indécis stupides et dépourvus de toute sincérité, ces dangereux défenseurs de la contre-révolution. Kamenev, Zinoviev et Staline, selon lui, ne valaient pas mieux. Ceux qu'il les appelait les « conciliateurs », il savait comment les atteindre plus sûrement à coups de piquûres d'épingle qu'avec un marteau de forgeron[1354]. Les vrais héros de l'Histoire, c'étaient Lénine et Trotski. Les chefs de l'Opposition qui lui étaient restés fidèles recevaient chacun leur couronne de lauriers et les autres des volées de bois vert. Trotski enrobait ses commentaires d'un exposé de son analyse. La Russie, arguait-il, était trop arriérée pour accéder au socialisme sans le soutien d'une révolution européenne, mais les bolcheviks avaient eu raison de s'emparer du pouvoir. Les réalisations du premier gouvernement soviétique étaient parfaitement louables et si l'Opposition n'avait pas été vaincue par les « épigones », l'héritage de Lénine n'aurait pas été dilapidé[1355] – là, il se laissait emporter par son goût pour les références classiques. Dans la Grèce antique, les « épigones » désignaient la jeune génération succédant à celle des héros ; et parfois elle leur était inférieure, mais pas toujours. Les fils des Sept Chefs en lutte contre Thèbes, par exemple, réussirent là où leurs pères avaient échoué[1356]. Trotski avait tort d'utiliser ce terme comme si la « génération » suivante n'avait ni talent, ni force, ni objectif valable. Mais il en aimait la sonorité et, dans son esprit, le style l'emportait sur le contenu. Peu lui importait ce qu'il écrivait du moment que la révolution d'Octobre conservait toute sa

grandeur.

À plusieurs reprises, les bolcheviks avaient été accusés de conspiration. Chose étrange, Trotski ne le nia pas. Toutes les révolutions, disait-il, impliquent une insurrection, qui elle-même nécessite une « préparation consciente » forcément tenue secrète[1357] (la politique soviétique officielle, au contraire, tenait à la transparence totale de la collaboration entre les dirigeants, le Parti et les masses). En même temps, il donnait l'impression que la révolution d'Octobre reflétait l'opinion de ces « masses ». Selon lui, au Deuxième Congrès des soviets, trois cent quatre-vingt-dix des six cent cinquante délégués votants « passèrent aux bolcheviks »[1358]. Pourtant, comme il l'expliquait, ceux qui, au Congrès, votèrent pour le parti bolchevique n'avaient pas tous leur carte[1359]. Il aurait pu aller plus loin dans son analyse et admettre que les bolcheviks avaient pris le pouvoir sans le soutien de la majeure partie de la société, mais cette version aurait contredit l'impression qu'il voulait donner. Selon lui, le coup d'État était le résultat de pressions incoercibles exercées par les ouvriers, les soldats et les paysans :

La révolution survient quand il n'y a pas d'autre issue. Et l'insurrection, qui se dresse au-dessus d'elle comme l'une des cimes de sa chaîne de montagnes événementielles, ne peut pas plus répondre à une volonté arbitraire que la révolution elle-même. Les masses avancent et reculent plusieurs fois avant de se décider à donner l'assaut final[1360].

À cet égard au moins, sa version des événements de 1917 ne différait pas de celle de Staline.

L'ouvrage de Trotski avait un cachet bien particulier et personne ne pouvait le trouver dénué d'humour. Du bataillon

de deux-roues venu en renfort du gouvernement provisoire au cours de ses derniers jours de pouvoir, il disait : « Juchez un homme sur deux roues reliées par une chaîne, alors que les autres sont à pied, et vous verrez – au moins dans un pays pauvre comme la Russie – que ses chevilles vont gonfler comme ses pneumatiques. En Amérique, pour obtenir pareil effet, il faut au moins une automobile[1361]. » Sur un autre point, il montrait le plus grand sérieux : ne subissant plus la pression du Politburo, il se sentait libre de rejeter la version officielle d'un parti bolchevique qui aurait dirigé la révolution d'Octobre[1362]. Il soulignait aussi que le jugement de Lénine était loin d'être sans faille. Le leader bolchevique avait appelé à l'insurrection de façon répétée en août et en septembre[1363]. Or, si le Comité central l'avait écouté, les bolcheviks auraient été anéantis. Il rappelait aussi combien, autrefois, il avait insisté sur l'importance du rôle joué par les soldats dans le renversement du gouvernement provisoire. Il disait : « La révolution d'Octobre a été une lutte pour le pouvoir du prolétariat contre la bourgeoisie, mais en fin de compte, c'est le moujik qui a décidé de son issue. » En effet, la garnison de Petrograd, avec ses paysans en uniforme, avait eu un impact décisif sur la réussite du coup d'État[1364].

Trotsky avait le contrôle total de l'édition russe de *Ma vie* et de l'*Histoire de la révolution russe*, mais ce n'est pas de là qu'il tirait la majeure partie de ses droits d'auteur. D'ailleurs les traductions européennes lui donnèrent quelques soucis. L'éditeur londonien, Thornton Butterworth, avait pris la liberté de remplacer le sous-titre d'origine, *Essai autobiographique*, par un autre de sa composition : *Ascension et chute d'un dictateur*[1365]. À Paris, avec les éditions

Rieder, ce n'était pas beaucoup mieux. Maurice Parijanine, un grand admirateur, avait accepté de le traduire à condition de pouvoir ajouter des notes explicatives. En voyant le résultat, Trotski explosa et écrivit à Gérard Rosenthal, devenu avocat, la liste des inexactitudes et autres erreurs : « Je peux dire (et sans exagérer !) que j'ai une poussée de fièvre rien qu'en feuilletant le livre. Vous ferez le tri dans tous ces exemples avant de les ajouter aux autres, n'est-ce pas ? Il faut supprimer les insultes (pour mon réconfort personnel) **[1366]**. » Lorsqu'il menaça d'envoyer une lettre ouverte à la presse, Rieder lâcha du lest et lui proposa d'ajouter une déclaration déclinant toute responsabilité concernant les insertions de Parijanine. Impitoyable, Trotski exigea de Rosenthal qu'il ne cesse pas de « terroriser » Rieder**[1367]**. Parijanine lui retira toute son estime. Il écrivit qu'aucun traducteur honnête ne devait être l'« esclave de l'auteur »**[1368]**. À l'époque où l'affaire passa en jugement, il était déjà trop tard : le livre paraissait en librairie.

Financièrement, Trotski s'en sortait convenablement et, selon Liova, au début des années trente à Berlin, ses livres se vendaient plutôt bien**[1369]**. Plus tard, il attribua ces succès de librairie aux agents de la sécurité soviétique, qui les achetaient pour les détruire ensuite**[1370]**. Il touchait donc des droits d'auteur en Allemagne mais sans avoir le lectorat qu'il aurait souhaité. En outre, et d'une manière générale, il n'avait aucune compétence commerciale. Par contrat, il avait cédé cinquante pour cent des droits américains de son *Histoire de la révolution russe* à Charles et Albert Boni, éditeurs à New York, et malgré tout le mépris que lui inspiraient le capitalisme et les capitalistes, il avait la naïveté de croire qu'il pourrait

revoir les termes de l'accord en faisant appel à la conscience morale de ses éditeurs[1371]. Personne n'aurait jamais misé un sou là-dessus.

En 1932, Max Eastman se rendit à Büyükada pour travailler avec lui sur l'*Histoire de la révolution russe*[1372]. Trotski se déclara satisfait de sa traduction (sauf qu'il ne connaissait pas assez l'anglais pour se rendre compte de tout le vocabulaire argotique que l'Américain y avait introduit). Les deux hommes eurent quand même quelques prises de bec[1373]. Trotski se servait de l'Américain comme agent, non rémunéré, et Eastman ne voyait aucun inconvénient à s'acquitter gracieusement de cette corvée – jusqu'au jour où il s'aperçut que le Russe traitait, sans l'y associer, avec un éditeur américain, pour la traduction d'articles à paraître dans la presse. Il en fut d'autant plus exaspéré qu'en travaillant pour Trotski, il en était souvent de sa poche, alors qu'il lui avait fait gagner quarante-cinq mille dollars uniquement pour la publication de l'*Histoire* sous forme de feuilleton dans le *Saturday Evening Post*[1374]. Trotski refusa toute concession, et Eastman faillit exploser. Plus tard, il évoqua l'incident.

Ce fut l'une des rares fois de ma vie où je sus exactement quoi dire : « Lev Davidovitch, je ne peux que te répondre en reprenant les mots de Lénine. » Et je citai un extrait du fameux testament, avec un accent russe irréprochable : « Le camarade Trotski a tendance à se laisser emporter par le côté administratif des choses. » Alors Trotski se détendit et se pencha en arrière en riant de bon cœur, comme pour dire : « Touché ! »[1375].

Mais le lien qui les unissait était brisé et, quelques jours plus tard, Eastman quittait la Turquie, laissant au Vieux le soin de

choisir d'autres commissionnaires.

Après la publication de ces deux livres, Trotski eut du mal à trouver un sujet aussi populaire. Ses analyses de l'Union soviétique et autres sujets politiques ne se vendaient pas mal. *La Révolution trahie*, parue en 1937 et traduite en plusieurs langues (Eastman, magnanime, avait accepté de se charger de la version anglaise) marchait plutôt bien, mais ce n'était pas le genre d'ouvrage que les éditeurs se disputaient à coups de contrats plus généreux les uns que les autres.

Cependant l'auteur à succès n'avait pas brûlé ses dernières cartouches ; il eut deux autres idées susceptibles de lui rapporter de copieux à-valoir. Il avait connu Lénine et Staline, et il n'existait encore aucune biographie convenable de l'un ni de l'autre. Une fois de plus, il pouvait faire miroiter des révélations sur les zones interdites de l'Histoire. Harper & Brothers, éditeurs new-yorkais, payèrent à l'avance une édition anglaise de *Staline*. Mais le sujet nécessitait beaucoup de recherches et s'il savait écrire vite, Trotski n'imaginait pas un instant remettre un manuscrit qui ne serait pas à la hauteur de ses exigences. Son combat pour maintenir la bannière de l'Opposition et propager sa vision de l'avenir de l'humanité n'avait pas pris fin. Or, la seule manière de le financer était de puiser dans l'histoire du bolchevisme, et de traiter et analyser des montagnes de documents. Ainsi, calculait-il, ses partisans à New York achèteraient ses livres et en copieraient des extraits, puisque lui-même se trouvait à ce moment-là confiné à Mexico. C'était une tâche harassante car il lui fallait en même temps s'occuper de sa correspondance, rencontrer des partisans, élaborer sa politique et dicter des articles, mais il y avait des compensations. En fouillant à la

recherche d'informations, il tomba sur ce qu'il voulait : la preuve que Staline était depuis toujours un dangereux misanthrope.

Sa biographie de Lénine était si volumineuse qu'il décida de la fragmenter en plusieurs volumes, et ses collaborateurs habituels, Eastman et Parijanine, acceptèrent de commencer à traduire le premier. L'édition française, parue en 1936, fut vendue aux lecteurs crédules sous le titre *La Vie de Lénine*[\[1376\]](#). La version anglaise d'Eastman resta dans les cartons jusqu'à sa publication en 1972, sous un intitulé plus honnête : *Le Jeune Lénine*[\[1377\]](#). En effet, à mi-parcours de ses recherches sur Lénine, Trotski porta brusquement toute son attention sur Staline, déterminé à écrire un gros ouvrage en un temps record. Il avait pour traducteur américain l'écrivain Charles Malamuth, mais leur relation ne tarda pas à se dégrader. D'après les confidences de Trotski à son jeune disciple américain Joe Hansen, Malamuth était un ignorant et un prétentieux qui ne connaissait ni le russe ni l'anglais[\[1378\]](#).

La corvée pénible des corrections et discussions recommença. C'était un travail astreignant. Il n'y avait rien de nouveau dans l'interprétation des faits et parfois Trotski ne cachait pas qu'il était dégoûté de devoir consacrer autant d'attention à Staline. Il se retenait pourtant de déclarer sa haine envers le dictateur du Kremlin et parvenait à réguler ses émotions, restant sur son mode d'attaque favori : une critique mesurée et beaucoup d'ironie. À sa mort, il était sur le point d'avoir terminé, mais Staline terrassa Trotski avant que Trotski n'achève *Staline*.

Contacts russes

La presse soviétique manquait de cohérence dans sa façon de traiter Trotski. Il était à la fois l'ennemi numéro un de l'URSS et la première non-entité politique. On cessa de relater ses activités et son nom disparut des manuels d'histoire, sauf en tant que conspirateur complice des puissances étrangères contre la Russie soviétique. La nouvelle de sa déportation fit l'objet d'une simple brève dans les journaux. Une pointe de xénophobie apparut lorsque « Lev Davidovitch » s'écrivit soudain « Lev Davydovitch », une nouvelle orthographe qui signalait de manière implicite ses origines juives[1379]. Puis, en 1932, parut un article inédit de Lénine : « La couleur de la honte de Trotski-Ioudouchka[1380] ». Ioudouchka était l'un des frères Golovlev, personnages peu sympathiques d'un roman de Mikhaïl Saltykov-Chtchédrine, écrit au XIX^e siècle. Veule comme ses frères, Ioudouchka était aussi hypocrite et tenait des propos mielleux et faux chaque fois qu'un conflit opposait les membres de sa famille. En 1911, Lénine l'avait comparé à Trotski, avec ses vains efforts pour instaurer un climat harmonieux au sein du parti ouvrier social-démocrate de Russie. Sans doute Lénine ou le comité de rédaction avaient-ils renoncé à publier l'article, car on pouvait voir dans Ioudouchka, qui signifie Petit Judas, une connotation antisémite. Staline n'avait pas ce genre d'inhibition et, dès le milieu des années trente, il fut assez courant d'entendre traiter Trotski de Judas de la révolution d'Octobre.

Trotsky avait toujours des partisans en Union soviétique, ce qui pour Staline constituait un problème. L'OGPU procéda consciencieusement à l'arrestation de tous les membres actifs de l'Opposition, en épargnant les simples ouvriers ordinaires. Staline avait pour principal objectif de rompre tous les liens entre les trotskistes et la classe ouvrière soviétique[1381].

Les porte-parole du Parti ne manquaient pas de signaler que Trotsky ratissait très large pour étendre son réseau de conspirateurs. Le 8 mars 1929, on l'accusa d'être de mèche avec Winston Churchill et d'avoir reçu « des dizaines de milliers de dollars » en échange de ses services[1382]. Les accusations variaient selon les aléas des relations internationales. Au printemps 1931, le fauteur de troubles était Pilsudski, et l'on disait Trotsky mêlé aux actions de la Pologne contre le régime soviétique[1383]. Malgré tout, pendant encore trois ans, le consulat général d'Istanbul renouvela le passeport de Trotsky au nom de Lev Davidovitch Sedov. Puis, subitement, le 20 février 1932, les autorités moscovites lui retirèrent la citoyenneté russe. Trotsky devenait un apatride dont le sort dépendait entièrement du bon vouloir de Mustapha Kemal[1384].

L'ancien leader soviétique en déportation aurait aussi bien pu choisir Büyükada comme terrain de ses polémiques : ceux des chefs de l'Opposition qui lui étaient restés fidèles languissaient dans des lieux d'exil éloignés et hostiles, et ceux qui s'étaient rétractés en reconnaissant leurs « erreurs » – Zinoviev, Kamenev, Preobrajenski, Piatakov et Radek –, s'ils échappèrent au bannissement et furent autorisés à revenir à Moscou, ne seraient épargnés qu'aussi longtemps que leur contrition paraîtrait certaine. On exigeait simplement d'eux

qu'ils dénoncent publiquement l'Opposition. Trotski restait un réfractaire, et sa résistance à l'extérieur de l'Union soviétique était plus importante qu'on ne l'avait anticipé. L'OGPU avait réussi à minimiser ses contacts avec l'étranger, mais ses idées étaient toujours aussi dangereuses pour le Politburo. Les dirigeants bolcheviques avaient bonne mémoire. Ils se souvenaient qu'il avait été l'un des premiers à plaider pour une stratégie radicale. Staline en avait adopté plusieurs aspects et en appliquait d'une façon beaucoup plus dure que prévu. Le culte officiel voué à sa grandeur eut pour effet inattendu de faire de lui le responsable des malheurs du peuple. Prudemment, il interdit toute discussion, même pondérée, au sujet de Trotski et de ses idées. Lorsque des fonctionnaires du Parti critiquèrent la sévérité de la politique économique officielle, on les accusa aussitôt de sympathie avec l'exilé de Büyükkada[1385].

Trotski entretenait une correspondance régulière avec ses partisans restés en Union soviétique. Il leur envoyait des exemplaires du *Byulleten Oppozitsii*. À ses yeux, la situation politique était instable. En 1929, il n'était toujours pas certain que la victoire de Staline sur Boukharine était irréversible. Personne ne savait exactement si l'industrialisation allait se poursuivre. Tout en espérant être invité à rejoindre la direction du Kremlin, Trotski n'avait aucunement l'intention de se réconcilier avec Staline, mais peut-être, pensait-il, un groupe de partisans du dictateur tenterait un rapprochement avec lui. Alors il imagina une curieuse stratégie, que presque tous les trotskistes des générations suivantes ont occultée (et dans la mesure où il ne révéla explicitement ses intentions qu'à Liova, on ne peut pas totalement les en blâmer). En

octobre 1932, il écrivit à son fils : « Il faut montrer que nous acceptons *vraiment* de collaborer avec les stalinistes pour assurer le maintien de l'Union soviétique[1386]. » Il reconnaissait qu'il ne retrouverait jamais le pouvoir en substituant à l'élite staliniste celle de l'ancienne Opposition. Les stalinistes s'étaient enracinés dans toutes les institutions. Ils étaient puissants. Il fallait plutôt les gagner à la cause trotskiste.

Trotsky était d'accord avec beaucoup d'aspects de la politique soviétique à l'époque. Il approuvait le rythme rapide de l'expansion industrielle ; seul lui déplaisait le côté rudimentaire des mesures adoptées par Staline. De même, s'il était contre la campagne de collectivisation de l'agriculture, c'était moins pour le principe qu'en raison des graves incompétences et de la violence qui accompagnaient sa mise en œuvre. Sa principale objection concernait la politique étrangère du Politburo. Selon lui, les dirigeants soviétiques avaient gravement sous-estimé la menace nazie.

Il n'était pas favorable au recours à la violence pour éliminer Staline, mais pensait plutôt à une révocation, comme l'avait évoqué Lénine dans son testament[1387]. À aucun moment il ne parla de sanction pénale. Il s'en expliquait dans une autre lettre à son fils, écrite à la fin du mois :

Nous devons surtout prêter attention à ce qui se dit parmi les bureaucrates moyens, à savoir que, si Trotsky revient, il prendra sa revanche et ce sera terrible. En ce moment, c'est une arme très puissante entre les mains des stalinistes. Notre plate-forme repose entièrement sur les masses. Notre tactique doit tenir compte du mur qui nous en sépare[1388].

Sans le moindre fondement, il s'efforçait de se convaincre

lui-même que les fonctionnaires qui avaient supplanté ses partisans l'accueilleraient volontiers de nouveau au sein de la direction. Et pourtant, il n'était pas dupe, semble-t-il, car en même temps il insistait sur un appel aux « masses ». Une fois de plus, il était victime de son optimisme excessif. Il était peu probable que les ouvriers misérables et les paysans affamés se rallient à la cause d'un politicien qui ne leur promettait quasiment rien d'autre qu'une politique économique stalinienne à un rythme ralenti.

Son intransigeance idéologique transparut dans sa réaction à la répression qui suivit sa déportation. Lorsqu'il apprit le déroulement des procès de Moscou, où comparaissaient des anciens mencheviks, socialistes révolutionnaires et Cadets, il ne formula aucune objection. Il n'écrivit pas grand-chose sur la persécution des koulaks, prêtres et nationalistes, qu'il considérait comme des ennemis du bolchevisme, animés d'une volonté authentique de perpétrer les crimes saugrenus dont les tribunaux soviétiques les avaient reconnus coupables. Lui-même, en 1922, avait contribué à préparer la scène politique pour le faux procès des socialistes révolutionnaires. Il avait constaté et encouragé les stratagèmes de la police et de la justice ; mais il choisissait de se référer à son expérience pour juger de la propagande du Kremlin sur les complots antisoviétiques.

À ce sujet, la position de Liova était plus claire : « Le procès des mencheviks est une mystification absolue », écrivit-il. Trotski ne changea pas d'avis. Les leaders mencheviques étaient accusés d'avoir créé un réseau clandestin d'activités subversives en liaison avec l'étranger, et il y avait cru. À son avis, les mencheviks avaient « consciemment exécuté les

ordres du haut commandement capitaliste étranger[1389] ». Trotsky reprochait à Staline d'avoir, sous la NEP, protégé des économistes mencheviques. Il niait que des personnalités aussi connues que Nicolas Soukhanov et Vassili Groman se soient accusées de crimes qu'ils n'avaient pas commis. Beaucoup plus tard, en 1936, il reconnut officiellement que le « comité de rédaction du *Byulleten* » avait « sous-estimé l'impudence de la justice stalinienne[1390] ». En matière d'excuses personnelles, il s'en tiendrait là. En réalité, ces groupes lui étaient aussi peu sympathiques qu'à Staline. Il avait même été content de voir les mutins de Cronstadt et les dirigeants socialistes révolutionnaires jugés en 1921-1922, même sur accusations fallacieuses. Lui aussi avait vu des conspirations internationales là où il n'y en avait pas, et il considérait que mencheviks et koulaks n'étaient même pas dignes de mépris.

Il y avait, estimait-il, des questions plus importantes à régler concernant la révolution. S'il avait toujours rejeté les appels à la compassion la plus élémentaire, les considérant comme les effets d'une trop grande sensiblerie, il ne pouvait garder le silence sur les difficultés auxquelles étaient confrontés les oppositionnistes impénitents ; car, sans eux, il n'avait aucune chance de reconquérir le pouvoir. Alors il multiplia les articles révélant la dégradation de leurs conditions de vie, en exil comme en détention. La peine encourue par ceux qui poursuivaient leurs activités politiques était désormais beaucoup plus lourde. Les messages d'un correspondant non identifié qui signait « Tenzov » en témoignaient de façon certaine[1391] et Trotsky rapporta les cas de mauvais traitements qui lui étaient signalés. En tant que moraliste, il aurait été plus crédible s'il avait montré de

l'intérêt pour le sort des millions de personnes totalement étrangères à l'Opposition qui au cours de ces mêmes années endurèrent de terribles souffrances. Aurait-il employé les mêmes méthodes que Staline s'il avait gagné la bataille pour le pouvoir suprême ? Il est difficile de croire qu'il n'aurait pas combattu la résistance avec la plus grande sévérité. La violence participait des exigences de sa politique.

Pour rompre le blocus, il comptait se servir d'Iakov Blioumkine qui lui avait adressé une lettre en avril 1929 pour l'informer du sort réservé à l'Opposition[1392]. Blioumkine était ce socialiste révolutionnaire de gauche qui, en juillet 1918, avait cherché à enterrer le traité de Brest-Litovsk en assassinant l'ambassadeur allemand, le comte von Mirbach. Repenti, il avait rejoint les bolcheviks, convaincu par Dzerjinski et Trotski, qui lui trouvèrent un poste[1393]. Dans les années vingt, il se laissa attirer dans le sillage de Trotski et de l'Opposition. Travaillant officiellement pour l'OGPU, en Turquie, il écrivit d'abord à Lev Sedov, puis le rencontra dans une rue d'Istanbul, avant de rendre visite à Trotski chez lui, à Büyükdada[1394]. Blioumkine transmet une lettre du leader exilé aux membres de l'Opposition restés en Union soviétique[1395]. Ce dernier annonçait la publication prochaine d'une dénonciation de « Radek & Co », tous renégats. L'Opposition allait entrer dans une période difficile et ceux qui capitulaient devaient être dénoncés pour manque de loyauté envers la cause. Trotski ne se laissait pas abattre : l'apostasie des principaux partisans de l'Opposition le libérait de toute obligation envers eux (de toute façon, il n'avait pas de mal à résister à ce genre de scrupules).

Sa priorité était d'établir des liens plus solides avec l'Union

soviétique. D'une façon ou d'une autre, ses adhérents devaient lui trouver « une ou deux personnes, à Paris et à Berlin, pour les tâches organisationnelles ». Le mieux, à son avis, était d'exfiltrer quelques-uns des exilés de Sibérie[1396] , mais il n'expliqua pas comment.

Le sort réservé à Blioumkine, très porté sur la boisson et qui, dans son ivresse bavarde, laissait parfois échapper des indiscretions[1397] , montra l'étendue de sa naïveté. Trotski aurait dû savoir que Staline se méfiait de tous les sympathisants connus de l'Opposition et qu'il n'en laissait partir aucun à l'étranger sans le placer sous haute surveillance. À son retour à Moscou, Blioumkine fit l'objet d'une enquête à la suite de laquelle le Politburo ordonna son exécution. La leçon était claire : tout contact avec Trotski était considéré comme un acte de haute trahison. Blioumkine jouait pourtant double jeu, mais cela ne lui évita pas la mort. Quel qu'ait été le fin mot de l'histoire, une nouvelle étape venait d'être franchie dans l'escalade de la répression : l'exécution de Blioumkine était la première à être ordonnée en temps de paix contre un bolchevik membre du Parti. Le secrétaire général ne plaisantait pas : désormais, chaque fois que sa suprématie serait menacée, il n'hésiterait pas à avoir recours à l'assassinat légal – une façon de faire savoir à Trotski qu'il ferait mieux de se montrer plus prudent lorsqu'il tenterait d'intervenir dans la politique soviétique. Mais l'intéressé ne comprit pas tout de suite la leçon, continuant de penser comme tous les émigrés d'avant 1917. Il fut même ravi de recevoir, acheminée par la voie clandestine, une lettre de Victor Eltsine, l'un de ses anciens partisans, exilé en Sibérie. Comme elle contenait un tas d'informations politiques, il vit là le début d'une

correspondance régulière avec ses partisans oppositionnistes en détention ou en fuite[1398].

Trotsky avait parmi ses contacts, à New York, un certain Eleazar Solntsev. Depuis 1928, cet agent de la société Amtorg, l'organisation soviétique pour le commerce extérieur, faisait passer clandestinement des documents de l'Opposition. Max Eastman se servit d'ailleurs de ce matériel pour écrire *The Real Situation in Russia*, dont Trotsky était officiellement l'auteur, mais qui, sans les corrections d'Eastman, n'aurait probablement jamais été publié. Solntsev retourna en Union soviétique où il fut arrêté puis exilé en Sibérie[1399]. Un autre contact soviétique de Trotsky, Gavril Miasnikov, vint lui rendre visite à Büyükada. Ce fut une surprise, car cet ancien ouvrier bolchevique avait été maltraité par la direction centrale du Parti à l'époque où Trotsky y régnait. Miasnikov était très proche de l'Opposition ouvrière et s'il n'en devint pas membre, c'est uniquement parce qu'il trouvait ses exigences insuffisantes. Il avait été brièvement incarcéré en 1923, avant de se laisser convaincre de travailler de nouveau pour le Parti ; mais ses fonctions de représentant du commerce extérieur soviétique, qui le conduisirent à Istanbul, ne l'empêchèrent pas de garder son indépendance d'esprit. Trotsky lui conseilla de ne pas rentrer en Union soviétique et Miasnikov suivit son conseil[1400]. Bien lui en prit : s'il l'avait ignoré, il aurait certainement subi le même sort que Solntsev.

Trotsky n'avait toujours pas les bons réflexes pour se protéger. Liova et lui cachaient le nom de leurs contacts russes[1401]. Précaution inutile, car ils continuaient à parler ouvertement de leurs plans alors que des agents de Staline se cachaient dans leur entourage. Ils laissèrent ainsi filtrer

quantités d'informations confidentielles et en subirent les conséquences, sans en tirer la moindre leçon.

Peu après son arrivée à Büyükada, en effet, Trotski avait reçu une lettre d'un certain Kharine. Ce fonctionnaire à la délégation commerciale de Paris se présentait comme une relation de Lev Sedov et prétendait être un sympathisant caché. Il parlait de son intention de se rendre en Union soviétique pour les vacances d'été et, à l'entendre, il en profiterait pour créer tout un réseau de communications[1402]. Trotski mordit à l'hameçon. Les deux hommes réglèrent tous les détails par correspondance, et Trotski sollicita même l'aide de Kharine pour ses publications[1403]. Il lui dévoilait sa stratégie et son programme[1404]. Kharine écrivait ce qu'il convenait de dire en termes de politique et, pour le Vieux, cela suffisait. Pendant plusieurs mois, il ne se méfia pas le moins du monde, malgré des difficultés pratiques incroyables dont l'apparition ne pouvait s'expliquer que par les agissements délibérément perturbateurs de Kharine. Trotski finit tout de même par se rendre compte qu'il avait affaire à un agent de l'OGPU. Il envoya des messages d'alerte dans un langage très neutre, se limitant aux faits ; mais jamais il ne reconnut avoir commis la moindre erreur[1405]. Comme d'habitude, une fois qu'il avait laissé tomber quelqu'un, il agissait comme si cette personne n'avait jamais existé.

Quiconque se trouvait en rapport avec Trotski était en droit de se demander si l'exilé mesurait vraiment les risques qu'il faisait courir aux autres. Quelques lettres continuaient à lui parvenir. L'une d'elles, anonyme, évoquait la situation politique en janvier 1930[1406]. C'était une preuve

réconfortante que l'exécution de Blioumkine n'avait pas tari le flot des informateurs. D'autres envois suivirent. Une lettre de « Svoï », notamment, en mars 1932[1407]. Puis celles de « Gromovoï » la même année[1408]. Tous deux renforcèrent la conviction de Trotski : en Union soviétique, Staline avait moins de partisans et l'appareil du Parti commençait à se retourner contre lui[1409]. « Tenzov », qui de Londres, en 1930, avait entretenu une correspondance régulière avec Liova, lui décrivit par le menu, en 1933, les difficultés auxquelles se heurtaient la production industrielle et le ravitaillement. Il ajoutait que les non-Russes s'élevaient contre les autorités. Les apparatchiks, disait-il, étaient déprimés par la situation générale[1410].

Après l'affaire Kharine, bien entendu, Trotski n'ignorait plus qu'à Moscou la direction communiste s'efforçait d'infiltrer ses réseaux à l'étranger. Il évoquait fréquemment cette question avec son entourage sans jamais envisager une action préventive sérieuse. Il ne s'embarrassait pas de ce genre de précautions. Il avait plutôt à cœur de créer autour de lui une atmosphère agréable de travail et de loisir, et de maintenir un climat optimiste. Il avait besoin de nouvelles recrues pour accomplir les tâches nécessaires et disait que de toute façon, si le Kremlin accrochait un jeune agent à ses basques, il saurait le gagner à sa cause[1411]. Une telle suffisance ne pouvait que faciliter le travail de l'OGPU, qui en profita pleinement pour infiltrer espions et saboteurs. La seule excuse de Trotski était qu'il n'avait aucun moyen de savoir à l'avance qui était fiable et qui éviter. Il était arrivé à l'étranger dans des circonstances bien différentes de celles qu'il avait connues avant 1917, quand il fréquentait un groupe important de marxistes. Sans

personne vers qui se tourner pour prendre conseil, il se laissait souvent berné par ceux qui l'approchaient : Ruvin et Abraham Sobolevicius, par exemple,[\[1412\]](#) mais aussi Jacob Franck, un homme que Raissa Adler, la femme d'Alfred, lui avait recommandé pour ses compétences linguistiques[\[1413\]](#). L'OGPU connaissait donc parfaitement ses projets, pendant son séjour en Turquie et après[\[1414\]](#).

Le petit monde de Liova aussi était infiltré, d'une manière qui devait se révéler dramatique. En 1933, le fils aîné de Trotski fut approché par un homme répondant au nom d'Étienne, qui lui proposa ses services. Il s'agissait en réalité de l'agent Mark Zborowski. Il se présenta comme un Ukrainien et trotskiste engagé, venu en France offrir son aide. Malgré les réserves émises par les camarades français, Liova lui accorda totalement sa confiance. Étienne voulait se rendre indispensable, et il y parvint. Assidu et sachant garder la tête froide, il prit beaucoup de choses en main pour soulager le jeune homme d'une charge de travail énorme, mais il ne plaisait pas à tout le monde. On voyait mal comment il gagnait sa vie. Compatissante, la secrétaire de Liova, Lola Estrina, lui inventait de petites missions pour lesquelles elle lui donnait de l'argent. Une routine invariable s'était mise en place : Étienne travaillait aux côtés de Liova le matin et l'après-midi Lola le remplaçait[\[1415\]](#) (ses commanditaires lui avaient donné un appareil pour photographier certains dossiers de l'organisation)[\[1416\]](#). Or Liova, qui était loin de mener un train de vie somptueux, avait peu d'argent à lui donner. Son père lui en envoyait, mais il lui demandait d'être économe. Jeanne Martin, sa compagne, ne rapportait qu'un petit salaire en complément de leurs revenus[\[1417\]](#). Dans ces conditions,

le rôle toujours plus important que s'arrogeait Étienne commença à susciter des soupçons parmi les trotskistes français. Pierre Naville communiqua ses inquiétudes à Trotski et se fit envoyer au diable : « Vous voulez me priver de mes collaborateurs, c'est ça[1418] ? » Le trotskisme international n'eut bientôt quasiment plus de secret pour Étienne.

Le courrier en provenance de l'Union soviétique se faisait plus rare. Le 25 mars 1932, « Svoï » écrivit que Rakovski et Sosnovski n'étaient pas morts, et que Mouralov était passé par Moscou avant d'être renvoyé en Sibérie. Les perquisitions continuaient. Dans la capitale, Staline était présenté comme l'« ennemi d'Octobre » et des plaisanteries circulaient : pourquoi ne pas demander à Trotski d'envoyer ses directives au Kremlin[1419] ? Pour Trotski, tout cela était encourageant. Malheureusement, il n'avait quasiment personne à envoyer à Moscou (alors que les mencheviks disposaient de dizaines de messagers potentiels et d'une source d'informations régulière et fiable : leur organe *Sotsialistitcheski Vestnik*, fondé au début des années vingt). L'organisation trotskiste, éparpillée, se développait surtout grâce au recrutement de partisans en Europe et en Amérique. Trotski commençait à désespérer. Il cherchait comment surmonter les difficultés d'acheminement des rapports et articles sur la Russie, pour donner matière à la rédaction du *Byulleten*. Parfois la lecture du *Sotsialistitcheski Vestnik* lui suffisait. Il passait au crible les articles de la *Pravda* et d'autres organes officiels soviétiques. En lisant entre les lignes, il était capable de deviner une grande partie de ce qui se passait[1420].

Il ne pouvait plus se bercer de l'illusion que son absence

avait créé un vide insondable sur la scène politique soviétique. Il fallait inventer de nouvelles approches. En 1932, sentant qu'il était désormais impossible d'exclure tout à fait une réconciliation avec ceux qui avaient capitulé devant Staline et le Politburo, il se résolut à envisager une solution jusque-là écartée : approuver la formation d'un « bloc » d'oppositionnistes constitué de membres issus toutes les anciennes factions. Il était même prêt à envisager une réconciliation avec les partisans de Boukharine. Kamenev et Zinoviev pourraient être sollicités aussi. Le bloc n'impliquerait pas le renoncement aux critiques mutuelles et il n'était pas question d'envisager une fusion organisationnelle. La première étape consisterait simplement à échanger des informations. Manifestement, Trotski ne voyait pas comment faire autrement pour pénétrer dans le circuit. Il fit savoir qu'il accepterait de publier les documents des autres factions dans le *Byulleten Oppozitsii*, à condition toutefois de pouvoir les commenter[1421]. Malheureusement, son plan n'aboutit à rien. Les leaders des anciennes factions se sentaient trop menacés pour s'y risquer. Trotski ne récolta que quelques bribes d'informations : « bloc » était un terme beaucoup trop pompeux pour ce qu'il en résulta dans la réalité.

Les inquiétudes de Staline sur les activités trotskistes de l'époque étaient donc excessives. Les lettres de Trotski à l'agent Kharine apportaient elles-mêmes la preuve qu'à l'étranger le mouvement était désorganisé ; et si son chef ne pouvait se résoudre à l'admettre, il n'en restait pas moins vrai que l'activité de l'Opposition en Union soviétique était pitoyable.

En mai 1933, un correspondant anonyme de Leningrad

écrivit que « toute opposition [était] balayée ». Il relatait la pénurie alimentaire et le mécontentement ouvrier dans les usines du sud du pays, mais rien qui suggérât une éventuelle déstabilisation du groupe constitué autour de Staline[1422]. Les raisons d'espérer s'étaient envolées. Dans le courant de l'année 1934, à Paris, Liova apprit au hasard d'une rencontre avec un sympathisant que la rumeur d'une résistance organisée contre Staline était exagérée : les groupuscules politiques récemment éclos n'étaient pas suivis, et l'ancienne Opposition avait perdu toute capacité d'opérer[1423]. Trotski tenta de se consoler en se disant qu'il continuait à déranger Staline. Il écrivit dans son journal :

Son désir de vengeance à mon égard n'est absolument pas satisfait : il a porté des coups physiquement, pourrait-on dire ; mais, sur le plan moral, il n'a abouti à rien. Pas de refus de travailler, pas de « repentance », pas d'isolement. On assiste au contraire à une nouvelle dynamique de l'histoire, déjà impossible à arrêter et source de grandes appréhensions pour lui : ce sauvage craint les idées, car il sait leur potentiel explosif et sa faiblesse face à elles. En même temps, il est assez intelligent pour comprendre que, même aujourd'hui, je ne changerais pas ma place pour la sienne[1424].

Que Staline, à l'époque, ait voulu la mort de Trotski, cela ne fait guère de doute. Qu'il n'ait pas été indifférent à son sentiment de supériorité est possible, et même probable. Mais que Trotski et ses partisans aient été les instigateurs d'une « nouvelle dynamique de l'histoire » est tout simplement invraisemblable.

En même temps, on peut se demander si Trotski avait vraiment admis la réalité de son absence du Kremlin. Cette note dans son journal n'a d'autre raison que de lui remonter le moral. Il ne pouvait pas continuer son chemin dans la vie ou en

politique sans être convaincu qu'il avait de bonnes chances de remporter la victoire finale. Et s'il se heurtait à la preuve du contraire, il fallait venir à bout de cette preuve et poursuivre le combat. Pour justifier son activité d'émigré, il devait continuer d'accabler Staline et son équipe en leur imputant tous les malheurs du pays depuis 1917. La folie n'avait pas de camp.

L'Europe, sud et nord

Un jour paisible de 1935, Trotski se prit à penser à la vie du protopope Avvakoum, réfractaire à la réforme de l'Église orthodoxe introduite au XVII^e siècle par le patriarche Nikon. Condamné à l'exil en Sibérie – il devait s'y rendre à pied –, il se traînait péniblement dans la neige avec sa femme, lorsque celle-ci tomba dans une congère. « Combien de temps allons-nous souffrir ainsi ? » cria-t-elle. Avvakoum lui répondit qu'il en serait ainsi jusqu'à leur dernier soupir. Alors, sans sourciller, elle reprit : « Eh bien, allons-y, Petrovitch, continuons notre chemin. » Trotski reparla de cette histoire avec Natalia et, le soir, il écrivit dans son journal : « Je peux dire une chose : Natalia ne m'a jamais rien "reproché", même aux heures les plus difficiles, et maintenant encore, au moment le plus pénible de notre existence, quand tout se ligue contre nous, elle ne m'adresse aucun reproche[1425]. » Un certain apitoiement sur soi était plus compréhensible que son habituelle suffisance mais si le pope Avvakoum avait enduré des persécutions sans avoir fait de mal à une mouche, Trotski, lui, avait persécuté des innocents sans jamais rien subir ce qu'il leur avait infligé. Si Trotski ressemblait à Avvakoum, c'était dans sa fidélité à ses convictions. Il acceptait l'idée qu'il ne vivrait peut-être pas assez longtemps pour assister à la révolution mondiale, mais il se nourrissait de la pensée qu'il « passerait à l'état de non-existence avec une foi inébranlable en la victoire de la cause qu'il avait toujours servie[1426] ».

Il lui semblait que sa solitude sur cette île minuscule de la mer de Marmara ne prendrait jamais fin. Puis, de manière tout à fait inattendue, vers la fin de l'année 1932, il reçut une invitation à se rendre à Copenhague pour y prononcer une allocution devant une assemblée d'étudiants. Il s'empressa d'accepter. Le parti ouvrier danois étant désormais au pouvoir, Copenhague fit tout son possible pour lui permettre d'entreprendre ce voyage. On passa sur son mépris envers les conceptions danoises du socialisme et de la démocratie (mencheviks et socialistes révolutionnaires auraient pu apporter une ou deux informations sur ses activités en Russie, mais ils ne furent pas consultés). Pleins d'admiration pour cet homme qu'ils voyaient comme un héros victime de la révolution d'Octobre, les sociaux-démocrates danois restèrent sourds aux objections du cousin du roi, le prince Aage, rappelant que Trotski avait autrefois participé à un gouvernement responsable de l'assassinat des descendants d'une princesse danoise, en l'occurrence la mère de Nicolas II[1427]. Plein d'enthousiasme, Trotski s'attela à la préparation de son voyage et de sa conférence. Faute de liaison maritime directe entre Istanbul et la Scandinavie, il dut demander l'autorisation de débarquer en France. À sa grande surprise, le ministre français de l'Intérieur la lui accorda, ainsi que la liberté de traverser le pays en train, de la Méditerranée à Dunkerque, où il pourrait prendre un bateau pour le Danemark[1428].

Il quitta Istanbul le 14 novembre avec Natalia et son entourage pour une traversée tranquille à bord du *Praga* qui devait le mener à Naples via Athènes. Cette brève escale au sud de l'Italie leur donna l'occasion de visiter Pompéi et

Sorrente. À Naples, ils reprirent le bateau pour Marseille. Trotski nota que la cuisine de cette compagnie maritime italienne était très médiocre. Chaleureusement accueillie par les camarades de la Ligue communiste, sa petite équipe fut très heureuse de poser le pied sur le sol français. Pour tous ces gens qui l'adulaient, Trotski incarnait les meilleures valeurs de la révolution d'Octobre.

La Ligue communiste s'était chargée d'assurer sa sécurité. À bord du train qui les emmenait vers le Nord, ses dirigeants montèrent la garde auprès de leur idole. Trotski était en pleine forme. De taille plutôt moyenne à côté des Français, il donnait pourtant l'impression de les dominer[1429]. Il avait à ses côtés Raymond Molinier et Jean Van Heijenoort, ainsi que plusieurs jeunes trotskistes français. Lev Sedov ne le quittait pas, mais il s'adressait surtout à sa mère, en russe. Natalia se faisait du souci, car visiblement le Vieux tombait de fatigue. Elle intervint plusieurs fois pour lui conseiller d'aller s'allonger un peu, en vain. Tout heureux d'avoir un public, il parlait sans discontinuer. Son auditoire eut une seule déception – et encore était-ce bien peu de chose : il n'admettait pas la familiarité en usage parmi les camarades. Alors que tous se tutoyaient, il exigea qu'on le vouvoie. Seul Jean Lastérade de Chavigny passa outre ce désir de formalisme linguistique (peut-être à cause de ses origines) et Trotski décida de ne pas relever ce qu'il aurait pu prendre pour de l'impertinence[1430].

Avec sa famille, il embarqua à Dunkerque pour rejoindre Copenhague, où il devait donner sa conférence le 27 novembre 1932. C'était sa première apparition devant un public étranger depuis 1917. Il fit assaut de charme, s'excusa de s'exprimer en allemand, évoqua Snotra, la déesse

scandinave de la sagesse, et cita quelques pièces d'Ibsen (dont il avait fait une critique bien moins que favorable pendant son exil en Sibérie). Désireux de ne pas mettre ses hôtes dans l'embarras, il évita d'aborder la politique internationale en Europe[1431]. Il se plaignit que ses faits et gestes aient été critiqués en 1917. La révolution d'Octobre n'avait rien d'un accident, disait-il. L'ensemble de la situation économique et sociale avait permis aux bolcheviks de prendre le pouvoir, et il ne s'agissait pas d'un coup d'État fomenté par un groupuscule extrémiste armé. Sa théorie de la « révolution permanente », assurait-il, était avérée. Il rappela qu'en 1905 il avait bien dit qu'en Russie, seul le prolétariat pouvait déclencher la révolution contre les Romanov, et que celle-ci ne s'inscrirait dans la durée que si elle constituait « la première étape d'une révolution mondiale socialiste ». Il répéta ses déclarations formulées au milieu des années vingt, à savoir que le projet stalinien d'« un socialisme dans un seul pays » était une « utopie petite-bourgeoise[1432] ». Il voyait en Aristote, Shakespeare, Darwin, Beethoven, Goethe, Marx, Edison et Lénine des « géants de la pensée et de l'action » – tous, soulignait-il, issus des classes moyennes et supérieures. Parmi les auteurs contemporains, il prit l'exemple du bourgeois Sigmund Freud qui avait « la main inspirée » :

Et qu'a-t-on découvert ? Eh bien, que notre pensée consciente ne constitue qu'une petite partie du travail de forces psychiques obscures. D'éminents plongeurs descendent au fond des océans pour y photographier de mystérieux poissons. La pensée humaine, en visitant les abîmes de ses propres ressources psychiques, doit faire la lumière sur les pulsions les plus mystérieuses de l'âme et les soumettre à la raison et à la volonté[1433].

S'il voulait montrer qu'il n'était pas un dogmatique obtus,

c'était réussi. Il balayait le principe, conventionnel parmi les marxistes de sa génération, que la politique était le fruit de la seule action de grandes forces sociales, et il souligna l'intérêt des idées de Freud sur l'inconscient. Enfin, il terminait sur une note politique en déclarant que le temps était venu de libérer « les étincelles de génie nichées dans les abysses refoulés du peuple ». C'est du peuple issu de la classe ouvrière que naîtrait la grandeur intellectuelle à venir[1434].

Le voyage à Copenhague obligea Trotski à économiser de l'argent pour leur retour en Turquie[1435]. Il était déçu de ne pas avoir obtenu un visa long séjour pour le Danemark, mais la proximité géographique avec l'Union soviétique rendait le pays sensible à la pression diplomatique des dirigeants communistes. Accorder le droit d'asile aux plus grands ennemis personnels de Staline risquait de déclencher une rupture des relations diplomatiques entre les deux pays.

Au cours des mois suivants, la situation évolua, non du côté de Copenhague, mais de Paris. Les demandes insistantes dont Maurice Parijanine, entre autres, inondait les autorités françaises, aboutirent à un nouvel examen de sa requête pour un visa long séjour. Au début de 1934, en France, la situation politique avait changé avec l'instauration d'un gouvernement de coalition mené par Édouard Daladier et les radicaux. Le ministre de l'Intérieur, Camille Chautemps, avait gardé de bonnes relations avec Rakovski, devenu son ami lorsqu'il était ambassadeur soviétique à Paris[1436]. Chautemps n'était pas un mordu du bolchevisme, mais il était prêt à délivrer un permis de séjour à Trotski, sous certaines conditions : l'intéressé devait rester à l'écart des grandes villes et informer la Sûreté de ses moindres déplacements à l'extérieur du lieu

de résidence déclaré. En aucun cas, il ne devait se mêler de politique. Trotski accepta et, le 17 juillet 1933, il embarqua à bord du vapeur *Bulgaria*, accompagné de Natalia, de son entourage et de Max Shachtman, militant américain qui vivait chez eux à Büyükada. Le bateau mit le cap sur Marseille, avec escale au Pirée[1437].

Juste avant leur arrivée, les autorités françaises obligèrent Trotski à accoster à La Ciotat. Elles craignaient un attentat des Russes blancs émigrés en France et des troubles de l'ordre public si le parti communiste français décidait d'organiser une manifestation contre sa venue[1438]. Le bateau jeta l'ancre à proximité de Marseille, le 24 juillet suivant. Les camarades français lui avaient trouvé un endroit où passer la nuit, à huit ou dix kilomètres de là. Le lendemain, ils louèrent un petit bateau à moteur un peu bringuebalant à un certain M. Panchetti, de Cassis, et ils partirent faire un tour en mer en suivant la côte. Les trotskistes français rassemblèrent les documents nécessaires pour demander la révocation du décret ministériel de 1916 ordonnant son expulsion. Trotski s'aperçut alors qu'il n'avait pas apporté les bons papiers : « Quel idiot je fais... Je les ai laissés à la maison [en Turquie]. » Panchetti consentit à les aider à régler le problème, malgré la méfiance que lui inspiraient ces clients, qu'il soupçonnait manifestement d'appartenir à un réseau criminel international[1439].

Finalement, on trouva moyen de contourner la difficulté et les Trotski s'installèrent dans un premier temps à Saint-Palais, une petite ville proche de Royan, sur l'estuaire de la Gironde. Après leur emménagement, Trotski et Natalia montrèrent la plus grande discrétion pour accueillir des partisans ou préparer l'édition du *Byulleten*. Ce respect des

accords passés avec les autorités françaises fut récompensé en novembre 1933 par un assouplissement des conditions du droit d'asile, accordé par le ministre de l'Intérieur. Les exilés reçurent l'autorisation de s'installer à Barbizon, à une quarantaine de kilomètres au sud-est de Paris, très près de la Nationale 7 reliant la capitale au sud de la France. Ils louèrent une maison à la lisière de la forêt de Fontainebleau et prirent contact avec Liova et d'autres militants, qui purent ainsi leur rendre visite plus librement qu'auparavant. Beaucoup de gens savaient que Trotski était en France, et le parti communiste français comme l'extrême droite reprochaient au gouvernement sa tolérance excessive. Tant que son lieu de résidence fut tenu secret, il n'y eut pas trop de problèmes, mais en avril 1934, la presse découvrit son adresse. Provisoirement, il partit s'installer à Domène, dans l'agglomération grenobloise, avec Natalia. Ils choisirent de nouveaux pseudonymes, ce qui compliqua la communication avec Liova, à Paris.

L'arrivée de Trotski en France coïncidait avec une période de bouleversements économiques et politiques – bouleversements dans lesquels il voyait le passage à la grande révolution européenne dont il rêvait depuis toujours. La Grande Dépression avait eu des effets profonds et durables : les ouvriers se mirent en grève et réclamèrent une hausse de salaire à un moment d'inflation galopante. Le débat public était de plus en plus polarisé et l'on craignait une forte poussée de l'extrême droite. Au sein du parti communiste français, la pression montait : il était même question de mettre un terme à la politique du Komintern, qui traitait le parti socialiste en ennemi numéro 1 plutôt que de s'occuper des organisations

fascistes. Le précédent allemand était dans tous les esprits. Il fallait agir vite si l'on ne voulait pas voir Paris tomber sous le même régime que Berlin. Politiquement, la France était sur le gril. Aux yeux de Trotski, ces « contradictions » ne seraient résolues que si des communistes « authentiques » comme les camarades français s'emparaient du pouvoir à Paris, ainsi que l'avaient fait les bolcheviks lors de la révolution d'Octobre.

Cependant Natalia et Trotski ne profitaient pas de leur situation autant qu'ils l'auraient pu. Ils vivaient comme des évadés en cavale et, au cours des premiers mois de 1935, la santé du Vieux se dégrada sérieusement, l'obligeant souvent à rester au lit toute la journée. Il entreprit d'écrire son journal, ce qui chez lui était signe d'un mauvais état général, physique et psychologique[1440]. Il lut plusieurs romans populaires français et les trouva tous mauvais. Il écoutait aussi beaucoup de musique à la radio[1441]. La plupart du temps, Natalia faisait face, mais en mai, elle dut s'aliter avec une forte fièvre. Jour et nuit, ils restèrent pelotonnés sous leurs couvertures. Impressionné par la force de caractère de sa compagne, Trotski écrivit :

« Si seulement tu te rétablissais – m'a-t-elle dit aujourd'hui du fond de son lit –, je ne demande rien de plus. » Elle tient rarement ce genre de propos. Et elle l'a dit si simplement, sur un ton si posé et si calme, mais en même temps avec une telle profondeur, que j'en suis encore tout bouleversé[1442].

Les mots de Natalia exprimaient son amour et son dévouement, certes, mais c'était aussi une façon de montrer à Trotski à quel point elle était déconcertée de lui voir si peu de volonté pour lutter contre le mal inconnu qui le rongait. Ce fut la plus longue de ses rechutes depuis les années vingt. Il avait

maintenant cinquante-cinq ans.

Contrairement à Trotski, Staline doutait de la capacité de l'extrême gauche française à se montrer plus apte que le parti communiste allemand à se lancer dans la révolution. La sécurité collective était devenue son leitmotiv pour l'Europe de 1934 et, l'année suivante, il ordonna au parti communiste français de travailler en étroite collaboration avec socialistes et libéraux pour créer un « front populaire » contre les fascistes et leurs alliés. Le Komintern changea de politique lorsque Moscou entreprit de former une alliance politique antifasciste. L'Union soviétique risquait fort de devenir tôt ou tard la cible du Troisième Reich. Lorsque le socialiste Léon Blum mena le Front populaire à la victoire aux élections de 1936, le parti communiste français apporta son soutien à la coalition gouvernementale. Au regard de Trotski, c'était une preuve supplémentaire que Staline trahissait tous les principes communistes. Blum, il en était certain, ne serait jamais assez fort pour résister au fascisme, et le gouvernement du Front populaire ne réussirait qu'à détourner la classe ouvrière de sa vraie trajectoire : la révolution communiste. Trotski ne rejetait pas par principe le contact avec les autres partis socialistes : il avait critiqué Staline précisément pour avoir refusé toute collaboration entre communistes et sociaux-démocrates allemands contre les nazis. Mais selon lui, les fronts populaires s'égarèrent dans la direction opposée. Ils constituaient surtout le moyen d'empêcher l'apparition de troubles majeurs en Europe au moment de l'industrialisation de l'Union soviétique.

Selon Trotski, la liaison diplomatique entre Blum et Staline prit forme au moment même où s'ouvraient en France des perspectives révolutionnaires de plus en plus favorables. Il

espérait pouvoir jouer un rôle décisif, comme naguère en Russie contre le gouvernement provisoire. Il nota dans son journal :

Soyons clair. Si je n'avais pas été là en 1917, à Saint-Petersbourg, la révolution d'Octobre n'aurait eu lieu qu'*en la présence et sous la direction de Lénine*. Et sans nous deux, elle n'aurait pas été. La direction du parti bolchevique aurait empêché son accomplissement – là-dessus, je n'ai absolument aucun doute ! Si Lénine ne s'était pas trouvé à Pétersbourg, je ne serais pas venu à bout de la résistance de la sphère dirigeante, et la lutte contre le « trotskisme » (c'est-à-dire contre la révolution prolétarienne) aurait commencé dès le mois de mai 1917, laissant planer toutes sortes d'interrogations sur l'issue finale de la révolution [\[1443\]](#).

Le raisonnement était honnête et juste. Mais cela ne signifiait pas pour autant que Trotski accepterait de jouer les seconds rôles en France, en 1935, dans le sillage d'un chef supérieur.

En revanche, il percevait très bien que ses partisans français risquaient de ne pas savoir quand ni comment tenter un coup d'État. Leur manque de souplesse tactique l'agaçait prodigieusement. Il déclara à Pierre Naville qu'il méritait d'être fusillé pour avoir dit que le devoir des communistes était de s'opposer aux revendications d'indépendance des Alsaciens [\[1444\]](#). Selon lui, tout ce qui pouvait contribuer à briser l'Europe bourgeoise était bienvenu. Le 21 juin 1936, il adressa au Comité central du parti ouvrier internationaliste un courrier dans ce sens. Il se référait aux journées de Juillet de 1917 en Russie, et demandait à ses partisans français de se laisser guider par son *Histoire de la révolution russe* [\[1445\]](#). Il était convaincu qu'ils couraient les mêmes risques que les bolcheviks de Petrograd, qui s'étaient lancés prématurément

dans une manifestation armée contre le gouvernement provisoire. Il fallait qu'ils montrent plus de souplesse, dans leur organisation comme dans leur politique. Le gouvernement de Léon Blum faisait tout pour éliminer l'extrême droite, et du coup les trotskistes allaient se retrouver dans la bataille aux côtés du Front populaire. La tactique de la grève générale ne leur apporterait pas nécessairement le succès escompté[1446]. Déjà connu pour ses appels prémonitoires en faveur d'une offensive radicale contre le nazisme avant 1933, Trotski était en train d'élargir de plus en plus son audience. En France, le trotskisme connut une vague de popularité, la campagne de recrutement parmi les jeunes produisant son effet ; mais les trotskistes français ne se comptaient encore que par centaines[1447].

Liova était de ceux que les arguments de Trotski en faveur de la prudence agaçaient. En 1934, il avait participé à une manifestation à Paris. Un gendarme l'avait agrippé, mais il avait réussi à se libérer. S'il avait été arrêté, le droit d'asile de son père aurait sans doute été remis en question. Ce genre de bravade n'était pas très judicieux[1448]. Jeune militant, Trotski s'était comporté comme son fils, mais aujourd'hui recommandait la vigilance : « Nous ne devons pas nous laisser entraîner dans cette voie. Nous devons au contraire donner toute leur importance aux tâches et difficultés grandioses de l'entreprise. La condition préalable au succès d'une nouvelle grève générale, c'est l'existence de comités et conseils d'usines[1449]. » Il savait que le parti ouvrier internationaliste n'était pas en mesure, pour l'instant, de lancer un défi majeur au gouvernement français[1450]. Il jugeait qu'une douche froide ferait du bien aux camarades trop

optimistes, mais malheureusement, c'est lui qui depuis des années leur répétait que la France était mûre pour la révolution. Alors ils avaient quelques raisons de lui demander : « Si ce n'est pas pour aujourd'hui, c'est pour quand ? »

Les liens établis entre les gouvernements français et soviétique eurent des conséquences catastrophiques pour Trotski. Paris lui fit savoir qu'il était devenu *persona non grata*. Il craignit d'être déporté vers l'une des colonies françaises d'Afrique, et de voir ainsi disparaître toutes ses chances de diriger son appareil politique international. Ce fut donc avec un réel soulagement qu'en mai 1935 il apprit que, en Norvège, le gouvernement travailliste avait donné une suite favorable à sa demande de visa. Il ne connaissait pas le norvégien et n'avait là-bas que quelques partisans actifs, mais au moins le reste du monde lui resterait accessible par voie épistolaire, comme en France. Il croyait pouvoir s'en sortir. Il était loin de supposer que la démocratie norvégienne tiendrait bon ; provisoirement du moins, l'entreprise valait d'être tentée. Le 9 juin, il reçut la visite de Heijenoort, venu lui annoncer qu'Oslo lui avait accordé un visa[1451].

Trotski et Natalia étaient plutôt satisfaits de partir pour la Scandinavie. La domestique qui venait les aider quelques heures par semaine se trouvant justement absente à ce moment-là, ce fut Natalia qui s'occupa du ménage et rassembla, puis rangea seule la plupart de leurs affaires jusqu'au retour de Heijenoort, quelques jours plus tard. Trotski s'occupa de ses dossiers politiques, mais surtout de son apparence extérieure : il descendit à Grenoble pour se faire couper les cheveux et raser la barbe et la moustache[1452].

Une fois de plus, ils firent leurs adieux à leurs amis et, le

10 juin, ils retraversèrent toute la France vers la capitale, accompagnés de Jean Van Heijenoort et Jan Frankel. À Paris, ils s'arrêtèrent pour voir Sieva, le fils de Zina, qui vivait avec Liova. Cela faisait trois ans qu'ils n'avaient pas vu le jeune garçon et ils découvrirent qu'il ne savait plus parler russe[1453]. Les retrouvailles furent brèves. On chercha comment s'arranger pour rester en contact. Il fallut garantir à Trotski que la publication du *Byulleten Oppozitsii* serait maintenue sans problème. Après avoir versé quelques larmes, ils prirent le train pour Anvers et le bateau pour Oslo, où ils débarquèrent le 18 juin. On était en plein solstice d'été, à 59 degrés de latitude nord, la même que Saint-Pétersbourg. Trotski et Natalia se sentaient presque chez eux. La dernière fois qu'ils avaient connu cette lumière d'été, c'était en 1917, en Russie. Pour tout le reste, ils se sentaient vulnérables, déplacés. Le gouvernement norvégien estimait s'être acquitté de ses obligations en délivrant leurs visas, et depuis belle lurette les consulats soviétiques n'offraient plus d'abri temporaire aux Trotski. Le journaliste socialiste Konrad Knudsen vint à leur secours, leur proposant une maison à la campagne, à soixante kilomètres d'Oslo. Sans contrepartie.

Au même moment, s'ouvrait le premier des trois grands procès de Moscou, concernant seize prévenus, dont Kamenev et Zinoviev, et d'anciens partisans, comme Sergueï Mrachkovski. Trotski ne pouvait pas savoir que les hommes qui comparaissaient devant le tribunal avaient été soumis à la torture. Il fit des commentaires sur l'absurdité des accusations par rapport aux faits connus, déplora les écarts de conduite de certains de ses anciens camarades et reconnut que même Zinoviev et Kamenev avaient eu leurs mérites autrefois. Tous

les prévenus furent reconnus coupables des charges retenues contre eux après aveux. Trotski était officiellement désigné comme leader d'une vaste conspiration terroriste internationale. Le 24 août 1936, il fut condamné à mort par contumace. Le gouvernement norvégien se sentit obligé de prendre de la distance. Malgré ses protestations d'innocence, les ministres devaient tenir en considération l'avenir des relations diplomatiques de leur pays avec l'Union soviétique. Le courage leur manqua et, le 2 septembre, Trotski fut assigné à résidence jusqu'à nouvel ordre. Puis il fut maintenu en détention à Hurum, entre Skoger et Oslo.

Natalia raconta que cet endroit lui rappelait leur séjour forcé à Halifax, en Nouvelle-Écosse, en 1917. Knudsen les aida de son mieux. Il leur donna un poste de radio pour écouter les bulletins d'informations des stations étrangères et laissa un magnifique bouquet de fleurs sur la table du salon. Mais le couple supportait mal son isolement. Trotski avait perdu le libre accès aux établissements de recherche. Angoissé par les dates butoirs imposées par les éditeurs, il vit ses insomnies réapparaître [\[1454\]](#). Natalia trouvait qu'il travaillait beaucoup trop. Lui n'y prêtait pas attention, jusqu'au jour où ses vieux démons revinrent le tarabuster [\[1455\]](#). Natalia, déprimée, reporta son agressivité sur Liova, lui reprochant sa lenteur à effectuer les tâches qui lui incombait. Bien sûr, très vite elle s'excusa : pour rien au monde elle n'aurait voulu tourmenter son fils aîné [\[1456\]](#). Elle sentait que son époux glissait sur une mauvaise pente et perdait la santé. Des mois de repos risquaient d'être nécessaires, juste au moment où il lui fallait se défendre contre les diffamations du Kremlin. Certains jours, il n'avait même pas la force d'aller s'asseoir

dehors sur sa chaise longue[1457]. La lecture était son seul réconfort. Il demanda à Liova de lui faire parvenir des livres de Malraux, Céline, Simenon et Freud[1458] , pour le changer des minutes des procès.

Trotsky et Natalia se sentant plus en sécurité à Oslo qu'à Paris, ils ne se souciaient jamais de fermer la grille, qui restait ouverte jour et nuit. Profitant de leur négligence, un journaliste se faufila le long du mur de la maison pour prendre une photo et Heijenoort le poursuivit jusque dans le village. Une autre fois, ils virent arriver deux ivrognes inoffensifs[1459]. Un autre visiteur fut au contraire le bienvenu : c'était un médecin originaire de Tchécoslovaquie, venu jusque-là pour examiner Trotsky. Il ne trouva rien de bien précis et préconisa le repos, meilleur remède accessible. Trotsky se conforma à cette cure et son état de santé s'améliora progressivement. Signe le plus évident de son rétablissement : il cessa d'écrire son journal[1460].

À cette amélioration succéda une volée de contrecoups aux accusations de Moscou. Trotsky retrouvait sa combativité. Il inonda le *Byulleten* de rapports dénonçant les mensonges étranges circulant sur son compte et sur Liova. Il se lança avec frénésie dans la défense de sa réputation. Les conditions de son assignation à résidence lui permettaient de communiquer avec son fils et Gérard Rosenthal, son avocat français ; mais, à part eux, sa correspondance était limitée et soumise à la censure. Il lui fallait impérativement se disculper s'il voulait éviter une nouvelle déportation. Il décida d'en appeler à la Société des nations. Comme l'Union soviétique avait demandé la création d'un tribunal international pour juger les terroristes, il espérait réfuter les allégations du Kremlin par le

même moyen, et le 22 octobre il chargea son avocat norvégien, Michael Puntervold, d'écrire à la section juridique du secrétariat de la SDN. Mais il n'en sortit rien de bon[1461]. Aucun des plans de Trotski ne donnait de résultats. Il dépendait complètement de ce que les autres faisaient pour lui. Or, à son insu, de l'autre côté de l'Atlantique, quelqu'un défendait ses intérêts. Diego Rivera, son peintre mexicain préféré, s'activait auprès du président Lázaro Cárdenas et du parti révolutionnaire institutionnel pour lui obtenir le droit d'asile.

Le gouvernement mexicain avait pour politique d'accueillir les réfugiés européens de gauche. Après la victoire de Franco et des fascistes en Espagne l'année suivante, Cardenas accorda le droit de séjour aux républicains vaincus[1462]. Lancé dans une grande réforme agraire, son gouvernement s'efforçait de garder son indépendance vis-à-vis du capitalisme américain – et en accueillant d'éminents étrangers hostiles au capitalisme, il s'assurait d'un soutien politique et culturel dans son pays. Gérard Rosenthal conduisit les négociations avec le conseiller du consulat général à Paris. L'opération prit un certain temps, car le consul ne parlait pas français. L'avocat parvint finalement à conclure un accord[1463]. Trotski devait promettre de se tenir à l'écart de la politique mexicaine (les trotskistes n'approuvaient pas tous le plan mexicain). Max Shachtman écrivit que la vie de Trotski « ne vaudrait pas un clou là-bas[1464] ». Personnellement, Trotski aurait préféré les États-Unis, mais Washington ne voulait pas en entendre parler. L'exilé dut accepter ce qui se présentait et finalement, les choses ne furent pas si compliquées. Le télégraphe transatlantique permettrait les communications urgentes

entre l'Ancien et le Nouveau Monde, et l'acheminement du courrier par bateau n'était pas d'une lenteur intolérable. Liova resterait en France pour superviser la diffusion du *Byulleten* et garder un œil sur les activités des trotskistes en Europe. La situation aurait pu être pire. D'ailleurs, au cours des années suivantes, elle le deviendrait, en effet.

Le Mexique

Le pétrolier *Ruth* à bord duquel se trouvaient les Trotski mit vingt jours à traverser l'Atlantique. On avait retenu ce bâtiment à l'allure poussive parce qu'il passerait facilement inaperçu : les autorités norvégiennes et l'entourage de Trotski jugeaient en effet trop risqué de lui faire emprunter un paquebot classique. Seuls passagers, Natalia et lui appareillèrent le 20 décembre 1936. Il se remit à écrire un journal de bord, son activité préférée lorsqu'il était coupé de toute possibilité d'action pratique. Le capitaine et son équipage se montrèrent bien disposés envers le couple de réfugiés. Trotski étudia le Mexique à fond et lut en diagonale une biographie de sir Basil Zaharoff, armateur et financier grec originaire d'Istanbul – le genre d'ouvrage historique affirmant que le capitalisme international était pourri jusqu'à la moelle[1465]. Il rédigea également les premières ébauches d'un livre qu'il intitulerait *Les Crimes de Staline*[1466] : il lui aurait fallu être au seuil de la mort pour écrire un ouvrage qui ne soit pas en rapport avec le marxisme contemporain.

Le cargo jeta l'ancre le 9 janvier 1937 au large de Tampico, un grand port pétrolier du golfe du Mexique, à deux cent soixante kilomètres au nord-est de Mexico. Les Trotski craignaient la présence d'un tueur tapi dans l'ombre, sur le quai. Le capitaine du cargo les avait empêchés d'entrer en contact radio avec leurs amis mexicains. Le couple ne put même pas prendre connaissance des conditions de séjour

imposées par le gouvernement lors de la délivrance du visa[1467]. Trotski eut des mots avec le capitaine et finit par le convaincre d'envoyer un télégramme au consul norvégien, à la suite de quoi un fonctionnaire mexicain se rendit en vedette jusqu'au pétrolier pour y prendre les deux passagers, accompagné d'amis et de journalistes. Diego Rivera, malade, ne pouvait en être, mais il avait envoyé sa femme, Frida Kahlo, artiste peintre comme lui. Les trotskistes américains Max Shachtman et George Novack étaient présents également[1468]. Les Trotski, rassurés d'un côté mais déçus par le paysage dont la laideur et la pollution leur rappelaient Bakou, en Azerbaïdjan, trouvèrent un certain réconfort en découvrant la chambre confortable que leur avait réservée le général Francisco Mugica, ministre des Communications et des Travaux publics. La petite équipe se dirigea vers Mexico, puis en banlieue ouest, à Coyoacán, où Frida Kahlo leur laissa la libre disposition de sa « Maison bleue », située sur l'Avenida Londres[1469].

Les Trotski n'avaient pas connu un tel confort depuis le début des années vingt. Le jardin regorgeait de fleurs de toutes les couleurs. On entendait les perroquets piailler dans le feuillage des arbres. La décoration intérieure était un mélange de style rustique mexicain et ultracontemporain. Les pièces étaient spacieuses et claires ; ils avaient des domestiques à disposition pour répondre à leurs besoins. La nourriture était abondante et Trotski, que ses problèmes de santé avaient rendu exigeant sur son régime alimentaire, trouva facile de s'adapter aux mets épicés. Frida et Diego ne voyaient aucun inconvénient à ce qu'ils reçoivent de nombreuses visites de partisans. Trotski leur proposa de rejoindre son entourage

permanent, s'ils en éprouvaient le désir.

Pour couvrir les dépenses courantes, Trotski devait continuer à publier des livres attrayants pour un public populaire. Comme cela ne suffisait pas, il organisait aussi pour des étudiants américains en visite à Mexico des séminaires sur des questions d'actualité. Et il donnait à la presse des interviews rémunérées. Lorsque le *Baltimore Sun* lui envoya un journaliste, il exigea mille dollars – une vraie fortune à l'époque. Selon ce correspondant, Trotski ne comprenait pas qu'il n'était plus un homme influent, mais seulement un ancien « commissaire de toutes les Russies »[\[1470\]](#). De toute façon, il en avait assez des interviews : il estimait que trop souvent les rédacteurs affadissaient ses propos, même quand le journaliste était consciencieux[\[1471\]](#). Certes, il fallait du temps pour écrire un livre, et il n'avait plus de projet commercial en vue après son autobiographie et son histoire de la révolution russe. Quant à ses contrats pour les biographies de Lénine et de Staline, ils ne constitueraient certainement pas une solution définitive à ses difficultés financières. Mais Trotski ne pouvait pas accepter de nouveaux projets avant d'avoir achevé ceux-là. Il décida donc de vendre des copies de sa correspondance politique des années 1918 à 1922 à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam – un moyen rapide de gagner l'équivalent de mille dollars[\[1472\]](#).

La police mexicaine assurait sa protection vingt-quatre heures sur vingt-quatre et envoyait régulièrement des rapports au gouvernement. Elle n'était pas la seule à le surveiller avec vigilance. Le parti communiste mexicain avait l'obligation de tenir Moscou informé de ses faits et gestes, et les autorités américaines conservaient de leur côté un dossier

sur lui, alors qu'elles lui avaient refusé le droit de vivre aux États-Unis[1473].

Trotsky s'installa rapidement dans la Maison bleue. Ses hôtes se déclarèrent ouvertement solidaires de l'exilé dans sa lutte contre Staline et le mouvement communiste international « officiel ». Ils ne manquaient pas une occasion de lui dresser des éloges et de prendre sa défense, sans oublier de pourvoir à ses besoins. Les domestiques, habitués à voir Diego et Frida peindre toute la journée, ne trouvèrent rien d'étrange chez cet homme qui passait son temps à lire et à écrire. Il pouvait travailler dans la plus parfaite tranquillité[1474]. Sa bibliothèque, considérablement réduite à son départ de Turquie, s'agrandissait de nouveau. Il avait toujours un livre ou un article en cours et gardait un contact épistolaire avec ses partisans. L'après-midi, il recevait des visiteurs, à condition toutefois qu'ils en aient fait la demande au préalable. D'une manière générale, il réservait un bon accueil aux Américains, espérant toujours tomber sur des gens fortunés susceptibles d'apporter des fonds à la cause. La Maison bleue grouillait de visiteurs, mais à l'extérieur les Trotsky devaient se montrer très prudents. Il était trop dangereux pour eux de visiter les nombreux sites remarquables de Mexico présentant un intérêt culturel. Ils ne pouvaient même pas aller admirer les fresques magnifiques dont leur hôte était l'auteur. Trotsky avait promis de rester à l'écart de la vie publique mexicaine, et il s'y tenait. Il baragouinait un peu d'espagnol, mais ne lisait presque rien dans cette langue : ses activités d'écriture et d'organisation ne lui en laissaient pas le loisir.

Natalia et lui éprouvaient le besoin de se rendre à la

campagne, loin de la capitale. Après avoir averti la police, ils organisaient le départ, avec deux voitures, dont un pick-up. Ils remplissaient des valises de vêtements et entassaient les provisions dans des paniers. Puis les gardes armés démarraient. Trotski aimait séjourner à Cuernavaca, une petite ville que D.H. Lawrence adorait lui aussi. Une autre de ses destinations favorites était Taxco. Située à flanc de coteau, avec ses nombreuses mines d'argent la ville attirait chaque année des centaines de touristes américains. Le voyage durait plusieurs heures, à l'aller comme au retour, et pendant ce temps-là le Vieux oubliait ses soucis. Il aimait partir à la recherche d'espèces rares de cactus, tout comme jadis il avait chassé les oiseaux, les cerfs et les ours. Sans aucune connaissance ni expérience en la matière, il discutait avec Joe Hansen de la meilleure façon de préparer les hot dogs. L'atmosphère était détendue, sauf le jour où Harold Robins, trotskiste américain qui passa quelque temps avec eux, donna son opinion sur les mécanos mexicains : ces gens-là, disait-il, n'avaient pas la moindre idée de la façon de s'y prendre pour réparer des freins défectueux. Trotski lui reprocha ses préjugés nationalistes. Fils d'agriculteur, il éliminait les tensions accumulées en recherchant des plantes rares pour le jardin de Coyoacán ; il déterrait des spécimens qu'il rapportait jusqu'à la voiture en titubant, refusant l'aide que lui proposaient les plus jeunes[1475].

Ces sorties n'atténuaient que temporairement les soucis de la famille. Liova était toujours en France, où il s'occupait du *Byulleten Oppozitsii* et du jeune Sieva, avec l'aide de Jeanne. Il ne fallait pas espérer les revoir dans un avenir proche. Et puis le séjour de Trotski à la Maison bleue coïncida avec une

recrudescence de la terreur en Union soviétique. Ses parents et amis en subirent les conséquences. Sergueï Sedov fut arrêté et exilé en Sibérie le 3 août 1935. À cette époque, déjà, il s'était détaché de sa femme Olga, et tout en continuant à vivre avec elle, il entretenait une liaison avec la jeune Genrietta Rubinstein. Sourde aux prières de ses parents, Genrietta décida de le suivre à Krasnoïarsk, mais de sa cellule de la prison de transit, il lui cria de retourner à Moscou, dans son propre intérêt. Assez vite, Il fut libéré et autorisé à travailler en ville, où grâce à ses compétences techniques il obtint un emploi dans les mines d'or[1476]. Genrietta, qui donna naissance à leur petite fille Julia à Moscou en 1936, fut arrêtée l'année suivante. L'enfant, élevée par ses grands-parents maternels, ne connut jamais son père[1477].

Les Trotski étaient fous d'angoisse au sujet de Sergueï. Ils devinaient que Staline cherchait à se venger de la façon la plus barbare, en persécutant les membres de sa famille, pourtant innocents. Trotski se souvenait qu'en 1918 les bolcheviks ne s'étaient pas contentés d'exécuter Nicolas II : ils avaient massacré tous les Romanov sur qui ils avaient pu mettre la main. À l'époque, il n'avait pas été consulté. En réalité, il voulait faire comparaître le tsar déchu devant un tribunal lors d'un procès public dont il espérait profiter pour dénoncer les iniquités du régime impérial. Mais comme il l'exprima dans son journal, le 9 avril 1935, il n'avait pas réagi aux ordres que Lénine et Sverdlov avaient donnés en son absence. Le 10 avril, il inscrivit : « Aucune nouvelle de Seriocha. Peut-être n'y en aura-t-il pas avant longtemps[1478]. » On a peine à croire que dans quelque recoin de sa pensée, il n'établissait pas un parallèle entre les deux situations. Un précédent avait été créé

durant la guerre civile, il en convint finalement : les familles des « ennemis du peuple » seraient exterminées. Avec une certaine hauteur, il ajouta que si Sergueï s'était intéressé plus activement à la politique, il n'en serait peut-être pas là[1479].

Sa première femme, Alexandra Bronstein, paya pour son passé : arrêtée en 1935, elle fut envoyée dans un village de la province d'Omsk en Sibérie. Les agents de l'OGPU avaient retrouvé dans leurs fichiers presque toutes les personnes associées à Trotski par les liens du sang ou du mariage : la répression punissait autant la généalogie que l'orientation politique. Pendant un temps, il répondit aux lettres d'Alexandra et lui envoya des mandats, mais leur correspondance s'interrompit lorsque les autorités soviétiques cessèrent de transmettre le courrier. Trotski savait que l'absence de nouvelles n'était pas bon signe. Alexandra survécut cependant quelques années. Ses malheurs avaient commencé par un mariage éphémère, contracté pour permettre au couple de rester ensemble en Sibérie, et c'est en Sibérie que finalement elle s'éteignit, en 1938.

Les Trotski s'inquiétaient beaucoup pour leurs parents et amis restés en Union soviétique. Ils se souciaient moins de Liova, légalement recensé comme résident en France, et que n'inquiétait pas la police. Pourtant, en Europe, les choses tournaient mal pour les trotskistes, victimes d'une série d'assassinats. Le secrétaire particulier de Trotski en Norvège, Erwin Wolf, un Juif originaire de Tchécoslovaquie, mourut dans des circonstances mystérieuses après son arrestation en Espagne en juillet 1937. Rudolf Klement, militant allemand qui avait travaillé directement pour Trotski en Turquie et en France, fut assassiné à Paris en juillet 1938 – dans des

conditions pour le moins macabres : pendant plusieurs jours on repêcha des morceaux de son corps dans la Seine. Trotski présumait que Liova savait se débrouiller par lui-même ; mais c'était présomptueux de sa part, après que Ignacy Reiss, officier polonais chargé de la sécurité du régime soviétique, avait averti les leaders trotskistes, au printemps 1937, que le Kremlin était décidé à les éliminer tous jusqu'au dernier[1480]. Le commissariat du peuple aux Affaires intérieures (NKVD), qui avait pris en charge les fonctions auparavant dévolues à l'OGPU, s'était fixé cette priorité. Si cet avertissement était fondé, Trotski et Liova étaient tous deux en danger de mort. Reiss lui-même fut assassiné peu après. Puis une lettre anonyme révéla qu'un agent soviétique prénommé « Mark » avait obtenu, sous un pseudonyme, un poste important dans l'appareil politique international de Trotski. Ce dernier montra la lettre à Lola Estrina, la secrétaire de Liova, alors en visite au Mexique. À son retour en France, elle en informa Étienne, qui n'était autre que l'agent Mark Zborowski. Trotski et Lola Estrina n'étaient ni l'un ni l'autre des conspirateurs expérimentés, et Liova ne valait guère mieux[1481].

La correspondance entre le père et le fils suivait le même schéma qu'auparavant. Liova rendait compte de l'évolution de la situation politique en France ; il parlait également des trotskistes locaux et des aléas de la publication du *Byulleten*. Il évoquait le petit Sieva, pour qui tout allait bien, mais rarement sa propre fatigue, et chaque fois qu'il tombait malade, contrairement à Trotski, il s'en souciait peu. Liova était un martyr vivant de la cause de l'Opposition internationale. Jeanne n'avait jamais été la plus facile des compagnes et,

depuis l'été 1936, le jeune homme trouvait un réconfort discret entre les bras d'Hélène Savanier qu'il retrouvait de temps à autre à Antibes (Jeanne et lui étaient restés quelque temps chez les Savanier après avoir fui l'Allemagne pour venir à Paris[1482]).

Liova supportait de plus en plus mal les colères de son père, surtout quand celui-ci l'accusait de ne pas savoir s'y prendre avec les camarades français[1483]. En avril 1936, exaspéré, il écrivit tout ce qu'il avait sur le cœur : « J'ai l'impression que tous les défauts de Papa s'aggravent avec l'âge : son intolérance, son caractère soupe au lait, ses piques, sa grossièreté même, et son désir d'offenser, de dénigrer et d'écraser les autres[1484]. » Pourquoi ces ruptures fréquentes avec les camarades ? Pourquoi ces paroles dures avec lui, Liova ? Trotski devait commencer à accepter qu'une organisation, « c'est un ensemble de personnes ». Son attitude, il fallait qu'il le sache, dissuadait les gens de lui parler de sujets sensibles : « Papa ne reconnaît jamais qu'il a tort. C'est pourquoi il ne supporte pas la critique. Si on lui dit ou écrit quelque chose avec quoi il n'est pas d'accord, soit il l'occulte, soit il répond vertement[1485]. » Le jeune homme admettait que le Secrétariat international laissait à désirer. Il n'avait jamais prétendu le contraire. Mais ce n'était pas en vitupérant contre ses membres que les choses iraient mieux[1486].

Liova lui en voulait aussi de sa condescendance. Il n'aimait pas la façon qu'avait son père de le présenter en public comme un étudiant. Il fit remarquer à sa mère qu'il était plus âgé que Trotski lorsque celui-ci dirigeait le soviet de Saint-Petersbourg en 1905. Il établissait un parallèle avec le *Tarass Boulba* de Gogol, où la mère du héros parle éternellement de sa

progéniture devenue adulte en l'appelant l'« enfant » [\[1487\]](#). Il avait prévenu Lola Estrina : « Si devant vous quelqu'un parle du "fils" à propos de moi, arrêtez-le tout de suite, s'il vous plaît, et corrigez-le : "Vous voulez dire Lev Lvovitch Sedov ! Il a un nom, vous savez" [\[1488\]](#). » Peut-être Liova commençait-il à tenir des propos imprudents en public. Selon Zborowski, c'était un grand buveur et il aimait un peu trop la roulette [\[1489\]](#). Liova aurait également affirmé que Trotski avait commis une erreur en refusant d'envisager de commanditer le meurtre de Staline [\[1490\]](#). Zborowski prétendait que Sedov voulait l'envoyer à Moscou, vraisemblablement pour s'acquitter de cette mission [\[1491\]](#). Dans ce cas, il n'est pas surprenant que les forces de sécurité aient consacré leurs efforts à le supprimer, lui. Et quand bien même Zborowski aurait inventé cette histoire en pensant qu'il était nécessaire de corroborer l'image officielle des trotskistes, présentés comme des terroristes, l'impact sur les dirigeants du Kremlin aurait été le même.

En novembre 1936, quatre-vingts kilos de documents d'archives ayant appartenu à Trotski furent dérobés à l'Institut international d'histoire sociale, au 7 de la rue Michelet. Le directeur de l'Institut s'appelait Boris Nicolaïevski. Malgré sa qualité de menchevik, ce collectionneur enthousiaste de tout ce qui se rapportait à l'histoire révolutionnaire soviétique avait gagné la confiance de Liova en lui prêtant des livres rares, ainsi qu'à Trotski ; et Léon Sedov avait jugé que, s'il les confiait à ce Nicolaïevski, les archives de son père seraient en lieu sûr.

La police, perplexe, ne constata aucun signe d'effraction. Liova précisa que seuls Nicolaïevski, Lola Estrina, Zborowski

et Heijenoort connaissaient l'existence du dépôt d'archives, et il se portait garant de leur bonne foi[1492]. Tout le monde soupçonna le NKVD, sans avoir la moindre idée de la façon dont ce cambriolage avait été préparé et exécuté.

Au cours de l'hiver 1937-1938, Léon Sedov parut subir le contrecoup de son activité frénétique. Des douleurs abdominales violentes l'obligèrent à se soigner. Après s'en être ouvert à quelques-uns seulement de ses associés, dont Étienne, il se rendit à la clinique Mirabeau, le 9 février 1938 ; mais, cette fois, il prit les choses assez au sérieux pour rédiger avant de partir un testament par lequel il léguait tous ses biens à Jeanne Martin[1493].

La clinique Mirabeau du D^r Girmonski était un petit établissement situé à l'est du bois de Boulogne. Le personnel était russe. La belle-sœur de Lola Estrina, médecin elle-même, avait diagnostiqué une appendicite et recommandé un chirurgien, le D^r Simkov. Alors qu'il prétendait être un ingénieur français, Liova s'était mis à parler russe dès son arrivée à la clinique. Les D^r Simkov et Thalheimer, praticiens dans plusieurs hôpitaux parisiens, diagnostiquèrent une occlusion intestinale. L'intervention eut lieu le jour même à onze heures, avec un premier résultat apparemment satisfaisant. Étienne et Lola se rendirent au chevet du malade. Pourtant, le 13 février, l'état de Liova empira brusquement. Il se leva au milieu de la nuit et déambula dans les couloirs en titubant, nu, fébrile et en plein délire. Jeanne Martin se précipita vers la salle de garde, horrifiée de constater qu'il avait un énorme hématome. Le D^r Thalheimer se demanda même si Liova n'avait pas essayé d'attenter à ses jours. Les médecins décidèrent de le transfuser dès le 15 février.

Malheureusement, son état ne s'améliora pas et dès lors, pour les spécialistes de la clinique, son cas devint plus énigmatique que médical. Ses intestins se bloquèrent, il perdit connaissance et sombra dans le coma[1494].

En dépit d'une nouvelle transfusion sanguine, Liova mourut à onze heures, ce matin-là. Ses associés, sans aucune preuve, soupçonnèrent l'équipe soignante. Ils montèrent la garde auprès du défunt jusqu'au moment de l'autopsie. Étienne raconta que Liova n'était pas en bonne santé depuis les procès de Moscou et qu'il avait eu des accès de fièvre[1495]. Rosenthal se souvint de cette remarque après coup. Une manière pour Étienne de détourner l'attention de lui ?

Trotsky et Natalia furent avertis par télégramme. Brisés par cette nouvelle, ils s'enfermèrent pendant plusieurs jours dans leur chambre, sans parler à personne. Lorsqu'ils réapparurent, Trotsky accusa Staline et ses agents. Il était à peu près impossible de procéder à la moindre vérification. Les autorités françaises ne se donnèrent pas grand mal, malgré le déferlement de demandes envoyées de Coyoacán pour établir la vérité. Trotsky soupçonnait le gouvernement français d'être plus soucieux de conserver de bonnes relations avec l'Union soviétique que de se comporter correctement vis-à-vis d'un trotskiste défunt. Peut-être avait-il raison. À l'époque, la France et l'Union soviétique conjuguèrent leurs efforts pour renforcer la « sécurité collective » en Europe contre l'expansionnisme allemand. En tout cas, Trotsky accusa la clinique et les médecins d'être les instruments des services de sécurité de Staline[1496]. Globalement, il avait une multitude de raisons de soupçonner un meurtre. À Paris, après la guerre civile espagnole, le NKVD disposait d'un nombre d'agents et

d'informateurs plus important que dans n'importe quelle autre grande ville. Étienne ne fut peut-être pas le bras qui donna la mort, mais plusieurs autres agents étaient tout aussi susceptibles d'organiser ce genre d'assassinat. Et Staline ne cachait pas son désir de liquider l'entourage de Trotski.

Reste la question de savoir si le NKVD avait intérêt à commanditer cet assassinat. Vivant, Léon Sedov constituait à lui seul une mine d'informations d'une précision sans pareille sur les projets de son père, car Étienne avait l'autorisation d'ouvrir le courrier qui parvenait à son domicile[1497]. Avec sa mort, cette possibilité s'envolait ; et quand, plusieurs dizaines d'années plus tard, les officiers du NKVD eurent l'occasion de s'exprimer sur leurs agissements en Europe, ils ne se vantèrent pas d'avoir assassiné Léon Sedov[1498]. En outre, les praticiens de la clinique n'étaient pas les seuls à apporter des soins au malade. Après avoir posé le diagnostic d'occlusion intestinale et soigné leur patient en conséquence, ils s'étonnèrent de son absence de réaction au traitement et appelèrent à la rescousse des médecins spécialistes extérieurs à l'établissement. Une partie du personnel médical se souvenait des divagations du malade dans la salle et se demanda s'il n'avait pas tenté de se suicider en s'administrant une substance toxique inconnue. Son état avait plongé tout le monde dans la perplexité. Gérard Rosenthal était tellement inquiet qu'il convainquit son père, médecin en ville, de rester au chevet de Liova. Pratiquer délibérément un acte létal aurait donc été particulièrement difficile pour qui que ce soit. En outre, à la demande des amis du défunt, une analyse toxicologique fut effectuée avant la crémation[1499].

Malgré ses soupçons à l'égard d'Étienne, le jeune Rosenthal

déclara qu'il s'agissait d'un décès sans cause déterminée, mais il ne nia pas la possibilité d'une mort par empoisonnement. Jeanne Martin, restée au chevet de son compagnon sans rien remarquer d'anormal, accepta les résultats de l'autopsie qu'elle avait elle-même demandée[1500]. Léon Sedov emporta donc son secret dans la tombe[1501]. Une certitude demeure cependant : s'il avait survécu, il aurait été victime d'attentats ultérieurs : ses chances de vivre vieux avaient toujours été minces.

Trotsky écrivit un petit livre émouvant sur Liova. Dans la façon dont il avait parfois traité son fils, il laissait paraître un soupçon de culpabilité. Il y condamnait le régime stalinien, qu'il considérait comme l'ordonnateur du crime. Avec Natalia, il décida d'écrire à Jeanne Martin des Pallières pour obtenir la garde de leur petit-fils Sieva. Ils voulaient faire venir l'enfant au Mexique. Jeanne s'y opposa. Bouleversée par la perte de son compagnon, elle se raccrochait instinctivement à lui. Trotsky écrivit une lettre très tendre au petit garçon, dans laquelle il lui expliquait que l'on s'occupait d'organiser sa venue à Coyoacán, mais Jeanne refusa de coopérer et s'enfuit de Paris avec l'enfant. Toujours en état de choc, sujette à des sautes d'humeur imprévisibles, elle était au bord de la désintégration mentale. Lorsqu'elle disputait avec les camarades, elle devenait violente physiquement[1502]. Trotsky révéla à Étienne et à Lola Estrina qu'il avait perdu toute confiance en elle – la désignant même par son nom d'épouse, Molinier[1503]. Gérard Rosenthal, avocat de Trotsky en France, servit de médiateur. Il rappela à Jeanne que le père de l'enfant, déporté en 1928, pouvait un jour revenir de Sibérie et réclamer son fils. La jeune femme dut

affronter la réalité : elle n'avait aucun droit sur le petit Sieva. Alors elle abandonna toute résistance. Alfred et Marguerite Rosmer, qui connaissaient Trotski depuis avant 1917 et comptaient parmi ses partisans français les plus fervents, récupérèrent l'enfant et l'emmenèrent au Mexique en août 1939. Trotski et Natalia devinrent ses tuteurs légaux[1504].

La Quatrième Internationale

Après la mort de Liova, ce fils remarquable et dévoué, Trotski et Natalia s'étaient cloîtrés chez eux, murés dans leur chagrin. Mais le Vieux était solide. Une semaine après avoir reçu le télégramme de Paris, il s'enquérât déjà du « sort du Bulletin » auprès d'Étienne Zborowski et de Lola Estrina[1505]. En décembre 1938, un correspondant anonyme le préviendrait qu'Étienne était un agent des services secrets soviétiques[1506] (l'auteur de la lettre était un certain Alexandre Orlov, qui prétendait avoir un parent à la Sécurité, mais qui, en fait, était lui-même un transfuge, ancien officier de l'OGPU). Natalia mit plus de temps à se reprendre, si toutefois on peut dire qu'elle le fit du vivant de Trotski. Pendant plusieurs mois, il lui arriva d'éclater brusquement en sanglots. La maison de Coyoacán lui faisait l'effet d'une prison, car si les jeunes partisans et les gardes savaient qu'ils partiraient un jour, les Trotski, eux, étaient des résidents permanents malgré eux[1507]. Natalia était sûre qu'en France, les camarades ne s'activaient pas assez pour découvrir la vérité sur la mort de son fils. Elle se raccrochait à des riens. Trotski criait au meurtre et accusait Staline d'en être le seul instigateur. Il se remit au travail, mais se montrait moins communicatif avec son entourage, pas autant qu'à l'époque où il se vantait d'être rapide et ponctuel. Ses assistants remarquèrent que le courrier traînait sur le bureau sans qu'il y réponde. Discrètement, ils s'excusaient du retard en son nom[1508].

Il lui fallut des mois pour retrouver son dynamisme. L'un de ses objectifs était de réorganiser l'Opposition pour former une nouvelle Internationale – la Quatrième – et supplanter le Komintern dans son rôle de dirigeant des communistes du monde entier. Il n'avait jamais été très réaliste en pensant pouvoir l'emporter sur les nombreux partis composant le Komintern. Staline contrôlait l'appareil central à Moscou. Les personnes suspectées de sympathies avec Trotski avaient toutes été systématiquement assassinées, et la dispute de l'année 1928-1929 entre Staline et Boukharine avait conduit à l'élimination de tous les boukharinistes connus. Trotski s'était accroché à ses illusions jusqu'à l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne. L'incapacité du parti communiste allemand à empêcher Hitler de devenir chancelier en janvier 1933 l'amena à la douloureuse conclusion qu'il lui fallait repartir de zéro. Malheureusement pour lui, dans la plupart des pays, l'Opposition ne comptait qu'un petit nombre de sympathisants, et en Allemagne, où Trotski avait concentré une bonne part de ses espoirs et de sa propagande, les nazis se débarrassèrent rapidement des groupuscules communistes. Son appel en faveur d'une Quatrième Internationale ne fit pas l'unanimité. Par sa nature même, le projet devait recevoir l'approbation des différents groupes communistes anti-Staline disséminés dans le monde. Tous ne convinrent pas immédiatement de la nécessité d'une rupture avec les partis du Komintern. En 1933, Arlen et Vela, ses partisans espagnols, écrivirent à Trotski pour s'opposer à la formation d'un nouveau parti communiste en Allemagne[1509] , mais ils ne pesaient pas lourd devant la plupart des trotskistes d'Europe et d'Amérique du Nord. Très vite, la voie se dégagait pour permettre à Trotski de commencer à élaborer une stratégie et

préparer une base organisationnelle pour son nouveau projet.

La Quatrième Internationale resta encore cinq ans en gestation, pendant lesquels s'édifiait de par le monde le cadre de son organisation et de son recrutement. Il fallait convaincre les nouveaux partis de regarder vers l'extérieur. Trotski plaida pour éviter absolument les dissensions internes. Ses communications avec les directions nationales devaient être aussi faciles et rapides que le permettaient le réseau du télégraphe, les services postaux et les bateaux à vapeur. Fin 1936, la surveillance de sa correspondance (il était en Norvège à l'époque) était si flagrante que dans ses lettres à Liova, il ajoutait carrément des suppliques à l'adresse des censeurs[1510]. Tous deux guettaient d'éventuels signes d'infiltration des agents secrets soviétiques. Souvent, ils se disaient que Moscou était au courant de leurs plans, surtout quand ils avaient de bonnes raisons de soupçonner des fuites[1511].

Tous les groupes trotskistes partageaient la même crainte d'être infiltrés. Les récriminations internes étaient courantes, et souvent elles n'avaient d'autre fondement qu'un concours de circonstances. Beaucoup de gens croyaient que Raymond Molinier était un agent soviétique, par exemple. Gérard Rosenthal en vint à se méfier de Jeanne, la compagne de Liova, et les deux hommes finirent par rompre toute relation[1512]. La situation était d'autant plus complexe que le Secrétariat international de l'Opposition était basé en France. Trotski écrivit plus tard que ce Secrétariat était purement fictif et ne dirigeait rien d'autre que les activités françaises ; il reprocha aux camarades français leurs accrochages et leurs divisions[1513]. Molinier ne resta pas

longtemps en faveur. Il se brouilla avec Trotski au début de 1934, lorsque celui-ci proposa d'accroître l'influence de la Ligue communiste en infiltrant le parti socialiste français et en le radicalisant. Molinier s'y opposa[1514]. Jeanne Martin fit monter la pression en lui apportant son soutien[1515]. Liova et sa compagne, désormais à couteaux tirés, multipliaient les disputes, qui prirent une dimension à la fois personnelle et politique. Trotski finit par l'emporter, et la plus grande partie des trotskistes français adopta la ligne d'action recommandée.

L'extrême gauche américaine aussi focalisait son attention : il était convaincu que les trotskistes d'outre-Atlantique ne se donnaient pas beaucoup de mal pour dépasser leur sectarisme. En janvier 1934, il écrivit à Max Shachtman, son disciple de la Ligue communiste américaine, pour lui proposer de fusionner avec Albert Weisbord et la Ligue de combat. Weisbord, que Trotski considérait comme quantité négligeable, était connu pour son égocentrisme et son tempérament hargneux. Pour une fois, Trotski fit preuve d'une certaine délicatesse[1516] : quand, à l'unanimité, la Ligue communiste d'Amérique rejeta sa proposition, il recula : « J'ai conscience que seule la Ligue peut décider de cette question et, si vous y êtes tous opposés, je n'ai plus rien à dire[1517]. »

Le premier grand rassemblement prévu pour préparer un terrain favorable à la Quatrième Internationale se tint à Bruxelles, après que les autorités néerlandaises eurent interdit une rencontre aux Pays-Bas, le 28 février 1934. C'était une conférence à laquelle participaient des mouvements de jeunes d'extrême gauche. Il n'y avait que quatorze délégués et seuls étaient représentés l'Allemagne, la Norvège, les Pays-Bas et les États-Unis. Le risque de schisme était très important : les

trotskistes déclarés n'étaient pas les seuls participants, et tout le monde n'était pas favorable à l'idée d'une Quatrième Internationale, même si la faillite politique de la Deuxième et de la Troisième étaient unanimement reconnues. Les trotskistes cherchèrent délicatement le plus petit commun dénominateur entre les positions conflictuelles. C'était ce qu'ils pouvaient faire de mieux[1518] , mais leur mieux à eux ne suffisait pas à Trotski, qui ne supportait pas les décisions vagues. Il écrivit à ses adhérents pour se plaindre des concessions excessives accordées aux non-trotskistes. Tout cela lui rappelait les compromis de Zimmerwald pendant la Grande Guerre. Le Secrétariat international, qui avait une vision plus réaliste de la situation, décida de l'ignorer. Le paradoxe de ces échanges n'échappa pas à Albert Glotzer : il fit remarquer que Trotski avait insisté pour suivre exactement ce type de politique conciliatrice avec la Ligue communiste d'Amérique. Or maintenant, à l'échelle planétaire, il exigeait une démarcation absolue entre trotskistes et non-trotskistes[1519].

L'incapacité de Trotski à reconnaître ses contradictions plongeait ses partisans dans la perplexité. La plupart d'entre eux ne savaient pas encore à quel point il était autoritaire. La distance exacerba son côté grincheux. De plus, il avait retenu des leçons de l'Histoire que l'indulgence envers les opposants était toujours contre-productive. À Zimmerwald, l'incorrigible diviseur, c'était Lénine et non Trotski – et Trotski en arrivait à la conclusion qu'il avait raison.

Léon Sedov n'appréciait pas du tout les jugements catégoriques de son père sur les camarades européens. Trotski, toqué de Raymond Molinier, rejetait tous les conseils

de prudence que lui donnait Liova. Molinier était une force de la nature, costaud et impétueux[1520]. Liova maintint ses positions, si bien qu'en janvier 1936 Trotski accusa son fils de montrer un entêtement de bureaucrate[1521]. Peut-être le soupçonnait-il aussi de manquer d'impartialité, puisqu'il avait pris sa femme à Molinier. Une grande partie des trotskistes français partageait néanmoins le point de vue de Liova. Molinier était impérieux et direct : « Nous avons Trotski pour la doctrine et Staline pour la méthode[1522]. » Intellectuellement, il n'avait rien d'extraordinaire et l'on pouvait se demander si sa gestion des finances était vraiment irréprochable. C'était en tout cas la position de Gérard Rosenthal et d'Alfred Rosmer[1523]. Trotski commença à prendre de la distance avec Molinier à partir du printemps 1935, mais le Bureau international ne prononça son exclusion qu'en juillet 1936. Basé à Paris, le Bureau était l'organe de coordination des groupes trotskistes. Avant de prendre une décision contre Molinier, il consulta Liova et surtout Trotski, qui le décrivit comme un aventurier. Jamais il reconnut s'être trompé en émettant dès la première occasion un jugement aussi tranché[1524].

La coordination des camarades français était une tâche qui dépassait Trotski. Il l'expliqua à Pierre Naville : « Vous savez, je n'ai jamais vu de luttes entre factions comme celles que vous avez. Nous avons eu notre lot et ce n'était pas toujours tendre, loin de là ! Mais je n'ai jamais assisté à des disputes aussi féroces que les vôtres. C'est vraiment extraordinaire. Comment est-ce possible ? Il faut changer cet état de choses[1525]. »

Trotski admettait en théorie qu'il ne pouvait pas donner de

conseils spécifiques sur des questions auxquelles étaient confrontés certains groupes particuliers de trotskistes, et parfois il s'abstenait de donner des directives. Mais ce n'était pas habituel chez lui. Plus souvent qu'à son tour, il accumulait les instructions sur toutes sortes de sujets, importants ou non. Il intervenait souvent, même s'il n'avait qu'une connaissance rudimentaire de la situation. Il s'entourait de favoris, choisis surtout parmi les militants allemands et français – et ses choix n'étaient pas toujours judicieux. Dans toute forme de discussion, son atout maître était son expérience de la révolution d'Octobre et de la guerre civile. Lorsque, vers le milieu des années trente, un camarade espagnol défendit une politique qu'il désapprouvait, il lui demanda : « Combien de camarades de votre groupe sont tombés au combat ? – Fort heureusement, aucun pour l'instant », répondit l'autre[1526]. C'était sa façon de mettre un camarade en situation de faiblesse psychologique. Parfois cet excès de confiance en soi gâchait tout. Après que presque tous les trotskistes d'Europe furent convenus que les Sobolevicius étaient des agents de Staline, Trotski continua de voir en eux des sympathisants qui avaient mal tourné et « trahi ». Il ne pouvait pas se résoudre à admettre qu'ils l'avaient berné dès le début[1527]. Et quand il n'était pas la dupe des agents soviétiques, il faisait parfois des erreurs de jugement sur celui de ses sympathisants qu'il fallait encourager ou au contraire dédaigner.

La toute nouvelle Quatrième Internationale demeurait donc très lourde en termes de logistique. Son leader était au Mexique, son organisateur principal, jusqu'à sa mort en 1938, vivait en France, et le groupe d'adhérents qui connaissait la croissance la plus forte se trouvait aux États-Unis. Le

télégraphe rendait cette situation un peu plus facile à gérer qu'elle ne l'aurait été un siècle auparavant. Le décès de Liova nuisit aux rapports entre Trotski et les groupes européens. Le jeune homme avait brisé un tabou familial en évoquant le mauvais caractère de son père devant des assistants aussi importants qu'Erwin Wolfe, notamment, pour détendre l'atmosphère[1528]. Désormais, les échanges seraient probablement moins mesurés. Trotski était impatient. Il voulait toujours aller plus vite dans la voie que lui-même avait tracée, à cause de son extrême inquiétude que les trotskistes, spécialement en Europe, ne soient pas à la hauteur de ce qu'il considérait comme une « situation révolutionnaire ». Son petit appareil au Mexique, il ne le savait que trop bien, était extrêmement limité ; mais en France, manifestement, les trotskistes n'exploitaient pas toutes les possibilités, et cela le préoccupait davantage. Les camarades passaient leur temps à conspirer, à se déchaîner les uns contre les autres, à se dénoncer ; ils éclataient en petits groupes. Leur présence à l'extrême gauche de la scène politique française était chaotique. Trotski en devenait fou.

Staline avait plus de considération pour le trotskisme international. Au Comité central du Parti, le 3 mars 1937, il accusa Trotski et ses associés d'organiser une vaste conspiration internationale contre l'Union soviétique. Il ne s'agissait pas d'une « orientation politique de la classe ouvrière, mais d'une bande de casseurs, sans principes et sans idées, de saboteurs, d'agents secrets, d'espions, d'assassins, d'ennemis jurés de la classe ouvrière à la solde du renseignement étranger ». Il était sûr et certain que leurs activités étaient coordonnées. Il citait Trotski et la Quatrième

Internationale, assurait qu'ils avaient le soutien du groupe de Souvarine en France et de « cet escroc notoire d'Eastman » aux États-Unis[1529]. Qu'Eastman eût rompu avec le communisme au milieu des années trente n'embarrassait pas Staline – et en 1938, le *Daily Worker*, organe officiel du parti communiste américain, accusa même Eastman d'être un agent britannique. Le journal s'appuyait sur un faux témoignage de son vieil ami Rakovski, obtenu sous la torture[1530].

Le trotskisme mondial était bien moins important que ne l'imaginait Staline, comme le montrèrent les événements de 1936 en Espagne, lorsque la guerre civile éclata après le soulèvement militaire de juillet. Le meneur de la révolte des militaires nationalistes était le général Francisco Franco, un homme décidé à débarrasser le pays des communistes et des socialistes, à restaurer l'autorité de l'Église catholique et à ramener l'ordre dans le domaine politique. Le gouvernement républicain se reforma autour d'un nouveau chef, Largo Caballero, et d'une coalition de centre gauche. En France, le Front populaire, influencé par les conservateurs britanniques, opta pour une politique de non-intervention. Hitler et Mussolini, en revanche, n'eurent aucun scrupule à fournir argent, munitions et forces aériennes aux nationalistes de Franco. Seuls les gouvernements soviétique et mexicain manifestèrent leur soutien aux républicains. Le Komintern ordonna au parti communiste espagnol de soutenir le gouvernement. En échange de son aide aux républicains, Staline exigea de qualifier le POUM, parti ouvrier d'unification marxiste dirigé par Andreu Nin, d'association de renégats. Nin, à l'époque, s'était brouillé avec Trotski parce qu'il avait décidé de soutenir la politique des Fronts populaires en Europe, mais

cela n'empêcha pas le parti communiste espagnol de les traiter de trotskistes, lui et le POUM. Il fut arrêté en mai 1937, et assassiné peu après par les services secrets soviétiques[1531].

La guerre civile espagnole plongea Trotski dans un dilemme. Il voyait bien que le POUM était un adversaire acharné du Komintern, mais il n'avait « pas bon espoir de faire de Nin un révolutionnaire ». Il acceptait que l'on essaie de « le reconquérir », mais à la condition expresse d'obtenir qu'il « déroule la bannière de la Quatrième Internationale en Espagne[1532]. Le POUM, d'après les dires de Trotski, suivait une politique « d'adaptation, attentiste, hésitante, bref, la plus dangereuse de toutes pendant une guerre civile, car celle-ci n'admet aucun compromis[1533] ». Trotski continua à critiquer Nin, tandis que Staline s'appliquait à renforcer l'influence du parti communiste espagnol. Aucun d'eux ne se couvrit de gloire. Les nationalistes de Franco approchèrent des faubourgs de Madrid en novembre 1936, et le Pays basque tomba l'année suivante. Républicains et franquistes s'affrontèrent au cours de la bataille de l'Èbre, qui se prolongea de juillet à novembre 1938. La défaite des républicains sur l'Èbre détermina l'issue de la guerre civile. En janvier 1939, Franco occupa Barcelone. Après une violente campagne de répression, la Catalogne rentra dans le rang. Le POUM était anéanti.

Trotski avait déjà reconnu en privé la faiblesse du nombre de ses partisans dans le monde. Dans une lettre adressée le 10 octobre 1937 à un sympathisant américain, James Cannon, il analysait les difficultés :

Le Parti ne compte qu'une minorité d'ouvriers authentiques. C'est une situation inévitable pour tout parti ouvrier révolutionnaire débutant, où que ce soit et surtout aux États-Unis. Les éléments non prolétaires sont une levure extrêmement nécessaire, et je crois que nous pouvons être fiers de leur qualité. Mais le danger serait que, dans l'avenir, nous disposions d'une trop grande quantité de « levure » par rapport aux besoins du Parti. La désintégration du parti communiste ne commencera probablement pas au sein des ouvriers, mais parmi les intellectuels, plus sensibles aux idées et moins patriotes vis-à-vis de l'organisation[1534].

Trotsky présidait que les intellectuels partiraient bientôt à la dérive. Il ne voulait pas accélérer le processus, qui d'ailleurs ne l'inquiétait guère, car selon lui, la classe ouvrière était la clé de la réussite finale. Il faisait remarquer, dans cette lettre, que la proportion de Juifs instruits parmi ses partisans était considérable, mais c'était sur les « masses juives » qu'il voulait diriger le poids de l'activité du Parti. Il insistait : « La règle sacrée devrait être : ne pas commander les ouvriers, mais seulement les aider, leur donner des suggestions, les armer de faits, d'idées, de journaux d'usine, etc.[1535] »

Étrange conseil venant d'un homme qui en 1920 réclamait l'assujettissement total du mouvement ouvrier à l'État soviétique... Mais Trotsky était on ne peut plus sérieux, comme il l'expliqua dans un anglais bien peu idiomatique : « Beaucoup d'intellectuels et de semi-intellectuels terrorisent les ouvriers par des généralités abstraites qui paralysent la volonté d'agir. Tout fonctionnaire d'un parti révolutionnaire devrait d'abord savoir bien écouter et, ensuite seulement, bien parler[1536]. » Le plus grand orateur de la révolution d'Octobre réclamait que les révolutionnaires écoutent davantage leur auditoire. Il revenait aux idées qu'il exprimait avant 1917 : que les factions en rivalité au sein du parti ouvrier

social-démocrate de Russie mettent fin à leurs querelles pour écouter plutôt les exigences des ouvriers russes[1537].

Les trotskistes ne donnaient pas volontiers de statistiques sur le nombre de leurs adhérents : elles étaient trop décourageantes. Lorsque les diverses « sections » nationales se réunirent pour une conférence à Paris en juillet 1936, elles restèrent très discrètes sur le nombre d'adhésions. Les Néerlandais prétendaient compter 2 500 membres, les Américains un millier et les Allemands à peine 150 (ils étaient seulement 750 avant l'arrivée de Hitler au pouvoir). Les Britanniques, divisés en trois groupuscules, faisaient figure de cas désespéré. Chez les Français, l'une des sections naguère les plus importantes, le chaos régnait, après de multiples divisions et exclusions, et les adhérents qui partaient étaient toujours plus nombreux que les nouveaux. Les délégués hollandais doutaient qu'une conférence comme celle-là pût raisonnablement poser les fondations d'une nouvelle Internationale[1538].

La conférence fondatrice officielle s'ouvrit en septembre 1938, à Périgny, dans la banlieue parisienne. Au Mexique, Trotski attendait les rapports. Il avait fourni les documents essentiels pour le déroulement de la procédure et Max Shachtman présidait l'assemblée. Les vingt et un délégués de onze pays étaient présents, et parmi eux Étienne, venu en tant que représentant de la « section russe » (il n'avait pas encore été démasqué). Pour parer à toute action du NKVD, Pierre Naville avait décidé de changer de lieu à la dernière minute, optant pour la maison d'Alfred Rosmer à Périgny. Étienne, qui avait toujours la confiance de Trotski, fut élu au Secrétariat international[1539]. Une jeune femme

nommée Sylvia Ageloff était également présente. D'une loyauté parfaite envers Trotski, elle allait par inadvertance jouer un rôle fatal dans son assassinat[1540]. Même à ce stade, tous ne pensaient pas que continuer dans la voie d'une nouvelle Internationale relevait du bon sens. Les deux délégués polonais, forts de leur expérience directe du mouvement ouvrier dans leur pays, démentirent que les ouvriers de gauche se détournaient du Komintern. En vain. Les idées de Trotski l'emportèrent. On procéda à l'élection du comité exécutif de la Quatrième Internationale, avec Trotski comme membre honoraire et secret. Étienne insista pour être inscrit en tant que membre de la « section russe » – Staline continuerait donc à être informé des plans de l'Internationale[1541]. Si tant est qu'ils aient compté, les avertissements des deux Polonais étaient trop faibles. Trotski parvint à ses fins aux dépens du réalisme politique, et au prix d'infiltrations policières.

Lui-même voyait bien le long chemin à parcourir avant que la Quatrième Internationale fût en mesure de rivaliser d'autorité avec le Komintern, mais il avait choisi de rester positif. D'autres pensaient différemment. En 1939, Victor Serge démissionna de la Quatrième Internationale, dégoûté par les intrigues qui pourrissaient le milieu trotskiste européen. Ancien anarchiste et fils d'émigrés russes, il avait regagné la Russie en 1918, rejoint le parti bolchevique et servi au Komintern avant de se déclarer partisan de l'Opposition de gauche. Arrêté en 1933, il fut libéré et autorisé à quitter l'Union soviétique en 1936. Il commença à entretenir une correspondance suivie avec Trotski ; mais Victor Serge était d'un naturel indépendant. Il avait ses propres idées,

notamment la conviction que Trotski s'était mal conduit, en 1921, avec les marins de Cronstadt[1542]. Au moment de quitter la Quatrième Internationale, il exprima ce qu'il avait sur le cœur. Trotski devait prendre conscience que toute cette atmosphère de conspiration avait « joué un rôle dans la mort de Lev Lvovitch [Sedov] ». Il exhorta le Vieux à affronter deux réalités. La première était l'impossibilité de diriger la Quatrième Internationale de si loin, et la seconde, que cette Internationale ne comptait pas encore de véritable parti fonctionnel[1543]. Serge avait raison sur toute la ligne, mais Trotski le traita comme un militant peu fiable, sur qui l'on ne pouvait pas compter dans la lutte contre le stalinisme. À Coyoacán, illusions et délires prirent le pas sur l'analyse objective. Au fond, Trotski espérait que les événements tourneraient en sa faveur et conduiraient la classe ouvrière à se ranger de son côté, en Europe comme en Amérique du Nord. En 1916, personne n'avait donné aux bolcheviks la moindre chance de prendre le pouvoir et pourtant, un an plus tard, éclatait la révolution d'Octobre. Trotski se persuada que le même scénario pouvait se reproduire, au bénéfice, cette fois, de la Quatrième Internationale.

Trotsky et ses femmes

Natalia était l'ancre de Trotsky dans cette vie ballottée par la houle des incertitudes. Elle s'efforçait de le défendre, même lorsqu'elle doutait du bien-fondé de son jugement. Un jour, elle confia à l'un des assistants : « C'est son travail, c'est sa vie. Ma vie à moi, c'est de l'aider, d'aplanir toutes les difficultés, de vivre par et pour ce qu'il fait, ce qu'il imagine, et d'y trouver une grande joie[1544]. » Son point de vue différait de celui qu'exprimeraient les féministes des décennies ultérieures. Elle se considérait comme une femme moderne tout en s'estimant heureuse de ses liens intimes et subalternes avec un être extraordinaire. Consciente de ne pas avoir son talent exceptionnel, elle s'attribuait un rôle de soutien et rejetait les appels de son ego.

Cette attitude n'était pas inhabituelle au parti communiste : les femmes bolcheviques qui refusaient de vivre dans l'ombre d'un homme avaient plutôt tendance à éviter les relations stables. Alexandra Kollontaï consacra des ouvrages entiers à comparer le mariage à un piège bourgeois dont les vraies révolutionnaires devaient se méfier. Elle eut d'abord une large audience, puis on se détourna d'elle. Ses arguments auraient sans doute exercé un attrait plus puissant si elle n'avait pas eu des mœurs outrancièrement légères. Lénine n'éprouvait que dégoût pour ses histoires d'alcôve. L'âge n'y fit rien : elle fréquenta à l'approche de la cinquantaine un homme deux fois plus jeune qu'elle, au nom évocateur : Marcel Body[1545].

Les vétérans bolcheviques n'étaient pas spécialement puritains ni hostiles aux relations extraconjugales, mais pour eux le mariage, en réalité, n'était souvent qu'une formalité. Trotski avait épousé Alexandra Sokolovskaïa uniquement pour leur permettre de rester ensemble pendant leur exil sibérien. Débarrassés de toute pression de ce genre, Natalia et lui ne se marièrent jamais. Natalia assumait comme une autre la fonction d'épouse de dirigeant communiste, elle maintenait l'unité de la famille et régnait sur l'ensemble du foyer. Tous les postes qu'elle occupa n'étaient que des rôles secondaires par rapport à celui-là. L'homme était la planète, et la femme son satellite. La cause révolutionnaire leur tenait lieu de soleil à tous deux.

La situation de Trotski à l'extérieur de l'Union soviétique le rendit encore plus dépendant de Natalia, car elle lui assurait une vie domestique bien réglée : elle gérant les finances, les repas, le ménage. Leurs tribulations, de la Turquie au Mexique, constituèrent une véritable épreuve d'endurance et d'adaptation qu'elle réussit avec brio. Trotski avait aussi besoin d'elle pour tester la validité de ses idées politiques. Une discussion à proprement parler n'était pas nécessaire : il n'avait jamais été du genre à consulter quiconque avant d'annoncer une décision. Pourtant, il aimait en parler avec Natalia. Elle formulait ses objections avec tact et, lorsque celles-ci étaient rejetées, elle n'insistait pas. Le bon équilibre de son compagnon et sa satisfaction d'avoir raison lui importaient davantage. Elle lui vouait une admiration inconditionnelle. Toutes les années écoulées depuis 1917 lui avaient prouvé le bien-fondé de sa carrière.

Leur vie en exil à l'étranger était certes tumultueuse, mais

elle l'avait aussi plus souvent pour elle toute seule. Si les camarades qu'ils hébergeaient étaient de la jeune génération, Natalia était l'âme sœur. Ils discutaient ensemble de la vieillesse qui approchait. Trotski s'inquiétait de sentir diminuer ses capacités physiques. Malgré ses fréquents problèmes de santé, il était fier de son apparence virile. Il exagérait les ravages du temps, car malgré ses cheveux grisonnants et sa taille légèrement épaissie, il montrait toujours la même énergie lors de ses excursions dans la campagne mexicaine. Petite et mince, Natalia se mouvait avec une grâce extraordinaire – c'était l'un de ses traits les plus remarquables. Ils semblaient très attachés l'un à l'autre et s'il avait réellement eu une aventure avec Clare Sheridan en 1920, personne à Coyoacán ne savait rien. Trotski n'avait pas la réputation de prendre en compte les sentiments des autres, sauf ceux de sa femme. D'après les récits des résidents de la Maison bleue, il était toujours attentif à ses désirs et besoins immédiats, à table le soir, ou ailleurs[1546].

Son journal de 1935 témoigne de la force du lien qui les unissait :

La nature humaine, sa profondeur et sa force sont déterminées par ses réserves *morales*. Les hommes se révèlent et se mettent à nu lorsqu'ils se retrouvent hors de leurs conditions de vie habituelles, car c'est précisément à ce moment-là qu'ils ont besoin de puiser dans ces réserves. N[atalia] et moi sommes ensemble depuis trente-trois ans (un tiers de siècle !), et je suis toujours stupéfait, lorsque le malheur nous frappe, de voir tout ce que sa nature a en réserve... Peut-être est-ce parce que nos forces déclinent ou pour quelque autre raison, mais j'aimerais beaucoup fixer cette image que j'ai d'elle, au moins partiellement, sur le papier[1547].

Parfois, écrivant son journal, il ne perdait pas de vue qu'il

finirait par être publié sous une forme ou une autre, comme en Espagne, en 1916[1548]. Dans les notes prises en France et en Norvège, quelques allusions montrent qu'il en avait peut-être l'intention cette fois encore. Il n'empêche que le passage concernant Natalia reste une émouvante déclaration d'amour et de gratitude.

Jusqu'en 1937, elle n'eut aucune raison sérieuse de douter de sa fidélité. Depuis plusieurs années, ils vivaient sous le même toit que des jeunes femmes séduisantes et il s'était toujours comporté de manière très correcte. Aucune d'elles, d'ailleurs, n'avait essayé de flirter avec lui : elles étaient trop intimidées par leur idole. Frida Kahlo était différente. Elle ne faisait guère mystère de ses liaisons extraconjugales, du moins tant que son époux, tout aussi volage, n'était pas dans les parages. Pour la première fois depuis que Clare Sheridan avait réalisé son buste et aussi depuis qu'il avait été la cible des avances de Larissa Reissner, Trotski fut fortement tenté et cette fois, il ne résista pas[1549]. Frida avait une trentaine d'années. Un accident de la route lui avait laissé des séquelles à la jambe, mais son comportement libéré et sa façon de s'habiller avec des vêtements de couleurs vives plaisaient à beaucoup de ceux qu'elle cherchait à séduire. Si son art faussement naïf était l'expression crue et brutale de sa souffrance émotionnelle, elle n'attirait pas autrement l'attention sur ses ennuis. Cette femme était un ouragan aux impulsions extravagantes, très différente de toutes celles que Trotski avait rencontrées. Il tomba amoureux. Leur liaison débuta un peu après la mi-avril 1937[1550]. Le révolutionnaire se transforma en un mari volage qui en vieillissant, au mépris de tous les risques, se jeta à corps perdu

dans une aventure amoureuse à la Maison bleue.

Pour se donner rendez-vous, les deux amants se glissaient quelques mots en passant ou laissaient des petits billets entre les pages d'un livre. Heureusement pour Trotski, Diego n'en sut jamais rien. Le muraliste était un homme au caractère fougueux, dont on savait qu'il n'hésitait pas à sortir son pistolet pour menacer ses adversaires : un vrai tempérament de Méridional. Un jour, en sortant de la pièce où elle était allée retrouver Trotski, Frida cria : « All my love ! »[\[1551\]](#). Elle avait souvent recours à l'anglais, car elle savait que Natalia ne comprenait pas. Avec son nouvel amant, elle se montrait d'une extrême coquetterie, mais son époux et elle étant des séducteurs notoires, d'abord personne ne soupçonna quoi que ce soit, pas même Heijenoort, l'homme à l'œil de lynx[\[1552\]](#). Trotski pourtant se montrait d'une imprudence incroyable. Il avait axé toute sa vie sur la politique révolutionnaire et c'était précisément ce qu'il était en train de compromettre. Jamais il n'aurait pu s'en sortir sans Natalia à ses côtés : elle s'occupait de toute la maisonnée avec une tranquille méticulosité et se consacrait entièrement à la cause. Frida était une girouette dont l'intérêt pour la politique radicale venait loin, très loin derrière sa dévotion à la peinture.

Bientôt toute la villa fut au courant. Jan Frankel, le brave d'entre les braves, parla assez durement à Trotski des conséquences potentielles de cette liaison : Moscou allait sauter sur l'occasion pour jeter le discrédit sur l'ensemble de la Quatrième Internationale. Son droit d'asile serait peut-être remis en cause[\[1553\]](#), car c'était grâce à l'intervention de Diego Rivera que le président Cardenas lui avait accordé l'autorisation de résidence. En guise de remerciement pour sa

loyauté, Frankel essuya une attaque en bonne et due forme, assortie de propos cinglants. Il retourna habiter en ville et les deux hommes ne renouèrent jamais les liens harmonieux qui les unissaient. Trotski continua d'agir comme si l'obligation de bienséance n'existait que pour les autres. Au petit-déjeuner, lorsqu'il apprenait que Heijenoort avait passé la soirée à danser au bal du pays, il l'accablait de sarcasmes. Il leur avait rebattu les oreilles de la nécessité d'un dévouement total à la cause et les avait sermonnés, comme si lui-même était un parangon de vertu. Ils avaient voulu croire en lui et l'avaient pris pour modèle. Ils avaient renoncé à leurs plus belles années pour venir à Coyoacán, et jusqu'à cet incident embarrassant, ils pensaient que leur foi absolue en leur héros était justifiée.

Natalia aussi allait tout savoir. Ce n'était qu'une question de temps. Lorsqu'elle découvrit le pot aux roses, elle ne provoqua aucun esclandre, mais signifia clairement à son compagnon tout penaud que la situation était inacceptable. La liaison de Trotski avec Frida prit fin brutalement, et Natalia et lui convinrent que la meilleure des solutions pour leur couple était qu'il parte vivre ailleurs, dans une hacienda près de San Miguel Regla, à cent trente-cinq kilomètres au nord de Mexico[1554] : elle entendait mettre de la distance entre eux pendant quelque temps. Apparemment, Frida avait précipité les choses, racontant à qui voulait l'entendre qu'elle en avait assez du « Vieux ». Cette expression, dépourvue de la nuance de respect et d'affection qu'elle y attachait auparavant, soulignait désormais crûment le nombre d'années qui les séparaient. Trotski lui écrivit une longue lettre dans laquelle il exprimait sa flamme. Malheureusement celle-ci a disparu :

Frida la confia à son amie Ella Wolfe, en lui faisant promettre de la brûler plutôt que de la voir tomber entre des mains étrangères, et Ella surmonta sa manie de tout garder pour respecter sa volonté[1555].

Si Trotski se languissait de Frida, ce sentiment finit par passer : l'avenir, il le voyait bien, se trouvait dans la reconstruction de sa relation avec Natalia. À l'hacienda, il eut le temps de réfléchir et de se repentir. Le 19 juillet 1937, juste avant le déjeuner, il écrivit à sa femme, allongé sur une chaise longue. Il lui livra ses pensées en vrac, comme elles lui venaient. Pour la première fois de sa vie, il exprimait des excuses, un territoire inconnu pour lui. Alors, évidemment, il choisit de s'y aventurer par le biais de l'écriture : il se sentait toujours plus en sécurité la plume à la main. D'un style grave et humble, mais aussi empreint d'une certaine désinvolture – comme lorsqu'il se flatta d'avoir pêché le poisson qu'il allait manger – il parla de ses activités de ce matin-là, et commença à s'apitoyer sur son sort. Ses yeux, disait-il, s'étaient lassés du soleil étincelant. Il avait besoin de lunettes noires, mais se trouvait au diable et ne pouvait en acheter une paire[1556]. Il tenta aussi d'attirer sa femme en lui racontant que la famille Lander, dont ils avaient fait la connaissance au Mexique, les avait invités à venir prendre un petit-déjeuner avec eux. Si Natalia arrivait avant dimanche, il ne fallait pas qu'elle oublie de prendre une belle robe. Il plaisantait sur le fait que lui-même pouvait se présenter habillé comme un « bandit connu », mais l'épouse d'un bandit se devait d'être élégamment vêtue[1557].

À peine avait-il exprimé cette sensation de bien-être physique et moral, qu'il se rendit compte de l'indécence de ses

propos. Il se comportait, reconnu-il, comme un Junker[1558] et ne s'intéressait qu'à lui. Natalia y était habituée, mais pour une fois il voyait la nécessité de montrer plus de sollicitude que de coutume. Il continua sa lettre après le déjeuner et annonça qu'il se rendrait à Pachuca le lendemain pour lui téléphoner. Il s'enquit de sa santé et s'inquiéta de savoir si elle avait la grippe ; il voulait être pour elle, assurait-il, « une forteresse, la tranquillité incarnée, une source de joie »[1559].

Puis il ajouta un passage qui durant des années demeura caché au fond d'archives bien gardées :

Depuis mon arrivée ici, ma pauvre bite n'a pas bandé une seule fois. On dirait qu'elle n'existe pas. Elle aussi se repose, après la tension des derniers jours. Mais il n'y a pas qu'elle – moi aussi, de tout mon être – je pense avec tendresse à la douceur de ta chère vieille chatte. Je veux la fourrer, y enfoncer ma langue jusque dans ses profondeurs. Nataliochka, ma douce, je vais te baiser de toutes mes forces avec ma langue et avec ma queue[1560].

Qu'avait-il donc en tête ? Était-il conscient de l'impact que pouvaient avoir ces mots ? Et comment Natalia réagit-elle ? À sa manière confuse, il essayait de dépasser la simple expression de son remords pour le tort qu'il lui avait causé. Il voulait qu'elle se sache le seul objet de son désir. Il la voulait non seulement comme camarade ou maîtresse de maison, mais aussi comme femme désirable – et pour le lui dire, il n'allait pas par quatre chemins. Une chose est cependant certaine : ni l'un ni l'autre n'avait perdu son appétit sexuel, car dans ce cas, cette lettre aurait été tout simplement insultante.

Cette histoire ne lui servit pourtant pas de leçon. À peine était-il réconcilié avec Natalia qu'une jeune Mexicaine lui tapa dans l'œil. Comme elle habitait dans le quartier, il trouva un

excellent prétexte pour lui rendre visite. Il avait en effet de bonnes raisons de croire qu'un groupe de stalinistes avait élu domicile dans un immeuble à proximité de la Maison bleue, et il était tout à fait possible que l'endroit ait été choisi pour préparer une attaque. Il avait donc imaginé un plan pour échapper à ses agresseurs, et pour cela il fallait placer une échelle dans un coin, au fond de la cour. L'idée était que si des hommes armés pénétraient dans la Maison bleue, il escaladerait le mur. Entre-temps, il fit à sa bien-aimée quatre ou cinq propositions insistantes qui n'avaient absolument rien à voir avec sa sécurité ; mais la belle dédaigna ses avances. Il insista, avertissant Heijenoort qu'il voulait organiser en soirée une répétition du plan de secours. Loin de trouver cette idée amusante, Heijenoort lui signala tout de même que la Quatrième Internationale se passerait volontiers d'un scandale de la sorte. Trotski céda. Ce fut l'une des rares occasions où l'un de ses assistants l'obligea à se conduire d'une manière contraire à sa volonté[1561].

Heijenoort aussi commençait à perdre la tête. Il plaisait beaucoup aux femmes. Avec son physique de jeune premier, il ressemblait à Jean Marais[1562]. Il fallait bien que ce jeune homme trouve moyen de s'amuser, mais sa conception des moments de détente n'était pas tout à fait la même que celle de Trotski au même âge, quand il passait la journée avec Natalia dans des galeries d'art ou à l'opéra. Le Vieux n'appréciait pas du tout la trivialité de son assistant, qui aimait fréquenter les salles de bal de Mexico. « Trotski, raconta Heijenoort, n'aimait pas me voir passer la nuit dehors. Cela le rendait fou, je le sentais bien. Même si je n'avais rien à faire, il voulait que je reste à la maison. Mais je partais quand même.

J'avais besoin d'évacuer toute cette tension[1563]. » Trotski aurait été encore plus fâché d'apprendre que son « rendez-vous » n'était autre que Frida : une fois retombée sa passion pour le Vieux, elle s'était tournée vers son bel assistant. Libre comme l'air après le départ de sa femme et de son fils aux États-Unis, Heijenoort avait accepté l'invitation de Frida à venir la retrouver un soir, avec sa sœur Cristina, à l'El Salon ou au Tenampa[1564].

Frida et Heijenoort devinrent amants. Le jeune homme craignait que Trotski ne découvre leur secret : s'il refusait de le laisser aller danser le soir, quelle serait sa réaction en apprenant qu'il était le dernier amant en date de son ancienne maîtresse ? Heureusement pour Heijenoort, personne n'en souffla mot au vieil homme et, très vite, leur liaison tourna court.

Les difficultés de Trotski ne vinrent pas de Frida, mais de Diego, son mari, et elles n'avaient rien à voir avec une quelconque histoire sexuelle. Ses contacts quotidiens avec Trotski incitèrent Rivera à vouloir prendre part à l'activité communiste et à se battre pour la cause trotskiste, ce qui ne fut pas du goût des sympathisants mexicains, qui détestaient le peintre pour son ego démesuré et considéraient qu'il n'avait aucune disposition pour la politique, ou si peu. L'homme était d'humeur instable, et ses opinions imprévisibles. Attaqué par des camarades trotskistes, il exigea leur exclusion de l'organisation et fit valoir sa supériorité de propriétaire par rapport à Trotski, son locataire. Et lorsque Trotski lui objecta qu'il n'avait pas autorité pour agir de la sorte, Rivera rejeta l'argument : « Mais bon sang, c'est vous le leader ! ». Le peintre soupçonna une magouille, accusant même Trotski de

dresser les militants mexicains contre lui, et il fut impossible de le ramener à la raison. Convaincu que lui seul saurait appliquer le trotskisme à son pays, il décida de constituer son propre groupe. Trotski adorait l'œuvre de Rivera, mais ses prétentions le désarçonnaient : le muraliste aurait mieux fait de s'en tenir à son art et de laisser la politique à d'autres.

Toutes ces tensions dont son mari était la cause n'échappèrent pas à Frida. Dans une lettre à son amie Ella, elle insista cependant sur la loyauté de Diego à l'égard de la Quatrième Internationale, ajoutant qu'il était « enchanté de la présence de Trotski[1565] ». Personne ne voulait que cette affaire prenne des proportions extrêmes, mais Diego rendit la réconciliation difficile. Leur querelle s'aggrava encore lorsque Trotski refusa de se ranger à son avis sur les mérites d'un court article qu'il souhaitait publier. Rivera en prit ombrage et accusa Trotski d'avoir recours à des méthodes de censure staliniennes, puis il le traita d'arrogant et d'intolérant (à sa décharge, il faut dire que Trotski aurait agi exactement de la même manière si on lui avait refusé ses articles).

Trotski s'efforça d'abord de calmer Rivera. Il écrivit à Frida pour lui demander de servir de médiatrice. Diego croyait que Trotski lui refusait un poste administratif à la Quatrième Internationale. « Et je vous demande bien, écrivit-il au Vieux, pourquoi Diego ne serait-il que "secrétaire" ? » Cela eut le don d'exaspérer Trotski, qui le jugeait clairement « inapte [...] au travail de routine ». Il rejetait toutes les accusations de Diego. Il écrivit à Frida que Natalia et lui – mais qu'elle ne se méprenne pas : il ne cherchait pas à l'entraîner dans une nouvelle relation – avaient parlé de tout cela ensemble. Ils avaient rendu visite à Diego et passé un agréable moment avec

lui ; mais quand Trotski y était retourné seul à une autre occasion, ils avaient eu une dispute terrible et Diego avait démissionné de la Quatrième Internationale. Il conjurait Frida, « notre grande et bonne amie », disait-il, d'intercéder en sa faveur[1566]. Il fit appel aussi à d'autres sympathisants et demanda à Heijenoort de solliciter l'aide d'André Breton[1567]. Ce fut peine perdue. Sa démarche auprès de Frida n'aboutit qu'à décupler la colère de Rivera[1568]. Excédé, Trotski demanda à Charles Curtiss, un jeune Américain venu rendre visite aux groupes trotskistes mexicains, de le prendre à part et de le calmer. Rivera expliqua qu'il ne s'opposait pas réellement aux méthodes de Trotski, mais qu'il voulait se retirer de la politique et se consacrer à sa peinture[1569].

Le talent exceptionnel de Rivera ne faisait aucun doute. Il avait passé des années à travailler aux côtés des plus grands peintres contemporains à Paris, avant la Grande Guerre. Modigliani l'admirait et était devenu son ami. Le muraliste avait délibérément choisi le recours aux lignes géométriques et aux couleurs vives pour transmettre son message sur l'histoire du Mexique. Trotski dédaignait le contenu intellectuel de ses œuvres. Les fresques de l'artiste retraçaient tous les maux du pays depuis sa conquête par le conquistador espagnol Hernan Cortès, entre 1519 et 1521. Les autochtones apparaissaient constamment comme des victimes, et l'Empire aztèque était glorifié en tant que civilisation où régnait l'harmonie sociale. Les Espagnols étaient des tortionnaires et des usurpateurs, et les Indiens les héritiers d'une culture d'une modeste splendeur, totalement indépendante. Du point de vue marxiste, c'était une forme dangereuse de nationalisme et une

vision dénaturée de l'Histoire. À Nikolaïev autrefois, le jeune Trotski méprisait les bonnes dispositions des narodniks envers la paysannerie. Au Mexique, il avait vu en Rivera un génie de la peinture, oubliant que ses traditions campagnardes étaient défavorables au progrès. S'il se rendit compte de son incohérence, il se garda bien de le reconnaître. À Coyoacán, il n'avait pas su coordonner ses opinions politiques et artistiques. Il avait eu besoin de Rivera pour des raisons pratiques et de ce fait, mais probablement sans en être conscient, il avait étouffé son scepticisme.

Trotski décida de rédiger un manifeste « pour un art révolutionnaire indépendant », avec Diego Rivera et André Breton. Financé par son gouvernement, le chef de file du mouvement surréaliste était venu au Mexique en février 1938, et il avait rencontré Trotski, qui à cette occasion avait manqué de tact en vantant des auteurs de romans réalistes comme Émile Zola. Un affrontement entre les mérites du réalisme et ceux du surréalisme était à craindre, semblait-il, mais Breton était un sympathisant communiste et ses œuvres exprimaient de la compassion à l'égard de la classe ouvrière ; c'était aussi un admirateur inconditionnel de Trotski[1570]. Le manifeste déplorait le « crépuscule hostile à l'émergence de toute espèce de valeur spirituelle » en Union soviétique et s'indignait violemment de la dévastation culturelle du Troisième Reich. Ses rédacteurs rejetaient les appels à l'« indifférentisme politique » en matière de création artistique, mais ils omettaient soigneusement de préciser comment un État révolutionnaire devait traiter les œuvres d'artistes dont les idées étaient politiquement incorrectes. À cet égard, il ne marquait aucun progrès par rapport à

Littérature et révolution, écrit par Trotski en 1923. Le manifeste considérait la liberté de création comme un préalable au grand art ; ses deux leitmotifs étaient :

L'indépendance de l'art – pour la révolution !

La révolution – pour la libération définitive de l'art !

Seuls Rivera et Breton le signèrent, vraisemblablement pour lui donner l'apparence d'un document écrit par des artistes pour des artistes[1571].

Au lieu de se retirer de toute activité politique, Rivera apporta son soutien au général Mugica lors des élections suivantes : la rupture officielle devenait inévitable. Exaspéré, Trotski confia à Heijenoort le soin de reconquérir « le peintre ». Rivera réagit en portant d'étranges accusations contre lui dans une lettre à André Breton, dont une copie tomba entre les mains de Natalia. Trotski s'adressa alors au pompeusement nommé comité panaméricain de la Quatrième Internationale de New York, pour obtenir une déclaration de soutien. Puis il se dit qu'au fond, cela ne changerait rien. Il décida d'interpréter l'attitude de Rivera comme un signe des temps. On assistait selon lui à un « repli des intellectuels ». Rivera et d'autres avaient succombé à la tentation de « trouver refuge dans l'opinion publique bourgeoise de leur patrie »[1572]. Aux premiers temps de leur amitié, Trotski avait pris le peintre pour un militant politique sérieux et Diego, flatté, avait eu la vanité de le croire. Désormais, Trotski devait assumer les conséquences de son choix. Il commençait à entrevoir les risques auxquels il était exposé : Diego avait eu une influence décisive pour lui faire obtenir le droit d'asile au Mexique et il lui avait offert un toit. Après quoi, Trotski avait

eu une aventure avec sa femme. L'artiste pouvait lui nuire beaucoup en se rangeant du côté de Staline contre la Quatrième Internationale et en se lançant dans une campagne contre lui au Mexique.

Partie aux États-Unis pour y exposer ses œuvres, Frida avait cessé de s'intéresser aux intrigues politiques. Sa relation personnelle avec Diego était chaotique. Ils divorcèrent en janvier 1939 pour se remarier un an plus tard, mais Rivera ne retourna jamais vers les trotskistes et Frida choisit de se rapprocher des stalinistes mexicains : la dernière de ses œuvres, qu'elle réalisa peu de temps avant sa mort en 1954, est un portrait de Staline[1573]. De toute façon, Trotski ne pouvait rester plus longtemps dans une maison qui appartenait à Diego Rivera. Il lui adressa un congé officiel, annonçant son départ imminent. Ils échangèrent quelques messages alambiqués. Diego prit ombrage de sa tentative d'utiliser Frida comme intermédiaire et rien ne put le raisonner[1574] , mais il lui fit savoir que, malgré leur querelle, Trotski pouvait rester habiter la Maison bleue. Ce dernier l'informa qu'il n'accepterait qu'à la condition de lui payer un loyer de deux cents pesos par mois. Rivera refusa, d'abord en son nom. Puis il déclara que la Maison bleue était la propriété de Frida et non la sienne, ce que Trotski interpréta comme une pression morale pour le faire partir[1575]. Drapé dans sa dignité, il loua une maison dans une rue voisine, l'Avenida Viena, toujours à Coyoacán, et, accompagné de sa femme et de tout son entourage, il quitta la Maison bleue.

La « question russe »

Les trotskistes, dans le monde, n'avaient pas connaissance des affaires intimes de Coyoacán. Une seule question dominait leurs pensées : la nature du régime de l'Union soviétique. Vers le milieu des années trente, Trotski n'y comptait plus de partisans actifs. La discussion autour du trotskisme ne pouvait avoir lieu qu'à l'étranger et essentiellement au sein d'une population qui n'avait jamais vu Moscou. La révolution d'Octobre avait fasciné ses partisans à distance. Leur but était de reproduire ce que Lénine et Trotski avaient réalisé dans leur pays. Ils étaient devenus trotskistes parce qu'ils se méfiaient du communisme façon Kremlin. Ils réclamaient la liberté de penser pour eux-mêmes ; mais, en rejetant Staline, ils s'inclinaient devant Trotski avec une admiration sans réserve et se rangeaient sous sa bannière intellectuelle.

L'Union soviétique était en pleine mutation. Le second plan quinquennal, introduit en 1933, avait mis l'accent sur la productivité des nouvelles mines et usines. Le rythme de la croissance industrielle, un peu ralenti, demeurait impressionnant. L'Union soviétique produisait toujours plus de tanks, d'avions, de camions et de tracteurs. Staline maintenait fortement la pression sur le Politburo, pour coller aux grandes lignes de la politique économique. Il regroupa la direction et chaque fois qu'il percevait un relâchement dans l'engagement des camarades, il lui adjoignait de nouveaux venus comme Nicolaï Iejov et Nikita Khrouchtchev. En 1935, le mineur

Alexis Stakhanov pulvérisa les records d'extraction du charbon en un seul poste. Il fut érigé en modèle dans la *Pravda*, et toutes les entreprises du secteur industriel, des transports, et même de l'agriculture, furent invitées à lui trouver des émules, hommes et femmes : le stakhanovisme était né. Les obstacles à la réalisation des directives de Staline, en matière de politique, d'économie et de culture, furent abattus l'un après l'autre. On mit à jour le matériel et les programmes d'instruction de l'Armée rouge. Cinémas et chaînes de radio firent leur apparition. On créa des « parcs d'attractions » pour offrir au peuple des espaces de loisirs. En coulisses, en 1937 et 1938, eurent lieu des purges massives d'« éléments antisoviétiques ». Ces années-là devaient rester connues sous le nom de Grande Terreur. Le goulag devint partie intégrante de la transformation économique, dans la mesure où des condamnés affamés participaient à l'abattage du bois et à l'extraction de l'or sibérien. Officiellement, les détenus bénéficiaient des mesures progressistes d'une politique de réhabilitation. Staline était présenté comme l'architecte d'une transformation révolutionnaire sans précédent.

Le principal ouvrage que Trotski consacra à l'Union soviétique contemporaine est *La Révolution trahie*, publiée en 1937. Comme il ne pouvait plus s'inspirer de son vécu ni de celui de ses partisans, il fut contraint de glaner tout ce qu'il pouvait dans la presse officielle soviétique dont les auteurs étaient les purs produits de l'« école stalinienne de falsification ». Son argumentation était la suivante : l'Union soviétique, malgré ses défauts, restait un « État ouvrier » ; Staline et ses proches n'avaient pas réussi une contre-

révolution complète. Les ressources naturelles et les principaux secteurs de l'économie étaient nationalisés. Le marxisme était l'idéologie fondamentale. Les anciennes classes capitalistes avaient été écrasées, et l'on accordait la priorité à l'élévation du niveau culturel des « masses ». Le parti communiste recrutait abondamment parmi la classe ouvrière. Les stalinistes, dans la mesure où ils étaient parvenus à consolider leur pouvoir, devaient leur réussite au fait que la Russie était un pays « arriéré ». Le prolétariat soviétique, fraction minoritaire de la société en 1917, n'avait ni l'instruction, ni la formation, ni l'expérience nécessaires pour un « passage au socialisme » complet. En même temps, les capitalistes étaient trop faibles pour détruire les « acquis de la révolution d'Octobre » et les paysans incapables d'une résistance soutenue. Il en résultait un équilibre instable permettant à la « couche bureaucratique » de veiller à ses intérêts collectifs. Staline avait atteint la suprématie politique en se plaçant lui-même à la tête des bureaucrates. Il s'agissait d'un régime « bonapartiste », dont la survie dépendait d'un recours à la violence.

Pour améliorer cette situation – c'est du moins ce que croyait Trotski au début des années trente – il fallait que l'Opposition rallie les éléments « sains » de l'élite communiste soviétique. Le *Byulleten Oppozitsii* avait tenté notamment de gagner les fonctionnaires staliniens à sa façon de penser. Dans *La Révolution trahie*, il jetait cette stratégie par-dessus bord, décrétant qu'il ne faudrait rien de moins qu'une révolution politique à l'encontre de la « bureaucratie ».

La presse soviétique l'accusa de comploter d'assassiner les dirigeants du Kremlin. Rien ne pouvait être plus loin de la

vérité, car Trotski avait exclu tout attentat à la vie de Staline :

Les actes terroristes en eux-mêmes sont les moins susceptibles de renverser une oligarchie bonapartiste. Même si, individuellement, le bureaucrate craint le revolver, la bureaucratie dans son ensemble est tout à fait capable d'exploiter ces actes pour justifier ses propres violences et incidemment pour incriminer ses ennemis politiques en les accusant de meurtre... Le terrorisme individuel est l'arme des impatients ou des désespérés, qui opèrent seuls dans leur coin, et qui le plus souvent appartiennent à la jeune génération de bureaucrates[1576].

Il y avait là plus qu'une simple adhésion à la doctrine marxiste classique. Trotski ne pouvait pas croire que le meurtre d'un personnage aussi « médiocre » que Staline changerait quelque chose à la politique soviétique. Il semblait avoir inconsciemment besoin de l'assurance que sa défaite était liée à de grandes forces historiques et non à un adversaire individuel aux mérites comparables au sien. Tout le mouvement trotskiste accepta cette position à l'époque, à l'exception peut-être de Lev Sedov, et il fallut des années à Jean Van Heijenoort pour parvenir à la conclusion qu'il eût été préférable de tenter d'assassiner Staline. En tout cas, à l'époque, personne ne réfléchit à la façon de s'y prendre[1577].

Trotski espérait que l'indignation croissante de la classe ouvrière aboutirait à la révolte. Jusqu'à présent, les paysans avaient été plus actifs que les ouvriers à « s'engager dans la voie d'une lutte ouverte ». Selon lui, le prolétariat urbain se retenait par crainte de perdre les acquis d'Octobre. Mais la révolution était toujours aussi inéluctable : « Il n'existe aucune solution pacifique à cette crise : aucun diable ne s'est jamais de lui-même arraché les griffes. La bureaucratie soviétique

n'abandonnera pas ses positions sans combattre. De toute évidence, nous nous acheminons vers une révolution [\[1578\]](#). » La nouvelle « caste d'opresseurs et de parasites » ne pouvait être renversée que par un soulèvement populaire. Un nouveau parti communiste, celui de la Quatrième Internationale, devait remplacer le parti émasculé de Staline.

Selon Trotski, la propagande officielle ne valait rien. Il prétendait, à juste titre mais sans en avancer la preuve, qu'il ne fallait pas croire les chiffres concernant le rendement des stakhanovistes ; il les trouvait globalement trop beaux pour être vrais[\[1579\]](#). La politique économique de l'Union soviétique était médiocre et sommaire dans sa conception comme dans sa mise en œuvre. Il reconnaissait, certes, que dans le secteur industriel, des fondations solides avaient été posées et des progrès énormes réalisés grâce à la campagne d'alphabétisation massive. Mais le désordre et le gaspillage étaient endémiques et l'élite stalinienne par nature conservatrice ; il lui manquait l'élan nécessaire pour une transformation révolutionnaire complète. L'agriculture était en ruine, et la littérature et les autres arts parodiaient les changements culturels dignes d'une société socialiste. L'issue était du côté de l'Opposition, et il était grand temps d'introduire ses idées. Trotski se proposait, avec ses partisans, de prendre la place des dirigeants staliniens ; il ne promettait pas l'avènement de la démocratie, mais envisageait au moins la possibilité de rétablir la « liberté des partis soviétiques ». Il pensait vraisemblablement aux mencheviks et aux socialistes révolutionnaires, même s'il ne les nommait pas volontiers, et n'avait de toute façon pas la moindre intention de donner une

existence légale aux Cadets. Jusqu'à la fin de sa vie, il n'accorderait aucune confiance à des individus qui prendraient la liberté de former ou d'élire un parti quel qu'il soit[1580].

En même temps, il demeurait patriote. Si le Troisième Reich attaquait, les camarades devaient défendre activement l'Union soviétique. Selon lui, ce serait plus facile en chassant l'actuelle coterie dirigeante et en instaurant une nouvelle politique étrangère. À l'extérieur, les affrontements militaires se multiplieraient. L'Union soviétique ne pourrait pas rester indéfiniment à l'écart, et Trotski continuait de répéter que la doctrine stalinienne du « socialisme dans un seul pays » menait à la catastrophe – elle diminuait notamment l'attrait exercé par l'Union soviétique sur les ouvriers étrangers. Il fallait changer d'orientation et revenir à la révolution mondiale[1581].

Ainsi, tout en proclamant l'inexorable dégénérescence de l'Union soviétique, Trotski ne cessa jamais de souhaiter sa rédemption. C'était un homme de son temps, convaincu de la « décadence du système capitaliste, de sa crise incurable, de sa décomposition ». Lors de la Grande Dépression de 1929, ce credo marxiste s'était encore vérifié. Trotski reconnaissait « le progrès constant des techniques et les résultats remarquables obtenus dans certaines branches de l'industrie », mais à ses yeux, le capitalisme ralentissait inexorablement le « développement des forces productives » :

Abstraction faite de l'Union soviétique, l'époque impérialiste se caractérise par une stagnation et une diminution du revenu national, une crise agraire chronique et un chômage systématique. Ces phénomènes internes sont inhérents à la phase actuelle du capitalisme, comme la goutte et la sclérose à un certain âge [...] La guerre n'a pas été autre chose qu'une tentative des pays capitalistes

pour faire retomber sur le dos de l'adversaire le krach qui menaçait déjà. Mais celle-ci a échoué. Le [dernier] conflit n'a fait qu'aggraver les signes d'une décomposition dont l'accélération actuelle nous met sur la voie d'une nouvelle guerre[1582].

Tout Trotski est là, dans ces quelques lignes. Il répétait inlassablement que l'Union soviétique était le seul pays capable d'éviter la tourmente économique dans laquelle le monde se débattait.

Il avait sacrifié sa jeunesse et son premier âge d'homme au combat révolutionnaire en Russie. Avec le camarade Lénine, il avait contribué à l'émergence de la révolution d'Octobre, avant de l'ancrer dans la guerre civile. Il était le cofondateur du Komintern. Avec Lénine toujours, il avait incarné la cause communiste dans le monde entier. Alors supposer que le coup d'État bolchevique de 1917 avait été une perte de temps, ou pire, c'était se couper le bras. Aucune transformation révolutionnaire n'est parfaite et Trotski ne voyait pas l'intérêt de déclencher une seconde révolution en repartant de zéro. Il fallait sauver celle d'Octobre et la remettre sur les rails plutôt que la jeter aux orties.

Il ne proposa jamais un procédé tout fait. En 1917 déjà, il s'était abstenu d'expliquer clairement sa stratégie par écrit : son talent avait consisté à improviser autour de quelques hypothèses de base sur la situation de l'époque, ce qui lui donnait une souplesse pratique dont Lénine lui-même était dépourvu. Dans les années trente, il avait encore plus de raisons de se montrer réticent. Avant la révolution d'Octobre, son silence avait permis de maintenir les ennemis du Parti dans l'interrogation. Maintenant, c'était plutôt l'impuissance politique qui le retenait. Bien qu'il n'eût plus de contacts avec

l'Union soviétique, il continuait à mettre tous ses espoirs dans un soulèvement populaire dirigé par la « section soviétique de la Quatrième Internationale ». Il se dupait lui-même, comme il le laissa entendre en admettant que cette soi-disant section était « encore faible et réduite à la clandestinité », mais cet aveu en soi était absurde : la « section soviétique » n'était qu'un pur produit de son imagination. Tous les membres de l'Opposition sans exception se trouvaient dans des camps de travail, quand ils n'avaient pas été exécutés ; mais, emporté par ses effets de rhétorique, il s'accrochait : « L'illégalité d'un parti n'équivaut pas à son inexistence[1583]. » Et il continuait :

Il ne s'agit pas de changer une coterie dirigeante contre une autre, mais de trouver d'autres méthodes pour diriger l'économie et orienter la culture de notre pays. La dictature de la bureaucratie doit céder la place à la démocratie soviétique. Le rétablissement du droit à la critique et une liberté électorale authentique sont des conditions nécessaires au développement du pays. Cela suppose de rétablir la liberté des partis, à commencer par le parti bolchevique, et de favoriser la résurgence des syndicats. L'introduction de la démocratie dans l'industrie implique une révision radicale des plans, dans l'intérêt de ceux qui peinent au travail[1584].

Il ne donna aucun éclaircissement sur ce qu'il entendait par là. Des objectifs comme la liberté électorale, la lutte contre la bureaucratie ou la démocratie soviétique, il ne les avait pas inventés, il les partageait avec tous les autres théoriciens du communisme, y compris Staline. Mais il omettait invariablement d'expliquer comment il allait leur donner une réalité.

Il s'en tint à cette analyse générale de la situation en Union soviétique durant toute la fin des années trente, sans éprouver

le besoin de la modifier à la lumière des autres théories. Il fit cependant une exception majeure à cette rigidité intellectuelle : en avril 1939, il abandonna son engagement de conserver l'intégrité territoriale de l'Union soviétique et proposa un nouveau slogan pour une « Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne, unie et indépendante[1585] ». C'était sa réaction aux changements intervenus dans les relations internationales avec l'annexion de la Tchécoslovaquie par les Allemands. Parmi les dispositions des nazis figurait l'instauration d'un gouvernement autonome ruthène sur le territoire tchécoslovaque. Les Ruthènes étant un peuple très proche des Ukrainiens, Trotski y voyait une occasion de créer des troubles antiallemands en remettant à l'ordre du jour la campagne pour une grande Ukraine. Il espérait également que se produirait en Ukraine soviétique une révolution politique orchestrée par des communistes de même bord. Il connaissait l'hostilité des Ukrainiens à l'égard du régime stalinien. Si l'Ukraine soviétique devait devenir un rempart contre le nazisme en Europe de l'Est, il fallait qu'elle montre son indépendance par rapport au Kremlin.

Une révolution en Ukraine affaiblirait inévitablement la capacité défensive de l'Union soviétique et la sécession entraînerait de très fortes perturbations à Moscou. Trotski prétendait que ce ne serait rien comparé au statu quo :

L'affaiblissement de l'Union soviétique, répondons-nous, est provoqué par les tendances centrifuges toujours plus fortes engendrées par la dictature bonapartiste. Si une guerre survient, la haine des masses pour la clique dirigeante risque de mener à l'effondrement des acquis sociaux d'Octobre... Plus tôt on ébranlera, détruira, balaiera et écrasera la caste bonapartiste d'aujourd'hui, plus la défense de l'Union soviétique sera solide et son avenir socialiste assuré[1586].

Trotsky n'avait plus confiance dans l'Armée rouge. Il fallait une révolution pour donner à l'Union soviétique une protection adéquate.

Ses mises au point n'eurent aucun impact en dehors des cercles trotskistes, car à cette époque les journaux et magazines des démocraties libérales occidentales grouillaient d'articles consacrés à l'Union soviétique. En France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, de nombreux auteurs en vue affichaient leur enthousiasme pour tout ce qui était soviétique. La biographie de Staline par l'écrivain français Henri Barbusse était si élogieuse que Moscou décida de la traduire et d'en imprimer une quantité phénoménale. Sidney et Beatrice Webb, membres éminents de la Société Fabienne à Londres et fervents admirateurs du régime soviétique, refusaient d'entendre tout commentaire négatif. En 1935, ils publièrent *Soviet Communism : a New Civilization ?* et, pour la seconde édition de l'ouvrage, ils retirèrent le point d'interrogation[1587]. L'ancien diplomate Bernard Pares, représentant du Royaume-Uni en Russie pendant la Grande Guerre, assura qui voulait l'entendre que Staline avait le souci d'être juste. Aux États-Unis, les défenseurs de l'Union soviétique étaient légion, jusqu'au futur vice-président de Franklin Roosevelt, Henry Wallace ! À gauche, la tendance était d'accorder le bénéfice du doute à Staline et à l'Union soviétique : l'économie mondiale était encore dans le désastre de la Grande Dépression, le capitalisme en proie au marasme et l'expansionnisme allemand, italien et japonais en pleine effervescence, au point de menacer l'avenir de la paix dans le monde. Les « carnets d'URSS », qu'André Gide avait tenus lors de son voyage en 1936, avaient ragailardi Trotsky[1588] ,

mais Gide n'était pas trotskiste, et dans le domaine de la littérature, de la philosophie ou des sciences sociales, aucune personnalité européenne ou américaine de premier plan n'était prête à annoncer officiellement son adhésion à la cause trotskiste. André Breton, Frida Kahlo et Diego Rivera étaient de fervents admirateurs, mais ils ne comprenaient pas vraiment l'essence du différend entre Staline et Trotski.

D'une manière générale, en tout cas, les détracteurs du régime soviétique contemporain se trouvaient à droite et n'avaient pas de temps à consacrer à Trotski. Des histoires terribles circulaient sur la terreur organisée des premiers temps de la Russie soviétique, et ni Lénine ni Trotski ne s'en tiraient à bon compte. Quant au Right Book Club, haut lieu des valeurs conservatrices britanniques créé en 1937, il fustigeait le Politburo, l'actuel et celui de jadis. Une controverse internationale éclata lorsque la question de la mutinerie des marins de Cronstadt revint sur le tapis. Le nom de Trotski lui était directement associé. C'était un point sensible, car il avait été très impliqué dans les délibérations de la direction communiste sur la conduite à tenir, mais le public avait toujours ignoré le rôle qu'il avait joué. Après sa déportation, lorsqu'il avait cherché des sympathies à l'extrême gauche européenne et américaine, cet épisode de sa carrière était devenu embarrassant et la guerre civile espagnole n'avait rien arrangé. Il avait dénoncé Staline et le NKVD pour avoir donné la priorité à l'éradication d'organisations d'extrême gauche rivales en Espagne plutôt qu'à la formation d'une grande coalition politico-militaire contre Franco et ses fascistes. L'arrestation et l'assassinat d'Andreu Nin figuraient au rang des infamies répertoriées dans le *Byulleten Oppozitsii*, et le

fait que Nin n'ait jamais été un trotskiste déclaré lui avait permis de se poser comme la conscience de la résistance communiste anti-Komintern.

Victor Serge, libéré et autorisé à émigrer en France en 1936, se souvenait très bien que Trotski avait soutenu l'instauration d'un État-terreur soviétique, unipartiste. Il l'admirait pour tout ce qu'il avait réalisé et souhaitait réellement nouer des liens politiques amicaux avec lui, mais il n'oubliait pas son comportement de 1921, autant à l'égard des marins de Cronstadt que des anarchistes et socialistes radicaux. Tout cela contrariait beaucoup Trotski. Jusqu'à l'arrivée de Serge, il s'en était assez bien sorti, en restant plutôt évasif dans son autobiographie. Désormais, il ne pouvait plus esquiver la question : comment l'accepter comme défenseur d'un système socialiste pluraliste, alors qu'il avait persécuté de simples marins qui en 1921 exigeaient exactement la même chose ?

Les mutins de Cronstadt, répondit-il, n'étaient pas ceux qui avaient soutenu les bolcheviks en 1917, mais leurs remplaçants, lâches et indignes de confiance, de mèche avec les ennemis de la révolution d'Octobre. Bel exemple de sophisme. Quelle différence si les marins n'étaient pas les mêmes ? (En réalité, d'ailleurs, il s'agissait bien des mêmes, et Trotski le savait pertinemment[1589].) Des trotskistes loyalistes le harcelèrent pour qu'il se défende de manière plus précise, à quoi il répondit sans conviction qu'il n'avait pas les éléments nécessaires à Coyoacán, mais qu'à défaut, il avait demandé à son fils de publier quelque chose sur le sujet[1590]. Liova avait vaillamment accepté de s'acquitter de cette tâche ingrate, s'y appliquant avec la même minutie que son père et demandant à la communiste française Simone

Weil de lui fournir des exemplaires des ouvrages d'auteurs anarchistes, les plus virulents parmi ceux qui critiquaient les mesures prises à l'encontre des marins de Cronstadt[1591]. Lev suivit la ligne de défense de son père : il déclara que la direction bolchevique avait toutes les raisons de croire à une conspiration internationale : à l'étranger, les socialistes révolutionnaires auraient prétendument aidé les gouvernements de plusieurs pays à tenter une action susceptible d'entraîner le renversement des communistes. Lev insista : son père n'avait été mêlé en aucune façon à la répression de Cronstadt.

Le jeune homme ne vécut pas assez longtemps pour terminer l'ouvrage, et la controverse s'éteignit d'elle-même. Trotski, refusant de revenir sur le sujet, afficha un détachement olympien par rapport aux articles de Serge. Ses partisans demeurèrent muets. À leurs yeux, Serge avait vainement tenté d'entacher la réputation de Trotski.

D'autres réactions montraient que certains de ses partisans n'étaient guère enclins à accepter sans sourciller tous les éléments de son analyse sur l'Union soviétique. Les jeunes penseurs attirés par le trotskisme américain regimbaient devant une contrainte intellectuelle permanente. Trotski essuya même des critiques sur la « question russe », comme autrefois au Leninbund[1592]. Ses détracteurs jugeaient qu'il avait sous-estimé la profondeur de la transformation du régime soviétique et sa consolidation sous Staline. Alors que lui considérait le stalinisme comme instable, eux laissaient entendre qu'une nouvelle classe s'était véritablement installée au pouvoir. La terminologie variait d'un auteur à l'autre, mais l'essentiel de l'argumentation était le même. Les bureaucrates

communistes du Parti, du gouvernement et de la police exerçaient un contrôle inaliénable sur les bénéfices de l'économie du pays. La violence d'une répression impitoyable contribuait à maintenir le nouveau statu quo. Les apparatchiks n'avaient pas besoin de titre de propriété pour posséder des terres, des biens et du matériel d'équipement. Ils jouissaient de privilèges illimités et héréditaires. La révolution d'Octobre qui, selon Trotski, pouvait être ranimée par une révolution politique, était déjà morte. Il fallait en déterrer les fondations économiques et sociales pour reconstruire entièrement un nouvel édifice.

Parfois, Trotski semblait sur le point de réviser son analyse. Dans *La Révolution trahie*, il reconnaissait même l'utilité d'un adjectif que jusque-là il avait écarté : totalitaire[1593]. Il ne s'agissait pas d'une catégorie de l'analyse marxiste, car elle impliquait de regarder les sociétés modernes en abandonnant entre autres la notion de classe. L'Union soviétique de Staline et le Troisième Reich de Hitler étaient deux régimes semblables, en ce sens qu'ils cherchaient à supprimer tous les obstacles à l'autorité centrale de l'État. Ils abrogeaient les clauses démocratiques garantissant la séparation des pouvoirs et, dès qu'ils le pouvaient, écrasaient les associations civiles indépendantes. Instaurent une terreur policière. Créaient des camps de concentration et ordonnaient des arrestations ou des exécutions massives de tous leurs adversaires. Introduisaient un monopole politique sur les médias. Exaltaient leur idéologie et présentaient leurs dirigeants comme d'authentiques génies. Staline et Hitler avaient tous deux l'ambition de créer des citoyens à l'image de leur idéologie, et tous deux tentaient d'insérer l'État dans tous les

interstices de la société civile.

C'était la première fois que Trotski énonçait cette théorie d'une nouvelle forme d'État. Il jouait avec elle, mais s'en servait au fond comme d'une figure stylistique et restait fidèle aux catégories marxistes conventionnelles. C'était ce marxisme-là qu'il aimait, bien sûr. Les longues années de déportation et d'exil lui avaient permis d'écrire exactement ce qu'il pensait, et il n'avait jamais abandonné son credo : le monde n'avait de sens que si l'on admettait que seul le prolétariat pouvait le sauver du désastre.

En réalité, il s'en tenait à ses grands principes de toujours, depuis qu'il était entré dans l'opposition au début des années vingt. Selon lui, les chances de réussite d'une révolution communiste en Russie avaient toujours été subordonnées au déclenchement d'autres révolutions en Europe. Cette opinion se trouvait renforcée dans ses écrits des années trente. Pour bien des esprits, cela revenait à invalider le coup d'État bolchevique de l'automne 1917. En Union soviétique, des millions de personnes avaient été tuées, frappées par la famine et la maladie, ou encore privées de liberté. Trotski ne voyait-il pas à quel point il manquait de logique à tirer fierté de la révolution d'Octobre tout en la déclarant rétrospectivement si vaine ? À cela, il avait une réponse toute faite : la Grande Guerre avait fragilisé le capitalisme mondial et il plaçait sa foi dans la révolution internationale, suggérant que le communisme pouvait être sauvé en Russie grâce à l'éclosion de gouvernements révolutionnaires dans les pays capitalistes voisins. Il espérait avec ferveur que l'Allemagne et la France s'aligneraient sur l'Union soviétique. Alors les difficultés liées à l'instauration du communisme pourraient être aplanies et l'on

aurait la preuve que la révolution d'Octobre avait bel et bien inauguré une ère nouvelle pour l'humanité.

Confrontation avec les philosophes

Les grands procès de Moscou des années 1936-1938 constituèrent un véritable défi pour l'optimisme à tous crins de Trotski. Avant d'être appelés à la barre, les accusés furent torturés et durent subir des sévices physiques ou psychologiques, et ceux qui résistaient étaient sommairement exécutés sans même comparaître. Ces simulacres de procès permirent à Staline d'arriver à ses fins, dans le pays comme à l'étranger. Puisque chaque groupe d'inculpés – de Kamenev et Zinoviev en août 1936 à Boukharine en mars 1938 – avouait s'être rendu coupable de trahison, la plupart des commentateurs étrangers furent portés à faire confiance au système judiciaire soviétique. Au nombre des chefs d'accusation figuraient la collusion avec les services de renseignement étrangers, les complots d'assassinat sur la personne de Staline et les conspirations visant à restaurer le régime capitaliste en Russie. Trotski était incriminé pour son rôle actif dans les conjurations : le NKVD avait toute latitude pour réunir contre lui les charges les plus extravagantes et Staline n'intervint que lorsque son chef, Nicolaï Iejov, prétendit avoir la preuve que le révolutionnaire avait été agent de l'Okhrana, l'ancienne police tsariste[1594]. Trotski réagit vigoureusement, revenant en détail sur les mensonges grotesques qui ressortaient des témoignages fournis devant le tribunal. Il publia d'innombrables articles dans le *Byulleten*. Léon Sedov en fit autant. Pour chacun des chefs d'inculpation retenus, il était facile de souligner des erreurs de date, de lieu

et de personne. Si Trotski n'avait aucune raison de se montrer tendre envers Zinoviev, Boukharine ou même son beau-frère, il ne s'appliqua pas moins à les blanchir en tant que révolutionnaires.

Il n'obtint qu'un succès mitigé dans cette riposte à la campagne de « falsification stalinienne ». Au sein des partis de gauche européens et nord-américains, s'était créé un grand mouvement de sympathie autour de l'Union soviétique, l'Armée rouge étant la plus grande force militaire à opposer au fascisme. On admirait Staline, grand pourvoyeur de la croissance industrielle et de l'instruction des masses. Ne voulant pas mettre en doute la justesse des verdicts, la plupart des antifascistes considéraient Trotski coupable des chefs d'accusation retenus contre lui. Les « gauchistes » n'étaient pas les seuls à le trouver antipathique. En 1938, Winston Churchill confia à Ivan Maïski, l'ambassadeur soviétique : « Je déteste [cet homme] ! Je l'ai fait surveiller pendant quelque temps. C'est un mauvais génie, et c'est une très bonne chose que Staline lui rende la monnaie de sa pièce[1595]. »

Malgré tout, pour de nombreux lecteurs du monde entier, dont certains étaient des personnalités de premier plan dépourvues de toute sympathie pour le communisme, Trotski conservait son attrait et sa touche d'exotisme. Un nombre impressionnant de socialistes, de libéraux et même de conservateurs fermaient les yeux sur ses plaidoyers en faveur de la subversion, de la dictature et de la terreur. Mencken, le satiriste américain, proposa de lui donner tous ses livres et de lui acheter ou de lui faire parvenir tout autre ouvrage qu'il lui plairait d'avoir. Trotski déclina l'offre, par souci de ne rien devoir à un homme qu'il considérait comme un réactionnaire.

Il déclina également la vice-présidence de la Mark Twain Society (sans hésitation, car Benito Mussolini et le général Pershing en étaient les vice-présidents associés)[1596]. Il repoussa encore une invitation à devenir recteur de l'université d'Édimbourg, en Écosse[1597]. Des pétitions circulaient en sa faveur. H.G. Wells avait obtenu de John Maynard Keynes, Harold Laski et même Beatrice Webb, la grande admiratrice de Staline, qu'ils plaident sa cause pour l'obtention d'un droit d'asile en Grande-Bretagne (l'archevêque d'York avait refusé de céder aux instances de Wells, mais le prélat de Birmingham avait signé une pétition lancée par George Bernard Shaw, qui prenait lui aussi la défense de Trotski, alors qu'il sacrifiait pourtant au culte de Staline[1598]).

Les bonnes dispositions et l'enthousiasme de tant de personnalités éminentes en disent long sur la tolérance de leurs pays respectifs... comme sur leur naïveté. Ils ne voyaient pas le mépris de Trotski pour leurs valeurs et passaient sur son intention de saisir la moindre occasion pour nuire à leur société. Comme les visiteurs d'un zoo, ils s'apitoyaient sur le sort d'un animal blessé. Pour beaucoup, il était l'âme sœur méritant la protection qu'eux-mêmes seraient en droit d'espérer en pareille circonstance. Trotskistes, socialistes et libéraux se réunirent sous la bannière d'un comité américain pour la défense de Léon Trotski. Parmi ses membres figuraient le philosophe pragmatiste et pédagogue américain John Dewey, les romanciers John Dos Passos et Mary McCarthy, ainsi que les critiques littéraires Lionel Trilling et Edmund Wilson, bientôt rejoints par Edward Ross, auteur de l'interview de Trotski en décembre 1917, et d'autres jeunes

écrivains autrefois trotskistes mais qui en étaient venus à émettre des doutes sur sa politique : Max Eastman, Sidney Hook et James Burnham[1599].

Trotsky voulut exploiter ce courant de sympathie en proposant d'être entendu à Coyoacán, par une commission quasi judiciaire, dont le président serait John Dewey. Plusieurs des principaux sympathisants trotskistes américains estimèrent que ce plan comportait des failles importantes. Dewey était âgé de plus de soixante-dix ans et, s'il avait été le professeur de Max Eastman et de Sydney Hook, il n'en éprouvait pas pour autant la moindre sympathie à l'égard de l'extrême gauche[1600]. Trotsky insista quand même pour que l'on prenne contact avec le grand homme, avec toute la politesse requise. À la surprise générale, celle de sa famille notamment, le philosophe accepta l'invitation et prit ses dispositions pour se rendre à Coyoacán et y rester quelques semaines. Il avait pour mission de contrôler l'authenticité des allégations émises par Moscou : Trotsky devait lui garantir le libre accès à toutes les pièces de ses dossiers d'archives, comparaître devant la commission et se laisser interroger sans restriction. Il déclara que ce serait le procès du siècle, et pour ses proches le compara à la défense de Jean Calas par Voltaire en 1762, et au plaidoyer de Zola dans l'affaire Dreyfus, en 1898. Il voulait absolument laver son nom de toutes les calomnies de Staline[1601].

Trotsky faisait confiance à Dewey et à son impartialité de libéral. Les deux hommes tombèrent d'accord pour éviter d'aborder les grandes questions politiques et morales. Les rencontres devaient se tenir à la Maison bleue, devant une commission dont la composition avait été fixée à l'avance et

sans discussion – sauf que l'un de ses membres, Ferdinand Lundberg, avait décidé de se retirer avant même la première séance. L'économiste américain en était venu à penser, à juste titre, que Trotski était le premier artisan de la suppression des droits civiques en Union soviétique, dont il se plaignait maintenant d'être la victime[1602]. La première séance s'ouvrit le 10 avril 1937. L'accusé et ses inquisiteurs américains étaient tous en costume trois pièces. L'interrogatoire revêtit une allure formelle, avec copie des dépositions in extenso. Au bout d'une semaine, Dewey déclara être en mesure de résumer leurs conclusions. Personne ne doutait vraiment de leur contenu : Trotski était disculpé. On informa tous les médias du monde, et Dewey quitta le Mexique, ainsi que les autres membres de la commission. Le compte rendu des séances fut publié assez rapidement, permettant à Trotski de retrouver en partie sa réputation.

La visite de Dewey raviva son intérêt sporadique pour la philosophie. Le pédagogue avait déjà produit cet effet sur Max Eastman. Esprit universel comme Trotski, Eastman sentait bien qu'il avait un léger avantage sur celui-ci lors de leurs discussions épistémologiques à propos de Marx, Engels et Lénine. Trotski y voyait une forme d'impertinence. Un jour de 1932, à Büyükdada, une dispute avait éclaté entre les deux hommes : « Il avait la veine jugulaire qui battait et le visage congestionné ; il était en rage. Sa femme s'inquiétait, bien évidemment, et quand nous quittâmes la table pour aller dans son bureau, tout en continuant à nous disputer, elle nous suivit et resta debout près de moi telle une statue, silencieuse et austère[1603]. » Ce jour-là, Trotski baissa dans l'estime du jeune homme, car il avait substitué le sarcasme et la

fanfaronnade à une argumentation rationnelle. Le soir même, Eastman écrivait dans son journal :

Je me sens « blessé » par sa totale et profonde indifférence à mes opinions, à mes intérêts, à mon existence en tant qu'individu. Il n'y a aucune rencontre intellectuelle ou émotionnelle entre nous. Il ne m'a jamais posé de questions et a répondu aux miennes comme un livre l'aurait fait, sans échange, sans accepter la possibilité d'un enrichissement mutuel[1604].

Il lui avait fallu bien des années pour comprendre que son héros n'était pas sans défauts.

Trotsky était considéré comme l'un des plus grands intellectuels de la planète. Ses écrits politiques et historiques étaient connus. Il avait publié des ouvrages sur les relations internationales, le passé de la Russie, la terreur et le développement de l'Union soviétique. Chaque fois qu'un thème avait capté son attention, comme les arts ou les questions relatives au mode de vie dans les années vingt, il en avait fait le sujet d'un brillant opuscule. Cela suffisait amplement à le propulser au firmament des auteurs marxistes... mais pas à accéder au rang de génie universel, et d'une certaine façon cette pensée le tenaillait. Si un mathématicien logicien comme Bertrand Russell pouvait parler de politique ou un romancier comme H.G. Wells d'idéologie, un politicien révolutionnaire pouvait certainement avoir son mot à dire sur la philosophie. Autre chose le perturbait : la volonté de systématiser le marxisme-léninisme, affichée officiellement par les communistes soviétiques. Des sciences sociales à l'épistémologie, tout était incorporé dans une vision du monde unifiée, l'*Abrégé de l'histoire du parti communiste*, que Staline publia en 1938. Trotsky essayait de

ratrapper les courants intellectuels à la mode : Sigmund Freud et ses déclarations sur l'inconscient le fascinaient depuis longtemps[1605]. Il avait l'impression que la version extrême du matérialisme philosophique, qui avait les faveurs de Moscou, n'embrassait pas la totalité des affaires humaines, et malgré toute l'admiration qu'il avait pour le physiologiste Ivan Pavlov, il pensait que la vie ne se résumait pas à une histoire de réflexes conditionnés. En même temps, il abhorrait le culte de l'irrationnel qui se propageait partout en Europe, et n'éprouvait que mépris pour l'idéologie hitlérienne et sa théorie des facteurs raciaux comme déterminants premiers de l'explication scientifique. Les nazis avaient pioché chez Darwin d'une manière arbitraire, laissant délibérément certaines idées dans l'ombre. Aux yeux de Trotski, c'était Marx, et non un quelconque théoricien allemand raciste, qui avait fait le meilleur usage du darwinisme, en appliquant ses théories subtiles à l'analyse du développement économique mondial.

Issu des rangs de l'organisation trotskiste, un coup de fouet raviva, indirectement, la réflexion philosophique. Parmi les adhérents américains figuraient quelques-uns des plus brillants intellectuels de l'époque, notamment Sidney Hook, James Burnham et Max Shachtman. Tout en admirant Trotski en tant qu'auteur et leader politique, ils espéraient construire une théorie philosophique convaincante et appropriée à la politique d'extrême gauche. Mais tout était à faire : dans les années vingt, l'Opposition ne s'était jamais intéressée à ces questions. Hook et ses contemporains étaient des esprits indépendants. Ils auraient la hardiesse d'aller là où leurs spéculations les emmèneraient, et ils espéraient que Trotski apprécierait leurs efforts.

C'était se méprendre sur son compte, car il ne se départit pas de son scepticisme. « Dialectique et nature », l'article de Hook paru dans la revue *Marxist Quarterly* en avril 1937, confirma ses inquiétudes sur les intellectuels trotskistes américains. Contrairement à Trotski, Hook avait reçu une formation solide en philosophie et ne manquant ni de perspicacité ni d'assurance, il ne risquait pas de s'abaisser devant une doctrine arbitraire, fût-elle de Marx et Engels. Sans se soucier de savoir si les marxistes, habitués à révéler leurs pères fondateurs, se sentiraient offensés, il dénonça l'incompétence d'Engels sur la pensée dialectique : il jugeait plus important de rechercher un substrat philosophique sain pour asseoir le marxisme et le rendre inaccessible aux attaques des épistémologistes, logiciens et ontologistes désireux de le ridiculiser. Selon lui, si la pensée marxiste était authentiquement scientifique, elle devait être en mesure de repousser la critique des plus grands professeurs. Trotski était consterné. Quels que fussent les objectifs personnels de Hook, il était convaincu que ce révisionnisme était une attaque à peine voilée du marxisme, et il craignait l'influence éventuelle de ces idées sur les autres trotskistes[1606]. Son assistant Joe Hansen lui envoya de New York un rapport confirmant que les principaux trotskistes doutaient de plus en plus de la dialectique marxiste et considéraient qu'en matière de philosophie, Lénine et même Trotski étaient des ânes bâtés[1607].

Burnham et surtout Hook mettaient Trotski hors de lui[1608]. La seule solution envisageable, selon lui, était de tenter une réponse écrite ; aussi se fit-il envoyer de New York toutes sortes d'ouvrages de philosophie. Sur l'une de ses listes

figuraient les *Principia mathematica*, de Bertrand Russell. Les sympathisants américains furent extrêmement impressionnés de voir que le Vieux était assez fort pour maîtriser des textes aussi difficiles. En l'occurrence, ils se fourvoyaient complètement. Heijenoort avait écrit une lettre au nom de Trotski pour s'en procurer un exemplaire pour lui-même, et non pour son patron (dont l'étude de la philosophie alla rarement jusqu'à lire les œuvres des grands philosophes). L'assistant n'avait encore qu'une vingtaine d'années et il cherchait simplement à explorer ce qui allait devenir son métier : la logique mathématique. Il utilisait ses fonctions auprès de Trotski pour obtenir les documents dont il avait besoin[1609]. Son scepticisme à l'égard des prétendues connaissances de son patron ne cessait de croître. Trotski lui disait notamment qu'Einstein n'était pas physicien, mais mathématicien[1610] : devant une telle idiotie, le Français préférait ne pas répondre. Durant l'été 1939, las de leur isolement mexicain, il déclara vouloir faire autre chose de sa vie, ailleurs. Il était toujours trotskiste et n'avait pas l'intention d'abandonner toute activité politique, mais il brûlait de partir à New York. Trotski accepta, et d'un commun accord ils convinrent qu'il partirait dès l'obtention de son visa[1611].

En attendant, Trotski accumulait des notes, comme toujours au début d'un nouveau grand projet :

Néanmoins, c'est précisément parce que l'homme a tendance à prendre sa propre conscience comme facteur primordial – dans sa relation à son subconscient comme à son environnement extérieur, surtout social – que dans divers domaines scientifiques, il inverse la relation réelle[1612].

C'était là une reformulation sans relief de ce qu'avaient dit

Marx et Engels longtemps auparavant. Contrairement à Lénine dans *Matérialisme et empiriocriticisme*, Trotski niait que l'esprit humain, telle une caméra balayant l'environnement extérieur, puisse forger automatiquement une image exacte de la réalité. Le processus de perception est plus complexe et en même temps plus rudimentaire, disait-il[1613]. Il faisait remarquer qu'un film n'était qu'un enchaînement d'images photographiques en mouvement, et que l'œil ne discernait pas les trous entre deux images. Il résumait adroitement le processus : « Notre intellect agit exactement comme l'œil. Sur un nombre infini de conditions propices au développement, il est capable d'en capturer et d'en fixer seulement un nombre limité ; c'est à la fois sa force et sa faiblesse[1614]. » C'était ce qu'il pouvait proposer de mieux. La réflexion manquait d'originalité, mais elle montrait qu'il était capable de se libérer du marxisme conventionnel de son époque.

Ces moments-là étaient rares et très irréguliers. D'une manière générale, ses notes se concentraient plutôt sur la politique. Il se procura le livre de Hook, *Towards the Understanding of Karl Marx*, qu'il lut entièrement en l'annotant de commentaires incisifs. Il soupçonnait Hook et ses sympathisants d'introduire une veine subjective au sein du marxisme : selon lui, aucun doute n'était permis et le prolétariat avait un intérêt objectif à « chercher une issue au chaos capitaliste », c'était là une vérité incontestable. Aux yeux de Hook, par définition, les axiomes n'existaient pas[1615].

Si Trotski, lucide, se rendait compte qu'il ne possédait pas les compétences nécessaires pour s'attaquer aux

révisionnistes trotskistes sur des questions d'épistémologie et d'ontologie, il était moins embarrassé pour parler de moralité politique. En 1938, il rédigea un essai intitulé *Leur morale et la nôtre* (moralistes et flagorneurs contre le marxisme). Après avoir brièvement exposé sa compréhension de la dialectique, il passait à un domaine où il se sentait plus à l'aise. Comme dans *Terrorisme et Communisme*, il rejetait le principe de l'universalité des règles morales et prenait l'exemple des premiers protestants : « Ainsi les enseignements du Christ, qu'ils avaient "épurerés", n'empêchèrent absolument pas le bourgeois Luther de réclamer le massacre des paysans révoltés, l'abattage de ces "chiens enragés"[\[1616\]](#). » Selon Trotski, les intérêts économiques et la lutte des classes avaient imprégné l'interprétation du Nouveau Testament. Les chrétiens n'éprouvaient aucune réticence à mettre de côté la règle de non-violence, ce principe éternel et divin, chaque fois que leur confort matériel était menacé, et ils n'hésitaient pas à recourir au massacre de leurs ennemis. Les marxistes agissaient de manière très semblable en adoptant des mesures sévères pour protéger les intérêts de la révolution. Oui, ils s'engageaient dans des guerres civiles. Oui, ils prenaient et exécutaient des otages pour écraser la contre-révolution : ils subordonnaient la morale aux exigences pratiques du moment[\[1617\]](#).

Dans un addendum, il en vint à un point essentiel : maints anciens communistes étaient devenus adeptes des vérités morales éternelles quand ils avaient cessé de soutenir le régime stalinien, et il citait Eugene Lyons, Walter Krivitsky et Charles Rappoport. Plusieurs détracteurs du stalinisme restés communistes avaient tendance à faire la même chose. En tête

de liste figuraient d'anciens sympathisants trotskistes comme Victor Serge (« colporteur d'indulgences ») et Boris Souvarine (bourgeois « flagorneur »). Au fond, pensait Trotski, ils avaient oublié que « deux classes décident du sort de l'humanité : la bourgeoisie impérialiste et le prolétariat ». Il terminait par un vivot en l'honneur du radicalisme marxiste :

La civilisation ne peut être sauvée que par la révolution socialiste. Pour accomplir ce renversement, le prolétariat a besoin de toutes ses forces, de toute sa détermination, son audace, sa passion et sa nature impitoyable. Et par-dessus tout, il doit être dégagé des fictions de la religion, de la « démocratie » et de la morale transcendante – toutes ces chaînes spirituelles forgées par l'ennemi pour le dompter et le réduire en esclavage. Seul ce qui prépare le renversement complet et définitif de la bestialité impérialiste peut être qualifié de moral, rien d'autre. Le bien de la révolution – la voilà, la loi suprême **[1618]** !

Ces cinq phrases contiennent toute la puissance, le caractère irréconciliable et la désinvolture de la pensée de Trotski.

John Burnham le lui expliqua dans une lettre ouverte qu'il lui adressa le 1^{er} juillet 1940 : il montrait comment Trotski se servait d'artifices verbaux pour dévier l'attention de ses insuffisances philosophiques. Tous les ornements de la rhétorique, de la brillante métaphore au trait d'humour sardonique, y concouraient **[1619]**. Burnham prétendait que les objectifs de Trotski étaient plus souvent polémiques que fondamentalement intellectuels. Désireux d'écraser les trotskistes qui s'opposaient à ses objectifs politiques, le Vieux les accusait de détourner les préceptes fondamentaux du marxisme. La discussion sur la « dialectique » était une diversion. Burnham rejetait l'idée d'associer philosophie erronée et mauvaises pratiques politiques. Trotski, soulignait-il, avait approuvé plusieurs marxistes éminents qui ne

partageaient pas sa conception de la dialectique, Karl Liebknecht notamment. En outre, certains autres, pourtant d'accord avec lui sur ce point, s'étaient quand même opposés à sa politique – pour ne citer que Plekhanov et quelques autres mencheviks[1620].

Puis il reprenait le point de vue de Trotski sur une « vérité de classe », prolétarienne, avec des méthodes et objectifs philosophiques différents de ceux des autres :

Vous êtes sur un terrain miné, camarade Trotski. La doctrine de la « vérité de classe » est la voie empruntée par les rois philosophes de Platon, des prophètes, des papes et des Staline. Pour eux aussi, un homme doit avoir été consacré avant de pouvoir connaître la vérité. Et cette voie-là mène dans une direction diamétralement opposée à celle du socialisme, d'une société à visage humain. Vous lancez de nombreux avertissements aux jeunes camarades de notre mouvement. Je vais en ajouter un autre, inquiétant, celui-là : attention, attention, camarades, méfiez-vous de tout individu ou de toute doctrine prétendant qu'un homme ou un groupe d'hommes détient le monopole de la vérité ou des moyens d'y accéder[1621].

Comme pour corroborer les propos de Burnham, Trotski les traita à la légère. Il répondit simplement par l'une de ces formules dont il avait le secret : « Un scepticisme à l'égard de toutes les théories n'est rien d'autre que la préparation à une désertion personnelle[1622]. » Il s'était lui-même emmuré dans ses principes fondamentaux, ne permettant aucune remise en question et tyrannisant ceux de ses partisans qui osaient une objection, préférant les voir quitter la Quatrième Internationale plutôt que d'être mis en difficulté à cause d'eux.

Et de ce côté-là, effectivement, il fut servi : Hook, Burnham et Shachtman abandonnèrent Trotski et l'Internationale. Chacun à sa façon. Hook glissa imperceptiblement vers un

anticommunisme farouche, comme Trotski l'avait prédit. Il fit carrière en s'appliquant à crever la baudruche des prétentions marxistes passées et présentes et en arguant de la supériorité des valeurs démocratiques et libérales. Burnham s'intéressa à l'application des catégories d'analyse marxistes aux sociétés contemporaines fortement industrialisées. Il piocha parmi les idées émises par le Polonais Jan Machajski (que Trotski avait connu pendant son exil sibérien), et approfondies dans les années trente par le sociologue italien Bruno Rizzi. Selon Machajski, Burnham et Rizzi, au fur et à mesure du développement de l'économie capitaliste, une nouvelle classe de « techniciens » voyait croître son autorité. Tous trois étaient impressionnés par l'importance de la bureaucratie et constataient une plus grande ingérence de l'État dans les décisions relatives à l'économie. Rizzi et Burnham insinuaient que même en Union soviétique, les gestionnaires prenaient peu à peu le contrôle, aux dépens du parti communiste. Tous deux rejetaient le marxisme comme outil de science sociale, en contraste avec Shachtman, qui tout le reste de sa vie s'efforça de rester dans les limites de la doctrine marxiste telle qu'il l'entendait. Il ne reconnut toutefois aucun maître vivant et ne s'excusa jamais de l'affront infligé à Trotski.

Le Vieux avait écrit *Leur morale et la nôtre* pour attaquer tous ses jeunes détracteurs, mais au lieu de confronter ses arguments aux leurs, il préférait déployer un arsenal de sarcasmes. Sa vanité enflait : il s'attendait à voir ses partisans publier cet essai dès qu'il aurait fini de le relire. Quelques-uns renâclèrent. Le monde était en guerre et ils estimaient que donner la priorité éditoriale et financière à une diatribe philosophique dans un magazine qui paraissait pour la

première fois à New York n'était absolument pas approprié. Il incombait à Bertram Wolfe, le meneur de ce groupe récalcitrant, d'aller l'annoncer à Trotski. Ella Wolfe raconta :

Alors, bien sûr, sa secrétaire retourna lui faire part de ce que mon mari avait dit. Nous avions rendez-vous mercredi à dix heures, chez lui... Nous sommes arrivés à la grille... nous avons sonné et nous avons vu arriver une domestique. Elle nous a dit que Trotski allait trop mal pour nous recevoir. Sa vanité en avait pris un coup. Vous savez, il ne croyait pas que quelqu'un oserait lui refuser la primeur **[1623]**.

D'une manière générale, il lui suffisait de laisser poindre son mécontentement pour que tous ses partisans cèdent. Il n'était pas habitué à ce qu'on lui résiste. Alors il bouda.

La Seconde Guerre mondiale

La situation géopolitique en Europe engendra au sein de la Quatrième Internationale un certain nombre de conflits qui affaiblirent l'autorité de Trotski sur ses partisans. Pendant la plupart des années trente, ceux-ci avaient été impressionnés par ses capacités d'analyse. Il voyait dans le succès de l'extrême droite européenne une conséquence de la crise mondiale que traversait le capitalisme. À son avis, les dirigeants fascistes étaient les jouets des grandes entreprises de leur pays, comme Staline était la marionnette de la bureaucratie soviétique. Mais alors qu'il avait étudié chacune des déclarations du dirigeant communiste, il ne ressentait pas le besoin pressant d'en faire autant avec Hitler, Mussolini ou Franco. Les invasions allemandes et italiennes lui inspirèrent peu de commentaires et presque tout ce qu'il écrivit sur la guerre civile espagnole avait trait à la politique étrangère de Staline et aux manœuvres du Komintern. En réalité, ses admirateurs des générations suivantes n'avaient pas vraiment de quoi voir en lui l'interprète polyvalent de tous les grands événements politiques européens des années trente.

Certes, il avait toujours mis en garde contre le Troisième Reich et affiché son mépris pour les stratégies d'endiguement telles que l'établissement de fronts populaires. Durant toute la dernière décennie, il avait affirmé sans relâche que seule la révolution communiste pouvait sauver l'Europe de la barbarie fasciste. Aucune partie du monde n'était à l'abri des dictatures

militaires. Il ne pensait pas seulement au Japon, mais aux États-Unis. Depuis longtemps aussi, il avait cessé de croire que l'URSS de Staline était un rempart contre le fascisme : le Politburo se préoccupait surtout des intérêts soviétiques à l'intérieur : Staline ferait tout pour rester en dehors des imbroglios de la politique étrangère. Sa promesse de propager la révolution à l'Ouest était fallacieuse. En réalité, disait Trotski, il accepterait même de conclure un marché avec Hitler si ce geste pouvait garantir la sécurité de l'Union soviétique et son propre maintien au pouvoir. La politique étrangère du Kremlin changeait au gré des vents qui soufflaient sur le centre et l'est de l'Europe. Aux toutes premières heures du 24 août 1939, Staline assista à la signature du pacte de non-agression germano-soviétique, par Molotov et Ribbentrop, le ministre allemand des Affaires étrangères. La partie publique du traité comportait une clause engageant chacun à ne pas attaquer l'autre et les deux pays devaient mettre en place une coopération économique. Mais le pacte comportait aussi des protocoles secrets délimitant les sphères d'influence de l'Allemagne nazie et de l'Union soviétique sur la Pologne. Une bombe diplomatique venait d'exploser au cœur de l'Europe.

Les dirigeants soviétiques espéraient que ce traité détournerait les nazis, au moins dans un avenir prévisible, de leurs ambitions agressives contre l'URSS. Le 1^{er} septembre 1939, Hitler envahit la Pologne. Deux jours après, il rejeta l'ultimatum allié exigeant le retrait des troupes allemandes. La Seconde Guerre mondiale avait commencé. Les nazis avaient pu occuper le territoire polonais en toute sécurité, assurés que les Russes ne tenteraient rien contre

eux. Tandis que le reste du monde tremblait encore sous le choc du pacte germano-soviétique, Trotski fit remarquer qu'il avait vu juste[1624].

Si Staline se retenait d'envahir l'est de la Pologne, c'est simplement parce qu'il lui fallait tenir compte de la menace militaire qui persistait en Extrême-Orient. Depuis juillet 1938, Soviétiques et Japonais s'affrontaient aux confins de la Mandchourie. Pour la première fois, le commandant en chef de l'Armée rouge, Gueorgui Tchoukov, eut recours à l'usage des chars. La situation géopolitique devenait périlleuse. Si Tchoukov échouait, les Japonais tenteraient probablement de pénétrer en Sibérie. Staline réfléchissait aux jours incertains qui allaient suivre. Puis la perspective se dégagait avec la décision des Japonais de poursuivre leur expansion non vers l'Oural à l'est, mais vers la Chine au sud. Tokyo accepta de signer l'armistice le 15 septembre, laissant à la direction soviétique toute latitude pour déplacer ses forces vers l'est de la Pologne et à la rayer de la carte de l'Europe. À mesure que s'achevait l'occupation du pays s'amorça le processus de soviétisation. On arrêta les dirigeants politiques, les chefs militaires et les responsables de l'économie, pour les exécuter ou les expédier en Sibérie. La presse moscovite exultait et ne tarissait pas d'éloges sur Staline, l'agresseur présenté comme l'artisan de la paix sur le continent et le garant de la sécurité de l'Union soviétique.

Les partis communistes du monde entier n'avaient pas eu le temps de se remettre de la surprise du pacte germano-soviétique que, déjà, on les priait de se réjouir de la collaboration soviéto-nazie dans le démembrement de la Pologne. L'appareil central du Komintern réagit comme il se

devait, mais tous les militants ne le suivirent pas aveuglément. Après avoir passé la dernière décennie à faire campagne contre le Troisième Reich, un grand nombre d'entre eux préférèrent quitter leur parti plutôt que de se plier aux ordres de Moscou. L'Union soviétique n'était pas nommément l'alliée des nazis mais dans la pratique, elle l'était bel et bien devenue.

D'outre-Atlantique, Trotski éprouvait quelques difficultés à suivre le cours des événements. En Allemagne comme en Union soviétique, aucune radio ne parlait de la Pologne, et la presse américaine – sa principale source d'information – limitait sa couverture de l'actualité à Varsovie, la capitale. Les crises, nombreuses, se succédaient à la vitesse de l'éclair. Au cours des douze mois qui suivirent l'invasion de la Pologne, le *Byulleten Oppozitsii* ne parut que trois fois, et ces trois numéros ne comptèrent pas parmi les meilleurs. Mais Trotski n'avait plus la verve ni le ressort qu'il avait montrés durant les premières semaines de la Grande Guerre[1625]. Le 25 septembre 1939, soit plus de trois semaines après l'invasion éclair de la Pologne, il choisit de développer encore la question des conditions du pacte de non-agression signé en août ; il ne voyait pas la nécessité de passer à autre chose, notamment les derniers événements politiques et militaires. Son article, assez long, répétait grosso modo les grandes lignes de sa pensée sur la « nature de l'Union soviétique ». Reconnaissant que les trotskistes ne devaient jamais cesser de remettre en cause la justesse de leurs évaluations, il écrivait : « De même qu'une maîtresse de maison soigneuse ne laisse jamais s'accumuler débris et toiles d'araignée, un révolutionnaire ne peut tolérer le manque de clarté, la confusion, l'équivoque. Notre maison doit rester

propre[1626] ! » Rhétorique aussi bancale que sa thèse principale : le pacte germano-soviétique et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale ne devaient pas affecter l'analyse trotskiste de la situation en URSS[1627].

Il n'avait pas un mot sur le terrible destin des Polonais tombés sous le joug de deux puissances militaires ayant combiné leurs forces. Pas un mot sur les arrestations et les fusillades... Il fermait les yeux sur les conséquences probables de l'opération :

Cependant, notre appréciation *générale* du Kremlin et du Komintern ne change rien au fait que l'étatisation des formes de propriété dans les territoires occupés est en soi une mesure progressiste. Nous ne devons pas craindre de le reconnaître. Si demain Hitler devait envoyer ses troupes vers l'est pour faire régner l'« ordre » en Pologne orientale, les travailleurs progressistes défendraient les nouvelles formes de propriété introduites par la bureaucratie bonapartiste soviétique[1628].

Ce passage était affreusement mal tourné, parce qu'il essayait d'exprimer une chose que, d'une certaine façon, lui-même trouvait détestable ; mais il l'écrivit quand même. Figé sur sa compréhension schématique de la guerre, il ne laissait aucune place à la compassion pour ses victimes.

L'important à ses yeux était que ce conflit fasse voler en éclats la stabilité politique de l'Europe et provoque la « révolution prolétarienne ». Ce que la Russie avait vécu lors de la Première Guerre mondiale pouvait arriver de nouveau, ailleurs, au cours de la Seconde. Avec cette différence que désormais, le régime soviétique existait. Trotski demanda à ses partisans de prendre la défense de l'URSS de toutes les façons possibles. Il n'appelait pas à une collaboration avec les

partis communistes de la Troisième Internationale, mais précisait bien, au contraire, que le seul motif qu'avaient les trotskistes de se battre pour l'Union soviétique, c'était de préparer la révolution mondiale[1629]. Il n'a jamais expliqué comment mettre en œuvre cette politique. Il se souvenait simplement d'avoir travaillé avec Lénine sur l'instauration de gouvernements révolutionnaires en Europe en 1918-1920. À cette époque, l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ruaiement dans les brancards. Puis le pouvoir capitaliste s'était réaffirmé. Il ne pouvait pas exclure que le nouveau conflit mondial n'aboutirait pas à la même déception. Et si les classes ouvrières ne remplissaient pas les attentes placées en elles ? Trotski regardait cette possibilité en face, avec une lucidité qu'on ne lui connaissait pas. Il concédait que, si le pays survivait à cette guerre sous la direction de Staline, il serait alors « nécessaire, rétrospectivement, d'établir que, dans ses fondamentaux, l'Union soviétique actuelle a été le précurseur d'un nouveau régime exploiteur, à l'échelle internationale ».

Cette conclusion était plus que dérangeante. La bureaucratie soviétique se serait consolidée au point d'acquérir les caractéristiques d'une classe sociale[1630]. Trotski traitait la question de manière décousue. Il notait que le théoricien italien Bruno Rizzi mettait l'Allemagne nazie et l'Union soviétique dans le même sac : celui du totalitarisme. Il ne rejetait pas d'emblée cette idée, mais il déclarait qu'une dictature totalitaire était « synonyme de crise aiguë et non de régime stable[1631] ».

Il s'efforçait de trouver des raisons d'être optimiste et revenait une fois encore sur la priorité à préserver le régime

soviétique d'origine, avec une seule réserve importante :

La défense de l'Union soviétique coïncide avec la préparation de la révolution mondiale. Seules sont admissibles les méthodes qui n'entrent pas en contradiction avec les intérêts de la révolution. La défense de l'URSS est liée à la révolution mondiale socialiste comme la tactique l'est à la stratégie. Les tactiques sont subordonnées à l'objectif stratégique et ne peuvent en aucun cas aller contre lui[1632].

Il refusait d'anticiper d'éventuelles vicissitudes et n'étant pas au pouvoir, il n'avait pas à s'inquiéter de tenir des propos obscurs :

Cette façon de défendre le pays différera bien sûr, autant que ciel et terre, de la ligne officielle actuellement préconisée sous la bannière du : « Pour la patrie ! Pour Staline ! » Notre slogan à nous, pour défendre l'URSS, le voici : « Pour le socialisme ! Pour la révolution mondiale ! Contre Staline[1633] ! »

C'était là des signaux de fumée qu'il envoyait, plus que des conseils pratiques directement utilisables par la Quatrième Internationale.

Dans le même numéro du *Byulleten*, il s'amusa une fois de plus à tourner Staline en ridicule, décrivant Hitler comme un maître agressif et le chef du Kremlin comme son serviteur obéissant. Jusqu'à la fin de sa vie, il sous-estima Staline, rejetant l'idée qu'il ait pu jouir d'une certaine autonomie dans les relations internationales de l'époque. Jusqu'à la défaite de la France en mai 1940, en effet, l'Union soviétique tirait autant de bénéfices économiques et militaires de ses accords avec Hitler que le Troisième Reich dans l'autre sens[1634].

Mais à l'époque, Trotski s'était lancé dans une autre controverse. Après avoir englouti la Pologne orientale, Staline

se tournait vers l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Selon les termes du nouveau traité germano-soviétique de délimitation et d'amitié, signé le 28 septembre 1939, ces trois États appartenaient à la sphère d'influence soviétique. Le Kremlin lança des menaces sur leurs gouvernements respectifs. Les ministres baltes furent convoqués à Moscou et soumis à des manœuvres d'intimidation directes et brutales : on leur annonça en effet qu'ils ne repartiraient pas vivants s'ils ne signaient pas une demande d'intégration à l'URSS. Terrifiés, les gouvernements cédèrent. En juin 1940, l'Armée rouge et le NKVD se déplacèrent dans les trois pays pour mettre en œuvre une « soviétisation » complète. Staline espérait soumettre aussi la Finlande, mais il se heurta à une résistance aussi farouche qu'inattendue. L'Armée rouge reçut l'ordre de lancer une offensive le 30 novembre 1939, mais les troupes finlandaises la repoussèrent. La nouvelle de ce revers imprévu mit Staline en furie. Il avait annoncé la formation d'un gouvernement soviétique finnois, dirigé par Otto Kuusinen, membre de l'appareil du Komintern. La « guerre d'hiver » tourna à la guerre d'usure, jusqu'en mars 1940, lorsque les Finlandais acceptèrent d'entamer des négociations de paix. Le traité qui en résulta repoussait la frontière soviétique, jusqu'alors à moins d'une heure de train de Leningrad, à des centaines de kilomètres plus au nord.

S'il estimait faibles les compétences du Kremlin, Trotski avait pleinement approuvé le principe de la campagne militaire soviétique. Il prétendait que la « soviétisation » apporterait un bénéfice inestimable à la Finlande. À New York, la fraction minoritaire du Socialist Workers' Party – la plus importante des dernières grandes organisations trotskistes – formula des

objections. Ses membres détestaient ce qu'ils appelaient l'« impérialisme stalinien » et rejetaient l'hypothèse de Trotski, selon laquelle l'Armée rouge aurait déclenché une guerre civile en Finlande[1635]. On avait assisté au contraire à une résistance nationale face à une invasion extérieure. La fraction majoritaire elle-même, dont les membres se rangeaient du côté de Trotski, mit en doute son analyse de la situation[1636]. Le révolutionnaire refusa de céder. Dans une lettre adressée à Joe Hansen, il fit remarquer qu'en 1920 les mencheviks eux-mêmes avaient admis que la guerre russo-polonaise avait mené à la guerre civile en Pologne. Il soulignait la similitude avec la situation en Finlande et continuait à croire en la victoire de l'Armée rouge accompagnée d'une insurrection communiste finnoise, jusqu'à la conclusion d'une paix entre Moscou et Helsinki[1637].

En même temps, il enrageait contre les camarades qui prenaient parti dans la guerre en Europe. Sa rigidité intellectuelle s'accroissait. Il était figé dans ses souvenirs de la Grande Guerre, et se remémorait comment, à l'instar des autres délégués de la « gauche de Zimmerwald », il avait jeté l'anathème sur les parties belligérantes. Le Reich allemand et l'empire d'Autriche s'étaient montrés aussi mauvais que l'Empire britannique, la France de Napoléon et la Russie tsariste. Il énumérait les événements qui avaient jalonné les débuts du communisme – comme d'habitude, de façon tendancieuse. Il se souvenait de la querelle bolchevique au sujet des accords de Brest-Litovsk en 1918, quand Boukharine avait défendu la guerre révolutionnaire en dépit de la faiblesse militaire du gouvernement soviétique (il omettait de préciser qu'il était lui-même alors plus proche de la position de

Boukharine que de celle de Lénine)[1638]. Pour sauver la révolution d'Octobre, Lénine préférait signer une paix séparée avec les Puissances centrales ; il stipulait aussi que, si une révolution socialiste devait éclater en Allemagne, l'Armée rouge serait envoyée en renfort, même si cela impliquait de sacrifier le « pouvoir soviétique » en Russie. Trotski voulait appliquer cette stratégie léniniste à la Seconde Guerre mondiale. Si les ouvriers allemands devaient se révolter contre Hitler, écrivit-il à Shachtman, « nous dirions que nous devons subordonner les intérêts de la défense de l'Union soviétique aux intérêts de la Révolution mondiale[1639] ».

Il faisait bien remarquer qu'il ne demandait pas un « soutien inconditionnel du Kremlin[1640] ». Sur le plan formel, cette déclaration avait l'air justifiée, sauf que l'argument était assez spécieux, en 1939-1940, dans la mesure où il n'existait pas l'ombre d'une possibilité de soulèvement au sein du prolétariat allemand. Le contrôle des nazis sur la société allemande n'avait jamais été aussi étroit. En réalité, Trotski sous-entendait là son engagement total à la défense de l'Union soviétique. Il était disposé à autoriser un débat sincère sur la question et se prononçait contre l'application de sanctions organisationnelles à l'encontre de la faction minoritaire du Socialist Workers' Party. Il ne fallait pas interdire les factions mais au contraire encourager la minorité à publier un bulletin interne. Il prit contact avec Hansen : « Nous ne sommes pas des bureaucrates, au contraire. Nos règles ne sont pas immuables. Nous sommes des dialecticiens, et dans le domaine organisationnel aussi[1641]. » La discussion qui en résulta ne convainquit pas Shachtman, qui continua à critiquer la position de Trotski sur la politique ukrainienne, le traité germano-

soviétique et la Finlande. En décembre 1939, Trotski écrivit à son « cher ami » qu'il aimerait bien prendre un avion pour New York et y passer deux ou trois jours, le temps de lui exposer ses arguments de vive voix. À moins que Shachtman vienne à Coyoacán... Tour à tour flatteur et suppliant, il ne put s'empêcher pour finir de le provoquer, l'accusant de se trouver « du mauvais côté des barricades » et d'« encourager tous les éléments petits-bourgeois et antimarxistes à se battre contre [leur] doctrine »[1642]. Depuis Nikolaïev, il avait montré une forte tendance à vitupérer et à railler les autres, et il ne l'avait jamais perdue.

Ses partisans étaient devenus trotskistes parce qu'ils le considéraient comme le plus farouche adversaire du fascisme. Et le voilà qui déclarait que le Troisième Reich et la France républicaine ne valaient pas mieux l'un que l'autre. Les tensions s'accrurent au sein du Socialist Workers' Party. Trotski craignit de voir ses membres quitter la Quatrième Internationale. Il demanda à Joe Hansen, son plus fidèle acolyte à New York, de tout faire pour empêcher la scission[1643]. À cet égard au moins, il ne calquait pas son attitude sur celle de Lénine durant le premier conflit mondial. Il terminait sa lettre sur une note optimiste : « Pour ma part, je crois que dans la situation actuelle, le débat, s'il est canalisé par une bonne volonté commune, ne peut qu'être utile à l'éducation du Parti[1644]. » Shachtman n'en quitta pas moins la fraction pro-Trotski du mouvement américain, pour ne jamais y revenir. Trotski avait été le grand unificateur de la social-démocratie russe avant 1914. Désormais, il s'attirait inutilement des ennemis : il était devenu le Lénine de sa propre Internationale en temps de guerre. À ceci près que le

second conflit mondial ne lui offrait pas de contexte révolutionnaire à exploiter, au contraire de Lénine en 1917.

En mai 1940, la France se réveilla vaincue après une guerre-éclair. Puis ce fut l'occupation, et les trotskistes français, déjà contraints d'opérer dans la clandestinité à cause de leur opposition à la guerre, se virent obligés de défendre leur vie. En tant que mouvement international, le trotskisme avait terriblement souffert. Les camarades allemands avaient été exterminés en 1933, et maintenant les Français se dispersaient. Britanniques, Néerlandais et Belges n'avaient jamais vraiment beaucoup compté dans la Quatrième Internationale. Restaient les Américains, seul groupe dynamique libre de ses mouvements et qui se laissait distraire par des divisions internes toujours plus nombreuses. La principale préoccupation de Trotski, comme toujours, était l'Union soviétique. Il ne rejetait pas la responsabilité de la capitulation de la France sur le gouvernement français ou son armée, mais sur Staline. La débâcle, démontrait-il, résultait directement de la politique des Fronts populaires voulue par le Kremlin. L'Union soviétique avait « désorienté et démoralisé » les « masses » d'Europe en abandonnant sa stratégie de révolution. En 1939, Staline était devenu un « agent provocateur au service de Hitler ». Trotski prophétisait, très justement d'ailleurs, que l'étape suivante serait un combat entre l'Union soviétique et le Troisième Reich. L'inefficacité de l'Armée rouge dans le conflit finlandais avait encouragé Hitler. Confiée à Staline, la défense de l'URSS n'en était pas une. Trotski réitérait ses appels pour évincer du pouvoir la « bande des satrapes totalitaires moscovites[1645] ».

Il n'existe qu'un seul grand sujet sur lequel son point de vue

évolua. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, il s'était fermement opposé à la création d'un État juif en Palestine. Dans une lettre adressée à Albert Glotzer en février 1939, il parlait encore d'un « beau traquenard », tout en reconnaissant que la situation du peuple juif dans le monde devenait de plus en plus dangereuse : « Avec le déclin du capitalisme américain, confia-t-il au New-Yorkais, l'antisémitisme atteindra des sommets records aux États-Unis – bien plus qu'en Allemagne[1646]. » Cette prophétie ratée, il faut se la rappeler lorsqu'on évoque ses brillantes capacités de prédiction. En un an, il changea complètement de sentiment sur la Palestine. Tout en réaffirmant que seule la révolution socialiste prolétarienne apporterait une réponse à la question juive, il proposait qu'un gouvernement révolutionnaire octroie aux Juifs un territoire-État indépendant[1647]. La barbarie allemande contre la communauté juive européenne atténuait son hostilité à la solution du Moyen-Orient. Bien sûr, il ne reconnut pas son erreur et ne désigna aucun endroit précis pour établir les Juifs, mais ce revirement était important.

Sa réflexion devenait capricieuse et versatile. Le Socialist Workers' Party s'était habitué à le voir condamner sans appel les partis du Komintern. Le 12 octobre 1939, il écrivit à J.B. Matthews, enquêteur principal de la Commission du Congrès sur les activités antiaméricaines (chargé des investigations sur les tentatives étrangères de subversion de la constitution américaine), pour lui proposer de témoigner contre la direction du parti communiste aux États-Unis. Il y mettait pour seule condition qu'on lui envoie les questions à l'avance[1648]. En même temps, il se disait heureux que sur ordre de Staline, les partis membres du Komintern eussent gardé leur neutralité

vis-à-vis des pays belligérants. Soudain, en juin 1940, il proposa de tendre la main au Komintern. Il reprocha aux leaders trotskistes new-yorkais de poursuivre leurs attaques en direction du parti communiste des États-Unis. Il argumenta : « Les stalinistes sont issus d'un courant légitime du mouvement ouvrier » et « font preuve d'un grand courage ». La Quatrième Internationale devait donc essayer de séparer la « base » des membres de la direction communiste officielle[1649]. Il confirmait qu'il était toujours dans le coup, intellectuellement et politiquement, et il demandait à ses partisans de se considérer comme des « militaristes révolutionnaires prolétariens », parce qu'un jour, bientôt peut-être, ils seraient peut-être amenés à prendre les armes contre les envahisseurs de l'Union soviétique[1650]. Dans ces conditions, les trotskistes new-yorkais qui avaient cru à sa disgrâce méritaient l'indulgence.

Le 9 juillet 1940, il écrivit à Albert Goldman que le Socialist Workers' Party ne devait pas abandonner ses slogans pour un « référendum populaire sur la guerre », car il voulait empêcher le mouvement ouvrier de soutenir le Royaume-Uni contre l'Allemagne. Il continuait à exiger de la Quatrième Internationale et du Komintern qu'ils s'opposent à l'entrée en guerre de l'Amérique aux côtés des Britanniques, espérant que la campagne pour le référendum permettrait au Parti d'expliquer « la futilité de leur démocratie » aux travailleurs américains[1651].

Durant tout ce temps, il resta persuadé que l'Union soviétique n'entrerait pas activement dans la guerre aux côtés des Allemands[1652]. Il ne pouvait pas imaginer que Staline tomberait aussi bas, mais il ne s'expliqua jamais davantage :

par intuition, sans doute. L'amour de l'URSS était gravé dans son cœur, malgré tout. La dernière fois qu'il s'exprima publiquement sur les questions soviétiques, ce fut au printemps 1940, à l'occasion d'une lettre ouverte imprimée sur le papier le plus fin, et adressée « du lointain Mexique à l'Union soviétique, à ses ouvriers, ses kolkhozniks, ses soldats de l'Armée rouge et ses marins de la Flotte rouge ». Avec ferveur, il exprimait son désir de participer à la défense de l'URSS – tentative solitaire et malheureuse d'un homme qui aurait dû savoir qu'aucune de ses lettres ne parviendrait jamais à ses destinataires. Ou peut-être était-il déjà complètement coupé de la réalité. Il soupçonnait que la presse stalinienne ferait croire que son message était véhiculé par les agents de l'impérialisme[1653]. Il se trompait lourdement. La presse soviétique n'y accorda aucune attention et cette lettre ouverte n'arriva sans doute jamais à destination.

L'assassinat

Staline n'oubliait pas Trotski, même si la *Pravda* ne parlait plus de ses activités depuis des années. La Grande Terreur avait pris fin dans les derniers mois de 1938 et tous les ennemis du pouvoir en place, sans exception, avaient disparu de la scène politique. Seul Trotski restait debout, et malgré la fragilité d'une Quatrième Internationale profondément divisée, Staline était résolu à éliminer son rival. C'était même devenu une véritable obsession chez lui. La presse soviétique le présentait comme le pire « ennemi du peuple » à l'étranger. Quant à l'intéressé, s'il se faisait peu d'illusions sur les dangers qui le guettaient, il refusait de s'inquiéter de sa sécurité. Sans tenir compte des conseils de ses assistants, il continuait à recevoir chez lui, en tête à tête, des gens qu'il ne connaissait ni d'Ève ni d'Adam[1654]. Il était certain, disait-il, que personne n'essaierait de transgresser les précautions prises pour sa sécurité. Personne ne risquerait sa vie en tentant de l'assassiner[1655].

La maison de l'Avenida Viena était une demeure hybride, entre villa et forteresse. On avait ajouté une tour de guet devant l'entrée, et des salles de garde le long du mur d'enceinte au nord. Pour plus de sûreté, les Trotski étaient installés au fond de la cour. Leurs quartiers comprenaient la chambre de Sieva, celle de Lev et Natalia, et le bureau. La bibliothèque, la salle à manger commune, la cuisine et la salle de bains se trouvaient dans l'aile est[1656]. Un élevage de

lapins et de poulets servait à compléter l'alimentation des pensionnaires de la maison. Quelques arbres agrémentaient le jardin, dont un eucalyptus au centre, et partout des fleurs à profusion. La maison elle-même était de style mexicain traditionnel. Les murs étaient en briques et en crépi, assez solides pour résister sinon à l'explosion d'une bombe, du moins à une rafale de mitraillette. On avait installé un système d'alarme et érigé des postes de garde à l'extérieur. Trotski savait qu'il était impossible de la rendre imprenable, mais il avait cessé de s'en soucier. Le philosophe de la pensée révolutionnaire cédait au fatalisme. Il ne voyait plus d'inconvénient à laisser à d'autres le soin de bâtir sur les fondations politiques qu'il avait posées.

Il lui arrivait cependant de perdre sa sérénité. En février 1938, alors qu'il résidait encore à la Maison bleue, il vit arriver de gros sacs d'engrais apparemment destinés à Rivera et pensa tout de suite à des explosifs. Le livreur prétendait être envoyé par le général Mugica, ministre des Communications. Lorsqu'il fut prouvé que l'information était fausse, Trotski décida de partir quelques jours à l'abri[1657]. Il se montrait aussi assez prudent dans ses lettres aux dirigeants trotskistes. Craignant, à juste titre, que les agents spéciaux du Kremlin n'aient accès à sa correspondance, il écrivait sous un pseudonyme. Hélas, il n'était pas très inventif et signait souvent « le Vieux », surnom utilisé de temps à autre depuis la Turquie. Parfois il était Oncle Léon – un choix tout aussi limpide[1658]. Il signait également Crux, Onken, Vidal et Lund. Il se méfiait des agents de Staline susceptibles d'infiltrer son entourage. La police mexicaine et l'ambassade américaine le surveillaient de très près, mais Staline était le

seul à vouloir sa mort. Trotski commença à prendre conscience qu'au bout du compte, le NKVD finirait par donner satisfaction à son maître. Son humeur s'assombrit. Un jour, en France, ne supportant plus les restrictions de déplacement que la Sûreté lui imposait[1659] , il avait qualifié ses conditions de vie de « carcérales ». Ici, au Mexique, c'étaient ses propres partisans qui l'obligeaient à rester enfermé, et les risques étaient trop grands pour qu'il s'y oppose.

Il était de toute façon convaincu que sa mauvaise santé l'emporterait plus sûrement que les balles d'un assassin. Le 27 février 1940, quatre mois après son soixantième anniversaire, il entreprit de rédiger son « testament ». Son médecin de famille mexicain venait de lui communiquer son dernier bilan de santé. Natalia rendit le D^r Zollinger responsable de l'abattement dans lequel ces résultats avaient plongé son époux. Aux yeux du médecin, le diagnostic n'avait rien de particulièrement sombre, ce que semblent confirmer les commentaires de Trotski ; mais Natalia exigea des examens complémentaires, pour lui remonter le moral[1660]. Un peu moins maussade, Trotski n'en continua pas moins à rédiger ses dernières volontés. Il ne s'attarda pas sur les détails, précisant seulement que tous ses biens et futurs revenus devaient être reversés à sa femme (il n'envisageait pas le cas où elle mourrait avant lui). Il ajouta en note : « Ma forte pression artérielle – qui ne cesse d'augmenter – trompe mon entourage sur mon véritable état de santé. Je suis actif et tout à fait capable de travailler, mais il est clair que la fin approche. » Il pensait mourir d'une hémorragie cérébrale – simple supposition, car il ne consultait pas les livres de médecine et soupçonnait les médecins de ne pas être très

francs avec lui. Il préférerait se suicider plutôt que de finir impotent. Natalia le savait, ils s'étaient entendus là-dessus.

Trotsky admettait ses erreurs politiques, mais il refusait d'en parler. Rien, affirmait-il, « absolument rien n'entachait [son] honnêteté révolutionnaire ». Et il ajoutait : « Je mourrai révolutionnaire prolétarien, marxiste, matérialiste dialectique et, par voie de conséquence, athée endurci. Ma foi dans l'avenir communiste de l'humanité n'est pas entamée, elle est même plus forte aujourd'hui qu'au temps de ma jeunesse ». Cette conviction, croyait-il, lui donnait une meilleure « résistance » que la foi religieuse. Il remerciait ses amis de leur fidélité et rendait hommage à son épouse : « Pendant presque quarante années de vie commune, elle a été une source intarissable d'amour, de magnanimité et de tendresse. Elle a vécu de grands chagrins, surtout les derniers temps, mais je trouve un certain réconfort à penser qu'elle a aussi connu des jours heureux[1661]. » Il semblait avoir oublié ses multiples infidélités.

Le moral remonta avec la reprise de son travail : sa biographie de Staline, ses articles pour le *Byulleten Oppozitsii* et ses discussions avec ses détracteurs du Socialist Workers' Party. Les repas en commun lui permettaient de débattre des grandes questions d'actualité ; il marchait un peu dans le jardin pour inspecter le travail du jardinier qu'il avait embauché[1662] et s'était réservé le soin de nourrir les lapins. Comme il entretenait aussi une correspondance active et dense, son entourage cessa de s'inquiéter. De nouvelles recrues arrivèrent au Mexique, et il leur attribua des missions en rapport avec leurs compétences. Deux d'entre elles allaient se faire connaître cette année-là. La première était Robert

Sheldon Harte, un jeune Américain de vingt-cinq ans qui se proposa pour la surveillance de la maison. Tout le monde aimait bien ce garçon, que très vite on appela simplement Bob. Ce n'était pas un intellectuel et il s'acquittait de toutes les tâches qu'on lui confiait sans jamais regimber. À table, il participait gentiment à la conversation.

L'autre nouvelle venue s'appelait Sylvia Ageloff. Secrétaire diplômée de citoyenneté américaine, elle travaillait davantage avec Trotski. Contrairement à Bob, elle ne vivait pas à la villa. Elle avait trente ans, un physique tout à fait quelconque et peu de succès auprès des hommes. Sylvia s'intéressait beaucoup à la politique et, bien que membre de l'entourage de Trotski, elle participa aux débats des trotskistes américains et se rangea du côté de la minorité.

Au cours de l'hiver 1939-1940, désireux de se rendre utile, le photographe trotskiste américain Alexandre Buchman se rendit au Mexique. Il était assez compétent pour rénover le câblage électrique et relier directement le système d'alarme au poste de police du quartier, de façon à bloquer toute tentative d'intrusion. Vers la mi-avril, il abandonna son poste. On demanda donc tout naturellement à Bob de le remplacer – et ce changement domestique prit une tournure fatidique[1663] , car Harte n'était pas du tout le genre d'homme qu'il laissait paraître. En réalité, c'était un agent soviétique, membre du parti communiste américain. Il avait pour mission d'assurer la liaison avec un groupe d'agents mexicains réunis autour du peintre David Alfaro Siqueiros, ardent défenseur du Komintern. Siqueiros était un muraliste, comme Rivera. Vétéran de la guerre civile espagnole, il avait aussi l'expérience des armes à feu et une grande envie de

s'attaquer au pire ennemi de Staline.

La fusillade commença le 24 mai, avant l'aube. Siqueiros et une vingtaine d'hommes armés passèrent le portail de l'Avenida Viena[1664]. C'était normalement impossible, mais Bob Harte, de service ce jour-là, les laissa entrer sans demander l'intervention des policiers postés à l'extérieur. Les hommes de Siqueiros étaient vêtus d'uniformes de l'armée. Plus tard, les gardes déclarèrent que ce détail les avait dissuadés de s'interposer[1665]. Une fois à l'intérieur de la cour, les assaillants se dirigèrent vers l'espace ouvert qui donnait sur la chambre et le bureau de Trotski. Pendant quelques minutes, ils tirèrent en rafale dans cette direction. Trotski et Natalia se réfugièrent sous le lit. À côté d'eux, les balles pleuvaient. Natalia couvrit son compagnon de son corps pour le protéger. Le plan d'attaque du commando était simple : ils devaient maintenir un tir soutenu en direction de la maison, puis s'enfuir aussi vite que possible, sous le couvert de l'obscurité. Ils se replièrent donc dans leur deux grosses voitures sans savoir s'ils avaient réussi. Trotski et Natalia se précipitèrent dans la chambre de Sieva, juste à côté de la leur. L'enfant pleurait, mais il n'avait qu'une égratignure au pied. Tout le monde se retrouva dans la cour pour comprendre en quoi le système de protection avait été défaillant. Autre mystère : les assaillants avaient enlevé Bob Harte – pourquoi ?

Avec détermination, la police mexicaine entreprit une enquête méthodique. On ne connaissait pas l'identité des tireurs, mais Siqueiros faisait déjà figure de principal suspect. Rivera fut aussi soupçonné, à cause de la rupture de ses liens d'amitié avec Trotski. Les deux éminences de la peinture

semblaient particulièrement mêlées à l'attentat. Siqueiros et quelques-uns de ses complices avaient gagné les montagnes près de Tacuba, dans la banlieue nord-ouest de Mexico. Leur complot était d'un amateurisme presque risible : ils ne savaient même pas s'ils avaient tué Trotski ou non et durent écouter la radio pour connaître son sort.

L'enquête fut confiée au colonel Leandro Sanchez Salazar, un militaire aux états de service impressionnants. Le gouvernement Cardenas, justement pour prévenir ce genre d'incident, l'avait chargé d'assurer la protection de Trotski. Un coup de téléphone le tira du lit quelques minutes après la fusillade et il arriva avant l'aube. On lui barra l'accès au bâtiment : les occupants de la villa, craignant une autre attaque, se tenaient dans le jardin, les armes à la main, prêts à tirer. Salazar dut négocier la permission d'entrer. Le jeune Sieva, le pied bandé, jouait dans la cour. Le jour commençait à poindre dans une atmosphère étrange. Trotski avait enfilé une robe de chambre par-dessus son pyjama et il était sorti avec Natalia pour accueillir Salazar. Le couple semblait si peu perturbé que le colonel se demanda s'il ne s'agissait pas d'un coup monté[1666]. S'il avait lu ses manuels d'histoire, il aurait su que Trotski avait vécu des expériences bien plus dangereuses que celle-ci lors de la guerre civile en Russie soviétique.

Après avoir entendu les occupants de la villa, Salazar et ses collègues formulèrent deux hypothèses. Tout d'abord, la description du chef des assaillants correspondait parfaitement à Siqueiros, qui, d'ailleurs, avait mystérieusement disparu de la circulation. Or, en temps normal, c'était un personnage haut en couleur que l'on voyait beaucoup dans les restaurants et les

bars de Mexico. On organisa une chasse à l'homme. L'entourage de Trotski était tout à fait disposé à entendre les soupçons de la police à propos du peintre, mais la seconde hypothèse ne leur plaisait pas du tout, car elle incriminait Bob Harte, soupçonné de complicité. Les policiers ne voyaient pas comment Siqueiros aurait pu réaliser cette attaque sans le concours d'un acolyte sur place, car ils n'avaient constaté aucune trace de lutte[1667]. Les résidents accueillirent les conjectures de la police avec une méfiance mêlée de condescendance. Ils s'entendaient bien avec Bob, qui avait toujours fait preuve de loyauté envers la cause. Ils refusaient d'admettre qu'un traître ait pu crier des slogans en faveur de Trotski. Son rôle de bon camarade à la villa ne pouvait être factice. Une telle supposition était beaucoup trop lourde de conséquences. Si Bob Harte était un traître, alors qui d'autre dans l'entourage de Trotski guettait le moment de frapper ? Ce refus d'admettre la possibilité d'une infiltration allait avoir des conséquences fatales.

Tous les trotskistes n'étaient pas naïfs. Ils reconnurent que Bob n'avait pas branché le système d'alarme cette nuit-là, et même Natalia, pourtant convaincue de son innocence, se souvenait de sa désinvolture en matière de sécurité[1668]. Le 14 juin, le journaliste trotskiste américain Herbert Solow écrivit à Trotski pour lui faire part de ses soupçons. Il mentionnait la présence d'un groupe de stalinistes à Tacuba, à seulement six kilomètres du centre de Mexico. Un endroit plutôt étrange pour choisir d'y habiter. Solow insistait pour y envoyer la police sans tarder et, d'ici là, il conseillait vivement aux occupants de la villa de l'Avenida Viena de ne souffler mot à personne de l'enlèvement de Harte[1669].

Les enquêteurs apprirent le sort réservé à Bob Harte quand les habitants de la région découvrirent un cadavre dans une maison en pisé située à l'écart de Tacuba. La limousine de Siqueiros avait été repérée dans les montagnes avoisinantes, mais la police n'avait pas encore réussi à mettre la main sur lui. L'enquête permit assez vite d'apprendre quelques détails intéressants. Siqueiros et ses amis avaient loué cette maison pour trois mois, moyennant la somme de quarante-cinq pesos. Et si cette affaire restait encore largement obscure, il était évident que l'endroit avait servi de repaire aux conspirateurs. Une Packard noire immatriculée à New York avait été signalée dans le coin au cours des semaines précédentes, et l'on avait vu Siqueiros se promener en ville au volant d'une voiture semblable[1670]. Craignant un piège, les policiers s'approchèrent de la maison avec une extrême prudence, armés jusqu'aux dents. Malheureusement, en arrivant sur les lieux, ils constatèrent que tout le monde s'était envolé. Siqueiros clama son innocence. La petite maison en pisé fut fouillée de fond en comble, ainsi que les environs. Des renforts de police se déployèrent dans tout le voisinage. On identifia le cadavre, grossièrement recouvert de chaux : il s'agissait de Robert Sheldon Harte.

Le colonel Salazar voyait là sa seconde hypothèse vérifiée. Siqueiros avait emmené son complice et, pour une raison quelconque, il l'avait assassiné. Peut-être en avait-il reçu l'ordre ; à moins qu'il n'ait été pris de panique de devoir surveiller Harte, tandis que la police les recherchait tous deux. Lorsque Siqueiros refit surface à Mexico, il fut interpellé et interrogé. Or, les enquêteurs ne disposaient d'aucune preuve formelle pour l'inculper de meurtre sur la personne de Harte.

Siqueiros en profita et, en dépit des fortes présomptions qui pesaient sur lui, il nia avoir pénétré dans la villa et attaqué l'aile où se trouvait Trotski. Sa célébrité joua en sa faveur, sans toutefois l'empêcher d'échapper totalement à la justice. Néanmoins, quand il passa en jugement, en 1941, Trotski était mort et le gouvernement mexicain bien embarrassé de voir l'un des plus grands peintres du pays risquer d'être condamné à croupir en prison. Les autorités décidèrent donc de l'expédier au Chili dans le plus grand secret, comme s'il s'était volatilisé dans la nature. Il y resta deux ans et revint prudemment en 1943 pour reprendre une carrière agitée[1671].

Ébranlé par l'attaque de la villa, Trotski arpentait la maison en répétant : « Je suis fatigué, je suis fatigué[1672]. » À la fin du mois de juillet, il souffrit de nouveau de « son vieux mal mystérieux » : une lombalgie accompagnée d'une forte fièvre. Le 11 août, apparemment ragaillard, il passa moins de temps au lit[1673]. Il recommença à dicter son *Staline* et poursuivit sa correspondance effrénée avec les sympathisants et d'autres personnalités. Sa colère et sa déception étaient parfois si difficiles à contenir qu'il s'en libérait en écrivant une lettre brutale à son traducteur new-yorkais Charles Malamuth. Les visites de ses admirateurs, généralement originaires des États-Unis, lui redonnaient espoir, et il laissait rarement passer une occasion de parler de la Quatrième Internationale ou de critiquer le stalinisme. Il ne s'écoulait pas une seule journée sans qu'il réserve un peu de son temps à la lecture de documents sur l'histoire ou l'actualité. Sur son bureau se trouvait un ouvrage d'Alexandre Iegorov : le récit des événements survenus sur le front sud de la guerre russo-

polonaise de 1920 – vingt ans exactement s'étaient écoulés depuis cette campagne fatidique. Un jour, de manière fort inattendue, il reçut un cadeau par la poste : un admirateur lui avait envoyé un dictionnaire d'argot anglais. Il en apprit quelques phrases, fort contraires aux bonnes manières, et les essaya sur son entourage. Le 20 août, il écrivit à l'un de ses partisans, Hank Schultz, pour lui dire le plus grand bien de ce livre[1674]. Il rédigea aussi le premier jet d'un article sur « Le bonapartisme, le fascisme et la guerre[1675] ». Il était en forme et s'amusait beaucoup.

Après l'attentat manqué de Siqueiros, son entourage avait étudié comment renforcer les dispositions relatives à sa sécurité. Joe Hansen dressa la liste de ses propositions dans une lettre adressée au camarade Farrell Dobbs. Ils achetèrent deux revolvers d'occasion et commandèrent des portes blindées pour la chambre de Trotski, murèrent certaines fenêtres avec des briques et firent accélérer la construction d'une tour de guet supplémentaire à l'angle nord-ouest du mur d'enceinte de l'Avenida Viena. Ils ajoutèrent d'autres postes de garde, firent refaire le câblage de l'alimentation électrique et installèrent quatre guérites à l'extérieur pour abriter la police[1676]. Ils étaient décidés à transformer la propriété en une forteresse imprenable.

La lettre de Trotski à Schultz fut la dernière qu'il écrivit et l'article sur le bonapartisme, le fascisme et la guerre serait édité par d'autres que lui[1677]. Le 20 août, après une matinée bien remplie, il se retira pour sa sieste habituelle. Il ne lui restait plus qu'une obligation, ce jour-là : il avait accepté de recevoir en privé, dans l'après-midi, un homme qu'il connaissait sous le nom de Jacson. Il s'agissait du petit ami de

Sylvia Ageloff, la jeune femme qui travaillait occasionnellement pour lui comme secrétaire. Jacson l'accompagnait souvent jusque dans le jardin et parfois, quand il partait en voyage pour ses affaires, il laissait sa voiture à leur disposition. Un jour, il était passé donner une boîte de bonbons à Sylvia. Il lui était déjà arrivé de se présenter pendant la sieste de Trotski. Ses visites n'avaient jamais lieu au même moment, sans doute parce qu'il voulait repérer les habitudes de la maison[1678]. Peu de temps auparavant, désireux de prouver son sérieux en politique, il avait assisté à l'une de leurs séances de travail. C'était le jour où Sylvia défendit le point de vue de la minorité du Socialist Workers' Party. Jacson fit quelques remarques entrecoupées de rires. Au bout d'un quart d'heure, Trotski mit fin à la discussion en déclarant qu'il devait nourrir les animaux. Avant de partir avec Sylvia, le jeune homme lui demanda s'il acceptait de lui donner son avis sur le plan d'un article qu'il voulait écrire. Le Vieux accepta. Il s'agissait de statistiques sur l'économie française. Trotski avait trouvé le travail plutôt rudimentaire et peu convaincant, mais il avait promis d'en discuter avec Jacson.

Personne n'aimait Jacson (et comme d'habitude, Trotski, irrémédiablement naïf, ne se posait aucune question). Natalia s'étonnait qu'il n'ait jamais donné le nom de l'homme d'affaires riche et malhonnête qui était censé l'employer, et Alfred et Marguerite Rosmer n'étaient pas tranquilles ; ils s'étonnaient qu'il ne dise pas dans quelle branche il travaillait, et ils avaient remarqué que sur presque tous les sujets il restait très évasif[1679].

Arrivé à la villa, Jacson entra facilement, comme un familier de la maison. Natalia lui demanda pourquoi il portait un

imperméable par un après-midi aussi beau et ensoleillé. Jacson répondit que l'on s'attendait à des pluies torrentielles : autour de Mexico, au mois d'août, de violents orages éclatent parfois subitement, surtout à partir du milieu de l'après-midi[1680]. Personne ne se doutait que dans sa poche, il dissimulait une longue dague et un piolet de montagne dont il avait scié le manche pour le rendre moins décelable[1681]. Il pensait commettre son forfait sans bruit, dans le bureau de Trotski, et s'enfuir avant d'être repéré. Avec une arme à feu, tout le monde l'aurait entendu et on l'aurait arrêté, peut-être même tué. Une fois seul avec Trotski, il saisirait la première occasion de frapper, avec le piolet ou la dague. Il était fort, sportif[1682] , bien entraîné, et possédait un sang-froid remarquable. Fidèle et dévoué au Komintern[1683] , il agissait en étroite collaboration avec les agents soviétiques sous les ordres de Natan Eitingon au Mexique. L'heure était venue de porter le coup fatal.

Jacson retrouva Trotski dans le bureau. Le Vieux réfléchissait à ce qu'il allait lui dire tout en jetant un dernier coup d'œil aux feuillets, sans prêter attention à ce qui se passait. Jacson eut tout loisir de se lever de sa chaise et de marcher vers le bureau. Il avait gardé son imperméable sur le bras de façon à tenir une arme à portée de main. Pour un coup porté par-derrière, le piolet était le plus indiqué. D'un geste vif et adroit, il le planta dans la boîte crânienne. La mort ne survint pas instantanément, probablement parce qu'il avait frappé avec le côté le plus large et que, au dernier moment, il s'était sans doute senti pris de nevrosité.

La suite, il la raconta à la police lors de son interrogatoire :

Je l'ai frappé juste une fois et il a poussé un cri déchirant, à fendre l'âme ; en même temps il s'est jeté sur moi et m'a mordu la main gauche, regardez vous-même, il y a la marque de trois de ses dents, ici. Puis, lentement, il a titubé vers l'arrière. En l'entendant crier, tout le monde est arrivé. J'étais tout hébété et je n'ai pas essayé de m'échapper. Puis Harold [Robins ?] est entré le premier et il a commencé à me frapper avec son pistolet, ensuite ça a été le tour de Hansen [Joe] et de Charles [Curtiss ?][\[1684\]](#).

Les policiers de garde accoururent et s'emparèrent de Jacson, légèrement blessé, pour l'amener au poste. Une ambulance vint chercher Trotski, mortellement atteint[\[1685\]](#). Il ne restait aucun espoir malgré l'assistance que lui portèrent cinq des chirurgiens les plus compétents de Mexico, et un spécialiste, Gustavo Baz. Ils pratiquèrent une trépanation, mais la blessure était trop profonde. Certes, Jacson avait en quelque sorte bâclé le travail, mais le piolet avait quand même pénétré sur presque sept centimètres. Le blessé perdait du sang et de la matière cérébrale en abondance. Il présentait une fracture de l'os pariétal droit et souffrait le martyr avec un courage exemplaire, mais le porte-parole de l'hôpital ne cacha pas que le pronostic était « très sombre[\[1686\]](#) ». Les médecins savaient, eux, que leur patient vivait ses derniers instants.

Les gardiens et la flamme

À la une du *New York Times* du 21 août 1940, la nouvelle s'étalait en gros titres : « Trotski à l'agonie, agressé chez lui par un "ami" ». L'après-midi même, toutes les stations de radio américaines annonçaient sa mort[1687] : c'était l'assassinat le plus spectaculaire depuis celui de l'archiduc François-Ferdinand, en 1914. Les journaux du monde entier envoyèrent des correspondants au Mexique. À Coyoacán, de concert avec les autorités mexicaines, l'entourage du révolutionnaire prit les devants en organisant les funérailles dès le lendemain de sa mort. L'événement revêtit quasiment un caractère national, et le ministère de l'Intérieur intervint, au cas où les partisans mexicains de Staline décideraient de s'en prendre à sa dépouille. Le corps du défunt fut exposé dans un cercueil ouvert et le cortège passa lentement dans les rues du centre de Mexico. Bien qu'il eût toujours milité en faveur de l'athéisme, deux cent mille personnes dont la plupart étaient des catholiques pratiquants descendirent dans la rue pour lui rendre un dernier hommage – ou peut-être simplement par curiosité.

À Londres, l'éditorial du *Times* du 23 août se montra beaucoup moins positif : « L'assassinat de Léon Trotski à Mexico est un grand soulagement pour le Kremlin ; pour la majeure partie de l'humanité, ce ne sera pas un grande perte[1688]. » Tandis que chroniqueurs et échetiers revenaient sur sa vie extraordinaire, les journalistes de

presque tous les pays du monde se précipitaient à Mexico pour rendre compte du meurtre et envisager ses conséquences. Inévitablement, les opinions divergeaient, mais tous, y compris ses détracteurs – du moins, en dehors du Komintern –, s'accordaient à dire qu'une personnalité éminente de l'histoire contemporaine venait de disparaître. Les notices nécrologiques relataient ses exploits pendant la révolution d'Octobre et la guerre civile. On rappelait ses talents d'orateur et de meneur d'hommes, et son association avec Lénine. On analysait les causes de sa chute – la perte du pouvoir suprême et le rejet officiel – et on mentionnait son long séjour en exil à l'étranger. Il aurait peut-être été l'objet d'une attention beaucoup plus grande si l'Europe et l'Extrême-Orient n'avaient pas été en guerre. Mais les armées étaient en marche : l'Allemagne et le Japon poursuivaient leur expansion territoriale et chaque jour ou presque voyait se dessiner une nouvelle carte du monde politique. L'assassinat de Trotski ne retint pas longtemps l'attention générale : passés quelques jours, l'intérêt retomba.

Le Kremlin jubilait. La *Pravda* annonça la mort d'un « espion international » et se fit l'écho des quotidiens américains, pour qui l'assassin était « l'un des proches de l'entourage de Trotski », un certain Jacques Mortan Vandendresch (ici, les inventions du Kremlin manquaient un peu de rigueur : le nom le plus approchant utilisé par Jackson à Mexico était Jacques Mornard Vandendresch[1689] , mais personne, nulle part, ne remarqua l'erreur). On pouvait lire également que les classes dirigeantes des pays capitalistes avaient perdu leur plus fidèle serviteur. Lénine ne l'avait pas surnommé le « petit Judas » sans raison. Trotski était un

menchevik et un contre-révolutionnaire. Il s'était battu pour défendre les intérêts du tsar, des propriétaires terriens et des capitalistes. Il était parvenu à infiltrer le parti bolchevique et avait comploté de tuer Lénine, Staline et Sverdlov. Il avait trahi, saboté l'Armée rouge et depuis 1921, travaillé comme agent des services secrets étrangers. La Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et le Japon avaient eu recours à ses bons offices. Sa fin était en rapport avec ce qu'avait été sa vie. Staline corrigea lui-même le texte[1690] et les partis communistes officiels s'alignèrent sur Moscou, extrayant sentiments et formules du puits central soviétique.

Les trotskistes évoquèrent le défunt comme le plus grand homme de son temps, affirmant qu'il n'avait pas eu son pareil depuis Lénine. Ils demandèrent le transfert de sa dépouille vers les États-Unis – une tentative de coup médiatique en faveur de la cause –, mais le Département d'État rejeta leur requête : les autorités américaines n'avaient pas l'intention d'encourager ses partisans, même endeuillés, à répandre de la propagande communiste, sous quelque forme que ce soit[1691]. Il n'est pas certain de toute façon que Natalia eût autorisé le transfert, car elle n'était pas en état d'entreprendre un voyage de plus de trois mille kilomètres pour accompagner le cercueil.

L'assassin persistait à prétendre s'appeler Jacson. Il avait dans la poche une lettre écrite au crayon indiquant qu'il s'agissait d'un trotskiste belge venu au Mexique. La lettre stipulait encore que Trotski aurait systématiquement semé la discorde parmi ses partisans. Mais ce n'était pas tout : le Vieux aurait même, par la ruse, convaincu Jacson de se rendre en Union soviétique afin d'y commettre plusieurs assassinats. Il

n'aurait eu que mépris pour le gouvernement mexicain – ce qui était peut-être vrai : Trotski espérait qu'une révolution communiste éclaterait dans le pays. Tout aussi crédible était l'affirmation selon laquelle il craignait une tentative d'assassinat fomentée par les stalinistes. Mais tout le reste était pure fantaisie. Le révolutionnaire aurait eu peur d'être assassiné par des membres de la fraction minoritaire du Socialist Workers' Party. C'était un politicien dégénéré, à tous points de vue. En apprenant que Trotski comptait sur le soutien d'un « certain comité parlementaire étranger », Jacson avait décidé de prendre la responsabilité de l'éliminer[1692]. La police mexicaine ne crut pas un mot de cette version, hormis la reconnaissance de sa culpabilité. Mais qui était réellement Jacson ? D'où venait-il et pourquoi avait-il tué ? L'interrogatoire dura plusieurs jours sans mener nulle part, car Jacson ne démordait pas de son histoire.

Le 30 août, le juge d'instruction reprit l'enquête, invoquant son droit à commencer ses investigations par la villa de l'Avenida Viena. Natalia resta à l'écart, trop bouleversée pour y prendre part. Les assistants avaient laissé le bureau intact : sur la table se trouvait encore le brouillon de Jacson et un article de Trotski sur l'attentat de Siqueiros. Ses lunettes étaient cassées et l'un des verres était tombé. La scène prit un aspect encore plus macabre lorsqu'on fit venir Jacson pour une reconstitution, à la demande du juge. L'inculpé s'y plia sans rechigner. Les autorités s'assurèrent que tous les aspects techniques du crime avaient bien été étudiés : il n'était pas question d'être accusé d'incompétence, comme après l'attaque de mai.

L'avocat américain de Trotski, Albert Goldman, était

également présent. Il était venu à la villa pour un entretien amical avec Trotski au moment de la commission Dewey, et se trouvait maintenant face à l'assassin, pour un interrogatoire de presque trois heures. Les circonstances ne pouvaient pas être plus différentes. Jacson affirma avoir été envoyé au Mexique par quelqu'un qui appartenait à la direction de la Quatrième Internationale. D'un ton sarcastique, Goldman lui demanda pourquoi, dans ce cas, il avait attendu des mois avant de prendre contact avec Trotski. Le prévenu feignit de ne pas se souvenir. L'avocat insista : pourquoi ne se souvenait-il pas non plus de l'identité de la personne qui l'avait envoyé ? Et pourquoi diable n'avait-il jamais parlé à Trotski ou à ses assistants de cette prétendue mission ? Sensible à la compétence de l'avocat, le juge lui laissa toute latitude pour continuer. Goldman se tourna vers Jacson et lui assena l'argument final : peut-être son histoire serait-elle plus crédible en changeant l'identité du donneur d'ordres et en remplaçant la Quatrième Internationale par les services secrets soviétiques[1693] ?

Malgré la perspective d'une longue peine de prison, Jacson refusa de demander sa grâce ou de divulguer toute information et lorsque le juge le condamna à vingt années de réclusion, il demeura impassible. Prisonnier modèle, il ne révéla jamais à personne le secret de son identité ni celle du commanditaire de l'assassinat. Plus tard seulement, on sut que son vrai nom était Ramón Mercader. Ses conditions de détention ne furent pas trop mauvaises : il était autorisé à avoir un poste de radio et un tapis, disposait d'une prise électrique et sa cellule n'était pas fermée à clé. Un mystérieux bienfaiteur lui versait une rente mensuelle de cent dollars. Les

prisonniers ayant le droit de travailler pour gagner de l'argent, il monta un petit atelier de réparation de postes de radio dans lequel il employait ses codétenus[1694]. Il fut relâché en 1960, après avoir purgé la totalité de sa peine, et disparut de la scène publique. Quelques années plus tard, il apparut qu'on l'avait fait revenir à Moscou où il avait été discrètement accueilli en héros avant d'accéder au grade de général du KGB. Déçu par l'Union soviétique, Mercader s'adapta mal à sa nouvelle vie. Il demanda et obtint l'autorisation de partir pour Cuba, où il vécut jusqu'à sa mort, en 1978.

La disparition de Trotski fut un véritable cataclysme pour la Quatrième Internationale : tous les partis et groupes du monde entier volèrent en éclats. Impuissante, Natalia assista à ce spectacle désolant. Le gouvernement Cardenas acheta la villa et l'autorisa à y vivre sans payer de loyer. La maison fut conservée en l'état (exactement ou presque comme elle était du vivant de Trotski), puis transformée en musée à sa mémoire en mai 1946[1695]. Toujours aussi fidèle, Joe Hansen écrivit à Natalia en octobre 1941 pour l'informer que la section américaine de la Quatrième Internationale souhaitait considérer ses écrits à elle – si rares fussent-ils – comme une sorte de programme directeur. Autrement dit, les trotskistes, semble-t-il, étaient incapables de suivre une trajectoire sans un membre de la famille à la barre[1696]. Peut-être Hansen voulait-il simplement dire que l'imprimatur de Natalia faciliterait la cohésion de la Quatrième Internationale, mais la compagne de Trotski ne réagit pas à ses flatteries. Elle avait perdu son mari et devait tout assumer seule à Coyoacán, emmêlée dans une kyrielle de difficultés concernant la succession. Les résultats ne se firent pas attendre. Le

Byulleten Oppozitsii cessa de paraître à compter d'août 1941. Trotski en était le moteur et personne, dans son entourage à Coyoacán, n'était capable de le remplacer[1697]. En janvier 1941, le NKVD conclut que les trotskistes du Mexique ne représentaient plus aucun danger. Le dossier de l'Avenida Viena était clos[1698].

Une fois qu'elle eut retrouvé son assurance, Natalia n'hésita pas à exprimer son point de vue[1699]. Les années passées dans l'ombre de Trotski avaient pris fin : elle rabroua les membres de l'organisation qui ne répondaient pas assez vite à ses lettres, opposant leur attitude au travail scrupuleux de son compagnon et de son fils aîné. Elle intervint elle-même dans le débat politique. Elle avait toujours eu du mal à partager la conviction de Trotski que l'Union soviétique était restée un « État ouvrier ». Après sa mort, cela ne lui parut guère avoir de l'importance. En effet, le 22 juin 1941, les troupes hitlériennes envahirent l'Union soviétique, et quelques mois plus tard les Japonais bombardèrent Pearl Harbor, déclenchant l'entrée en guerre des États-Unis : l'Union soviétique, le Royaume-Uni et l'Amérique formèrent une alliance. La Quatrième Internationale joua un rôle négligeable dans cette Seconde Guerre mondiale. La plupart des trotskistes, notamment ceux qui avaient critiqué l'offensive en Finlande en novembre 1939, étaient impatients de se joindre à la lutte contre le fascisme et le militarisme. La guerre ne fit que retarder le règlement de comptes politique et en 1951, Natalia déclara sans ambages au comité exécutif de la Quatrième Internationale que ni l'Union soviétique ni les nouveaux États communistes de l'Europe de l'Est ne pouvaient prétendre apporter le moindre bénéfice à la classe

ouvrière. Seule la Yougoslavie lui laissait une impression positive, et elle demanda au comité exécutif de ne pas se montrer dur avec Tito[1700]. Elle fut moins tendre avec l'expérience communiste de Fidel Castro à Cuba.

Son influence, à cette époque, était devenue négligeable mais de toute façon, la Quatrième Internationale était désormais réduite à l'impuissance. Une faction dominante, dont le leader était Michel Pablo – un militant d'origine grecque – polémique avec tous les opposants. Les pablistes n'avaient pas le porte-voix de Trotski, mais leurs polémiques internes revêtaient pour eux une importance primordiale, et ils ne manquaient pas de sujets de controverse.

Natalia vieillissait, mais elle élevait aussi normalement que possible son petit-fils Sieva. Expatrié alors qu'il était encore tout jeune, il avait subi une série d'épreuves traumatisantes en Europe et au Mexique. Il choisit un prénom espagnol, Esteban, et délaissa la politique pour se tourner vers la peinture[1701]. Comme son oncle Sergueï Sedov, il protégea la réputation de Trotski sans s'engager dans le mouvement : il se disait « socialiste non pratiquant »[1702]. Natalia recherchait le contact avec ceux qui avaient connu et aidé son mari. Elle souffrait beaucoup de ne pas avoir de nouvelles de sa famille restée en Union soviétique. Le Rapport secret que Nikita Khrouchtchev présenta en février 1956, dénonçant Staline comme l'auteur de crimes et de massacres de masses, lui donna un espoir de connaître la vérité. Malheureusement, il n'en fut rien : le Kremlin ne revint pas sur le verdict du premier procès de Moscou. Trotski était un traître. En vain s'adressa-t-elle à Moscou. Un mur officiel se dressait devant elle, la tenant dans l'ignorance du sort tragique réservé aux

siens. Presque toute sa famille avait été exterminée et, parmi les rares survivants, aucun ne l'avait jamais rencontrée en Union soviétique. Elle mourut en 1960, pleurée par son réseau d'amis mexicains, français et américains.

Elle avait eu le temps d'assister à la réhabilitation de Trotski à l'Ouest, grâce à la publication d'une trilogie biographique écrite par un militant polonais, Isaac Deutscher. Sur bien des points, il n'était pas d'accord avec Trotski. Il croyait notamment à la possibilité d'une évolution pacifique vers une forme plus civilisée du communisme en Union soviétique. À ses yeux, le passage à une nouvelle génération de dirigeants soviétiques réussirait ce que l'Opposition n'avait pas pu réaliser. Le portrait qu'il dressait de Trotski ne dissimulait pas les défauts du leader, mais au fond, il était positif. Dans une lettre adressée à Natalia, Albert Glotzer recommandait vivement de ne pas trop critiquer cet ouvrage, en dépit de son analyse « stalinoïdale »[\[1703\]](#).

La tragédie de l'histoire soviétique, pour la gauche occidentale, c'était que Trotski avait perdu la bataille des épigones après la mort de Lénine : version revivifiée qui trouva une nouvelle vigueur. Des ouvrages comme *Ma vie* et *La Révolution trahie* furent traduits en de nombreuses langues. Ce regain de popularité trotskiste, résultat de son combat contre Staline et de sa fin horrible, convainquit ceux qui désiraient l'être. En 1968, lorsque les étudiants d'Europe et d'Amérique manifestèrent dans la rue contre la guerre au Vietnam, le nom de Trotski revint en force, souvent parmi ceux qui connaissaient peu ou mal ce qu'il avait écrit ou accompli : les trotskistes puisaient leurs informations chez les survivants du trotskisme, ou imaginaient le Trotski dont ils

rêvaient. Ce sursaut de popularité fut éphémère, car les trotskistes renoncèrent à leur héros ou retombèrent dans les querelles sectaires dont ils étaient coutumiers depuis bien avant son assassinat. Ils baptisèrent de noms grandioses des organisations à peine plus importantes que des groupuscules. Le nom de Trotski y figurait rarement, mais il était à la source de leur inspiration. Nulle part, ils ne s'approchèrent vraiment du pouvoir : le Vieux était devenu le fétiche de révolutionnaires sans révolution.

Toujours hargneux, les trotskistes passaient plus de temps à se disputer entre eux qu'à affronter les partis communistes dépendant de Moscou. La réhabilitation de Trotski ne fut pas l'œuvre de la Quatrième Internationale, mais d'un dirigeant politique soviétique : Mikhaïl Gorbatchev. La peine de mort prononcée contre lui en 1936 fut reconnue abusive et Trotski disculpé comme tout honorable bolchevik tombé dans les rets du monstre Staline.

Quelques historiens soviétiques commencèrent à publier sur lui des études qui lui étaient favorables. Mais, à peine lancée, la vogue trotskiste retomba. Le régime communiste de l'Union soviétique s'effondra en 1991. Les Russes n'étaient alors pas plus intéressés par le trotskisme que par la religion aztèque et son fleuve de sang et Trotski fut relégué au rang de curiosité antique, de possible sujet de conversation au même titre que les œufs de Fabergé, Ivan le Terrible ou les motifs de tissage des paysans. Cependant, il mérite d'être sauvé de cette forme d'abandon gangreneuse parce que, entre autres raisons, il ne fut jamais tout à fait ce qu'il dit être, ni ce que les autres dirent de lui. Il était proche de Staline dans ses intentions comme dans ses actes. Pas plus avec lui qu'avec Staline, on ne pouvait

espérer voir émerger une société socialiste soucieuse d'humanité, même s'il prétendait sincèrement le contraire. Il ne savait pas comment passer de la dictature du Parti à la liberté universelle et le régime de la terreur lui plaisait. Lorsque dans les années vingt et trente, il attaqua Staline avec tant d'assurance, c'était pour mieux détourner l'attention de son invraisemblable stratégie personnelle. En écrivant leurs panégyriques, ses partisans ont confondu objectifs généraux et pratiques personnelles. Trotski aspirait à la liberté de discussion, d'organisation et d'élection, il exaltait les vertus de l'autolibération prolétarienne, mais ses paroles ne reflétaient absolument pas son comportement durant sa période de gloire, entre 1917 et 1922, au cours de laquelle il écrasa l'opposition, celle du Parti comme celle des syndicats. Il piétina la résistance institutionnelle chaque fois qu'il voulut agir et se faire obéir rapidement. Arrogant et impérieux, il était plus enclin à commander qu'à discuter : les trotskistes ont inventé un homme et un leader qui n'avait pas grand-chose à voir avec Lev Davidovitch Trotski.

Naturellement, ils ont déploré ses défaites dans les luttes entre factions qui ont marqué les années vingt. La plupart ont accepté ses justifications à savoir qu'on ne lui avait jamais vraiment donné sa chance. Grossière erreur : la politique de Trotski était dans le droit fil de l'autoritarisme communiste, et elle avait une chance réelle de l'emporter. Ses origines juives elles-mêmes ne constituaient pas un obstacle insurmontable. Malheureusement, il manquait d'esprit tactique. Piètre rassembleur, il s'aliéna inutilement beaucoup de monde, à tous les échelons de la hiérarchie. Il pouvait être son pire ennemi.

Les trotskistes ont fermé les yeux sur les faiblesses de leur

héros et enjolivé au contraire ses capacités de leader communiste. Son dynamisme idéologique intérieur était sans faille, et il avait une compétitivité et une combativité extraordinaires, auxquelles s'ajoutait une intelligence supérieure. Son égoïsme lui-même ne constituait pas un obstacle à son ascension politique. Il lui manquait, en revanche, la volonté de concentrer ses efforts. Révolutionnaire permanent, il ne fut jamais politique à plein temps. Son désir d'écrire nuisait à sa capacité d'affronter un homme comme Staline, qui consacrait chacune de ses heures de veille à l'avancement de sa carrière et au progrès de sa politique. Ni Trotski ni Staline n'avaient une santé de fer, mais Trotski se donnait souvent des mois de repos. Il voulait être comme Lénine, un vrai leader, dont les idées guideraient l'État soviétique. Mais sa notion de « leadership » était rigide : il surestimait la puissance de l'art oratoire et du style littéraire. Il affichait son mépris pour les coups bas, sans être lui-même, et de loin, un parangon de vertu. Toutefois, l'obstacle majeur, pour lui, dans la course à la succession de Lénine, c'est qu'il n'éprouvait pas le désir irrépressible de devenir le chef suprême : il se sentait mieux dans la peau du candidat battu que dans celle du battant consumé par l'ambition de devenir et de rester le premier. Le pouvoir suprême ne lui manquait pas assez.

De toute façon, après la Seconde Guerre mondiale, ses prévisions concernant l'Union soviétique ne s'étaient pas confirmées. Le pays avait survécu et pris son essor en tant qu'État. L'URSS avait battu le Troisième Reich et montré une vitalité qui, entre 1941 et 1945, avait pris tout le monde au dépourvu. Son armée et son industrie lourde en avaient fait

une superpuissance.

Loin de sombrer, la nouvelle grande puissance prospéra pendant quelques décennies – toujours sans révolution politique. Staline mourut en 1953. Ses successeurs, notamment Nikita Khrouchtchev et Leonid Brejnev, purent maintenir leur suprématie sans rencontrer d'obstacles sérieux. Les trotskistes se tournèrent alors vers la théorie et l'analyse marxiste. Ils produisirent des raisonnements contradictoires sur la macroéconomie mondiale. Comme toujours, ils supposaient le capitalisme en plein déclin et présentaient qu'un communisme rénové, débarrassé de ses oripeaux staliniens, viendrait le supplanter. L'éclatement des empires coloniaux européens après la Seconde Guerre mondiale semblait confirmer cette analyse. Si à ce moment-là, les États-Unis dominaient l'économie de marché, leur hégémonie ne durerait pas. Et l'Union soviétique ne resterait pas telle quelle. Malheureusement, ils n'arrivaient pas à s'accorder sur la définition du régime soviétique. Certains s'en tenaient à la déclaration de Trotski : un État ouvrier dégénéré – et ils n'envisageaient pas de réviser les principes du Vieux. D'autres prétendaient qu'à des phénomènes nouveaux correspondait une pensée nouvelle : l'émergence d'une nouvelle classe sociale en Union soviétique leur semblait évidente. Le pays subissait un régime particulier qu'ils nommaient le capitalisme d'État. En tout état de cause, les principaux successeurs de Trotski pouvaient à la fois livrer des analyses marxistes pleines de subtilités et des débats qui en étaient totalement dépourvus.

Les idées de Trotski, y compris sa vision de l'histoire de la Russie, eurent pourtant un impact durable. L'influence de son récit de l'ascension de Staline ne perdit jamais de sa force. Il

avait convaincu bien des gens extérieurs aux cercles marxistes que la « dégénérescence » de la révolution d'Octobre était due à l'économie du pays et à son « retard » social. Il avait su persuader aussi de la « bureaucratisation » du régime. Certes, l'idée qu'il n'avait pas été l'artisan majeur de son échec dans la succession de Lénine ne faisait pas l'unanimité, mais son récit tendancieux sur Staline et le stalinisme influença profondément le discours des écrivains de gauche comme de droite.

Ses contradictions étaient évidentes. Si la situation en Russie était aussi peu favorable qu'il l'a reconnu plus tard, ses arguments en faveur d'un gouvernement « ouvrier » en 1917 ne tenaient pas debout. Et de toute façon, la révolution d'Octobre avait commencé à dégénérer avant le milieu des années 1920, ayant eu le tort, dès le début, de recourir à la force contre les ouvriers agricoles en colère et à la fermeture des soviets à majorité non bolchevique. Avant 1917, Trotski avait mené campagne pour que le « prolétariat » se libère et entreprenne sa révolution à lui, mais dès qu'il fut au pouvoir, il s'empressa de réprimer les aspirations du peuple par la violence. Il fut un centralisateur impitoyable, ami de l'armée et de la police. Et ses idées n'étaient pas aussi originales que ses admirateurs ont bien voulu le faire croire : celle d'un gouvernement prolétarien avait été émise avant lui par Alexandre Helphand-Parvus. Son analyse des particularités de l'évolution historique de la Russie d'avant 1917 s'inspirait des œuvres de l'historien et philosophe libéral Boris Tchitchérine. Quant à sa lecture de la Russie puis de l'URSS des années vingt, il la devait pour beaucoup aux mencheviks. Son insistance, au cours des dix dernières années de sa vie, à

répéter que le « pouvoir soviétique » ne s'était pas entièrement discrédité offensa à juste titre un grand nombre de ses partisans les plus intelligents.

La révolution d'Octobre et la guerre civile furent deux événements qui révélèrent la force de cet être exceptionnel et complexe. Il sut animer une génération entière de militants en Russie et ailleurs. Aussi brillant par ses qualités d'organisation que par ses dons d'orateur, il avait aussi une grande curiosité intellectuelle, littéraire et personnelle. Il écrivait admirablement bien. Quand il voulait, il pouvait exposer clairement sa stratégie révolutionnaire et une fois au gouvernement, il sut quoi faire et comment. Comme propagandiste de la cause bolchevique, il n'avait pas son pareil : personne d'autre que lui ne put convaincre aussi efficacement l'Armée rouge de la nécessité d'y faire régner l'ordre. Comme Lénine, il avait une vision élargie des relations internationales et insista sans relâche pour placer la révolution prolétarienne en Europe en tête des objectifs de la révolution. Toute médaille a cependant son revers : sa réflexion était souvent schématique et rigide, et sa manière de mettre ses idées en pratique extrêmement violente. Ses engouements subits occultaient fréquemment les vrais besoins de la révolution. Il était intrépide, impétueux et imprévisible. Exceptionnel, sans aucun doute, à bien des égards.

Son bras de fer politique avec Staline, il le paya au prix fort ; mais bien avant cela, lui-même, au pouvoir, ne s'était pas privé de se lancer dans des campagnes de répression sanglantes. La plupart de ses proches trouvèrent la mort à cause de lui. Certes, il y eut des exceptions : la tuberculose emporta Nina, Zina se suicida et il n'est pas complètement

exclu que la mort de Liova ne soit pas liée à un problème d'ordre médical. Mais la plupart des époux, femmes et compagnes, ou compagnons de ses enfants défunts, furent victimes de la répression politique des années trente, de même que sa première femme, Alexandra. Pour de nombreux citoyens soviétiques, le simple fait de porter le nom de Bronstein suffit à les jeter entre les mains du NKVD.

Genrietta Rubinstein fut l'une des rares survivantes. Libérée d'un camp de travail en 1947, elle avait un seul tort : avoir été la compagne de Sergueï Sedov. Malheureusement ce n'était qu'un sursis : en 1951, les arrestations massives reprirent de plus belle et elle en fut à nouveau victime. Ses parents, Moïseï et Reiza, qui l'avaient suppliée de ne pas suivre Sergueï à Krasnoïarsk, furent emportés eux aussi par la nouvelle vague d'arrestations. Avec leur petite-fille Ioulia, ils furent condamnés à la déportation lors de la colonisation de la Sibérie[1704]. Ioulia partit vivre plus loin encore, avec sa mère Genrietta, à cinq cents kilomètres environ au nord de Magadan. La famille ne fut autorisée à regagner le centre de la Russie qu'après la mort de Staline, avec interdiction cependant de résider dans un rayon de soixante kilomètres autour de Moscou[1705]. Genrietta finit ses jours à Tallinn. Ioulia, devenue chimiste, mena une vie chaotique. Après trois mariages, elle profita des accords américano-soviétiques autorisant l'émigration de certains Juifs pour partir à New York avec son fils Vadim, en 1979[1706]. Arrière-petit-fils de Trotski, Vadim rejoignit le mouvement hassidique. En quête d'identité, il émigra en Israël, où il prit le nom de David et, contre le désir de sa mère, il choisit un prénom hébreu pour son premier-né, et non celui de Sergueï, comme son grand-

père maternel. Il refusa l'indemnisation offerte par l'État soviétique en réparation du traitement réservé à un arrière-grand-père qu'il n'avait jamais connu[1707].

Trotsky avait une perception aiguë de l'ironie de l'Histoire, et celle-ci ne lui aurait pas échappé : alors que les communistes, en arrivant au pouvoir, étaient fermement résolus à éradiquer la religion, l'un de ses descendants, trois générations plus tard, alla chercher un réconfort dans le symbolisme judaïque – menorah et port de la kippa. En 1917, cette éventualité était impensable. Les bolcheviks étaient des militants universels. Leur but était de chambouler le monde et d'édifier une nouvelle société, avec sa culture, son économie et sa politique révolutionnaires. À leur façon, c'étaient eux aussi des croyants d'une grande ferveur, et Trotsky plus que quiconque. Comme il le dit un jour lui-même, ils voulaient instaurer le paradis sur terre[1708]. Si sa renommée dure encore, son triomphe fut bref. Et si la mort l'emporta trop tôt, c'est que la cause pour laquelle il s'était battu était plus destructrice qu'il ne l'avait imaginé.

Bibliographie sélective

Les documents relatifs à la vie de Trotski occupent des salles entières dans des dizaines de centres d'archives du monde entier. Ses œuvres, innombrables, ont été cataloguées par L. Sinclair, dans un ouvrage intitulé *Trotsky : A Bibliography* (Scolar, Aldershot, 1989). Les ouvrages le concernant sont encore plus nombreux. La liste établie ci-dessous se limite aux archives, ouvrages et articles consultés pour la rédaction de la présente biographie.

Archives

Gosudarstvennyi Arkhiv Rossiiskoi Federatsii (Moscou)
[GARF]

Archives de l'Institut Hoover, Université Stanford, Stanford
[HIA]

Dossier Ioulia Akselrod

Arkhiv Parizhskoi Okhrany [APO]

Films Herman Axelbank

Dossier Alexander Buchman

Dossier Charles Curtiss

Dnevnik Al. Bloka (avec message codé de Trotski)

Dossier Charles Wesley Ervin

Dossier Albert Glotzer Dossier Joseph Hansen Dossier
George A. Hill Dossier N. A. Ioffé

Dossier Nestor Lakoba

Collection Boris Nicolaïevski

Préfecture de police, Paris)

Russia : Posol'stvo

Dossier Sergueï Sedov

Dossier Augustin Souchy

Dossier Arne Swabeck

Dossier Trotski

Collection Volkogonov

Collection BertramWolfe

Houghton Library (université Harvard, Cambridge, MA)
[HL]

Documents

National Archives (Londres) [NA]

Partiinyi arkhiv Turkmenskogo filiala Instituta Marksizma-Leninizma (Ashgabat) [PA TurFIL]

Rossiiskii arkhiv sotsial'no-politicheskoi istorii (Moscou) [RGASPI] et surtout les fonds suivants :

Fonds 17 (Comité central et Politburo)

Fonds 46 (Dixième Conférence du Parti)

Fonds 52 (Treizième Congrès du Parti)

Fonds 325 (L. D. Trotski)

Rossiiskii Gosudarstvennyi Voennyi Arkhiv (Moscou) [RGVA] Dossier Volkogonov

Tsentral'nyi Arkhiv Federal'noi Sluzhby Bezopasnosti Rossii (Moscou) [TsAFSB] Dossier Volkogonov

Ouvrages imprimés

1905 God, 4^e éd. (Gosizdat, Moscou, 1922)

« Avtobiograficheskaya zametka », *Proletarskaya revolyutsiya*, n° 3 (1921) *Chapters from My Diary* (The Revolutionary Age, Boston, MA, 1918 ?) *Chto i kak proizoshlo? Shest' statei dlya mirovoi burzhuaznoi pechati* (H. Vilain, Paris, 1929)

Delo bylo v Ispanii (po zapisnoi knizhke), illustrations de K. Rotov (Krug, Moscou, 1926)

Desyatyi s"ezd RKP(b). Mart 1921 g. Stenograficheskii otche"t (Gosizdat, Moscou, 1963)

Dnevnik i pis'ma, éd. Yu. Fel'shtinskii (Ermitazh, Tenaflly, NJ, 1986) *From October to Brest-Litovsk* (n.p., Aegypan Press, n.d.)

History of the Russian Revolution, vol. 1-3 (Sphere, Londres, 1967)

In Defence of Marxism, ed. M. Shachtman (New Park Publications, Londres, 1971) *In Defence of the October Revolution* (Union Books, Londres, 2002)

In Defense of Marxism (Against the Petty-Bourgeois Opposition) (Pioneer Publishers, New York, 1942)

I Stake My Life! Trotsky's Address to the New York Hippodrome Meeting, préface de M. Shachtman (Pioneer Publishers, New York, 1937)

Itogi suda nad Sovetom Rabochikh Deputatov (Tip. V. Ivanova, Kazan, 1907) *Iz istorii odnogo goda* (Novyi mir,

Saint-Pétersbourg, 1905)

K istorii Oktyabr'skoi Revolyutsii (Izd. Russkoi Sotsialisticheskoi Federatsii, New York, 1918)

K sotsializmu ili kapitalizmu? (Moscou-Leningrad, 1925)

K sotsializmu ili kapitalizmu? (Moscou-Leningrad, 1926)

Lessons of October, traduit par J. G. Wright (Pioneer, New York, 1937)

Lettres aux abonnés de La Vie ouvrière, 3^e partie : *L'expulsion de Léon Trotsky* (Quai de Jemmapes 96, Paris, 1916)

Literatura i revolyutsiya (Krasnaya nov', Moscou, 1923)

Moya zhizn' : opyt avtobiografii, vol. 1-2 (Granit, Berlin, 1930)

My Life : An Attempt at an Autobiography (Charles Scribner's Sons, New York, 1930)

My Life : The Rise and Fall of a Dictator (Thornton Butterworth, Londres, 1930) *Na bor'bu s golodom. Rech', proizneshennaya 9 iyunya 1918 g. na narodnom sobranii v Sokolnikakh* (Kommunist, Moscou-Petrograd, 1918)

Na putyakh k evropeiskoi revolyutsii. (Rech' v Tiflise 11 aprelya 1924) (Krasnaya nov', Moscou, 1924)

Nasha Revolyutsiya (N. Glagolev, Saint-Pétersbourg, 1907)

Nasha Revolyutsiya (N. Glagolev, Saint-Pétersbourg, 1909)

Nashi politicheskie zadachi (Takticheskie i organizatsionnye voprosy) (Partiya, Geneva, 1904)

Nemetskaya revolyutsiya i stalinskaya byurokratiya.

(Zhizhennye voprosy nemetskogo proletariata) (A. Grylewicz, Berlin, 1932)

Novyi Kurs (Krasnaya nov', Moscou, 1924)

Ocherki gruzinskoi zhirondy (Gosizdat, Moscou, 1925)

Oktyabr'skaya Revolyutsiya (Kommunist, Moscou-Petrograd, 1918) *O Lenine : materialy dlya biografa* (Gosizdat, Moscou, 1924)

Permanentnaya revolyutsiya (Granit, Berlin, 1930)

Perspektivy russkoi revolyutsii, 2^e édition (I. P. Ladyzhnikov Coopération, Berlin, 1917)

Petlya vmesto khleba (Penza Gubkbom, RKP, Penza, 1921)

Politicheskie siluety, éd. V. I. Miller (Novosti, Moscou, 1990)

Portrety revolyutsionerov, éd. Yu. G. Fel'shtinskii (Moskovskii rabochii, Moscou, 1991)

Prestupleniya Stalina, éd. Yu. G. Fel'shtinskii (Izd. gumanitarnoi literatury, Moscou, 1994)

The Real Situation in Russia (Harcourt, Brace, New York, 1928)

Rech' t. Trotskogo na massovom mitinge v gor. Gomele, 10 maya 1920 g. (Gomel, 1920)

The Revolution Betrayed, What Is the Soviet Union and Where Is It Going? (Doubleday, Doran, New York, 1937)

The Revolution Betrayed (Dover, New York, 2004)

Russland in der Revolution (Kaden, Dresde, 1910)

Sochineniya, vol. 2-21 (Gosizdat, Moscou, 1924-1927)

« Sovet i prokuratura. (Pyat'desyat' dnei) », in *Istoriya Soveta Rabochikh Deputatov g. S.-Petersburga* (N. Glagolev, Saint-Pétersbourg, 1906 ?)

« Sovet i revolyutsiya. (Pyat'desyat' dnei) », in *Istoriya Soveta Rabochikh Deputatov g. S.-Petersburga* (N. Glagolev, Saint-Pétersbourg, 1906 ?)

The Spanish Revolution (1931-1939) (Pathfinder, New York, 1973)

Stalinskaya shkola fal'sifikatsii (Granit, Berlin, 1932)

Terrorizm i kommunizm (Gosizdat, Petersburg [sic], 1920)

Their Morals and Ours : The Moralists and Sycophants Against Marxism (New Park, Londres, 1968)

Towards Socialism or Capitalism?, trad. R. S. Townsend et Z. Vengerova, avec préface de l'auteur pour l'édition anglaise (Methuen, Londres, 1926)

The Trotsky Papers, 1917-1922, vol.1-2, ed. J. M. Meijer (Mouton, La Hague, 1964-1971)

Trotsky's Diary in Exile : 1935, trad. Elena Zarudnaya (Harvard University Press, Cambridge, MA, 1969)

Trotsky's Notebooks, 1933-1935 : Writings on Lenin, Dialectics, and Evolutionism, traduction, annotation et préface de P. Pomper, annotations du texte russe par Yu. Felshtinsky (Columbia University Press, New York, 1986)

Trotsky's Writings : Supplement II, 1934-1940, éd. G. Breitman (Pathfinder Press, New York, 1979)

Tuda i obratno (Shipovnik, Saint-Pétersbourg, 1907)

Uroki Oktyabrya (Berlinskoye Knigoizdatelstvo, Leningrad, 1924)

V zashchitu partii (Glagolev, Saint-Pétersbourg, 1907)

Vie de Lénine, traduction de Maurice Parijanine, revue et approuvée par l'auteur (Rieder, Paris, 1936)

Vingt lettres de Léon Trotzky, préface de A. Rosmer (*La Vie ouvrière*, Paris, 1919)

Voina i revolyutsiya, vol.1-2 (Gosizdat, Moscou-Leningrad, 1924) *Voina s Pol'shei* (Literaturno-izdatel'skii otdel PU RVSR, Moscou, 1920)

Voprosy byta : epokha 'kul'turnichestva' i ee " zadachi, 3^e éd. (Gosizdat, Moscou, 1923)

V zashchitu partii (Delo, Saint-Pétersbourg, 1907)

V zashchitu partii (N. Glagolev, Saint-Pétersbourg, 1907)

The Young Lenin, corrigé et annoté par M. Friedberg, traduction de M. Eastman (Doubleday, New York, 1972)

Préfaces ou chapitres de Trotski et ouvrages collectifs

L. Trotskii and G. Zinov'ev, *Boi za Peterburg. Dve rechi* (Gosizdat, Pétersbourg [sic], 1920)

Ya. Shafir, *Ocherki gruzinskoi zhirondy*, préface de L. Trotski (Gosizdat, Moscou, 1925)

L. Trotskii et Kh. Kabakchiev, *Ocherkipoliticheskoi Bolgarii* (Gosizdat, Moscou-Petrograd, 1923)

K. Marks, *Parizhskaya Kommuna* (Levenshtein, Saint-Pétersbourg, 1906)

[avec Domov] *Yubilei pozora nashego (1613-1913)* (Pravda, Vienne, 1912)

Périodiques

Bor'ba (Vienne)

Byulleten' oppozitsii (Berlin, puis Paris)

Iskra (Munich et al.)

Izvestiya (Petrograd, puis Moscou)

El Mundo (Madrid)

Novyi Mir (New York)

Pravda (Petrograd, puis Moscou)

Pravda (Saint-Pétersbourg)

Pravda (Vienne)

Proletarskaya revolyutsiya (Moscou)

Punch (Londres)

San Francisco Examiner (San Francisco)

Sotsial – demokrat (Paris et al.)

Vorwärts (New York)

Vostochnoe obozrenie (Irkoutsk)

Vperёд (Paris)

Autres publications

M. Agursky, *The Third Rome : National Bolshevism in the USSR* (Westview Press, Boulder, CO, 1987)

Yu. Aksel' [Aksel'rod], « Istoriya moego odinochestva », *Iskusstvo kino*, n° 4 (1990)

M. A. Aldanov, *Souremenniki* (Slovo, Berlin, 1928)

A. Allfrey, *Man of Arms, The Life and Legend of Sir Basil Zaharoff* (Weidenfeld & Nicolson, Londres 1989)

A. Ascher, *Pavel Axelrod and the Development of Menshevism* (Harvard University Press, Cambridge, MA, 1972)

A. Ascher, *The Revolution of 1905 : Russia in Disarray* (Stanford University Press, Stanford, CA, 1988)

K. Baedeker, *Russia with Teheran, Port Arthur, and Peking : Handbook for Travellers* (T. Fisher Unwin, Londres, 1914)

A. Balabanoff, *Impressions of Lenin*, traduit par Isotta Cesari (University of Michigan Press, Ann Arbor, 1964)

A. Balabanoff, *My Life as a Rebel* (Hamish Hamilton, Londres, 1938)

B. Beatty, *The Red Heart of Russia* (The Century Co., New York, 1918) D. Bednyi, *Sobranie sochinenii*, vol. 1-8 (Khudozhestvennaya literatura, Moscou, 1963-1965)

F. Benvenuti, *The Bolsheviks and the Red Army, 1918-1922*, traduit par Christopher Woodall (Cambridge University

Press, Cambridge, 1988)

F. Benvenuti, « Il dibattito sui sindacati », in F. Gori (éd.), *Pensiero e azione di Lev*

Trockij. Atti del convegno internazionale per il quarantesimo anniversario della morte di Lev Trockij, vol. 1 (Olschki, Florence, 1983)

A. di Biagio, *Le origini dell'isolazionismo sovietico : l'Unione Sovietica e l'Europa dal 1918 al 1928* (Franco Angeli, Milan, 1990)

L. Boukharine, *K voprosu o trotskizme* (Gosizdat, Moscou, 1925)

A. I. Boyarchikov, *Vospominaniya*, préface de V. V. Solovëv (AST, Moscou, 2003)

E. Broido, *Memoirs of a Revolutionary*, trad. V. Broido (Oxford University Press, Londres, 1967)

T. Brotherstone et P. Dukes (éd.), *The Trotsky Reappraisal* (Edinburgh University Press, Edinburgh, 1992)

P. Broué, *Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline* (Éditions ouvrières, Paris, 1993)

P. Broué, *La Révolution en Allemagne* (éditions de Minuit, Paris, 1971)

P. Broué, *La Révolution espagnole (1931-1939)* (Flammarion, Paris, 1973)

P. Broué, *Trotsky* (Fayard, Paris, 1988)

L. Bryant, *Mirrors of Moscow* (Th. Setzer, New York, 1923)

L. Bryant, *Six Months in Red Russia : An Observer's Account of Russia Before and After the Proletarian Dictatorship* (George H. Doran, New York, 1918)

L. Buber-Neumann, *Von Potsdam nach Moskau. Stationem eines Irrweges* (Stuttgart, 1957)

A. Burdman Feferman, *Politics, Logic, and Love : The Life of Jean van Heijenoort* (A. K. Peters, Wellesley, MA, 1993)

J. Carmichael, *Trotsky : An Appreciation of His Life* (Hodder & Stoughton, Londres, 1975)

E. H. Carr, *Foundations of a Planned Economy, 1926-1929*, vol. 2 (Macmillan, Londres, 1971)

The Case of Leon Trotsky : Report of Hearing on the Charges Made against Him in the Moscow Trials (Harper, New York, 1937)

L. Chamberlain, *The Philosophy Steamer : Lenin and the Exile of the Intelligentsia* (Atlantic Books, Londres, 2006)

J. Channon, 'Trotsky, the Peasants and Economic Policy : A Comment', *Economy and Society*, n^o. 4 (1985)

'Chekisms' : *Tales of the Cheka. A KGB Anthology*, ed. V. Mitrokhin (Yurasov, Londres, 2008)

A. O. Chubaryan et G. Gorodetsky (éd.), *Voïna i politika, 1939-1941* (Nauka, Moscou, 1999)

F. Chuev (éd.), *Molotov : Poluvlastitel'nyi Vlastitelin* (Olma-Press, Moscou, 1999) R. W. Clark, *The Life of Bertrand Russell* (Knopf, New York, 1976)

The Communist International in Lenin's Time : Workers of the World and Oppressed Peoples Unite! Proceedings and

Documents of the Second Congress, 1920, ed. J. Riddell (Pathfinder, Londres, 1991)

Ö. S. Cosar, *Troçki İstanbul'da* (Kitas, Istanbul, 1969)

Y. Craipeau, *Mémoires d'un dinosaure trotskyste : secrétaire de Trotsky en 1933* (L'Harmattan, Paris, 1999)

R. V. Daniels, *The Conscience of the Revolution : Communist Opposition in Soviet Russia* (Harvard University Press, Cambridge, MA, 1960)

N. Davies, *White Eagle, Red Star : The Polish-Soviet War, 1919-20* (MacDonald, Londres, 1972)

R. W. Davies, *Soviet Economic Development from Lenin to Khrushchev* (Cambridge University Press, Cambridge, 1998)

R. W. Davies, « Trockij and the debate on industrialisation in the USSR », in F. Gori (ed.), *Pensiero e azione di Lev Trockij. Atti del convegno internazionale per il quarantesimo anniversario della morte di Lev Trockij*, vol. 1 (Olschki, Florence, 1983)

R. B. Day, *Leon Trotsky and the Politics of Economic Isolation* (Cambridge University Press, Cambridge, 1973)

Desyatyi s"ezd RKP(b). Mart 1921 g. Stenograficheskiï otchët (Moscou, 1963)

I. Deutscher, *Trotsky : The Prophet Armed, 1879-1921* (Oxford University Press, Londres, 1954)

I. Deutscher, *Trotsky : The Prophet Outcast, 1929-1940* (Oxford University Press, Londres, 1963)

I. Deutscher, *Trotsky : The Prophet Unarmed, 1921-1929* (Oxford University Press, Londres, 1959)

Devyataya konferentsiya RKP(b) Sentyabr' 1920 goda. Protokoly (Gosizdat, Moscou, 1972)

Devyatyi s"ezd RKP(b). Mart – april' 1920 goda : protokoly (Gosizdat, Moscou, 1960)

Dvenadtsati s"ezd RKP (b). 17-25 aprelya 1923 g. Stenograficheskii otchët (Gosizdat, Moscou, 1968)

M. Eastman, *Great Companions : Critical Memoirs of Some Famous Friends* (Museum Press, Londres, 1959)

M. Eastman, *Leon Trotsky : The Portrait of a Youth* (Greenberg, New York, 1925) M. Eastman, *Leon Trotsky : The Portrait of a Youth* (Faber & Gwyer, Londres, 1926) M. Eastman, *Love and Revolution : My Journey through an Epoch* (Random House, New York, 1964)

M. Eastman, *Marxism, Is It a Science* (W. W. Norton, New York, 1940) M. Eastman, *Since Lenin Died* (Boni & Liveright, New York, 1925)

A. Etkind, *Tolkovanie puteshestvii* (Novoe literaturnoe obozrenie, Moscou, 2001) *Evrei Odessy i Yuga Ukrainy : istoriya v dokumentakh*, vol. 1 (Mosty kul'tury, Odessa, 2002)

L. Eyre, *Russia Analysed* (New York World, New York, 1920)

Fëdor Il'ich Dan : Pis'ma (1899-1946), éd. B. Sapir (Stichting International Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam, 1985)

Founding the Communist International : Proceedings and Documents of the First

Congress, March 1919, éd. J. Riddell (Pathfinder, Londres, 1987)

P. Frank, *La Quatrième Internationale : contribution à l'histoire du mouvement trotskyste* (Maspero, Paris, 1969)

J. F. Fraser, *The Real Siberia. With an Account of a Dash through Manchuria* (Cassell, Londres, 1902)

Z. Galili, *The Menshevik Leaders in the Russian Revolution : Social Realities and Political Strategies* (Princeton University Press, Princeton, NJ, 1989)

J. R. Garmabella, *Operacion Trotsky* (Editorial Diana, Mexico City, 1972) I. Getzler, 'The Communist Leaders' Role in the Kronstadt Tragedy of 1921 in the Light of Recently Published Archival Documents', *Revolutionary Russia*, n°. 1 (juin 2002)

I. Getzler, *Kronstadt, 1917-1922 : The Fate of a Soviet Democracy* (Cambridge University Press, Cambridge, 1983)

I. Getzler, *Martov : A Political Biography of a Russian Social-Democrat* (Oxford University Press, Oxford, 1967)

I. Getzler, *Nikolai Sukhanov : Chronicler of the Russian Revolution* (Palgrave, Londres, 2002)

A. Gide, *Retour de l'URSS*, (Paris, Gallimard, 1936)

G. Gill, *Peasants and Government in the Russian Revolution* (Macmillan, Londres, 1979)

A. Glotzer, *Trotsky : Memoir and Critique* (Prometheus Books, New York, 1989)

E. Goldman, *Living My Life*, vol. 1 et 2 (Pluto, Londres, 1987)

E. Gori (ed.), *Pensiero e azione di Lev Trockij. Atti del convegno internazionale per il quarantesimo anniversario della morte di Lev Trockij*, vol. 1-2 (Olschki, Florence, 1983)

J. Gorkin, *El asesinato de Trotski* (Circulo de Lectores, Barcelone, 1970)

Yu. V. Got'e, *Moi zametki*, éd. T. Emmons et S. Utekhin (Terra, Moscou, 1997)

R. B. Gul', *Ya unës Rossiyu : apologiya emigratsii*, vol. 1-3 (Most, New York, 1984-1989)

W. Hard, *Raymond Robins' Own Story* (Harper & Brothers, New York, 1920)

F. Harris, *Contemporary Portraits : Fourth Series* (Brentano's, New York, n.d. [c. 1923])

J. van Heijenoort, *With Trotsky in Exile : From Prinkipo to Coyoacán* (Harvard University Press, Cambridge, MA, 1978)

S. Hook, *Out of Step : An Unquiet Life in the Twentieth Century* (HarperCollins, New York, 1987)

M. Hoschiller, *Le Mirage du soviétisme* (Payot, Paris, 1921)

I. Howe, *Trotsky* (Fontana Books, Londres, 1978)

A. A. Ioffé, *1883-1927 : diplomat revolyutsii : sbornik rabot* (Iskra Research, Cambridge, MA, 1998)

N. Ioffé, *Moi otets Adolf Abramovich Ioffé : vospominaniya, dokumenty i materialy* (Vozvrashchenie, Moscou, 1997)

N. Ioffé, *Vremya nazad. Moya zhizn', moya sud'ba, moya epokha* (Biologicheskie nauki, Moscou, 1992)

Istoriya Soveta Rabochikh Deputatov g. S.-Peterburga (N. Glagolev, Saint-Pétersbourg, n.d. [1906?])

Kak lomali NEP. Stenogrammy plenumov TsK VKP(b), 1928-1929, vol. 1-5, éd. V. P. Danilov, O. V. Khlevnyuk et A. Yu. Vatlin (Mezhdunarodnyi fonds « Demokratiya », Moscou, 2000)

A. Kalpaschikoff, *A Prisoner of Trotsky's*, avant-propos de D. R. Francis (Doubleday, Page, New York, 1920)

B. Knei-Paz, *The Social and Political Thought of Leon Trotsky* (Oxford University Press, Oxford, 1978)

L. Kolakowski, *Main Currents of Marxism*, vol. 2 : *The Golden Age* (Oxford University Press, Oxford, 1978)

I. I. Kostyushko, *Pol'skoe byuro TsK RKP (b), 1920-1921*. (Institut slavyanovedeniya RAN, Moscou, 2005)

V. Krasnov, V. Daynes (éd.), *Neizvestnyi Trotskii. Krasnyi Bonapart : Dokumenty, mneniya, razmyshleniya* (Olma-Press, Moscou, 2000)

Kronshtadtskaya tragediya 1921 goda : dokumenty v dvukh knigakh, éd. V. P.

Kozlov

et I. I. Kudryavtsev, vol. 1-2 (ROSSPEN, Moscou, 1999)

V. I. Lenin, *Polnoe sobranie sochinenii*, vol. 1-55 (Gosizdat, Moscou, 1958-1965) *Leninskii sbornik*, vol. 1-50 (Gosizdat, Moscou, 1922-1985)

R. Lévy, *Trotsky* (Librairie du Parti socialiste et de

l'Humanité Paris, 1920)

S. Liberman, *Building Lenin's Russia* (Hyperion, Westport, CT, 1978) R. H. Bruce Lockhart, « Bolshevik Aims and Bolshevik Purposes, 1918-1919 » (n.pub., n.p., n.d.)

R. H. Bruce Lockhart, *Friends, Foes, and Foreigners* (Putnam, Londres, 1957) R. H. Bruce Lockhart, *Memoirs of a British Agent* (Londres, 1932)

D. W. Lovell, *Trotsky's Analysis of Soviet Bureaucratization* (Croom Helm, Londres, 1985)

Lubyanka : Stalin i NKVD – NKGB – GUKR « Smersh », 1939-mart 1946, éd. V.N. Khaustov, V. P. Naumov et N. S. Plotnikova (Materik, Moscou, 2006)

A. Lunacharskii, *Lunacharskii, Revolyutsionnye siluety* (Tip. « 9-e Yanvaryia », Moscou, 1923)

R. Luxemburg, « Letters on Bolshevism and the Russian Revolution », *Revolutionary History*, n^o. 2/3 (1996)

K. McDermott, J. Agnew, *The Comintern : A History of International Communism, 1919-1943* (Macmillan, Londres, 1993)

R. H. McNeal, *Bride of the Revolution : Krupskaya and Lenin* (University of Michigan Press, Ann Arbor, 1972)

Yu. O. Martov i A. N. Potresov. *Pis'ma. 1898-1913*, éd. I. Kh. Urilov (Sobranie, Moscou, 2007)

E. Mawdsley, *The Russian Civil War* (Allen & Unwin, Londres, 1987)

L. Mercader, « Mi hermano Ramo'n no era un vulgar asesino, sino una persona que creia en la causa del

comunismo », *El Mundo*, juillet 1990 « *Milaya moya Resnichka!...* » *Sergei Sedov. Pis'ma iz ssylki*, éd. Ye. V. Rusakova, S. A. Lar'kov et I. A. Flige (Nauchno-Informatsionnyi tsentr « Memorial »,

Saint-Pétersbourg ; Archives de l'Institut Hoover [Université Stanford], 2006)

A. Morizet, *Chez Lénine et Trotski*. Moscou 1921 (La Renaissance du Livre, Paris, 1922)

M. Nadeau (éd.), *Hommage à Natalia Sedova-Trotsky, 1882-1962* (Les Lettres nouvelles, Paris, 1962)

M. Naimark and P. Gregory (éd.), *The Lost Politburo Transcripts : From Collective Rule to Stalin's Dictatorship* (Yale University Press/ Institut Hoover, New Haven, CT, 2008)

P. Naville (éd.), *Pierre Naville, Denise Naville et Jean van Heijenoort, Léon Trotsky : Correspondance 1929-1939* (L'Harmattan, Paris, 1989)

P. Naville, *Trotsky vivant* (Julliard, Paris, 1962)

J. Nedava, *Trotsky and the Jews* (Jewish Publication Society of America, Philadelphia, 1971)

V. Netrebkii, *Trotskii v Odesse* (Inga, Odessa, 2003)

V. N. Nikitin, *Evrei zemledel'tsy : istoricheskoe, zakonodatel'noe, administrativnoe i bytovoe polozhenie kolonii so vreme"n ikh vozniknoveniya do nashikh dnei. 1807-1887* (Novosti, Saint-Pétersbourg, 1887)

A. Nove, *Studies in Economics and Russia* (Macmillan, Londres, 1990)

M. A. Novomeysky, *My Siberian Life*, trad. A. Brown (Max Parrish, Londres, 1903)

A. Pantsov, *The Bolsheviks and the Chinese Revolution, 1919-1927* (Curzon, Richmond, Surrey, 2000)

Parvus, *Bez tsarya, a pravitel'stvo – rabochee* (Partiya, Geneva, 1905)

Parvus, *V chëm. my raskhodimsya? Otvet Leninu na ego stat'i v 'Proletarii'* (Partiya, Geneva, 1905)

B. Pearce, *How Haig Saved Lenin* (Macmillan, Londres, 1987)

Peterburgskii komitet RSDRP(b) v 1917 godu. Protokoly i materialy zasedanii, éd.. T. A. Abrosimova, T. P. Bondarevskaya et A. Rabinowitch (Bel'veder, Saint-Pétersbourg, 2003)

Pis'ma P. B. Aksel'roda i Yu. O. Martova, 1901-1916 (Russkii revolyutsionnyi arkhiv, Berlin, 1924)

Pis'ma vo vlast' 1917-1927. zayavleniya, zhaloby, donosy, pis'ma v gosudarstvennyye struktury i sovetskim vozhdyam, éd. A. Ya. Livshin et I. B. Orlov (ROSSPEN, Moscou, 1998)

E. Pizzi de Porras, *Cinco Dias en México* (Alvarez Pita, Havana, Cuba, 1939) *The Platform of the Left Opposition (1927)* (New Park, Londres, 1963)

M. Polishchuk, *Evrei Odessy i Novorossii : sotsial'no-politicheskaya istoriya evreev*

Odessy i drugih gorodov Novorossii, 1881-1904 (Mosty kul'tury, Moscou, 2002)

Protokoly Tsentral' nogo Komiteta RSDRP(b) :

avgust 1917 g.-mart 1918 g. (Gosizdat, Moscou, 1958)

Protokoly zasedanii Soveta Narodnykh Komissarov RSFSR : noyabr' 1917-mart 1918 gg. (ROSSPEN, Moscou, 2006)

Pyatyi (londonskii) s"ezd RSDRP. Protokoly. Aprel' - mai 1907 goda (Gosizdat, Moscou, 1963)

A. Rabinowitch, *The Bolsheviks Come to Power : The Revolution of 1917 in Petrograd* (W. W. Norton, New York, 1976)

A. Rabinowitch, *The Bolsheviks in Power : The First Year of Soviet Rule in Petrograd* (Indiana University Press, Bloomington, IN, 2007)

A. Rabinowitch, *Prelude to Revolution : The Petrograd Bolsheviks and the July 1917 Uprising* (Indiana University Press, Bloomington, IN, 1968)

K. Radek, *Pampflety i portrety* (Gosizdat, Moscou, 1927)

A. Ransome, *Russia in 1919* (B. W. Huebsch, New York, 1919)

T. Rees et A. Thorpe (éd.), *International Communism and the Communist International, 1919-1943* (Manchester University Press, Manchester, 1998)

R. R. Reese, *The Soviet Military Experience : A History of the Soviet Army, 1917-1991* (Routledge, Londres, 2000)

W. Reswick, *I Dreamt Revolution* (Henry Regnery, Chicago, 1952)

W. G. Rosenberg, *Liberals in the Russian Revolution : The Constitutional Democratic Party, 1917-1921* (Princeton

University Press, Princeton, NJ, 1974)

G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky* (Laffont, Paris, 1975)

A. Rosmer, 'Durant la Guerre Impérialiste', in M. Nadeau (éd.), *Hommage à Natalia Sedova-Trotsky, 1882–1962* (Paris, 1962)

A. Rosmer, *Moscou sous Lénine : les origines du communisme* (P. Horay, Paris, 1953)

B. Russell, *The Autobiography of Bertrand Russell, 1914-1944* (Little, Brown, New York, 1951)

B. Russell, *The Theory and Practice of Bolshevism* (Allen & Unwin, Londres, 1920)

J. Sadoul, *Notes sur la révolution bolchevique (octobre 1917-janvier 1919)* (Éditions de la Sirène, Paris, 1919)

L. A. Sanchez Salazar (avec Julián Gorkin), *Asi asesinaron a Trotski* (Populibro, Mexico, 1955)

A. Schopenhauer, *The Art of Controversy* (University of the Pacific Press, Honolulu, HI, 2004)

S. Schwarz, *The Russian Revolution of 1905* (University of Chicago Press, Chicago, 1967)

Sed'maya (aprel'skaya) vserossiiskaya konferentsiya RSDRP (bol'shevikov). Petrogradskaya konferentsiya RSDRP (bol'shevikov) Aprel' 1917 goda. Protokoly (Gosizdat, Moscou, 1958)

V. Serge, N. Sedova-Trotsky, *The Life and Death of Leon Trotsky*, trans. A. J. Pomerans (Basic Books, New York, 1975)

The Serge – Trotsky Papers, édité et préfacé par D.

Cotterill (Pluto Press, Londres, 1994)

R. Service, *The Bolshevik Party in Revolution : A Study in Organisational Change* (Macmillan, Londres, 1979)

R. Service, « Bolshevism's Europe », in S. Pons et A. Romano (éd.), *Russia in the Age of Wars, 1914-1945* (Feltrinelli, Milan, 2000)

R. Service, *Comrades : Communism : A World History* (Macmillan, Londres, 2007)

R. Service, « From Polyarchy to Hegemony : The Party's Role in the Construction of the Central Institutions of the Soviet State, 1917-1919 », *Sbornik*, n^o. 10 (1984)

R. Service, *Lenin : A Biography* (Macmillan, Londres, 2000)

R. Service, *Lenin : A Political Life*, 3 volumes (Macmillan, Londres, 1985, 1991, 1995) R. Service, *Stalin : A Biography* (Macmillan, Londres, 2004)

R. Service, « The Way They Talked Then : The Discourse of Politics in the Soviet

Party Politburo in the Late 1920s », in P. R. Gregory & N. Naimark (éd.), *The Lost Politburo Transcripts : From Collective Rule to Stalin's Dictatorship*

(Yale University Press/ Institut Hoover, New Haven, CT, 2008) Ya. Shafir, *Ocherki gruzinskoi zhirony* (Gosizdat, Moscou, 1925)

C. Sheridan, *From Mayfair to Moscow* (Boni & Liveright, New York, 1921)

Shestoi s"ezd RSDRP (bol'shevikov). August 1917 goda. Protokoly (Gosizdat, Moscou, 1958)

R. M. Slusser, *Stalin in October : The Man Who Missed the Revolution* (Johns Hopkins University Press, Londres, 1987)

J. D. Smele & A. Heywood, *The Russian Revolution of 1905 : Centenary Perspectives* (Routledge, Londres, 2005)

R. B. Spence, « Hidden Agendas : Spies, Lies and Intrigue Surrounding Trotsky's

American Visit of January-April 1917 », *Revolutionary Russia*, n^o. 1 (2008)

R. B. Spence, « Interrupted Journey : British Intelligence and the Arrest of Leon

Trotsky, April 1917 », *Revolutionary Russia*, n^o. 1 (2000)

I. V. Stalin, *Sochineniya*, vol. 1-12 (Gosizdat, Moscou, 1946-1951)

P. Stein, *Siqueiros : His Life and Works* (International Publishers, New York, 1994) I. N. Steinberg, *In the Workshop of the Revolution* (Gollancz, Londres, 1955) *Stenogrammy zasedanii Politbyuro TsK RKP(b) – VKP(b), 1923–1938*, éd. K. M. Anderson, A. Yu. Vatlin, P. Gregory, A. K. Sorokin, R. Sousa et O. V. Khlevniuk, 3 volumes (ROSSPEN, Moscou, 2007)

H. P. von Strandmann, « Obostryayushchiesya paradoksy : Gitler, Stalin i germanosovetskie ekonomicheskie svyazi. 1939-1941 », in A. O. Chubaryan et G. Gorodetsky (éd.), *Voina i politika, 1939-1941* (Nauka, Moscou, 1999)

P. Sudoplatov, *Special Tasks : The Memoirs of an Unwanted Witness – A Soviet Spymaster* (Little, Brown, Londres, 1994)

N. Sukhanov, *Zapiski o revolyutsii*, 3 volumes (Politizdat, Moscou, 1991)

D. F. Sverchkov, *Na zare revolyutsii*, 3^e éd. (Komissiya po Istorii Oktyabr'skoi revolyutsii i Rossiiskoi Kommunisticheskoi Partii, Leningrad, 1925)

G. Swain, « The Disillusioning of the Revolution's Praetorian Guard : The Latvian

Riflemen, Summer-Autumn 1918 », *Europe-Asia Studies*, n° 4 (1999) G. Swain, *The Origins of the Russian Civil War* (Longman, Londres, 1996) G. Swain, *Russian Social-Democracy and the Legal Labour Movement, 1906-1914* (Macmillan, Londres, 1983)

G. Swain, *Trotsky* (Longman, Londres, 2006)

N. S. Tarkhova, « Trotsky's Train : An Unknown Page in the History of the Civil War », in T. Brotherstone et P. Dukes (éd.), *The Trotsky Reappraisal* (Edinburgh University Press, Édimbourg, 1992)

Terrorism and Communism : A Reply to Karl Kautsky, avant-propos de M. Shachtman (University of Michigan Press, Ann Arbor, MI, 1961)

I. D. Thatcher, « Borba : A Workers' Journal in St Petersburg on the Eve of World War One », *English Historical Journal*, n° 450 (1998)

I. D. Thatcher, *Late Imperial Russia : Problems and Perspectives* (Manchester University Press, Manchester, 2005)

I. D. Thatcher, « Leon Trotsky and 1905 », in J. D. Smele et A. Heywood, *The Russian Revolution of 1905 : Centenary Perspectives* (Routledge, Londres, 2005)

I. D. Thatcher, *Leon Trotsky and World War One : August 1914 to February 1917* (Macmillan, Londres, 2000)

I. D. Thatcher, *Reinterpreting Revolutionary Russia : Essays in Honour of James D. White* (Palgrave, Londres, 2006)

I. D. Thatcher, « The St Petersburg/Petrograd Mezhrayonka, 1913-1917 : The Rise and Fall of a Russian Social-Democratic Workers' Party Unity Faction », *Slavonic and East European Review*, n° 2 (2009)

I. D. Thatcher, *Trotsky* (Routledge, Londres, 2003)

I. D. Thatcher, « Trotsky and the Duma : A Research Essay », in I. D. Thatcher (ed.), *Regime and Society in Twentieth Century Russia* (Macmillan, Londres, 1999)

I. D. Thatcher, 'Uneven and Combined Development', *Revolutionary Russia*, n° 2 (1991)

Trinadtsataya konferentsiya RKP(b) : byulleten' (Gosizdat, Moscou, 1924) *Trinadtsatyi s'ezd RKP(b). Mai 1924 goda. Stenograficheskii otchët* (Gosizdat, Moscou, 1963)

R. C. Tucker, *Stalin as Revolutionary, 1879-1929* (W. W. Norton, New York, 1973) N. Tumarkin, *Lenin Lives ! The Lenin Cult in Soviet Russia* (Harvard University Press, Cambridge, MA, 1983)

N. Ustryalov, *Hic Rohdus [sic], Hic Saltus* (n. pub., Harbin, 1929)

N. A. Vasetskii, *Trotskii : opyt politicheskoi biografii* (Respublika, Moscou, 1992)

A. Vatlin, 'The Testing-Ground of World Revolution Germany in the 1920s', in D. Volkogonov, *Trotskii : politicheskii portret*, vol. 1-2 (Novosti, Moscou, 1992) *Vserossiiskaya konferentsiya R. K. P. (bol'shevikov). 4-7 avgusta 1922 g. Byulleten'* (Gosizdat, Moscou, 1922), bulletin n° 3.

Vserossiiskaya Konferentsiya Ros. Sots.-Dem. Rab. Partii 1912 goda, ed. R. C. Elwodd (Kraus International, London, 1982)

A. Walicki, *A History of Russian Thought from the Enlightenment to Marxism* (Oxford University Press, Oxford, 1980)

R. & B. Webb, *Soviet Communism : A New Civilization ?* (Longmans, Green, Londres, 1935)

S. & B. Webb, *Soviet Communism : A New Civilization* (V. Gollancz, Londres, 1937)

H. G. Wells, *Russia in the Shadows* (Hodder & Stoughton, Londres, 1920)

J. D. White, « Early Soviet Historical Interpretations of the Russian Revolutions, 1918-1924 », *Soviet Studies*, n° 3 (1985)

J. D. White, « Lenin, Trotskii and the Arts of Insurrection : The Congress of Soviets of the Northern Region, 11-13 October 1917 », *Slavonic and East European Review*, n° 1 (1999)

B. D. Wolfe, *Strange Communists I Have Known*

(Stein & Day, New York, 1965)

E. Wolfenstein, *The Revolutionary Personality : Lenin, Trotsky, Gandhi* (Princeton University Press, Princeton, NJ, 1967)

W. Woytinsky, *Stormy Passage : A Personal History through Two Russian Revolutions to Democracy : 1905-1960* (Vanguard Press, New York, 1961)

Ye. M. Yaroslavskii (éd.), *L. D. Trotskii o partii v 1904 g. : broshyura N. Trotskogo « « Nashi politicheskie zadachi »* (Gosizdat, Moscou, 1928)

Z. A. B. Zeman & W. B. Scharlau, *The Merchant of Revolution : The Life of*

Alexander Israel Helphand (Parvus) 1867-1924 (Oxford University Press, Oxford, 1965)

Die Zimmerwalder Bewegung. Protokole und Korrespondenz, éd. H. Lademacher, 2 vol. (Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, La Hague, 1967) G.

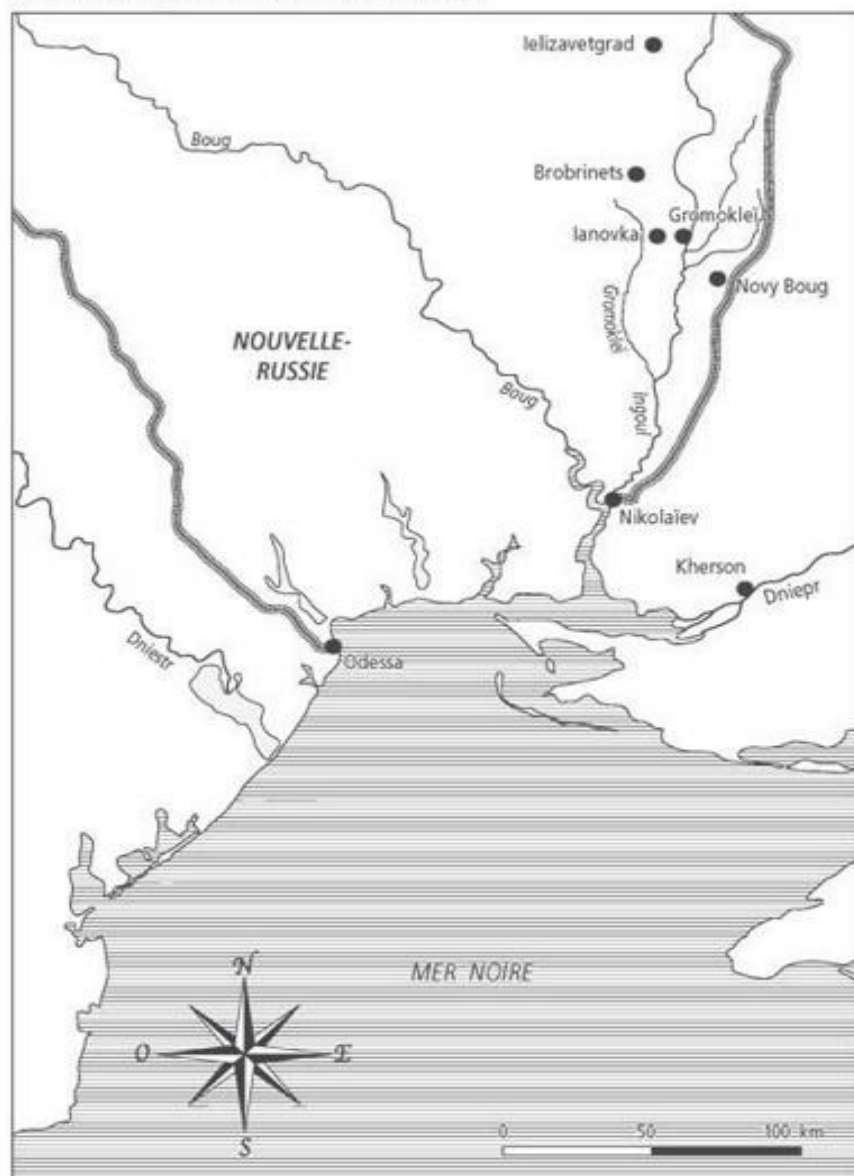
Zinoviev, *Vladimir Il'ich Lenin* (Petrograd, 1918)

G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Polichnym vospominaniyam)* (Narodop-ravstvo, New York, 1921)

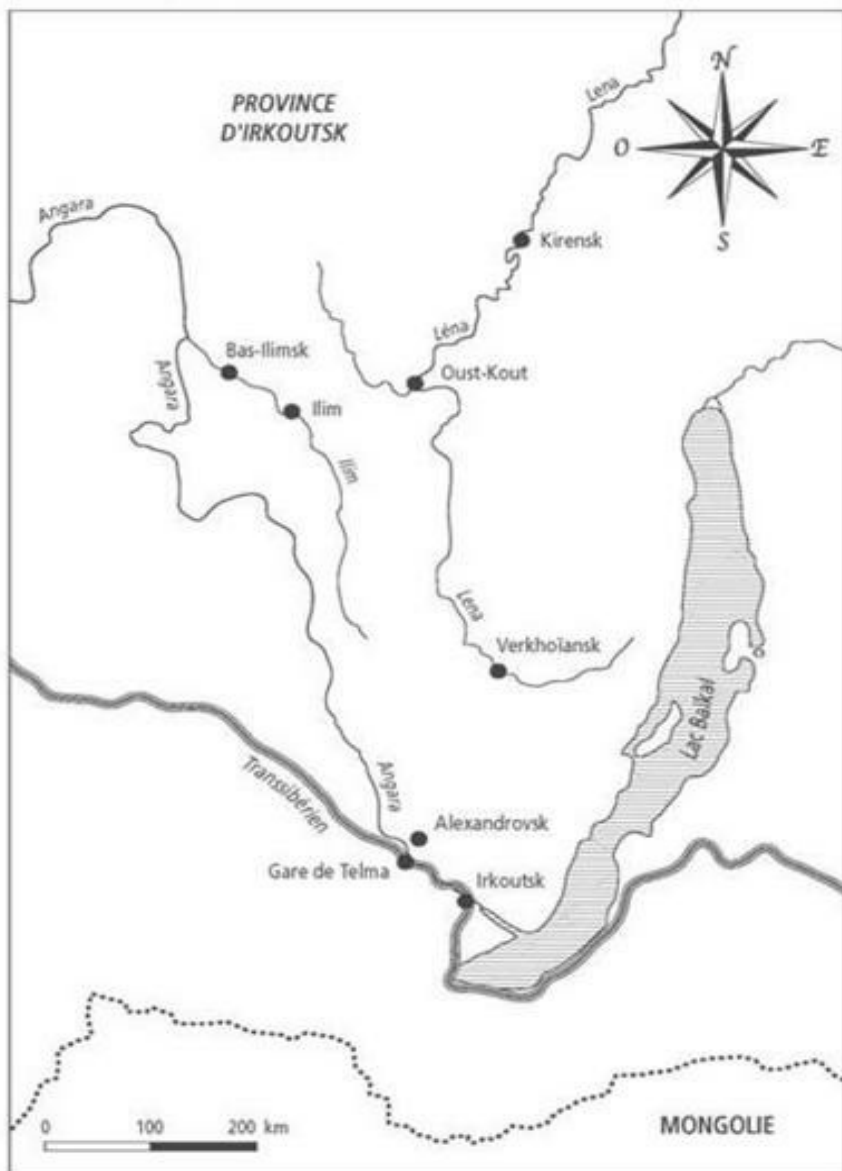
G. I. Zlokazov & G. Z. Ioffé (éd.), *Iz istorii bor'by za vlast v 1917 godu : sbornik dokumentov* (Institut Rossiiskoi Istorii RAN, Moscou, 2002)

CARTES

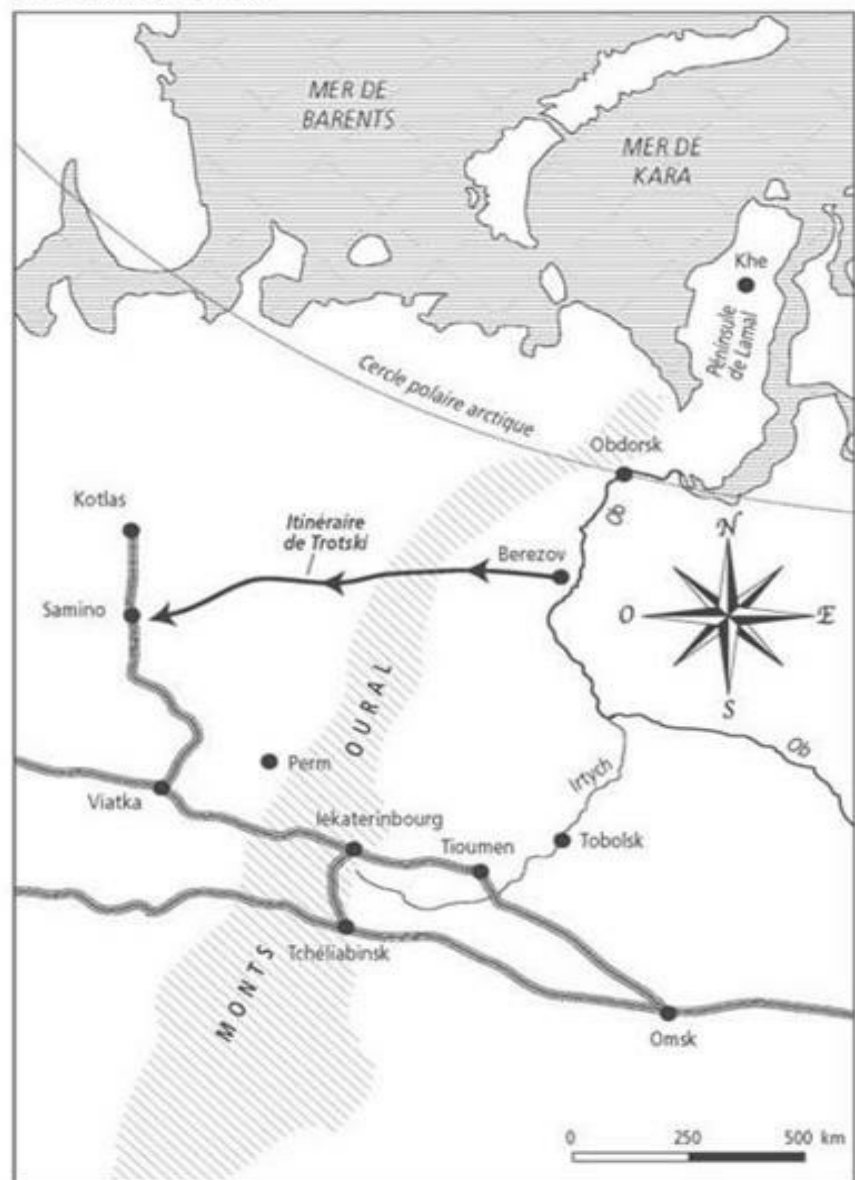
CÔTE MÉRIDIONALE DE LA NOUVELLE-RUSSIE



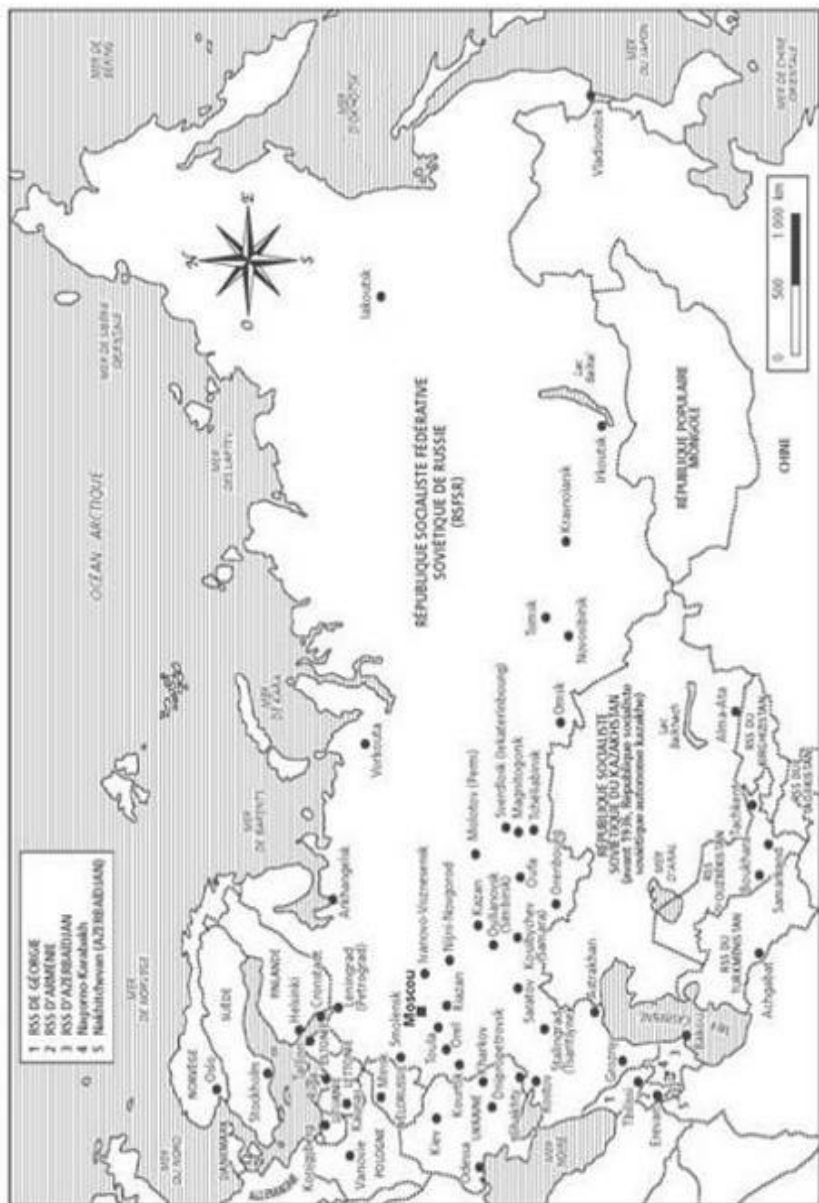
L'EXIL SIBÉRIEN, 1900-1902



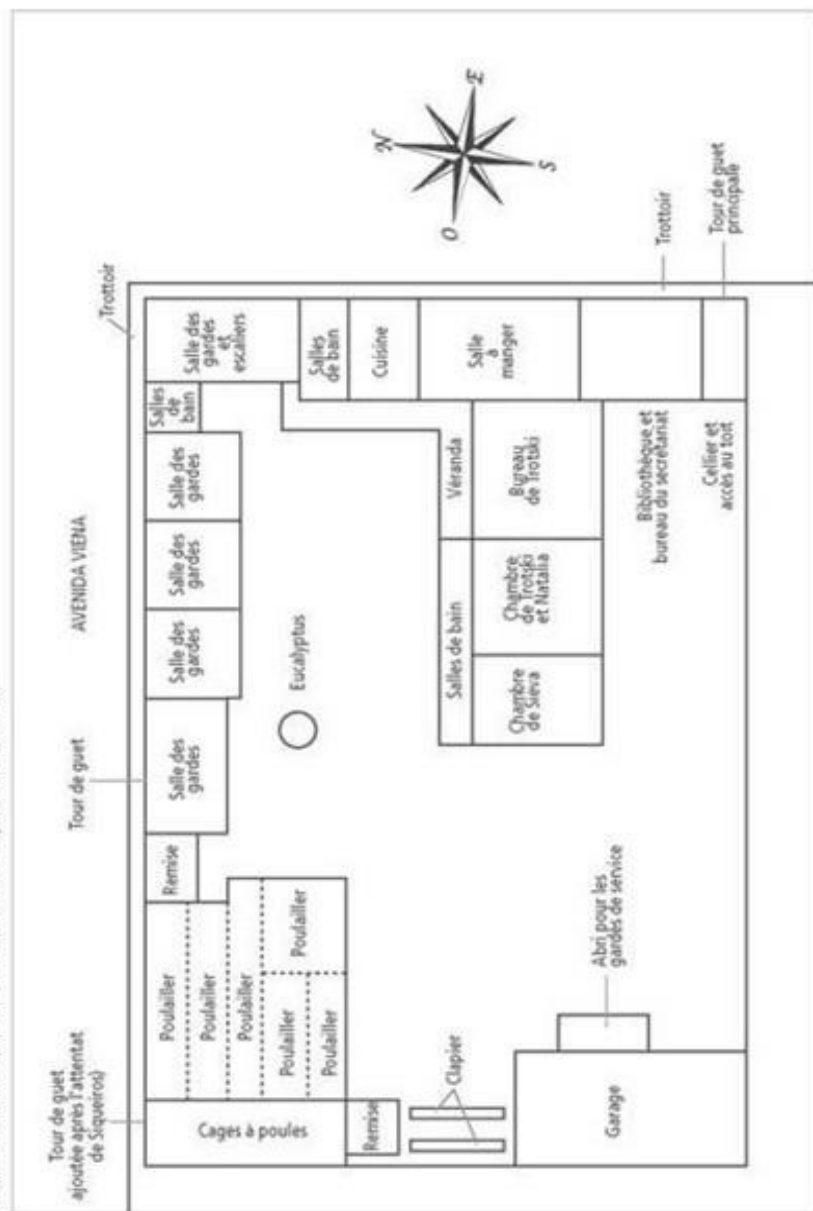
EXIL ET ÉVASION DE 1907



L'UNION SOVIÉTIQUE DE 1924 À 1936



PLAN DE LA VILLA DE L'AVENIDA VIENA, À COYOACÁN



Notes

[1] Les deux premiers sur Lénine et Staline seront prochainement publiés par Perrin (*NdÉ*).

[2] M. Eastman, *Great Companions : Critical Memoirs of Some Famous Friends*, p. 121.

[3] L'expression est tirée de *Stalinskaya shkola fal'sifikatsii*, L. Trotskii.

[4] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 7.

[5] Ancienne unité de mesure équivalant à 1,067 kilomètre (*NdT*).

[6] *Ibid.*, p. 55.

[7] V. N. Nikitin, *Evrei zemledel'tsy : istoricheskoe, zakonodatel'noe, administrativnoe i bytovoe polozhenie kolonii so vreme"n ikh vozniknoveniya do nashikh dnei. 1807-1887*, p. 686-687. *Ibid.*, p. 1.

[8] *Ibid.*, p. 117.

[9] *Ibid.*, p. 686-687.

[10] *Ibid.*, p. 654.

[11] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 56.

[12] V. N. Nikitin, *Evrei zemledel'tsy : istoricheskoe, zakonodatel'noe, administrativnoe i bytovoe polozhenie kolonii so vreme"n ikh vozniknoveniya do nashikh dnei. 1807-1887*, p. 280 et 284.

[13] *Ibid.*, p. 162.

[14] *Ibid.*, p. 180.

[15] *Ibid.*, p. 116.

[16] *Ibid.*, p. 10.

[17] *Ibid.*, p. 279.

[18] *Ibid.*, p. 596-597.

[19] *Ibid.*, p. 599.

[20] *Ibid.*, p. 595.

[21] *Ibid.*, p. 281 et 290.

[22] *Ibid.*, p. 454.

[23] *Ibid.*, p. 421 : le shabbat continuait jusqu'au crépuscule, pour éviter la reprise de travaux agricoles importants avant le lever du jour le dimanche.

[24] *Ibid.*, p. 289.

[25] *Ibid.*, p. 627.

[26] *Ibid.*, p. 539-540.

[27] *Ibid.*

[28] *Ibid.*, p. 623-635 et 636.

[29] *Ibid.*, p. 282.

[30] *Ibid.*, p. 283.

[31] *Ibid.*, p. 287.

[32] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 35.

[33] Premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 312, dossier 45, p. 4.

[34] Rapport de la police de Kherson à A. Érémine, 16 février 1910 : APO (HIA), fichier XVIIc, dossier 2.

[35] M. Eastman, *Great Companions : Critical Memoirs of Some Famous Friends*, p. 111. Sur David Bronstein, voir les mémoires de N. Sedova dans *The Life and Death of Leon Trotsky*, de V. Serge et N. Sedova Trotsky, p. 84.

[36] Premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 312, dossier 36, p. 125.

[37] *Ibid.*

[38] *Ibid.*, p. 126.

[39] *Ibid.*, p. 115.

[40] *Ibid.*

[41] *Ibid.*, p. 20.

[42] *Ibid.*, dossier 38, p. 4.

[43] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 44.

[44] *Ibid.*, p. 50.

[45] Premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 312, dossier 38, p. 5.

[46] *Ibid.*, p. 7.

[47] *Ibid.*, p. 6.

[48] *Ibid.*, p. 8.

[49] *Ibid.*, p. 9.

[50] *Ibid.*, p. 12.

[51] *Ibid.*

[52] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 23-24.

[53] V. N. Nikitin, *Evrei zemledel'tsy : istoricheskoe, zakonodatel'noe, administrativnoe i bytovoe polozhenie kolonii so vreme"n ikh vozniknoveniya do nashikh dnei. 1807-1887*, p. 654.

[54] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 55.

[55] *Ibid.*

[56] Voir [ici](#).

[57] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 57.

[58] *Ibid.*, p. 35.

[59] *Ibid.*, p. 27.

[60] *Ibid.*, p. 35.

[61] *Ibid.*, p. 104.

[62] *Ibid.*

[63] *Ibid.*, p. 60.

[64] *Ibid.*, p. 104.

[65] *Ibid.*, p. 52.

[66] *Ibid.*, p. 56.

[67] *Ibid.*, p. 37-38.

[68] *Ibid.*, p. 37.

[69] Premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 312, dossier 37, p. 1.

[70] *Ibid.*, p. 54.

[71] *Ibid.*, p. 1.

[72] *Ibid.*, p. 2.

[73] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 38-39.

[74] *Ibid.*, p. 39.

[75] Premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 312, dossier 38, p. 3.

[76] École secondaire de cycle court (*NdT*).

[77] M. Eastman, *Leon Trotsky : The Portrait of a Youth* (édition britannique), p. 23.

[78] Premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 312, dossier 40 (« Poezdka v Odessu »), p. 1.

[79] *Ibid.*

[80] Olga Kerziouk et Léna Katz m'ont aidé à en arriver à cette conclusion, à la fois par leurs compétences personnelles et en consultant leurs parents et amis en Ukraine. L'idée retenue ici est que les vestiges de son accent étaient très légers.

[81] Premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 312, dossier 40 (« Poezdka v Odessu »), p. 2. Dans la version imprimée, Trotski changea Kreitser en Karlson.

[82] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 66.

[83] *Ibid.*

[84] *Ibid.*, p. 62.

[85] Premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 312, dossier 40, p. 35.

[86] *Ibid.*

[87] *Ibid.*

[88] *Ibid.*, p. 2. Compte tenu de la suite du paragraphe, j'en déduis que c'était plutôt la mère de Moshe que celle de Fanni.

[89] *Ibid.*

[90] *Ibid.*

[91] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 61.

[92] Voir [ici](#).

[93] M. Eastman, *Leon Trotsky : The Portrait of a Youth* (édition britannique), p. 24. Pour écrire son livre, Eastman recueille les propos des Spentser et de leur fille Vera.

[94] *Ibid.*, p. 25.

[95] *Ibid.*, p. 16-17.

[96] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 62.

[97] *Ibid.*, p. 63.

[98] Voir ses commentaires sur les funérailles de Fanni dans les premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 312, dossier 41, p. 4.

[99] *Ibid.*, dossier 46, p. 1.

[100] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 67-68.

[101] *Ibid.*, p. 68-70.

[102] Lettre autobiographique à Max Eastman, 25-26 février 1923, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 18, p. 2.

[103] *Ibid.*

[104] M. Eastman, *Leon Trotsky : The Portrait of a Youth*, p. 36.

[105] Cf. les observations de M. Eastman dans *Great Companions : Critical Memoirs of Some Famous Friends*, p. 114.

[106] Premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 312, dossier 41, p. 5.

[107] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 92.

[108] Premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 312, dossier 41, p. 4.

[109] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 121.

[110] Lettre autobiographique adressée à V. Nevski, l'historien du parti, le 5 août 1921, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 17, p. 1.

[111] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 126.

[112] G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Polichnym vospominaniyam)*, p. 13.

[113] Lettre de L. D. Bronstein à A. Sokolovskaïa, novembre 1898, RGASPI, f. 325, op. 1, d.1, p. 1-18 ; et G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Polichnym vospominaniyam)*, p. 7.

[114] Lettre de Trotski à V. Nevski, 5 août 1921, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 17, p. 2. Voir aussi G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Polichnym vospominaniyam)*, p. 9.

[115] G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Polichnym vospominaniyam)*, p. 12.

[116] Lettre de Trotski à V. Nevski, 5 août 1921, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 17, p. 2.

[117] G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Polichnym*

vospominaniyam), p. 8.

[118] Lettre autobiographique à Max Eastman, n.d. de 1923, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 18, p. 4.

[119] *Ibid.*

[120] A. Walicki, *A History of Russian Thought from the Enlightenment to Marxism*, p. 411-413.

[121] Lettre de L. D. Bronstein à A. Sokolovskaïa, novembre 1898, RGASPI, f. 325, op. 1, d.1, p. 17.

[122] G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Polichnym vospominaniyam)*, p. 15.

[123] *Ibid.*, p. 10-11.

[124] A. Schopenhauer, *The Art of Controversy*, notamment le chapitre 3.

[125] G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Polichnym vospominaniyam)*, p. 14-15.

[126] *Ibid.*, p. 13-14.

[127] *Ibid.*, p. 14.

[128] Lettre de Trotski à V. Nevski, 5 août 1921, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 17, p. 2.

[129] Cf. S. Montefiore, *Young Stalin*, p. 112-127.

[130] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 124.

[131] *Ibid.*

[132] *Ibid.*, p. 123.

[133] Lettre de L. D. Bronstein à A. Sokolovskaïa, novembre 1898, RGASPI, f. 325, op. 1, d.1, p. 18.

[134] G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Polichnym vospominaniyam)*, p. 18.

[135] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 124.

[136] G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Polichnym vospominaniyam)*, p. 19.

[137] *Ibid.*

[138] *Ibid.*, p. 20.

[139] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 133.

[140] M. Eastman, *Leon Trotsky : The Portrait of a Youth* (édition britannique), p. 110-112.

[141] « Otvet na voprosy t. Istmana », février 1923, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 18, p. 16-17.

[142] *Ibid.*, p. 17.

[143] *Ibid.*

[144] Lettre à A. Sokolovskaïa, novembre 1898, trois jours après la visite de sa mère : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 1, p. 15.

[145] Lettre à M. Eastman (n.d. ; la date inscrite sur cette lettre est incorrecte : janvier 1917) : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 557, p. 101.

[146] *Ibid.*

[147] Lettre à A. Sokolovskaïa, novembre 1898, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 1, p. 15.

[148] Lettre à M. Eastman (n.d.) : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 557, p. 101.

[149] Lettre à A. Sokolovskaïa, novembre 1898, *ibid.*, p. 11.

[150] *Ibid.*, p. 12.

[151] *Ibid.*, p. 13.

[152] *Ibid.*

[153] *Ibid.*, p. 14.

[154] *Ibid.*

[155] *Ibid.*, p. 15.

[156] *Ibid.*, p. 14.

[157] *Ibid.*

[158] *Ibid.*, p. 11.

[159] *Ibid.*, p. 12.

[160] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 146.

[161] « Avtobiograficheskie zametki », RGASPI, f. 325, op. 1, d. 14, p. 17. Il s'agit de mémoires écrits à Syzran in avril 1919.

[162] Lettre à A. Sokolovskaïa, novembre 1898, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 1, p. 16.

[163] *Ibid.*, p. 11.

[164] *Ibid.*

[165] L. Trotskii, *Dnevniki i pis'ma*, p. 64. Trotski ajouta, non sans fourberie, que c'était en France qu'il avait pu observer de plus près ce genre de personnage. Une interprétation plus généreuse retiendrait que peut-être son enfance était simplement bien loin de ses pensées à l'époque.

[166] Lettre à A. Sokolovskaïa, novembre 1898, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 1, p. 13.

[167] *Ibid.*, p. 12.

[168] G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Polichnym vospominaniyam)*, p. 34.

[169] « Otvet na voprosy t. Istmana », février 1923 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 18, p. 18.

[170] G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Polichnym vospominaniyam)*, p. 35.

[171] M. Eastman, *Leon Trotsky : The Portrait of a Youth* (édition britannique), p. 130-131.

[172] Sur ce sujet, voir le récit qu'a fait Eva Broïdo de son propre mariage en prison (dans *Memoirs of a Revolutionary*), p. 27.

[173] Lettre à Ye. M. Iaroslavski, 25 août 1922, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 448, p. 4.

[174] Pour plus de détails concernant cette dernière étape vers la Sibérie orientale, voir K. Baedeker, *Baedeker's Russia with Teheran, Port Arthur and Peking : Handbook for Travellers*, p. 531-532.

[175] Lettre à Ye. M. Iaroslavski, 25 août 1922, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 448, p. 1.

[176] J. F. Fraser, *The Real Siberia*, p. 256-268.

[177] *Ibid.*

[178] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 148.

[179] Lettre à Ye. M. Iaroslavski, 25 août 1922, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 448, p. 1.

[180] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 154-155.

[181] G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Polichnym*

vospominaniyam), p. 41.

[182] Lettre à Ye. M. Iaroslavski, 25 août 1922, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 448, p. 1

[183] E. Broïdo, *Memoirs of a Revolutionary*, p. 28.

[184] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 149.

[185] Ancienne unité de mesure de la Russie impériale, abolie en 1924 et équivalant à 16 kilos (*NdT*).

[186] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 149.

[187] Premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 312, dossier 50, p. 2.

[188] M. A. Novomeïsky, *My Siberian Life*, p. 230. J'ai corrigé Antid Ota en Antid Oto.

[189] Voir, par exemple, les articles intitulés *Vostochnoe Obozrenie*, RGASPI, f. 355, op. 1, d. 559, p. 83-86, 87-93, 151 et 157.

[190] « Penitentsial'nye ideally i gumannoe tyurmovozzrenie », *Vostochnoe Obozrenie*, 20 juin 1901, *ibid.*, p. 112-116.

[191] « Poeziya, mashina i poeziya mashiny », *Vostochnoe Obozrenie*, 6 septembre 1901, *ibid.*, p. 173b.

[192] « Ob Ibsene », *Vostochnoe Obozrenie*, 22-26 avril 1901, *ibid.*, p. 64 ; 3 juin 1901 : *ibid.*, p. 96.

[193] « Dve pisatel'skie dushi vo vlasti besa », *Vostochnoe Obozrenie*, 25 août 1901 : *ibid.*, p. 159 ; « Po zhurnalnam », *ibid.*, p. 47.

[194] « Otryvnyi kalendar' kak kul'turtreger », *Vostochnoe*

Obozrenie, 25 janvier 1901 : *ibid.*, p. 19 et 22.

[195] « Obyknovennoe derevenskoe », *Vostochnoe Obozrenie*, 30 mai 1901 : *ibid.*, p. 87-93.

[196] « Poslednyaya drama Gaupmana i kommentarii k nei Struve », *Vostochnoe Obozrenie*, 5-9 septembre 1901 : *ibid.*, p. 66-69.

[197] « Pis'ma storonnego cheloveka o pessimizme, optimizme, XX stoletii i mnogom drugom », *Vostochnoe Obozrenie*, 15 février 1901 : *ibid.*, p. 24 et 27.

[198] « Po zhurnalam », *Vostochnoe Obozrenie*, 22-26 avril 1901 : *ibid.*, p. 64.

[199] « Po zhurnalam », *Vostochnoe Obozrenie*, 29 mars 1901, *ibid.*, p. 49.

[200] Lettre à Ye. M. Iaroslavski, 25 août 1922, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 448, p. 1-2.

[201] *Ibid.*, p. 5.

[202] I. Getzler, *Nikolai Sukhanov : Chronicler of the Russian Revolution*, chap. 3.

[203] Lettre à Ye. M. Iaroslavski, 25 août 1922, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 448, p. 3-4.

[204] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 167.

[205] *Ibid.*, p. 156.

[206] *Ibid.*, p. 157.

[207] *Ibid.*, p. 159.

[208] Voir, par exemple, la lettre de « Sacha » (Alexandra Bronstein) à Trotski, le 11 novembre 1908, APO (HIA), fichier

XVII, dossier 2.

[209] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 158.

[210] *Ibid.*

[211] G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Polichnym vospominaniyam)*, p. 47.

[212] Rapport de police du 22 août 1902, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 2, p. 3.

[213] Premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 313, dossier 1, p. 1-2. Trotski a lui-même largement censuré le texte publié.

[214] D. Sverchkov, *Na zare revolyutsii*, p. 264. Sverchkov a prétendu que Axelrod aimait cette « simplicité » de Trotski. Mais il se peut fort bien qu'il ait exagéré, voire pire.

[215] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 166.

[216] *Ibid.*

[217] Trotski a modifié ses premières ébauches pour publier son autobiographie. Dans le reste de ce paragraphe, j'ai suivi la partie du texte qu'il a censurée. Premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 313, dossier 1, p. 1.

[218] *Ibid.*

[219] *Ibid.*, p. 5.

[220] *Ibid.*

[221] *Ibid.*, p. 4. Voir aussi E. Goldman, *Living My Life*, vol. 1, p. 254-255 et 262.

[222] N. Sedova, manuscrit autobiographique dactylographié, commencé le 24 décembre 1941, collection Trotski (HIA),

carton 27, dossier 13, p. 8.

[223] *Ibid.*, p. 9.

[224] *Ibid.*

[225] *Ibid.*, p. 10.

[226] *Ibid.*

[227] *Ibid.*

[228] Journal de 1935, in *Dnevnik i pis'ma*, L. Trotskii, p. 86.

[229] Voir Iou. Got'e, « Moï zametki », *Voprosy istorii*, n° 11 (1991), p. 151 ; S. Weber, « Recollections of Trotsky », in *Modern Occasions*, printemps 1972, p. 181-182 ; A. Glotzer, *Trotsky : Memoir and Critique*, p. 36.

[230] L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 86-87.

[231] Iouri Martov au comité de rédaction londonien de l'*Iskra*, le 29 novembre 1902 : *Leninskii sbornik*, vol. 4, p. 166.

[232] N. Sedova, manuscrit autobiographique dactylographié, commencé le 24 décembre 1941, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 11 ; premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 313, dossier 1, p. 6.

[233] M. Shachtman, « Natalya Ivanovna Sedoff (Sedova) », p. 3, Dossier Albert Glotzer (HIA), carton 27. Shachtman a pris des notes durant leurs entretiens sur sa vie.

[234] Voir la série d'articles de l'*Iskra*, à partir du n° 27 (1^{er} novembre 1902), RGASPI, f. 325, op. 1, d. 361.

[235] Premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 313, dossier 1, p. 8.

[236] Trotski à A. Bronstein, 10 février 1903 (NS), p. 1 : APO

(HIA), fichier XVIIa, dossier 1a, p. 1.

[237] *Ibid.*, p. 2.

[238] *Ibid.*

[239] G. Plekhanov à V. I. Lénine, début janvier 1903, *Leninskii sbornik*, vol. 4, p. 211.

[240] V. I. Lénine à G. Plekhanov, 2 mars 1903, *ibid.*, p. 221-222.

[241] A. Lounatcharski, *Revolutsionnye siluety*, p. 19.

[242] *Iouri Martov i A. N. Potresov. Pis'ma. 1898-1913*, p. 36 et 43.

[243] *Leninskii sbornik*, vol. 2, p. 24, 27, 65, 127 et 152.

[244] Premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 313, dossier 2, p. 7.

[245] *Ibid.*, dossier 1, p. 5.

[246] N. Sedova, manuscrit autobiographique dactylographié, commencé le 24 décembre 1941, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 11.

[247] *Ibid.*, p. 12.

[248] F. I. Dan to P. B. Axel'rod, 16 octobre 1903 : *Fëdor Il'ich Dan : Pis'ma (1899-1946)*, p. 60.

[249] « Otvet na pis'mo v redaktsiyu » [de l'*Iskra*], RGASPI, f. 325, op. 1, d. 561, p. 135.

[250] F. I. Dan à P. B. Axel'rod, 2/15 novembre 1903, *Fëdor Il'ich Dan : Pis'ma (1899-1946)*, p. 63.

[251] F. I. Dan à P. B. Axel'rod, 10/23 novembre 1903, *ibid.*, p. 74.

[252] Panine [M. S. Makadzioub] à P. B. Axel'rod, 11 janvier 1904, p. 1, collection Nicolaïevski (HIA), carton 652, dossier 1.

[253] Panine [M. S. Makadzioub] à P. B. Axel'rod, 2 février 1904, collection Nicolaïevski (HIA), carton 652, dossier 4, p. 11.

[254] P. A. Garvi, « Zapiski sotsial-demokrata » (tapuscrit), documents Nicolaïevski (HIA), carton 55, dossier 1, p. 19-20.

[255] *Ibid.*, p. 16.

[256] Panine [M. S. Makadzioub] à P. B. Axel'rod, 2 février 1904, collection Nicolaïevski (HIA), carton 652, dossier 4, p. 11.

[257] « Nasha "voennaya" kompaniya », *Iskra*, n° 63, 15 avril 1904.

[258] *Ibid.*

[259] F. I. Dan à P. B. Axel'rod, janvier 1904(?), *Fëdor Il'ich Dan : Pis'ma (1899-1946)*, p. 77-78.

[260] Iouri Martov à P. B. Axel'rod, 2 avril 1904, *Pis'ma P. B. Aksel'roda i Yu. O. Martova, 1901-1916*, p. 101-104.

[261] F. I. Dan à P. B. Axel'rod, 29 septembre 1904, *Fëdor Il'ich Dan : Pis'ma (1899-1946)*, p. 110.

[262] F. I. Dan à P. B. Axel'rod, 9 octobre 1904, *ibid.*, p. 122.

[263] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 191.

[264] Z. A. B. Zeman et W. Scharlau, *Merchant of Revolution : The Life of Alexander Israel Helphand (Parvus), 1867-1924*, p. 63-67.

[265] Rapport de police, août-septembre 1904, p. 1-2, APO (HIA), fichier XVIIc, dossier 2, p. 1.

[266] *Ibid.* ; et M. Shachtman, « Natalya Ivanovna Sedoff (Sedova) », p. 3, dossier Albert Glotzer (HIA), carton 27.

[267] Voir Iaroslavski (éd.), *L. D. Trotskii o partii v 1904 g. : broshyura N. Trotskogo « Nashi politicheskie zadachi »*.

[268] N. Trotskii, *Nashi politicheskie zadachi. (Takticheskie i organizatsionnye voprosy)*, p. xi.

[269] *Ibid.*, p. x.

[270] *Ibid.*, p. 50 et 55.

[271] *Ibid.*, p. 75.

[272] *Ibid.*, p. 33.

[273] *Ibid.*, p. 95.

[274] *Ibid.*, p. 96.

[275] *Ibid.*, p. 102.

[276] *Ibid.*, p. 107.

[277] Panine [M. S. Makadzioub] à P. B. Axel'rod, 16 octobre 1904, collection Nicolaïevski (HIA), carton 652, dossier 4, p. 1.

[278] *Ibid.*, p. 2.

[279] A. Bogdanov à N. Kroupskaïa, 10 juillet 1904, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 212, p. 1.

[280] Trotski à Iouri Martov, en 1904, collection Nicolaïevski (HIA), carton 51, dossier 19, lettre une, p. 1-3 et 5, et lettre deux, p. 1 et 3-4.

[281] N. Sedova, manuscrit autobiographique dactylographié, commencé le 24 décembre 1941 : collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 12.

[282] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 157.

[283] N. Sedova, « Devotchki », p. 2, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13.

[284] Rapport de la police de Kherson, 16 février 1910, p. 1 : APO (HIA), fichier XVIIc, dossier 2.

[285] Iou. Got'e, *Moï zametki*, p. 132. Sur Trotski voir *op. cit.*, p. 31.

[286] M. Shachtman, « Natalya Ivanovna Sedoff (Sedova) », p. 1 et 3, Dossier Albert Glotzer (HIA), carton 27.

[287] N. Sedova, manuscrit autobiographique dactylographié, commencé le 24 décembre 1941, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 1.

[288] *Ibid.*, p. 3.

[289] *Ibid.*, p. 1-2.

[290] *Ibid.*, p. 3 ; M. Shachtman, « Natalya Ivanovna Sedoff (Sedova) », p. 1, Dossier Albert Glotzer (HIA), carton 27.

[291] N. Sedova, manuscrit autobiographique dactylographié, commencé le 24 décembre 1941, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 4.

[292] *Ibid.*, p. 5-7.

[293] *Sotsial-demokrat*, n° 3, décembre 1904.

[294] N. Sedova, manuscrit autobiographique dactylographié, commencé le 24 décembre 1941, collection Trotski (HIA),

carton 27, dossier 13, p. 12.

[295] A. Ascher, *The Revolution of 1905: Russia in Disarray*, p. 102-123.

[296] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 194. D'après les souvenirs de sa femme, ils ne seraient pas allés à Vienne, mais à Munich (N. Sedova, manuscrit autobiographique dactylographié, commencé le 24 décembre 1941, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 12. D'après les détails concernant la suggestion d'Adler, c'est probablement Trotski qui avait raison.

[297] M. Shachtman, « Natalya Ivanovna Sedoff (Sedova) », p. 2, dossier Albert Glotzer (HIA), carton 27.

[298] *Ibid.*

[299] Journal de 1935, in *Dnevnik i pis'ma*, L. Trotskii, p. 130.

[300] N. Sedova, manuscrit autobiographique dactylographié, commencé le 24 décembre 1941, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 13.

[301] *Iskra*, n° 90, 3 mars 1905.

[302] Parvus, *Bez tsarya, a pravitel'stvo – rabochee*, p. 1-4.

[303] Parvus, *V chëm. my raskhodimsya? Otvet Leninu na ego stat'i v « Proletarii »*, p. 8 et 18.

[304] *Iskra*, n° 93, 17 mars 1905.

[305] Trotski à J. Wright, 2 mai 1940, p. 3, collection Trotski (HIA), carton 13, dossier 1.

[306] « Sotsial-demokratiya i revolyutsiya », *Natchalo*, n° 10,

25 octobre 1905, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 563, p. 15-18.

[307] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 206.

[308] N. Sedova, manuscrit autobiographique dactylographié, commencé le 24 décembre 1941, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 13.

[309] *Ibid.*

[310] Photographie dans *1905 God*, L. Trotskii, en face de la page 200.

[311] « Grisha » à Vilenkina [sic] à Genève, 3 décembre 1905, APO (HIA), fichier XVIIc, dossier 1.

[312] Voir le raisonnement et les preuves convaincantes de I. D. Thatcher, « Leon Trotsky and 1905 », p. 248-250.

[313] A. Lounatcharskii, *Revolutsionnye siluety*, p. 20.

[314] R. B. Gul', *Ya unës Rossiyu : apologiya emigratsii*, vol. 2, p. 252.

[315] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 203.

[316] *Ibid.*, p. 203-204.

[317] « Nachi zadatchi », *Natchalo*, n° 1, 13 novembre 1905, collection Nicolaïevski (HIA), carton 625, dossier 5.

[318] I. Getzler, *Martov : A Political Biography of a Russian Social-Democrat*, p. 110.

[319] R. Service, *Lenin : A Political Life*, vol. 1, p. 144-145 et 147.

[320] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 207.

[321] L. Trotskii, « Parvu », *Naché Slovo*, n° 23,

24 février 1915, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 576, p. 14.

[322] Formé par les députés paysans de la première Douma d'État (*NdT*).

[323] Constitutionnels démocrates (*NdT*).

[324] N. Trotskii, *Tuda i obratno*, p. 11.

[325] Voir photographie de l'ami de Trotski, D. F. Svertchkov dans *1905 God*, L. Trotskii, en face de la page 216.

[326] Voir [ici](#).

[327] Premières ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA), carton 313, dossier 5, p. 1-2.

[328] « L. Yanovskii » (Trotski) à S. Saltykov, 9 décembre 1905, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 377, p. 1-2.

[329] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 215.

[330] *Ibid.*

[331] Lettre à Iouri Martov, 12 juin 1906, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 378.

[332] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 219.

[333] *Ibid.*, p. 217-218.

[334] L. Trotsky, *History of the Russian Revolution*, vol. 3, p. 193.

[335] G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Polichnym vospominaniyam)*, p. 33.

[336] Trotskii, *Itogi suda nad Sovetom Rabochikh Deputatov*, p. 1-6. Chose inhabituelle, le nom de Trotski était mentionné sans être accompagné du prénom ou même d'une initiale.

[337] *Ibid.*, p. 7.

[338] L. Trotskii, *Sochineniya*, vol. 2, book 2, p. 163-177.

[339] D. Svertchkov, *Na zare revolyutsii*, p. 218.

[340] L. L. Sedov's « Freudenpass », collection Nicolaïevski (HIA), carton 356, dossier 25.

[341] N. Trotskii, « Sovet i prokuratura », in *Istoriya Soveta Rabochikh Deputatov g. S.-Peterburga*, p. 319-321 et 323.

[342] N. Trotskii, « Sovet i revolyutsiya. (Pyatdesyat' dnei) » in *ibid.*, p. 21.

[343] *Ibid.*

[344] *Ibid.*

[345] D. Svertchkov, *Na zare revolyutsii*, p. 220-224.

[346] N. Trotskii, *Tuda i obratno*, p. 13-14.

[347] *Ibid.*, p. 20-21.

[348] *Ibid.*, p. 24-25.

[349] *Ibid.*, p. 25-26.

[350] D. Svertchkov, *Na zare revolyutsii*, p. 225-226.

[351] N. Trotskii, *Tuda i obratno*, p. 46.

[352] *Ibid.*, p. 51.

[353] D. Svertchkov, *Na zare revolyutsii*, p. 227-228.

[354] *Ibid.*, p. 228-229.

[355] Dossier de police sur Trotski, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 2, p. 8 ; N. Trotskii, *Tuda i obratno*, p. 57-58.

[356] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, p. 223-224 ; D. Svertchkov,

Na zare revolyutsii, p. 230-231.

[357] D. Svertchkov, *Na zare revolyutsii*, p. 229.

[358] N. Trotskii, *Tuda i obratno*, p. 61-66.

[359] *Ibid.*, p. 87.

[360] *Ibid.*, p. 118.

[361] M. Shachtman, « Natalya Ivanovna Sedoff (Sedova) » (n.d. ; dactylographié), p. 4, dossier Albert Glotzer (HIA), carton 26.

[362] N. Sedova, manuscrit autobiographique dactylographié, commencé le 24 décembre 1941, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 17. Trotski dut faire attention aux noms qu'il donnait dans son récit, pour prévenir toutes représailles contre les personnes impliquées.

[363] *Ibid.*

[364] *Ibid.*, p. 17-18.

[365] M. Shachtman, « Natalia Ivanovna Sedoff (Sedova) » (n.d. ; notes dactylographiées), p. 4, documents Albert Glotzer (HIA), carton 26.

[366] L. Trotskii, *Delo bylo v Ispanii*.

[367] N. Sedova, manuscrit autobiographique dactylographié, commencé le 24 décembre 1941 : collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 18.

[368] *Ibid.*

[369] L. Trotskii, *Politicheskie siluety*, p. 185.

[370] N. Ioffe, *Vremya nazad*, p. 13.

[371] « Zatmenie solntsa », *Kievskaya Mysl'*, n° 295,

24 octobre 1908, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 568, p. 21-22.

[372] I. D. Thatcher, « Trotsky and the Duma : A Research Essay », p. 36.

[373] N. Trotskii, *V zashchitu partii* (N. Glagolev éd.), p. xiii, 137 et 143.

[374] *Ibid.*, p. xviii-xxi et 2-3.

[375] *Ibid.*, p. 87 et 91.

[376] *Pyatyti (londonskii) sëzd RSDRP. Protokoly*, p. 15 et 21.

[377] *Ibid.*, p. 166.

[378] *Ibid.*, p. 258-266.

[379] *Ibid.*, p. 292.

[380] *Ibid.*, p. 397-404.

[381] *Ibid.*, p. 443.

[382] *Ibid.*, p. 483.

[383] *Ibid.*, p. 538.

[384] N. Sedova, tapuscrit autobiographique commencé le 24 décembre 1941, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 19.

[385] *Ibid.*

[386] Directeur de la gendarmerie de la province de Kherson au directeur du Département spécial A. M. Yeremin, 16 février 1910 : APO (HIA), classeur XVIIc, dossier 2.

[387] N. Sedova, « Devochki », p. 2, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13.

[388] N. Trotskii, *Nasha Revolyutsiya* (1907 éd.), p. xvi-xvii

(préface).

[389] L. Trotsky, *Russland in der Revolution*.

[390] *Itogi i perspektivy*. Je cite ici l'édition de 1909, publiée par N. Glagolev dans *Nasha Revolyutsiya*, p. 236-238.

[391] *Ibid.*, p. 250-259.

[392] *Ibid.*, p. 224-230.

[393] *Ibid.*, p. 231-238.

[394] *Ibid.*, p. 278.

[395] N. Trotskii, *V zashchitu partii* (N. Glagolev éd.), p. 5 et 8-9.

[396] *Ibid.*, p. 82.

[397] Lettre de M. Bystrytskii-Zhenev à Marfa Osipovna Dunina, 2 janvier 1909, APO (HIA), classeur XVIIc, dossier 1. Pour parler de Melenevski, Bystrytskii-Zhenev utilisait son pseudonyme Basok.

[398] N. Ioffe, *Vremya nazad. Moya zhizn', moya sud'ba, moya epokha*, p. 13 ; évocations de N. I. Sedova dans des courriers adressés à B. I. Nikolaevskii, 2 octobre et 24 décembre 1956, collection Nicolaïevski (HIA), carton 628, dossier 11.

[399] N. Ioffe, *Vremya nazad. Moya zhizn', moya sud'ba, moya epokha*, p. 13.

[400] *Ibid.*, p. 20.

[401] Trotski à I. Bisk, 11 juin 1908, collection Nicolaïevski (HIA), carton 90, dossier 13.

[402] Trotski à A. M. Gor'kii, 20 juin 1909, p. 7, collection

Nicolaïevski (HIA), carton 652, dossier 10.

[403] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 252.

[404] « Natacha » [N. Sedova] à Trotski, 12 décembre 1913 : APO (HIA), classeur XVIIc, dossier 1.

[405] Trotski à M. Gor'kii, 9 juin 1909, collection Nicolaïevski (HIA), carton 652, dossier 10.

[406] Trotski au groupe de soutien new-yorkais, 11 mars 1912, collection Nicolaïevski (HIA), carton 654, dossier 1.

[407] Appel du Comité de rédaction de la *Pravda*, 26 février 1911, collection Nicolaïevski (HIA), carton 653, dossier 2.

[408] Trotski à I. Bisk, 11 juin 1908, collection Nicolaïevski (HIA), carton 90, dossier 13.

[409] Les articles parus dans *Odesskie Novosti* se trouvent au RGASPI (Centre russe pour la conservation des archives en histoire politique et sociale, Moscou) f. 325, op. 1, d. 564.

[410] Les articles parus dans *Kievskaya Mysl'* se trouvent au RGASPI., d. 568.

[411] « Pis'ma s Zapada », *Odesskie Novosti*, 12 avril 1908 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 564, p. 1.

[412] « Tvoja Sacha » [probablement Alexandra Bronstein] à Trotski, 19 mars 1909 ; I. Boitsov à Trotski, 14 avril 1909 : APO (HIA), classeur XVIIc, dossier 1.

[413] « Nekotorye politicheskie itogi. K delu Azefa », *Pravda*, n° 3, 27 mars 1909 [9 avril 1909] : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 566, p. 37-45.

[414] « K. S. » [I. V. Staline] à M. Vel'tman, 31 décembre 1910 : APO (HIA), classeur XVIIc, dossier 1.

[415] A. V. Lunacharskii à Trotski, 26 novembre 1909 : collection Nicolaïevski (HIA), carton 627, dossier 5.

[416] Trotski à A. M. Gor'kii, 20 juin 1909 : collection Nicolaïevski (HIA), carton 652, dossier 10.

[417] Notes pour une conférence : collection Nicolaïevski (HIA), carton 627, dossier 11.

[418] A. Lunacharskii, *Revolutsionnye siluety*, p. 22-23.

[419] Premières ébauches de *Moya zhizn* : documents Nicolaïevski (HIA), carton 313, dossier 6, p. 14-15. Comme d'habitude, elles sont plus complètes que la version définitive publiée.

[420] R. Luxemburg, « Letters on Bolshevism and the Russian Revolution », *Revolutionary History*, n° 6 (1996), p. 241. Je remercie ici Ian Thatcher pour avoir aimablement discuté de cette période de l'histoire du parti avec moi.

[421] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 240-241.

[422] *Ibid.*, p. 241.

[423] N. Sedova, tapuscrit autobiographique commencé le 24 décembre 1941 : collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 22.

[424] *Ibid.*

[425] Trotski à P. B. Axel'rod, 11 juin 1912, p. 7 : collection Nicolaïevski (HIA), carton 654, dossier 4.

[426] N. Sedova, tapuscrit autobiographique commencé le 24 décembre 1941 : collection Trotski (HIA), carton 27,

dossier 13, p. 24.

[427] *Ibid.*, p. 27.

[428] Journal de Trotski (1935) in L. Trotskii, *Dnevniki i pis'ma*, p. 19-20.

[429] N. Ioffe, *Vremya nazad. Moya zhizn', moya sud'ba, moya epokha*, p. 48.

[430] « Gospodin Piotr Strouve », *Kievskaya Mysl'*, 21 avril 1909 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 568, p. 118.

[431] « Natsional'no-psikhologicheskie tipy burzhuazii », *Kievskaya Mysl'*, 25 janvier 1909 : *ibid.*, p. 86-87.

[432] Okhrana report, 24 janvier 1911, p. 7 : APO (HIA), classeur XVIb(2), dossier 1.

[433] A. Lunacharskii, *Revolutsionnye siluety*, p. 21.

[434] Trotski à I. P. Pokrovskii, député de la Douma, 5 décembre 1910 : APO (HIA), classeur XVIIc, dossier 2.

[435] Lettre du comité de rédaction de la *Pravda* aux « organisations partisans », 26 novembre 1911 : collection Nicolaïevski (HIA), carton 653, dossier 2.

[436] « Pis'mo "Pravdy" k myslyashchim rabochim. Gde zhe nastoyashchii put' ? », *Pravda*, n° 14, 24 juin/7 juillet 1910 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 567, p. 23.

[437] « Voprosy edinstva », *Bor'ba*, n° 3, 12 avril 1914 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 574, p. 13.

[438] « Anketa "Pravdy" », *Pravda*, n° 16, 24 septembre/6 octobre 1910 : RGASPI, f. 325, op.1, d. 567, p. 50.

[439] « Voprosy edinstva », *Bor'ba*, n° 3, 12 avril 1914 : RGASPI, f. 325. op. 1, d. 574, p. 15.

[440] Cf. « Pravda svoim chitatelya », *Pravda* [Vienne], n° 1, 3/16 janvier 1908 ; « Nekotorye politicheskie itogi. K delu Azefa », *Pravda* [Vienne], n° 3, 27 mars/9 avril 1909 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 566.

[441] « Anketa “Pravdy” », *Pravda*, n° 16, 24 septembre/6 octobre 1910 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 567, p. 52 ; « Polozhenie v partii i nashi zadachi », *Pravda*, n° 18/19, 29 janvier /11 février 1911 : RGASPI, f. 325. op. 1, d. 566, p. 84.

[442] « Pis'ma ob edinstve », *Louch*, n° 27, 2 Février 1913 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 573, p. 10 et 12-14.

[443] « Polozhenie v partii i nashi zadachi », *Pravda*, n° 18/19, 29 janvier/11 février 1911 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 566, p. 95.

[444] D. Sverchkov, *Na zare revolyutsii*, p. 262-263.

[445] Appel du comité de rédaction de la *Pravda* aux « organisations partisans », 26 février 1911 : collection Nicolaïevski (HIA), carton 653, dossier 2.

[446] Iosif [I. V. Staline] à V. S. Bobrovskii, 24 janvier 1911 : APO (HIA), classeur XVIIu, dossier 1.

[447] Rapport de l'Okhrana, 24 janvier 1911, p. 7 : APO (HIA), classeur XVIb(2), dossier 1.

[448] « Neotlozhnye voprosy », *Nasha zarya*, n° 11 (1911).

[449] Copie de *Sotsial-demokrat* (organe central du POSDR), n° 19, 1911, p. 2.

[450] *Ibid.*, p. 3.

[451] Trotski à P. B. Axel'rod, 12 février 1912, collection Nicolaïevski (HIA), carton 653, dossier 2, p. 3 et 7.

[452] Trotski à P. B. Axel'rod, 20(?) février 1912, p. 1, collection Nicolaïevski (HIA), carton 42, dossier 8.

[453] Trotski à P. B. Axel'rod, 8 mars 1912, p. 1, collection Nicolaïevski (HIA), carton 654, dossier 1.

[454] Trotski à P. B. Axel'rod, 20 juillet 1912, p. 1, collection Nicolaïevski (HIA), carton 654, dossier 7 ; voir aussi Trotski à P. B. Axel'rod, 8 août 1912, collection Nicolaïevski (HIA), carton 655, dossier 1, et N. Sedova, « Devochki », p. 2, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13.

[455] Trotski à P. B. Axel'rod, 20 juillet 1912, p. 1, collection Nicolaïevski (HIA), carton 654, dossier 7.

[456] Trotski au comité de rédaction de *Zvezda*, 29 avril 1912 : APO (HIA), classeur XVIIc, dossier 1.

[457] Trotski à Voiloshnikov, député de la Douma, 29 avril 1912 (NS) : *ibid.*

[458] Trotski au groupe de soutien new-yorkais, 11 mars 1912, p. 2-3 : collection Nicolaïevski (HIA), carton 92, dossier 16.

[459] Trotski au groupe de soutien new-yorkais, avril 1912 : *ibid.*

[460] F. I. Dan à P. B. Axel'rod, début septembre 1911 : *Fëdor Il'ich Dan : Pis'ma (1899-1946)*, p. 39.

[461] *Ibid.*

[462] Trotski à P. B. Axel'rod, 8 et 16 août 1911, collection Nicolaïevski (HIA), carton 655, dossier 1.

[463] Basok [M. Melenevski], correspondance avec S. Semkovskii, 1912 : collection Nikolaïevski (HIA), carton 185, dossier 28.

[464] Notes de G. A. Alexinski, collection Nikolaïevski (HIA), carton 655, dossier 2, p. 6.

[465] *Ibid.*, p. 16.

[466] *Balkanskie pis'ma*, terminé le 28 septembre 1912 : *Kievskaya Mysl'*, 3 octobre 1912 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 569, p. 53.

[467] « Ranënye », *Kievskaya Mysl'*, 31 octobre 1912 : *ibid.*, p. 99.

[468] S. Semkovski à P. B. Axel'rod, 15 janvier 1913, p. 3, collection Nikolaïevski (HIA), carton 655, dossier 3.

[469] Trotski à N. S. Chkheidzé, 1^{er} avril 1913, collection Nikolaïevski (HIA), carton 656, dossier 5, p. 1-2.

[470] Voir [ici](#).

[471] Trotski à N. S. Chkheidzé, 1^{er} avril 1913, collection Nikolaïevski (HIA), carton 656, dossier 5, p. 1-2.

[472] Pour une vision plus positive des perspectives du Bloc, se reporter à G. Swain, *Russian Social-Democracy and the Legal Labour Movement*.

[473] Trotski au comité de rédaction de *Louch*, 2 avril 1913, p. 1 et 3 : APO (HIA), classeur XVIIc, dossier 2.

[474] F. I. Dan à P. B. Axel'rod, 11 mai 1912 : *Fëdor Il'ich Dan : Pis'ma (1899-1946)*, p. 263.

[475] Citation de Trotski, extraite d'une lettre à une personne

anonyme, probablement écrite en 1913, collection Nicolaïevski (HIA), carton 42, dossier 24, p. 1-2.

[476] Lettre d'un auteur anonyme à Trotski, 22 janvier 1913, p. 1-2 : APO (HIA), classeur XVIIc, dossier 1.

[477] « A » à Trotski, 3 mars 1913 : *ibid.*

[478] N. I. Sedova à Trotski, 12 décembre 1913 : *ibid.*

[479] Yu. O. Martov à S. Semkovskii, 31 juillet 1914 : collection Nicolaïevski (HIA), carton 657, dossier 5.

[480] G. Swain, *Russian Social-Democracy and the Legal Labour Movement*, p. 191.

[481] RGASPI, f. 325, op. 1, d. 574. Sur *Bor'ba*, voir I. D. Thatcher, « *Bor'ba* : A Workers' Journal in St Petersburg on the Eve of World War One », in *English Historical Review*, n° 450 (1998), p. 101.

[482] « Ot redaktsii », *Bor'ba*, n° 1, 22 janvier 1914, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 574, p. 2.

[483] « Voprosy edinstva », *Bor'ba*, n° 3, 12 avril 1914, *ibid.*, p. 15.

[484] L. Trotski, *Chapters from My Diary*, p. 10.

[485] *Ibid.*

[486] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 271.

[487] *Ibid.*, p. 272.

[488] Trotski à P. B. Axel'rod, 10 décembre 1914, collection Nicolaïevski (HIA), carton 657, dossier 6.

[489] *Golos*, n° 71, 4 décembre 1914.

[490] Trotski à P. B. Axel'rod, 11 décembre 1914, collection Nicolaïevski (HIA), carton 657, dossier 6.

[491] Trotski à P. B. Axel'rod, n.d., collection Nicolaïevski (HIA), carton 43, dossier 2, p. 2.

[492] A. Lunacharskii, *Revolutsionnye siluety*, p. 23.

[493] *Ibid.*

[494] Trotski à P. B. Axel'rod, 22 décembre 1914 : collection Nicolaïevski (HIA), carton 657, dossier 6. Trotski cita Plekhanov en passant, dans un article sur Karl Kautsky : « Kautskii o Plekhanove », part 3, *Naché Slovo*, n° 117, 19 juin 1915 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 576, p. 96.

[495] M. Melenevski et al. : « Po povodu insinuatsii N. Trotskogo v gazette "Golos" », 8 février 1915, p. 1-3, collection Nicolaïevski (HIA), carton 627, dossier 8.

[496] RGASPI, f. 325, op. 1, d. 576 : « Nekriticheskaya otsenka kriticheskoi epokhi », part 1, *Naché Slovo*, n° 28, 1^{er} mars 1915 : *ibid.*, p. 18-19 ; 2^e partie, n° 35, 10 mars 1915 : *ibid.*, p. 22 et 24.

[497] *Ibid.*, p. 71.

[498] N. Sedova, tapuscrit autobiographique commencé le 24 décembre 1941, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 25.

[499] A. Rosmer, « Durant la guerre impérialiste », in M. Nadeau (éd.), *Hommage à Natalia Sedova-Trotsky, 1882-1962*, p. 67.

[500] N. Sedova, tapuscrit autobiographique commencé le 24 décembre 1941, collection Trotski (HIA), carton 27,

dossier 13, p. 25-6.

[501] A. Rosmer, cité dans P. Naville, *Trotski vivant*, p. 156.

[502] *Ibid.*

[503] *Ibid.*

[504] *Ibid.*

[505] N. Sedova, tapuscrit autobiographique commencé le 24 décembre 1941, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 25-6.

[506] Voir [ici](#).

[507] N. Sedova, manuscrit autobiographique dactylographié, commencé le 24 décembre 1941, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 26.

[508] Trotski à L. Deitch, 15 juillet 1915, collection Nicolaïevski (HIA), carton 657, dossier 8, p. 1-2.

[509] L. Deitch à Trotski, 31 juillet 1915, collection Nicolaïevski (HIA), carton 658, dossier 1.

[510] Trotski à L. Deitch, 15 juillet 1915, collection Nicolaïevski (HIA), carton 83, dossier 3, p. 1.

[511] I. Thatcher, *Leon Trotsky and World War One : August 1914-February 1917*, p. 25-37. Je me suis abondamment inspiré de l'ouvrage de Ian Thatcher pour rendre compte de la complexité de l'écriture de Trotski durant la guerre.

[512] À l'adresse de l'ancienne librairie du Travail, qui avait fermé en août 1914, et où résidait le rédacteur en chef de *La Vie ouvrière*. Ces rencontres clandestines entre socialistes pacifistes français et étrangers avaient lieu certains soirs entre

neuf et onze heures (*NdT*).

[513] A. Rosner, « Durant la guerre impérialiste », dans M. Nadeau (éd.), *Hommage à Natalia Sedova-Trotsky*, 1882-1962, p. 65-66.

[514] Trotsky à P. B. Axel'rod, 10 décembre 1914, collection Nicolaïevski (HIA), carton 43, dossier 2.

[515] *Die Zimmerwalder Bewegung. Protokole und Korrespondenz*, vol. 1, p. 45-49, 54 ; V. I. Lénine, *Polnoe sobranie sochinenii*, vol. 49, p. 115-116 et 128-129.

[516] V. I. Lénine, *Polnoe sobranie sochinenii*, vol. 49, p. 78.

[517] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 285.

[518] *Die Zimmerwalder Bewegung. Protokole und Korrespondenz*, vol. 1, p. 55-56.

[519] RGASPI, f. 325, op. 1, d. 394.

[520] *Die Zimmerwalder Bewegung. Protokole und Korrespondenz*, vol. 1, p. 141.

[521] *Ibid.*, p. 133 et 137.

[522] *Ibid.*, p. 169.

[523] Rapport de police à Petrograd, probablement daté de 1915, p. 2b, 3 et 4b : APO (HIA), classeur XVIIc, dossier 2.

[524] R. Service, *Lenin : A Political Life*, vol. 2, p. 79-81.

[525] « Nash politicheskii lozung », *Naché Slovo*, n° 23, 24 février 1915 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 576, p. 9-10 ; « Imperializm i natsional'naya ideya », *Naché Slovo*, n° 32, 6 mai 1915 : *ibid.*, p. 54-56.

[526] « Natsiya i khozyaistvo », *Naché Slovo*, n° 130,

3 juillet 1915 : *ibid.*, p. 109-111.

[527] « Nash politicheskii lozung », *Naché Slovo*, n° 23, 24 février 1915 : *ibid.*, p. 10.

[528] « Pis'ma s Zapada », *Kievskaya Mysl'*, n° 22, 22 janvier 1916 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 571, p. 21.

[529] « Pis'ma s Zapada : u knyazy monakskogo », *Kievskaya Mysl'*, n° 191, 10 juillet 1916 : *ibid.*, p. 107.

[530] « Pis'ma s Zapada : brozhenie umov », *Kievskaya Mysl'*, n° 133, 18 mai 1916 : *ibid.*, p. 92-93.

[531] « Otkhodit epokha », *Kievskaya Mysl'*, n° 3, 3 janvier 1916 : *ibid.*, p. 8.

[532] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 286.

[533] *Die Zimmerwalder Bewegung. Protokole und Korrespondenz*, vol. 1, p. 273-362.

[534] R. Service, *Lenin : A Biography*, p. 127 et 129.

[535] Rapport de l'Okhrana à Petrograd, 18 septembre 1916 : APO (HIA), classeur XVIIc, dossier 2.

[536] L. D. Trotskii, *Chto i kak proizoshlo? Shest' statei dlya mirovoi burzhuaznoi pechaty*, p. 9-10.

[537] Comité pour la reprise des relations, 25 septembre 1916, p. 1-3 : APO (HIA), classeur XVIIc, dossier 2.

[538] L. Trotski, *Lettres aux abonnés de la Vie ouvrière*, 3^e partie : *L'expulsion de Léon Trotski*, p. 13-14 et 20.

[539] L. D. Trotskii, *Chto i kak proizoshlo? Shest' statei dlya mirovoi burzhuaznoi pechaty*, p. 9.

[540] L. Trotskii, *Delo bylo v Ispanii*, p. 120.

[541] Journal de Trotski (1935) L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 130.

[542] L. Trotski, *Vingt lettres de Léon Trotski*, p. 33.

[543] L. Trotskii, *Delo bylo v Ispanii*, p. 123.

[544] *Ibid.*, p. 124-126.

[545] M. Shachtman, « Natalya Ivanovna Sedoff (Sedova) » (n.d. ; notes dactylographiées), p. 6, Dossier Albert Glotzer (HIA), carton 27.

[546] *Novy Mir* (New York), 6 décembre 1916 ; collection Nicolaïevski (HIA), carton 83, dossiers 3 et 4.

[547] L. Trotskii, *Delo bylo v Ispanii*, p. 147.

[548] G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Po lichnym vospominaniyam)*, p. 67.

[549] *Ibid.*, p. 67-69.

[550] J. Nedava, *Trotsky and the Jews*, p. 25.

[551] *Ibid.*, p. 25-26.

[552] G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Polichnym vospominaniyam)*, p. 76.

[553] Trotski au groupe new-yorkais du POSDR, avril 1912, collection Nicolaïevski (HIA), carton 654, dossier 2.

[554] G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Po lichnym vospominaniyam)*, p. 57.

[555] *Novyi Mir* (New York), 16 janvier 1916, p. 1 et 4.

[556] « A vse'' – taki Klaru Tsetkin naprasno trevozhite! »,

Novyi Mir (New York), 16 février 1917.

[557] M. Shachtman, « Natalya Ivanovna Sedoff (Sedova) » (n.d. ; notes dactylographiées), p. 5 : dossier Albert Glotzer (HIA), carton 27. Les Trotski auraient demeuré chez des parents émigrés de la province de Kherson ; Nathan Sturman, 21 janvier 2001, évoquant des histoires de famille à propos de son arrière-grand-mère Emma Bronstein, la nièce de David, père de Trotski ; babillard de Roots Web.com.

[558] M. Shachtman, « Natalia Ivanovna Sedoff (Sedova) » (n.d. ; notes dactylographiées), p. 7, dossier Albert Glotzer (HIA), carton 26.

[559] Voir [ici](#).

[560] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 308-309.

[561] E. Goldman, *Living My Life*, vol. 2, p. 596.

[562] New York speech (n.d.), RGASPI, f. 325, op. 1, d. 557, p. 108-121.

[563] M. Shachtman, « Natalya Ivanovna Sedoff (Sedova) » (n.d. ; notes dactylographiées), p. 6, dossier Albert Glotzer (HIA), carton 27.

[564] « Instruktsiya upolnomochënnomu po delam politicheskim emigrantam pri chrezvychainoi rossiiskoi missii v Soedinënnnykh Shtatakh » : collection Nicolaïevski (HIA), carton 87, dossier 13, p. 1.

[565] « Ot kogo i kak zashchishchat' revolyutsiyu », *Novyi mir* (New York), 21 mars 1917. Le nom donné ici était celui de Lev N. Trotski.

[566] *Ibid.*

[567] J. Nedava, *Trotsky and the Jews*, p. 27.

[568] F. Harris, *Contemporary Portraits : Fourth Series*, p. 199.

[569] L. Lore, « When Trotsky Lived in New York », cité par R. B. Spence dans « Hidden Agendas : Spies, Lies and Intrigue Surrounding Trotsky's American Visit of January-April 1917 », *Revolutionary Russia*, n° 1 (2008), p. 47.

[570] R. B. Spence, *ibid.*, p. 48.

[571] A. Kalpaschnikoff, *A Prisoner of Trotsky's*, p. 223.

[572] P. Broué, *Léon Sedov, fils de Trotski, victime de Staline*, p. 20.

[573] A. Kalpaschnikoff, *A Prisoner of Trotsky's*, p. 223.

[574] « Norway Heritage : Hands Across the Sea » : http://www.norwayheritage.com/p_ship.asp?sh=krisf

[575] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 6.

[576] L. Trotsky, *The Real Situation in Russia*, p. 204-205.

[577] L. Trotskii, *O Lenine : materialy dlya biografa*, p. 52.

[578] N. Soukhanov, *Zapiski o revolyutsii*, vol. 2, livre 4, p. 190.

[579] *Ibid.*

[580] *Sed'maya (aprel'skaya) userossiyskaya konferentsiya RSDRP (bol'shevikov)*, p. 67-68.

[581] N. Soukhanov, *Zapiski o revolyutsii*, vol. 2, livre 4, p. 171.

[582] *Ibid.*, p. 172.

[583] Trotski n'en a jamais fait état.

[584] A. Ioffé, « Avtobiografiya », dans N. Ioffé, *Moi otets Adol'fAbramovich Ioffe : vospominaniya, dokumenty i materialy*, p. 53.

[585] L. Trotskii, « Avtobiograficheskie zametki », *Syzran*, 5 avril 1919 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 14, p. 18.

[586] *Pravda*, 18 mai 1917.

[587] *Leninskii sbornik*, vol. 4, p. 303.

[588] *Ibid.*, p. 302.

[589] N. Soukhanov, *Zapiski o revolyutsii*, vol. 2, livre 4, p. 190.

[590] *Ibid.*, p. 245.

[591] *Ibid.*, p. 245-246. Trotski a contesté avoir tenu exactement ces propos-là ; il a aussi prétendu qu'à l'époque, il était déjà parvenu à un accord avec Lénine pour fonder conjointement un journal : cf. *ibid.*, p. 246.

[592] A. Ioffé, « Avtobiografiya », dans N. Ioffé, *Moi otets Adol'fAbramovich Ioffe : vospominaniya, dokumenty i materialy*, p. 53.

[593] N. Soukhanov, *Zapiski o revolyutsii*, vol. 2, livre 4, p. 254.

[594] N. Sedova, « Otets i syn » : tapuscrit, 8 juin 1940, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 11, p. 6.

[595] N. Sedova, « Devochki », collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 1 et 4.

[596] *Ibid.*

[597] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 16.

[598] Voir [ici](#).

[599] « Kopengagen – Kongress sotsialistov », *Odesskie Novosti*, 20 août 1910 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 564, p. 27-28.

[600] N. Soukhanov, *Zapiski o revolyutsii*, vol. 3, livre 6, p. 188. Soukhanov a mis un point d'honneur à surveiller de très près la technique de Trotski. Nous en apprenons plus de lui que de Trotski.

[601] Collection filmographique Herman Axelbank (HIA), bobine 19 : Trotski s'adressant à la foule, de l'arrière d'un train.

[602] *Ibid.*

[603] V. I. Lénine, *Polnoe sobranie sochinenii*, vol. 10, p. 359-362, et vol. 12, p. 154-157.

[604] A. Lunacharskii, *Revolutsionnye siluety*, p. 24.

[605] I. Getzler, *Martov : A Political Biography of a Russian Social-Democrat*, p. 142.

[606] N. Soukhanov, *Zapiski o revolyutsii*, vol. 2, livre 4, p. 262.

[607] *Ibid.*, p. 295.

[608] Voir [ici](#).

[609] Trotski a fait allusion à ce changement de stratégie dans *From October to Brest-Litovsk (D'Octobre à Brest-Litovsk)*, chap. 1.

[610] *Ibid.*

[611] J. D. White, « Early Soviet Interpretations of the Russian Revolution, 1918-1924 », *Soviet Studies*, n° 3 (1985), p. 348-350.

[612] Z. Galii, *The Menshevik Leaders in the Russian Revolution : Social Realities and Political Strategies*, p. 269-273.

[613] G. Gil, *Peasants and Government in the Russian Revolution*, p. 102-103.

[614] L. Trotskii, *K istorii Oktyabr'skoi Revolyutsii*, p. 25.

[615] N. Soukhanov, *Zapiski o revolyutsii*, vol. 3, livre 7, p. 288.

[616] Voir [ici](#). Le fait d'avoir mis le mot « démagogues » entre guillemets n'enlève rien à la chose.

[617] Se reporter aux articles compilés dans *Sochineniya*, de L. Trotskii, vol. 3, part 1, p. 45-152.

[618] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 31.

[619] A. Rabinowitch, *Prelude to Revolution : The Petrograd Bolsheviks and the July 1917 Uprising*, p. 111-134.

[620] W. Woytinsky, *Stormy Passage*, p. 286.

[621] W. G. Rosenberg, *Liberals in the Russian Revolution : The Constitutional Democratic Party, 1917-1921*, p. 174-175.

[622] N. Soukhanov, *Zapiski o revolyutsii*, vol. 2, livre 4, p. 311.

[623] *Ibid.*, p. 334.

[624] *Ibid.*, vol. 3, livre 5, p. 24.

[625] RGVA, f. 33987, op. 1, d. 359, p. 1-2 :

A. V. Lunacharskii à N. N. Soukhanov, 30 mars 1920.

[626] *Devyataya konferentsiya RKP(b)*, p. 25-26.

[627] N. Soukhanov, *Zapiski o revolyutsii*, vol. 3, livre 5, p. 20.

[628] N. I. Sedova, « Otets i syn » (manuscrit dactylographié : 8 juin 1940), p. 6 : collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 11.

[629] N. Soukhanov, *Zapiski o revolyutsii*, vol. 3, livre 5, p. 43.

[630] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 11.

[631] N. A. Ioffé, « Ob ottse » (manuscrit dactylographié) dans le dossier N. A. Ioffé (HIA), 2^e partie, p. 3.

[632] N. Soukhanov, *Zapiski o revolyutsii*, vol. 3, livre 6, p. 182.

[633] *Shestoi s"ezd RSDRP (bol'shevikov). Avgust 1917 goda. Protokoly*, p. 41.

[634] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 11.

[635] W. Hard, *Raymond Robins' Own Story*, p. 22.

[636] B. Beatty, *The Red Heart of Russia*, p. 190.

[637] R. Service, *Lenin : A Political Life*, vol. 2, p. 201-209.

[638] N. Soukhanov, *Zapiski o revolyutsii*, vol. 3, livre 6, p. 213.

[639] *Ibid.*, p. 216-217.

[640] *Protokoly Tsentral'nogo Komiteta RSDRP(b). Avgust 1917-fevral' 1918*, p. 46.

[641] *Ibid.*, p. 47-48.

[642] *Ibid.*, p. 49, 55, 63, 65 et 66. Il est vrai que ce ne fut plus le cas à compter du 24 septembre, *ibid.*, p. 69.

[643] *Ibid.*, p. 49.

[644] *Ibid.*, p. 48.

[645] *Ibid.*, p. 55.

[646] *Ibid.*, p. 51.

[647] *Ibid.*, p. 65.

[648] *Ibid.*, p. 67.

[649] *Ibid.*, p. 76.

[650] A. Rabinowitch, *The Bolsheviks Come to Power*, p. 231-232.

[651] N. Soukhanov, *Zapiski o revolyutsii*, vol. 3, livre 7, p. 270.

[652] *Protokoly Tsentral'nogo Komiteta RSDRP(b)*, p. 84-85.

[653] *Ibid.*, p. 86.

[654] *Ibid.*, p. 87-92.

[655] J. D. White, « Lenin, Trotskii and the Arts of Insurrection : The Congress of Soviets of the Northern Region, 11-13 octobre 1917 », *Slavonic and East European Studies*, n° 1 (1999), p. 120-138.

[656] A. Rabinowitch, *The Bolsheviks Come to Power*, p. 233.

[657] *Ibid.*, p. 240 et 245 ; L. D. Trotskii, *Oktyabr'skaya*

Revolyutsiya, p. 69.

[658] *Protokoly Tsentral'nogo Komiteta RSDRP(b)*, p. 93.

[659] *Ibid.*, p. 93-94.

[660] *Ibid.*, p. 97-99.

[661] *Ibid.*, p. 104.

[662] *Ibid.*, p. 105.

[663] *Ibid.*, p. 108-111.

[664] L. Trotskii, *Sochineniya*, vol. 3, livre 2, p. 31-32.

[665] *Protokoly Tsentral'nogo Komiteta RSDRP(b)*, p. 114.

[666] *Ibid.*, p. 108.

[667] L. Trotski, *History of the Russian Revolution*, vol. 3, p. 259.

[668] N. Soukhanov, *Zapiski o revolyutsii*, vol. 3, livre 7, p. 287.

[669] B. Beatty, *The Red Heart of Russia*, p. 165.

[670] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 43-44.

[671] *Ibid.*, p. 44.

[672] N. A. Ioffé, « Ob ottse » (manuscrit dactylographié) dans le dossier N. A. Ioffé (HIA), part 2, p. 5.

[673] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 46.

[674] N. Soukhanov, *Zapiski o revolyutsii*, vol. 3, livre 7, p. 337. Je sais que la traduction habituelle est « poubelle », mais en russe, *korzina* évoque un objet non métallique, qui est spécifiquement conçu comme matériel de bureau, avec une connotation à la fois légère et comique, qui a été oubliée.

[675] *Ibid.*

[676] *Peterburgskii komitet RSDRP(b) v 1917 godu*, p. 537.

[677] *Ibid.*, p. 542-543.

[678] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 62.

[679] *Ibid.*, p. 61.

[680] *Ibid.*, p. 62-63. Voir aussi [ici](#).

[681] *Ibid.*, p. 64.

[682] R. H. Bruce Lockhart, *Memoirs of a British Agent*, p. 225.

[683] L. Bryant, *Six Months in Red Russia*, p. 200.

[684] R. B. Gul', *Ya une``s Rossiyu : apologiya emigratsii*, vol. 2, p. 256. L'auteur a beaucoup fréquenté Zinoviev en 1918-1919.

[685] N. Sedova, « Devochki » : collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 4.

[686] *Protokoly zasedanii Soveta Narodnykh Komissarov RSFSR : noyabr' 1917-mart 1918 gg.*, p. 43-44.

[687] *Ibid.*, p. 20.

[688] *Ibid.*, p. 25.

[689] *Ibid.*, p. 32, 37 et 61-62.

[690] *Ibid.*, p. 36.

[691] *Ibid.*, p. 75.

[692] *Ibid.*, p. 28.

[693] L. Bryant, *Six Months in Red Russia*, p. 145 ; L. Bryant, *Mirrors of Moscow*, p. 140.

[694] Russia : Posol'stvo (HIA), carton 1, dossier 7 : De l'ambassade russe à Paris à l'ambassade russe à Washington, 23 novembre (6 décembre) 1917 ; De l'ambassade russe à Rome à l'ambassade russe à Washington, 24 novembre (7 décembre) 1917.

[695] L. Bryant, *Six Months in Red Russia*, p. 145.

[696] R. H. Bruce Lockhart, *Memoirs of a British Agent*, p. 230.

[697] *Ibid.*, p. 245-246.

[698] W. Hard, *Raymond Robins' Own Story*, p. 97-99.

[699] Edward Alsworth Ross, « A Talk with Trotzky », *The Independent*, décembre 1917, p. 407 et 423.

[700] *Ibid.*, p. 423.

[701] Ce fut notamment ce qu'il nota sur le questionnaire au Treizième Congrès du Parti en 1924 (RGASPI, f. 52, op. 1, d. 71, p. 366).

[702] L. Trotsky, « On the "Jewish Problem" », *Class Struggle*, n° 2 (1934).

[703] M. Eastman, *Leon Trotsky: The Portrait of a Youth* (London éd.), p. 119. Eastman interrogea Alexandra Bronstein sur sa vie avec Trotski.

[704] N. Trotskii, *V zashchitu partii* (N. Glagolev éd.), p. 119.

[705] « Razlozhenie sionizma i ego vozmozhnye preemniki », *Iskra*, n° 56, 1^{er} janvier 1904 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 561, p. 91 et 94.

[706] « Gospodin Piotr Strouve », *Kievskaya Mysl'*,

21 avril 1909 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 568, p. 117.

[707] « Razlozhenie sionizma i ego vozmozhnye preemniki », *Iskra*, n° 56, 1^{er} janvier 1904 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 561, p. 93-95.

[708] J. Leibovits (Santa Barbara, California), « Otkrytoe pis'mo L'vu Trotskomu », 23 mars 1933 : collection Nicolaïevski (HIA), carton 305, dossier 59, p. 1.

[709] *Ibid.*

[710] Discours de clôture à la séance conjointe du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, 26 octobre 1923 (RGASPI, f. 17, op. 2, d. 104, p. 44).

[711] *Pis'ma vo vlast', 1917-1927. Zayavleniya, zhaloby, donosy, pis'ma v gosudarstvennyye struktury k bol'shevistskim vozhdyam*, p. 30.

[712] *Ibid.*, p. 45 et 57.

[713] *Ibid.*, p. 95.

[714] « Krasnaya armiya v osveshchenii belogvardeitsa », *Izvestiya*, 16 octobre 1919.

[715] Lettre de Trotski à N. I. Boukharine, 4 mars 1926 : collection Trotski (HIA), carton 9, dossier 48, p. 2.

[716] R. C. Tucker, *Stalin as Revolutionary*, p. 377-390 ; M. Agursky, *The Third Rome : National Bolshevism in the USSR*, chap. 3-4.

[717] R. Service, « Bolshevism's Europe », in *Russia in the Age of Wars, 1914-1945*, S. Pons et A. Romano (éd.), p. 73-80.

[718] Voir [ici](#) et [ici](#).

[719] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 90.

[720] Voir l'article du *New York Times*, 24 décembre 1918.

[721] Voir [ici](#).

[722] *Protokoly Tsentral'nogo Komiteta RSDRP(b). Avgust 1917-mart 1918*, p. 166.

[723] *Ibid.*, p. 168-169.

[724] *Ibid.*, p. 170-171.

[725] *Protokoly zasedanii Soveta Narodnykh Komissarov RSFSR : noyabr' 1917-mart 1918 gg.*, p. 308.

[726] L. Bryant, *Six Months in Red Russia*, p. 145-146.

[727] *Protokoly Tsentral'nogo Komiteta RSDRP(b). Avgust 1917-mart 1918*, p. 170.

[728] *Ibid.*

[729] *Ibid.*, p. 171.

[730] *Ibid.*, p. 172.

[731] *Ibid.*, p. 173.

[732] Lettre de Trotski à O. Tchernine, janvier 1918, collection Trotski (HIA), carton 4, dossier 23.

[733] *Protokoly Tsentral'nogo Komiteta RSDRP(b). Avgust 1917-mart 1918*, p. 215.

[734] *Ibid.*, p. 222-224.

[735] *Ibid.*, p. 234.

[736] B. Pearce, *How Haig Saved Lenin*, p. 32.

[737] *ITsKKPSS*, n^o. 4 (1989), p. 144.

[738] R. H. Bruce Lockhart, *Memoirs of a British Agent*, p. 320.

[739] Voir [ici](#).

[740] Lettre de A. A. Ioffé à Lénine, 11 mars 1918, reproduite dans *Neizvestnyi Trotskiï. Krasnyi Bonapart. Dokumenty, mneniya, razmyshleniya*, V. Krasnov et V. Daines (éd.), p. 20.

[741] Séance conjointe du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, 26 octobre 1923, RGASPI, f. 17, op. 2, d. 104, p. 43b.

[742] W. Hard, *Raymond Robins' Own Story*, p. 134-135.

[743] R. H. Bruce Lockhart, *Memoirs of a British Agent*, p. 271-272 et 274-275 ; W. Hard, *Raymond Robins' Own Story*, p. 202-203.

[744] G. Hill, « Go Spy the Land », 5^e partie, p. 7 : tapuscrit pour une émission de la BBC (HIA).

[745] R. H. Bruce Lockhart, *Friends, Foes and Foreigners*, p. 120.

[746] L. Trotskii, *Na bor'bu s golodom*, p. 5-29 : discours de Sokolniki, 6 juin 1918.

[747] *Ibid.*, p. 55.

[748] RGASPI, f. 325, op. 1, d. 403, p. 65.

[749] *Ibid.*, p. 66.

[750] Discours de Trotski au plénum du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, 5 août 1927, RGASPI, f. 17, op. 2, d. 317 (V-iii), p. 69.

[751] Lénine à Trotski, 22 août 1918, RGVA, f. 33897, op. 2,

d. 25.

[752] Sverdlov à Trotski, 31 août 1918, collection Trotski (HIA), carton 5, dossier 92.

[753] Journal de 1935 : L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 84.

[754] *Ibid.*, p. 120.

[755] Trotski à V. I. Lénine, 17 août 1918, RGVA, f. 33987, op. 1, d. 23.

[756] V. I. Lénine, *Polnoe sobranie sochinenii*, vol. 37.

[757] R. R. Reese, *The Soviet Military Experience : A History of the Soviet Army, 1917-1991*, p. 10.

[758] Trotski à une personne anonyme, RGASPI, f. 17, op. 109, d. 4, p. 60.

[759] Trotski à V. I. Lénine et Sverdlov, 23 octobre 1918, *ibid.*, p. 80-81.

[760] Trotski à V. I. Lénine, 4 octobre 1918, *ibid.*, p. 64.

[761] Cf. le rapport de l'organisation du parti à Vyazma, 17 juin 1918 : TsGASA (dossier Volkogonov), f. 8, op. 1, d. 310, p. 1.

[762] Trotski à V. I. Lénine, 1^{er} janvier 1919, RGASPI, f. 17, op. 109, d. 42, p. 42.

[763] I. V. Staline, *Sochineniya*, vol. 4, p. 197-224.

[764] RGVA, f. 33897, op. 2, d. 87, p. 172, et d. 100, p. 264.

[765] Trotski à V. I. Lénine, 1^{er} janvier 1919, RGASPI, f. 17, op. 109, d. 42, p. 2.

[766] Trotski au Comité central, mars 1919, p. 1-2, collection

Trotsky (HIA), carton 4, dossier 80.

[767] R. Service, « From Polyarchy to Hegemony : The Party's Role in the Construction of the Central Institutions of the Soviet State, 1917-1919 », *Sbornik*, n° 10 (1984), p. 70-90.

[768] Trotsky au Comité central, mars 1919, collection Trotsky (HIA), carton 4, dossier 80, p. 8.

[769] F. Benvenuti, *The Bolsheviks and the Red Army, 1918-1922*.

[770] Voir, par exemple, son télégramme à Sklianski et à Lénine, 6 août 1919, RGVA, f. 33897, op. 2, d. 32, p. 290.

[771] S. Liberman, *Building Lenin's Russia*, p. 73.

[772] A. Lounatcharskii, *Revolutsionnye siluety*, p. 27-28.

[773] *Ibid.*, p. 21-22.

[774] Trotsky au mécanicien du train, 1^{er} septembre 1918, RGVA, f. 33897, op. 2, d. 39, p. 182.

[775] Trotsky à Charles Malamuth, 21 octobre 1939, collection Trotsky (HIA), carton 11, dossier 60, p. 1.

[776] RGVA, f. 33987, op. 2, d. 3, dos de la page 124.

[777] RGVA, f. 33987, op. 2, d. 47, p. 63-74.

[778] Réunion du Politburo, 18 avril 1919, point 3, collection Trotsky (HIA), carton 9, dossier 12.

[779] « Nashe otnoshenie k borotbistam », article non publié, décembre 1919, collection Trotsky (HIA), carton 9, dossier 35.

[780] R. Service, *Lenin : A Biography*, p. 403.

[781] Notes de Trotsky pour son rapport sur « Nos

constructions militaires et nos fronts », octobre 1919, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 62, p. 100.

[782] Sténo du rapport de Trotski sur la position aux fronts, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 54, p. 6, 11 et 14-17.

[783] *Ibid.*, p. 14-17.

[784] D'après les chiffres, plutôt approximatifs évidemment, préparés pour Trotski en octobre 1919 (RGASPI, f. 325, op. 1, d. 62, p. 68, 89-93).

[785] Trotski à Staline, n.d. : RGVA, f. 33897, op. 1, d. 102, p. 357 ; ordre secret passé par Trotski, 9 mai 1920, RGVA, f. 33897, op. 3, d. 46, p. 192.

[786] Trotski au conseil militaire révolutionnaire de la deuxième armée, RGVA, f. 33897, op. 2, d. 32, p. 74.

[787] R. R. Reese, *The Soviet Military Experience : A History of the Soviet Army, 1917-1991*, p. 13-16.

[788] L. Trotski, *From October to Brest-Litovsk (D'Octobre à Brest-Litovsk)*. Voir aussi L. Trotskii, *K istorii Oktyabr'skoi Revolyutsii*, publié en 1918.

[789] Thèse avancée par Vorochilov au Comité central (29 juillet-9 août 1927), RGASPI, f. 17, op. 2, d. 294, p. 200-201.

[790] Trotski au Comité central, décembre 1918, collection Trotski (HIA), carton 4, dossier 79, p. 1-2.

[791] RGASPI, f. 17, op. 109, d. 14, p. 20.

[792] Réunion du Politburo, 20 avril 1919, point 10, collection Trotski (HIA), carton 9, dossier 10.

[793] Thèse de Trotski présentée par écrit à la réunion du

Comité central, 29 juillet-9 août 1927, RGASPI, f. 17, op. 2, d. 294, p. 198.

[794] Télégramme adressé à Sklianski pour Lénine, 2 mai 1919, RGASPI, f. 17, op. 109, d. 42, p. 30.

[795] Réunion du Politburo, 7 mai 1919, point 2, collection Trotski (HIA), carton 9, dossier 11 ; lettre de Trotski à Sklianski, 7 mai 1919, collection Trotski (HIA), carton 4, dossier 54.

[796] Trotski à Sklianski, 16 mai 1919, collection Trotski (HIA), carton 4, dossier 56.

[797] L. Trotskii, « Sklyanskii pogib », *Pravda*, 29 août 1925 ; Lénine à Sklianski, 28 novembre 1917, collection Trotski (HIA), carton 7, dossier 1.

[798] L. Trotskii, *Politicheskie siluety*, p. 225-226.

[799] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 252.

[800] Notes de Trotski pour son rapport sur « Nos constructions militaires et nos fronts », octobre 1919, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 62, p. 14 sq.

[801] « Glubokomyslie pustoslovie », *Izvestiya*, 24 juillet 1919.

[802] E. Mawdsley, *The Russian Civil War*, p. 148-149.

[803] *The Trotsky Papers*, vol. 1, p. 590 et 592.

[804] *Ibid.*, p. 588.

[805] *Ibid.*

[806] *Ibid.*

[807] *Ibid.*, p. 596 et 598.

[808] E. Mawdsley, *The Russian Civil War*, p. 171-173.

[809] Entretien téléphonique entre Trotski et Lénine, 6 août 1919, *The Trotsky Papers*, vol. 2, p. 628.

[810] *Ibid.*, p. 630.

[811] Minutes du Politburo, 6 août 1919, *ibid.*, p. 636.

[812] Trotski à Sklianski pour le Comité central, 7 août 1919, *ibid.*, p. 642.

[813] Lénine et Kamenev (au nom du Politburo) à Trotski, 7 août 1919 : *ibid.*, p. 640, L. B. Kamenev, E. D. Stasova et V. I. Lénine (au nom du Politburo), 9 août 1919, *ibid.*, p. 644.

[814] Trotski à Sklianski et Lénine, 6 août 1919, *ibid.*, p. 638.

[815] Trotski à Sklianski, 10 août 1919, *ibid.*, p. 648.

[816] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 154-155.

[817] *Ibid.*, p. 155.

[818] *Ibid.*

[819] Staline à V. I. Lénine, 30 mai 1919, RGASPI, f. 558, op. 1, d. 627, p. 1.

[820] Lettre de Trotski à M^{me} Bedny et Y. M. Sverdlov, 8 septembre 1918, f. 17, op. 109, d. 14, p. 19.

[821] L. D. Trotski, notes de travail (1927), RGASPI, f. 325, op. 1, d. 365, p. 29. Voir D. Bednyi, « Tan'ka-Van'ka », in D. Bednyi, *Sobranie sochinenii*, vol. 2, p. 314.

[822] L. Trotski, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 160-161.

[823] Remise de l'ordre du Drapeau rouge, 20 novembre 1919, TsGASA, f. 55, op. 1, d. 9.

[824] E. Mawdsley, *The Russian Civil War*, p. 200-201.

[825] V. I. Lénine, *Polnoe sobranie sochinenii*, vol. 50, p. 186.

[826] *Ibid.*

[827] RGASPI, f. 17, op. 84, d. 1 (réunion du 28 septembre 1918).

[828] *Founding the Communist International : Proceedings and Documents of the First Congress, March 1919*, p. 88.

[829] *Ibid.*, p. 89.

[830] A. Ransome, *Russia in 1919*, p. 217.

[831] *Ibid.*, p. 220.

[832] S. I. Aralov to V. I. Lénine, 21 avril 1919, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 404, p. 91.

[833] B. Kun à V. I. Lénine, 30(?) avril 1919, RGASPI, f. 325, op. 109, d. 46, p. 2.

[834] I. Vatsietis et S. I. Aralov à V. P. Antonov-Ovseenko, copie à Lénine et Trotski, 23 avril 1918, RGASPI, f. 325, op. 109, d. 46, p. 4-5, B. Kun à Moscou, 30(?) avril 1919, RGASPI, f. 325, op. 109, d. 46, p. 2.

[835] R. Service, *Comrades : Communism : A World History*, p. 88.

[836] Lettre au Comité central, 5 août 1919, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 59, p. 1-3.

[837] RGASPI, f. 325, op. 1, d. 59, p. 3-4.

[838] Trotski au Comité central, 5 août 1919, collection Trotski (HIA), carton 4, dossier 93, p. 2.

[839] *The Communist International in Lenin's Time :*

Workers of the World and Oppressed Peoples Unite! Proceedings and Documents of the Second Congress, 1920, p. 784.

[840] *Ibid.*, p. 785-789.

[841] *Ibid.*, p. 789-790.

[842] *Ibid.*, p. 791-792.

[843] Voir [ici](#).

[844] Lettre de Ioffé à Trotski, 30 janvier 1919, RGVA, f. 33897, op. 3, d. 2, p. 1.

[845] M. Latsis au Département spécial de la Tchéka, 2 juin 1920, RGVA, f. 33897, op. 3, d. 46, p. 319.

[846] Voir le commentaire de Trotski dans *Oktyabr'skaya Revolyutsiya*, p. 7 : il y affirme avoir écrit l'ouvrage en grande partie pour les « travailleurs étrangers ».

[847] W. Reswick, *I Dreamt Revolution*, p. 78-79.

[848] L. Bryant, *Mirrors of Moscow*, notamment la page 140, M. Eastman, *Leon Trotsky : The Portrait of a Youth*, L. Eyre, *Russia Analysed*, A. Morizet, *Chez Lénine et Trotski. Moscou 1921*.

[849] A. Morizet, *Chez Lénine et Trotski. Moscou 1921*, p. viii-xi.

[850] R. W. Clark, *The Life of Bertrand Russell*, p. 469.

[851] H. G. Wells, *Russia in the Shadows*, p. 78.

[852] *Ibid.*, B. Russell, *The Theory and Practice of Bolshevism*. Voir aussi B. Russell, *The Autobiography of Bertrand Russell, 1914-1944*, p. 141-151.

[853] R. H. Bruce Lockhart, *Memoirs of a British Agent*, p. 238.

[854] L. Bryant, *Mirrors of Moscow*, p. 131.

[855] M. Hoschiler, *Le Mirage du soviétisme*, p. 55.

[856] G. Zinoviev, *Vladimir Il'ich Lenin*. Voir N. Tumarkin, *Lenin Lives!*, p. 84.

[857] J. Staline, « Oktyabr'skii perevorot », *Pravda*, 6 novembre 1918.

[858] Trotski à V. I. Nevski, 5 août 1921, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 17.

[859] Voir, par exemple, Trotski à M. Eastman, 23 mai 1923, RGVA, f. 4, op. 14, d. 13s, p. 21.

[860] A. Balabanoff, *Impressions of Lenin*, p. 128.

[861] W. O'Rourke à Usick [sic], 24 août 1940, collection Trotski (HIA), carton 24, dossier 14.

[862] V. Netrebkskii, *Trotskii v Odesse*, p. 9.

[863] R. MacNeal, *Bride of the Revolution : Krupskaya and Lenin*, chap. 7.

[864] N. Sedova, document autobiographique dactylographié commencé le 24 décembre 1941 : collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 12.

[865] Projet d'arrêté, décembre 1919, RGVA, f. 33897, op. 3, d. 120.

[866] A. Ransome, *Russia in 1919*, p. 52.

[867] N. I. Sedova, « Otets i syn » (tapuscrit : 8 juin 1940), p. 12, collection Trotski, carton 27, dossier 11.

[868] C. Sheridan, *From Mayfair to Moscow*, p. 78.

[869] RGVA, f. 33897, op. 2, d. 113, p. 39.

[870] RGVA, f. 33897, op. 2, d. 32, p. 247.

[871] RGVA, f. 33897, op. 1, d. 450, p. 223.

[872] Mémoires de N. Sedova in V. Serge et N. Sedova-Trotsky, *The Life and Death of Leon Trotsky*, p. 83-84.

[873] A. Balabanoff, *Impressions of Lenin*, p. 133.

[874] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 37.

[875] *Ibid.*

[876] *Ibid.*, p. 27, 30, 34-36 et 47.

[877] *Ibid.*, p. 75.

[878] *New York Times*, 15 octobre 1921.

[879] C. Sheridan, *From Mayfair to Moscow*, p. 129.

[880] En français dans le texte (*NdT*).

[881] *Ibid.*, p. 140.

[882] En français dans le texte (*NdT*).

[883] En français dans le texte (*NdT*).

[884] *Ibid.*

[885] *Ibid.*

[886] *Ibid.*, p. 148.

[887] *Ibid.*, p. 138.

[888] Voir [ici](#).

[889] Trotski, *Terrorism and Communism*, p. 23.

[890] Voir ses notes au RGASPI, f. 325, op. 1, d. 67, p. 9.

[891] Lettre de Trotski à L. L. Sedov, 7 mars 1931 : collection Nicolaïevski (HIA), carton 308, dossier 87, p. 1.

[892] Rapport adressé à l'organisation du parti à

Iekaterinbourg, février-mars 1920, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 67, p. 4-6.

[893] « Tezisy doklada L. D. Trotskogo », 10 mars 1920 (Iekaterinbourg), *ibid.*, p. 4-6.

[894] Projet sans titre, mars 1920, *ibid.*, p. 9-10.

[895] « Trudovoe sorevnovanie », mars 1920(?) : *ibid.*, p. 37.

[896] Rapport adressé à l'organisation du parti à Iekaterinbourg, février-mars 1920, *ibid.*, p. 6-7.

[897] Notes au RGASPI, *ibid.*, p. 10.

[898] « Pochemu nuzhny oblastnye tsentry ? », *ibid.*, p. 27-28 ; « Trudovoe sorevnovanie » : *ibid.*, p. 37.

[899] Lettre de Trotski à une personne anonyme, 25 février 1921 : RGVA, f. 33987, op. 1, d. 439, p. 176, L. Trotskii, *Desyatyi s'ezd RKP(b)*, p. 349-350.

[900] J. Channon, « Trotsky, the Peasants and Economic Policy : A Comment », *Economy and Society*, n° 4 (1985), p. 513-523, F. Benvenuti, « Il dibattito sui sindacati », in *Pensiero e azione di Lev Trockij*, F. Gori (éd.), p. 262-263.

[901] V. I. Lénine à Trotski, 12 janvier 1920, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 405, p. 10.

[902] *Leninskii sbornik*, vol. 38, p. 298 et 300, R. Service, *Lenin : A Political Life*, vol. 3, p. 106-107.

[903] *Leninskii sbornik*, vol. 38, p. 298 et 300.

[904] *Desyatyi s'ezd RKP(b)*, p. 199.

[905] *Ibid.*, p. 157.

[906] *Ibid.*, p. 190 et 195.

[907] N. Davies, *White Eagle, Red Star*, p. 74-95.

[908] *Ibid.*, p. 100-101.

[909] Lettre aux comités du parti communiste russe (bolchevique) à Moscou et à Petrograd, 2 mai 1920 : collection Trotski (HIA), carton 4, dossier 42.

[910] L. Trotskii, *Voïna s Pol'shei*, p. 6-9.

[911] *Ibid.*, p. 12-13.

[912] *Ibid.*, p. 14.

[913] L. Trotskii, *Rech' t. Trotskogo na massovom mitinge v gor. Gomele, 10 maya 1920 g.*, p. 15.

[914] Trotski au RVS (conseil militaire révolutionnaire) du front occidental, 19 mai 1920, RGVA, f. 33987, op. 3, 46, p. 260.

[915] Lettre de Trotski à Tchitchérine (copie à Lénine, Kamenev, Krestinski et Boukharine), 4 juin 1920, collection Trotski (HIA), carton 4, dossier 22, p. 1.

[916] A. Balabanova à B. I. Nicolaïevski, 30 mars 1957, collection Nicolaïevski (HIA), carton 292, dossier 2.

[917] Plénum du Comité central, point 18, 16 juillet 1920, *ITsKKPSS*, n° 1 (1991), p. 122.

[918] *The Communist International in Lenin's Time : Workers of the World and Oppressed Peoples, Unite! Proceedings and Documents of the Second Congress, 1920*, p. 171-175.

[919] Note de Lénine à Sklianski, en août 1920, antérieurement au 26, collection Trotski (HIA), carton 7, dossier 31.

[920] Lettre de Lénine à Smilga, avec copie à Radek, Dzerzhinski et le Comité central polonais, 20 août 1920, *ibid.*, dossier 58.

[921] Lettre de Lénine à Zatonski, 19 août 1920, *ibid.*, dossier 84.

[922] Note de Lénine à Sklianski, 17 ou 18 août 1920, *ibid.*, dossier 35.

[923] Voir [ici](#).

[924] V. I. Lénine, *Polnoe sobranie sochinenii*, vol. 41, p. 458, et son rapport politique à la Neuvième Conférence du Parti, RGASPI, f. 17, op. 1, d. 5, p. 346.

[925] I. I. Kostyushko, *Pol'skoe byuro TsKRKP(b), 1920-1921 gg.*, p. 21-22.

[926] Appel de Trotski aux soldats de l'Armée rouge, 13 août 1920, RGVA, f. 33987, op. 3, d. 46, p. 724.

[927] N. Davies, *White Eagle, Red Star*, p. 211-220.

[928] *Devyataya konferentsiya RKP(b)*, p. 26.

[929] *Ibid.*, p. 25-26.

[930] *Ibid.*, p. 77.

[931] *Ibid.*, p. 82.

[932] Lénine à Trotski, 10 octobre 1920, RGASPI, f. 325, op. 2, d. 473.

[933] Plénum du Comité central, 29 septembre 1920, RGASPI, f. 17, op. 2, d. 36, p. 3.

[934] Réunion du Politburo, 1^{er} septembre 1920, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 106.

[935] Plénum du Comité central, 29 septembre 1920, RGASPI, f. 17, op. 2, d. 36, p. 3.

[936] *Ibid.*

[937] V. I. Lénine, *Polnoe sobranie sochinenii*, vol. 42, p. 235.

[938] Trotski en resta convaincu jusqu'en 1926, longtemps après qu'il eut renoncé à d'autres points de son argumentation, lettre à Lounatcharski, 14 avril 1926, collection Trotski (HIA), carton 11, dossier 56.

[939] RGASPI, f. 17, op. 2, d. 45, point 5.

[940] Plénum du Comité central, 24 décembre 1920, RGASPI f. 17, op. 2, d. 48, points 2 et 5.

[941] Plénum du Comité central, 27 décembre 1920, RGASPI, f. 17, op. 2, d. 49, point 1 ; V. I. Lénine, *Polnoe sobranie sochinenii*, vol. 42, p. 179 et 180-181.

[942] RGASPI, f. 17, op. 3, d. 127, p. 1.

[943] RGASPI, f. 17, op. 3, d. 128, point 2.

[944] RGASPI, f. 17, op. 3, d. 131, p. 1.

[945] V. I. Lénine, *Polnoe sobranie sochinenii*, vol. 42, p. 333.

[946] RGASPI, f. 17., op. 3, d. 131, point 1.

[947] *Ibid.*, p. 1.

[948] Lettre à un anonyme, 25 février 1921, RGVA, f. 33987, op. 1, d. 439, p. 176.

[949] Trotski au commandement de la flotte de la Baltique, 1^{er} mars 1921 : RGASPI, f. 17, op. 109, d. 89, p. 11.

[950] Ordre de Trotski, 5 mars 1921, in *Neizvestnyi Trotskii. Krasnyi Bonapart. Dokumenty, materially, razmyshleniya*, V.

Krasnov and V. Daines (éd.), p. 339.

[951] 5 mars 1921 : *ibid.*, p. 340-341.

[952] Trotski au Politburo, 10 mars 1921, *ibid.*, p. 346.

[953] Voir [ici](#) pour le débat public ultérieur. Dans son autobiographie, il éluda la question ; voir L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, chap. 38.

[954] L. Bryant, « Mutiny of Kronstadt Doomed », *Washington Times*, 16 mars 1921.

[955] *Desyatyti s"ezd RKP(b). Stenograficheskiï otchët*, p. 402.

[956] Trotski à Lounatcharski, 14 avril 1926, collection Trotski (HIA), carton 11, dossier 56.

[957] Matériaux pour un rapport sur l'Action de mars, 9 avril 1921, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 86, p. 1 ; Trotski à V. I. Lénine, 3 juillet 1921, *ibid.*, p. 72.

[958] Trotski à V. I. Lénine, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 406, p. 73-74.

[959] « Martovskoe revolyutsionnoe dvizhenie v Germanii : zametki dlya sebya », 19 avril 1921, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 292, p. 1-7.

[960] Réunion du Politburo, 27 avril 1921, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 155, point 11.

[961] *The Trotsky Papers*, vol. 2, p. 480-482.

[962] Échange de messages, 28-29 mars 1921, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 408, p. 198.

[963] W. Kopp à Trotski, 7 avril 1921, collection Trotski

(HIA), carton 5, dossier 64.

[964] RGASPI, f. 17, op. 2, d. 59, p. 1 ; *Desyatyi s"ezd RKP. Mart 1921 g. Stenograficheskii otche"t*, p. 473 et 491.

[965] GARF, f. 3316s, op. 2, d. 83, p. 2-4.

[966] RGASPI, f. 46, op. 1, d. 3, p. 16.

[967] *Ibid.*, p. 18.

[968] Voir notamment les discours de Vareikis, Tchoubar, Khramov et Pintsov, RGASPI, f. 46, op. 1, d. 2, p. 118-119, 146, 158 et 174.

[969] Dixième Conférence du Parti : RGASPI, f. 46, op. 1, d. 2, p. 91.

[970] RGASPI, f. 46, op. 1, d. 2, p. 124.

[971] RGASPI, f. 46, op. 1, d. 3, p. 16 et 18.

[972] Thèses sur la NEP, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 88, p. 4.

[973] *Ibid.*, p. 1-5.

[974] Discours du 7 septembre 1921 au soviet d'Odessa, *Petlya vmesto khleba*, p. 9 et 11.

[975] En français dans le texte (*NdT*).

[976] *Ibid.*, p. 10.

[977] R. Service, *The Bolshevik Party in Revolution : A Study in Organisational Change*, p. 176-177.

[978] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 214-215.

[979] Lettre de Trotski à V. I. Lénine, 18 avril 1922, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 407, p. 44-45.

[980] *ITsKKPSS*, n° 4 (1990), p. 189.

[981] R. Service, *Lenin : A Political Life*, vol. 3, p. 240-241.

[982] *ITsKKPSS*, n° 4 (1990), p. 191-193.

[983] *Ibid.*, p. 194.

[984] Trotski au Politburo, collection Trotski (HIA), carton 5, dossier 32.

[985] Ya. Leibovitz, « Otkrytoe pis'mo L'vu Trotskomu », p. 1.

[986] L. Chamberlain, *The Philosophy Steamer : Lenin and the Exile of the Intelligentsia*, p. 137-139.

[987] *Izvestiya Tsentral'nogo Komiteta KPSS*, n° 4 (1991), p. 187-188.

[988] M. I. Ul'yanova, *Izvestiya Tsentral'nogo Komiteta KPSS*, n° 12 (1989).

[989] *The Trotsky Papers*, vol. 2, p. 788.

[990] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 216.

[991] *Ibid.*, p. 217.

[992] Trotski à G. E. Zinoviev, 22 février 1923, RGVA, f. 4, op. 14, d. 13s, p. 17.

[993] Trotski à tous les membres du Comité central, 20 janvier 1923, collection Trotski (HIA), carton 5, dossier 13, p. 1-4.

[994] L. Fotieva à L. B. Kamenev, 16 avril 1923, collection Trotski (HIA), carton 8, dossier 47.

[995] Trotski au Comité central, 16 avril 1923, collection Trotski (HIA), carton 5, dossier 17.

[996] Trotski au Comité central, 16 avril 1923, collection Trotski (HIA), carton 5, dossier 18.

[997] Trotski à Staline, 18 avril 1923, collection Trotski (HIA), carton 4, dossier 74.

[998] Trotski au Comité central, 28 mars 1923, collection Trotski (HIA), carton 5, dossier 16.

[999] *Dvenadtsatyi s"ezd RKP(b)*, p. 479-495.

[1000] Trotski à D. F. Svertchkov, 31 juillet 1923, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 457, p. 1-2.

[1001] Trotski au Comité central, 15 juin 1923, collection Trotski (HIA), carton 5, dossier 19.

[1002] *Izvestiya Tsentral'nogo Komiteta KPSS*, n° 4 (1991), p. 179-191.

[1003] R. V. Daniels, *The Conscience of the Revolution. Communist Opposition in Soviet Russia*, p. 196-199.

[1004] *Izvestiya Tsentral'nogo Komiteta KPSS*, n° 4 (1991), p. 179-191.

[1005] 4 juillet 1923, RGASPI, f. 17, op. 2, d. 100, p. 2-3.

[1006] G. Sokolnikov à la réunion du Politburo meeting, 26 octobre et 2 novembre 1925, *Stenogrammy zasedanii Politbyuro TsK RKP(b)-VKP(b), 1923-1938 gg.*, vol. 1, p. 359.

[1007] Trotski, ébauche d'article, 29 juin 1923, RGVA, f. 4, op. 14, d. 13s, p. 56-61, Trotski au plénum du Comité central, 23 septembre 1923, RGASPI, f. 17, op. 2, d. 101, p. 11.

[1008] Zinoviev a lu la lettre au plénum du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, le 5 août 1927

(RGASPI, f. 17, op. 2, d. 317, V-iii, p. 22).

[1009] Discours de Staline au plénum du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, 29 juillet–9 août 1927, RGASPI, f. 17, op. 2, d. 304, p. 99-101.

[1010] Discours de Zinoviev (version confidentielle imprimée) au plénum du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, 29 juillet–9 août 1927, RGASPI, f. 17, op. 2, d. 317 (V-iii), p. 22.

[1011] Plénum du Comité central, 25 septembre 1923, RGASPI, f. 17, op. 2, d. 103, points 2 et 3.

[1012] *Sotsialisticheskii vestnik* (Berlin), 28 mai 1924.

[1013] R. Service, *The Bolshevik Party in Revolution : A Study in Organisational Change*, p. 198-199.

[1014] Plénum du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, 26 octobre 1923, RGASPI, f. 17, op. 2, d. 104, p. 26.

[1015] *Ibid.*, p. 39, 39b et 40.

[1016] *Ibid.*, p. 40b, 41 et 43b.

[1017] *Ibid.*, p. 42.

[1018] *Ibid.*, p. 43.

[1019] *Ibid.*, p. 43b.

[1020] *Ibid.*, p. 75.

[1021] « Novyi kurs », *Pravda*, 8 décembre 1923.

[1022] *Ibid.*

[1023] G. Rosenthal, *Avocat de Trotski* p. 74.

[1024] Lettre de Trotski à N. Kroupskaïa, 16 novembre 1923, RGVA, f. 4, op. 14s, d. 17s, p. 290.

[1025] A. Belenkii à N. Lakoba, 6 janvier 1924, documents Nestor Lakoba (HIA), carton 2.

[1026] J. Staline au plénum du Comité central, 14-15 janvier 1924, RGASPI, f. 17, op. 2, d. 107, p. 14-17.

[1027] J. Staline au même plénum : *Ibid.*, p. 94-96.

[1028] Voir la liste des délégués de la *Trinadtsataya konferentsiya RKP(b) : byulleten'*.

[1029] RGASPI, f. 17, op. 2, d. 107, p. 93-101 et 151-156.

[1030] *Ibid.*, p. 100-101.

[1031] R. Service, *The Bolshevik Party in Revolution : A Study in Organisational Change*, p. 193.

[1032] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 249-250.

[1033] Plénum du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, 22 janvier 1924, point 1/7, RGASPI, f. 17, op. 2, d. 110, p. 1 ; RGVA, f. 33987, op. 3, d. 80, p. 587.

[1034] Trotski à C. Malamuth, 21 octobre 1939, collection Trotski (HIA), carton 11, dossier 60.

[1035] S. Ordjonikidzé à N. Lakoba, 18 janvier 1924, documents Nestor Lakoba (HIA), carton 2 ; F. Dzerjinski à N. Lakoba, 18 janvier 1924 : *ibid.* ; E. A. Kvantaliani, président de la Tchéka de Géorgie, à N. Lakoba, 27 janvier 1924 : *ibid.*

[1036] RGASPI, f. 17, op. 2, d. 111, p. 1.

[1037] *Ibid.*

[1038] *Ibid.*, p. 2.

[1039] RGASPI, f. 17, op. 2, d. 113, p. 1.

[1040] M. Eastman, *Love and Revolution : My Journey through an Epoch*, p. 333.

[1041] L. Trotskii, *Literatura i revolyutsiya*, p. 190.

[1042] V. I. Lénine, *Polnoe sobranie sochinenii*, vol. 45, p. 390–397, L. Trotskii, *Literatura i revolyutsiya*, p. 142.

[1043] L. Trotski, *Les Questions du mode de vie*, Paris, Union générale d'éditions, collection 10-18, 1976, Préface à la seconde édition.

[1044] *Ibid.*, p. 7, 32-33, 43, 47-48, 51, 54 et 74.

[1045] L. Trotskii, *Literatura i revolyutsiya*, p. 5.

[1046] *Vserossiiskaya konferentsiya R.K.P. (bol'shevikov). 4-7 avgusta 1922 g. Byulleten'*, bulletin n° 3, p. 80 et 82.

[1047] Lettre à Kamenev, probablement de 1922 : RGASPI, f. 325, op. 1, d. 450, p. 2a/b.

[1048] Voir [ici](#).

[1049] Lettre à A. K. Voronski, 10 et 11 septembre 1922, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 450, p. 3 et 4.

[1050] Trotski to A. Gramsci, 30 août 1922, RGVA, f. 4, op. 14, d. 13s, p. 154.

[1051] V. I. Lénine, *Polnoe sobranie sochinenii*, vol. 45, p. 363-364.

[1052] RGASPI, f. 325, op. 1, d. 449, p. 1 et 2-4.

[1053] Lettre à *Krokodil*, 7 juin 1923, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 456, p. 1.

[1054] *Ibid.*, d. 338.

[1055] F. K. Sologoub à Trotski, 28 septembre 1920, Trotski à F. K. Sologoub, 30 septembre 1920, GARF, f. 3430s, op. 1s, d. 19, p. 1 et 2. Voir aussi Trotskyto F. K. Sologoub, 4 octobre 1911, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 599, p. 1.

[1056] Brioussov à Trotski, 6 avril 1922 : RGVA, f. 33987, op. 3, d. 2, p. 70-71.

[1057] Ev. Trifonov à Trotski, RGVA, f. 4, op. 14, d. 13s, p. 225.

[1058] L. Trotskii, *Literatura i revolyutsiya*, p. 86 et 233.

[1059] *Ibid.*, p. 36.

[1060] *Ibid.*, p. 140-143 et 151-152.

[1061] *Ibid.*, p. 157-158.

[1062] Trotski au Politburo, présidium du CCC et du comité exécutif du Komintern, 6 septembre 1927, collection Trotski (HIA), carton 12, dossier 42, p. 9.

[1063] C'est seulement lorsque Bedny a pris le parti de Staline contre l'Opposition que Trotski a porté un jugement négatif sur ses qualités littéraires (cf. notes de travail de 1927, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 365, p. 29).

[1064] A. Andreev et Trotski à la réunion du Politburo, le 3 juin 1926, *Stenogrammy zasedanii Politbyuro TsK RKP(b)-VKP(b), 1923-1938 gg.*, vol. 1, p. 778.

[1065] Yu. V. Got'e, *Moi zametki*, p. 132. C'est l'auteur de cet ouvrage, directeur de la bibliothèque, qui a reçu Natalia Sedova.

[1066] L. Trotskii, *Delo bylo v Ispanii (po zapisnoi knizhke)*.

[1067] *Ibid.*, p. 5.

[1068] L. Trotskii, *O Lenine : materialy dlya biografi*, p. 10-11.

[1069] *Ibid.*, p. 66.

[1070] L. Trotskii, *Voprosy byta : epokha 'kult'urnichestva' i eë zadachi* (3^e édition), p. 3. La première préface était datée du 4 juillet 1923, la seconde du 9 septembre de la même année.

[1071] N. Boukharine, *K voprosu o trotskizme*.

[1072] Ian Thatcher évoque de façon remarquable la révision de ces articles dans *Leon Trotsky and World War One : August 1914-February 1917*, p. 73-75.

[1073] L. Trotskii, *Stalinskaya shkola fal'tsifikatsii*.

[1074] L. Trotskii, *O Lenine : materialy dlya biografi*, voir notamment p. vii.

[1075] *Zarya Vostoka*, 12 avril 1924.

[1076] L. Trotskii, *Na putyakh k evropeiskoi revolyutsii*. (*Rech' v Tiflise, 11 aprelya 1924*), p. 3.

[1077] *Zarya Vostoka*, 12 avril 1924.

[1078] RGASPI, f. 52, op. 1, d. 57, p. 112, 122 et 183-184.

[1079] *Ibid.*, p. 186.

[1080] *Trinadtsatyi s"ezd RKP(b). Mai 1924 goda. Stenograficheskiï otche"t*, p. 754.

[1081] *Ibid.*, p. 146-156.

[1082] *Ibid.*, p. 158.

[1083] Voir [ici](#).

[1084] Voir [ici](#).

[1085] Voir [ici](#).

[1086] L. Trotskii, *Sochineniya*, vol. 3, 1^{re} partie : 1917: *Ot fevralya do oktyabrya*, p. ix–lxviii.

[1087] L. Trotskii, *Uroki Oktyabrya*, chap. 1.

[1088] *Ibid.*, chap. 4-5.

[1089] *Ibid.*, chap. 6-7.

[1090] *Ibid.*, chap. 8.

[1091] M. Eastman, *Love and Revolution : My Journey through an Epoch*, p. 414.

[1092] Présidium du Politburo et de la Commission centrale de contrôle, 8 septembre 1927, RGASPI, f. 17, op. 163, d. 705.

[1093] Dans les années vingt, les leaders des comités de province reçurent cependant des exemplaires à titre confidentiel : voir R. Service, « The Way They Talked Then : The Discourse of Politics in the Soviet Party Politburo in the Late 1920s », in *The Lost Politburo Transcripts*, P. Gregory and N. Naimark (éd.).

[1094] Trotski à Mikhaïl Glazman, 26 décembre 1924, collection Trotski (HIA), carton 4, dossier 25.

[1095] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 261.

[1096] Voir [ici](#).

[1097] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 261.

[1098] Trotski à N. I. Boukharine, « K voprosu o 'samokritike » , 8 janvier 1926, collection Trotski (HIA), carton 9, dossier 47, p. 1-4.

[1099] Journal de 1935, in L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 77.

[1100] Trotski à l'opposition de gauche en Chine, 5 août 1931, p. 1, collection Trotski (HIA), carton 11, dossier 31.

[1101] Trotski à N. I. Boukharine, « K voprosu o 'samokritike », 8 janvier 1926, collection Trotski (HIA), carton 9, dossier 47, p. 1-4.

[1102] Voir [ici](#).

[1103] R. Service, *Lenin : A Biography*, p. 330.

[1104] C. Sheridan, *From Mayfair to Moscow*, p. 136-137.

[1105] L. Trotskii, *Politicheskie siluety*, p. 224.

[1106] L. Trotskii, « Sklyanskii pogib », *Pravda*, 29 août 1925.

[1107] Trotski à M. Eastman, février 1923, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 18.

[1108] M. Eastman, *Love and Revolution : My Journey through an Epoch*, p. 402. Eastman désavoua l'édition américaine de *Leon Trotsky : The Portrait of a Youth*, publiée en 1925, à cause de la correction sur épreuves. Il voulait donner à l'édition britannique un caractère plus digne de foi.

[1109] M. Eastman, *Love and Revolution : My Journey through an Epoch*, p. 443.

[1110] *Ibid.*, p. 446-447.

[1111] *Ibid.*, p. 443.

[1112] Trotski à N. I. Muralov, 11 septembre 1928, collection Trotski (HIA), carton 11, dossier 65 ; M. Eastman, *Love and*

Revolution : My Journey through an Epoch, p. 512.

[1113] M. Eastman, *Great Companions : Critical Memoirs of Some Famous Friends*, p. 123.

[1114] M. Eastman, *Love and Revolution : My Journey through an Epoch*, p. 352.

[1115] Voir [ici](#).

[1116] Voir [ici](#).

[1117] Voir [ici](#).

[1118] *Kak lomali NEP*, vol. 4 (plénum du Comité central et de la CCC, 16-23 avril 1929), p. 246.

[1119] Réunion du Politburo, 8 septembre 1927, *Stenogrammy zasedanii Politbyuro TsK RKP(b)-VKP(b), 1923-1938 gg.*, vol. 2, p. 597.

[1120] M. Eastman, *Great Companions : Critical Memoirs of Some Famous Friends*, p. 113.

[1121] V. Serge et N. Sedova, *The Life and Death of Leon Trotsky*, p. 121.

[1122] Sur Olga Kameneva, voir *op. cit.*, p. 264.

[1123] E. A. Preobrajenski à Trotski, n.d. : collection Trotski (HIA), carton 12, dossier 4, p. 3.

[1124] L. Trotskii, *Portrety revolyutsionerov*, p. 334-343.

[1125] *Ibid.*

[1126] M. Eastman, *Love and Revolution : My Journey through an Epoch*, p. 425.

[1127] M. Eastman, *Since Lenin Died*, p. 93-94.

[1128] Voir *Stenogrammy zasedanii Politbyuro TsK RKP(b)-VKP(b)*, 1923-1938 gg.

[1129] Réunion du Politburo, 3 juin 1926, *Ibid.*, vol. 1, p. 778.

[1130] M. Eastman, *Leon Trotsky : The Portrait of a Youth* (éd. londonienne), p. 196.

[1131] R. Service, *Stalin : A Biography*, p. 233.

[1132] N. Ioffé, *Moi otets Adol'f Abramovich Ioffe : vospominaniya, dokumenty i materialy*, p. 38.

[1133] A. I. Boyarchikov, *Vospominaniya*, p. 149-150.

[1134] *Ibid.*, p. 150-151.

[1135] Voir [ici](#).

[1136] M. Eastman, *Love and Revolution : My Journey through an Epoch*, p. 409.

[1137] G. A. Ziv, *Trotskii : kharakteristika. (Po lichnym vospominaniyam)*, p. 33.

[1138] *Ibid.*

[1139] C. Sheridan, *From Mayfair to Moscow*, p. 144. Ils parlaient en français : « Je tombe toujours en avant. »

[1140] *Punch*, 21 janvier 1920.

[1141] N. Sedova, « Une page au Journal », Coyoacán, juillet 1958 : collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 19, p. 2 (en russe).

[1142] N. Sedova, « Devochki », p. 4 : collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13.

[1143] *Ibid.*

[1144] *Ibid.*, p. 5.

[1145] *Ibid.*

[1146] M. Shachtman, « Natalya Ivanovna Sedoff (Sedova) », p. 7, Albert Glotzer Papers (HIA), carton 27.

[1147] *Ibid.*, p. 8.

[1148] Remarque de Trotski à Max Eastman, *Leon Trotsky : The Portrait of a Youth*, p. 49.

[1149] Journal de 1935, in L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 91.

[1150] Remarque de Trotski à Max Eastman, *Leon Trotsky : The Portrait of a Youth*, p. 49.

[1151] Journal de 1935, in L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 91.

[1152] Témoignage de Julia Axelrod, la fille de Sergueï, qui l'apprit de sa mère (souvenirs de Julia Axelrod, sans titre, n.d.), n° 3, p. 21, dossier Julia Axelrod (HIA). Voir aussi ses commentaires sur le journal de Sergueï (dossier Julia Axelrod, HIA, p. 40), et P. Broué, *Léon Sedov, fils de Trotski, victime de Staline*, p. 32.

[1153] Confidence à Max Shachtman, cf. son « Natalia Ivanovna Sedoff (Sedova) », p. 4, dossier Albert Glotzer (HIA), carton 27.

[1154] *Ibid.*, p. 7.

[1155] N. Sedova, ébauche d'article « Vinovnost Stalina », 18 avril 1942, dossier Albert Glotzer (HIA), carton 16, p. 2.

[1156] *Ibid.*

[1157] Journal de 1935, in L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 72-3.

[1158] *Ibid.*, p. 94.

[1159] *Ibid.*, p. 110.

[1160] Les premiers à mettre le doigt là-dessus furent R. B. Day, A. Nove et R. W. Davies.

[1161] Réunion du Politburo, 10 décembre 1925, *Stenogrammy zasedanii Politbyuro TsK RKP(b)-VKP(b), 1923-1938 gg.*, vol. 1, p. 458, 463 et 464, réunion du 5 juillet 1926, *ibid.*, vol. 2, p. 225-227.

[1162] Réunion du Politburo, 28 juin 1926, *ibid.*, vol. 2, p. 162-163.

[1163] Réunion du Politburo, 5 juillet 1926, *ibid.*, p. 244.

[1164] Réunion du Politburo, 28 juin 1926, *ibid.*, p. 160.

[1165] L. Trotskii, *K sotsializmu ili kapitalizmu ? Planovoe khozyaistvo Gosplan SSSR*, p. 1-61. Publié également dans la *Pravda* et *Izvestiya*, 1-22 septembre 1925.

[1166] *Kak lomali NEP. Stenogrammy plenumov TsK VKP(b), 1928-1929*, vol. 4, p. 607 (Déclaration de Boukharine, Rykov, Tolski, 9 février).

[1167] Réunion du Politburo, 25 février 1926 : *Stenogrammy zasedanii Politbyuro TsK RKP(b)-VKP(b), 1923-1938 gg.*, vol. 1, p. 616.

[1168] Réunion du Politburo, 2 août 1926, *ibid.*, vol. 2, p. 326-327.

[1169] Réunion du Politburo, 25 février 1926, *Ibid.*, vol. 1, p. 640. Voir aussi p. 638-639.

[1170] « Popravka tov. Trotskogo k proektu rezolyutsii t. Rykova o khozyaistvennom razvitii SSSR », 12 avril 1926, collection Trotski (HIA), carton 15, dossier 15, p. 1-5.

[1171] Voir [ici](#).

[1172] En français dans le texte (NdT).

[1173] Réunion du Politburo, 14 juin 1926, *Stenogrammy zasedanii Politbyuro TsK RKP(b)-VKP(b), 1923-1938 gg.*, vol. 2, p. 109.

[1174] *Ibid.*, p. 109-110.

[1175] *Ibid.*, p. 110.

[1176] « Zametki na natsional'nom voprose », 5 mai 1927, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 157, p. 4-5.

[1177] Voir [ici](#).

[1178] G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 74.

[1179] Discours de Zinoviev (version imprimée confidentielle) au plénum du Comité central et de la CCC, 29 juillet-9 août 1927, RGASPI, f. 17, op. 2, d. 317 (V-iii), p. 22.

[1180] Collection Trotski (HIA), carton 12, dossier 4, lettre 1 (n.d.), p. 1.

[1181] RGASPI, f. 17, op. 2, d. 292, p. 108.

[1182] RGASPI, f. 17, op. 2, d. 290, p. 279-280.

[1183] RGASPI, f. 17, op. 2, d. 291, p. 50.

[1184] *Ibid.*, p. 51-52.

[1185] RGASPI, f. 17, op. 2, d. 293, p. 175 ; RGASPI, f. 17, op. 2, d. 304, p. 99 et 100-101.

[1186] RGASPI, f. 17, op. 2, d. 306, p. 79-85.

[1187] RGASPI, f. 17, op. 2, d. 293, p. 155.

[1188] RGASPI, f. 17, op. 2, d. 294, p. 198-199.

[1189] RGASPI, f. 17, op. 2, d. 317 (V-iii), p. 69.

[1190] *Ibid.*, p. 6 et 8.

[1191] *Ibid.*, p. 97.

[1192] Réunion du Politburo, 8 et 11 octobre 1926, *Stenogrammy zasedanii Politbyuro TsK RKP(b)-VKP(b), 1923-1938 gg.*, vol. 2, p. 361 (plainte de A. A. Solts).

[1193] RGASPI, f. 17, op. 2, d. 293, p. 175.

[1194] *Ibid.*

[1195] *Ibid.*, p. 170.

[1196] RGASPI, f. 17, op. 2, d. 317 (V-ii), p. 47 : il y est indiqué comme participant à la séance, mais il n'y est fait mention d'aucune intervention de sa part durant les débats.

[1197] RGASPI, f. 17, op. 2, d. 317 (V-iii), p. 8.

[1198] Trotski à N. I. Boukharine, « K voprosu o 'samokritike », 8 janvier 1926, collection Trotski (HIA), carton 9, dossier 47, p. 1-4.

[1199] Réunion du Politburo, 8 septembre 1927, *Stenogrammy zasedanii Politbyuro TsK RKP(b)-VKP(b), 1923-1938 gg.*, vol. 2, p. 594.

[1200] Journal de 1935, in L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 97, N. S. Sedova à S. Weber, 14 juillet 1935 : collection Trotski (HIA), carton 26, dossier 32, p. 2.

[1201] Réunion du Politburo, 8 septembre 1927,

Stenogrammy zasedanii Politbyuro TsK RKP(b)-VKP(b), 1923-1938 gg., vol. 2, p. 596.

[1202] A. A. Ioffé à Trotski, 27 août 1927, in N. Ioffé, *Moi otets Adol'f Abramovich Ioffe : vospominaniya, dokumenty i materialy*, p. 100.

[1203] RGASPI, f. 325, op. 1, d. 170, p. 1-2, 4 et 7.

[1204] *Ibid.*, p. 11.

[1205] G. Rosenthal, *Avocat de Trotski*, p. 22.

[1206] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 278.

[1207] G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 26. Rosenthal n'a pas dit d'où il lui venait sa connaissance des propos exacts tenus par Boukharine, à savoir, vraisemblablement, de Trotski. Il en a été fait état quarante-huit ans après l'événement. Pierre Naville, autre témoin de cette conversation téléphonique, en a donné une – légère – variante : « On ne peut pas t'exclure du Parti ! » (*Trotsky vivant*, p. 18.) Mais selon Naville, c'est Trotski lui-même qui aurait dit que les chefs du Kremlin avaient perdu la tête.

[1208] « Zhazhda vlasti » (brouillon, non daté, mais certainement écrit après la publication de *The Revolution Betrayed*), collection Nicolaïevski (HIA), carton 354, dossier 37, p. 2-3.

[1209] P. Naville, *Trotsky vivant*, p. 56.

[1210] Réunion du Politburo, 8 septembre 1927, *Stenogrammy zasedanii Politbyuro TsK RKP(b)-VKP(b), 1923-1938 gg.*, vol. 2, p. 366-367.

[1211] Lettre à A. Enukidzé, 15 novembre 1927, collection

Trotsky (HIA), carton 12, dossier 39.

[1212] P. Naville, *Trotsky vivant*, p. 56.

[1213] Lettre à A. Enukidzé, 15 novembre 1927, collection Trotsky (HIA), carton 12, dossier 39.

[1214] RGASPI, f. 325, op. 1, d. 479, p. 1.

[1215] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 283.

[1216] RGASPI, f. 325, op. 1, d. 479, p. 3-4.

[1217] G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 30.

[1218] PA TurFIL, f. 1, op. 3, d. 59, p. 77. Je suis reconnaissant à Tanya Okunskaya d'avoir mis à ma disposition une copie de ce document.

[1219] Notes de L. Sedov sur le voyage vers Alma-Ata (dactylographiées, pour son journal), collection Nicolaïevski (HIA), carton 303, dossier 3, p. 1.

[1220] N. Sedova, addendum au brouillon de « Tak eto bylo » (de novembre 1940, selon toute apparence), collection Trotsky (HIA), carton 27, dossier 12.

[1221] Mémoires de N. Sedova, reproduits dans *Moya zhizn'*, de L. Trotsky, vol. 2, p. 285-286.

[1222] A. I. Boyarchikov, *Vospominaniya*, p. 135-136.

[1223] Mémoires de N. Sedova, reproduits dans *Moya zhizn'*, de L. Trotsky, vol. 2, p. 286.

[1224] Journal de 1935 in L. Trotskii, *Dnevniki i pis'ma*, p. 93.

[1225] Mémoires de N. Sedova, reproduits dans *Moya zhizn'*, de L. Trotsky, vol. 2, p. 286.

[1226] Notes de L. Sedov sur le voyage vers Alma-Ata

(dactylographiées, pour son journal), collection Nicolaïevski (HIA), carton 303, dossier 3, p. 2.

[1227] A. I. Boyarchikov, *Vospominaniya*, p. 135-136.

[1228] Journal de 1935 in L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 93.

[1229] A. I. Boyarchikov, *Vospominaniya*, p. 137-138.

[1230] Notes de L. Sedov sur le voyage vers Alma-Ata (dactylographiées, pour son journal), collection Nicolaïevski (HIA), carton 303, dossier 3, p. 4-6.

[1231] *Ibid.*, p. 6-7.

[1232] *Ibid.*, p. 7.

[1233] *Kak lomali NEP. Stenogrammy plenumov TsK VKP(b), 1928–1929*, vol. 2, p. 268, 358-359, 395, 439, 620 et 629.

[1234] Notes de L. Sedov sur le voyage vers Alma-Ata (dactylographiées, pour son journal), collection Nicolaïevski (HIA), carton 303, dossier 3, p. 6-7.

[1235] N. Sedova à J. Hansen, 11 novembre 1940, dossier Joseph Hansen (HIA), carton 33, dossier 14.

[1236] L. Trotsky, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 295-297.

[1237] collection Nicolaïevski (HIA), carton 355, dossier 26.

[1238] K. G. Rakovski à Trotski, 17 février 1928, collection Nicolaïevski, carton 356, dossier 7, p. 5 ; « Rakovskii, Khr. Georg. », *ibid.*

[1239] Voir note [1218](#).

[1240] RGASPI, f. 325, op. 1, d. 481, p. 8. Voir aussi N. Sedova in V. Serge et N. Sedova Trotski, *The Life and Death*

of Leon Trotsky, p. 159-160.

[1241] S. L. Sedov et A. Sedova à L. Sedov, 17 mars 1928, dossier Trotski (HL), T1222.

[1242] Trotski à D. Rivera, 7 juin 1933, collection Nicolaïevski (HIA), carton 308, dossier 72.

[1243] L. D. Trotskii, *Chto i kak proizoshlo ? Shest' statei dlya mirovoi burzhuaznoi pechati*, p. 12. Il n'y a aucune mention de cet épisode dans *Moya zhizn'*.

[1244] L. Trotski, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 295-297.

[1245] N. Sedova, « Devochki », mémoires écrits en 1941 ou 1942, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 1.

[1246] Trotski à A. G. Beloborodov, 17 mars 1928, dossier Albert Glotzer (HIA), carton 1.

[1247] E. A. Preobrajenski à Trotski, n.d. : collection Trotski (HIA), carton 12, dossier 4, p. 3.

[1248] *Kak lomali NEP. Stenogrammy plenumov TsK VKP(b), 1928–*, vol. 5, p. 620-622.

[1249] *Ibid.*, vol. 4, p. 696 (notes de Zinoviev sur le compte rendu, par Kamenev, de sa conversation avec Boukharine en juillet 1928).1929

[1250] *Ibid.*, vol. 5, p. 620.

[1251] Trotski aux camarades de l'Opposition en exil, 1^{er} octobre 1928, RGASPI, f. 325, op. 1, d. 481, p. 96.

[1252] Cette lettre a été rédigée à l'encre sympathique et adressée à la direction centrale du parti et du Komintern par le biais d'un exemplaire du journal du poète Alexandre Blok, *Dnevnik Al. Bloka*, aux pages 121, 125 et 135. On ne sait rien

de son éventuelle diffusion ultérieure. Cet exemplaire de *Dnevnik Al. Bloka* est conservé aux archives de l'Institut Hoover.

[1253] *Kak lomali NEP. Stenogrammy plenumov TsK VKP(b), 1928-1929*, vol. 4 (plénium du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, 16-23 avril 1929), p. 316 (Rykov), 405 (Molotov), 717 (note de fin, p. 265).

[1254] Ordjonikidzé à la CCC, 23 octobre 1930 : *Stenogrammy zasedanii Politbyuro TsK RKP(b)-VKP(b), 1923-1938 gg.*, vol. 3, p. 242.

[1255] L. D. Trotskii, *Chto i kak proizoshlo ? Shest' statei dlya mirovoi burzhuaznoi pechaty*, p. 17 et 19. Cet opuscule donne un récit de l'expulsion un peu plus complet que dans son autobiographie.

[1256] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 2, p. 315.

[1257] L. D. Trotskii, *Chto i kak proizoshlo ? shest' statei dlya mirovoi burzhuaznoi pechaty*, p. 21.

[1258] *Ibid.*, p. 8-9.

[1259] Ö. S. Coşar, *Troçki Istanbul'da*, p. 14-33. Je remercie ici Harun Yılmaz de m'avoir donné accès au contenu de cet ouvrage. Sur le pseudonyme de Sedov, se reporter à la déclaration du consul général du soviet, collection Nicolaïevski (HIA), carton 303, dossier 1.

[1260] Ö. S. Coşar, *Troçki Istanbul'da*, p. 62-66.

[1261] L. L. Sedov à « Tenzov », mai/juin 1930, collection Nicolaïevski (HIA), carton 368, dossier 29, Trotski à L. L. Sedov, 7 avril 1931, collection Nicolaïevski (HIA), carton 308, dossier 87.

[1262] N. Sedova dans *The Life and Death of Leon Trotsky*, V. Serge et N. Sedova Trotski, p. 163.

[1263] M. Eastman, *Great Companions : Critical Memoirs of Some Famous Friends*, p. 116.

[1264] G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 95.

[1265] *Ibid.*, p. 72.

[1266] M. Eastman, *Great Companions : Critical Memoirs of Some Famous Friends*, p. 117.

[1267] Journal de 1935 in L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 74.

[1268] Trotski à S. Kharine (Paris), 29 mai 1929, collection Nicolaïevski (HIA), carton 307, dossier 56.

[1269] Trotski à L. L. Sedov, mai 1929, collection Nicolaïevski (HIA), carton 312, dossier 4.

[1270] *Byulleten' oppozitsii*, n° 1/2 (juillet 1929), p. 6-8.

[1271] A. Glotzer, *Trotsky : Memoir and Critique*, p. 35.

[1272] *Ibid.*, p. 48.

[1273] G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 72-73.

[1274] S. Weber, « Recollections of Trotsky », *Modern Occasions*, printemps 1972, p. 181.

[1275] A. Glotzer, *Trotsky : Memoir and Critique*, p. 84.

[1276] *Ibid.*, p. 52.

[1277] G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 96.

[1278] L. L. Sedov au collégium de la Guépéou, 14 août 1929, GARF, f. 3316s, op. 2, d. 83.

[1279] J. Van Heijenoort, *With Trotsky in Exile : From*

Prinkipo to Coyoaca'n, p. 7.

[1280] Trotski à L. Sedov, 11 juin 1931, collection Nicolaïevski (HIA), carton 309, dossier 22, p. 2.

[1281] P. Broué, *Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline*, p. 90.

[1282] Collection Nicolaïevski (HIA), carton 309, dossier 2.

[1283] *Ibid.*

[1284] Collection Nicolaïevski (HIA), carton 306, dossiers 70-75 et 93-94. L'un des télégrammes de Sergueï était rédigé dans une sorte de charabia donnant à peu près ceci : « 'vse zederowi rabotain poslal pisma krepka zeluiu sergoz ». Ce qui signifie quelque chose comme : « Tout le monde va bien. Je travaille. J'ai envoyé des lettres. Grosses bises. Sergueï. »

[1285] *Ibid.*, dossier 94.

[1286] Collection Nicolaïevski (HIA), carton 311, dossiers 41 et 45.

[1287] N. Sedova, « Devochki », mémoires écrits en 1941 ou 1942, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 5.

[1288] *Ibid.*

[1289] *Ibid.*

[1290] *Ibid.*

[1291] *Ibid.*, p. 7.

[1292] *Ibid.*, p. 6.

[1293] Trotski à Elena Krylenko et Max Eastman, 3 mars 1931, collection Nicolaïevski (HIA), carton 307, dossier 61, p. 1.

[1294] A. Glotzer, *Trotsky : Memoir and Critique*, p. 34-35.

[1295] *Ibid.*, p. 37-39.

[1296] *Ibid.*, p. 37.

[1297] *Ibid.*, p. 60.

[1298] Y. Craipeau, *Mémoires d'un dinosaure trotskyste : secrétaire de Trotsky en 1933*, p. 97-98.

[1299] N. Sedova, « Devochki », mémoires écrits en 1941 ou 1942, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 13, p. 6.

[1300] Trotski à L. Sedov, non daté [1932], collection Nicolaïevski (HIA), carton 309, dossier 87.

[1301] Trotski à L. Sedov, 22 décembre 1932, collection Nicolaïevski (HIA), carton 310, dossier 54, p. 1-4.

[1302] Trotski à L. Sedov, janvier 1933, collection Nicolaïevski (HIA), carton 310, dossier 58.

[1303] Trotski à A. L. Bronstein, 8 janvier 1933, in *Neizvestnyi Trotskii. Krasnyi Bonapart : Dokumenty, mneniya, razmyshleniya*, V. Krasnov et V. Daynes (éd.), p. 497-498. Alexandra Bronstein a répété cette lettre de mémoire au cours d'une conversation avec Nadejda Ioffé à Kolyma en 1936 (N. Ioffé, *Vremya nazad. Moya zhizn', moya sud'ba, moya epokha*, p. 49-50).

[1304] A. Bronstein à Trotski, 31 août 1933, p. 1-3, bMS Russ 13.1 T12608, dossier Trotski (HL). Je dois dire que les citations extraites de cette missive émouvante par Isaac Deutscher sont inexactes. Pour une liste complète des erreurs factuelles contenues dans sa trilogie sur Trotski, se reporter à l'ouvrage de J. van Heijenoort, *With Trotsky in Exile*, p. 151-155.

[1305] *Ibid.*, p. 4-6.

[1306] « Zhalkii dokument', collection Nicolaïevski (HIA), carton 312, dossier 4.

[1307] Ébauche de la première circulaire [1931] : *ibid.*,

carton 313, dossier 17.

[1308] Lettre de Trotski au comité exécutif du Léninbund, avec envoi d'une copie à *La Vérité*, *Lutte des classes*, *Le Communiste*, *Le Militant* et le Comité national de la ligue communiste (États-Unis), 29 août 1929, dossier Albert Glotzer (HIA), carton 1, p. 1.

[1309] *Ibid.*, p. 2. Ici, l'anglais ici est plutôt chaotique. J'ai repris la traduction envoyée à la ligue communiste aux États-Unis.

[1310] *Ibid.*, p. 1.

[1311] L'introduction à l'édition française est datée de 1931, collection Nicolaïevski (HIA), carton 344, dossier 39, p. 1-2.

[1312] Voir [ici](#).

[1313] Trotski à A. Treint, 22 septembre 1931, collection Nicolaïevski (HIA), carton 311, dossier 42, p. 1.

[1314] Trotski à S. Kharine, avril 1929, collection Nicolaïevski (HIA), carton 307, dossier 50, p. 1-2.

[1315] Il confia cette lettre à Jakov Blioumkine, rencontré à Büyükkada, *ibid.*, dossier 10, p. 1-2. Voir également [ici](#).

[1316] Trotski à L. Sedov, 5 mai 1931, collection Nicolaïevski (HIA), carton 309, dossier 5.

[1317] Trotski à L. Sedov, 26 mai 1932, collection Nicolaïevski (HIA), carton 310, dossier 4.

[1318] R. Sobolevicius à Trotski, 25 décembre 1931, collection Nicolaevsky (HIA), carton 306, dossier 81.

[1319] L. Sedov à A. Sobolevicius, 18 décembre 1932, et à R. Sobolevicius, 16 décembre 1932, collection Nicolaïevski (HIA),

carton 311, dossiers 32 et 40.

[1320] Trotski à L. Sedov, 11 juin 1931 : collection Nicolaïevski (HIA), carton 309, dossier 22, p. 2.

[1321] Trotski à L. Sedov, 13 juin 1931 : collection Nicolaïevski (HIA), dossier 23.

[1322] « Otkrytoe pis'mo chlenam VKP(b) », 23 mars 1930, collection Nicolaïevski (HIA), carton 313, dossier 29, p. 3.

[1323] *Ibid.*, p. 10.

[1324] Trotski à L. Sedov, 3 septembre 1931, collection Nicolaïevski (HIA), carton 309, dossier 53.

[1325] L. Trotskii, *Dnevniki i pis'ma*, p. 123.

[1326] Trotski à L. Sedov, 23 juin 1931, collection Nicolaïevski (HIA), carton 309, dossier 27.

[1327] Trotski à L. Sedov, 13 octobre 1931, *ibid.*, dossier 60.

[1328] M. Buber-Neumann, *Von Potsdam nach Moskau*, p. 284.

[1329] A. Swabeck, « Report of Preliminary International Conference [of the] International Left Opposition (Bolshevik-Leninists), Held February 4 to 8, 1933 », p. 1-6, Dossier Arne Swabeck (HIA), carton 6, dossier 20.

[1330] L. Sedov à Trotski, 2 février 1933, collection Nicolaïevski (HIA), carton 306, dossier 24.

[1331] P. Broué, *Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline*, p. 113.

[1332] *Paris-Soir*, 16-17 juin 1933.

[1333] L. Sedov à Trotski, 13 décembre 1933, collection

Nicolaïevski (HIA), carton 306, dossier 54, p. 1.

[1334] Trotski à S. Tsion, journaliste russe correspondant en Suède, 16 décembre 1933, collection Nicolaïevski (HIA), carton 13, dossier 8.

[1335] Trotski à Lev Sedov, 29 novembre 1936, dossier Trotski (HL), T10183.

[1336] Le psychiatre-psychanalyste Wilhelm Reich voulait le rencontrer, mais il n'a pas fait le voyage, L. Sedov à Trotski, 13 décembre 1933, collection Nicolaïevski (HIA), carton 306, dossier 54.

[1337] Trotski à Diego Rivera, 7 juin 1933, collection Nicolaïevski (HIA), carton 308, dossier 72.

[1338] L. D. Trotskii, *Chto i kak proizoshlo? Shest' statei dlya mirovoi burzhuaaznoi pechati*.

[1339] A. Glotzer, *Trotsky: Memoir and Critique*, p. 38.

[1340] Voir, par exemple, « Avtobiograficheskie zametki » (écrit à Syzran en 1919), RGASPI, f. 325, op. 1, d. 14 ; la lettre de Trotski à V. Nevski, 5 août 1921, *ibid.*, d. 17 ; sa lettre à M. Eastman, février 1923, *ibid.*, d. 18.

[1341] Voir Max Eastman, ses rapports et conseils à Trotski, collection Nicolaïevski (HIA), carton 305, dossier 35 (17 septembre 1934) et dossier 36 (23 décembre 1934).

[1342] Les brouillons se trouvent dans la collection Nicolaïevski (HIA), cartons 332-343. Voir aussi N. Sedova à S. Weber, 12 novembre 1959, collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 5.

[1343] S. Weber, « Recollections of Trotsky », in *Modern*

Occasions, printemps 1972, p. 182.

[1344] *Ibid.* ; L. Trotskii, *Delo bylo v Ispanii*, p. 153. Il lisait Edgar Allan Poe pour se perfectionner en anglais.

[1345] Ébauche de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA). Voir, par exemple, le carton 312, dossiers 36-39.

[1346] *Ibid.*, dossier 39. Il se souvenait néanmoins que sa mère l'appelait Liova (comme en russe) plutôt que Leiba (yiddish).

[1347] L. Trotskii, *Moya zhizn'*, vol. 1, p. 34-35.

[1348] *Ibid.*

[1349] L. Trotsky, *History of the Russian Revolution*, vol. 1, chap. 1. Cf. B. Knei-Paz, *The Social and Political Thought of Leon Trotsky*, p. 89-90.

[1350] Ébauches de *Moya zhizn'*, collection Nicolaïevski (HIA). Voir, par exemple, carton 312, dossier 39.

[1351] *Ibid.*, dossiers 36-40.

[1352] *Ibid.*, carton 313, dossier 1 (chap. 9), p. 1.

[1353] *Ibid.*, dossier 5, p. 1.

[1354] Allusion à la réunion du Comité central, le 24 octobre 1917, Trotski déclara simplement : « Staline était absent. En général, il ne se montrait pas à Smolny car il passait son temps à la rédaction de l'organe central. » L. Trotsky, *History of the Russian Revolution*, vol. 3, p. 159.

[1355] Voir [ici](#).

[1356] Merci à Keith Sidwell d'avoir partagé sa connaissance de la culture de la Grèce antique avec moi.

[1357] L. Trotsky, *History of the Russian Revolution*, p. 161.
Voir aussi p. 198 et 272-273.

[1358] *Ibid.*, p.281.

[1359] *Ibid.*

[1360] *Ibid.*, p. 159.

[1361] *Ibid.*, p. 200.

[1362] *Ibid.*, p. 264.

[1363] *Ibid.*, p. 266.

[1364] *Ibid.*, p. 269-270.

[1365] L. Trotsky, *My Life: The Rise and Fall of a Dictator* (Thornton Butterworth, Londres, 1930). L'édition américaine est restée fidèle à l'idée de Trotski (*My Life: An Attempt at an Autobiography*, Charles Scribner's Sons, New York, 1930).

[1366] G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 112.

[1367] *Ibid.*, p. 113.

[1368] *Ibid.*, p. 115.

[1369] « Agenturnoe delo po nablyudeniyu trotskistskoi literatury za rubezhom », TsAFSB, f. 17548, d. 0292, t. 1, p. 185-188.

[1370] Collection Trotski (HIA), carton 11, dossier 49, lettre de Trotski à Suzanne La Follette, 4 juillet 1937.

[1371] M. Eastman, *Love and Revolution: My Journey through an Epoch*, p. 554.

[1372] M. Eastman, *Great Companions: Critical Memoirs of Some Famous Friends*, p. 114.

[1373] Voir [ici](#).

[1374] M. Eastman, *Love and Revolution: My Journey through an Epoch*, p. 554.

[1375] M. Eastman, *Great Companions: Critical Memoirs of Some Famous Friends*, p. 119-123.

[1376] *Vie de Lénine*, trad. M. Parijanine, revue et approuvée par l'auteur (Rieder, Paris, 1936).

[1377] *The Young Lenin*, édité et annoté par M. Friedberg, trad. M. Eastman (Doubleday, New York, 1972).

[1378] Trotski à Joe Hansen, 8 mars 1939, dossier Joseph Hansen (HIA), carton 34, dossier 2.

[1379] Cf. la décision de l'OGPU, du 18 janvier 1929 dans L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 43.

[1380] V. I. Lenin, *Polnoe sobranie sochinenii*, vol. 20, p. 96.

[1381] Circulaire de l'OGPU, 21 février 1929, « *Chekisms* » : *A KGB Anthology*, p. 107-109.

[1382] *Pravda*, 8 mars 1929.

[1383] *Pravda*, 2 juillet 1931.

[1384] Passeport de Trotski, collection Nicolaïevski (HIA), carton 303, dossier 7 ; L. Trotskii, *Byulleten' oppozitsii*, n° 27 (mars 1932), p. 1.

[1385] L. M. Kaganovitch au Politburo, 4 novembre 1930, *Stenogrammy zasedanii Politbyuro TsK RKP(b) – VKP(b), 1923-1938 gg.*, vol. 3, p. 152.

[1386] Trotski à L. Sedov, 9 octobre 1932 : collection Nicolaïevski (HIA), carton 310, dossier 40.

[1387] Trotski à L. Sedov, 17 octobre 1932, *ibid.*, dossier 42.

[1388] Trotski à L. Sedov, 30 octobre 1932, *ibid.*, dossier 48.

[1389] L. Trotskii, « Deistvitel'noe raspolozhenie figure na politicheskoi doske. (K protsessu men'shevikov) », *Byulleten' oppozitsii*, n° 21/22 (mai-juin 1931), p. 35-36.

[1390] « Ot redaktsii », *Byulleten' oppozitsii*, n° 51 (juillet-août 1936), p. 15.

[1391] « Tenzov » à L. Sedov, février 1933, collection Nicolaïevski (HIA), carton 375, dossier 1.

[1392] Blioumkine à Trotski, 2 avril 1929, collection Nicolaïevski (HIA), carton 374, dossier 48.

[1393] Blioumkine, « Avtobiografiya », p. 1-4, signé le 13 juin 1928 ; archives centrales du FSB, copie dans le dossier Volkogonov (HIA), carton 3, bobine 2 ; G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 103.

[1394] G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 103.

[1395] Un résumé de cette lettre se trouve dans la collection Nicolaïevski (HIA), carton 307, dossier 10, p. 1-2.

[1396] *Ibid.*

[1397] Agenturnoe donesenie, 16 septembre 1929, archives centrales du FSB, copie dans le dossier Volkogonov (HIA), carton 3, bobine 2.

[1398] V. M. Eltsine à Trotski, avril 1929, collection Nicolaïevski (HIA), carton 374, dossier 47.

[1399] M. Eastman, *Love and Revolution: My Journey through an Epoch*, p. 510-512.

[1400] P. Avrich, « Bolshevik Opposition to Lenin: G. T. Myasnikov and the Workers' Group », *Russian Review*, vol. 43 (1984), p. 1-29.

[1401] Voir le rapport sur la conférence des sections de la Quatrième Internationale, 29-31 juillet 1937, p. 1, dossier Charles Wesley Ervin (HIA).

[1402] S. Kharine à Trotski, 31 mars 1929 : collection Nicolaïevski (HIA), carton 305, dossier 54.

[1403] *Ibid.*, dossiers 55-57.

[1404] Trotski à S. Kharine, collection Nicolaïevski (HIA), carton 307, dossier 50.

[1405] Lettre confiée à Blioumkine, voir note [1395](#).

[1406] Correspondant anonyme à Trotski, 21 janvier 1930, collection Nicolaïevski (HIA), carton 567, dossier 62.

[1407] « Svoï » à Trotski, 25 mars 1932, collection Nicolaïevski (HIA), carton 306, dossier 84.

[1408] « Gromovoï » à Trotski, 15 septembre 1932, collection Nicolaïevski (HIA), carton 305, dossier 42.

[1409] *Ibid.*

[1410] « Tenzov » à L. Sedov, février 1933, collection Nicolaïevski (HIA), carton 375, dossier 1.

[1411] J. Van Heijenoort, *With Trotsky in Exile: From Prinkipo to Coyoacán*, p. 101 ; A. Glotzer, *Trotsky: Memoir and Critique*, p. 78.

[1412] Voir [ici](#).

[1413] A. Glotzer, *Trotsky: Memoir and Critique*, p. 78.

[1414] Une controverse a été soulevée à propos de ces personnes : ont-elles été trouver Trotski en tant qu'agent, ou ont-elles été « détournées » après l'avoir rejoint ? Trotski et Deutscher étaient partisans de cette dernière hypothèse sans toutefois l'étayer de preuves convaincantes. Ces individus étaient probablement dans les services secrets avant d'entrer en contact avec Trotski.

[1415] L. Jakovlev [L. Estrine], « Leon Sedov », p. 1-2.

[1416] TsAFSB, f. 17548, d. 0292, t. 2, p. 159-165.

[1417] L. Jakovlev [L. Estrine], « Leon Sedov », p. 6.

[1418] J. Van Heijenoort, *With Trotsky in Exile: From Prinkipo to Coyoacán*, p. 101-102.

[1419] Collection Nicolaïevski (HIA), carton 306, dossier 84.

[1420] Trotski faisait rarement référence au *Sotsialisticheski vestnik*, sauf dans sa correspondance privée, voir en particulier sa lettre à L. Sedov, vers 1932, dossier Harvard (collection Nicolaïevski), n° 10107.

[1421] *Ibid.*

[1422] Correspondant anonyme à L. Sedov, mai 1933, p. 1, collection Nicolaïevski (HIA), carton 375, dossier 3. Pour une raison inconnue, cette lettre est en anglais.

[1423] Notes de L. Sedov sur sa conversation avec « X », 1934 : collection Nicolaïevski (HIA), carton 375, dossier 6, p. 1.

[1424] Notes de L. Sedov sur sa conversation avec « X », 1934 : collection Nicolaïevski (HIA), carton 375, dossier 6, p. 1.

[1425] Journal de 1935, in L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 124.

[1426] *Ibid.*, p. 119.

[1427] *Time*, 5 décembre 1932.

[1428] Y. Craipeau, *Mémoires d'un dinosaure trotskyste : secrétaire de Trotsky en 1933*, p. 108.

[1429] *Ibid.*

[1430] *Ibid.*, p. 109.

[1431] L. Trotsky, *In Defence of the October Revolution*, p. 1-4.

[1432] *Ibid.*, p. 16-17.

[1433] *Ibid.*, p. 33.

[1434] *Ibid.*

[1435] Trotsky à Lev Sedov, 26 décembre 1932, collection Nicolaïevski (HIA), carton 43, dossier 36.

[1436] Y. Craipeau, *Mémoires d'un dinosaure trotskyste : secrétaire de Trotsky en 1933*, p. 109.

[1437] A. Glotzer, *Trotsky: Memoir and Critique*, p. 180.

[1438] G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 149.

[1439] Notes de L. Sedov sur le voyage à Alma-Ata (tapuscrit, journal), collection Nicolaïevski (HIA), carton 303, dossier 3, p. 1-7.

[1440] Journal de 1935, in L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 60 ff.

[1441] *Ibid.*, p. 90-91.

[1442] *Ibid.*, p. 136.

[1443] *Ibid.*, p. 84.

[1444] P. Naville, *Trotsky vivant*, p. 83.

[1445] Trotski au Comité central du parti ouvrier internationaliste, 21 juin 1936, p. 1, collection Trotski (HIA), carton 12, dossier 1.

[1446] *Ibid.*

[1447] G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 117.

[1448] A. Glotzer, *Trotsky: Memoir and Critique*, p. 183.

[1449] Trotski au Comité central du parti ouvrier internationaliste, 21 juin 1936, p. 1, collection Trotski (HIA), carton 12, dossier 1.

[1450] *Ibid.*

[1451] L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 130 et 141.

[1452] *Ibid.*, p. 141-142.

[1453] *Ibid.*, p. 143 ; J. Van Heijenoort, *With Trotsky in Exile: From Prinkipo to Coyoacán*, p. 77.

[1454] N. I. Sedova à L. Sedov, 17 septembre 1936, p. 1-2 et 4, collection Nicolaïevski (HIA), carton 362.

[1455] N. I. Sedova à L. Sedov, 30 octobre 1936, p. 1-2 et 4, *ibid.*

[1456] N. I. Sedova à L. Sedov, 8 et 24 novembre 1936, *ibid.*

[1457] N. I. Sedova à L. Sedov, 24 novembre 1936, *ibid.*

[1458] N. I. Sedova à L. Sedov, 30 octobre et 8 novembre 1936, *ibid.*

[1459] Journal de 1935, in L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 133.

[1460] *Ibid.*, p. 134.

[1461] D'après la lettre de Trotski à la section juridique, 31 mars 1938, collection Trotski (HIA), carton 11, dossier 53, p. 1.

[1462] G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 178.

[1463] *Ibid.*, p. 178-179.

[1464] M. Shachtman à L. Sedov, 23 novembre 1936, collection Nicolaïevski (HIA), carton 362, dossier 121.

[1465] Journal de 1935, in L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 137.

[1466] Trotski à L. Sedov, 16 janvier 1937, Dossier Trotski (HL), T10195.

[1467] Journal de 1935, in L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 146.

[1468] L. Trotskii, « V Meksike », collection Nicolaïevski (HIA), carton 354, dossier 37, p. 124.

[1469] *Ibid.*, p. 124-125.

[1470] Wilbur Burton (journaliste) au *Baltimore Sun*, 5 novembre 1937, dossier Alexander Buchman (HIA), carton 1.

[1471] Trotski à J. Hansen, 11 novembre 1938, Joseph Hansen Papers (HIA), carton 34, dossier 2.

[1472] Trotski à J. Frankel, 21 décembre 1937, collection Trotski (HIA), carton 10, dossier 23.

[1473] Fichier de surveillance du gouvernement américain, documents Joseph Hansen (HIA), carton 70, dossier 8, p. 1-15.

[1474] Interview de Vsevolod Volkov par Norman Melnick, *San Francisco Examiner*, 8 août 1988, p. 2.

[1475] H. Robins, souvenirs sans intitulé, collection Trotski (HIA), carton 31, dossier 4, p. 8-10 et 15 ; interview de Vsevolod Volkov par Norman Melnick, *San Francisco Examiner*, 8 août 1988, p. 2.

[1476] S. L. Sedov à G. M. Rubinshtein, documents de Sergueï Sedov (HIA), dossiers 1 (4 août 1935), 2 (12 août 1935) et 21 (23 septembre 1935) ; Julia Axelrod, étude sans titre (n.d.), n° 3, p. 21-22 et extraits et commentaires tirés du journal de S. Sedov, p. 44, documents Julia Axelrod (HIA).

[1477] Julia Axelrod, étude sans titre (n.d.), n° 1, p. 4, documents Julia Axelrod (HIA).

[1478] Journal de 1935, in L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 102.

[1479] *Ibid.*, p. 114.

[1480] G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 207.

[1481] *Ibid.*, p. 263-264.

[1482] P. Broué, *Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline*, p. 116-117.

[1483] Trotski à L. Sedov, 14 janvier 1936, dossier Trotski (HL), T10140.

[1484] L. Sedov à N. Sedova, 16 avril 1936, collection Nicolaïevski (HIA), carton 367.

[1485] *Ibid.*

[1486] *Ibid.*

[1487] L. Sedov à N. Sedova, 12 mai 1937, collection Nicolaïevski (HIA), carton 567, dossier 78.

[1488] L. Jakovlev [L. Estrina], « Leon Sedov », tapuscrit apparemment réalisé avant le 4 mai 1975, collection Trotski (HIA), carton 29, dossier 5, p. 6.

[1489] « Agenturnye doneseniya Zborovskogo M. G. », TsAFSB, f. 31660, d. 9067, p. 122-123, avec copie dans les documents Volkogonov (HIA), carton 3, bobine 2.

[1490] *Ibid.*, p. 98.

[1491] *Ibid.*, p. 72.

[1492] « Affaire Sedov, Cambriolage des Archives Trotsky », Préfecture de police, Seine (HIA) : rapports de police du 8, 9 et 17 novembre 1936.

[1493] Collection Trotski (HIA), carton 28, dossier 8.

[1494] G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 230-233.

[1495] *Ibid.*, p. 233-234.

[1496] *Ibid.*, p. 254-260.

[1497] *Ibid.*, p. 262 ; L. Jakovlev [L. Estrina], « Leon Sedov », tapuscrit apparemment réalisé avant le 4 mai 1975, collection Trotski (HIA), carton 29, dossier 5, p. 2.

[1498] P. Soudoplatov, *Special Tasks: The Memoirs of an Unwanted Witness – A Soviet Spymaster*, p. 82-83.

[1499] L. Estrina à Trotski, 21 février 1938, collection Nicolaïevski (HIA), carton 92, dossier 3.

[1500] « Rappel des faits de J. M. [Jeanne Martin des

Pallières] », 18 février 1938, p. 1-4, collection Nicolaïevski (HIA), carton 92, dossier 4.

[1501] Voir le résumé de P. Broué dans *Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline*, p. 254-259. Dans les années 1980, après avoir demandé à des médecins et toxicologues experts d'étudier les divers éléments de l'enquête, Broué eut la conviction que Sedov avait réellement été assassiné.

[1502] S. Weber à L. Estrina, 9 août 1938, collection Nicolaïevski (HIA), carton 92, dossier 3.

[1503] Trotski à Étienne et L. Estrina, 17 février 1939, *ibid.*

[1504] G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 298-303.

[1505] Trotski à Étienne et L. Estrina, 23 février 1938, collection Nicolaïevski (HIA), carton 92, dossier 3.

[1506] « Orlov » à Trotski, 27 décembre 1938, collection Trotski (HIA), carton 13, dossier 63.

[1507] Sara [Weber] à Lola Estrina, 13 août 1938, p. 1, collection Nicolaïevski (HIA), carton 92, dossier 3.

[1508] *Ibid.*

[1509] Trotski à J. Frankel, 12 avril 1933, collection Trotski (HIA), carton 10, dossier 22.

[1510] Trotski à L. Sedov, 12 novembre 1936, Trotsky Papers (HL), T10181.

[1511] *Ibid.*

[1512] G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 221-223.

[1513] Trotski à Mill [sic], 2 juin 1937, collection Nicolaïevski

(HIA), carton 308, dossier 17, p. 1-2.

[1514] I. Deutscher, *Trotsky: The Prophet Outcast*, p. 271-272.

[1515] P. Broué, *Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline*, p. 192.

[1516] A. Glotzer, *Trotsky: Memoir and Critique*, p. 188, Trotski à Shachtman, 20 janvier 1934.

[1517] *Ibid.*, p. 190.

[1518] *Ibid.*, p. 195-198.

[1519] *Trotsky's Writings: Supplement II, 1934-1940*, p. 448-454.

[1520] Y. Craipeau, *Mémoires d'un dinosaure trotskyste : secrétaire de Trotsky en 1933*, p. 90.

[1521] Trotski à L. Sedov, 14 janvier 1936, dossier Trotski (HL), T10140.

[1522] Cf. G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 223-225.

[1523] *Ibid.*

[1524] *Ibid.*, p. 226.

[1525] P. Naville, *Trotsky vivant*, p. 136-137.

[1526] Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 73.

[1527] « Declaration Regarding the Case of Senin and Weil », 27 février 1937, Documents Joseph Hansen (HIA), carton 69, dossier 34, p. 1-2.

[1528] L. Sedov « Braun » (Wolfe), 16 avril 1937, collection Trotski (HIA), carton 28, dossier 3, p. 2.

[1529] M. Eastman, *Love and Revolution: My Journey through an Epoch*, p. 625-626.

[1530] *Ibid.*, p. 626.

[1531] D. Cotterill, « Serge, Trotsky and the Spanish Revolution », in *The Serge-Trotsky Papers*, p. 116-119.

[1532] Trotski à V. Serge, 5 juin 1936, *ibid.*, p. 67.

[1533] L. Trotsky, « A Strategy for Victory », in *The Spanish Revolution*, p. 245.

[1534] Trotski à James Cannon, 10 octobre 1937 ; documents Joseph Hansen (HIA), carton 69, dossier 1, p. 1.

[1535] *Ibid.*, p. 2.

[1536] *Ibid.*, p. 3.

[1537] Voir [ici](#).

[1538] Rapport sur la conférence des sections de la Quatrième Internationale, 29-31 Juillet 1937, p. 1-4 et 6-8, documents Charles Wesley Ervin (HIA).

[1539] P. Broué, *Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline*, p. 245.

[1540] Voir [ici](#).

[1541] I. Deutscher, *Trotsky: The Prophet Outcast*, p. 419-422.

[1542] La controverse entre Trotski et Serge au sujet de Kronstadt commença après que Serge eut annoncé sa rupture avec la Quatrième Internationale : D. Cotterill in *The Serge – Trotsky Papers*, p. 22.

[1543] Viktor Serge à Trotski, 18 mars 1939, collection

Nicolaïevski (HIA), carton 306, dossier 76.

[1544] N. Sedova à S. Weber, 4 novembre 1942 : collection Trotski (HIA), carton 26, dossier 32.

[1545] *Body* veut dire « corps » en anglais (NdT).

[1546] M. Eastman, *Great Companions : Critical Memoirs of Some Famous Friends*, p. 123.

[1547] 5 avril 1935, L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 115-116.

[1548] Voir [ici](#).

[1549] Voir [ici](#) et [ici](#).

[1550] J. Van Heijenoort, *With Trotsky in Exile : From Prinkipo to Coyoacán*, p. 110.

[1551] *Ibid.*, p. 112.

[1552] *Ibid.*, p. 111.

[1553] A. Burdman Feferman, *Politics, Logic, and Love : The Life of Jean van Heijenoort*, p. 145.

[1554] J. Van Heijenoort, *With Trotsky in Exile : From Prinkipo to Coyoacán*, p. 112.

[1555] J'ai examiné tout le dossier Ella Wolfe dans la collection Wolfe (pourtant vaste) des archives de l'Institut Hoover sans trouver trace de cette lettre.

[1556] Trotski à N. Sedova, 19 juillet 1937, dossier Trotski (HLA), bMS Russ 13.1 (10622), p. 1.

[1557] *Ibid.*, p. 1-2.

[1558] Avant 1917, Junker était un terme désignant les élèves des écoles militaires en Russie (NdT).

[1559] *Ibid.*, p. 3.

[1560] *Ibid.*, p. 4.

[1561] J. Van Heijenoort, *With Trotsky in Exile : From Prinkipo to Coyoacán*, p. 118.

[1562] A. Burdman Feferman, *Politics, Logic, and Love : The Life of Jean van Heijenoort*, p. 175-176.

[1563] *Ibid.*, p. 170.

[1564] *Ibid.*, p. 170-171.

[1565] F. Kahlo (« Fridouchine ») à E. Wolfe, 13 [mois non précisé] 1938, p. 2, collection Bertram Wolfe (HIA), carton 158.

[1566] Trotski à F. Kahlo, 12 janvier 1939, collection Trotski (HIA), carton 11, dossier 31, p. 1-4.

[1567] Cf. par exemple la lettre de Jean Van Heijenoort à André Breton, datée du 11 janvier 1939, dossier Charles Curtiss (HIA).

[1568] Trotski au Comité panaméricain [*sic*] de la Quatrième Internationale, 22 mars 1939, *ibid.*

[1569] Charles Curtiss, note d'une conversation avec Diego Rivera, 20 janvier 1939, *ibid.*

[1570] J. van Heijenoort, *With Trotsky in Exile : From Prinkipo to Coyoacán*, p. 121-122.

[1571]

www.marxists.org/subject/art/lit_crit/works/rivera/manifest

[1572] Trotski à J. Cannon, 27 mars 1939, collection Trotski (HIA), carton 9, dossier 56, p. 1-5.

[1573] Ce portrait est exposé de nos jours à la Maison bleue de Coyoacán.

[1574] Trotski au Comité panaméricain de la Quatrième Internationale, 22 mars 1933, documents Charles Curtiss Papers (HIA), dossier 1, p. 2.

[1575] Trotski à C. Curtiss, 14 février 1939, documents Charles Curtiss (HIA), dossier 1.

[1576] L. Trotsky, *The Revolution Betrayed*, p. 216.

[1577] A. Burdman Feferman, *Politics, Logic, and Love : The Life of Jean van Heijenoort*, p. 140 et 142. See also above, p. 433.

[1578] L. Trotsky, *The Revolution Betrayed*, p. 215 et 217.

[1579] *Ibid.*, p. 63-65 ; brouillon de l'article « Stakhanovskoe dvizhenie », collection Trotski (HIA), carton 28, dossier 5, p. 1.

[1580] L. Trotsky, *The Revolution Betrayed*, p. 190.

[1581] *Ibid.*, p. 170-176.

[1582] Préface de l'édition française de *Terrorisme et Communisme*, publié en 1936 aux Éditions de la Nouvelle Revue critique, sous le titre *Défense du terrorisme* (traduction modifiée).

[1583] L. Trotsky, *The Revolution Betrayed*, p. 217.

[1584] *Ibid.*, p. 218.

[1585] « Ob ukrainskom voprose », *Byulleten' oppozitsii*, n° 77-78 (mai – juin – juillet 1939), p. 6.

[1586] *Ibid.*, p. 7.

[1587] S. et B. Webb, *Soviet Communism : A New*

Civilization ? ; S et B. Webb, Soviet Communism : A New Civilization.

[1588] Voir [ici](#).

[1589] I. Getzler, *Kronstadt*, p. 257.

[1590] Trotski au Camarade Wasserman, 14 novembre 1937, collection Trotski (HIA), carton 12, dossier 62.

[1591] Lev Sedov à Simone Weil, 1^{er} novembre 1937, collection Nicolaïevski (HIA), carton 368, dossier 48.

[1592] Voir [ici](#).

[1593] L. Trotsky, *The Revolution Betrayed*, p. 210.

[1594] N. Ejov à K. Voroshilov, 28 octobre 1938, RVGA, f. 33987, op. 3, d. 1 103s, p. 146-147. Ejov a été démis de ses fonctions quelques jours plus tard. Peut-être cette lettre était-elle motivée par la rage du désespoir.

[1595] Journal de Maïski, 23 mars 1938. Cette réflexion a été aimablement portée à mon attention par Gabriel Gorodetsky, traducteur de l'ouvrage d'origine.

[1596] A. Glotzer, *Trotsky: Memoir and Critique*, p. 40-44.

[1597] Journal de 1935, in L. Trotskii, *Dnevniki i pis'ma*, p. 123.

[1598] A. Glotzer, *Trotsky: Memoir and Critique*, p. 42-43.

[1599] Dossier Joseph Hansen (HIA), carton 69, dossier 64.

[1600] M. Eastman, *Love and Revolution: My Journey through an Epoch*, p. 499.

[1601] Trotski à Suzanne La Follette, James Cannon et Max Shachtman, 15 mars 1937, collection Trotski (HIA), carton 11,

dossier 48.

[1602] F. Lundberg à S. La Follette, 4 mars 1938, collection Nicolaïevski (HIA), carton 134, dossier 18.

[1603] M. Eastman, *Great Companions: Critical Memoirs of Some Famous Friends*, p. 114.

[1604] *Ibid.*, p. 114-115.

[1605] Journal de 1935, in L. Trotskii, *Dnevnik i pis'ma*, p. 119.

[1606] Cf. Souvenirs de Hook concernant cette période, notamment son récit des révélations que Van Heijenoort lui a faites par la suite (*Out of Step: An Unquiet Life in the Twentieth Century*, p. 242-243).

[1607] Hansen à Trotski, 23 juin 1939, documents Joseph Hansen (HIA), carton 34, dossier 2, p. 2.

[1608] S. Hook, *Out of Step: An Unquiet Life in the Twentieth Century*, p. 242.

[1609] *Ibid.*, p. 242-243.

[1610] J. Van Heijenoort, *With Trotsky in Exile: From Prinkipo To Coyoacán*, p. 145.

[1611] J. Van Heijenoort à Joe Hansen, 24 juillet 1939, documents Joseph Hansen (HIA), carton 34, dossier 7.

[1612] Notes sur la dialectique, 1939-1940, collection Trotski (HIA), carton 21, dossier 6, p. 2.

[1613] *Ibid.*, p. 6.

[1614] *Ibid.*, p. 8.

[1615] L'exemplaire de Trotski a été emporté à New York en

1939 par Jean Van Heijenoort, qui l'a déposé quelques années plus tard aux archives de l'Institut Hoover : S. Hook, *Towards the Understanding of Karl Marx : A Revolutionary Interpretation* (HIA), p. 34.

[1616] L. Trotsky, *Their Morals and Ours: The Moralists and Sycophants against Marxism*, p. 10.

[1617] *Ibid.*

[1618] *Ibid.*, p. 40-51.

[1619] Appendice de *In Defence of Marxism*, L. Trotsky, p. 233.

[1620] *Ibid.*, p. 239.

[1621] *Ibid.*, p. 246.

[1622] Trotski à Albert Goldman, 9 août 1940, collection Trotski (HIA), carton 9, dossier 78, p. 2.

[1623] Ella Wolfe, histoire orale, bande viii, p. 12-13 : collection Bertram Wolfe, carton 185.

[1624] « Stalin – intendant Gitlera », *Byulleten' oppositsii*, n° 79-80 (août-septembre-octobre 1939), p. 14.

[1625] Voir chapitre [14](#).

[1626] L. Trotskii, « SSSR v voine », *Byulleten' oppositsiya*, n° 79-80 (août-septembre-octobre 1939), p. 2.

[1627] « The USSR in War » (tapuscrit) : collection Nicolaïevski (HIA), carton 355, dossier 16, p. 1-3.

[1628] L. Trotskii, « SSSR v voine », *Byulleten' oppositsiya*, n° 79-80 (août-septembre-octobre 1939), p. 9.

[1629] « The USSR in War » (tapuscrit) : collection

Nicolaïevski (HIA), carton 355, dossier 16, p. 13.

[1630] *Ibid.*, p. 6.

[1631] *Ibid.*, p. 9.

[1632] L. Trotskii, « SSSR v voine », *Byulleten' oppozitsiya*, n° 79-80 (août-septembre-octobre 1939), p. 8.

[1633] *Ibid.*, p. 9.

[1634] H. P. von Strandmann, « Obostryayushchiesya paradoksy: Gitler, Stalin i germano-sovetskie ekonomicheskie svyazi. 1939-1941 », in *Voïna i politika, 1939-1941*, A. O. Choubarian et G. Gorodetsky (éd.), p. 376.

[1635] Joseph Hansen à Trotski, avril 1940, p. 1b : documents Joseph Hansen (HIA), carton 34, dossier 3.

[1636] Joseph Hansen à Trotski, 1^{er} janvier 1940 : *Ibid.*

[1637] Trotski à J. Hansen, 5 janvier 1940 (erreur de frappe, indique 1939), collection Trotski (HIA), carton 10, dossier 88.

[1638] Voir [ici](#).

[1639] Trotski à M. Shachtman, 6 novembre 1939, collection Trotski (HIA), carton 12, dossier 13, p. 3.

[1640] Trotski à M. Shachtman, 6 novembre 1939, *ibid.*, p. 4.

[1641] Trotski à J. Hansen, 18 janvier 1940, dossier Albert Glotzer (HIA), carton 13.

[1642] Trotski à M. Shachtman, 6 novembre 1939, p. 1, et 20 décembre 1939, collection Trotski (HIA), carton 12, dossiers 13 et 14.

[1643] Trotski à J. Hansen, 18 janvier 1940, dossier Albert Glotzer (HIA), carton 13.

[1644] *Ibid.* On ne connaît pas l'identité de la personne qui a mis la lettre de Trotski dans un anglais aussi déformé.

[1645] « Declaración a la Prensa: El Papel del Kremlin en la Catastrofa Europea », 17 juillet 1940, documents Joseph Hansen, carton 69, dossier 53, p. 1-2.

[1646] Trotski à A. Glotzer, 14 février 1939, collection Trotski (HIA), carton 9, dossier 59.

[1647] Discussions du POS avec « Lund » (Trotski), 15 juin 1940, collection Trotski (HIA), carton 22, dossier 13, p. 22.

[1648] Trotski à J. B. Matthews, 12 octobre 1939, collection Trotski (HIA), carton 12, dossier 53.

[1649] Discussions du POS avec « Lund » (Trotski), 15 juin 1940, collection Trotski (HIA), dossier 13, p. 22.

[1650] Discussions du POS avec « Lund » (Trotski), 12 juin 1940, *ibid.*, p. 5.

[1651] « Lund » (Trotski) à Albert Goldman, 9 juillet 1940, dossier Albert Glotzer (HIA), carton 13.

[1652] Discussions du POS avec « Lund » (Trotski), 12 juin 1940, collection Trotski (HIA), carton 22, dossier 13, p. 5.

[1653] « Vas obmanyvayut ! Pis'mo v SSSR », apparemment datée du 23 avril 1940, documents Joseph Hansen (HIA), carton 69, dossier 45.

[1654] H. Robins, mémoires sans titre, p. 2, collection Trotski (HIA), carton 31, dossier 4.

[1655] E. Sedov, « Mi Abuelo, Mexico y Yo », in *Contenido*,

novembre 1970, p. 64. Trotski y disait : « Il n'y a pas beaucoup d'individus comme ça » (*No abundan esos individuos*).

[1656] Documents Joseph Hansen (HIA), carton 69, dossier 63 : croquis de la maison (1970) et notes sur les travaux.

[1657] Trotski à James Cannon, 15 février 1938 : collection Trotski (HIA), carton 9, dossier 54. Aucune preuve de tentative d'assassinat à cette époque n'est encore ressortie des analyses des archives soviétiques.

[1658] Cf. par exemple la lettre adressée à P. Frank et R. Molinier, 1^{er} juillet 1940 : *ibid.*, carton 10, dossier 15.

[1659] Journal de 1935, in L. Trotskii, *Dnevniki i pis'ma*, p. 72.

[1660] J. Hansen à Usick [*sic*], 21 septembre 1940 : collection Trotski (HIA), carton 22, dossier 4.

[1661] « My Testament », du 27 février au 3 mars 1940 : documents Joseph Hansen (HIA), carton 69, dossier 44.

[1662] N. Sedova à Sara Weber, 14 avril 1940 : collection Trotski (HIA), carton 26, dossier 32.

[1663] Suzi Weissman, « A Remembrance » (de son ami Alexandre Buchman) : tapuscrit, 2003 : dossier Alexandre Buchman (HIA), p. 1-2.

[1664] Pour les diverses estimations des gardes de Trotski concernant le nombre des attaquants, voir les notes de Joe Hansen, datées du 30 juin 1940 : documents Joseph Hansen, carton 70, dossier 3.

[1665] L. A. Sánchez Salazar (avec Julián Gorkin), *Asi asesinaron a Trotski*, p. 24-25.

[1666] *Ibid.*, p. 25-27.

[1667] Joseph Hansen, notes (30 juin 1940) : documents Joseph Hansen (HIA), carton 70, dossier 3.

[1668] N. Sedova, « Otets i syn », collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 11, p. 9.

[1669] Herbert Solow à « Cornell » (Trotski), 14 juin 1940, p. 1-2 : dossier Albert Glotzer Papers (HIA), carton 13.

[1670] J. Hansen à Albert Goldman, 30 juin 1940 : *op. cit.*

[1671] P. Stein, *Siqueiros : His Life and Works*, p. 125, 129-130 et 131.

[1672] N. Sedova, « Otets i syn » : collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 11, p. 9.

[1673] Farrell Dobs à son « Cher camarade », 16 août 1940 : collection Trotski (HIA), carton 24, dossier 13.

[1674] Trotski à Hank Schultz, 20 août 1940 : collection Trotski (HIA), carton 12, dossier 10.

[1675] J. Hansen à Usick, 21 septembre 1940 : collection Trotski (HIA), carton 22, dossier 24.

[1676] J. Hansen à Farrell Dobbs, lettre datée probablement de juillet 1940 : collection Trotski (HIA), carton 24, dossier 12, p. 1-2 ; documents Joseph Hansen (HIA), carton 69, dossier 63 : croquis de la maison (1970) et notes sur les travaux.

[1677] Trotski à Hank Schultz, 20 août 1940 : collection Trotski (HIA), carton 12, dossier 10.

[1678] N. Sedova à C. James, 17 octobre 1940 : documents Joseph Hansen (HIA), carton 70, dossier 20, p. 1.

[1679] *Ibid.*

[1680] V. Serge et N. Sedova Trotsky, *The Life and Death of Leon Trotsky*, p. 267.

[1681] Piolet est plus exact que pic à glace, terme utilisé dans les années trente pour désigner le petit ustensile dont se servait les barmans pour piler les glaçons.

[1682] Voir les photos p. 84 et suivantes dans J. R. Garmabella, *Operación Trotsky*.

[1683] L. Mercader, « Mi hermano Ramo'n no era un vulgar asesino », *El Mundo*, juillet 1990, p. 17.

[1684] L. A. Sánchez Salazar et Julián Gorkin, *Asi asesinaron a Trotski*, p. 149-150.

[1685] *Ibid.*, p. 119.

[1686] *Ibid.*

[1687] J. Van Heijenoort, *With Trotsky in Exile : From Prinkipo to Coyoacán*, p. 192.

[1688] « Trotsky », *The Times*, 23 août 1940.

[1689] L. A. Sánchez Salazar et Julián Gorkin, *Asi asesinaron a Trotski*, p. 5. En soi, ce petit détail constitue la preuve que les Soviétiques étaient impliqués.

[1690] *Lubyanka : Stalin i NKVD – NKGB – GUKR « Smersh », 1939-mart 1946*, p. 182-184. L'article est daté du 16 août 1940. Il s'agit vraisemblablement d'une erreur technique. Peut-être – je dis bien *peut-être* – cela signifie-t-il que le Kremlin anticipait déjà que l'assassinat serait mené à

bien.

[1691] Documents du Département d'État américain : Joseph Hansen (HIA), carton 70, dossier 8.

[1692] Collection Trotski (HIA), carton 24, dossier 5, p. 1-4.

[1693] Albert Goldman à Felix Morrow, 31 août 1940 : collection Trotski (HIA), carton 24, dossier 14, p. 1-4.

[1694] « Rencontres avec Trotski et son meurtrier » (tapuscrit : Paris, n.d.), p. 4 : dossier Augustin Souchy (HIA).

[1695] N. Sedova à S. Weber, 12 novembre 1959 : collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 5.

[1696] J. Hansen à N. Sedova, 24 octobre 1941 : documents Joseph Hansen (HIA), carton 33, dossier 14.

[1697] *Byulleten' oppositsii*, n° 87 (août 1941).

[1698] Décret de la 7^e Direction, NKGB, 1^{er} juillet 1941 : TsAFSB, f. 17548, op. 0292, t. 2, p. 368, documents Volkogonov.

[1699] N. Sedova à S. Weber, 4 novembre 1942 : collection Trotski (HIA), carton 26, dossier 32.

[1700] N. Sedova au comité exécutif de la Quatrième Internationale, 9 mai 1951 : *ibid.*, dossier 13.

[1701] N. Sedova à Sara Weber, octobre 1955 : collection Trotski (HIA), carton 27, dossier 4.

[1702] Propos recueillis par N. Melnick, *San Francisco Examiner*, 8 août 1988, p. 2.

[1703] A. Glotzer à N. Sedova, 25 mai 1954 : dossier Albert Glotzer (HIA), carton 26.

[1704] Julia Axelrod, Mémoires sans titre (n.d. mais après 2000), n° 1, p. 1 : dossier Julia Axelrod (HIA).

[1705] *Ibid.*, n° 3, p. 2-3, 4-5, 7 et 9.

[1706] *Ibid.*, n° 1, p. 2 et 6 ; Yu. Aksel' [Aksel'rod], « Istoriya moego odinochestva », in *Iskusstvo kino*, n° 4 (1990), p. 103.

[1707] Julia Axelrod, Mémoires sans titre (n.d.), n° 1, p. 6, et n° 2, p. 6, 9 et 18 : dossier Julia Axelrod (HIA).

[1708] L. Trotskii, *Na bor'be s golodom*, p. 55 : discours de Sokolniki, 6 juin 1918.